

Canada. Parliament.
House of Commons.
Standing Committee on
Veterans Affairs,
1970/72 1969/70-

V4 DATE Minutes NAME - FROM
A1 and evidence.

Date Loaned

JUN 17 1972

CAT. NO. 1138

*

J

103

H7

1970/72

V4

A1

||

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Thursday, January 14, 1971

Tuesday, January 19, 1971

Chairman: Mr. Carl Legault

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Veterans Affairs

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Pension Act
and the Civilian War Pensions and
Allowances Act

APPEARING:

The Hon. Jean-Eudes Dubé,
Minister of Veterans Affairs

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 1

Le jeudi 14 janvier 1971

Le mardi 19 janvier 1971

Président: M. Carl Legault

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions
et la Loi sur les pensions et allocations
de guerre pour les civils

COMPARAÎT:

L'honorable Jean-Eudes Dubé,
Ministre des Affaires des anciens combattants

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES

Les séances no 1
Le jeudi 14 janvier 1971
Le mardi 19 janvier 1971
Président: M. Guy Legault

HOUSE OF COMMONS

Session No. 1
Tuesday January 14, 1971
Wednesday January 19, 1971
Chairman: Mr. Guy Legault

STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Carl Legault

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

Messrs.

Badanai
Bigg
Blair
Corriveau
Douglas (Assiniboia)

Émard
Knowles (Norfolk-
Haldimand)
Knowles (Winnipeg
North Centre)

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES DES
ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Carl Legault

Vice-président: M. Jack Cullen

Messieurs

Loiselle
MacLean
MacRae
Marshall
Peters

Tétrault
Thomas (Moncton)
Turner (London East)
Weatherhead
Whicher—(20)

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Messrs. Corriveau, Loiselle, Cullen and Blair replaced Messrs. Lessard (Lac-Saint-Jean), Ouellet, Foster and Laniel on January 13, 1971.

Messrs. Weatherhead and MacLean replaced Messrs. Francis and MacEwan on January 18, 1971.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

MM. Corriveau, Loiselle, Cullen et Blair remplacent MM. Lessard (Lac-Saint-Jean), Ouellet, Foster et Laniel le 13 janvier 1971.

MM. Weatherhead et MacLean remplacent MM. Francis et MacEwan le 18 janvier 1971.

TEMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

ORDER OF REFERENCE

House of Commons,
Monday, January 11, 1971.

Ordered,—That Bill C-203, An act to amend the Pension Act and the Civilian War Pensions and Allowances Act, be referred to the Standing Committee on Veterans Affairs.

ATTEST:

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

La séance est adjournée à 11 h 15 pour la considération du rapport du Comité permanent des affaires des anciens combattants, avec l'assent de M. le ministre.

M. Hedges propose, avec l'assent de M. Knowles (Chair-Habitat), et il est proposé que la séance soit mise en suspens jusqu'à 14 h 30.—
M. Hedges.—Qui a été élu à la présidence du comité?

The Standing Committee on Veterans Affairs has been appointed to consider the motion of Mr. Hedges.
La séance est adjournée à 14 h 30 pour la considération du rapport du Comité permanent des affaires des anciens combattants, avec l'assent de M. Fraser et des autres membres du comité.

Members of the Standing Committee on Veterans Affairs present:
Mr. Peters, Turner et Gagnon-Lauzon.
La séance est adjournée à 14 h 30 pour la considération du rapport du Comité permanent des affaires des anciens combattants, avec l'assent de M. Fraser et des autres membres du comité.

M. Geller au nom de la délégation du Comité permanent des affaires des anciens combattants, Dr. J. S. Hodson, Deputy Minister, Mr. D. K. Ward, Member of Parliament, avec l'assent de M. Knowles (Chair-Habitat).

M. Hedges au nom de la délégation du Comité permanent des affaires des anciens combattants, Dr. R. J. Richardson, Member of Parliament, avec l'assent de M. Knowles (Chair-Habitat).
Téléphone: M. Hedges a demandé à l'ordre du jour d'ajouter à l'ordre du jour la question relative à la procédure devant être suivie par le Comité permanent des affaires des anciens combattants pour délibérer sur les questions portant sur les pensions et allocations pour les civils.

The Minister was questioned. He was assisted by Dr. J. S. Hodson, Deputy Minister, Mr. D. K. Ward, Member of Parliament, avec l'assent de M. Knowles (Chair-Habitat).
On completion of the questioning, at 11:30 a.m., the Committee adjourned until Thursday, January 12, 1971.

M. Hedges proposa de faire une question à la question posée par M. Hedges au nom de la délégation du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

Le ministre répondit à la question posée par M. Hedges.

ORDRE DE RENVOI

Chambre des communes
Le lundi 11 janvier 1971

Il est ordonné,—Que le Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions et la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, soit déféré au comité permanent des affaires des anciens combattants.

ATTESTÉ:

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

La séance est adjournée à 14 h 30 pour la considération du rapport du Comité permanent des affaires des anciens combattants, avec l'assent de M. Fraser et des autres membres du comité.

M. Hedges, avec l'assent de M. Knowles (Chair-Habitat), propose que la séance soit adjournée jusqu'à 14 h 30 pour la considération du rapport du Comité permanent des affaires des anciens combattants, avec l'assent de M. Fraser et des autres membres du comité.

La séance est adjournée à 14 h 30 pour la considération du rapport du Comité permanent des affaires des anciens combattants, avec l'assent de M. Fraser et des autres membres du comité.

La séance est adjournée à 14 h 30 pour la considération du rapport du Comité permanent des affaires des anciens combattants, avec l'assent de M. Fraser et des autres membres du comité.

M. Geller au nom de la délégation du Comité permanent des affaires des anciens combattants, Dr. J. S. Hodson, Deputy Minister, Mr. D. K. Ward, Member of Parliament, avec l'assent de M. Knowles (Chair-Habitat).

M. Hedges au nom de la délégation du Comité permanent des affaires des anciens combattants, Dr. R. J. Richardson, Member of Parliament, avec l'assent de M. Knowles (Chair-Habitat).
Téléphone: M. Hedges a demandé à l'ordre du jour d'ajouter à l'ordre du jour la question relative à la procédure devant être suivie par le Comité permanent des affaires des anciens combattants pour délibérer sur les questions portant sur les pensions et allocations pour les civils.

Le ministre répondit à la question posée par M. Hedges.

MINUTES OF PROCEEDINGS

ORDRE DU RENVOI

PROCÈS-VERBAL

ORDER OF PRIORITY

Thursday, January 14, 1971.

(1)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:35 a.m. this day, for the purpose of organization.

Members present: Messrs. Badanai, Bigg, Blair, Corriveau, Cullen, Douglas (*Assiniboia*), Émard, Francis, Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg-North Centre*), Legault, Loiselle, Marshall, Turner (*London-East*), Whicher—(15).

Other Members present: Messrs. Hopkins and Weatherhead.

The Clerk attending and having called for motions for the election of a Chairman, Mr. Francis moved, seconded by Mr. Marshall,

That Mr. Legault be elected Chairman of this Committee.

Mr. Badanai moved, seconded by Mr. Knowles (*Norfolk-Haldimand*),

Resolved,—That nominations be closed.

The Clerk declared the first motion *carried, nemine contradicente*, and Mr. Legault duly elected Chairman of the Committee.

Mr. Legault took the Chair and thanked the Committee for the honour conferred upon him.

The Chairman called for motions for the election of a Vice-Chairman. Mr. Whicher moved, seconded by Mr. Turner (*London East*),

That Mr. Cullen be elected Vice-Chairman of this Committee.

Mr. Marshall moved, seconded by Mr. Knowles (*Norfolk-Haldimand*),

Resolved,—That nominations be closed.

The question having been put on the first motion, it was *resolved* in the affirmative, *on division*, Yeas, 9; Nays, 3.

The Chairman declared Mr. Cullen duly elected Vice-Chairman of the Committee.

On motion of Mr. Bigg.

Resolved,—That the Chairman, the Vice-Chairman and one other member from each Party appointed by the Chairman after the usual consultation with the Whips of the different parties do compose the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Le jeudi 14 janvier 1971

(1)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin, à 9 h 35, pour fin d'organisation.

Députés présents: MM. Badanai, Bigg, Blair, Corriveau, Cullen, Douglas (*Assiniboia*), Émard, Francis, Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Legault, Loiselle, Marshall, Turner (*London-Est*), Whicher—(15).

Autres députés présents: MM. Hopkins et Weatherhead.

Le greffier se dit prêt à recevoir les candidatures au poste de président; M. Francis propose, avec l'appui de M. Marshall,

M. Legault au poste de président du Comité.

M. Badanai propose, avec l'appui de M. Knowles (*Norfolk-Haldimand*), et il est

Résolu,—Que la période de mise en candidature soit close.

Le greffier déclare que la première motion est adoptée sans opposition et M. Legault est élu président du Comité.

M. Legault prend le fauteuil et remercie le Comité de l'honneur qu'il lui confère.

Le président se dit prêt à recevoir les candidatures au poste de vice-président. M. Whicher propose, avec l'appui de M. Turner (*London-Est*),

M. Cullen au poste de vice-président du Comité.

M. Marshall propose, avec l'appui de M. Knowles (*Norfolk-Haldimand*),

M. MacRae au poste de vice-président du Comité.

M. Badanai propose, avec l'appui de M. Knowles (*Norfolk-Haldimand*), et il est

Résolu,—Que la période de mise en candidature soit close.

La première motion est mise aux voix et est adoptée, sur division, à 9 contre 3.

Le président déclare M. Cullen élu vice-président du Comité.

M. Bigg propose, et il est

Résolu,—Que le président, le vice-président et un autre membre de chaque parti nommé par le président après consultation avec les whips des différents partis forment le Sous-comité du programme et de la procédure.

On motion of Mr. Marshall,

Réolu.—That the Committee print 1000 copies of its Minutes of Proceedings and Evidence and as a supplementary issue, a sessional index prepared by the Library of Parliament.

On motion of Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*),

Réolu.—That the Chairman be authorized to hold meetings, to receive evidence and to authorize the printing thereof when a quorum is not present.

The Committee discussed its Order of Reference of January 11, 1971, and agreed to have the Subcommittee on Agenda and Procedure recommend a schedule of future meetings to deal with Bill C-203.

Following words of commendation, appreciation and congratulations expressed by Messrs. Badanai, Émard, Marshall and Knowles (*Winnipeg North Centre*) the Members of the Committee extended a vote of thanks to Mr. Francis, Chairman of the Committee during the past Session.

On motion of Mr. Marshall, at 10:00 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

(2)

Tuesday, January 19, 1971.

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:40 a.m. this day. The Chairman, Mr. Legault, presided.

Membres présents: Bigg, Blair, Corriveau, Cullen, Douglas (*Assiniboia*), Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg North Centre*), Legault, Loiselle, MacRae, Peters, Turner (*London East*), Weatherhead, Whicher (14).

Autres membres présents: Messrs. Bell and Ritchie.

Apparaît: Honourable Jean-Eudes Dubé, Ministre des Affaires des anciens combattants.

Témoins: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister; Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate. From the Canadian Pension Commission: Dr. H. J. Richardson, Chief Medical Adviser.

The Chairman announced that the Subcommittee on Agenda and Procedure would meet immediately after the main meeting.

The Committee commenced its consideration of Bill C-203, *An Act to amend the Pension Act and of the Civilian War Pensions and Allowances Act*. The Chairman called Clause 1 and introduced the Minister, Honourable Jean-Eudes Dubé who read a prepared statement. Copies in English and French were distributed.

The Minister was questioned. He was assisted by Dr. Hodgson, Mr. Ward and Dr. Richardson.

On completion of the questioning, at 11:25 a.m., the Committee adjourned until Thursday, January 21, 1971.

M. Marshall propose, et il est

Réolu.—Que le Comité fasse imprimer 1,000 exemplaires des procès-verbaux et témoignages et, en supplément, un index sessionnel préparé par la Bibliothèque du Parlement.

M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*) propose, et il est

Réolu.—Que le président soit autorisé à tenir des séances, à recevoir des témoignages et à en autoriser l'impression à défaut de quorum.

Le Comité étudie l'Ordre de renvoi du 11 janvier 1971 et convient que le Sous-comité du programme et de la procédure établisse un horaire des prochaines séances portant sur le Bill C-203.

MM. Badanai, Émard, Marshall et Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*) expriment leur appréciation et leurs félicitations et les membres du Comité ajoutent leur remerciement à l'endroit de M. Francis, président du Comité au cours de la dernière session.

Sur proposition de M. Marshall, à 10 h du matin, la séance du Comité est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

(2)

Le mardi 19 janvier 1971

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin à 9 h 40. Le président, M. Legault, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Bigg, Blair, Corriveau, Cullen, Douglas (*Assiniboia*), Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Legault, Loiselle, MacRae, Peters, Turner (*London-Est*), Weatherhead, Whicher—(14).

Autres députés présents: MM. Bell et Ritchie.

Comparaît: L'honorable Jean-Eudes Dubé, ministre des Affaires des anciens combattants.

Témoins: du ministère des Affaires des anciens combattants: M. J. S. Hodgson, sous-ministre; D. K. Ward, administrateur légal des pensions. De la Commission canadienne des pensions: Dr. H. J. Richardson, conseiller médical en chef.

Le président déclare que le sous-comité du programme et de la procédure doit se réunir immédiatement après la séance principale.

Le Comité entreprend l'étude du Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions et la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Le président met en délibérations l'article 1 et présente le ministre, l'honorable Jean-Eudes Dubé, qui fait lecture d'un exposé et dont copies sont distribuées aux membres en anglais et en français.

Le ministre répond aux questions avec l'aide du docteur Hodgson et du docteur Richardson et de M. Ward.

A la fin de la période de questions, à 11 h. 25 du matin, la séance du comité est levée jusqu'au jeudi 21 janvier 1971.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, January 19, 1971

• 0940

[Text]

The Chairman: The meeting will please come to order. It is 9.40 a.m. and other members have commitments to other Committees at 11.00 a.m.

Well the steering committee remain for two or three minutes after this meeting so that we can prepare the schedule for the following meetings, which will be announced afterwards to all parties.

Mr. MacRae, I believe Mr. Knowles is on the steering committee. Would you replace him on the steering committee?

Mr. MacRae: Yes.

The Chairman: Thank you very much. I think we should proceed with a statement from the Minister. Before doing so I will call Clause 1. We now will welcome the Honourable Mr. Dubé and ask him to make a statement concerning Bill C-203.

Hon. Jean-Eudes Dubé (Minister of Veterans Affairs): Thank you, Mr. Chairman. First of all I should say that I am very pleased to have this occasion to appear before you this morning to discuss some of the aspects of the Pension Bill. Before doing so I should like to offer my compliments and congratulations to you, Mr. Chairman, on having been elevated to the chairmanship of this Committee. I am sure that under your leadership, as under the leadership of your predecessor, this Standing Committee will continue to make an outstanding contribution in the field of veterans affairs.

Today, Mr. Chairman, I do not propose to repeat the statement I made in the House when moving second reading of the Bill. At that time, on Monday of last week, you will recall that I described briefly the five most important benefits of the Bill. The first was the exceptional incapacity allowance, the second was the proposed establishment of an independent Pension Review Board, the third was the formation of a Bureau of Pensions Advocates, the fourth was the clarification of the "Benefit of the Doubt", and finally the special provision for those who were prisoners of the Japanese.

Last Monday I also mentioned a number of other provisions and emphasized that the Bill would give effect to practically all the proposals in the White Paper, with modification and enrichment in some cases. Members of this Committee are no doubt aware that the Council of National Veterans Organizations has expressed its satisfaction with these proposed legislative changes. The national publication of the Royal Canadian Legion was entirely of the same view, and expressed the hope that the measures might be placed on the statute books at a very early date. I am sure that we all share that hope.

Mr. Chairman, during second reading debate I was delighted to observe that the Bill received widespread support on all sides of the House. There was also discussion of such other matters as War Veterans Allowances, but as these matters are not germane to the Bill now under consideration I do not intend to comment on them. But I did take notice of all observations relevant to the

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 19 janvier 1971

[Interpretation]

Le président: La séance est ouverte. Il est 9 heures quarante. D'autres membres du comité ont des rendez-vous à 11 heures.

Si le comité de direction veut bien rester 2 ou 3 minutes après cette séance, nous pourrons préparer le programme des séances prochaines. Nous annoncerons ceci après. Monsieur MacRae, monsieur Knowles siège au comité de direction, voulez-vous bien le remplacer au comité de direction.

M. MacRae: Oui.

Le président: Nous pouvons commencer par la déclaration du ministre et avant, je vais mettre en délibération l'article 1. Maintenant nous allons souhaiter la bienvenue à l'honorable M. Dubé et lui demandons s'il a une déclaration à faire au sujet du bill C-203.

M. Jean-Eudes Dubé (Ministre des Affaires des anciens combattants): Merci, monsieur le président. Je me félicite d'avoir l'occasion de discuter avec vous ce matin de certains aspects du projet de loi sur les pensions. J'aimerais toutefois, avant de commencer, monsieur le Président, vous féliciter d'avoir été choisi pour diriger ces réunions. Je suis persuadé que sous votre férule comme sous celle de votre prédécesseur, ce comité permanent continuera à servir les Anciens combattants de façon exceptionnelle.

Je n'ai pas l'intention, monsieur le président, de répéter aujourd'hui ce que j'ai dit en deuxième lecture du projet de loi à la Chambre. A cette époque, j'ai alors fait une description rapide des cinq éléments principaux du projet, à savoir: la nouvelle allocation pour invalidité exceptionnelle; la proposition de créer un Conseil indépendant de révision des pensions; l'établissement d'un Bureau de services juridiques des pensions; quatrièmement, la clarification de l'article du «bénéfice du doute» et, en dernier lieu, les dispositions spéciales concernant ceux qui sont tombés aux mains des Japonais à Hong Kong.

Lundi dernier, j'ai également cité un certain nombre d'autres dispositions, et souligné que le projet de loi contenait presque toutes les dispositions du Livre blanc, modifiées ou enrichies dans certains cas. Les membres de ce comité savent, sans aucun doute, que la Fédération canadienne des associations d'anciens combattants s'est réjouie des modifications que comporte le projet de loi. L'organe national de la Légion royale canadienne a abondé dans le même sens, et a exprimé l'espérance de les voir inscrire le plus tôt possible dans les recueils de nos lois. Cet espoir, nous le partageons tous, je n'en doute pas.

Monsieur le président, au cours du débat qui a suivi la deuxième lecture du Bill C-203, j'ai eu le grand plaisir de voir que la Chambre toute entière l'accueillait très favorablement. On a soulevé aussi d'autres questions comme celle des allocations aux anciens combattants, mais vu qu'elles ne se rapportent pas au projet de loi à l'étude, je

[Texte]

Bill and I wish to comment on them this morning as fully as I can.

First, with regard to exceptional incapacity allowance, you will recall the suggestion was made that the approval ought not to be subject to the discretion of the Pension Commission but that it should be paid as of right to people whose condition is defined by specified categories.

Mr. Chairman, it appears to me that there was some misunderstanding on this point. The Bill, under Clause 59, clearly states that the allowance will be paid as of right. It says that the exceptionally incapacitated pensioner "is entitled to an allowance". It is true, of course, that the amount of the allowance in each case has to be determined, but this does not derogate from the fact that the payment is made as of right when the applicant's condition has been defined. The payment is in no way affected by the financial means of the pensioner. In this respect the allowance will be exactly similar to the pension itself, or to the attendance allowance. In all these cases, in the case of the pension, in the case of the new proposed allowance, and in the case of the attendance allowance payment is made as of right, but the quantum has to be determined by the Commission on the basis of the actual facts.

It is the government's intention to publish guidelines regarding the amount of the allowance payable for different kinds and degrees of incapacity. Members of the Committee are aware that the Pension Commission has a table of disabilities to aid in assessment for purposes of the pension itself and for attendance allowance, and something similar will be made public for use in assessing the exceptional incapacity allowance.

The subject is too complex to be fully covered by merely establishing six categories, but the guidelines will define the matter as far as reasonably can be done in advance. They are not being incorporated in the Bill itself because they are bound to evolve as experience is gained, and adjustments to the guidelines therefore may be frequent in the initial years.

To ensure that all pensioners eligible for this award receive the award at the earliest possible date, the Pension Commission will review the Head Office records of every veteran pensioned at the rate of 100 per cent. If there is sufficient evidence, awards will be made without examination on an interim, if not a long-term basis. If the evidence on hand is insufficient to make a decision, the Commission will arrange without delay for medical examination or other necessary enquiries. If recent evidence precludes an award at this time the pensioner will be so informed. In making the awards priority will be given to those most severely incapacitated, including paraplegics, pensioners with three amputations and the totally blind. Others whose pension conditions require Attendance Allowance at a high rate, insofar as feasible, will come next in priority.

Mr. Chairman, the factors to be considered in making an award and assessing the quantum are identified in Clause 59 of the Bill. Degrees of loss or impairment of function, the significance of continuing pain and discomfort and loss of enjoyment of life cannot be set out in tabular form without being unduly restrictive and abridging the Commission's desire and duty to assess each case with due regard to all relevant factors. As to the reduction of the life expectancy, the Commission will

[Interprétation]

[Texte]

n'ai pas l'intention de m'y arrêter. Cependant, j'ai bien noté toutes les observations qui portent sur le bill et je me propose d'y répondre ce matin aussi complètement que possible.

En ce qui concerne tout d'abord, l'allocation pour invalidité exceptionnelle, certains ont demandé que son approbation ne soit pas laissée à la discréction de la Commission canadienne des pensions, mais qu'au contraire l'allocation soit versée «de droit» à ceux qui entrent dans des catégories précises d'invalidité.

Il me semble, monsieur le président, qu'il y a eu quelque méprise sur ce point. L'article 59 du bill énonce clairement que l'allocation sera versée automatiquement; il stipule que le pensionné qui souffre d'une incapacité exceptionnelle «a droit à une allocation.» Il est exact, bien sûr, que le montant de ladite allocation reste à déterminer dans chaque cas, mais il n'empêche que le paiement se fera automatiquement lorsque l'invalidité du requérant aura été déterminée. Le paiement n'a absolument rien à voir avec les moyens financiers de celui-ci. A cet égard, il en est de l'allocation exactement comme de la pension elle-même ou de l'allocation des soins: dans les trois cas, le paiement est automatique, mais la Commission doit fixer le montant en se basant sur des faits précis.

Le gouvernement se propose de publier des directives relatives au montant de l'allocation payable pour diverses sortes ou divers degrés d'invalidité. Les membres du comité n'ignorent pas que la Commission des pensions possède une Table des invalidités qui l'aide à évaluer la pension à verser et l'allocation pour soins, et on appliquera un système semblable à l'allocation pour invalidité exceptionnelle.

Le sujet est trop complexe pour entrer complètement dans le cadre des catégories fixes, mais les directives préciseront la chose aussi bien qu'on peut le faire à l'avance. Ces directives ne sont pas incorporées au bill-même, mais elles évolueront certainement au fur et à mesure que la Commission acquerra de l'expérience, ce qui risque d'entraîner des modifications fréquentes au début.

Afin de s'assurer que tous les pensionnés ayant droit à cette compensation la reçoivent le plus tôt possible, la Commission des pensions va réviser tous les dossiers du bureau central concernant les anciens combattants pensionnés à 100 p. 100. S'il y a des raisons suffisantes, les indemnités seront accordées sans réexamen, sinon à long terme, du moins à titre provisoire. Si les renseignements dont on dispose ne sont pas suffisants pour qu'une décision soit prise, la Commission prendra aussitôt des dispositions pour qu'il soit procédé à un examen médical ou pour obtenir tous autres renseignements nécessaires. Si des faits nouveaux devaient empêcher pour l'instant l'attribution de l'indemnité, le pensionné en sera informé. Les plus grands invalides auront la priorité dans l'attribution des indemnités, y compris les paraplégiques, les pensionnés qui ont subi trois amputations majeures et ceux qui sont totalement aveugles. Les autres dont les affections pensionnées comportent une allocation pour soins à un taux élevé viendront après dans l'ordre prioritaire dans la mesure du possible.

Les facteurs dont on doit tenir compte pour attribuer une indemnité et en fixer le montant sont précisés à l'article 59 du bill. Le degré de la perte ou de l'affaiblissement

[Text]

judge this against life expectancy tables most favourable to the veteran. The extent to which the incapacity or other factor has been remedied by treatment or use of a prosthesis may require clarification before an award can be made.

• 0950

In general, however, pensioners for total paraplegia or three major amputations, or with almost total blindness coupled with a significant secondary disability, will receive the maximum award of \$2,400. The award can be made or continued whether or not the pensioner is in hospital or receiving treatment.

I hope this explanation will help to make clear the government's plans with regard to the handling of the exceptional incapacity allowance.

The second question raised referred to the maximum amounts of allowance. As you will recall, the White Paper had indicated that a maximum might be \$1,200 a year. The Standing Committee suggested \$3,500 a year and the Bill says \$2,400 a year. Several members have urged that the \$3,500 figure be used.

Mr. Chairman, all of us, I am sure, will agree, that this is a field where one cannot fully compensate in money for physical and psychological pain and suffering, particularly in these cases where military service has caused not merely 100 per cent disability for pension purposes, but also exceptional incapacity. Therefore, there is no quantitative formula for selecting any particular figure as being the only correct one. However, I would remind members that in response to the Committee's recommendation, the government has doubled the maximum figure published in the White Paper. The allowance should be considered in its full financial context, rather than in isolation. After April 1, the 100 per cent pensioner, married, but with no children, will receive the maximum allowance for incapacity and the maximum attendance allowance, will receive, first, a pension of \$4,464 per year. Second, he will receive an attendance allowance of \$3,000 a year. Third, an exceptional incapacity allowance of \$2,400 a year, making a total of \$9,864 a year, apart from clothing allowance. As all these payments are exempt from income tax, they are the equivalent of a gross income, if taxable, of \$13,600. These amounts will apply to all of the most severe cases. Also, they are payable for life with pension survivor benefits and, therefore, no provision need be made from them for superannuation or retirement income. Of course, this amount, is over and above the OAS and GIS with reference to those who are 65 years old or more.

A third group of suggestions made in the House on Monday referred to the Pension Review Board.

It was stated that hearings should be informal; not clogged by red tape and ground rules; that a quorum of three members should not be required because the formality might cause the Board to bog down.

[Interpretation]

lement des fonctions, la valeur de la souffrance et du malaise continus et la perte de la jouissance de la vie ne peuvent pas être exprimés sous forme de tableau sans créer des restrictions injustes et nuire au désir et au devoir de la Commission d'évaluer chaque cas en tenant compte de tous les facteurs pertinents.

Pour ce qui est de la réduction de la longévité probable, la Commission en décidera en se basant sur les tables de longévité les plus favorables à l'ancien combattant. La mesure dans laquelle l'invalidité ou tout autre facteur a été soulagé par un traitement a l'usage d'une prothèse peut nécessiter des précisions avant qu'une compensation ne soit accordée.

En général, cependant, ceux qui touchent une pension pour paraplégie totale ou trois amputations majeures ou pour la cécité presque totale à laquelle s'ajoute une invalidité secondaire importante, recevront l'allocation maximum de \$2,400. Que le pensionné soit hospitalisé ou non, ou qu'il reçoive un traitement ou non, les allocations peuvent être accordées ou maintenues.

J'espère que cette explication aidera à bien faire comprendre les intentions du gouvernement en ce qui concerne l'attribution de l'allocation pour incapacité exceptionnelle.

On a posé une deuxième question portant sur le montant maximum de l'allocation. Le Livre blanc déclarait que ce maximum pourrait être de \$1,200 par an, le comité permanent suggérait \$3,500 et le projet de loi propose \$2,400. Plusieurs députés ont insisté pour qu'on s'en tienne au chiffre de \$3,500.

Monsieur le président, je suis sûr que nous convenons tous que dans ce domaine, les souffrances du corps et de l'esprit ne peuvent être complètement compensées par de l'argent, en particulier dans les cas où le service militaire a été la cause non seulement d'une invalidité donnant droit à une pension à 100 p. 100 mais aussi d'une incapacité exceptionnelle. Il n'existe donc pas de formule quantitative permettant d'adopter un chiffre particulier comme le seul bon. Toutefois, je voudrais rappeler aux députés que le gouvernement, tenant compte de la recommandation du comité, a doublé le chiffre maximum donné dans le Livre blanc.

On doit replacer l'allocation dans son contexte financier plutôt que de la considérer isolément. Après le 1^{er} avril, un pensionné à 100 p. 100 marié et sans enfants, qui a droit à la compensation maximum pour invalidité et à l'allocation de soins maximum, recevra: Premièrement, un pension de \$4,464 par an, deuxièmement, une allocation pour soins de \$3,000, troisièmement, une allocation pour incapacité exceptionnelle de \$2,400, soit un total: \$9,864 par an, sans compter l'allocation vestimentaire. Toutes ces prestations sont exonérées d'impôt sur le revenu et sont l'équivalent d'un revenu brut imposable de \$13,600. Ces montants s'appliquent à tous les cas les plus graves. Ils sont également payables la vie durant et donnent droit à des pensions de survivants: il n'est donc pas nécessaire d'en réservé une partie pour constituer un revenu de retraite. Naturellement ceci est en plus des pensions de veillesse et le supplément de revenu garanti pour ceux qui ont plus de 65 ans.

Une troisième série de propositions émises en Chambre avaient trait au Conseil de révision des pensions.

[Texte]

I fully share the view that there should not be unnecessary rules, but here again there would appear to be a degree of misunderstanding.

[Interprétation]

On a déclaré que les audiences devraient se dérouler sans formalités et ne pas s'embarrasser de paperasserie et de règles, que l'on ne devrait pas exiger un quorum de trois membres, que les formalités risqueraient de ralentir indûment les travaux du Conseil.

Je conviens tout à fait qu'il ne devrait pas y avoir plus de règles qu'il n'est nécessaire, mais là encore, il semble y avoir eu certaine méprise.

• 0955

If members will examine the relevant sections of the Bill, they will find that most of the provisions relating to the Pension Review Board are enabling rather than restricted in character.

On the matter of quorum, the government has followed the recommendation of the Woods Committee itself. Their report, Recommendation 14S, recommended that "On appeals involving entitlement, the quorum of the Board shall be not less than three. On all other matters, the quorum shall be such number as the Board may decide." Clause 80 of the Bill similarly provides for a quorum of three on entitlement or on a matter of interpretation and two for other appeal hearings.

I should emphasize that one single individual award could possibly represent an expenditure of more than \$100,000 over a number of years. It is therefore not a decision to be taken casually. Furthermore, any decision on a particular case may become a precedent for others, perhaps for hundreds of others. Members of the Committee will also recognize that the Board has final responsibility for interpretation of the Act.

For all these reasons, it is important that the decisions of the Board be valid ones and it is equally vital that decisions be consistent with one another. The quorum requirements recognize the significance of these matters.

During the debate, it was further suggested that there should be no finality in dealing with pension applications and that the Pension Commission should be free to reconsider its decisions without imposing on the veteran the necessity of applying to the Pension Review Board for leave to re-open. Here again, Mr. Chairman, the government has followed the recommendation of the Woods Committee, Recommendation 14U, that provision be made for the finality of decisions and that leave to re-open be determined by the Board. Leave to re-open is necessary only for a second application to the Pension Review Board in a claim which already has been the subject of a Review Board decision. The first application to the Board is as of right and does not involve the need to seek leave to appeal.

Furthermore, Clause 63(2) enables any applicant to have a fresh application considered by the Pension Commission, notwithstanding the fact that the application has already been the subject of a final determination made prior to the coming into force of the present Bill.

The term "finality" can, of course, have different meanings to different people. Under the terms of the Bill if at any time new evidence becomes available, or if there has been an error in law, the applicant may apply to the Pension Review Board to amend its decision or alternatively to rescind it, thereby automatically giving the Commission jurisdiction to reconsider his claim.

Si les députés se donnent la peine d'étudier les articles pertinents du bill, ils s'apercevront que la plupart des dispositions relatives au Conseil de révision des pensions sont habilitantes plutôt que restrictives.

Quant au quorum, le gouvernement a suivi les recommandations du comité Woods lui-même. La recommandation 14S de son rapport porte ceci: «Lorsqu'il sera question d'admissibilité, le quorum du Bureau d'appel sera de trois. Pour toutes les autres questions, le Bureau d'appel pourra décider du quorum.» De même, l'article 80 du bill stipule qu'il doit y avoir un quorum de trois membres pour les appels d'admissibilité ou les appels relatifs à l'interprétation et de deux membres pour les audiences portant sur les autres questions.

Je signale qu'une seule décision peut représenter une dépense de \$100,000 et plus au cours des années et que, par conséquent, elle ne doit pas être prise à la légère. De plus, toute décision dans une affaire peut devenir un précédent applicable à d'autres cas, peut-être à des centaines d'autres. Ce comité n'ignore pas non plus que le Conseil a la responsabilité en dernière instance d'interpréter la Loi.

Pour toutes ces raisons, il n'importe que les décisions du Conseil soient valables et il est également indispensable qu'elles s'accordent les unes avec les autres. Les exigences en matière de quorum reconnaissent l'importance de ces points.

Au cours du débat, on a en outre proposé que les demandes de pension ne soient pas réglées de façon définitive, et que la Commission canadienne des pensions soit libre de revenir sur ses décisions, sans que soit imposée à un ancien combattant la nécessité de s'adresser au Conseil de révision des pensions pour obtenir une «autorisation de révision.» Là encore, monsieur le président, le gouvernement a suivi la recommandation faite par le Comité Woods, (Recommandation 140), demandant que des dispositions soient prises pour rendre les décisions définitives et faire que les autorisations de révision dépendent du Conseil. L'autorisation de révision sera requise seulement dans le cas où le requérant voudra présenter une deuxième demande au Conseil à l'égard d'une question qui a déjà fait l'objet d'une décision du Conseil. La première demande est faite de plein droit et n'exige aucune autorisation de révision.

En outre, le paragraphe 2 de l'article 63 permet à tout requérant de faire étudier une nouvelle demande par la Commission et même si la demande a déjà fait l'objet d'une décision définitive avant l'entrée en vigueur du présent projet de loi.

Le mot «définitif» peut évidemment avoir plusieurs sens. Aux termes du bill, lorsque de nouvelles preuves sont fournies ou quand s'est produite une erreur de droit, le requérant peut demander au Conseil de révision de

[Text]

Therefore, the procedure will be somewhat more open, not less open, than it now is. On the other hand, if a case has been through all the stages of adjudication and if there is no new evidence and no error made, the decision of the Board is final. If this were not provided, a case could go on forever on the same evidence. This would really bog down the whole adjudication system and for no useful purpose and I should add to the detriment of other veterans who have good cases.

I should like to turn now to the sections dealing with the Hong Kong veterans. The suggestion was made that these special provisions be extended to cover other prisoner of war, particularly those who were involved in the Dieppe Raid. Mr. Chairman, the government carefully considered this question before the drafting of this part of the Bill was authorized. We are satisfied that those who spent up to four years as prisoners of war of the Japanese are in a unique category. The Richardson study—and Dr. Richardson, the author of that study, is present here today and if at a later stage you wish to obtain further information from him, I am sure he will be available. The Richardson study showed that the rigorous and debilitating conditions experienced by this group led to clearly identifiable disabilities not duplicated among other groups of Canadian veterans and also to vaguer Asiatic maladies which the medical experts found almost impossible to assess.

[Interpretation]

modifier sa décision ou encore de l'annuler, ce qui aurait pour effet d'habiliter automatiquement la Commission à réétudier sa demande.

Il s'ensuit que la procédure y gagnera en souplesse, bien loin d'y perdre sur ce qu'elle est maintenant. D'autre part, la décision du Conseil est définitive lorsqu'un dossier a passé par tous les stades de la procédure en l'absence de toute erreur et de nouvelles preuves. S'il n'en était pas ainsi, la procédure pourrait se prolonger indéfiniment avec les mêmes preuves. Cela provoquerait, à coup sûr, un ensilement de l'ensemble du système des attributions sans raisons réellement valables.

Je voudrais maintenant parler des articles ayant trait aux anciens combattants de Hong-Kong. On a proposé d'étendre ces dispositions spéciales à d'autres prisonniers de guerre et, en particulier, à ceux du raid sur Dieppe. Monsieur le président, le gouvernement a examiné cette question avant que le texte de cette partie du bill n'ait été approuvé. Nous sommes convaincus que ceux qui ont passé jusqu'à quatre ans dans des geôles japonaises se trouvent placés dans une catégorie à part. L'étude Richardson a démontré que les conditions M. Richardson est présent ici aujourd'hui. Si vous voulez obtenir d'autres renseignements de lui, il vous les donnera. L'étude Richardson a démontré que les conditions rigoureuses et débilitantes que ce groupe a connu étaient à l'origine d'invalidités nettement distinctes qui ne se trouvent pas chez les autres groupes d'anciens combattants canadiens et à l'origine également d'affections asiatiques plus vagues que les médecins ont eu bien de la difficulté à évaluer.

• 1000

Last year I had the pleasure of meeting a delegation from the Dieppe Prisoners-of-War Association and they presented me with a brief dealing with their status under the Pension Act. As a result of my meeting with them, and as a result of their brief, the Pension Commission reviewed some 850 files from lists of names supplied by the Association. This study by the Commission's medical experts showed there is no evidence that as a group the Dieppe veterans suffer from any common disabilities attributable to their imprisonment that have not already been fully recognized by the Pension Commission. I do not of course deny that they suffered hardships and hunger. They did. However, many other veterans experienced hardships of various kinds in combat areas, but there is no medical basis for treating any of them as a group rather than individually for pension purposes. Of course as individuals they can at any time request a medical examination if they feel that they are not receiving the quantum of pension which they should receive.

Several members in the debate Monday suggested that the Bill be amended to provide for the payment of a proportionate pension to widows, widows of pensioners whose pension had been assessed at less than 48 per cent. This proposal is based on the apparently logical premise that as the widow of a 100 per cent pensioner receives a 100 per cent widow's pension, the widow of a 30 per cent pensioner might as well be granted a 30 per cent widow's pension. Mr. Chairman, this is not a new proposal. It has been discussed periodically over a number of years.

Il y a quelques mois, j'ai eu le plaisir de recevoir une délégation de l'Association des prisonniers de guerre de Dieppe, venue me présenter un mémoire traitant du statut de ce groupe sous le régime de la Loi sur les pensions. J'ai donc fait examiner avec soin par la Commission quelque 850 dossiers, grâce aux listes de noms que m'avait fournies l'Association. Or, cette étude, menée par les médecins spécialistes de la Commission, a montré que rien ne peut faire penser que les membres de ce groupe souffrent d'invalidités communes attribuables à leur emprisonnement qui n'aient pas déjà été pleinement reconnues par la Commission canadienne des pensions. Naturellement, je ne nie pas qu'ils aient souffert de privations et de la faim; ils en ont sûrement souffert. Beaucoup d'autres anciens combattants ont subi toutes sortes de privations dans les zones de combat. Mais il n'a aucune raison, du point de vue médical, de considérer ces cas comme groupe, plutôt qu'individuellement, aux fins des pensions.

Plusieurs députés ont proposé que le projet de loi soit amendé de telle sorte qu'il assure le paiement d'une pension proportionnée aux veuves de pensionnés dont la pension avait été estimée à moins de 48 p. 100. Cette proposition repose sur le principe apparemment logique que, si la veuve d'un pensionné à 100 reçoit une pension de veuve à 100 p. 100, la veuve d'un pensionné à 30 p. 100 pourrait recevoir une pension de veuve à 30 p. 100. Monsieur le président, ce n'est pas là une nouvelle proposition; la question est débattue périodiquement depuis un certain nombre d'années.

[Texte]

In principle the government awards pensions to widows as partial compensation for death when death is caused by a war attributable disability. Over the years it has been presumed that when a disability was 50 per cent or more, war injuries or disabilities might have been a contributing factor in the cause of death. This is why widow's pensions are automatically granted after death of a 48 per cent or over pensioner regardless of the actual cause of death. Of course pensioners under 48 per cent whose death is attributable to their pensioned disability or to their service will also leave a pension entitlement to their widows.

The suggested payment of pro rated pensions to widows of pensioners assessed below 48 per cent would be more expensive than any of the provisions in the Bill. The cost is estimated at approximately \$10 million a year. It would involve making large numbers of token payments because over 60 per cent of all pensioners have pensions assessed at 20 per cent or less. However, cost is not the main consideration. The fundamental fact is that the earning power of veterans with lesser degrees of disability has not generally been damaged in the way it has been impaired by more major disabilities.

I should again point out that the Pension Act already provides that the widow of a veteran assessed at even 5 per cent would receive a full widow's pension if her husband's death was attributable to his service. Furthermore, in any other case if there is any suggestion that a veteran's pension is underassessed at the time of death the present Bill provides for posthumous assessment and this in some case may also make the widow eligible. Apart from this, in any case where a low-income family is involved the widow may of course apply for war veterans allowance.

For all these reasons, after careful consideration the government decided not to proceed with this particular change.

The last of the proposals I would like to mention this morning is the automatic age increase of the pension assessments. The reason for this proposal is that disabilities often worsen as age advances. The Committee previously studied this proposal and decided not to recommend it in the report to the House of Commons. For this reason I will not go into detail on this subject. Although it is true that disabilities sometimes worsen it is equally true that they sometimes improve. In any case of deterioration a pensioner can have a medical re-examination, and if the actual medical facts justified a higher assessment it would be granted. The government, however, did not consider it reasonable as a general principle to raise pension assessments automatically without even looking at the facts.

• 1005

The net result on this matter of age is that, because we shall be stabilizing pensions at the age of 55 when they have been unchanged for three years or more, the amount of pension can go up if the pensioned condition worsens, but it will not be reduced if the condition improves.

[Interprétation]

En principe, le gouvernement accorde des pensions aux veuves à titre d'indemnité partielle, lorsque le décès résulte d'une invalidité imputable à la guerre. On a toujours supposé que dans le cas d'une invalidité de 50 p. 100 ou plus, les blessures ou affectations de guerre pourraient fort bien contribuer à causer le décès. C'est pourquoi la pension de veuve est accordée automatiquement au décès d'un pensionné dont l'invalidité était évaluée à au moins 48 p. 100 quelle que soit la cause réelle du décès. Je dois souligner que la veuve d'un pensionné dont l'invalidité était inférieure à 48 p. 100 reçoit la pleine pension de veuve si la mort de son mari est attribuable à son service ou à l'invalidité qui lui valait une pension.

Le versement proposé de pensions proportionnelles aux veuves de pensionnés dont l'invalidité est estimée à moins de 48 p. 100 serait plus coûteux que la mise en application de n'importe quelle autre disposition du projet de loi. Le coût serait d'environ 10 millions de dollars par année. Cela voudrait dire le versement d'un grand nombre de petites prestations, puisque plus de 60 p. 100 des pensions sont estimées à 20 p. 100 ou moins. Le coût n'est toutefois pas la question principale. La question fondamentale, c'est que moins le degré d'invalidité est grand, moins il est difficile à l'ancien combattant de gagner sa vie.

Je dois souligner encore une fois que la Loi sur les pensions stipule déjà que la veuve d'un ancien combattant dont l'invalidité est estimée à un taux même aussi bas que 5 p. 100 reçoit la pleine pension de veuve si la mort de son mari est attribuable au service militaire. En outre, le présent bill prévoit une estimation posthume dans tout autre cas où existe quelque indication que ce soit portant que la pension d'un ancien combattant ait été sous-estimée au moment de sa mort, ce qui, dans certains cas, peut rendre la veuve admissible à pension. De plus, quand il s'agit d'une famille à faible revenu, la veuve peut évidemment faire une demande d'allocation aux veuves d'anciens combattants.

En conséquence, le gouvernement a décidé, après avoir sérieusement étudié la question, de ne pas effectuer pareille modification.

La dernière proposition dont je parlerai concerne la majoration automatique de l'estimation selon l'âge des pensionnés. A l'appui de cette proposition, on a invoqué le fait que l'avancement en âge aggrave souvent l'invalidité. Le Comité a déjà étudié cette proposition et décidé de ne pas l'inscrire dans le rapport présenté à la Chambre des communes. Je ne m'étendrai donc pas sur cette question. Bien qu'il soit vrai que parfois l'invalidité s'aggrave, le contraire est également parfois vrai. Dans le premier cas, un pensionné peut subir un nouvel examen médical et, si les faits médicaux le justifient, une estimation plus élevée lui sera accordée. Le gouvernement a toutefois jugé qu'il n'était pas raisonnable de majorer automatiquement l'estimation des pensions, sans même tenir compte des faits.

On peut résumer cette question de l'âge en disant que, parce que nous allons stabiliser les pensions à l'âge de 55 ans, lorsqu'il n'y a eu aucun changement au cours des 3 années précédentes ou plus, le montant de la pension peut augmenter si l'invalidité s'aggrave, mais il ne sera pas réduit si il y a amélioration.

[Text]

Mr. Chairman, I have tried to answer some of the main points raised in the Second Reading debate. I would stress that all of them were carefully considered before the Bill itself was drafted. Also I should emphasize again that the Bill does contain a great number of improvements and benefits; in the words of the *Legion* magazine, these changes represent "the most extensive improvements in half a century". I am confident that the Committee's examination of the Bill will confirm this judgment.

If members of the Committee wish to question me with regard to any matters I have mentioned, or about any aspects of the Bill, I shall do my best to answer. In addition, as you see around the table, my officials are present, the Canadian Pension Commission is also represented by its Chairman and we also have the Chief Pension Advocate with us. We will all be available to assist the Committee if they wish to go into the technicalities of the Bill.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Minister. The first questioner on my list is Mr. MacRae.

Mr. MacRae: My first question is to you, Mr. Chairman. Perhaps you cannot answer this at the moment, but is it your intention, with the concurrence of the Steering Committee and the Committee, to have meetings preferably every Tuesday and Thursday until we complete the job and get this Bill back to the House of Commons?

The Chairman: I think it is the consensus that the proceeding has to be expedited in order to meet the deadline and to satisfy the long wait of the veterans. The purpose of the meeting of the Steering Committee is to establish this procedure. The Steering Committee will be meeting immediately following this hearing in order to proceed with the meetings that will take place. I understand that there is a general brief to be presented and this could possibly be done next Thursday. As such it is my intention to suggest to the Steering Committee that meetings be held on Tuesdays and Thursdays so as to expedite matters on this legislation.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, are you expecting briefs now from veterans organizations and individuals?

The Chairman: This will be presented to the Steering Committee. There is one in particular.

Mr. MacRae: Just one at this moment?

The Chairman: Yes.

Mr. MacRae: Thank you. My next question is to the Minister. Mr. Minister, if we get through this Bill with reasonable despatch and so on, I trust that we have your assurance that as soon as it is returned to the House of Commons, or as soon as possible thereafter, that this will be introduced and you will use your influence with the government to get this measure before the House of Commons and to get it legislated into law.

Mr. Dubé: Oh, yes, as I said before as far as I am concerned the sooner the better. I see no objection at all, unless there is another major crisis in the country which would delay this Bill and all bills. Under normal circumstances I would think that as soon as we are finished here

[Interpretation]

Monsieur le président, j'ai tenté de répondre aux principaux points soulevés au cours du débat qui a suivi la deuxième lecture. Je tiens à souligner que chacune de ces propositions a été soumise à un examen détaillé avant la rédaction du projet de loi. Je fais aussi remarquer que le bill comprend un grand nombre d'améliorations et d'avantages, selon les termes employés par l'organe de la Légion royale canadienne, ces changements constituent «les améliorations les plus considérables depuis un demi siècle». Je ne doute pas que l'étude du projet de loi par ce Comité corroborera ce jugement.

Si les membres du Comité ont des questions à poser sur l'un ou l'autre des sujets que j'ai mentionnés ou un aspect quelconque du projet de loi j'y répondrai de mon mieux. En outre les fonctionnaires de mon ministère et la Commission canadienne des pensions sont prêts à seconder le Comité dans l'étude de l'aspect technique du bill.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Sur ma liste pour la période des questions j'ai M. MacRae.

M. MacRae: Ma première question s'adresse à vous, vous pourriez peut-être y répondre tout de suite, monsieur le président. Est-ce votre intention de faire des réunions tous les mardis et jeudis jusqu'à ce que nous ayons terminé l'étude de ce bill afin de le déposer devant la Chambre des communes?

Le président: Je crois que nous devons activer les procédures afin de faire face à l'échéance et ce bill qui concerne les anciens combattants. Et une réunion du comité directeur aura lieu tout de suite après cette réunion afin d'étudier les réunions qui auront lieu à l'avenir. Et d'après ce que j'ai compris il y a un mémoire général qui devait être présenté et cela pourrait se faire jeudi prochain. J'ai l'intention de proposer au comité directeur que l'on tienne des réunions le mardi et le jeudi afin d'activer l'étude de ce bill.

M. MacRae: Monsieur le président, attendez-vous des mémoires des anciens combattants?

Le président: Oui nous allons en discuter au comité directeur, il y en a un pour le moment.

M. MacRae: Un seul?

Le président: Oui.

M. MacRae: Je vous remercie, j'aurais une autre question à adresser au ministre. Monsieur le ministre, nous avons étudié ce bill avec célérité et je suis persuadé que ce bill sera présenté au plus tôt à la Chambre des communes et j'espère que la loi sera rapidement adoptée.

M. Dubé: Oui, quant à moi, personnellement, j'estime que le plus tôt sera le mieux. Je pense que ce bill, comme pour les autres bills, il n'y aura aucun obstacle en troisième lecture et je pense que nous pourrons mettre un terme à cette affaire à la fin du mois de février.

[Texte]

we will go back to the House for Third Reading and that is it. I would hope that all of this could be done before the end of February.

Mr. MacRae: I would hope so. The next question and the final one now, Mr. Chairman, and then I will let others have an opportunity to ask theirs. You mentioned a study which was done by the Pension Commission on prisoners of war. Now it would certainly appear at this point that other prisoners of war are going to present their cases very forcefully over the next year or two or three. This study that was done was a departmental study so to speak, but is there any thought given of making this public to us and to the prisoners of war themselves and so on because I think this is very pertinent.

Mr. Dubé: With reference to the Dieppe prisoners of war, as I said in my statement, they met with me and my officials and they presented their brief. As a result of our meeting with them we agreed to review a very substantial number of files and we asked them to provide us with the names that they wanted us to review. They gave us 850 names and we reviewed 850 files.

• 1010

The doctors who did this and the officials of the Canadian Pension Commission found nothing in those 850 files, that is, no common denominator, which would set this group apart as being unique in their own way as with the Hong Kong veterans, whereas when they searched the Hong Kong files they found Asiatic maladies and common denominators running through the Hong Kong files which set this group apart as possessing unique disabilities based mostly on avitaminosis, a lack of vitamins. This was not found in the Dieppe files and, of course, when we discovered that we did notify the Dieppe Prisoners of War Association. We told them about our search and we said that if any of you feel that you personally have something for which you are not being compensated, you are invited on an individual basis to present yourself before the Commission. You will be examined, and if your individual case does show that you deserve a pension, you will surely get it.

They wanted us to call in, as a group, the Dieppe prisoners of war to be examined as a group, but we felt after having searched those files that to invite them as a group for medical examination would be to create anticipations which we could not fulfil. We felt that it would create unnecessary disappointments to bring them in than to tell them what was already found in the files.

Mr. MacRae: Of course, you are talking about the Dieppe prisoners of war, but possibly since then there has been an association, as you know, formed of all prisoners of war, the National Prisoners of War Association I believe is the title of it, where the basic group was the Dieppe prisoners. Now they are trying to bring all those who suffered in captivity anywhere, under any circumstance, into one association. I would anticipate that over the next years, you will have considerable representations made on behalf of this group. When you mentioned a study had been done, I take it there has been nothing printed as a report or anything like that as such?

[Interprétation]

[Texte]
sw galib glio off' eghelvund ypm of top ofz zedig am
bib sw due helerind maliwozaA ent' gition al ew hib
od flesw d'fet' fli sw hie A AA bldig and' emtton

M. MacRae: J'ai encore une dernière question, monsieur le président. Vous avez mentionné, monsieur le ministre, une étude par la Commission des pensions concernant les prisonniers de guerre. Il me semble que d'autres prisonniers de guerre vont présenter leurs doléances au cours des prochaines années je suppose que l'étude qui sera effectuée à ce sujet sera une étude ministérielle, mais avez-vous l'intention d'y faire quelque publicité afin d'en informer les prisonniers de guerre?

M. Dubé: En ce qui concerne les prisonniers de guerre de Dieppe, je dis dans ma déclaration qu'ils nous ont présenté un mémoire. A la suite de cette réunion avec eux nous nous sommes mis d'accord pour revoir bon nombre de dossiers et nous leur avons demandé des noms, ils nous ont donné 850 noms et effectivement nous avons procédé à la revision de 850 dossiers.

Les médecins et les fonctionnaires de la commission des pensions n'ont rien pu trouver dans ces 850 dossiers, qui constituerait un dénominateur commun, impliquant que ce groupe devrait être considéré à part comme celui des anciens combattants de Hong Kong. Lorsque l'on a examiné les dossiers des anciens combattants de Hong-Kong, par contre, on a découvert des maladies asiatiques et certains dénominateurs communs à tous les dossiers qui faisaient de ce groupe, un groupe à part dont les membres souffrent d'invalidités uniques en leur genre dues à l'avitaminose ou manque de vitamines. Dans les dossiers des combattants de Dieppe, nous n'avons pu découvrir pareille chose et bien sûr, nous en avons informé l'Association des prisonniers de guerre de Dieppe. Nous les avons tenu au courant de nos recherches et leur avons dit que s'ils avaient d'autres doléances personnelles à présenter, ils pouvaient les présenter de façon individuelle devant la Commission. Si l'analyse de leur cas révélait qu'ils avaient droit à une pension, ils l'obtiendraient certainement.

Évidemment, le groupe de prisonniers de guerre de Dieppe voulait qu'on les considère comme un groupe, mais nous avons estimé que les inviter en groupe à un examen médical au lieu de leur révéler les résultats de l'enquête sur les dossiers serait créer espérances trop grandes qui entraîneraient des déceptions inutiles.

M. MacRae: Bien sûr, vous parlez des prisonniers de guerre de Dieppe, mais il me semble que depuis lors, comme vous le savez, il y a une association de tous les prisonniers de guerre, l'Association nationale des prisonniers de guerre, je pense, et le groupe de base de cette association est formé par les prisonniers de Dieppe. A présent, elle essaye de réunir tous ceux qui ont souffert de la détention en temps de guerre. J'entrevois qu'au cours des prochaines années, cette association fera bien des démarches auprès de vous. Lorsque vous avez mentionné cette étude, je suppose qu'il n'y a eu aucun document imprimé; aucun rapport écrit.

[Text]

Mr. Dubé: No, not to my knowledge. The only thing we did was to notify the Association interested and we did not make that public. As I said, we felt that it would be unfair to create undue expectation than to disappoint those people.

Mr. MacRae: Thank you, Mr. Chairman, I will come back later.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. Next on the list would be Mr. Bigg.

Mr. Bigg: Mr. Dubé, you did not say anything in your brief about the benefit of the doubt rule so I imagine that ...

Mr. Dubé: I felt it had been explained in the House on a couple of occasions and if I recall it correctly, in the debate on Monday, members of Parliament seemed to accept it.

Mr. Bigg: There is one particular aspect of this as a serving member in which I have always been interested, especially in cases of misconduct, because I do not think we recommended it in the Committee. In the case of misconduct I would like to see a statutory section or subsection which puts in black and white that the presumption is that the member was, in fact, on duty and behaving himself properly in the absence of any solid evidence to the contrary. There are several cases which I have looked into very carefully and presented a brief to the Committee on where the presumption was the other way round, that in the absence of evidence that he had done something wrong, they presumed he had done something wrong. It seems to me that this is a very clear type of case where the benefit of the doubt rule can definitely be enacted and properly so in favour of the serving, or the dead serving members, as the case may be.

• 1015

Mr. Dubé: I would think off hand that if a claimant has a good case based on his disability and he is able to link this disability to his service, then I presume it would be up to the Commission to show that at the time he was not in service but that he was doing something else, if that is what you have in mind ...

Mr. Bigg: The two cases in particular I was thinking of involved death. There was nobody present at the death except a serving member, but the Commission came up with the astounding conclusion that he must have been doing something wrong in order to kill himself. I think this is a clear type of case where he needs protection by statute. I think we should put in a clause saying, in the absence of evidence that he was, in fact, guilty of misconduct or that there is some doubt about whether or not he was on duty, as a soldier or a policeman is on duty 24 hours a day unless proven otherwise.

Mr. Dubé: I would think that the benefit of the doubt clause, which is spelled out now, would cover cases of the type that you have just mentioned, because as I have explained on some occasions, in comparing with other courts of law, in the criminal court, the Crown has to prove beyond any reasonable doubt and it is difficult to prove; whereas in civil courts, it is the preponderance of evidence the plaintiff has to show by the weight of his evidence that there are more grounds to decide in his

[Interpretation]

M. Dubé: Non, pas que je sache. Tout ce que nous avons fait, c'est d'en informer l'association intéressée, sans autre publicité. Nous avons estimé qu'il serait injuste de créer des espérances trop grandes et de décevoir ces gens par la suite.

M. MacRae: Je vous remercie, monsieur le président. Je reprendrai la parole plus tard.

Le président: Je vous remercie. Le prochain orateur, M. Bigg.

M. Bigg: Monsieur Dubé, vous n'avez rien dit dans votre mémoire quant au bénéfice du doute. Aussi, j'imagine que ...

M. Dubé: Je crois que cette question a été expliquée à maintes reprises à la Chambre, et si je me rappelle le débat de lundi, il me semble que les députés en ont accepté le principe.

M. Bigg: Il y a un aspect particulier que j'aimerais rappeler parce que je m'y suis toujours intéressé: dans les cas de mauvaise conduite, je crois que nous n'avons pas fait de recommandation à ce sujet au Comité, dans les cas de mauvaise conduite, je pense qu'il faudrait un article statutaire ou un paragraphe statutaire qui indiquerait noir sur blanc que jusqu'à preuve du contraire, il y a présomption que le membre des forces armées était effectivement en service et s'est bien conduit. J'ai examiné minutieusement plusieurs cas et j'ai présenté un mémoire au comité indiquant que souvent on a eu recours à la présomption contraire et qu'en l'absence de preuve, on avait présumé que le militaire s'était mal conduit. J'estime que c'est là un exemple typique où la loi devrait laisser le bénéfice du doute au membre des forces armées ou à ceux qui sont tombés au combat, selon le cas.

M. Dubé: Je pense que si un requérant peut avancer de bons arguments fondés sur son invalidité et qu'il peut mettre cette invalidité en rapport avec le service militaire qu'il a effectué, je pense qu'il incombe à la commission de prouver qu'il n'était pas en service. Si c'est bien là ce que vous voulez dire.

M. Bigg: Je pensais surtout à deux cas de décès où personne, sauf le membre des forces armées, n'était présent. Or, la Commission a conclu, chose surprenante, que l'intéressé avait dû faire quelque chose de mal pour se lier ainsi. C'est là un cas où il faudrait précisément assurer une garantie législative. Je pense donc que nous devrions mettre dans le projet de loi un article indiquant qu'en l'absence de preuve de mauvaise conduite et qu'en cas de doute, le membre des Forces armées ou le policier est en service 24 heures sur 24, sauf preuve du contraire.

M. Dubé: Il me semble que l'article portant sur le bénéfice du doute couvre les cas que vous mentionnez. Comme je l'ai déjà expliqué, à maintes reprises, devant les tribunaux de droit criminel, le procureur de la Couronne doit avancer des preuves qui ne laissent aucun doute et c'est difficile. Cependant, dans les tribunaux civils, c'est au demandeur de fournir la preuve et les arguments qui feront pencher la balance en sa faveur. En ce qui concerne les anciens combattants, c'est une affaire

[Texte]

favour than to decide in favour of the defendant. With reference to veterans, it is a much easier deal. The only thing that a veteran applicant has to do is to adduce some credible evidence, and if that credible evidence is not rebutted by the Canadian Pension Commission, in that case he would receive his pension. I do not know which case you have in mind but broadly speaking, I do not think that we could be more generous than that. The veteran has a very, very good chance to win his case if he has any case at all.

Mr. Bigg: Well, looking to the future, these cases are well documented and well known to most of the people in the room, I believe. One is of an airman who crashed, presumably from stunting near the ground. There was no proof, no eyewitnesses and so on. He died and that is all the evidence there was, and his widow was not given a pension because he was presumed to be stunting instead of flying straight to his point. Anybody who has ever flown knows that a strut can break in the air and that you can die. Now those are the simple facts of the case—no pension. I would like to see in the statute that when this sort of case occurs, if he died on duty, he is presumed to be innocent until somebody says, I saw him stunting or I was with him or something of that nature.

Mr. Dubé: As you know, under this Bill, any decision taken before this Bill comes into effect can be brought back before the Canadian Pension Commission at the first stage and up, including this one. I cannot, of course, make a judgment on your case because I do not know the facts. In any event it is not my job to make those decisions, but I would think with this now, a veteran who has a good case should win his award.

Mr. Bigg: The second part of the question is, what is misconduct now? Is there any change in what would be interpreted as misconduct? Is it going to be a simple breach of the multitudinous regulations of the army, the whole book of Queen's Rules and Regulations, or is it going to be something which you might say had a moral—direct disobedience of orders and that sort of thing?

Mr. Dubé: If I may ask the Chief Pension Advocate to reply to that one. We have not changed that.

The Chairman: Would Mr. Ward come up to the microphone, please.

Mr. Ward: Mr. Chairman, there has been no change to the present Act via the Bill with regard to the misconduct provision, and the misconduct provision is defined in the Act and it remains as presently defined. There is no change at all, sir.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Ward. I will give the names of the questioners on the list at the present so that everyone will be in the know: Mr. Knowles (Winnipeg North Centre); Mr. Peters, Mr. Cullen, and Mr. Weatherhead.

I will call upon Mr. Knowles (Winnipeg North Centre).

[Interprétation]

beaucoup plus simple. La seule chose que doit faire un requérant, c'est de produire certaines preuves valables, si ces preuves ne sont pas rejetées par la Commission des pensions, il recevra sa pension. Je ne vois pas de quel cas vous parlez, mais en général, je ne pense pas que nous pourrions nous montrer plus généreux que cela. Il me semble que les anciens combattants ont toutes les chances de remporter leur procès, si procès il y a.

M. Bigg: Je crois que ces cas ont fait l'objet d'une ample documentation et son bien connus de la plupart des personnes dans la salle. Le premier cas est celui d'un aviateur qui s'est écrasé soi-disant parce qu'il faisait des acrobaties au ras du sol. Pas de preuve, pas de témoin oculaire, il est mort, c'est tout et sa veuve s'est vu refuser une pension parce que l'on présumait qu'il faisait des acrobaties au lieu de voler tout droit. Il me semble que toute personne qui a piloté un avion, sait qu'une traverse de l'aile peut se rompre et entraîner la mort du pilote. Voilà simplement les faits qui ont entraîné le refus de pension. Si une personne meurt en service, je pense que la loi devrait prévoir la présomption de son innocence, jusqu'à ce qu'un témoin dise: «Je l'ai vu faire des acrobaties, j'étais avec lui» ou quelque chose du genre.

M. Dubé: Comme vous le savez, en vertu de ce Bill, tous les cas déjà jugés peuvent être redéposés devant la Commission des pensions, en première instance et ainsi de suite, y compris celui que vous venez de mentionner. Je ne pourrais pas statuer sur ce que vous venez de dire parce que je ne connais pas les faits mais il me semble que tout ancien combattant qui a des arguments solides à faire valoir, obtiendra satisfaction.

M. Bigg: La seconde partie de ma question est la suivante: Quelle est la définition de la mauvaise conduite? L'interprétation de la mauvaise conduite a-t-elle changée? S'agit-il simplement d'enfreindre l'un des innombrables règlements militaires ou royaux, ou allons-nous fonder sur des motifs moraux, refus catégorique d'obéir aux ordres, etc?

M. Dubé: J'aimerais que l'avocat-conseil en chef réponde à cette question, il me semble que nous n'avons pas changé cela.

Le président: Monsieur Ward, voulez-vous venir au micro?

M. Ward: Le projet de loi n'a apporté aucune modification à la loi actuelle en ce qui concerne les dispositions au sujet de la mauvaise conduite et la mauvaise conduite est définie dans la loi et elle reste telle qu'elle est définie dans cette loi. Il n'y a aucun changement à ce sujet.

Le président: Je vous remercie monsieur Ward.

Je vais vous donner les noms sur ma liste d'orateurs afin que tout le monde soit au courant: M. Knowles de Winnipeg-Nord-Centre, M. Peters, M. Cullen et M. Weatherhead. Je donne la parole à M. Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'aurais quelques questions à poser. Il y a quelques points sur les-

[Text]

I disagree with the Minister. I want to say first of all that I think he is to be commended for making this kind of statement today. I find his statement in compliment to the members who took part in the debate on second reading because, sir, you seem to doubt whether all of the issues have been raised. I think that is good in a matter like this. Mr. Bigg has just pointed out one issue that you did not deal with, namely, the benefit of doubt. I think that we were so unanimous in our welcoming of that decision that you would have gilded the lily to say much about it. However, you have probably recognized a pattern around here. One gets an "okay" first, then have something else to say.

There was one question I was going to ask. I think you have answered it in your response to Mr. Bigg. You will pardon me but I would like to get it very firmly on the record. As I understand it, these veterans from World War I who are still trying to get pension adjustments may be looked at again once this legislation comes into effect.

Mr. Dubé: It will start all over again at stage one which is the first application to the Canadian Pension Commission.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): He does this with the knowledge that there are more stages through which he can go and with the knowledge that it will be of benefit of doubt is wider.

Mr. Dubé: That is right. We had to do this, because the proposed Act will be changed so substantially that some of the people who did not qualify then will qualify now. We felt that any one who wishes to start all over again can. Perhaps we should not give undue publicity to that, because there will be hundreds of thousands thereby debarring warrantable cases.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You say it should not be given undue publicity. Those of us who have been writing to our veterans over the past few months have been saying: "Just wait until we get the new legislation and try again." This would justify them so doing.

Mr. Dubé: I agree with that. It could be a World War I decision. They could start all over again.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): The next question is not necessarily in the order in which you have raised it but is one that I would like to refer to. This is the question of the widow where the veteran died and his pension has been left at 48 per cent. I do notice, sir, that when you wanted to say "no" to the business of automatic age increases, you took refuge in the fact that the Committee had not supported that proposal. You said so in your statement. When you were talking about the business of the widows, you said it was simply a case of several members have suggested this on the floor of the House. May I remind you that it was a recommendation of the Wood's Committee and that it was also a recommendation of this Committee because we endorsed recommendation 106. In other words, you are not just

[Interpretation]

quel je ne suis pas d'accord avec M. le Ministre. Je crois, de toute façon, qu'il faut le féliciter d'avoir fait pareille déclaration aujourd'hui et je crois que cette déclaration est un compliment pour les députés qui ont participé à la deuxième lecture du projet de loi parce que vous semblez douter que tous les problèmes aient été soulevés.

Je crois que c'est une bonne façon d'aborder le problème. Comme l'a dit M. Bigg, vous n'avez pas parlé du bénéfice du doute mais de toute façon nous étions tellement unanimes à bien accueillir votre décision à ce sujet que c'eût été inutile d'en remettre. Toutefois, vous l'avez déjà sans doute remarqué: on jette d'abord les fleurs et ensuite, on ouvre le tir.

J'allais vous poser une question et je pense que vous l'avez déjà abordée dans votre réponse à M. Bigg, pardonnez-moi mais j'aimerais que cela soit bien clair au compte rendu. Pour autant que je sache, les prisonniers de guerre de la Première Guerre mondiale qui essayent d'obtenir un relèvement de leur pension pourront représenter leur cas, une fois la loi adoptée.

M. Dubé: Oui, ils pourront tout reprendre dès le début en présentant une première demande à la Commission canadienne des pensions.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): D'autant plus qu'ils sauront qu'il y a plus de possibilités d'appel et que le bénéfice du doute joue en leur faveur.

M. Dubé: Oui, nous avons estimé que c'était nécessaire parce que la loi sera tellement modifiée que certaines personnes qui ne répondraient pas aux conditions y répondront à présent. Nous pensons que tous ceux qui veulent recommencer à zéro doivent pouvoir le faire. Il ne faudrait pas trop le crier sur tous les toits parce qu'il y en aurait des centaines de milliers, ce qui empêcherait la révision des affaires bien fondée.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous dites qu'il ne faudrait pas trop le crier sur les toits. Ceux d'entre nous qui ont écrit aux anciens combattants, ces derniers mois, leur ont dit: «Attendez la nouvelle loi pour demander la révision de votre cas» ce qui les justifierait à le faire.

M. Dubé: Bien sûr. Même les anciens combattants de la première guerre mondiale pourraient tout reprendre à zéro.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je voudrais parler d'une autre question qui n'est pas nécessairement dans l'ordre d'idée que vous avez suivi. C'est le cas des veuves dont l'époux, ancien combattant, est décédé avec une pension d'invalidité de 48 p. 100. Vous avez rejeté l'augmentation automatique de la pension en fonction de l'âge, en vous appuyant sur le rejet de cette proposition par le Comité et lorsque vous avez parlé des veuves, vous avez dit que seuls quelques membres ont fait cette recommandation à la Chambre. Je me rappelle cependant que c'est là une recommandation du Comité Wood et de notre propre comité parce que nous avons appuyé la recommandation 106. Aussi, je pense que vous ne négligez pas seulement ce qui a été proposé par les députés au cours de la deuxième lecture.

[Texte]

setting aside something that was proposed by members which took part in the debate on second reading.

Mr. Dubé: No. I just explained why.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I know.

Mr. Dubé: That recommendation was an exception.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): When it comes to arguing, I do not think that you will be surprised that I draw attention to the fact that when you had a good argument with regards to the automatic age increase, you used it, but when we have a good argument with respect to the widows, you glossed over it.

Mr. Dubé: I expect that you, Mr. Knowles, will also be using only the arguments that are in your favour this morning.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That is right. It is just the case of who has the greater number.

I still make the point, Mr. Chairman, that the Wood's Committee had a case when it developed the vested-right principle as it did in its report, in recommendation 106. I also make the case that it means something psychologically to people to come under legislation, if only in part, where they have something as of right.

• 1025

The recourse of people who do not get this of course, is to go to the War Veterans Allowance Board and we are conscious of the tremendous boon that that legislation has been to veterans and to their dependents. But still you say to these widows where the pension of the veteran was less than 48 per cent, "You do not get anything as of right," as happens in the other case. I point out also and you have already referred to it that when you come to guaranteed income security, it is set up in such a way that any kind of war pension does not count. It did not count against guaranteed income security. That is fine.

If you get the guaranteed income security and you are on War Veterans Allowance, you are subject to the means test in the War Veterans Allowance Act but if you are on Guaranteed Income Security and a pension under the Pension Act, there is no reduction in the pension you get under the Pension Act.

My friend, Arnold Peters, was a little surprised when you pointed out that the 100 per cent pensioner was getting all these things, the full amount of old age security and of guaranteed income supplement; and that is true if he has nothing else because the guaranteed income supplement legislation does not treat war pensions as income for purposes of that means test. Therefore, Mr. Chairman, it seems to me there is a case for giving whatever we can to widows, the pension that carries with it the psychological advantage of being as a right and also carries with it the monetary advantage of not being cut down because of GIS.

I know that the pensions get so small, you know, the 5 and 10 per cent pensions, that these people in need have to apply for the War Veterans Allowance Act, then, of course, they are back in the soup again. But it seems to me that those who would not be affected that way should

[Interprétation]

M. Dubé: Non. Je viens d'expliquer pourquoi.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je sais.

M. Dubé: Cette recommandation constituait une exception.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'ai souligné le fait que lorsque votre argument était valable en ce qui concerne l'augmentation automatique de la pension en fonction de l'âge, vous l'avez utilisé, mais lorsque nous avions également un argument valable en ce qui concerne la pension des veuves, vous l'avez négligé.

M. Dubé: Je suppose que vous allez également avancer tous les arguments qui sont à votre avantage M. Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Exact mais le tout c'est de savoir qui a le plus d'arguments.

Il n'en reste pas moins, monsieur le président, que le comité Wood avait raison lorsqu'il a affirmé le principe des droits acquis dans la recommandation 106 de son rapport et je pense que cela a également une valeur psychologique, dans la mesure où certaines personnes peuvent avoir recours aux dispositions d'une loi qui leur attribue des droits acquis.

Les personnes qui ne peuvent obtenir cela ont un recours devant la Commission des allocations aux anciens combattants et nous réalisons tous les énormes avantages qu'offre ce bill aux anciens combattants et à leurs personnes à charge. Néanmoins vous dites aux veuves d'anciens combattants dont la pension était inférieure à quarante-huit p. 100 qu'elles n'ont aucun droit. J'aimerais également souligner et vous en avez parlé, que lorsqu'on parle de sécurité du revenu garanti, les pensions de guerre ne comptent guère. C'est parfait. Si vous recevez une aide suite aux dispositions concernant le revenu minimum garanti et si vous recevez une allocation d'ancien combattant, vous êtes assujetti à l'évaluation du revenu, en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants mais si vous bénéficiez de la sécurité du revenu garanti et d'une pension en vertu de la Loi sur les pensions, vous ne souffrez d'aucune réduction de pension.

Arnold Peters, mon ami, s'étonnait quelque peu du fait qu'un pensionné à cent p. cent pouvait tout obtenir: une pension de vieillesse complète et supplément du revenu minimum garanti et c'est vrai si le pensionné n'a rien d'autre parce que les dispositions législatives régissant le supplément du revenu garanti ne considèrent pas la pension de guerre comme un revenu imposable. Aussi, nous devrions donner le plus possible aux veuves: la pension avec l'avantage psychologique que c'est un droit acquis et ensuite, l'avantage financier de ne pas se voir diminuée par les fonds reçus en vertu du supplément de revenu minimum garanti.

Les pensions deviennent tellement minimes, celles de 5 et de 10 p. cent, que ces personnes, dans le besoin, doivent avoir recours à la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ce qui leur crée à nouveau des difficultés. Il faudrait, selon moi, étudier le cas de ceux qui

[Text]

be considered. I still regret that the government did not give favourable consideration to the two recommendations, one made by the Woods Committee, the other made by this Committee itself when it supported Committee Recommendation (106). M.

Mr. Dubé: I do appreciate your generosity but there are limits. I will give you an example of where it would lead to if we should accept your suggestion. Let us say that a veteran lost his little finger or part of his little finger while falling off a truck; he would get a 5 per cent or 10 per cent pension. Twenty-five years afterwards he would die in an automobile collision as a civilian. Under your proposition his widow would get full pension on equal footing...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I am sorry, a proportionate pension.

Mr. Dubé: Oh! A portion.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Proportionate. If it is under 48 per cent it is a proportionate pension.

Mr. Dubé: I do not think a 10 per cent pension would do much good...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I know. Listen, in many cases it would not be worth very much but of the widows who write to me an awful lot of them that are in the 30 per cent and 40 per cent area who get no pensions... It is that group which I am concerned about. You can pick out the individual cases such as the little finger that you are talking about.

Mr. Dubé: And some of them, you see, could conceivably be widows of an heir only receiving a 5 or 10 per cent pension and that was a...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That applied to the 50 per cent and the 60 per cent pensioners as well.

Mr. Dubé: There is not an unlimited amount of resources to be devoted to veterans. We try to apply it in the best way we can. The amount is so huge and in many cases would be such a minimal distribution to so many and amongst some who really do not need it that we felt the money would be better spent otherwise.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Do you call \$10 million a year a huge sum?

Mr. Dubé: Oh! Yes. It is a lot of money...

An hon. Member: You are not saying what is \$10 million...

Mr. Dubé: ...when you have to raise it. It used to be "What is \$1 million dollars", now it is "What is \$10 million dollars".

Mr. Whicher: We thought a million dollars was quite a lot at one time. I read one of your speeches...

The Chairman: Gentlemen...

[notintérrogé]

[notest]

[Interpretation]

ne sont pas touchés par ces dispositions et je regrette que le gouvernement n'ait pas accueilli favorablement les deux recommandations, l'une faite par le comité Woods et l'autre faite par notre propre comité lorsqu'il a appuyé la recommandation 106.

M. Dubé: J'apprécie beaucoup votre générosité mais il y a des limites, voyez-vous. Je pourrais vous donner un exemple de ce qui se passerait si nous acceptions votre proposition. Mettons qu'un ancien combattant ait perdu son auriculaire ou un bout de son auriculaire en tombant d'un camion, il obtiendrait une pension de 5 à 10 p. 100. Vingt-cinq ans plus tard, il décéderait dans un accident de la circulation. Selon votre proposition, la veuve aurait droit à une pension complète.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je regrette, j'ai parlé d'une pension proportionnelle.

M. Dubé: Ah! Une fraction.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Proportionnelle. En dessous de 48 p. cent, c'est une pension proportionnelle.

M. Dubé: Je ne pense pas qu'une pension de 10 p. 100 serait d'aucune utilité.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je sais mais la plupart des veuves qui m'écrivent recevraient une pension de 30 à 40 p. 100. C'est au nom de ce groupe que je parle. Bien sûr vous pouvez prendre des exemples particuliers comme celui de la perte d'un petit doigt.

M. Dubé: Mais d'autres pourraient être les veuves d'un héritier recevant une pension 5 ou 10 p. 100...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Cela s'applique également aux pensions de 50 et de 60 p. 100.

M. Dubé: Nous estimons qu'il n'y a pas des ressources illimitées pour faire face aux besoins des anciens combattants et nous essayons de répondre au mieux à ces besoins, en fonction de nos ressources. Les sommes en cause sont tellement importantes et les paiements pourraient être tellement minimes que nous essayons de ne pas gaspiller de l'argent à aider des gens qui parfois n'en ont pas besoin et d'utiliser nos fonds au mieux.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pensez-vous que dix millions de dollars représentent une somme énorme?

M. Dubé: Bien sûr, c'est beaucoup d'argent.

Une voix: Vous ne dites pas que dix millions de dollars...

M. Dubé: Dans le temps on disait: «Que représente 1 million de dollars». Aujourd'hui on dit, «Que représente dix millions de dollars».

M. Whicher: Nous pensons qu'un million de dollars représentent une grande somme. Dans l'un de vos discours...

Le président: Messieurs, à l'ordre...

[Texte]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): ... it is a long time ago. We have had a lot of liberalism in the country since then.

Mr. Whicher: Thank God for that. Thank God for that. It is right in this legislation.

The Chairman: Mr. Knowles, please.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): On this point I guess we have to disagree. I still think the Woods Committee recommendation and ours were correct.

I have just two other questions and will then pass on. With respect to the exceptional incapacity allowance, I could not help but smile at your telling us that this is a matter of right, not of discretion, but the quantum is determined by the Commission. There is a thin line there but I will not press it unduly. I think we will have to see what the experience is.

Mr. Dubé: You see, there has to be a human decision at one stage of the game. These things are not that automatic. Somebody, somewhere has to decide as to where certain persons fit.

• 1030

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): As I say, I am prepared now to wait and see what the experience is, and if this works out well, fine, we will say so. If it does not, of course you are bound to hear from us.

I have just one other question, Mr. Minister. How do you intend to handle the related question—I know it is related and it was discussed a good deal last Monday—of the 10 per cent increase in disability pensions and the 15 per cent increase in the War Veterans Allowance? Will it be another bill, another two bills, or have you some other way for handling that?

Mr. Dubé: No. It will be done the usual way, by an appropriation bill attached to the Supplementary Estimates.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Do you mean an item in the Estimates, a dollar item amending the schedules.

Mr. Dubé: Yes. That is the way it was done previously. It can be done rather quickly. There is no problem there.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): We will deal with that when it comes. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Knowles. Mr. Peters.

Mr. Peters: Mr. Minister, I was curious to know whether—I suppose it may have been discussed before—in relation to the Hong Kong Veterans and your argument against the Dieppe Veterans, there were other Canadians involved in the Eastern Theatre of War that became prisoners of war that were not Hong Kong veterans?

[Interprétation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il me semble que depuis ce temps, nous avons fait preuve de libéralisme dans ce pays.

M. Whicher: J'en fais grâce à Dieu. Cette loi en est un bon exemple.

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je pense que sur ce point, nous ne serons pas d'accord, étant donné que j'estime que la commission Woods, tout comme nous, avait raison, lorsqu'elle a fait sa recommandation.

J'ai encore deux questions à poser avant de céder la parole en ce qui concerne l'allocation d'invalidité, je n'ai pu m'empêcher de sourire lorsque vous nous avez dit que c'est là une question de droit et non de pouvoir discrétionnaire alors que c'est la Commission qui détermine le degré d'invalidité. Je vois là une nuance mais je n'insisterai pas; je crois que nous devrons juger selon ce qui se passera.

M. Dubé: A un certain point, un homme doit prendre une décision. Ce choses ne sont pas aussi automatiques, il faut décider selon les cas.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je suis disposé à attendre pour voir comment se dérouleront les événements et si ça se passe bien, tant mieux, nous le dirons. Dans le cas contraire vous entendrez parler de nous.

J'ai une autre question apparentée, nous en avons beaucoup discuté lundi dernier, qui a trait au relèvement de 10 p. 100 des pensions d'invalidité et de 15 p. 100 de l'allocation aux anciens combattants. Est-ce que cela fera l'objet d'un autre projet de loi. Votre de deux autres projets de loi ou envisagez-vous une autre façon d'aborder le problème.

M. Dubé: Non, cela fera l'objet d'un bill portant crédits annexé au budget supplémentaire, comme cela s'est fait jusqu'ici.

M. Knowles (Winnipeg Nord-Centre): Vous voulez dire un article du budget, une modification des crédits.

M. Dubé: Oui, c'est ainsi que cela s'est fait jusqu'ici. Cela peut se faire assez rapidement. Cela ne soulève aucun problème.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous en discuterons, le moment venu. Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Knowles. La parole est à M. Peters.

M. Peters: Monsieur le ministre, cette question a peut-être déjà été soulevée, mais j'aimerais obtenir quelques éclaircissements en ce qui concerne les anciens combattants de Hong-Kong et de Dieppe. Y a-t-il eu d'autres soldats canadiens faits prisonniers de guerre au cours des opérations dans l'Est qui ne faisaient pas partie du contingent de Hong-Kong?

[Text]

Mr. Dubé: Yes, there were some, mostly from the air force I believe, who were prisoners of war of the Japanese but not in Hong Kong—very few, but there are some.

Mr. Peters: Did not some of the Hong Kong veterans also go to Japan to work in the mines?

Mr. Dubé: That is right. We call them Hong Kong prisoners. Actually, they were not necessarily prisoners at Hong Kong, but that is where they were captured.

Mr. Peters: But in using the words "Hong Kong veterans" do we include merchant navy and air force that were subsequently prisoners of war and who probably suffered exactly the same kind of Asiatic maladies that other prisoners did? Do the words "Hong Kong veterans" cover all the categories that were in the Japanese theatre?

Mr. Dubé: Yes. As a matter of fact, we call them the prisoners of war of the Japanese in the East who were prisoners of war for one year or more. That takes in not only the so-called Hong Kong prisoners but all the others. And there are not too many others. Mr. Deputy Minister, would you know who would be the others covered besides the Hong Kong veterans? There are a few from the air force and perhaps the navy.

Dr. Hodgson: We do not know the exact numbers, Mr. Chairman. There were some in Burma, there were some in Malaya and Singapore, places like that, but they were scattered individuals. Some were in the air force. But the section in question refers to any prisoner of war of the Japanese provided he was (a) a member of the forces, or (b) a person who served in the naval, army or air forces of His Majesty or any of the allied or air forces and who was domiciled in Canada at the time of his enlistment.

Mr. Peters: Do Korean prisoners of war fit into this category?

Mr. Dubé: No.

Mr. Peters: Or were there any?

Mr. Dubé: No, they would not be prisoners of war of the Japanese, in any event.

Mr. Peters: It would be a short duration.

Mr. Dubé: I presume they would be prisoners of war of the North Koreans or the Chinese, but we do not know of any.

Mr. Peters: We all heard the evidence of the different maladies they suffered over and beyond vitamin deficiency and so on that was unique to that area, like malaria and some of the other things. But this does not apply to them?

Mr. Dubé: No. Really, this matter was brought to my attention for the first time with reference to the Korean War prisoners. We really do not know of any Korean

[Interpretation]

M. Dubé: Oui, surtout dans les Forces de l'Air, il y a eu d'autres prisonniers de guerre des Japonais qui ne faisaient pas partie du contingent de Hong-Kong mais ils ne sont pas nombreux.

M. Peters: Il me semble que certains anciens combattants du contingent de Hong-Kong ont travaillé dans des mines?

M. Dubé: Oui, mais nous les appelons membres du contingent de Hong-Kong, mais cela ne veut pas dire nécessairement qu'ils étaient prisonniers de guerre à Hong-Kong. C'est là qu'ils ont été capturés.

M. Peters: Lorsque vous employez l'expression «anciens combattants de Hong-Kong», est-ce que vous pensez également aux prisonniers de guerre de la marine marchande et des forces aériennes qui ont souffert des mêmes maladies asiatiques? L'expression «Anciens Combattants de Hong-Kong» couvre-t-elle toutes les catégories qui ont participé aux opérations contre le Japon?

M. Dubé: Oui. En fait, nous appelons «prisonniers de guerre des Japonais» les prisonniers de guerre qui ont été détenus au moins un an par les Japonais. Cela ne touche pas seulement les prisonniers de Hong-Kong mais tous les autres prisonniers de guerre mais ils ne sont pas trop nombreux. Monsieur le sous-ministre, pourriez-vous nous dire quels sont les autres anciens combattants visés? Il y a notamment les prisonniers de guerre de l'aviation et de la marine.

M. J. S. Hodgson (sous-ministre, ministère des Anciens combattants): Nous n'avons pas les chiffres exacts. Il y a les prisonniers de guerre de Birmanie, de Malaisie et de Singapour mais ils sont fort peu nombreux. Certains faisaient partie des forces de l'air. L'article en question parle des prisonniers de guerre des Japonais pourvu qu'il s'agisse: a) d'un membre des forces, ou b) d'une personne qui a servi dans les forces navales, dans les forces de l'armée ou dans les forces aériennes de Sa Majesté ou dans les forces de l'un des pays alliés de Sa Majesté et qui était domiciliée au Canada au moment de son enrôlement.

M. Peters: Est-ce que les prisonniers de guerre de Corée font partie de cette même catégorie?

M. Dubé: Non.

M. Peters: Y en a-t-il eu?

M. Dubé: Non. Ils ne seraient pas des prisonniers de guerre des Japonais de toute façon.

M. Peters: Ce serait une courte période.

M. Dubé: Ils seraient, sans doute, prisonniers de guerre de la Corée du Nord ou des Chinois, mais nous n'en connaissons aucun.

M. Peters: Nous avons toutes sortes de faits indiquant qu'ils ont souffert de diverses maladies et d'avitaminose. Ces maladies, comme la malaria notamment, étaient propres à cette région. Toutefois, ils ne sont pas visés par cette disposition?

M. Dubé: Non. Cette question a été portée à mon attention pour la première fois aujourd'hui. En fait, nous n'avons connaissance d'aucun prisonnier de guerre de la

[Texte]

War prisoners. But the major import of this part of the Act is with reference to the so-called Hong Kong prisoners, those who were captured at Hong Kong and became prisoners of war of the Japanese. Later on through this Committee we heard of a few cases who had been prisoners of war of the Japanese in the Far East but not Hong Kong, but they are included.

• 1035

Mr. Peters: This, of course, is one of the sections which will receive a great deal of sympathy from everyone that was concerned and probably would warrant some delay in this particular Bill.

In relation to the income tax exemption for war pensions, and as has been pointed out by Mr. Knowles, this is a very extensive exemption or exception or concession in the income tax. This has been raised with the Minister of Finance. Have you discussed with your colleagues that there will not be a change in this section in the Income Tax Act?

Mr. Dubé: In Mr. Benson's White Paper it was stated quite clearly that veterans' pensions were exempted from income tax. I have heard of no one who wishes to change that section in the White Paper, including the government.

Mr. Peters: I am not suggesting that. The other point that has caused a great deal of comment and certainly a great deal of resentment against the government is the change that was made in the relationship between War Veterans Allowance and the tax structure and also the GIS, guaranteed income supplement, the fact that GIS did not apply to War Veterans Allowance recipients. Has it been calculated how much is involved in relation to GIS in War Veterans Allowances, what the cut-off would be? You have made the decision that with a veteran below 48 per cent, his widow will not receive War Veterans Allowance. Is that 48 per cent considered to be the cut-off?

Mr. Dubé: As to the first part of your question, I do not think I can deal with that this morning because it has nothing to do at all with the Bill. As to the second part of your question dealing with the 48 per cent, 48 per cent really means 50 per cent. Normally it is implied that a 100 per cent pensioner when he dies later on has died from the disability for which he is pensioned. This has been reduced to 48 per cent, as Mr. Knowles himself was repeating. Forty-eight per cent and above, it is deemed that the pensioner died of his disability and that death is attributable to service and the widow receives a pension. Below that demarcation line, it has to be shown that the man did die of his service, did die of his disability. If he has only a 5 per cent disability because of his little finger and dies in a car collision, I do not think that the widow should receive a pension for that. It is not a fair distribution of money.

Mr. Peters: The point I am making is that for instance, if a veteran had a 30 per cent disability and his widow was given a *pro rata* settlement as a pension, not 100 per cent, obviously, but 30 per cent, has it been calculated

[Interprétation]

Corée et la disposition de cette loi touche principalement aux prisonniers dits de Hong-Kong et aux prisonniers capturés à Hong-Kong qui sont devenus prisonniers de guerre des Japonais. Au cours des séances de ce Comité, nous avons entendu parler de quelques cas de prisonniers de guerre au Extrême-Orient qui étaient prisonniers de guerre des Japonais, mais non pas de Hong-Kong, mais ils sont inclus.

Mr. Peters: Il me semble que tous les intéressés ont fait preuve de beaucoup de sympathie à l'égard de ces personnes.

En ce qui concerne les exemptions d'impôt pour ces pensions dues aux prisonniers de guerre, vous savez que c'est là une exemption très importante quand à l'impôt sur le revenu. En avez-vous discuté avec vos collègues parce que le ministre des Finances a abordé ce problème et a dit qu'il n'y aurait aucune modification dans cet article de la Loi de l'impôt sur le revenu.

M. Dubé: Il me semble que dans le Livre blanc de M. Benson, on a déclaré que les pensions des anciens combattants étaient exemptes de l'impôt sur le revenu, et je n'ai pas entendu que l'on demande la modification de cet article, y compris le gouvernement.

Mr. Peters: Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire. L'autre question qui a suscité de nombreux commentaires et un grand ressentiment envers le gouvernement, est le changement qui a été fait dans les rapports entre les allocations aux anciens combattants et la structure fiscale et le supplément de revenu garanti. Le fait que ce supplément ne s'appliquait pas aux allocations aux personnes qui recevaient des allocations d'anciens combattants. J'aime-rais savoir combien... quel est le dégrèvement, la diminution qui a été faite sur le supplément de revenu garanti? Vous avez dit que pour les anciens combattants qui sont en dessous de 48 p. cent; qui ont une invalidité de moins de 48 p. 100, leurs veuves ne recevront pas d'allocations de guerre. 48 p. cent est-ce la ligne de démarcation?

M. Dubé: Je crois que pour la première partie de votre question, je ne pourrais y répondre actuellement, car ceci n'a rien à voir avec le bill. En ce qui concerne les 48 p. 100, ça signifie en fait 50 p. 100. De façon habituelle, on suppose qu'un pensionné souffrant d'une invalidité de 100 p. 100 qui meurt par la suite, meurt des suites de son invalidité. Ceci a été réduit à 48 p. 100 et plus. Nous considérons que la mort est attribuable au service militaire lorsqu'il y a 48 pour cent ou plus. Et par conséquent, la veuve recevra la pension. En-dessous de ce minimum, il faut être sûr que l'ancien combattant est mort de son invalidité. Si un ancien combattant a perdu le petit doigt, s'il a une invalidité de 5 p. 100 ou qu'il meurt par la suite dans un accident de voiture, sa veuve ne pourra pas, évidemment, recevoir de pension.

Mr. Peters: Si un ancien combattant a 30 p. 100 d'invalidité et que sa veuve a reçu une pension au prorata de 30 p. 100. A-t-on calculé quelle sera la diminution ou la ligne de démarcation?

[Text]

how much of an allowance, or where is the cut-off between whether she should take—if this was available?

Mr. Dubé: It is not.

Mr. Peters: I was suggesting it was 30 per cent. Has it been calculated at what level the War Veterans Allowance would be higher than that pension for a widow?

Mr. Dubé: Not by me anyway, no. I did not calculate that.

Mr. Peters: The point I am making is that it does not become a cost factor if they are equal. If she is going to be able to get the War Veterans Allowance, then there should be no objection to giving her that pension.

Mr. Dubé: It is a cost factor.

• 1040

Mr. Peters: I agree it is a cost factor because it would interfere with his income tax structure.

Mr. Dubé: No, no.

Mr. Peters: It would also interfere with GIS, but as far as the Department of Veterans Affairs is concerned it would not be a cost factor.

Mr. Dubé: Yes, it is because there are some widows whose husbands were, let us say, 30 per cent pensioners, but who at the same time were millionnaires and she would hardly expect to receive War Veterans Allowance.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): There are not very many.

Mr. Dubé: It is hard to say. Even veterans are doing well in this country. They are the hard core of the businessmen of the country, they are doing well and we are very happy about that. They are not all paupers by all means.

Mr. Peters: No, I suppose it is a varying factor. I suppose I could calculate it, but it seems to me there is not much of a cost factor except in this variation of income. It may not be as large a sum as has been indicated this morning. This is all I want to...

Mr. Dubé: No, it was calculated that if across the board they all got a proportionate pension, it would cost \$10 million more and much of that money would go to widows who are not in need of it.

Mr. Peters: Mr. Chairman, I do not think it was calculated that it would be \$10 million. It would be \$10 million if we discounted War Veterans Allowance because most of these people are receiving widow's claim to War Veterans Allowance, in any case.

Mr. Dubé: Of course, I do not have the exact figures before me, but this was calculated. Perhaps later on in the proceedings you may want to have—who would be the best witness on that—Mr. McCallum, I presume, who is the accountant. He has worked out all these figures and I am sure he could answer this better than I could.

[Interpretation]

M. Dubé: Non.

M. Peters: Si par exemple, il s'agit d'un cas de 30 p. 100, a-t-on calculé à quel niveau l'allocation de guerre serait plus élevé que cette pension par une veuve?

M. Dubé: Non, je ne l'ai pas calculé.

M. Peters: Peut-elle obtenir une allocation de prisonnier de guerre? Alors il n'y aurait aucun inconvénient à lui donner cette pension.

M. Dubé: Il s'agit d'un facteur de coût.

M. Peters: C'est certain c'est un facteur du coût, car cela intervient dans la structure de son impôt.

M. Dubé: Non, non.

M. Peters: Cela interviendrait aussi avec le supplément de revenu garanti, mais en ce qui concerne le ministère des Affaires des anciens combattants, cela n'est pas un facteur du coût.

M. Dubé: Il y a certaines veuves dont les maris avaient un pension de 30 p. 100 et qui étaient des millionnaires, par conséquent elles n'essaieront pas d'obtenir cette allocation.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il n'y en a pas beaucoup dans ce cas.

M. Dubé: Les anciens combattants sont souvent très bien pourvus dans notre pays. Ils ne sont pas tous pauvres.

M. Peters: Oui, c'est un fait, mais personnellement, je pense que le facteur de coût n'a pas beaucoup d'importance sauf dans cette variation de revenu. Il peut ne pas être aussi important que ce qui était indiqué ce matin.

M. Dubé: On a calculé que si de façon générale les invalides recevaient tous une pension proportionnelle, nous aurions besoin de 10 millions de plus. En outre, cela irait en grande partie à des veuves qui n'en ont pas vraiment besoin.

M. Peters: Monsieur le président, je ne crois pas qu'on a calculé qu'il s'agirait de 10 millions de dollars, mais bien 10 millions de dollars si l'on déduit les allocations d'anciens combattants, car la plupart des bénéficiaires ont la compensation de veuve.

M. Dubé: Je n'ai pas les chiffres exacts devant moi, mais c'est ce qu'on a calculé. Je me demande quel serait le meilleur témoin à ce sujet. Je suppose qu'il s'agit du comptable, M. McCallum. Il a tous les chiffres. Il pourrait vous répondre mieux que moi.

[Texte]

The Chairman: Thank you, Mr. Peters. Mr. Cullen.

Mr. Cullen: I did not speak in the House on this, Mr. Dubé, because I felt, as Mr. Knowles has said, that in effect I would simply be gilding the lilly with so many of the recommendations that you saw fit to accept, but I do want to highlight two things here. On the exceptional incapacity, they got it as a matter of right and then a table of disabilities is to be set up. I have maybe two questions on this. First of all, that table will be public and second, it will be flexible and evolving, I would assume, over the period.

Mr. Dubé: Yes, but it will be along the same lines as the present table which the Canadian Pension Commission has for disability pensions. As you know, they have a table—I think it could be made public; there are no secrets in it—showing the percentage if you lose one arm, two arms, two legs or paraplegics. There is a table for that. A table along the same lines is being prepared now with reference to those 100 per cent disability pensioners who are applying for this special allowance.

As you said, once that table is prepared it will be tried on all cases and be adjusted as they move along. It is very difficult to define something that perfect ahead of time which hits all possible cases. I presume as we move along they will be adapting their table to the cases which come before them and they will have to use their judgment. □

Mr. Cullen: That was the point I wanted to make. It will be public, it will be flexible and it will evolve as experience dictates.

Mr. Dubé: That is right.

Mr. Cullen: Second, I was very happy to see that the Pension Advocates will be set up as a separate and distinct unit. Some of the criticism that I read or listened to in the House had to do with the fact that the hearings before this appeal board should be more informal. May I say, speaking primarily as a lawyer, I think the rights of the veteran are more apt to be protected if we have some kind of guidelines because there is nothing worse than going before an administrative tribunal and wondering whether you should file all your papers or simply file a few comments on which you might wish to elaborate later.

• 1045

With the pension advocates being set up as a separate organization, every veteran will be represented by a lawyer. In many cases they will be represented by lawyers who are not Pension Advocates, but who are practising law in a particular community. This will give the outside lawyer good guidelines and I think probably will work to the veteran's interest to have it maybe a little bit formal, because if the only formality has to do with procedure, not with maybe the conduct before an administrative tribunal, you do not have the rules of evidence before an administrative tribunal. In that sense it is informal, but in so far as getting it before the Board and the method to be followed, I would agree with the legislation, there should be some formality in procedure to assist the veteran and really not to hamper him.

[Interprétation]

Le président: Je vous remercie, monsieur Peters. Monsieur Cullen.

M. Cullen: Je ne me suis pas exprimé là-dessus en Chambre, car cela aurait seulement contribué à rendre plus attrayantes beaucoup de recommandations que vous avez estimé bon d'accepter. J'aimerais simplement signaler deux choses spécialement ici. Au sujet de l'invalidité exceptionnelle, on l'obtient automatiquement. Il faut établir un tableau d'invalidité. Je suppose que ce tableau sera publié et qu'il sera souple.

M. Dubé: Il ressemblera assez bien au tableau actuel de la Commission canadienne des pensions pour les pensions d'invalidité. La Commission pourrait vous renseigner quelle est la pension dans le cas de perte d'un bras, dans celui des paraplégiques, etc. Nous préparons un tableau au sujet des pensionnés souffrant d'une invalidité à 100 p. 100 qui réclament cette allocation.

Comme vous le dites, quand le tableau sera préparé on l'étudiera sur les cas différents et on le modifiera à mesure. Il est actuellement impossible de faire un tableau qui pourrait s'adapter à tous les cas particuliers. Il faudra utiliser son jugement.

M. Cullen: Le tableau sera publié et il s'adaptera aux circonstances.

M. Dubé: Oui.

M. Cullen: Deuxièmement je suis très heureux que le Bureau des services juridiques des pensions deviendra une organisation séparée. A la Chambre les critiques portaient sur le fait que les audiences devant celui-ci devraient être moins officielles. Personnellement, je crois qu'il faut des lignes directrices. Je parle en tant que juriste. Rien n'est pis que de ne pas savoir comment présenter sa requête.

Le Bureau étant un organisme distinct, chaque ancien combattant sera représenté par un avocat, pas nécessairement un avocat du Bureau des services juridiques. Cela permettra aux juristes de l'extérieur de travailler dans l'intérêt de l'ancien combattant. La procédure devant un tribunal administratif n'est pas conventionnelle, du fait qu'on ne doit pas présenter la règle et la preuve. Pour ce qui est de présenter le cas devant la Commission, je crois qu'il devrait y avoir certaines procédures officielles afin d'aider les anciens combattants.

[Text]

Mr. Dubé: That is right. This is not a case where an application will be thrown out because it is not completely in order as you would have in a regular court of law. Apart from Pension Advocates and apart from the solicitors, I presume, let us say, the Royal Canadian Legion and other veterans associations will want at times to represent veterans and they will be very happy to have some kind of guideline, as you said, to assist them in preparing their representation.

Mr. Cullen: Fine. I think those are the two points. I might say on behalf of the Dieppe veterans that one of the areas I found disturbing as I studied it—I appreciate that you or your Department did study these 850 files—was that in effect those medical records are not complete because of the fact they were in prison. I am sure when the national POW Association does get organized, that this will be one of the things they will be hammering home. Maybe this is a handicap a POW has had, up to now, that his records have not been complete.

I do appreciate the fact that the Department did study these files and tried to find out if there were some common ailment or malady running the whole gamut. I think that is it, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Cullen. Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, Mr. Dubé, on page 5 of your statement you set out in some detail the maximum amount that the disabled pensioner would be able to obtain under the new legislation. I wonder if you have any idea about how many pensioners would be entitled to these maximum amounts.

Mr. Dubé: There are at the present time roughly 5,000 one hundred per cent pensioners. I cannot come out with any definite figures before the files are studied and before the applicants themselves have made application, and of course I cannot say offhand that all the 5,000 will not qualify. There are some 100 per cent pensioners who are going concerns, you know, and are not in the same category as other 100 per cent pensioners who are paraplegics and suffer from day to day. It is very difficult to give you an exact figure, but it has to be below 5,000 because there are only 5,000 one hundred per cent pensioners.

Mr. Weatherhead: I realize the difficulty, Mr. Dubé, but I did wonder. We heard extensive evidence during our previous hearings in respect of the paraplegics and others whom I expect would qualify automatically.

Mr. Dubé: All paraplegics will qualify immediately, but how many of those we have in this country I am not too sure. I think I could safely state that at least between 1,000 and 2,000 will qualify for allowances to various degrees.

Mr. Weatherhead: Will qualify for allowances to various degrees?

Mr. Dubé: Yes.

Mr. Weatherhead: I see. That is the exceptional capacity allowance.

[Interpretation]

M. Dubé: Oui, ce n'est pas un cas où un requérant sera éliminé parce que son rapport ne sera pas en ordre, pas du tout. A part les avocats, etc., les associations d'anciens combattants et la Légion voudront probablement représenter certains anciens combattants et elles aimeront également posséder ces lignes directrices.

M. Cullen: Je crois qu'il s'agit là des deux questions que je voulais poser. Une des questions qui m'inquiète est que les dossiers médicaux des anciens combattants de Dieppe ne sont pas complets étant donné qu'ils étaient prisonniers. C'est un handicap pour ceux-ci.

Je me rends compte du fait que le Ministère a étudié les dossiers pour voir s'ils n'ont pas tous souffert d'une même maladie.

Le président: Monsieur Weatherhead.

M. Weatherhead: Monsieur le président, monsieur le ministre, à la page 5 de votre mémoire, vous indiquez les montants maxima que les pensionnés pourront obtenir en vertu de la nouvelle loi. J'aimerais savoir si vous savez combien de personnes pourront bénéficier de ces montants maxima.

M. Dubé: A l'heure actuelle, il y en a environ 5,000 qui bénéficient d'une pension à 100 p. 100. Je ne pourrais pas vous donner de chiffres avant que les requérants n'aient fait leur demande, mais je peux dire d'une façon générale que tous les 5,000 qui réclament une pension ne pourront pas l'obtenir. Parmi eux il y en a qui sont différents des paraplégiques de ceux qui souffrent quotidiennement, etc. Il est très difficile de donner un chiffre. En fait il y en aura moins de 5,000.

M. Weatherhead: En ce qui concerne les paraplégiques dont nous avons entendu parler au cours des séances précédentes, tous pourraient obtenir cette pension.

M. Dubé: Oui, mais je pourrais dire qu'il y en a entre 1,000 et 2,000 qui seront éligibles à l'allocation à différents degrés.

M. Weatherhead: A différents degrés?

M. Dubé: Oui.

M. Weatherhead: Il s'agit de l'allocation exceptionnelle.

[Texte]

Mr. Dubé: That is right, yes. All along I have been talking, of course, about the exceptional, not the attendance allowance.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I wonder, Mr. Weatherhead, if you would mind my asking how many of these 5,000 are getting the attendance allowance. Should that not be considered income...

The Chairman: Gentlemen, in order for the records to properly identify those talking...

Mr. Dubé: Dr. Richardson is here and perhaps he can better answer than I can.

The Chairman: Dr. Richardson

Dr. H. J. Richardson (Chief Medical Adviser, Canadian Pension Commission): I cannot give you the number of persons receiving attendance allowance for pension conditions alone because attendance allowance is in payment to the pensioners who require attendance for other reasons. I believe the Minister has accurately estimated the number of persons who are likely to qualify for exceptional incapacity allowance to be in the range from 1,000 to 2,000. The number who will qualify for the maximum award of exceptional incapacity allowance, we shall not know until we have studied the files in detail. I should think it would be not less than 200 and probably not more than 500 who would receive the maximum amount of exceptional incapacity allowance, whatever that amount may be determined.

Mr. Peters: Mr. Chairman, could I ask Dr. Richardson if this is going to be automatically reviewed, rather than by application?

Dr. Richardson: Mr. Chairman, it is, automatically.

Mr. Bigg: It seems to me this attendance allowance is not income at all.

It is a negative income to the nurse, in some cases, of \$3,000. She is giving her time \$3,000 beyond the allowance, so I do not think that you should take a total and say, he is getting \$9,000. He is getting \$6,000 at the most.

• 1050

Mr. Dubé: It is true in some cases, but in most cases it goes to the wife, and she may happen to be a nurse. We do not have figures on how many wives of veterans are nurses, but I would say very few.

Mr. Bigg: When it is the wife who is donating her time, surely this is not income to a veteran this is merely a way of getting better attendance no doubt for less money than the wife would get in civilian life. I do not think it is fair really to give a clear accurate picture and say that this attendance allowance is income in any way shape or form. If the man were in a veterans hospital, presumably, he would only be getting \$6,000, and he would be looked after because he was incapable of looking after himself.

Mr. Dubé: That could be, but in all fairness I should point out that this \$3,000 is not income taxable, and if the wife were...

Mr. Bigg: Not any more than any other.

[Interprétation]

M. Dubé: Je ne parle pas de l'allocation pour soins.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Combien parmi ces 5,000 auront l'allocation pour soins?

Le président: Pour que nous puissions officiellement enregistrer vos noms...

M. Dubé: Nous avons ici un témoin qui pourrait peut-être mieux nous répondre.

Le président: Docteur Richardson.

Dr J. Richardson (conseiller médical en chef, Commission canadienne des pensions): Je ne pourrais vous donner le nombre de personnes qui reçoivent des allocations de soins, car il s'agit de personnes qui ont besoin de soins pour d'autres raisons que celles découlant de leur invalidité. Il s'agit en fait, comme le ministre l'a dit, de 1,000 ou 2,000. Nous ne saurons pas exactement combien de personnes pourront bénéficier de l'allocation maximum d'invalidité exceptionnelle avant d'avoir étudié les dossiers. Je crois qu'il ne s'agira pas de plus de 500 ou de moins de 200 personnes.

M. Peters: Est-ce que cela sera revu automatiquement plutôt que sur demande?

Dr Richardson: Cela se fera automatiquement.

M. Bigg: Il me semble que cette allocation de soins ne doit pas être considérée comme revenu. Il s'agit d'un revenu qui est versé à l'infirmière. En fait, au lieu de recevoir \$9,000, il reçoit \$6,000 au plus.

M. Dubé: Dans la plupart des cas, cela va à la femme, et elle peut être une infirmière. Nous ne connaissons pas le nombre de femmes qui sont également des infirmières.

M. Bigg: En fait, s'il s'agit de la femme qui sacrifie son temps de cette façon, je ne crois pas que cette allocation puisse être considérée comme revenu. S'il était à l'hôpital, en tous cas, il ne recevrait que \$6,000.

M. Dubé: Je dois vous signaler que ces \$3,000 ne sont pas imposables.

M. Bigg: Bien.

[Text]

Mr. Dubé: No, but if the wife were a nurse, as you say, and if she were working in a hospital that would be income taxable.

Mr. Bigg: No, it is an expense, not income.

The Chairman: Gentlemen, we shall return to Mr. Weatherhead. I think the supplementary has been answered. Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: If I might change the subject, Mr. Chairman, I think with respect to Mr. Peters' questioning of the Minister whether there would be any real difference in government expenditure if the war veterans' widows were allowed to have the same percentage disability pension as their husbands received, whether it was below 48 per cent or not. The main point the Minister was trying to make—I think his comment on this was that most widows of war veterans would not be entitled to war veterans allowance at the present time. As you said, most of their husbands have been fairly successful in life, and they would not be entitled to war veterans allowance; therefore, if we gave them automatically it is still the pension pro rata, there would be a considerable additional outflow of moneys from the government at this particular stage. Is that not the case, Mr. Dubé?

Mr. Dubé: Yes, that is what I said. In my opinion it would not be the best distribution of our resources, if a substantial amount of that money should go to widows who have other means.

Mr. Weatherhead: We would not just be trading the war veterans widows pension for war veterans allowance. We would be putting a lot of new money into the scheme for that sort of thing.

Mr. Dubé: Widows at the present time whose husbands are below 48 per cent, can receive the war veterans allowance if they are in need. If they are not in need, of course, they cannot do that, which to my mind seems to be fair and just.

Mr. Weatherhead: Would it not be the case, Mr. Minister, that most of them would not be in need at the present time?

Mr. Dubé: Really I cannot say. That question would be better put to one of the financial experts of my Department, who, I presume, would have the exact figures. I do not have with me this morning the breakdown of how many would be qualified for war veterans allowances and how many would not. This, I do not know. It is fair to say just through ordinary judgment that quite a few would not qualify because they have other means.

Mr. Weatherhead: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Weatherhead. Mr. Whicher?

Mr. Whicher: I just have a question or two. I want to ask about this incapacity allowance. Supposing a veteran were not married and he had a man come in to look after him, is that \$3,000 allowance taxable to the man who comes in and looks after the veteran?

Mr. Dubé: In that case, yes. It would be taxable to the one who received it, I presume, but it would not be

[Interpretation]

M. Dubé: Si la femme travaillait dans un hôpital, elle devrait payer un impôt.

M. Bigg: Il s'agit d'une dépense, non d'un revenu.

Le président: Je crois que M. Richardson a un autre commentaire à faire.

M. Weatherhead: J'aimerais changer de sujet. Je me reporte à la question que M. Peters a posée au ministre pour savoir s'il y aurait une dépense effective pour le gouvernement si la veuve pouvait obtenir le même pourcentage de la pension que son mari, qu'elle soit de moins de 48 p. 100 ou non. Le ministre avait répondu que la plupart des veuves n'auraient pas droit à une allocation. Étant donné qu'il s'agit d'une pension proportionnelle, le gouvernement perdirait beaucoup d'argent.

M. Dubé: Je crois qu'une grande partie de cet argent ne serait pas utilisée convenablement.

M. Weatherhead: Il s'agirait d'un flux de nouvel argent, non pas seulement d'accorder des allocations d'anciens combattants au lieu de pensions de veuves d'anciens combattants.

M. Dubé: Les veuves actuellement, dont les maris bénéficiaient d'une pension de moins de 48 p. 100 peuvent bénéficier de la pension si elles sont dans le besoin. Sinon, il me semble que cela soit tout à fait raisonnable qu'elles n'en bénéficient pas.

M. Weatherhead: Estimez-vous que la plupart des veuves ne sont pas dans le besoin?

M. Dubé: Je crois qu'il faudrait poser la question à des experts financiers de mon ministère. Ils possèdent la ventilation complète. Ils pourraient vous dire combien sont admissibles à la pension. Je suppose qu'un grand nombre ne seraient pas admissibles.

M. Weatherhead: Merci.

Le président: Monsieur Whicher.

M. Whicher: J'aurais quelques questions à poser. J'aimerais vous poser une question au sujet de cette allocation de l'invalidité. Si un invalide n'est pas marié et qu'il a besoin d'une aide, est-ce que cette personne devra payer un impôt sur l'allocation de \$3,000?

M. Dubé: La personne qui reçoit la somme, oui, pas l'ancien combattant.

[Texte]

considered as taxable income from the standpoint of the veteran himself.

Mr. Whicher: What about with the wife who is looking after the veteran? It would not be taxable?

Mr. Dubé: No, not taxable.

• 1055

Mr. Whicher: This is more in the line of a comment, Mr. Chairman. I do not think we should overlook the old age pension and the GIS supplement. This amounts to \$3,060 a year. For any veteran who was on an old age pension, this brings it up from \$4,464 a year to \$7,524 a year which is absolutely nontaxable. This is just for a 100 per cent pensioner who is not getting any incapacity allowance. I really feel that while these veterans certainly deserve everything that the country can give them, that this is very generous and very, very fair.

May I ask this, Mr. Chairman. What about the new legislation that was suggested as far as children are concerned in Canada where, as of next September, instead of the family allowance as we now know it, there would be \$16 per month per child? Would a pensioner be allowed to get this?

Mr. Dubé: Oh yes, of course they would qualify.

Mr. Whicher: His income would be regarded as nil as far as the family allowance is concerned?

Mr. Dubé: Of course, what you are talking about now is part and parcel of Mr. Munro's White Paper. This is not law yet. That White Paper like our White Paper is a set of proposals which is presented to the Canadian people for discussion. I am in no position this morning to determine what part of that White Paper will be acceptable and will become law. If it is taken as is by Parliament, I would presume, of course, that children of veterans, like other children, would qualify and receive that amount over and above the amounts that I have been talking about.

Mr. Whicher: My point is this. The 100 per cent pension as income would be regarded as nil because under Mr. Munro's proposal only those who receive salaries of less than \$4,500 a year would be eligible for the \$16 per month per child. My point is that this pension would act the same for children under the family allowance legislation as it does for old age pension legislation. Is that correct?

Mr. Dubé: I would think so. I have seen nothing in that White Paper that would make me think otherwise. In all other government acts at the present time, veterans' pensions are not calculated as income. My conclusions would be that the same would apply with reference to Mr. Munro's White Paper. I do not know if any of the experts here have seen anything in Mr. Munro's White Paper that would be contrary to that. I have not.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I would suggest caution. I would think that it is income from any source. To declare that money is not taxable does not mean that it is not money for some other purpose. You could be right but I would advise caution.

[Interprétation]

M. Whicher: Que se passe-t-il si sa femme s'occupe de lui?

M. Dubé: Dans ce cas, la somme n'est pas imposable.

M. Whicher: Je voudrais faire un commentaire. Je ne crois pas que nous devrions oublier le supplément de revenu garanti et la sécurité de vieillesse; cela se monte à \$3,060 chaque année. Tout ancien combattant qui bénéficie d'une pension de vieillesse voit sa pension passer de \$4,464 à \$7,524 par an, pension non imposable. J'estime que puisque les anciens combattants ont droit à tout ce que le pays peut leur donner, cette façon de procéder est très généreuse et tout à fait juste.

En ce qui concerne les enfants, à partir du mois de septembre prochain au lieu d'avoir l'allocation familiale que nous avons actuellement, chaque enfant bénéficiera de \$16 par mois. Un ancien combattant pourra-t-il également obtenir cette allocation?

M. Dubé: Il pourrait certainement y avoir droit.

M. Whicher: On ne tiendrait pas compte de son revenu aux fins de l'allocation familiale.

M. Dubé: Ce que vous dites actuellement fait partie du Livre blanc de M. Munro. Il s'agit de propositions, il ne s'agit pas d'une loi. Il faudra en faire l'étude. Je ne suis par conséquent pas capable ce matin de vous dire les parties du Livre blanc qui seront acceptées ou non. Si le Livre blanc est adopté tel quel par le Parlement, je suppose que les enfants des anciens combattants pourront bénéficier de cette allocation.

M. Whicher: Cette pension de 100 p. 100 ne sera pas considérée comme revenu. En vertu du Livre blanc, seules les personnes qui reçoivent moins de \$4,500 par an pourront obtenir une allocation familiale de \$16 par enfant. Est-ce que la situation sera la même en vertu de la Loi sur les allocations familiales et de la Loi sur les pensions de vieillesse?

M. Dubé: Je crois qu'il un sera ainsi. En vertu de toutes les lois gouvernementales actuellement, les pensions des anciens combattants ne sont pas considérées comme revenu. Il me semble que la même chose s'appliquerait au Livre blanc de M. Munro. Je ne sais si mes experts se souviennent d'une disposition contraire dans le Livre blanc.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Quand nous disons que l'argent n'est pas imposable cela ne veut pas dire qu'il ne serve pas à un autre but. Il faut donc être prudent.

[Text]

Mr. Dubé: We are only talking about a White Paper which is flexible. It is just an offering from the government. Nothing has been decided yet. It would be a good point to remember when this really comes down the line for final decisions before it is translated to legislation.

Mr. Whicher: Mr. Knowles, and rightly so, suggests caution. My feeling is that the veterans will get it and I am pleased with this but it is just another little bit of icing. I feel, Mr. Minister, that as you pointed out, somewhere along the line somebody has to say "yes" or "no" as to the amounts of these figures. I would like to compliment the Department. I feel that you have been not overly generous but you have picked figures which all Canadians, and veterans in particular, can be proud of. Take a widow who is receiving \$2,640. on top of that, she will receive, if she is 65 years or over, an income of \$135 per month from the government through Old Age Security. I think that this combination of pensions is quite generous and I think that we have to remember that the other veterans who are not pensionable have to pay for these things as well as the other taxpayers. Therefore, I would compliment you on the fact that I think you have picked a very realistic figure and I hope that this legislation goes through very quickly. That is all, Mr. Chairman.

• 1100

The Chairman: Thank you, Mr. Whicher. Gentlemen, I see that we are getting on to 11.00 a.m. I have on my list Mr. Blair, and on the second round, Mr. MacRae, to complete the statement on the questioning of the Minister. Would this meet with your approval? I will call now on Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Minister, I would like to ask you first, questions about the retrospective operation of the statute. Mr. Knowles asked you questions on this, either retroactive or retrospective operation, and his questions I thought were related mainly to procedure whether a veteran who had been denied a pension at an earlier time could re-apply, and if so, whether the benefit of the doubt Clause would be beneficial to him in a new application, and I accept your answer that, of course, this is correct. But my concern is with the subsequent changes made in the law, and as an example of them one could turn to page 8, which cleans up a lot of the rather difficult cases that have arisen in the past. Let us suppose that either an applicant for a pension or a widow had applied, say, in 1960 on grounds which are now covered in page 8 and had been denied a pension. Can we have your assurance that such a person or such a widow can reapply now and take advantage of the subsequent amendments that have been made?

Mr. Dubé: That is right. Any applicant who is unsatisfied with a decision rendered by the Commission all the way back to the first day this law was enacted can apply again under Section 63 (2), make a fresh application at the bottom level of the Canadian Pension Commission. He can make a first application, a second application. If he is not satisfied he can appear before the Entitlement Board; if he is not satisfied with the decision of the Entitlement Board he can go, as of right, with no need of leave to reopen—he can go, as of right, to the Review Board and have a decision there.

[Interpretation]

M. Dubé: Nous parlons seulement d'un livre blanc; rien n'a été décidé évidemment. C'est très bon de s'en souvenir quand nous adoptons une décision finale.

M. Whicher: M. Knowles suggère la prudence. Personnellement, je crois que les anciens combattants obtiendront cette allocation. Je crois qu'il s'agit simplement de quelque chose qui leur rendrait la vie plus facile. Je voudrais féliciter le ministère. Vous n'avez pas été extrêmement généreux, cependant, vous avez évalué les chiffres d'une façon qui plaise à tous les Canadiens et aux anciens combattants.

Une veuve qui reçoit \$2,640 recevra en outre, si elle a plus de 65 ans, une allocation de vieillesse de \$135 par an. Il me semble que cet amalgame de pensions est très généreux et nous devons nous souvenir que les anciens combattants qui ne sont pas des pensionnés de même que les autres contribuables doivent défrayer tout cela. Je crois que les chiffres que vous avez choisis sont très réalistes. Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie, M. Whicher. Nous arrivons à 11 heures et j'ai encore sur ma liste M. Blais et M. MacRae au deuxième tour qui poseront les dernières questions se rapportant à la déclaration du ministre. Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur le ministre, je voudrais vous poser des questions en ce qui concerne l'aspect rétroactif de la loi. M. Knowles a déjà posé une question à cet égard. Un ancien combattant qui n'a pu obtenir une pension précédemment peut-il faire une nouvelle demande. Vous avez dit que le bénéfice du doute allait jouer en sa faveur. Je prendrai comme exemple un article de la page 8. Supposons qu'un requérant a une pension ou une veuve ait fait une demande en 1960 pour des raisons qui sont prévues actuellement à la page 8 et qu'on ne lui ait pas accordé cette pension. Je voudrais savoir si une telle personne, peut faire une nouvelle demande à la faveur des nouvelles modifications à la loi?

M. Dubé: Toute personne qui n'est pas d'accord avec la décision de la Commission peut faire une nouvelle demande en vertu de l'article 63 (2) au premier échelon puis au second. Si elle n'est pas satisfaite, elle peut aller devant le Comité d'examen, puis elle peut aller de droit à la Commission de révision et obtenir une révision de son cas.

[Texte]

Mr. Blair: Mr. Minister, I am sure that is your intention and it is the intention of the Committee. I have had considerable and sometimes unhappy experience in the interpretation of statutes. There is, as you are undoubtedly aware, a general presumption in the law against the retroactive application of a statute, so that an amendment made today does not necessarily govern an event that occurred ten years ago, and I wonder where in this statute we can receive assurance that that retrospective operation is provided for?

Mr. Dubé: Well, in clause 63 (1)

Every application for an award shall, in the first instance, be made to the Commission.

In clause 63 (2)

The Commission shall consider each application made to it and shall grant awards to any applicant who qualifies under this Act, notwithstanding that the applicant made an application before the coming into force of this Part

notwithstanding the fact that

...the application was the subject of a final determination by the Commission or any other body empowered to grant or make awards before the coming into force of this Part.

That is proposed Section 63 (2).

Mr. Blair: So that you have satisfied yourself on the advice of your legal officers that retrospective operation...

Mr. Dubé: Oh, yes, that is quite clear. Each application, notwithstanding the fact that it had been decided otherwise before.

Mr. Blair: And in the event that a person made an application today which was acceptable under the new provisions, would the general rule apply that any award could date back for a period of three years?

Mr. Dubé: No, I do not think so. This would be a new decision. It would be based on the date of the decision. It is the force of the new Act which makes this application possible.

Mr. Bigg: Or if it took three years to get through...

• 1105

Mr. Dubé: Oh, yes. That is a different matter.

Let us say that the new Act comes into force in February. They make their applications in February but, as Mr. Bigg said, it takes three years to make a decision. Then it would be retroactive to February, 1971, but not back to 1917, let us say. It is conceivable that decisions in 1917 could be changed this year, but we could not possibly make that retroactive to, let us say, the first World War, or even to last year.

Mr. Blair: So that the general provisions which occur in the statute, that the Commission, in making an award, can make it retroactive for a period of three years or, in special circumstances, for a period beyond three years, do not apply to a case where the change in the substantive law occurs as of this moment?

[Interprétation]

M. Blair: Monsieur le ministre, j'ai eu bien de l'expérience en interprétation des statuts et bien souvent une modification faite aujourd'hui ne s'applique pas nécessairement à un événement qui s'est passé, il y a 10 ans. Je me demande où dans le présent projet de loi, nous pouvons être sûrs de cet aspect rétroactif?

M. Dubé: L'article 63 prévoit ce qui suit:

(1) En tout premier lieu, toute demande de compensation doit être présentée à la Commission.

L'article 63(2) prévoit ce qui suit:

(2) La Commission doit étudier chaque demande qui lui est présentée et doit accorder des compensations à tout requérant qui remplit les conditions requises en vertu de la présente loi, nonobstant le fait que le requérant a présenté une demande avant l'entrée en vigueur de la présente Partie,

en dépit du fait que

la demande a fait l'objet d'une décision définitive de la Commission ou de tout autre organisme qui avait le pouvoir d'accorder des compensations avant l'entrée en vigueur de la présente Partie.

Il s'agit de l'article 63(2) du projet de loi.

M. Blair: Personnellement, vous êtes satisfait de cet aspect rétroactif?

M. Dubé: Oui. Chaque demande, en dépit du fait qu'il aurait pu être statué différemment précédemment.

M. Blair: Au cas d'une demande faite actuellement, la règle générale s'appliquerait-elle, à savoir que toute compensation pourrait porter rétroactivement sur une période de trois ans?

M. Dubé: Non. Il faudrait une nouvelle décision et la date de la nouvelle décision aurait force.

M. Bigg: S'il a fallu trois ans avant d'en arriver à une décision ...

M. Dubé: Oui.

Si la nouvelle loi entre en vigueur en février, si un ancien combattant fait sa demande en février, et que la décision prend trois ans avant d'être donnée, l'ancien combattant pourra bénéficier de sa pension à partir de février 1971.

M. Blair: Ainsi, la disposition générale prévue dans la loi, à savoir que la Commission, en donnant une compensation peut décider qu'elle soit rétroactive à 3 ans ou plus, dans certaines conditions, ne s'applique pas à un cas de modification du droit objectif.

[Text]

Mr. Dubé: Could you give me an example of a case that you have in mind?

Mr. Blair: I have lost my reference. Perhaps Mr. Ward could help me. Where is the provision about retroactivity for a three-year period?

The Chairman: Mr. Ward?

Mr. Ward: In Clause 22 on page 21, sir, and Clause 15 on page 15 of the Bill.

Mr. Blair: So that really the entitlement to any retroactivity in a pension award is governed entirely by the date of the application, as I understand this proposed Section 31.

Mr. Ward: I do not think—to be technical if I may—that it would be correct to call it retroactivity. I think it would be more correct to call it the effective date of award, because there is no retroactivity prior to the date of the application. We are speaking of something that is prospective from the date of application.

Mr. Blair: I understand. Thank you.

Mr. Minister, I would now like to direct your attention to those proposed Sections, commencing at proposed Section 61, which deal with procedure. I would like to be clear on the procedure which applies. As I read these proposed Sections, an applicant makes an application and then he can...

The Chairman: There is a question that comes to my mind at the moment. Mr. Blair, you are dealing with various clauses in the Bill. We are dealing with a statement by the Minister on Clause 1, on generalities. If you are going to deal with various clauses, would you care to bring them up at the time when each clause is dealt with?

Mr. Blair: No. I propose to question the Minister on the statement he has made this morning. I think that, in fairness to him, we should be clear as to what we are talking about.

He made a statement this morning with reference to a comment that I made in the House of Commons about the procedure on an application to reopen an award and I was just trying to set this out in some logical fashion. As I understand it, an applicant may apply and a decision may be made by the Commission, and at that stage he has certain other rights. He can request a review by the entitlement board and if he is still dissatisfied he can go to the new tribunal.

• 1110

Mr. Dubé: As of right and there is no need for leave to re-open at that stage.

Mr. Blair: On the other hand, he may, in terms of this legislation, apply again to the Commission, a second application? Is that right?

Mr. Dubé: No. He has two applications as of right before the Canadian Pension Commission. If he is not satisfied he goes to the Entitlement Board, then he has as of right an appeal to the Review Board.

Mr. Blair: I understand that.

[Interpretation]

M. Dubé: Pourriez-vous me donner un exemple?

M. Blair: J'ai perdu ma référence. Où parlait-on de la rétroactivité de trois ans?

Le président: Monsieur Ward.

M. Ward: Article 22, page 21 et article 15 à la page 15.

M. Blair: Ainsi donc, c'est la date de la demande qui est déterminante.

M. Ward: Pour être précis, je ne crois pas qu'il faudrait appeler cela une rétroactivité. Il faudrait plutôt parler de date effective de la compensation, car il n'y a pas de rétroactivité avant la date de la demande.

M. Blair: Bien.

Monsieur le ministre, j'aimerais vous demander de vous reporter aux articles qui ont trait à la procédure. J'aimerais avoir des précisions au sujet de cette procédure. Si un requérant présente une demande...

Le président: Vous traitez de différents articles du projet de loi; quant à nous, nous faisons des commentaires à la suite de la déclaration du ministre. Si vous vouliez plutôt faire ces commentaires lors de l'étude article par article.

M. Blair: Non. Je comprends ce que vous voulez dire.

Je crois qu'en toute honnêteté envers le ministre, il s'est reporté ce matin à un commentaire que j'ai fait en Chambre au sujet d'un nouvel examen d'une demande. Personnellement, d'après ce que je comprends, un requérant peut faire une demande que la Commission étudie ensuite. Il peut demander une revision au Comité d'examen puis il peut ensuite, s'il n'est pas encore satisfait, faire appel devant le nouveau tribunal.

M. Dubé: De droit, il n'y a pas lieu de réétudier la demande à ce stade.

M. Blair: D'autre part, il peut, en vertu du présent projet de loi, faire une seconde demande à la Commission. Est-ce exact?

M. Dubé: Non. Il a le droit de faire deux demandes à la Commission canadienne des pensions. S'il n'est pas satisfait, il va se présenter devant le Bureau d'admissibilité; il peut alors, de droit, en appeler de la décision au Conseil de révision des pensions.

M. Blair: Je comprends.

[Texte]

Mr. Dubé: He cannot have a second application to the Review Board as of right. If there has been a decision against him to have a second appeal then he does need leave to re-open. If that were not the case, then the same case could go around and around forever thereby depriving other applicants of the chance and the privilege to do the same thing.

Mr. Blair: I understand that. I call your attention to Clause 66 on page 28. As I see it, the applicant who has been denied a pension on the first application by the Commission if he chooses not to pursue the appeal through the Entitlement Board and through the Review Board may simply turn around and make another application to the Commission. Clause 67 says that he can come back and do this again.

Mr. Dubé: It says, "The Commission may". It is at the discretion of the Commission.

Mr. Blair: On the other hand, if he chooses to pursue his rights by way of a review by the Entitlement Board and a final decision by the Pension Appeal Tribunal he can only re-open his case by leave of the new Pension Appeal Board.

Mr. Dubé: For the second try?

Mr. Blair: Yes?

Mr. Dubé: Right. The first trip around he has as of right an appeal to the Review Board as we said before. If he tries the Review Board a second time with the same case, the same facts, the same conditions and no new evidence then, of course, he needs leave to re-open.

Mr. Blair: Perhaps you can help me a little further in trying to ascertain all the facts. Although under those circumstances he may not apply without leave to re-open his case, I believe it was said this morning that he may make a fresh application.

Mr. Dubé: It may not be granted.

Mr. Blair: May he make that fresh application to the Pension Commission without any further leave from the Appeal Board?

Mr. Dubé: He has two applications before the Commission as of right whether he has fresh evidence or not. He has many more if he has additional evidence.

Mr. Blair: So there is no situation where an applicant, instead of designating his particular application as an application for review, can come in and say, "I have a brand new application" and go to the Commission direct?

• 1115

Mr. Dubé: He can go twice with the same case and if his case has been improved by additional evidence, he can go a third time or a fourth time. He does not need leave to reopen it.

Mr. Blair: As long as he has not pursued through the Entitlement Board and/or the Pension Appeal Board.

[Interprétation]

M. Dubé: Il n'a pas droit, de fait, à un second appel devant le Conseil de révision. S'il n'a pas gain de cause, il doit obtenir la permission de faire une nouvelle demande. S'il n'en était pas ainsi, on pourrait recommencer la même chose sans arrêt et d'autres requérants seraient privés, de ce fait, de leurs droits.

M. Blair: Je comprends. J'attire votre attention sur l'article 66 à la page 28. D'après ce que j'y comprends le requérant qui s'est vu refuser l'octroi d'une pension par la Commission lors de sa première demande peut faire une nouvelle demande, à moins qu'il n'en appelle au Bureau d'admissibilité et au Conseil de révision de la première décision. L'article 67 précise que le requérant peut faire une nouvelle demande.

M. Dubé: Il est dit: «La Commission peut.» Cela est laissé à la discréction de la Commission.

M. Blair: D'autre part, s'il choisit d'en appeler au Bureau d'admissibilité et finalement à la Cour d'appel des pensions, il ne peut pas faire reviser sa demande sans en avoir reçu la permission du Bureau d'appel des pensions.

M. Dubé: Pour la seconde demande?

M. Blair: Oui.

M. Dubé: Bien. Comme nous l'avons expliqué, le requérant peut en appeler au Comité de révision de la décision rendue par la Commission. S'il se tourne vers le Comité de révision une seconde fois sans toutefois présenter de nouvelles preuves à l'appui de sa demande, il lui faut obtenir la permission de faire réexaminer son cas.

M. Blair: Vous pourriez peut-être m'aider à rassembler tous les faits. Bien que, dans ces conditions, il lui est impossible de faire réexaminer son cas, je crois qu'il peut toutefois faire une nouvelle demande; c'est ce qu'on explique ce matin.

M. Dubé: On ne peut lui permettre.

M. Blair: Lui faut-il nécessairement la permission du Bureau d'appel des pensions pour faire cette nouvelle requête?

M. Dubé: Qu'il ait ou non des preuves supplémentaires à présenter, le requérant peut faire de droit deux demandes à la Commission. S'il y a présentation de preuves supplémentaires il pourra en faire d'autres.

M. Blair: Il est donc impossible qu'un requérant puisse faire directement une nouvelle demande à la Commission.

M. Dubé: Si un requérant a de nouvelles preuves à l'appui, il peut revenir chaque fois devant la Commission.

M. Blair: A moins qu'il n'en ait appelé au Bureau d'admissibilité et à la Cour d'appel des pensions d'une décision.

[Text]

Mr. Dubé: The case you have in mind concerns an applicant if he has gone up the ladder all the way to the Review Board and has a decision against him. Your question is, can he start all over again without leave to reopen? Is that your question?

Mr. Blair: Yes.

Mr. Dubé: Yes, if he has additional...

Mr. Blair: To use a very simple example, Mr. Chairman. If a man is claiming entitlement for bronchitis, he proceeds to first application, second application, Entitlement Board if he does not have a renewal application and then to the Pension Review Board. That Pension Review Board decision is final only in respect of that claim for bronchitis. If he wishes to initiate a claim for any other condition or any other award, allowance, grant, bonus and so forth he can start right from the beginning without any reference to the Pension Review Board whatsoever, but if he wishes to start over again with his claim for bronchitis he must then approach the Pension Review Board and the Pension Review Board then has jurisdiction to amend its previous adverse decision or rescind its previous decision thereby enabling him to start at Commission level of first application, in other words, a leave to reopen. The only time leave to reopen is required in the entire Bill or proposed Act would be when the Pension Review Board has dealt with a particular condition or particular award and the man wishes to have that award, condition or particular claims reconsidered from the beginning. In any other type of claim he can start as of right at first application.

The Chairman: I see we are getting involved in various clauses which, I think, will be dealt with clause by clause. Of necessity a general explanation has been given. I can see Mr. Blair's point and if he wishes to bring back the matter at the time the clause is called, it could very well be discussed.

Mr. Blair: Mr. Chairman, the other question I want to ask the Minister about is about the proceedings in the Pension Review Board to which he referred this morning. Am I correct, Mr. Dubé, in assuming from reading the statute that the intention is for these proceedings to be conducted on paper and will be disposed of by a quorum of three of the members of the Board?

Mr. Dubé: Three in some cases and two in other cases.

Mr. Blair: Yes, and there will not be a right to introduce oral evidence in such proceedings.

Mr. Dubé: This was dealt with under Clause 82(3).

(3) The Pension Review Board shall not hear oral evidence but it may consider any new documentary evidence submitted by an applicant.

Mr. Blair: I have a general question, Mr. Dubé. You made the observation in your submission this morning that these clauses were enabling rather than restrictive. Under what circumstances—I am not arguing for a great deal of formality in appeals—could the Pension Review Board decide to have an oral hearing, an argument, on the application of a particular pensioner?

[Interpretation]

[Interpretation]

M. Dubé: Vous voulez parler ici de quelqu'un qui en aurait appelé au Conseil de révision et qui n'aurait pas eu gain de cause? Vous voulez savoir s'il peut faire une nouvelle demande sans qu'il soit obligé d'obtenir la permission. Est-ce là votre question?

M. Blair: Oui.

M. Dubé: Oui, s'il a des preuves supplémentaires...

M. Blair: Laissez-moi vous donner un exemple. Dans le cas d'une bronchite, le requérant fera une première demande, puis une seconde. Il peut aussi porter sa requête devant le Bureau d'admissibilité et finalement devant le Conseil de révision des pensions. La décision de ce Conseil est finale, mais ne s'applique que dans le cas de bronchite. Si des maladies autres que la bronchite sont à l'origine d'une nouvelle demande, le requérant peut tout recommencer de nouveau sans qu'il soit obligé de se référer au Conseil de révision des pensions. S'il veut, par contre, faire une nouvelle demande pour son cas de bronchite, il peut le faire devant le Conseil de révision des pensions; celui-ci peut, de tout droit, décider de changer la décision rendue ou peut l'annuler ce qui permettra au requérant de présenter une nouvelle demande à la Commission canadienne des pensions. Le seul cas où il est nécessaire d'obtenir la permission de faire une nouvelle demande est lorsque le Conseil de révision a examiné une certaine demande et que le requérant demande un réexamen de son cas particulier; voilà ce que prévoit le projet de loi. Pour tout autre cas, le requérant peut faire une nouvelle demande à la Commission sans qu'il soit obligé de demander la permission.

Le président: Nous allons étudier ceci article par article. On a donné une explication générale du projet de loi et cela m'a semblé nécessaire. M. Blair pourra facilement revenir sur ce point lorsque nous entreprendrons l'étude du projet de loi, article par article.

M. Blair: Monsieur le président, j'ai une autre question que je voudrais poser au ministre. C'est au sujet des délibérations du Conseil de révision des pensions auquel le ministre a fait allusion ce matin. Ai-je raison de penser qu'on n'acceptera pas au cours de ces délibérations de déposition orale et que les décisions seront prises par un quorum de trois personnes de la Commission? C'est ce que j'ai cru comprendre en lisant le projet de loi.

M. Dubé: Pour répondre à votre question, il y aura trois personnes dans certains cas, et deux dans d'autres.

M. Blair: Et il sera impossible de faire une déposition orale lors de ces délibérations.

M. Dubé: On traite de cette question à l'article 82(3).

(3) Le Conseil de révision des pensions ne peut entendre une déposition orale, mais il peut étudier toute nouvelle preuve littérale présentée par un requérant.

M. Blair: J'ai une question d'ordre général à vous poser. Vous avez affirmé ce matin que ces articles étaient habilitants, et non pas restrictifs. Dans quelles circonstances, le Conseil de révision des pensions pourrait-il permettre la tenue d'une audience au sujet de la demande d'un certain pensionné? Quels seraient les cas prévus?

[Texte]

Mr. Ward: I would expect most cases, Mr. Chairman, although the Bill calls for really two approaches to the Pension Review Board. Clause 82 (2), you will note, states:

(2) The applicant... may make written submission to the Pension Review Board...

or have his representative appear and present argument, or he may have a combination of both. Hon. gentlemen know and I am sure the veterans' organizations appreciate the advantage in the determination of any issue of a person being able to appear to elaborate on a written argument and to plead. I would anticipate that most of the cases the Veterans Bureau handle would have somebody pleading for the man before the Pension Review Board in order to be most effective.

• 1120

The Chairman: Thank you, Mr. Ward.

I want to bring to your attention that some members are pressing for time. We are going through clause by clause and its interpretation which could be dealt with in that particular study. I know that you are referring to the general statement but specializing in the various clauses in the Bill that would deal with that particular matter. Would that meet with your approval on that particular clause to obtain the information? Will there be any further questions, Mr. Blair?

Mr. MacRae on the second round.

Mr. MacRae: I will be very brief, Mr. Chairman. I realize we are over our time. Because of the interrelationship, between this Act and the War Veterans' Allowance Act, I would like to ask you, Mr. Minister, if are you at this time giving consideration to a review of the War Veterans' Allowance Act?

Mr. Dubé: Not at this time.

Mr. MacRae: There seems to be a trend that the longer we get away from Canada's wars, that the more people forget which is just a fact of human nature. I would like to have your assurance Mr. Minister that as long as you are a member of a government in office that there will be no downgrading of the Department of Veterans Affairs, of the Pension Commission, of the War Veterans' Allowance Board, and that you will resist any move to the amalgamation of the Department of Veterans' Affairs with any other department of government?

Mr. Dubé: Mr. MacRae, the Bill that you have before you this morning should be an indication that we are not forgetting. The people who do represent veterans, veterans themselves through their associations, have described this Bill as being the greatest step forward and the most advanced revamping of veterans legislation in the past 50 years. I believe that is the best answer I can give you. I can not prophesy as to what other government might do in the future but it is quite clear what is being done now.

Mr. MacRae: I just wanted to know where you stood. I think you have told me.

My final point applies to the Hong Kong veterans whom you mentioned earlier. It is a specific group who were prisoners of the Japanese. It is a very small group, I am sure. I raised it as à propos because the member for

[Interprétation]

M. Ward: Je dirais, monsieur le président, dans la plupart des cas, bien que le projet de loi prévoit seulement deux façons possibles de faire appel au Conseil. Il est dit à l'article 82(2):

(2) Un requérant... peut présenter des observations écrites au Conseil de révision des pensions...

ou son représentant peut faire une déposition, ou il peut y avoir une combinaison des deux. Nous sommes tous en mesure d'apprécier la venue d'une personne devant le Conseil pour plaider sa cause elle-même. Et je dirai que, dans la plupart des causes du Bureau des Affaires des anciens combattants, il y a quelqu'un qui est chargé de plaider le cas du requérant devant le Conseil afin d'ajouter du poids à sa demande.

Le président: Merci, monsieur Ward.

Certains députés disent qu'il n'y a pas beaucoup de temps qui nous reste. Nous allons passer à l'étude, article par article. Je sais que vous parlez de la déclaration générale de monsieur le ministre, mais les différents articles du Bill traiteront de cette question et vous fourniront les renseignements que vous demandez. Y a-t-il d'autres questions, monsieur Blair?

Monsieur MacRae à la deuxième série de questions.

Mr. MacRae: Monsieur le président, je ne veux pas dépasser le temps qui nous est alloué. Vu la relation entre la Loi sur les allocations et la loi que nous modifions, je voudrais vous demander, en termes généraux, si vous considérez à l'heure actuelle, une révision de la Loi sur les allocations?

Mr. Dubé: Pas présentement.

Mr. MacRae: Plus on s'éloigne de la dernière guerre, c'est un fait de la nature humaine, les gens ont tendance à oublier. J'aimerais, monsieur le ministre, que vous nous donniez l'assurance que l'on ne dissoudra pas les organismes du ministère et que vous vous opposerez à toute amalgamation de ce dernier avec les autres ministères.

Mr. Dubé: Le Bill que vous avez devant vous, devrait vous indiquer que nous n'avons pas oublié, car les gens qui représentent les anciens combattants sont eux-mêmes des anciens combattants. L'Association a dit que ce Bill était la mesure la plus importante que nous ayons du point de vue législatif sur les anciens combattants, depuis les 50 dernières années. C'est donc la meilleure réponse que je puisse vous donner.

Mr. MacRae: Je voulais connaître votre point de vue.

Vous me l'avez donné.

En dernier lieu, je voudrais parler des anciens combattants, de Hong Kong dont vous avez parlé plus tôt. Il s'agit d'un groupe très particulier qui a été prisonnier des Japonais. C'est un petit groupe, j'en suis certain, mais je

[Text]

St. John-Lancaster is here. He was a merchant seaman. He served in the Far East, in the Pacific, with distinction. It is not clear, Mr. Minister, whether or not merchant seamen who were prisoners of the Japanese are covered. In Section 57 (1) of the Act, it does not appear that they are. Yet in the explanation on the following page it says "or otherwise a prisoner of war of the Japanese". Would you clarify that point and that is all I have.

Mr. Dubé: I will ask the Deputy Minister to speak to that. Perhaps we may start by looking at the definition of members of the forces on page 2.

(n) "member of the forces" means a person who has served in the Canadian Forces or in the naval, army or air forces of Canada or Newfoundland since the commencement of World War I;

The Deputy Minister can speak to the specific question of the merchant navy.

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, the terms of this provision do not apply to members of the merchant navy as such.

Mr. Dubé: Were there any?

Mr. MacRae: I think so because we had merchant ships sailing in the Far East.

Mr. Dubé: Were there any who were prisoners of war of the Japanese?

Mr. MacRae: I am not sure at this particular point but I think there were.

Mr. Dubé: We have tried to work this part of the Act in such a way that it would include all the members of the Canadian forces who were prisoners of war of the Japanese in the Far East for at least one year.

Mr. Weatherhead: On that point, does the Pension Act in any place refer to merchant seamen?

Mr. MacRae: The Civilian War Pensions Act does.

Mr. Hodgson: The Civilian War Pensions Act does make reference to the merchant seamen however that would not change what I was saying earlier. The Section 57 provision would not extend beyond the members of the forces.

Mr. MacRae: So in effect then Mr. Chairman, they are not covered. That is the point I was trying to make. We can discuss it later when we take the clauses of the bill as you have so aptly decided. I just wanted to establish the point this morning.

The Chairman: Thank you Mr. MacRae.

Monsieur Corriveau aurait une autre question à poser.

M. Corriveau: Il s'agit plus d'une remarque que d'une question, monsieur le président.

Avant d'être député, j'ai été président de syndicat d'une assez grosse compagnie. A mon avis le présent projet de loi n'est peut-être pas parfait, mais on a essayé d'y insérer les amendements nécessaires à la révision des pensions et autres. Et je pense que même les plus gran-

[Interpretation]

l'ai mentionné parce que le député de Lancaster est ici et il a été marin lui-même. Il a servi dans le Pacifique. Il n'est pas clair que les marins qui ont servi dans la marine marchande et qui ont été faits prisonniers soient couverts?

L'article 57(1) ne le précise pas. Pourriez-vous l'expliquer?

M. Dubé: Je vais demander au sous-ministre de parler à ce sujet. Commençons par voir la définition des membres des Forces armées à la page?

(n) «membre des forces» signifie une personne qui a servi dans les Forces canadiennes ou dans les forces navales, les forces de l'armée ou les forces aériennes du Canada ou de Terre-Neuve depuis le commencement de la Première Guerre mondiale».

Le sous-ministre peut répondre à la question concernant la marine marchande.

M. Hodgson: Monsieur le président, les termes de cette disposition ne s'appliquent pas à la marine marchande en tant que telle.

M. Dubé: Y en avait-il?

Mr. MacRae: Je le suppose car nous avons eu des navires qui ont navigué en Extrême-Orient.

M. Dubé: Y en a-t-il qui ont été faits prisonniers par les Japonais?

Mr. MacRae: Je crois qu'il y en a eu.

M. Dubé: Nous essayons de rédiger le présent Bill de façon à inclure tous les membres des Forces armées canadiennes qui ont été prisonniers des Japonais dans l'Extrême-Orient pendant un an.

M. Weatherhead: Est-ce que la Loi sur les pensions fait mention des membres de la marine marchande?

Mr. MacRae: La Loi sur les pensions de guerre pour les civils le mentionne.

M. Hodgson: La Loi sur les pensions de guerre pour les civils mentionne cette question, mais ceci ne change pas ce que j'ai dit plus tôt au sujet. L'article 57 ne s'étend pas à ceux qui ne sont pas membres des Forces armées.

Mr. MacRae: Ils ne sont donc pas couverts. Nous en parlerons plus tard lorsque nous prendrons article par article de la Loi. Je voulais simplement établir les faits de ce matin.

Le président: Merci, monsieur MacRae.

Mr. Corriveau is the next questioner.

Mr. Corriveau: It is not so much a question as a remark.

Before I was elected a member in the House, I have been in the trade union of a big corporation. In my opinion this bill might not be perfect, but we have tried to bring in the necessary amendments to the revision of the pensions and other questions. And I think that most

[Texte]

January 21, 1971

• 1125

Chairman: Mr. Corriveau

des compagnies qui ont des fonds de pensions n'en ont pas un qui soit de l'envergure de celui-ci. D'accord, il y a peut-être des amendements à apporter à ce bill, mais je pense que, dans l'ensemble, il a une certaine valeur, et qu'il ne faudrait pas en retarder l'application. Je suis d'accord avec M. Legault quand il dit qu'il faudrait procéder le plus rapidement possible à l'adoption de ce bill parce qu'il a certainement une grande valeur. Il est le produit de bien des efforts et je pense que nous devrions tous faire un effort pour essayer de l'amender aussi rapidement que possible. C'est la seule remarque que je voulais faire. Merci beaucoup, monsieur Legault.

Le président: Monsieur Corriveau, je vous remercie aussi. Vos premières remarques comme nouveau membre de ce Comité sont très judicieuses et laissent présager d'un bel avenir pour vous à la Chambre des communes. J'ajouterais en même temps que non seulement aucune compagnie au Canada n'offre un régime de pension pour invalidité comparable à celui que le gouvernement offre aux anciens combattants, mais aussi qu'aucun gouvernement au monde n'offre à ses anciens combattants des mesures aussi généreuses et aussi libérales que celles que le gouvernement canadien leur offre aujourd'hui.

M. Corriveau: Je trouve ce plan très généreux.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Corriveau. I think that, at this time, the next thing to discuss will be the question of the agenda which will be prepared by the subcommittee if it meets with your approval. Do I entertain a motion to adjourn?

An hon. Member: I so move.

The Chairman: Thank you.

[Interprétation]

January 21, 1971

of the corporations that have pension funds, none of them have a pension fund such as is provided in this Bill. There will be things to change in this Bill, but I think, in general, the Bill is a very valuable one and we should try to avoid any delays in the carrying out of the Bill. I agree with Mr. Legault when he says that we should expedite the adoption of this Bill because I think that we should all try to amend it as soon as possible. It was the only thing I wanted to say. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Corriveau. I think your first remarks as a new member of this Committee are very valuable ones and we can foresee for you a bright future in the House of Commons. Not only does no corporation in Canada give such a pension fund as the one provided in this Bill for veterans but there is no government in the world that is giving to its veterans such progressive measures as provided by our government today. Thank you.

Mr. Corriveau: I find this plan very generous.

The Chairman: Thank you, Mr. Corriveau.

Je pense que la prochaine question à l'ordre du jour sera celle que préparera le Comité directeur. Pourrais-je avoir une motion pour que la séance soit levée?

Une voix: Je le propose.

Le président: Je vous remercie.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 2

Thursday, January 21, 1971

Chairman: Mr. Carl Legault

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 2

Le jeudi 21 janvier 1971

Président: M. Carl Legault

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Veterans Affairs

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Pension Act
and the Civilian War Pensions and
Allowances Act

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions
et la Loi sur les pensions et allocations
de guerre pour les civils

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Les membres du Comité ont demandé à M. Chaderton et à M. MacFarlane de leur présenter leur témoignage au nom des organisations nationales d'anciens combattants du Canada.

Les membres du Comité interrogent M. Chaderton et M. MacFarlane après leur avoir permis de lire leurs commentaires préliminaires et diverses parties de leur témoignage officiel.

Le Comité arrête ses travaux à 11 h 30 du matin à cause d'une pause déjeuner et se réunit à 11 h 45.

La période de questions terminée, le président demande aux témoins de sortir du Comité.

Le Comité suspend ses travaux à 12 h 30 de l'après-midi jusqu'au matin du jour suivant à 9 h 30 du matin.

The Committee adjourned at 12:30 p.m. until Tuesday,
January 26, 1971, at 9:30 a.m.

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES

Procès-verbal de la
Session 1971
Le Jeudi 31 Janvier 1971
Présidence M. Carl Legault

STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Carl Legault

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

Messrs.

Badanai
Bigg
Blair
Corriveau
Émard

Guay (St. Boniface)
Knowles (Norfolk-
Haldimand)
Knowles (Winnipeg
North Centre)

COMITÉ PERMANENT DES
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Carl Legault

Vice-président: M. Jack Cullen

Messieurs

Loiselle
MacLean
MacRae
Marshall
Peters

Tétrault
Thomas (Moncton)
Turner (London East)
Weatherhead
Whicher—(20).

(Quorum 11)

CONCERNANT:
Greffier du Comité
Hugh R. Stewart
Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Mr. Guay (St. Boniface) replaced Mr. Douglas
(Assiniboia) on January 20, 1971.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

M. Guay (Saint-Boniface) remplace M. Douglas
(Assiniboia) le 20 janvier 1971.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, January 21, 1971.
(3)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:45 a.m. this day. The Chairman, Mr. Legault, presided.

Members present: Messrs. Blair, Cullen, Émard, Guay (St. Boniface), Knowles (Winnipeg North Centre), Legault, Loiselle, MacLean, MacRae, Marshall, Turner (London East)—(11).

Other Members present: Messrs. Barrett, Foster and Ritchie.

Witnesses: Mr. Justice J. R. Roche, Dominion President of the Royal Canadian Legion; Mr. D. C. Chadderton, Secretary of the National Council of Veteran Associations in Canada; Mr. Murray MacFarlane, Director of the Service Bureau, Royal Canadian Legion.

The Chairman reported recommendations of the Sub-committee on Agenda and Procedure, noting that arrangements had been made to hear representatives of The National Veterans' Organizations and to invite the National Prisoners of War Association to send a brief to the Members of the Committee.

The Chairman welcomed Mr. Justice Roche and Messrs. Chadderton and MacFarlane. Mr. Justice Roche addressed the Committee, thanking Members for their past consideration and the opportunity accorded to the National Organizations to express their comments in connection with Bill C-203.

The Committee resumed its consideration of Bill C-203, and the Chairman invited Messrs. Chadderton and MacFarlane to present the brief on behalf of The National Veterans' Organizations of Canada.

Members of the Committee questioned Messrs. Chadderton and MacFarlane, after they had read the Preliminary Comments and various portions of the formal brief.

The Committee recessed at 11:10 a.m., due to a power failure and resumed at 11:30 a.m.

When the questioning was concluded, the Chairman thanked the witnesses, on behalf of the Committee.

The Committee adjourned at 12:20 p.m., until Tuesday, January 26, 1971, at 9:30 a.m.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

Procès-verbal

Le jeudi 21 janvier 1971
(3)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin, à 9 h 45. Le président, M. Legault, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Cullen, Émard, Guay (Saint-Boniface), Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Legault, Loiselle, MacLean, MacRae, Marshall, Turner (London-Est)—(11).

Autres députés présents: MM. Barrett, Foster et Ritchie.

Témoins: Le juge J. R. Roche, président fédéral de la Légion royale canadienne; M. D. C. Chadderton, secrétaire du Conseil national des associations d'anciens combattants au Canada; M. Murray MacFarlane, directeur du bureau des services, Légion royale canadienne.

Le président fait rapport des recommandations du Sous-comité du programme et de la procédure et souligne que des arrangements ont été pris pour entendre les représentants des Organisations nationales d'anciens combattants et pour inviter l'Association nationale des prisonniers de guerre à envoyer un mémoire au Comité.

Le président accueille le juge Roche et MM. Chadderton et MacFarlane. Le juge Roche s'adresse au Comité et le remercie de l'attention qu'il a accordée par le passé aux Organisations nationales et de l'occasion qu'il leur offre d'exprimer leur opinion sur le Bill C-203.

Le Comité reprend son étude du Bill C-203 et le président invite MM. Chadderton et MacFarlane à présenter leur mémoire au nom des Organisations nationales d'anciens combattants du Canada.

Les membres du Comité interrogent M. Chadderton et M. MacFarlane après leur avoir permis de lire leurs commentaires préliminaires et diverses parties de leur mémoire officiel.

Le Comité arrête ses travaux à 11 h 10 du matin à cause d'une panne d'électricité et les reprend à 11 h 30.

La période de questions terminée, le président remercie les témoins au nom du Comité.

Le Comité suspend ses travaux à 12 h 20 de l'après-midi jusqu'au mardi 26 janvier 1971, à 9 h 30 du matin.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, January 21, 1971.

• 0945

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I believe due to the time, we could proceed. I declare the meeting open.

Your steering committee met last Tuesday and the agenda was prepared. Today we will hear a brief by the National Veterans Organizations of Canada and then proceed with a clause-by-clause study of the legislation itself.

Everyone received a letter from an organization that wished to present a brief. It was decided that either they communicate with the National Council of Veterans Associations, or submit to each member a copy of their brief for the member's own study and application of it whenever the Bill is studied.

I think we all agree that we certainly appreciate the visit today of the members of the National Veterans Organizations of Canada directed by Mr. Justice Roche, to whom we want to express our welcome. Mr. Roche, as we all know, is the Dominion President of the Royal Canadian Legion.

Also with us is Mr. Chadderton, Secretary of the National Council of Veterans Associations, who is well known to us, and Mr. Murray McFarlane, Director of the Service Bureau.

Mr. Justice Roche will present a brief opening statement. I must bring to your attention that Mr. Justice Roche has another appointment at approximately 10.15 and the reason for starting immediately is to permit him to keep his appointment. Afterwards, Mr. Chadderton and Mr. McFarlane will present the brief and answer questions that are put to them. Mr. Roche.

His Honour Judge R. Roche (Dominion President, Royal Canadian Legion): Thank you, Mr. Chairman, and you gentlemen, for the very welcome introduction you kindly gave me.

May I first of all congratulate you, Mr. Chairman, on your appointment to preside over this very important Committee of the House. I would also like to give the warm greetings of the National Veterans Organizations to the new members of this Committee who have joined the ranks of this body very recently.

Les associations nationales d'anciens combattants sont encore une fois, monsieur le président et messieurs, devant vous. Et elles comptent encore sur la sympathique et généreuse considération que vous leur avez accordée dans le passé, et l'an dernier particulièrement. Puis-je vous rappeler, monsieur le président et vous messieurs, que les représentants des associations nationales d'anciens combattants sont ici parce que c'est leur devoir d'y être. Ils sont ici pour parler au nom de ces anciens combattants qui ne peuvent le faire et qui ont besoin de l'assistance du gouvernement; et d'une généreuse considération. Je peux vous dire que les associations nationales d'anciens combattants sont très heureuses de cette législation à laquelle vous avez contribué d'une

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Jeudi, 21 janvier 1971

[Interpretation]

Le président: Messieurs, je pense qu'étant donné l'heure, nous pourrions commencer notre réunion, la séance est ouverte.

Le Comité directeur s'est réuni mardi dernier et il a préparé le programme. Aujourd'hui, nous allons écouter un mémoire des Associations nationales des anciens combattants et ensuite poursuivre avec l'étude du projet de loi, article par article.

Tout le monde a reçu une lettre d'une association qui voulait présenter son mémoire. Nous avons décidé qu'ils devraient soit communiquer avec le Conseil national des associations d'anciens combattants, soit remettre à chaque député un exemplaire de leur mémoire pour sa gouverne en vue de l'examen du bill.

Nous sommes tous d'accord pour dire que nous nous réjouissons de la visite des délégués du Conseil national des associations d'anciens combattants qui est dirigé par M. Roche, et nous aimerions lui exprimer notre bienvenue.

Parmi nous, il y a également quelqu'un que nous connaissons bien. M. Chadderton, secrétaire du Conseil national des associations d'anciens combattants ainsi que M. McFarlane, directeur du Bureau des services aux anciens combattants. M. Roche nous fera une brève déclaration préliminaire. J'aimerais vous signaler que M. Roche a d'autres obligations pour dix heures et un quart environ. Aussi j'ai pensé que nous devrions commencer immédiatement afin de lui permettre d'être à temps à son rendez-vous. Après cela, M. Chadderton et M. McFarlane présenteront le mémoire et répondront aux questions qui leur seront posées. Monsieur Roche.

L'honorable juge R. Roche (président national, Légion royale canadienne): Je vous remercie, monsieur le président, messieurs, je vous remercie de vos chaleureuses paroles de bienvenue.

Permettez-moi, avant tout, monsieur le président, de vous féliciter de votre nomination qui vous appelle à diriger cet important comité de la Chambre des communes. J'aimerais également, au nom des associations nationales d'anciens combattants, saluer cordialement les députés qui sont devenus récemment membres du Comité.

The National Veterans Organizations are once again before you. Mr. Chairman and Honourable Members, and they count on the sympathy and the generous consideration you have given them in the past, particularly last year.

I want to remind you, Mr. Chairman, and honourable members that the National Veterans Organizations' delegates are here because it is their duty to be here. They are here to speak on behalf of the veterans who cannot do it themselves but who need the aid of the government and who need a generous consideration. I want to say that the National Veterans Organizations welcome this new legislation to which you contributed in such an

[Texte]

façon aussi efficace. Il y a quelques points que nous aimerais faire éclaircir, quelques articles de ce bill que nous voudrions voir améliorés, et c'est la raison de notre présence ici et du mémoire que nous vous présenterons dans quelques instants.

The National Veterans Associations, Mr. Chairman and gentlemen, are before you again this year. They deeply appreciate the kind, patient and generous consideration you gave them last year. We know of the great contribution you people have made to the legislation which is before the House just now, and we very deeply appreciate the efforts that you have put forth.

I am not going to go into the details of the matters we wish to bring to your attention. As your Chairman has said, we have here with us several members of the National Veterans Associations who are experts in these matters.

They have received, of course, the wires and the phone calls, and they have examined the letters that we have from all parts of the country from people who are quite happy about the legislation placed before you but who would like certain minor changes to be made.

That is what I wish to say and, as the Chairman has said, both Mr. Chadderton and Mr. McFarlane will go into details of everything.

I wish again to commend the Chairman, the past Chairman, and the members of this Committee for the outstanding contribution which they have made to the welfare of Canada's veterans and their dependants.

Bill C-203 is definite proof that men of goodwill, belonging to different political parties, do have a most sincere interest in solving those problems of our ex-servicemen and women.

Within the national veterans associations, particularly the Royal Canadian Legion, most of the service work is being carried out on behalf of non-members of our associations who are normally not able or not in a position to speak for themselves. And we want you to understand that we are not fighting our own personal battles here; we are here because the constitution of our different organizations obliges and compels us to speak for these people who have served their country and who are, in most cases, not members of our associations. This spirit of service to others obviously has been the guiding principle of this Committee in its past deliberations.

The National Veterans Organizations of Canada may wish again to appear before you on other occasions to discuss certain matters that have not yet been resolved. I am thinking of one of these matters, the very important question of the basic rate.

We wish again to express to you, Mr. Chairman and to all members of this Committee, the deepest appreciation for the many improvements that have been brought to the cause of veterans throughout the country by this legislation to which you have so generously contributed last year, and you will again, I am sure, this year.

This is all I have to say, Mr. Chairman. I am very grateful to you for having given me this occasion to meet you and the members of the Committee. I now leave the matter to my expert associates here, Murray McFarlane and Dick Chadderton. Thank you, sir.

[Interprétation]

efficient way. There are some particular points on which we would like to get some explanations and there are some particular clauses where we would suggest some improvements. That is the reason for our presence here and for the brief we will submit to you in a couple of minutes.

Encore une fois, les Associations nationales d'anciens combattants se présentent devant vous. Elles apprécient particulièrement la bienveillante attention que vous leur avez accordée l'année dernière et vous savent gré de votre contribution à la préparation du projet de loi que l'on vient de déposer à la Chambre.

Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails des questions que nous voulons étudier avec vous. Comme l'a dit le président, il y a parmi nous plusieurs délégués des Associations nationales d'anciens combattants qui sont experts en cette matière.

C'est eux qui ont reçu les télégrammes et les coups de téléphone. C'est eux qui ont reçu les lettres de personnes de tous les coins du pays qui désiraient exposer leur satisfaction quant au projet de loi mais signalaient quelques changements mineurs à y apporter.

Voilà ce que j'avais à vous dire. Comme l'a dit M. le président, M. Chadderton et M. McFarlane pourront examiner toutes les questions en détail avec vous.

Je voudrais encore une fois féliciter le président, l'ancien président et les députés de ce Comité pour l'extraordinaire contribution qu'ils ont faite au bien-être des anciens combattants du Canada et de leurs ayants droits.

Le Bill C-203 est la preuve manifeste que des hommes de bonne volonté, d'appartenances politiques diverses essayent sincèrement de trouver une solution aux problèmes des anciens combattants.

Au sein des Associations nationales d'anciens combattants, surtout dans la Légion royale canadienne, nous assurons surtout des services aux personnes non-affiliées à notre organisation, qui ne sont pas en mesure de parler pour elles-mêmes.

J'aimerais réitérer que nous ne sommes pas ici en notre nom personnel mais que nous nous sentons obligés de parler au nom des individus qui ont servi leur pays et qui la plupart des cas ne sont pas mes affiliés, étant donné la structure de nos associations. Les services rendus aux autres ont constitué le principe directeur des travaux de ce Comité par le passé.

Les Associations nationales d'anciens combattants pourraient désirer revenir devant votre Comité pour discuter de questions qui n'ont pu être résolues. Je pense à l'une de ces questions: l'importante question des tarifs de base.

Encore une fois, monsieur le président, et messieurs les députés, nous désirons vous exprimer notre profonde reconnaissance pour les grandes améliorations qui ont été apportées au sort des anciens combattants par ce projet de loi auquel vous avez si généreusement contribué l'an dernier et je suis persuadé que vous poursuivrez vos efforts cette année.

Voilà tout ce que j'ai à dire, monsieur le président, et je vous remercie de m'avoir donné cette occasion de vous rencontrer. A présent, je laisserai la parole aux experts qui m'accompagnent: MM. Murray McFarlane et Dick Chadderton. Merci.

[Text]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Roche. Je devrais peut-être mentionner, de la part de tous les députés ici réunis, mes remerciements pour l'intérêt que vous portez au sort de nos anciens combattants, et je remercie la Providence que des hommes comme vous et vos prédecesseurs s'y intéressent. Et je vous remercie beaucoup de la présentation que vous venez de faire, monsieur Roche.

I now will call upon Mr. Chadderton and Mr. MacFarlane. They will proceed as we did during our study of the White Paper. One part has been added to the brief. These are comments and recommendations based on the statement given by the minister. Afterwards we will continue on with the brief.

I understand that Mr. MacFarlane will commence.

Mr. M. L. McFarlane (Director of Service Bureau, The Royal Canadian Legion): Thank you, Mr. Chairman. We have a preliminary comment respecting the submission of the National Veterans Organizations of Canada, addressed to the Standing Committee on Veterans Affairs, House of Commons, Ottawa, Ontario, dated January 21, 1971.

In preparation for our appearance before your Committee in respect of Bill C-203—An Act to Amend the Pension Act, the National Veterans Organizations of Canada have prepared a brief for presentation to the Standing Committee on Veterans Affairs.

This brief was prepared immediately following First Reading of Bill C-203 on December 2, 1970, in view of the possibility that your Committee could commence its meetings before the Christmas recess of the House of Commons.

This is the brief which we shall be presenting today. We would appreciate an opportunity, however, of submitting several comments arising out of the debate in the House of Commons on Monday, January 11, 1971 and the statement of the Honourable the Minister of Veterans Affairs, made to your Committee January 19, 1971.

• 0955

The Chairman: Mr. Chadderton.

Mr. Chadderton: Continuing with the preliminary comment, Mr. Chairman and gentlemen, under the heading "Exceptional Incapacity" we shall be submitting argument in our brief concerning the legitimacy of the proposal that the maximum allowance for exceptional incapacity should be \$3,500 per annum, as proposed by the Standing Committee on Veterans Affairs.

The Minister stated in his presentation to your Committee earlier this week concerning exceptional incapacity:

... "that this is a field where one cannot fully compensate in money for physical and psychological pain and suffering, particularly in these cases where military service has caused not merely 100% disability for pension purposes but also exceptional incapacity."

We feel obligated to comment on this statement on behalf of the severely disabled war disability pensioners of Canada. When these men offered their services to the

[Interpretation]

The Chairman: Thank you very much, Mr. Roche. At this time, I should perhaps mention, on behalf of all members present, that we want to express our gratitude for the interest you have also shown for the cause of veterans and I we deeply appreciate that people like you and your predecessors show some interest in this matter. I want to express my gratitude for your presentation, Mr. Roche, thank you.

Je demanderai à M. Chadderton et à M. McFarlane de prendre la parole. Ils procéderont comme pour l'étude du Livre blanc mais j'aimerais vous signaler qu'il y a une partie annexée au mémoire. Il s'agit d'observations et de recommandations au sujet de la déclaration du ministre. Ensuite, nous procéderons à l'étude du mémoire. Je crois que M. McFarlane commencera.

M. M. L. McFarlane (Directeur des Services, Légion Royale canadienne): Je vous remercie monsieur le président. Nous avions une déclaration préliminaire à faire en ce qui concerne le mémoire des associations nationales des anciens combattants du Canada au sujet du mémoire présenté au Comité permanent des affaires des anciens combattants.

Dans la préparation de notre témoignage auprès de votre Comité en ce qui concerne le Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions, les Associations nationales des anciens combattants du Canada ont préparé un mémoire en vue de le présenter au Comité permanent des Affaires des anciens combattants.

Ce mémoire a été préparé immédiatement après la première lecture du Bill C-203 le 2 septembre 1970, étant donné que votre Comité aurait pu commencer ses réunions avant l'ajournement de Noël de la Chambre des communes.

C'est là le mémoire que nous allons vous présenter aujourd'hui. Toutefois, nous nous réjouissons de l'occasion qui nous est offerte de vous exposer quelques observations à la suite du débat à la Chambre des communes du lundi 11 janvier 1971 et de la déclaration du ministre des Affaires des anciens combattants faite à votre Comité le 19 janvier 1971.

Le président: Monsieur Chadderton.

M. Cliff Chadderton: Pour continuer avec cette déclaration préliminaire, je vais aborder la rubrique «invalidité exceptionnelle». Nous allons avancer dans notre mémoire, des arguments qui concernent la légitimité de la proposition visant à ce que l'allocation maximum pour invalidité exceptionnelle soit de \$3,500 par an comme l'a proposé le Comité permanent des affaires des anciens combattants.

Le ministre a déclaré dans son exposé au Comité, cette semaine, en ce qui concerne l'invalidité exceptionnelle:

«Il s'agit là d'un domaine où l'on ne peut compenser parfaitement grâce à des moyens financiers, les peines et les souffrances physiques et psychologiques, surtout lorsque le service militaire a entraîné non seulement un invalidité de 100 p. 100 aux fins de pension mais également un invalidité exceptionnelle.»

[Texte]

country they must have been aware that should they experience grave physical disabilities the people of Canada never could hope to compensate them fully for the effects thereof in terms of money alone. It is our belief, however, that the severely disabled do have the right to expect that the government, on behalf of the people of Canada, will make the fullest possible monetary compensation for the loss and suffering involved. It seems to us that the severely disabled have become the victims of a form of horse trading. We refer to the report of the special study group composed of officers of the Department of Veterans Affairs and the National Council of Veterans Associations of Canada dated February 25, 1970, which was included in the report of the Standing Committee on Veterans Affairs for March 5, 1970. This report indicated that the veterans organizations in effect had deferred requests in connection with a number of Woods Committee recommendations, the implementation of which would have cost an estimated \$18,635,000. These recommendations are listed below:

No. 61. Payment of war disability pensions to personnel remaining in the regular force—a price tag of \$1,290,000.

Nos. 85 and 86. Attendance allowance while in hospital—\$315,000.

No. 90. Abolishment of sections 20, 21 and 22—\$215,000. The retroactive effect of No. 90—\$1,250,000.

No. 106. Pension to widows of personnel in receipt of less than 48 per cent pension at death—\$10 million.

No. 107. Pension to parents, brothers and sisters of pensioners in receipt of less than 48 per cent pension at death—\$100,000.

No. 108. Pension for child to be continued to age 25 while undergoing course of instruction—\$2,560,000.

No. 116. Retroactivation—full five years—\$320,000.

No. 117. Retroactivation beyond five years if error—\$800,000.

No. 121. Pension not to be reduced below one half if no assessable degree—\$785,000.

Nos. 127 and 128. Improper conduct—\$1 million.

The veterans organization readily admit that no suggestions were proposed by the government to the effect that, as a cost plus of our having postponed the requests cited above, the recommendations which we considered as viable would be supported. It was our feeling, however, that in relinquishing our support of such recommendations, all of which had very considerable merit, we would be making it easier for the government to establish priorities in regard to other recommendations which must presumably be given precedence where sufficient funds are not available to implement the full Woods report. In particular, reference was made on many occasions during the hearings of the Standing Committee on Veterans Affairs to the requirement for a very significant increase in the compensation under the Pension Act for those with exceptional incapacity or multiple disabilities.

[Interprétation]

[Texte]

Nous nous sentons obligés de faire une déclaration en ce qui concerne l'exposé du ministre, au nom des grands invalides de guerre du Canada. Lorsque ces hommes ont offert leurs services au pays, ils devaient savoir que s'ils étaient frappés d'une grave infirmité physique, le peuple canadien ne pourrait jamais les indemniser uniquement grâce à des moyens financiers. Nous estimons, toutefois, que les grands invalides ont le droit d'attendre du gouvernement canadien qu'il essaie, au nom du peuple canadien, d'indemniser dans la mesure du possible, les pertes et les souffrances subies. Il nous semble que les grands invalides sont devenus les victimes d'un vil commerce. Nous voulons parler du rapport du groupe d'étude spécial composé des représentants du ministère des Affaires des anciens combattants et du Conseil national des associations d'anciens combattants, du 25 février 1970 qui fut inclus dans le rapport du Comité permanent des affaires des anciens combattants, daté du 5 mars 1970. Ce rapport indiquait que les associations d'anciens combattants avaient en effet envoyé des demandes en rapport avec un certain nombre des recommandations du Comité Woods dont l'application aurait entraîné environ \$18,635,000 de frais. Ces recommandations sont énoncées ci-dessous:

N° 61: Paiement de pensions d'invalidité de guerre au personnel faisant toujours partie des forces régulières; ce qui représente \$1,290,000.

N° 85 et 86: Allocation de soins lors d'un séjour à l'hôpital, \$315,000.

N° 90: Abrogation des articles 20, 21 et 22, \$215,000, rétroactivité, \$1,250,000.

N° 106: Pensions aux veuves du personnel qui avait une pension inférieure à 48 p. 100 lors du décès, \$10 millions.

N° 107: Pensions aux parents, aux frères, aux sœurs des pensionnés qui disposaient d'une pension de moins de 48 p. 100 lors du décès, \$100,000.

N° 108: Pensions aux enfants jusqu'à l'âge de 25 ans, lorsque ceux-ci suivent des cours, \$2,560,000.

N° 116. Rétroactivité pour cinq ans, au complet \$320,000.

N° 117: Rétroactivité au-delà de cinq ans s'il y a erreur, \$800,000.

N° 121: Interdiction de réduire la pension de plus de la moitié si l'on ne peut juger du degré d'invalidité, \$785,000.

N° 127 et 128, mauvaise conduite, \$1 million de dollars.

Les associations d'anciens combattants sont toutes prêtes à reconnaître qu'aucune proposition n'a été faite par le gouvernement afin d'appuyer les recommandations que nous jugeons valables alors qu'en décidant de remettre à plus tard les demandes précitées, nous limitions les frais. Toutefois, nous estimons qu'en renonçant à appuyer certaines recommandations qui toutes sont méritoires, nous permettrions au gouvernement d'établir des priorités en ce qui concerne les recommandations qui devraient passer en premier lieu, si les ressources ne peuvent suffire à la mise en œuvre de toutes les recommandations du rapport Woods. Nous avons en particulier fait allusion, à maintes réponses, lors des séances du Comité permanent des affaires des anciens combattants, à l'exigence d'une augmentation considérable de l'indemnité due en vertu de la Loi sur les pensions pour l'invalidité exceptionnelle ou les invalidités multiples.

[Text]

[notices]

• 1000

The estimated cost of the White Paper proposal, that is grants of \$400 to \$1,200 per annum, was given as \$1 million. The special study group estimated the cost of the proposal of the veterans' organizations', that is the one-half rate based on the Woods recommendation, at \$2.5 million. Our estimate of the cost of the Exceptional Incapacity proposal in Bill C-203 is \$2 million.

It will be noted that the additional cost of meeting the veterans' recommendation would be an estimated \$500,000 per annum. In effect, twice this amount was saved by eliminating recommendations 127 and 128 dealing with improper conduct. It may be observed also that the saving involved in the other recommendations listed above, which the veterans' organizations agreed to forego for the time being that if it meets with the Committee, exceeded \$18 million.

May I add, Mr. Chairman, that we would not wish to halt during the preliminary statement, that when we get into the brief, it does break down into sections, and we could take questions then, if that is satisfactory.

The Chairman: That, I believe, would be satisfactory to the Committee.

An hon. Member: Agreed.

The Chairman: Mr. MacFarlane.

Mr. MacFarlane: Thank you, Mr. Chairman.

Quorum,—On page 6 of the prepared statement by the Minister of Veterans Affairs, a comment is made concerning the quorum required for decisions. The Minister refers to Recommendation 14 (S) of the Woods Report and states that Section 80 of Bill C-203 provides for a similar quorum of three on entitlement or a matter of interpretation and two for other appeals.

It was the hope of the veterans' organizations of Canada that basically the procedure at the proposed appellate level would be one of review, and that in view of the expected volume of cases, authority for decisions could be delegated to one member.

The Minister refers to the possibility that one decision could involve an expenditure of \$100,000. The findings of the Woods Report indicated that, at the level of first hearing or initial hearing, decisions were now in fact being made by one Commissioner.

In the main, the Canadian judicial system is based on decisions by one person where a considerable amount of money, or even a man's life, may hinge upon the decision of one judge.

Admittedly, recommendation 14(s) of the Woods Committee did propose a quorum of not less than three for entitlement, but would have made it permissible for a single member of the board to dispose of other applications. In any event, we do not feel that comparisons should be made between the proposed Pension Review Board and the Pension Appeal Board suggested by the Woods Committee. The latter proposal was undoubtedly a formal type of procedure. In essence, the Pension Review Board's procedure should be one of simplicity.

[Interpretation]

[évaluation]

Le coût estimé des propositions du Livre blanc, c'est-à-dire des subventions de \$400 à \$1,200 par an, s'élèveraient à \$1 million. Le groupe d'étude spécial a établi que la proposition des Associations d'anciens combattants, c'est-à-dire la moitié du taux fondé sur la recommandation Woods, à \$2.5 millions. Nous estimons que, dans le cadre du Bill C-203, la proposition concernant l'invalidité exceptionnelle entraînerait \$2 millions de frais.

Notons aussi, que les frais supplémentaires entraînés par les recommandations des anciens combattants, s'élèveraient à environ \$500,000. En effet, on a pu épargner le double de cette somme en éliminant les recommandations 127 et 128 au sujet de la mauvaise conduite. On peut également observer que l'épargne impliquée par les autres recommandations énoncées ci-dessus que les anciens combattants ont acceptées pour le moment, dépasse \$18 millions.

Pourrais-je ajouter, monsieur le président que si le comité le veut bien, nous aimerions ne pas interrompre la déclaration préliminaire mais quand nous passerons au mémoire qui se subdivise en articles, nous pourrons répondre à vos questions, si vous n'y voyez pas d'inconvénients.

Le président: Je pense que cela est satisfaisant.

Une voix: D'accord.

Le président: Monsieur MacFarlane.

M. MacFarlane: Je vous remercie. Quorum, à la page 6 du discours préparé par le ministre des Anciens combattants, il y a une observation en ce qui concerne le quorum requis pour les décisions à prendre. Le ministre fait allusion à la recommandation 14-S du rapport Woods et déclare que l'article 80 du Bill C-203 prévoit un quorum similaire de trois personnes pour l'admissibilité ou les questions d'interprétation et de deux personnes pour d'autres instances.

Nous espérons que fondamentalement, la procédure concernant le recours en appel sera une procédure de révision et qu' étant donné le volume des affaires qui seront sans doute présentées, le pouvoir de décision sera délégué à un membre seulement.

Le ministre déclare qu'une décision pourrait entraîner des frais de \$100,000. Les conclusions du rapport Woods indiquaient que lors de la première audience, les décisions étaient prises en fait, par un commissaire.

En gros, le système judiciaire canadien se fonde sur les décisions d'une personne alors qu'une somme importante ou même la vie d'un homme dépend de la décision d'un seul juge.

Bien sûr, la recommandation 14(S) du comité Woods proposait un quorum qui ne soit pas inférieur à 3 pour les questions d'admissibilité mais permettant à un seul membre de la commission de s'occuper des autres demandes.

De toute façon, nous n'estimons pas qu'il faudrait faire des comparaisons entre la Commission de révision des pensions telle qu'elle a été proposée et la Commission d'appel des pensions suggérée par le Comité Woods. Cette dernière proposition visait sans nul doute une procédure

[Texte]

Leave to reopen.—We note the comments of the Minister in respect of leave to reopen by the Pension Review Board. We feel, however, that the criticism of this procedure in the debate in the House of Commons was directed at Clause 68, which deals with leave to reopen by the Pension Commission. This clause appears to state that, notwithstanding procedures suggested in Clauses 63 to 67, the Commission shall not reconsider an application that has already been decided by the Commission or an Entitlement Board thereof unless leave to reopen is granted by the Pension Review Board.

The Minister stated quite correctly that Clause 63 (2) enables an applicant to have a fresh application, notwithstanding the fact that an application has already been the subject of a determination prior to the coming into force of the new bill. We heartily welcome this procedure.

Our interpretation of the new bill is, however, that on cases in the future, even though new evidence may be available, an application cannot be reconsidered by the Commission once it has been dealt with by an Entitlement Board thereof, except with the prior approval of the Pension Review Board.

An illustration was given to the Committee during the January 19th session of an application involving bronchitis, and it was stated that if the man wished to make an application for another condition, it could be considered by the Commission. We understand, however, that if he wished to make another application in connection with the same condition, that is bronchitis, even though ample new evidence existed, the Commission would be unable to deal with the case.

• 1005

We merely wish to clarify our interpretation at this stage. We intend to deal with this matter further in our brief.

The Chairman: Mr. Chadderton.

Mr. Chadderton: Mr. Chairman and gentlemen, under the heading "Finality", the statement by the Minister at the bottom of page 6 indicates that the government has followed recommendation No. 14 U of the Woods Committee, to the effect that leave to reopen be determined by the board. Recommendation 14 U deals with the powers of the board but does not make specific reference to leave to reopen. It is noted, however, that Woods Committee recommendations No. 20 to 22 inclusive deal jointly with leave to reopen by the Canadian Pension Commission and the Pension Appeal Board. In particular, recommendation No. 20 B, if adopted, would have provided authority for the Commission to proceed with a further application where new evidence was adduced which may have affected the previous decision, or where there was an apparent error in procedure, law or fact. This indicates quite clearly that the Woods Committee did visualize a leave to reopen procedure without going to the proposed appellant body in cases which had been previously determined within the procedures of a commission where new evidence was available.

[Interprétation]

formelle. En essence, la procédure de la Commission de révision des pensions devrait être la simplicité même.

Droit de réouverture.

Nous avons noté les commentaires du ministre en ce qui concerne le droit de réouverture accordé par la Commission de révision des pensions. Nous estimons toutefois, que la critique de cette procédure lors du débat à la Chambre des communes, s'adressait surtout à l'article 68 qui traite du droit de réouverture accordé par la Commission des pensions. Cet article semble énoncer qu'en dépit des procédures suggérées par les articles 63 à 67, la commission n'étudiera plus une demande sur laquelle la commission ou un comité d'examen a déjà pris une décision à moins que le droit de réouverture ne soit accordé par la Commission de révision des pensions.

Le ministre a déclaré, à juste titre, que l'article 63(2) donne au requérant le droit de faire une nouvelle demande même si une demande antérieure à l'entrée en vigueur du nouveau Bill a déjà fait l'objet d'une décision. Nous nous réjouissons de cette procédure.

Notre interprétation du nouveau Bill, toutefois, est la suivante: dans les affaires qui seront présentées à l'avenir, même si l'on avance des faits nouveaux, une demande ne pourrait être reconSIDérée par la commission, une fois qu'elle a déjà été traitée par un comité d'examen sauf en cas d'approbation préalable de la Commission de prévision des pensions. Au cours de la séance du 19 janvier, l'exemple d'un cas de bronchite fut signalé au comité et il fut établi que si l'intéressé voulait faire une demande pour d'autres raisons, la commission l'étudierait. Nous comprenons toutefois, que si l'intéressé voulait faire une autre demande motivée par la même maladie, en l'occurrence, la bronchite même s'il pouvait avancer de nouveaux arguments, la commission ne serait pas en mesure de traiter ce cas.

A présent, nous ne voulons que préciser notre interprétation. Nous aborderons cette question un peu plus loin dans notre mémoire.

Le président: Monsieur Chadderton.

M. Chadderton: En ce qui concerne la rubrique «Décision finale», la déclaration du ministre au bas de la page 6, indique que le gouvernement a suivi la recommandation n° 14-U du Comité Woods selon laquelle le droit de réouverture serait déterminé par la commission. La recommandation 14-U traite des pouvoirs de la commission mais ne fait aucune référence spécifique au droit de réouverture. Il est noté cependant que les recommandations n° 20 à 22, du Comité Woods traitent du droit de réouverture accordé par la Commission canadienne des pensions et par la Commission d'appel des pensions. En particulier, la recommandation 20B, si elle était adoptée, aurait habilité la commission à procéder à l'étude d'une autre demande lorsque de nouveaux faits sont présentés ou lorsqu'il y a vice de procédure de droit ou de fait et elle aurait pu ainsi revenir sur une décision antérieure. Ceci indique bien clairement que le Comité Woods envisageait un droit de réouverture, sans passer par l'organisme d'appel proposé, dans les cas préalablement fixés par les procédures de la commission, lorsque des éléments nouveaux entrent en jeu.

[Text]

In respect of Hong Kong prisoners, just prior to the conclusion of your meeting on January 19 Mr. J. Chester MacRae, M.P. York-Sunbury, sought clarification of the section of the Bill relating to Hong Kong prisoners of war. He was informed that merchant seamen would not be covered under the proposed amendments. Admittedly, nearly all references during your deliberations to prisoners of the Japanese during World War II, described them as being "Hong Kong veterans". It should be observed, however that when he appeared before your Committee on September 16, 1969 the Minister, in replying to a question asked by Mr. D. W. Groos, M.P., Victoria, said in part:

... all Hong Kong former prisoners of war will receive 50 per cent disability pension if they have an assessable degree of disability—

The national veterans organizations submit that whether a Canadian served in the Armed Forces, the Merchant Navy or some other service which has been recognized under the Civilian War Pensions and Allowances Act and was taken prisoner by the Japanese, he suffered equal hardships and should be equally compensated. This preliminary comment was prepared following the Committee meeting of January 19, 1971. It is regretted that there has been insufficient time to prepare copies in both official languages.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Chadderton. Would you like to submit to some questions...

Mr. Chadderton: No, Mr. Chairman.

The Chairman: Then we shall proceed with the brief that had been originally prepared following presentation of Bill C-203. I now will call upon Mr. McFarlane to proceed with the brief.

Mr. McFarlane: Gentlemen, we are pleased to have this opportunity to again appear before your Committee as you approach the final steps in giving effect to five years of detailed study of the Pension Act. The Veterans' Organizations express their gratitude to the Minister, who has, following your report, been able to set out in Bill C-203 so many of the recommendations of the Woods Committee which we believe will greatly improve pension legislation.

The Bill before you indicates the Minister's acceptance, in their entirety, of many of the original recommendations. In other instances there is acceptance in principle, but the amendments are not, in our opinion, sufficient to remedy the problems which were reported by the Woods Committee and elaborated upon by our organizations in earlier submissions to your Committee. We shall deal more specifically with these matters in a few moments.

The amendments will provide recognition of the infamous conditions and indignities suffered by our comrades who were taken prisoner of war by the Japanese. As has previously been noted, the number of these veterans is diminishing each year. It is only right that they should be more adequately compensated for their suffering, and that they should have the further assurance that in the event of death their dependents will be provided for in the Pension Act.

[Interpretation]

[Interpretation]

En ce qui concerne les prisonniers de Hong-Kong, avant de conclure notre réunion du 19 janvier, M. Chester MacRae, député de York-Sunbury a demandé des éclaircissements en ce qui concerne l'article du Bill traitant des prisonniers de guerre de Hong-Kong. Il a été informé que les gens de la marine marchande ne seraient pas couverts en vertu des amendements proposés. Presque toutes les allusions faites au cours des débats aux prisonniers des Japonais, au cours de la Seconde Guerre mondiale, les définissaient comme les «anciens combattants de Hong-Kong». Il faut noter, toutefois, que lorsque le ministre a comparu devant votre comité le 16 septembre 1967, en réponse à une question posée par M. Groos, député de Victoria, il a dit que:

... tous les anciens prisonniers de guerre de Hong-Kong recevraient une pension d'invalidité de 50 p. 100 si l'on pouvait juger de leur degré d'invalidité.

Les associations nationales des anciens combattants estiment que si une personne a servi dans les forces armées canadiennes, qu'il s'agisse de la marine marchande ou de tout autre service reconnu par la loi sur les pensions et les allocations de guerre aux civils et pourvu qu'il ait été fait prisonnier par les Japonais, il a éprouvé les mêmes souffrances et il doit être indemnisé. Nous avons préparé cette déclaration préliminaire à la suite de la réunion du Comité du 19 janvier 1971. Nous regrettons de n'avoir pas eu le temps d'en préparer des exemplaires dans les deux langues officielles.

Le président: Je vous remercie. Êtes-vous disposé à nous soumettre à nos questions.

M. Chadderton: Non, monsieur le président.

Le président: Nous allons donc poursuivre avec le mémoire préparé à la suite de la présentation du Bill C-203. Je demanderai à M. MacFarlane de passer au mémoire.

M. McFarlane: Messieurs, nous avons tout lieu de nous réjouir de l'occasion qui nous est offerte de comparaître une fois de plus devant votre comité, au moment où il franchit une dernière étape en vue de concrétiser les résultats de cinq années d'étude approfondie de la loi sur les pensions. Les associations des anciens combattants, veulent témoigner leur reconnaissance à l'honorable ministre qui a pu à la suite de votre rapport intégrer au Bill C-203 un si grand nombre des recommandations de la commission Woods, recommandations qui, nous en sommes persuadés, ne manqueront pas d'améliorer grandement la Loi sur les pensions.

Le projet de loi que vous avez devant vous indique que le ministre souscrit, sans la moindre réserve, à plusieurs des recommandations originelles. On a souscrit en principe à d'autres recommandations, mais les modifications apportées ne peuvent à notre avis résoudre les problèmes mis en lumière par la commission Woods et que nos associations ont commentées par le détail dans leurs mémoires adressés au comité. Nous allons d'ailleurs, dans quelques instants, traiter plus spécifiquement de ces problèmes.

Ceux de nos camarades qui furent faits prisonniers par les Japonais verront, grâce aux amendements, reconnaître les conditions inhumaines et les traitements indignes qui leur furent imposés. Comme nous l'avons déjà rappelé, le nombre de ces anciens combattants diminue

[Texte]

Although we have some reservations on the operative procedures, we are pleased with the proposed Pension Review Board. We also appreciate the recognition of the position of those veterans who are suffering from exceptional disabilities. The adoption of this principle is most important. But we do hope the Minister will have a further look at the maximum monetary benefit.

• 1010

Amendments to provide for a presumption of fitness on enlistment are long overdue. Had a more generous interpretation been applied in adjudication over the years, this amendment would not have been necessary. We can only hope that many veterans who have been unjustly denied entitlement will now succeed with their claims. This change, along with the improvement in the "Benefit of Doubt" section, should resolve many problems which applicants and their advocates have faced up to now.

Members of the Armed Forces will be afforded some protection with respect to service-related injuries or death. It has always been difficult to determine the merits of many claims in the past, but with the proposed amendments the rights of the ex-serviceman will be clearly established under the legislation.

In addition to the amendments contained in the Bill we would also like to express satisfaction with other changes adopted by the Pension Commission which did not require legislative amendments. We believe that a sincere effort has been made to improve some of the operative procedures, especially the adoption of what appears to be a satisfactory quality-control system, as advocated by the Woods Committee.

We believe that the recommendations of the Woods Committee relating to adjudication by one Commissioner and the decentralization of routine decisions by granting this authority to District officials would have resulted in a more streamlined and efficient operation. There will undoubtedly be many applicants who have had their claims denied over the years coming forward again, and we are concerned that the necessity to attend to routine matters will create a backlog for the Commissioners, who must adjudicate on all entitlement decisions.

The National Veterans' Organizations of Canada submit specific comments herewith concerning Bill C-203.

The Chairman: Thank you, Mr. McFarlane. Mr. Chadderton.

Mr. Chadderton: Mr. Chairman, to get to the main point of this brief dealing with exceptional incapacity

[Interprétation]

d'une année à l'autre. Il n'est que juste qu'on les dédommagine comme il se doit pour leurs souffrances et qu'ils aient en outre cette assurance qu'après leur décès, leurs ayants droit, au terme de la loi des pensions seront à l'abri du besoin. Nous faisons bon accueil à la création prochaine d'une commission de révision des pensions mais il nous faut faire certaines réserves sur ses modalités d'action. Nous vous savons gré aussi d'avoir su apprécier la situation des anciens combattants, victimes d'invalidité exceptionnelle. La consécration de ce principe est d'une importance primordiale, et il nous faut espérer que le ministre se ravisera quant au maximum des indemnités pécuniaires.

Les amendements portant sur la présupposition de l'aptitude physique au moment de l'enrôlement se font désirer depuis trop longtemps. On aurait pu se dispenser de cet amendement si, depuis des années, les cas renvoyés à l'arbitrage avaient fait l'objet d'une interprétation plus libérale. Il ne nous reste plus qu'à espérer que les nombreux anciens combattants qui se sont vu injustement refuser l'admissibilité obtiendront gain de cause dans leurs revendications. Cette modification, de même que les améliorations apportées à l'article sur le «bénéfice du doute» devraient permettre de surmonter bien des difficultés auxquelles les requérants et leurs avocats ont dû faire face jusqu'à présent.

Les membres des Forces armées se verront accorder une certaine mesure de protection par rapport aux blessures qu'ils subiraient où à leur décès dans l'exercice de leurs fonctions. On a toujours, jusqu'à présent, éprouvé beaucoup de difficulté à déterminer les mérites de nombreuses réclamations, mais grâce aux amendements que l'on se propose d'apporter à la Loi, les droits des anciens militaires seront clairement établis.

Nous tenons à exprimer notre satisfaction non seulement à propos des amendements que comporte le projet de loi mais aussi au sujet des autres modifications adoptées par la Commission des pensions sans qu'elle ait eu à recourir à des amendements à la Loi. Nous sommes convaincus qu'on s'est efforcé sincèrement d'améliorer certaines procédures administratives, plus précisément par l'adoption d'un système satisfaisant du contrôle de la qualité, comme l'avait préconisé la Commission Woods.

Nous croyons toutefois que les recommandations de cette commission quant à l'arbitrage par un seul commissaire et à la décentralisation des décisions de routine, en conférant aux agents régionaux l'autorité de rendre ces décisions, se seraient soldées par une gestion simplifiée et plus efficace. Nous verrons sans doute bien des requérants dont les réclamations avaient fait, au cours des ans, l'objet d'une fin de non-recevoir, se présenter de nouveau devant la Commission et nous craignons que l'obligation dans laquelle se trouveront les membres de la Commission de disposer de questions de routine, c'est-à-dire de tous les cas d'admissibilité, amènera des délais.

Les Associations nationales d'anciens combattants du Canada vous soumettent maintenant leurs commentaires circonstanciés sur le projet de loi C-203.

Le président: Merci, monsieur McFarlane. Monsieur Chadderton.

M. Chadderton: Monsieur le président, pour en venir à la question principale de votre mémoire, qui traite de

[Text]

allowance, which was Clause 59 of Bill C-203, the Bill proposes that provision be made for allowances for exceptional incapacity of not less than \$800 and not more than \$2,400 per annum, over and above pension as provided in Class 1 of Schedule A of the Pension Act, that is, the rate for 100 per cent disqualification in the unskilled labour market.

The Woods Committee recommended an upper limit for additional allowance for Exceptional Incapacity, defined in its report as "Multiple Disability", of \$7,950 per annum. The Veterans' Organizations of Canada endorsed the recommendation of the Woods Committee as being reasonable compensation for the approximately 250 pensioners involved. Notwithstanding, in view of the economic circumstances which exist in Canada in 1970, we agreed to a compromise at the "half rate" above 100 per cent, which would have resulted in a maximum allowance of approximately \$3,975.

The Standing Committee on Veterans Affairs, in its report of June 1970, suggested an upper limit for the highest level of exceptional incapacity of \$3,500. It is difficult to understand why the government now suggests a further reduction in this maximum to \$2,400. The additional cost of implementing the recommendation of the Standing Committee would be possibly \$500,000 a year.

The National Veterans' Organizations can accept the much reduced amounts of \$800 to \$2,400 in Bill C-203 only on the understanding that further consideration can be given to the possibility of increasing the maximum for the few severe cases involved, on the basis of experience arising out of the new legislation.

We would also observe that the provision of Clause 59(3), by which the amount of the exceptional incapacity can be remedied by treatment or the use of a prosthesis, contradicts a basic principle in payment of pensions, which is to indemnify the pensioner for the extent of his disability.

The disability itself is not lessened by the use of a prosthesis, and there seems no justification to penalize a pensioner by reducing his pension if he attempts to increase his mobility by the use of artificial limbs or other appliances.

• 1015

In its report, at page 20, the Standing Committee on Veterans Affairs recommended that:

The exceptional incapacity allowance will be paid as a matter of right to those 100 per cent pensioners who are eligible. The right to the allowance will be determined in the same manner as in entitlement to pension matters. This right will not be affected by the pensioner's means or his degree of rehabilitation.

May I just add one comment, Mr. Chairman, before taking any questions the Committee may have?

I was rather surprised at the meeting on January 19 when, in answer to a question as to how many people

[Interpretation]

[Interpretation]

l'allocation pour cause exceptionnelle d'invalidité, soit l'article 59 du Bill C-203, le projet de loi recommande de pourvoir, dans les cas d'invalidité pour cause exceptionnelle, une allocation d'au moins \$800 et d'au plus \$2,400 par année, en plus de la pension payable dans la catégorie 1 de l'Annexe «A» de la Loi sur les pensions, soit le taux applicable en cas d'incapacité à 100 p. 100 sur le marché de la main-d'œuvre non spécialisée.

La Commission Woods a recommandé de plafonner à \$7,950 par année l'allocation supplémentaire pour cause exceptionnelle d'invalidité, que la Commission, dans son rapport, qualifie «d'invalidité pour causes multiples». Les Associations d'anciens combattants du Canada ont souscrit à la recommandation de la Commission Woods comme indemnisation raisonnable des quelque 250 pensionnés en cause. Nous avons, nonobstant ce qui précède et compte tenu du contexte économique dans lequel s'est trouvé le Canada en 1970, souscrit à un compromis à «demi-taux» au-dessus de 100 p. 100, ce qui aurait porté l'allocation maximale à environ \$3,975 par année.

Dans son rapport de juin 1970, le Comité permanent des Affaires des anciens combattants a recommandé de plafonner à \$3,500 l'allocation pour cause exceptionnelle d'invalidité. Nous pouvons difficilement nous expliquer pourquoi le gouvernement recommande à présent une nouvelle diminution de cette indemnité dont le maximum ne serait plus que de \$2,400. Il en coûterait peut-être \$500,000 par année pour que soit mise en œuvre la recommandation du Comité permanent.

Les Associations nationales d'anciens combattants ne peuvent se contenter de ces taux nettement réduits, allant de \$800 à \$2,400, dont fait état le projet de loi C-203, sauf s'il est bien entendu qu'on pourra étudier davantage la possibilité de majorer le maximum dans quelques cas très sérieux, compte tenu des résultats obtenus dans le cadre de la nouvelle loi.

Nous avons aussi relevé la disposition de l'article 59(3) aux termes de laquelle le montant de la pension pour cause exceptionnelle d'invalidité pourrait changer dans la mesure où on atténuerait le degré d'invalidité au moyen de traitements ou par l'usage de prothèses et de telles dispositions viennent en contradiction avec un principe fondamental de paiement des pensions qui ont pour but d'indemniser le titulaire selon son invalidité.

Le degré d'invalidité ne saurait être amoindri par l'usage d'une prothèse et rien ne pourrait justifier cette pénalisation infligée au titulaire en réduisant sa pension lorsqu'il cherche à augmenter son degré de mobilité au moyen de membres artificiels ou autres prothèses.

Le Comité permanent des Anciens combattants avait recommandé à la page 20 de son rapport que:

«La prestation pour incapacité exceptionnelle sera versée de droit aux pensionnés à 100 p. 100 qui sont admissibles. Le droit à cette allocation sera déterminé de la même façon que l'admissibilité à la pension. On ne tiendra pas compte des ressources du pensionné, ni de son état de réadaptation.»

Puis-je ajouter un commentaire, monsieur le président, avant que les membres du Comité ne posent des questions? J'ai été plutôt surpris, à la réunion du 19 janvier, de la réponse qui a été donnée à la question suivante:

[Texte]

were involved, there was a somewhat vague reply of somewhere between 1,000 and 2,000. The reason for our surprise is that the veterans organizations, the departmental officials and those of the Commission spent considerable time in a study group last winter on this and I thought that we had resolved this figure. Certainly the minutes of the Committee meetings indicate that we had resolved the figure—as being 1,217, not somewhere between 1,000 and 2,000. Of that 1,217 we had come to the conclusion that approximately 211 were in this top group that we are speaking about. The people who would qualify for the maximum allowance is 211. Incidentally, if you want those figures, and I think they are interesting to all of us, there are 101 quadraplegics or paraplegics—actually four quadraplegics and 97 paraplegics—five amputees, four triple and one quadruple; 45 totally blind; and approximately 60 of the type we classified as a medical disability. In other words, it is not any of the other three. It could be severe heart condition and that type of thing. But that would be a total of 211 people.

That is all we have to say at the moment, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Chadderton. Are there any questions on that part of the presentation having to do with incapacity allowance?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I have been waiting for someone else to lead off. I want to ask a question about this matter, Mr. Chairman. If I start by reference to something else I assure you I am not seeking to discuss the something else.

I notice that you said nothing in your brief about the area of the Bill to incorporate Recommendation 106, which had to do with continuing the pension to widows where the veteran's pension was less than 48 per cent. Is it fair for me to assume that a reason for your not mentioning this is that in the working party this is one of the things you agreed to forego in order to get the higher rates for exceptional incapacity and part of the strength of your feeling is that you are being short changed in not being given the full amount that the committee compromised on at that time.

Mr. Chadderton: Yes, Mr. Chairman. I was careful to say in the opening comment that we had no guarantees from the government people, or nobody suggested that if we were to forego certain recommendations priorities might be given in other areas. But the discussions were developed along those lines. We originally supported the entire Woods Report and we were told that it had a price tag of \$112 million a year, which we did not agree with, but we said all right, then we are into an area where presumably the country can afford only so many of these recommendations. Then we began to go through the list and establish, in our own mind at least, some priorities. And the number one priority, Mr. Chairman, was this exceptional incapacity thing. There were other ones which we all know about and which we eventually ended up recommending. In order to establish these priorities there were certain recommendations that had to be "deferred". That is the word we like to use for them.

• 1020

They have been sort of set aside for the time being, and Recommendation No. 106, which would have paid a

[Interprétation]

[Texte]

combien de personnes sont impliquées? On a répondu vaguement entre 1,000 et 2,000. Nous avons été surpris parce que les associations des anciens combattants, les fonctionnaires du ministère et ceux de la Commission ont passé beaucoup de temps l'hiver dernier dans un groupe d'étude pour en arriver à ce chiffre. Les procès-verbaux des réunions du Comité indiquent que nous avons obtenu le chiffre de 1,217 personnes et non entre 1,000 et 2,000. De ces 1,217 personnes, environ 211 étaient, selon nous, dans le groupe supérieur dont nous parlons, soit ceux qui seraient qualifiés pour l'indemnité maximale. Voici des chiffres qui pourraient vous intéresser; il y a 101 paraplégiques, 5 amputés, dont 4 de trois membres et 1 des quatre membres, 45 aveugles et à peu près 60 qui avaient une invalidité médicale quelconque, qui n'est pas l'une des trois précédentes; cela peut être une déficience cardiaque ou autre chose du même genre. Tout cela donne un total de 211 personnes.

C'est tout ce que j'ai à dire pour le moment, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Chadderton. Est-ce qu'il y aurait des questions sur cette partie du mémoire?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je voudrais poser une question à ce sujet, monsieur le président. Même si je me réfère à quelque chose d'autre, ce n'est pas pour en discuter.

Je ne vois rien dans votre mémoire, en ce qui concerne la recommandation 106 à ajouter dans le bill au sujet de la continuation de la pension aux veuves des anciens combattants dont la pension était inférieure à 48 p. 100. Suis-je juste en présumant que cette omission est due au fait que c'est l'une des choses que votre équipe de travail a remises à plus tard de façon à obtenir des taux plus élevés dans les cas d'invalidité pour cause exceptionnelle. Vous pensez aussi que l'on vous a frustrés en ne vous donnant pas le plein montant au sujet duquel le Comité avait accepté un compromis.

M. Chadderton: Oui, monsieur le président. J'ai pris soin de dire, dans mon commentaire du début, que nous n'avions aucune garantie du gouvernement, que si nous abandonnions certaines recommandations, on donnerait la priorité à d'autres domaines. Nous avons d'abord appuyé complètement le rapport de la Commission Woods et nous avons dit qu'il coûterait 112 millions de dollars par année, ce qui nous semblait trop, mais nous avons accepté. Nous sommes dans un domaine pour lequel le pays ne peut se permettre d'accepter que quelques-unes des recommandations. Nous avons alors étudié la liste et décidé de quelques priorités. La première priorité, monsieur le président, était cette question d'invalidité pour cause exceptionnelle. Il y en a d'autres que nous connaissons tous et que nous allons finir par recommander. Pour établir ces priorités, il fallait «remettre à plus tard» certaines recommandations. C'est l'expression que nous aimons utiliser.

Elles ont en quelque sorte été mises de côté, et la recommandation 106, qui aurait accordé une pension par-

[Text]

pro rata share of a pension to a widow of a pensioner of less than 48 per cent, we felt all along was a good recommendation. But to be perfectly honest, we did not feel that it had the same priority as the recommendation dealing with multiple disability, for example, and so our feeling is that all of the recommendations of the Woods Committee are good recommendations.

I think someone used the term "shopping list", which we did not particularly like, but it is all right if that is what you want to call it. I mean, yes, you can only afford to have so much at this time, and this is what we did, and this is why we feel—and we have used the term "horse trading", and "short changed" is probably a better way. We felt that because we had given up on some very important recommendations, and I might say had considerable criticism from our own members, but because we had given up on those, we felt that we did have the right to think that the government would go as far as humanly possible on this multiple incapacity thing because there were so few persons involved.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Would it also be fair to say that the work of that working party, and the kinds of agreements that you people came to—granted not binding but with some moral force—contributed very largely to the settlement that our Committee came to on the White Paper?

Mr. Chadderton: I would not be able to answer that, Mr. Knowles. I think to be fair to the departmental people, when Dr. Hodgson—I think he had the leading comment in that report and we agreed with it, the veterans' organizations agreed with it, and it was to the effect, if I can recall, that we had sat down and attempted to come up with some reasonable cost figures for some of the recommendations.

Nothing that we did should be interpreted as saying that one recommendation was necessarily better than another. No, I cannot say that there was any agreement within the committee on that area, but there was, more or less on our part, an acceptance of the fact that, well, if we give up on improper conduct for instance, which is \$1 million, there is \$1 million. I mean that was one, incidentally, Mr. Chairman, to which the government itself had agreed.

The White Paper suggested the improper conduct one at \$1 million, and we said all right, if we give up on that one, surely we would expect that the fullest possible amount would be expended in connection with the exceptional incapacity recommendation.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): And you feel generally that having been willing to defer all these others, it is a bit rough now to have this one cut back.

Mr. Chadderton: We do indeed, sir.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): So do I.

The Chairman: Thank you, Mr. Knowles. Next is Mr. MacRae.

[Interpretation]

tielle à la veuve d'un pensionné qui recevait moins de 48 p. 100, nous l'avons toujours pensée très bonne. Mais pour être tout à fait honnête, nous n'avons pas pensé qu'elle avait la même priorité que la recommandation qui traite de l'invalidité pour causes multiples, par exemple, et nous pensons donc que toutes les recommandations de la commission Woods sont de bonnes recommandations.

Je pense que quelqu'un a utilisé l'expression «Liste d'emplettes», que nous n'avons pas particulièrement aimée, mais c'est très bien si c'est ainsi que vous voulez l'appelée. Je veux dire qu'il y a des limites à ce que nous pouvons nous permettre présentement, et c'est pourquoi nous pensons ainsi et nous avons utilisé le terme «marchandise», et «pris de court» serait probablement une meilleure expression. Nous avons cru qu'ayant cédé sur certaines recommandations importantes, et nous avons été critiqués par plusieurs de nos membres à ce sujet, que nous avions le droit de penser que le gouvernement irait aussi loin que possible en ce qui concerne cette question d'invalidité pour causes multiples, parce qu'il y avait si peu de personnes impliquées.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Serait-il juste aussi de dire que le travail de cette équipe, et le genre d'accords auxquels vous en êtes venus ont contribué largement à l'accord sur lequel notre comité est parvenu en ce qui concerne le Livre blanc?

M. Chadderton: Je ne pourrais vous répondre à cela, M. Knowles. Je pense que pour être juste envers les fonctionnaires du ministère, quand M. Hodgson a émis le principal commentaire dans ce rapport et que nous avons été d'accord avec lui, les associations d'anciens combattant ont aussi accepté son idée, et si je me souviens bien, nous avons décidé d'essayer d'obtenir des chiffres raisonnables en ce qui concerne le coût de ces recommandations.

Il ne faut pas croire que nous avons dit qu'une recommandation était nécessairement meilleure qu'une autre. Je ne peux pas dire que notre comité s'est mis d'accord là-dessus, mais nous avons plus ou moins accepté le fait que nous cérons sur la question de la mauvaise conduite par exemple, ce qui représente 1 million de dollars, nous avons alors 1 million de dollars. Je veux dire, M. le président, que le gouvernement lui-même avait accepté cette idée.

Le Livre blanc suggérait que la question de la mauvaise conduite que représente 1 million de dollars, soit abandonnée, et nous avons cédé, pensant que sûrement nous obtiendrions le plus gros montant possible en ce qui concerne la recommandation relative à l'invalidité pour cause exceptionnelle.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Et vous pensez qu'en ayant accepté de remettre à plus tard les autres recommandations, il est maintenant plutôt difficile de les faire remettre en question.

Mr. Chadderton: Nous le pensons en effet, monsieur.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Moi également.

Le président: Merci, M. Knowles. Le suivant est M. MacRae.

[Texte]

Mr. MacRae: I have just one brief question, Mr. Chairman, to Mr. Chadderton. I want to clarify certain figures.

Mr. Chadderton, how many 100 per cent pensioners are there known now?

Mr. Chadderton: There are 5,000, sir, approximately 5,000.

Mr. MacRae: And what is the significance again of this 1,217?

Mr. Chadderton: The medical advisory branch of the Commission prepared something which I thought was a very excellent study based on a number of files, and they attempted on the basis of those files of 100 per cent pensioners to determine how many of them would qualify for this exceptional incapacity thing of which we were speaking.

On the basis of that study it was concluded by the medical advisory branch and the statistical experts that we had approximately 1,217 people of the 5,000 who would qualify for some form of exceptional incapacity payment.

Mr. MacRae: The reason I raise this—I think that perhaps a considerable number of 100 per cent pensioners may be looking forward to additional assistance, you see, additional payment. But what this proves, at least to me, is that only about one out of four can hope for say additional disability payments.

Mr. Chadderton: Yes, I think that is a very fair comment, sir.

Mr. MacRae: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. Mr. Marshall.

• 1025

Mr. Marshall: On page 3 you stated that a lot of veterans will not be able to reapply. For example, it says:

There will undoubtedly be many applicants who have had their claims denied over the years, coming forward again, and we are concerned that the necessity to attend to routine matters will create a backlog for the Commissioners who must adjudicate on all entitlement decisions.

Then on page 4 you are saying that you hope that there will be further consideration to the possibility of increasing the maximum for the few severe cases involved.

I find it difficult to reconcile why we reach the stage right now, where we are going to try to get the amendments through so that the increases can come forward before April 1st, and the exclamations of approval from across the country that were heard in the last three or four months. I say this because many veterans, as you know, from World War I are of the average age of 77 years, and they will not be able ever to apply if they keep procrastinating. I am wondering how much criticism you did get, as you mentioned, Mr. Chadderton, from veterans in the shopping list, with the horse trading that was going on. I know it is a hard thing to say, but I would like to to know what the difference is—because all I saw in the papers were exclamations of approval.

[Interprétation]

M. MacRae: Je n'ai qu'une brève question à poser, M. le président, à M. Chadderton. Je voudrais qu'il clarifie certains chiffres.

M. Chadderton, combien pensez-vous avoir de pensionnés à 100 p. 100 à l'heure actuelle?

M. Chadderton: Il y en a environ 5,000, monsieur.

M. MacRae: Et que signifie encore ce 1,217?

M. Chadderton: Le service médical consultatif de la commission a préparé une étude que je trouve excellente et basée sur un nombre de dossiers, en vue de déterminer le nombre de pensionnés à 100 p. 100 qui se qualifiaient pour question d'invalidité pour cause exceptionnelle dont nous sommes entrain de parler.

A partir de cette étude, le service consultatif médical et les spécialistes de la statistique ont conclu qu'environ 1,217 personnes parmi les 5,000 seraient qualifiées pour quelque forme de paiement en vertu de l'invalidité pour cause exceptionnelle.

M. MacRae: Je pense que peut-être un nombre considérable des pensionnés à 100 p. 100 s'attendent à recevoir une aide supplémentaire. Mais cela prouve, selon moi, qu'environ une personne sur quatre seulement peut espérer recevoir des paiements d'invalidité supplémentaires.

M. Chadderton: Oui, je pense que c'est assez vrai, monsieur.

M. MacRae: Merci.

Le président: Merci, M. MacRae. M. Marshall.

M. Marshall: A la page 3, vous dites qu'un grand nombre d'anciens combattants ne pourront pas faire une nouvelle demande. Par exemple:

nous verrons sans doute bien des requérants dans les réclamations ayant fait, au cours des ans, l'objet d'une fin de non recevoir, se présenter de nouveau devant la commission et nous craignons que l'obligation dans laquelle se trouveront les membres de la commission de disposer des questions de routine, c'est-à-dire de tous les cas d'admissibilité, amènera des délais.

Ensuite à la page 4, vous dites que vous espérez que l'on étudiera davantage la possibilité d'augmenter le maximum des indemnités dans les cas les plus graves.

Je trouve difficile de concilier le fait que nous soyons rendu au point d'essayer de faire passer des amendements de façon à rendre les augmentations possibles avant le premier avril, et l'approbation que nous avons reçue à travers tout le pays depuis les 3 ou 4 derniers mois. Si je dis cela, c'est que plusieurs anciens combattants de la première guerre mondiale, comme vous le savez, ont en moyenne 77 ans, ils ne pourront jamais faire une demande s'ils ne font que toujours remettre à plus tard. Je me demande combien de critiques vous avez reçues, monsieur Chadderton, des anciens combattants de la liste d'emplettes que vous avez établies lors de votre

[Text]

[multilingual]

[Text]

[Interpretation]

marchandage. Je sais que c'est difficile à dire, mais j'aimerais savoir la différence parce que tout ce que j'ai vu dans les journaux n'était que des approbations.

Mr. Chadderton: I can speak, Mr. Chairman, only for those organizations which are directly under the National Council of Veterans Associations of Canada, and they break into two separate groups. Firstly, there are the ones we call the disability groups, which include The War Amputations of Canada, The Canadian Paraplegic Association, The Sir Arthur Pearson Association of War Blinded and The War Pensioners of Canada, Inc. Now the criticism from those four organizations was severe in connection with the amount involved in the exceptional incapacity. Incidentally, those comments were communicated to the Minister of Veterans Affairs in a private meeting on December 2 both by myself and by Mr. Ken Langford, the Chairman of National Council. We had an unusual, I would say, Mr. Marshall, amount of mail from our members criticizing that one feature.

Mr. Knowles: Criticizing the 3,500 or the other?

Mr. Chadderton: No, the 3500. Now the other organizations under the National Council are a more general type of organization, such as the Army, Navy and Air Force veterans and the Canadian Corps. The criticism from these organizations was partly in connection with the exceptional incapacity, and they partly expressed the fear that the Review Board proposed in the Act was not the simple operation that we were proposing to the Government in our brief. I think that would be fair. Now the other comment we had had nothing to do with this Bill. We had a lot of comments about the 10 per cent pension and those comments ranged all the way from the fact that people were very pleased to get anything at all to the fact that they were quite critical of the fact that they had to wait until April 1st.

Mr. Marshall: In other words, would you say that regardless of wanting to get this Bill through before April 1st we should try to have this changed at all costs, even though it might be delay the passing of the Bill?

Mr. Chadderton: I think, Mr. Chairman, the only answer to this is to reveal exactly what happened at our own meeting of the nationally chartered veterans organizations on December 2nd. We looked at the Bill, we realized there were some shortcomings in it, and we said, what do we do? Do we attempt to schedule a series of meetings with the Parliamentary Committee, which could perhaps stretch on until March, then call for an amended Committee report which would go back to the House and which would obviously get us beyond the April 1st deadline? —and even though we might eventually be more satisfied with the Bill, there would be this great delay. Or do we say what we said here, which is what there are some things about it, Mr. Chairman, that we just do not like. We feel that there are some omissions in it. But we are supporting the Bill as it stands, provided the Com-

M. Chadderton: Je peux parler, monsieur le président, uniquement au nom des associations qui relèvent directement du Conseil national des Associations d'anciens combattants du Canada, ils sont répartis en deux groupes distincts. Premièrement, il y a ceux que nous appelons les groupes d'invalides, qui comprennent les amputés de guerre du Canada, l'Association canadienne des paraplégiques, et de Sir Arthur Pearson Association of War Blinded and the War Pensioners of Canada, Inc. Les critiques que nous avons reçues de ces associations ont été très sévères en ce qui concerne le montant impliqué dans le cas de l'invalidité pour cause exceptionnelle. Incidemment, on a fait connaître ces commentaires au ministre des Affaires des anciens combattants lors d'une réunion privée le 2 décembre à laquelle assistait M. Ken Lanford, président du Conseil national et moi-même. Nous avons reçu un nombre considérable de lettres, monsieur Marshall, de nos membres qui critiquaient cette question.

M. Knowles: Ils critiquaient au sujet des 3,500 ou un autre sujet?

M. Chadderton: Non pas au sujet de 3,500. Maintenant les autres associations qui relèvent du Conseil national sont d'un genre un peu plus général, comme les anciens combattants de l'armée, de la marine et de l'aviation ainsi que ceux du corps canadien. Les critiques que nous avons reçues de ces associations concernaient en partie la question de l'invalidité pour cause exceptionnelle, et il disait aussi craindre que le conseil de révision proposé dans la loi n'était pas le simple organisme proposé au gouvernement dans notre mémoire. Je pense que ce serait juste. Notre autre commentaire n'avait rien à voir avec ce bill. Nous avons beaucoup de commentaires au sujet de la pension de 10 p. 100 et ces commentaires sont très diversifiés. Certaines personnes étaient très contentes de recevoir quelque chose tandis que d'autres critiquaient beaucoup le fait qu'il y aurait à attendre jusqu'au premier avril.

M. Marshall: En d'autres termes, diriez-vous que sans tenir compte du fait que nous voulons faire adopter le projet de loi avant le premier avril nous devrions essayer de faire changer cela à tout pris, même si l'adoption du projet de loi pouvait en être différée?

M. Chadderton: Je pense, monsieur le président, que la seule réponse à cette question est directement ce qui s'est passé à notre réunion des Associations d'anciens combattants du Canada le 2 décembre. Nous avons examiné le projet de loi, nous avons constaté qu'il avait quelques défauts, et nous nous sommes demandés ce que nous pouvions faire? Devons-nous essayer d'organiser une série de réunions avec le comité parlementaire, qui pourrait s'étendre jusqu'au mois de mars, et ensuite demander un rapport du comité modifié pourrait être envoyé à la Chambre, ce qui nous amènerait probablement après le premier avril? Même si nous étions plus content du bill, il y aurait un grand délai. Nous pouvons dire aussi, monsieur le président, qu'il y a des choses que nous n'aimons pas. Nous pensons qu'il y a certaines omissions, mais nous appuyons le bill tel qu'il est, à condition que le

[Texte]

mittee can make certain riders in its report pointing out where we feel the shortcomings are. In other words, Mr. Chairman, we are certainly in a bind—and I think this is the answer to your questions—and we do not want to delay this anymore because the veterans have waited since 1965. You know, there were 2½ years involved in the Woods Committee Report and a considerable amount of time since. Once that Bill hits the House of Commons I just do not think that we can afford to delay it any further.

Mr. Marshall: I am just sorry that we were so naive three, four, five or six months ago, when we should have been doing the shouting.

As you know, it will be very difficult to have any changes made and, if any changes are made after April 1st, it will take another two or three years. A lot of the veterans never are going to see the day when the changes might come about. However, I will pass, Mr. Chairman.

• 1030

The Chairman: Thank you, Mr. Marshall. Mr. Cullen.

Mr. Cullen: Mr. Chadderton, as you probably know and as you have indicated in your brief, we did make our recommendation. I was interested in your comment that you felt that the report which showed 1,217 would in essence qualify was a fair report and was a fair reflection of those who should qualify for the exceptional incapacity.

Mr. Chadderton: Yes. The veterans organizations endorsed—it was part of that study group. The figures were given to us to study and it was left to us either to endorse them or say that we did not agree with them and we did agree with them. We felt they were very fair.

Mr. Cullen: Although it is only roughly in 4 who will be getting this, they are the people who really are entitled and you are not holding out false hopes for the other 3,000.

Mr. Chadderton: No, definitely not.

Mr. Cullen: I also want to commend you, sir, for using the word "deferred" because as we have heard from budget talks and such, we are in a kind of tight situation right now and budgets have been frozen. I would hope that "deferred for the time being" does not mean a couple of years of something and as soon as Bill C-203 is passed, in whatever form, you will be right back before us again. From my reading of what the Minister said in his speech, I think we have squeezed the orange about as tightly as we can, but I think maybe when this Bill becomes law we can come back maybe with the other half of the orange. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Cullen. Are there any other question? Mr. Foster.

Mr. Foster: I have a question. Mr. Chadderton, you suggested that if we had made the maximum \$3,500 instead of \$2,400 it would have cost about an extra

[Interprétation]

comité puisse apporter certaines corrections dans son rapport en indiquant les défauts que nous trouvons au bill. En d'autres termes, monsieur le président, nous sommes certainement pris par le temps et je pense que c'est là la réponse à votre question. Nous ne voulons pas occasionner un plus grand délai parce que les anciens combattants ont entendu depuis déjà 1965. Vous savez, que le rapport de la commission Woods a pris 2½ ans et qu'il s'est écoulé beaucoup de temps depuis. Une fois le projet de loi rendu à la Chambre des communes je ne pense pas que nous puissions nous permettre de le retarder encore plus.

M. Marshall: Je regrette seulement que nous ayons été si naïfs il y a 3, 4, 5 ou 6 mois, car c'est alors que nous aurions dû parler.

Comme vous le savez, il sera très difficile d'obtenir des changements et si des changements sont faits après le premier avril, cela prendra encore 2 ou 3 ans. Un grand nombre d'anciens combattants ne verront jamais le jour où le changement pourrait se réaliser. J'ai terminé, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Marshall. Monsieur Cullen.

M. Cullen: Monsieur Chadderton, comme vous le savez probablement et comme vous le dites dans votre mémoire, nous avons fait notre recommandation. Vous avez trouvé que le rapport qui dit que 1,217 personnes se qualifient est un rapport exact et donne une bonne idée de ceux qui sont invalides pour cause exceptionnelle.

M. Chadderton: Oui. Les associations d'anciens combattants ont approuvé, et cela faisait partie du groupe d'étude. On nous a donné ces chiffres à étudier afin que nous disions notre accord ou notre désaccord. Nous pensions qu'ils étaient justes.

M. Cullen: Même s'il n'y en a que quatre qui y ont droit, vous ne donnez pas de faux espoirs aux 3,000 autres personnes.

M. Chadderton: Définitivement non.

M. Cullen: Je voudrais aussi vous féliciter, monsieur, pour avoir utilisé l'expression «remis à plus tard», parce que les budgets, d'après ce que j'ai entendu dire, sont actuellement figés. J'espère cependant que «remis, pour le moment» ne veut pas dire quelque deux ans. Dès que le Bill C-203 sera adopté, vous reviendrez devant nous. D'après ce que j'ai lu dans le discours du Ministre, je pense que nous avons obtenu tout ce qui était possible, mais lorsque le bill sera devenu loi, je pense que nous pourrons essayer d'en avoir encore plus. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Cullen. Est-ce qu'il y a d'autres questions? Monsieur Foster.

M. Foster: Monsieur Chadderton, vous parlez du maximum de \$3,500 au lieu de \$2,400 et cela coûterait \$500,000 par année. Comment êtes-vous parvenu à ce chiffre?

[Text]

\$500,000 a year. How was this figure arrived at? Was it based on a sort of average cost per 1,217 people who would have qualified? On the top of page 4.

Mr. Chadderton: Yes, it was arrived at this way, Mr. Foster. The first estimate of the cost of the Woods recommendation was done by departmental people on the basis of a review file which came out at so much money.

Mr. Foster: Yes, it said \$2,500,000.

Mr. Chadderton: Yes, something of that nature. Then we took another look at the report from the Medical Advisory Branch and on the basis of that, a dollar value was placed on it. They said that if you make the grants at the amount in the White Paper, it would cost \$1 million, if you make the grants at the amount proposed by the veterans organizations, which was very similar to that approved by this Committee, it would cost \$2.5 million. The only figure that has not gone in front of this Committee is our own estimate—and I point out it is our own—of the cost of the present recommendation in the Bill, which is the \$2,400 limit. However, you do not have to be too clever a mathematician to figure out that by using those other two figures of \$2.5 million and \$1 million this would cost \$2 million to do it the way Bill C-203 proposes. So the cost of going that extra mile, as proposed by this Committee, would have been \$500,000.

Mr. Foster: Yes.

Mr. Chadderton: I believe those figures are completely accurate.

Mr. Foster: You said you had some considerable reaction from four groups including the Amps—I have forgotten the names of the other three. About how many veterans are members of these four groups?

Mr. Chadderton: The membership of the War Amputations of Canada is approximately 2,800; Sir Arthur Pearson Association of War Blinded is about 150; Canadian Paraplegic Association which also has partial paraplegics in its membership is about 215 and the War Pensioners of Canada would be approximately 4,000.

Mr. Foster: Yes.

Mr. Marshall: May I ask a supplementary?

The Chairman: Yes, Mr. Marshall.

Mr. Marshall: Would it be fair to ask Mr. Chadderton if he has these complaints in writing, if we can have them tabled here at the Committee and have copies for the members?

The Chairman: Would Mr. Chadderton have a copy?

Mr. Chadderton: There is one problem, though, with that, Mr. Marshall, and I know you raised it in debate in the House earlier this month. I think we would have to go back to the author of a letter.

Mr. Marshall: Yes.

[Interpretation]

[Interpretation]

Est-ce que vous avez calculé le coût moyen multiplié par 1,217 personnes qualifiées? Au début de la page 4...

Mr. Chadderton: Oui, nous y sommes arrivés de cette manière, monsieur Foster. La première évaluation du coût—de la recommandation Woods—a été faite par les fonctionnaires du Ministère à partir du registre de révision, et ils sont parvenus à ce montant.

Mr. Foster: Oui, c'était \$2,500,000.

Mr. Chadderton: Oui, quelque chose de ce genre. Nous avons alors examiné à nouveau le rapport du Service consultatif médical pour déterminer une valeur monétaire. On dit qu'en payant les indemnités préconisées dans le Livre blanc, cela coûterait un million de dollars, mais que les indemnités proposées par les associations d'anciens combattants ainsi que par le Comité s'élèveraient à 2.5 millions de dollars. Le chiffre qui n'a pas été communiqué au Comité est le nôtre, qui provenait de notre évaluation du coût de la recommandation qui figure dans le projet de loi, c'est-à-dire un maximum de \$2,400. On n'a pas besoin d'être un bon mathématicien pour trouver à partir des deux autres chiffres, soit 2.5 millions et un million, que selon le projet de loi, cela coûterait 2 millions. Ainsi, en poursuivant, comme il a été proposé par le Comité, cela aurait valu \$500,000.

Mr. Foster: Oui.

Mr. Chadderton: Je pense que ces chiffres sont tout à fait exacts.

Mr. Foster: Vous dites avoir reçu bien des réactions de la part de quatre groupes, dont les amputés de guerre, mais j'ai oublié le nom des trois autres. Combien d'anciens combattants font-ils partie de ces quatre groupes?

Mr. Chadderton: Il y a environ 2,800 amputés de guerre, 150 membres de la Sir Arthur Pearson Association of War Blinded, l'Association canadienne des paraplégiques en comprend 215 et les pensionnés de guerre du Canada sont environ 4,000.

Mr. Foster: Oui.

Mr. Marshall: Puis-je poser une question supplémentaire?

Le président: Oui, monsieur Marshall.

Mr. Marshall: Pourrait-on demander à M. Chadderton s'il a reçu des plaintes écrites, et si c'est le cas, pourrions-nous en prendre connaissance?

Le président: Est-ce que M. Chadderton en aurait un exemplaire?

Mr. Chadderton: Il y a un problème, cependant, monsieur Marshall, et je sais que vous l'avez soulevé à la Chambre plus tôt ce mois-ci. Je pense qu'il faudrait en parler à l'auteur de chaque lettre.

Mr. Marshall: Oui.

[Texte]

Mr. Chadderton: I am thinking about letters that went to the Minister of Veterans Affairs. If somebody had written to him before he could table it, obviously he would have to say to the fellow, "Do you mind if this letter is tabled?" That would be our only problem. However, I certainly could get permission to table for this Committee, letters from our branches written by presidents or secretaries because they are official. When it gets to individuals, I think we would really, in fairness, go to the individuals and say, "Would you grant permission to have the letters tabled?" If that is what the Committee wishes, I would be quite happy to do it.

Mr. Marshall: Would you do that, Mr. Chadderton?

• 1035

The Chairman: Mr. Marshall, this seems to raise a problem. What is being asked, gentlemen, is that these letters be published as an appendix to the report. Is this exactly what you are asking, Mr. Marshall?

Mr. Marshall: Yes, if that is legal and if it is permissible, I will accept that.

The Chairman: I am not too, too familiar as to exactly what it would entail in this publication. Perhaps Mr. Knowles could enlighten us on that particular one.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I think it is more Mr. Chadderton's problem than ours. If he presents us with a document, we have no problem making it an appendix to our report. I do appreciate his problem. As MPs we run into this all the time. People write us and sometimes they say we can use their letters in the House of Commons, but if we do, many a person feels hurt about it afterwards.

The Chairman: Gentlemen, under the conditions expressed by Mr. Chadderton, would it meet—first of all we will hear Mr. Cullen.

Mr. Cullen: I am not opposed to the filing of these documents, but I feel that Mr. Chadderton and Mr. McFarlane are bringing the points before us that they do not approve of. The Bill has been praised for the things that are good in it and I think they are outlining where they feel the Bill falls short. I would expect that this is an expression of the kind of complaints they have received. It would be my feeling that their complaints would fall in the exceptional disability, that the amount is not high enough, the 9 or 10 items—I have forgotten the number—that in effect were deferred and that those who are complaining would want one or the other of those to come in. Mr. Marshall, I am just wondering what is to be gained by having them? We know what the complaints are; I do not think there is any question about that.

Mr. Marshall: The thing to be gained is the settlement in my mind that this is not as good a Bill as we thought it was. I did not get a letter of commendation from the various complaints that I had about the increases and about the shortcomings. Now we hear that there are literally thousands. Before we take firm steps, I would like to know, because we will not see any more changes for a very long period of time. For example, the 10 per

[Interprétation]

M. Chadderton: Je pense à des lettres que le ministre des Affaires des anciens combattants a reçues. Quelqu'un devrait écrire aux auteurs des lettres et leur demander s'ils acceptent que leurs lettres soient lues au Comité. Ce serait notre seul problème. Je pourrais cependant obtenir la permission de vous faire lire des lettres en provenance de nos divers services et écrites officiellement par des présidents ou des secrétaires. Dans les autres cas, il faudrait sûrement demander la permission des auteurs des lettres. Si c'est ce que les membres du Comité désirent, je serais très heureux de le faire.

M. Marshall: Pourriez-vous le faire, monsieur Chadderton?

Le président: M. Marshall, cela semble soulever un problème. On demande, messieurs, que ces lettres soient publiées en appendice au rapport. Est-ce que c'est ce que vous demandez, monsieur Marshall?

M. Marshall: Oui, si c'est légal, c'est ce que je veux.

Le président: Je ne suis pas très familier en ce qui concerne les formalités. Peut-être que M. Knowles pourrait nous éclairer à ce sujet.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je pense que c'est encore plus du ressort de M. Chadderton que du nôtre. S'il nous présente un document, il nous est très facile de le mettre en appendice à notre rapport. Nous reconnaissions son problème, car comme députés, cela nous arrive souvent. Les gens nous écrivent et disent: «Vous pouvez utiliser ma lettre à la Chambre des communes», mais par la suite, plusieurs en blessés.

Le président: Messieurs, aux termes des conditions exprimées par M. Chadderton, tout d'abord, nous entendrons M. Cullen.

M. Cullen: Nous ne sommes pas opposés au classement des lettres, mais nous croyons que M. Chadderton et M. McFarlane nous présentent des points qu'ils n'approuvent pas. Ils ont approuvé les bons points du projet de loi, mais je pense qu'ils veulent indiquer les déficiences qu'ils y trouvent. Je crois que cela ressemble au genre de plaintes qu'ils ont reçues. Je pense qu'ils n'aiment pas que le montant réservé à l'invalidité pour cause exceptionnelle soit si peu élevé, ni que 9 ou 10 questions aient été remises à plus tard, alors qu'ils voudraient qu'on en rappelle une ou deux. Je me demande seulement, monsieur Marshall, ce qu'on y gagnerait? Nous sommes au courant des plaintes, sans aucun doute.

M. Marshall: Je pense que nous verrions alors que ce projet de loi n'est pas aussi bon que nous le croyions. J'ai reçu des lettres de plaintes, et aucune n'exprimait un contentement en ce qui concerne les augmentations, et les déficiences du projet de loi. On nous dit maintenant qu'il y en a des milliers. Avant que nous passions à une étape plus importante, j'aimerais être certain, parce que nous ne verrons plus de changements avant longtemps. Par exem-

[Text]

cent increase in the disability pensions and the 15 per cent increase for war veterans allowances could go forward as a separate amendment to the Bill, but if there are shortcomings we should deal with them now, because it is going to be too late.

Mr. Blair: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Blair, I have Mr. Loiselle and Mr. Guay and then I will recognize you.

Mr. Loiselle: My question is not on the same subject.

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, I would like to support Mr. Cullen in this particular regard. I do not see any benefit to be gained by putting the Legion to all the trouble of making a report on these particular letters. I think that surely we have responsible people here making representations on behalf of the Legion and certainly they can bring these matters to our attention which they are doing at the moment. I do not believe we will benefit by these very specifics. I want to go on record as saying that I do not favour that particular method.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I want to make the same point Mr. Guay has made. The gentlemen who are before us are officers of important national organizations; they speak with the full responsibility of their office. They have told us what they think and why and the types of representations that they have had. I think it would almost be an interference in their affairs for us to insist that they prove to us why it is they have formulated these opinions. I think we should accept their evidence and comments as it has been given without putting them to this extra trouble.

The Chairman: Thank you, Mr. Blair. Mr. Knowles?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, although we may not want to insist that the representatives before us do this, I think that we should make it clear to them that if they would like to do so, we will include whatever they present to us in our records. I support Mr. Marshall's position. I have been thinking about it since I have been sitting here and I think I have had one letter of approval of what has been done. It was from the wife of one of the amputees who appeared before us. She just hopes he will be well enough to enjoy it when it comes. All the rest of the letters I have had from individual veterans and members of the various organizations have been critical and shown disappointment. If we want to table our own letters, we could make up quite a file, but of course that is in our hands. I agree with Mr. Guay and Mr. Blair that we must not insist what these people do, but I think they should be permitted to do it if they wish and should know that if they would care to bring back the supplementary document, we will include it in the record.

[Interpretation]

ple, l'augmentation de 10 p. 100 dans le cas des pensions d'invalidité et celle de 15 p. 100 dans le cas des allocations aux anciens combattants pourraient être proposées comme amendements distincts au projet de loi, mais s'il manque quelque chose, il faudrait s'en occuper immédiatement, parce que sinon il sera trop tard.

M. Blair: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Blair, vous aurez la parole après M. Loiselle et M. Guay.

M. Loiselle: Ma question ne se rapporte pas au même sujet.

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): Monsieur le président, j'aime-rais exprimer mon appui à M. Cullen à ce sujet. Je ne vois pas ce que l'on gagnerait à faire rédiger par la Légion un rapport sur ces lettres. Je pense qu'il y a ici des personnes assez responsables pour bien représenter la Légion et pour bien nous expliquer ce qu'ils font actuellement. Je veux bien indiquer que je ne suis pas en faveur de cette idée.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur le président, je veux faire remarquer la même chose que M. Guay. Ceux qui sont ici ce matin représentent des associations nationales importantes, et ils parlent à ce titre. Ils nous ont dit ce qu'ils pensaient et le genre de demandes qui leur ont été adressées. Je pense que ce serait intervenir dans leurs affaires que d'insister pour qu'ils nous prouvent pourquoi ils ont exprimé de telles opinions. Je pense que nous devons accepter leur témoignage et leurs commentaires sans leur imposer tout ce travail.

Le président: Merci, monsieur Blair. Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, sans insister pour que les représentants le fassent, je pense que nous devrions leur faire comprendre que s'ils sont disposés à le faire, nous inclurons dans nos dossiers tout ce qu'ils voudront bien nous soumettre. Je suis d'accord avec M. Marshall. J'y pense depuis que je suis assis ici, et je crois avoir reçu une lettre d'approbation. L'épouse d'un des amputés a témoigné à l'une de nos réunions. Elle espère seulement que son mari sera assez bien pour en profiter quand l'indemnité supplémentaire leur sera versée. Toutes les autres lettres étaient remplies de critiques, et provenaient d'anciens combattants qui font partie de différentes associations. Si nous voulons consigner ces lettres, nous aurons tout un dossier, mais bien sûr, elles restent entre nos mains. Je suis d'accord avec M. Guay et M. Blair que nous ne devons pas insister pour que les témoins le fassent, mais s'ils veulent nous rapporter d'autres documents, nous les inclurons dans le dossier.

[Texte]

• 1040

Mr. Guay (St. Boniface): May I have a supplementary, Mr. Chairman?

The Chairman: Mr. Guay, on a supplementary.

Mr. Guay (St. Boniface): I hope Mr. Knowles is not suggesting just because he only received one favourable letter that this does not speak for the whole of the Committee. Possibly if we were to make an assessment also of all the members of the House with regard to the type of letter they have received it would change the picture of that of Mr. Knowles. In my case I think it would.

I do not think we should go into detail. We are just bogging the thing down by going into these various details as to what we have received, what we have not received or as to how many complaints we have received. We should be dealing with the delegation as it is today and I think we would make a lot more progress, Mr. Chairman.

Mr. Marshall: I would say we are bogging with two or three years of the end of the life of many veterans who have suffered long enough in the field.

The Chairman: I think we could go on arguing... Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I just want to say this. I support the view that Mr. Marshall has put forward. On this Exceptional Incapacity Allowance we are in a worse bind than even Mr. Marshall has suggested. The only thing for which April is the effective date is the 10 per cent increase in disability pensions and the 15 per cent increase in War Veterans Allowance. As I understand it, when this Bill becomes law its provisions are effective.

The Chairman: As I understand, Mr. Knowles, the intention is to pass it as you have stated so that this legislation becomes law when passed. Necessarily the first intention was to expedite matters and I believe the date of April 1 was somewhat understood to be perhaps the deadline to have the Bill passed in order to make it law as soon as possible.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That date applies only to the...

The Chairman: It does, but I do believe the intention, and perhaps I could be corrected, is that it would be made law.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It has to be. If you read the last Clause on page 41 when this law comes into force—and there is no proclamation date or anything like that—therefore, once it is passed by us and by the Senate and given royal assent, it is law. It seems quite clear to me. The other day the Minister talked about all of this being in effect in February. As I say, that puts us in an even worse bind. I still think this \$2,400 should not stay without our attempting to get it up to \$3,500.

Le président: Monsieur Émard.

[Interprétation]

M. Guay (St-Boniface): Me permettez-vous une question supplémentaire, monsieur le président?

Le président: M. Guay pose une question supplémentaire.

M. Guay (St-Boniface): M. Knowles ne suggère pas que parce qu'il n'a reçu qu'une seule lettre d'approbation que cela ne représente pas la situation de tout le Comité. Certainement que si les autres députés disaient la nature des lettres qu'ils ont reçues cela changerait le tableau, du moins dans mon cas. Peut-être pourrions-nous résumer l'affaire. Nous devrions, je pense, ignorer ce côté de la question et procéder sur le plan plus important. Nous devrions nous en tenir à l'exposé de la délégation d'aujourd'hui et faire plus de progrès.

M. Marshall: Nous nous concentrons sur deux ou trois des dernières années de vie des anciens combattants; nous avons assez souffert au front.

Le président: Nous pouvons poursuivre. Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Étant donné ce que M. Marshall a proposé, je pense que nous sommes en cela dans une pire situation que celle que M. Marshall a mentionnée. Ce qui est important, ce qui doit être décidé le 1^{er} avril c'est le 10 p. 100 d'indemnités d'invalidité et le 15 p. 100 d'allocation de guerre. Quand ce projet devient loi, ses dispositions sont applicables dès qu'elle est en vigueur.

Le président: L'intention peut être de passer le bill, comme vous l'avez mentionné. Une fois adopté, ce projet devient loi et je pense que le 1^{er} avril est considéré comme la limite pour adopter le bill et le mettre en vigueur.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Cette date ne vise que...

Le président: Nous sommes d'accord que dès que le bill est adopté il devient loi.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nécessairement. Vous voyez à la page 41 que ce projet devient loi et est en vigueur sans proclamation dès qu'il est adopté au Sénat et sanctionné par décret royal; cela me semble très précis. Je pense encore que ce \$2,400 ne doit pas être accepté sans faire des efforts pour le porter à \$3,500.

The Chairman: Mr. Émard.

[Text]

M. Émard: Je pense que certains députés, ici, essaient d'aller plus loin que le Comité ce matin, que l'Association des vétérans. Parce que je pense qu'on perd un temps énorme aussi.

Si on lit à la page 20 ici, tel que M. Chadderton l'a dit tout à l'heure, il dit ici: C'est donc à l'unanimité que nous sommes disposés à appuyer, dans son présent libellé, le projet de loi C-203.

Alors, je ne peux pas voir pourquoi on voudrait aller plus loin, ici, qu'est-ce qui est amené dans le présent bref, là, ce matin. Pourquoi est-ce qu'on irait plus loin?

Le président: Merci monsieur Émard. Monsieur Foster.

Mr. Foster: Mr. Chairman, Mr. Marshall's question was subsequent to my inquiries about the number of veterans in these four groups who had raised most of the protest. I, for one, am quite happy to take Mr. Chatterton's and Mr. MacFarlane's word for it that there were substantial protests against this provision. It seems to me if we are going to start having letters tabled opposing this then we should have all the letters received which were in favour tabled. I do not think we should get into this. I am willing to take their word for it. If members of the Opposition want to make amendments to this clause when we get to the clause-by-clause study we can do it. This is what we want to do: get the Bill dealt with. If there is support for amendments, they will pass.

I would like to go back to this figure of 1,217 people of the 5,000 who are 100 per cent pensioners who possibly could qualify. Is it safe to say that these 1,217 would probably be the only people to qualify for this even in the future? Are the disabilities of the remaining 3,800 such that some of them would qualify at a later stage?

The Chairman: Mr. Chadderton, I am sorry if you were interrupted in the remark that you had made and the subsequent supplementary remarks that were made concerning the publishing of these letters and the difficulties now being presented such as the suggestion that each member also has received correspondence. Before proceeding any further perhaps we could check if these people writing in would accept the fact that their letters be published? Is it understood? The suggestion made by Mr. Knowles was that if the Council does decide to produce these letters they be published as an appendix.

• 1045

M. Émard: Monsieur le président je ne crois pas que ce soit nécessaire. Si M. Marshall veut se libérer la conscience, il peut toujours demander une entrevue avec M. Chadderton et examiner les lettres qui y ont été envoyées. Il n'est sûrement pas nécessaire que ces lettres soient remises au Comité. C'est un délai inutile.

M. Guay (Saint-Boniface): Je suis d'accord avec vous.

The Chairman: Would it be the consensus of this meeting here that this thing be left as such, and that the strength of these letters, as expressed by Mr. Chadderton, be accepted as such?

Mr. Marshall: I would like to write to the veterans' association myself in that matter.

The Chairman: Thank you.

[Interpretation]

Mr. Émard: Mr. Chairman, I think this Committee is going beyond the National Veterans Organization of Canada. It seems to me that we are exhausting precious time. On page 20 of the Bill, this concurs with what Mr. Chatterton said: It is unanimously that we are willing to second as worded Bill C-203.

So, I can't see why we would care to go beyond the intention of the brief.

The Chairman: Thank you, Mr. Émard.

Mr. Foster: Monsieur le président, la question de M. Marshall a suivi la mienne au sujet du nombre d'anciens combattants faisant partie des quatre catégories qui ont protesté. J'accepte la parole de M. Chatterton et de M. MacFarlane qui disent que les protestations à l'égard de cette disposition ont été nombreuses. Il me semble que si nous devons consigner ces protestations contre la présente disposition nous devons aussi déposer les lettres, qui ne s'opposent pas à cette mesure. Je ne crois pas que nous devrions nous engager sur cette voie. Si les membres de l'opposition désirent proposer des amendements, ils pourront le faire quand nous l'étudierons article par article; c'est ce que nous voulons, et s'ils jugent à propos de faire des amendements, ils en auront l'occasion.

J'aimerais revenir à ce chiffre de 1,217 parmi les 5,000 pensionnés à 100 p. 100 qui pourraient devenir admissibles; peut-on affirmer que ces 1,217 seront probablement les seuls qui seraient admissibles ultérieurement? L'invalide des 3,800 autres est-elle de nature à les rendre admissibles plus tard?

Le président: Monsieur Chadderton, je regrette que vous ayez été interrompu dans votre commentaire par certaines remarques, relativement à la publication des lettres, étant donné que chaque député a reçu de nombreuses lettres, il conviendrait de savoir si les personnes qui les ont écrites consentent à ce qu'elles soient publiées. Sommes-nous d'accord, suivant la proposition de M. Knowles, que si le Conseil produit ces lettres, elles seront publiées en annexe?

Mr. Émard: I do not think it is necessary but if Mr. Marshall is bothered by his conscience he can always ask for an interview with Mr. Chatterton and look at the letters that were received. It certainly is not necessary that these letters be submitted to the Committee. It is a useless loss of time.

M. Guay (St-Boniface): Agreed.

Le président: Est-ce que le Comité est d'avis que nous laissons la situation telle quelle et que nous acceptons ce que M. Chatterton a exprimé.

Mr. Marshall: J'aimerais moi-même écrire à l'association des anciens combattants touchant cette question.

Le président: Merci. Monsieur Foster.

[Texte]

Mr. Foster: My question was—is this likely to be the full group or in the years to come will some more develop from the 3,800 one-hundred-per-cent pensioners who are not apparently in the position to qualify for this now?

Mr. Chadderton: I am just looking over the actual cases which were reviewed by the Medical Advisory Branch and about 90 per cent of these cases are fixed disabilities, things like amputation, paraplegia, that type of thing. The other 10 per cent are the type of thing that could progress. Multiple sclerosis is bad but it could get worse. The Commission might say, well this man qualifies for \$400 now and he may qualify for \$800 in a year's time. I do not really know. I think that a study would have to be carried out to give us the accurate figure but I would think that 90 per cent of these are a kind of stable group of severe pensioners. Dr Richardson and his people might want to add something to this.

Mr. Foster: That answers my question, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Loiselle.

M. Loiselle: Monsieur le président, tous et chacun désirent, autant les membres de votre association que le Comité, que le projet soit adopté le plus tôt possible par la Chambre.

Je comprends que probablement tous vos membres et tous les membres du Comité désirent que les bénéfices soient accrus de façon considérable, mais tous admettent actuellement que nous offrons beaucoup plus que ce que votre association espérait peut-être obtenir au début.

Je voudrais préciser deux points monsieur. Vous semblez avoir des craintes au sujet des offres faites actuellement par le gouvernement pour les cas exceptionnels d'invalidité et les cas de litige qui pourraient exister entre la Commission canadienne des pensions et la Commission de révision des pensions.

Êtes-vous prêts à accepter les propositions gouvernementales au nom de tous vos membres?

Mr. Chadderton: Mr. Loiselle, if I understood the question and I hope I did, we have stated our policy in this brief. We have certain reservations but we are quite prepared to support the Bill as it is in order to get it through as quickly as possible.

Mr. Loiselle: All right, but among those reservations there, do you mean concern?

Mr. Chadderton: Yes.

Mr. Loiselle: Is it only the exceptional incapacity and the problem that could cause an appeal? Is that what leads to your concern?

Mr. Chadderton: That is quite correct. The exceptional incapacity, leave to reopen, and the procedures for the proposed Pension Review Board. We are hoping to deal with it as two different things, sir.

Mr. Loiselle: All right. It does not mean anything then. We are agreed that you would not prefer that we give rights to all the recommendations of the Woods Report

[Interprétation]

M. Foster: Est-il possible que ce groupe, parmi les 3,800 pensionnés à 100 p. 100 et qui ne sont pas admissibles présentement le deviennent au cours des années?

M. Chadderton: Je pense M. Foster, je pense au cas réels revus par le conseil médical et environ 90 p. 100 de ces cas sont complètement invalides, amputations ou autres. Environ 10 p. 100 sont des cas qui peuvent s'aggraver et qui au cours du temps pourraient être admissibles; le conseil pourrait déterminer que le requérant a droit à \$400 aujourd'hui, peut-être \$800 plus tard. Je ne saurais vous donner les chiffres exacts, mais je pense que nous étudions 90 p. 100 de ceux qui sont admissibles à la pension. Le Dr Richardson et ses adjoints voudront peut-être ajouter quelque remarque à ce sujet.

M. Foster: Cela répond à ma question.

Le président: Monsieur Loiselle.

M. Loiselle: Mr. Chairman, we all wish, members of the Association as well as of the Committee, the quick passing of the Bill in the House of Commons.

I understand that, probably, all members of your association and all members of the Committee are in favour of a substantial increase in benefits, but all admit that we presently offer much more than what your association expected possibly at the outset.

I would like to make two points clear, Mr. Chairman. The witness seems to fear actual offers made by the Government for exceptional cases of incapacity, a bone of contention between the Canadian Pension Board and the Review Board.

Are you and the members of your association, yes or no, prepared to accept the Government's proposals?

M. Chadderton: Je pense, monsieur Loiselle, si j'ai bien compris, que nous avons déclaré qu'en principe nous avions des réserves mais que nous sommes très disposés à appuyer le bill tel qu'il est, afin d'en hâter l'application.

M. Loiselle: Mais étant donné ces réserves vous voulez dire préoccupations?

M. Chadderton: Oui.

M. Loiselle: Dans le seul cas d'invalidité exceptionnelle et les causes d'appel?

M. Chadderton: Oui c'est cela. Cas exceptionnel d'invalidité qui fait exception dans les procédures du Conseil de révision. Nous comptons en faire deux sujets de débat.

M. Loiselle: C'est bien. Cela ne signifie donc rien. Nous sommes d'accord pour dire que vous préférez que nous n'accédions pas à toutes les recommandations du rapport

[Text]

and some of the secondary reports. But so far, Bill C-203 is your main concern now.

Mr. Chadderton: Yes.

Mr. Loiselle: Yes, the main one.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Loiselle.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, my question concerns a bit of discussion between you and Mr. Knowles, but it also concerns the more than 200,000 veterans who are pensioners who are expecting an increase in their pensions on April 1, and the war veterans allowance recipients.

Now this may not seem to be apropos at this point, but I assure you it is. Is that particular increase across the board—does it have anything to do with the passage of this bill? In other words, if we take one month or two months or three months to pass this bill, will that increase still be granted on the first day of April? What is the relationship between the two at this particular point?

As I see it, I do not see anything in the Order Paper or anything else that provides for that increase. Is it to be another section to this bill, or how is it done?

I am asking for your advice, really, because it could have a very great bearing on how much time we are going to take here. I am prepared to sit here till hell freezes over to get a good bill, but I do not want to see those veterans denied their increases on the first day of April at the same time. So what is the correlation?

An hon. Member: You should have asked that of the Minister.

The Chairman: Yes, perhaps the question should have been addressed to the Minister. As I understand it, Mr. MacRae, if we expedite passing of this bill, it will become law as soon as it receives royal sanction. The further we delay it the further on it goes, and the longer the veterans have to wait for the application of what is being brought forth. So perhaps we should get further advice from...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, this question that Mr. MacRae is asking was put to the Minister the other day. He made it quite clear that those 10 and 15 per cent increases are to be done by way of a supplementary estimate, a \$1 item in the Estimates. Morally there may be a connection, but legally there is no connection.

Mr. MacRae: Oh, there is not. Thank you.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. MacRae: Well, my question was answered then.

The Chairman: Mr. MacLean.

Mr. MacLean: I have a brief supplementary question by way of clarification. The estimated additional cost for the higher ceiling of \$3,500 amounts to, you estimate, \$500,000. You say there are 1,217 veterans involved. If you take the round figure of 1,250 veterans involved, that would come out at an average of only \$400. So it means

[Interpretation]

Woods et autres rapports de seconde importance. Mais, jusqu'à présent, le bill C-203 vous inquiète par-dessus tout.

M. Chadderton: Oui.

M. Loiselle: Oui, votre principal souci.

The Chairman: Thank you, Mr. Loiselle. Monsieur MacRae.

M. MacRae: Monsieur le président, ma question a trait à un point soulevé par vous et M. Knowles mais cela concerne aussi les plus de 200,000 anciens combattants qui espèrent obtenir des augmentations de pension le 1^{er} avril et ceux qui reçoivent des allocations.

Il est possible que ce ne soit pas le moment d'en parler; mais, si la pension peut être augmentée de façon générale est-ce que cela a à voir avec l'adoption de ce bill. Disons que ce bill ne soit adopté avant deux ou trois mois, l'augmentation accordée le 1^{er} avril? Quel est le rapport?

Je ne vois rien qui indique que cette augmentation soit prévue. Est-ce que cela doit être inséré dans le bill ou comment procédera-t-on?

Je vous demande votre avis, car cela pourrait avoir une portée considérable sur la durée des séances. Je suis prêt à siéger jusqu'à la fin des temps pour obtenir un projet de loi satisfaisant mais je ne veux pas non plus que ces anciens combattants soient privés de leurs augmentations de pension le 1^{er} avril. Alors, quel est le rapport entre ces deux points?

Un député: Vous devriez le demander au ministre.

Le président: Oui la question aurait peut-être du être adressée au ministre. Si je comprends bien, monsieur MacRae, si nous pressions l'adoption du bill, il deviendra loi sitôt la sanction royale. Plus nous tardons, plus son adoption recule et plus longtemps les anciens combattants en attendent l'application. Il serait donc peut-être sage d'obtenir d'autres conseils de...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, la question de M. MacRae a été posée au ministre l'autre jour et il a dit très clairement qu'il y aurait 10-15 p. 100 d'augmentation des pensions dans les crédits supplémentaires, une estimation de \$1. Moralement, il peut y avoir un rapport; mais, légalement, il n'y en a pas.

Mr. MacRae: Ah, il n'y en a pas? Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur.

M. MacRae: On a répondu à ma question.

Le président: Monsieur MacLean.

Mr. MacLean: L'évaluation des frais supplémentaires pour le plafond de \$3,500 est d'un demi million de dollars. Vous parlez de 1,217 anciens combattants. Si vous prenez le chiffre arrondi de 1,250 anciens combattants intéressés, cela donne une moyenne de \$400 et sur ces 1,250 seulement un très petit nombre serait admissible

[Texte]

that of that 1,250 there would be only a small number, a very few that would qualify for the maximum. So we are concerned, in varying degrees, with a smaller number than the 1,217, in actual fact.

Mr. Chadderton: That is correct. Mind you, Mr. Chairman, there would also be some upgrading of those in the less severe categories. But you see, the full intent of the multiple disabilities briefs of the veterans' organizations going back 40 years has been to do something for about 200 persons. We have had our sights set on that, and we are not taking them off because we feel very keenly that those are the people for whom something must be done, for whom the maximum must be done.

The Chairman: Thank you, Mr. MacLean. We shall proceed with the second article presented, which is "Presumption" on page 5. I believe Mr. McFarlane will deal with that.

• 1055

Mr. McFarlane: Thank you, Mr. Chairman. Before proceeding, I would just like to make an observation. One of your members stated roughly something along this line. "Let us get on with the adoption of the Bill, there is much more in it than you first hoped for." I do not know what he was referring to as to what we first hoped for.

When the Woods Committee was appointed in 1965, we hoped for a great deal. When we saw their report, we were extremely hopeful. After your hearings and your report to the House of Commons, we found that we could not be as hopeful as previously. We still felt that there would be considerable changes in the government's position from that enunciated in the White Paper. It is true that because of your Committee's recommendations, the government has granted more than was originally proposed in the White Paper. That is the only place where there has been a gain from the program originally outlined in the White Paper. There has been some move by the government to grant additional benefits.

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, I think Mr. MacFarlane is referring, to what I said. I hope that I did not put any doubt or anything there concerning benefits that our veterans could get. I felt when I said that the veteran himself, as the one who is to receive some benefit which he deserves, always expects a little more which is quite natural.

Mr. McFarlane: Yes.

Mr. Loiselle: Since there was a difference between the Woods recommendations and the White Paper and what is proposed now, I was just trying to know if it was satisfactory so far?

Mr. McFarlane: Pretty much, Mr. Chairman. We want to show where we feel there are some flaws in the Bill but we are prepared to support the Bill.

The Chairman: Thank you, Mr. MacFarlane. Gentlemen, before proceeding, the question has been asked whether we are going to carry on beyond the hour of 11 a.m. I believe it is the intention of the Committee to deal with this. Would it meet with your approval if we continued beyond 11 a.m.

[Interprétation]

au maximum de la pension. Nous sommes donc préoccupés, suivant diverses proportions, d'un nombre de cas inférieur à 1,217 en réalité.

M. Chadderton: C'est exact. Il ne faut pas oublier, monsieur le président, que l'augmentation s'applique aux catégories dont l'invalidité est moins grave. Mais, vous constaterez que l'intention de l'organisation, en remontant quarante ans en arrière pour étudier les invalidités multiples vise évidemment à remédier au sort de 200 personnes. C'est ce à quoi nous tendons et nous ne les éliminons pas car nous estimons sérieusement que c'est à leur égard que nous devons réussir dans la pleine mesure.

Le président: Merci, monsieur MacLean. Nous allons passer à la deuxième partie du mémoire à la page 5. Je pense que M. McFarlane nous éclairera.

M. McFarlane: Merci, monsieur le président. Permettez-moi d'abord une observation. Un de vos membres a mentionné quelque chose de la sorte: qu'il offrait beaucoup plus que ce que nous espérions. Je ne sais pas ce qu'il estime que nous avons désiré. Nous espérons—Quand nous avons vu le rapport Woods en 1965, nous étions pleins d'espoir. Après les audiences et votre rapport à la Chambre des communes, nous avons pensé que les changements considérables que le gouvernement changerait sensiblement d'attitude. Il est vrai que les recommandations de votre comité ont amené le gouvernement à accorder plus que le Livre blanc proposait d'après le programme originel. C'est la seule amélioration apportée par le Livre blanc. Il y a eu des mesures de prises par le gouvernement pour assurer des bénéfices supplémentaires.

M. Loiselle: J'espère que vous n'avez pas mal compris ce que j'ai dit. Je n'ai rien contre les prestations que les anciens combattants reçoivent. Je parle de celui qui reçoit des prestations auxquelles il a droit, il espère quand même en recevoir davantage.

M. McFarlane: Oui.

M. Loiselle: Mais comme il y a une distinction entre les recommandations Woods et le Livre blanc et les propositions qui nous sont soumises présentement, j'aimerais savoir si les propositions sont jusqu'à présent satisfaisantes?

M. McFarlane: C'est cela, monsieur le président, nous tenons à signaler qu'il y a des lacunes mais nous sommes également prêts à appuyer le projet de loi.

Le président: Merci, monsieur McFarlane. Je crois qu'il y a encore des questions mais devons-nous poursuivre après 11 heures. Je pense que le Comité a l'intention de régler cette question et, si vous le voulez bien, nous pourrions poursuivre après 11 heures.

[Text]

Mr. MacLean: Perhaps, Mr. Chairman, if we could get some ventilation in the room, I would be prepared to carry on. It is too hot.

The Chairman: I was wondering if for the following meetings the Clerk could perhaps make an attempt to get a room which is ventilated because I do notice that the smoke here does create quite a problem. Thank you.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, Mr. Loiselle just had a suggestion that perhaps you did not hear. Might we sit this afternoon? Would that be possible or impossible? It may not be possible, Mr. Chairman, because of other committees.

The Chairman: We will inquire about getting another room and if it meets with the Committee's approval, we will sit this afternoon.

Mr. MacRae: It might be difficult for others.

Mr. Marshall: Mr. Chairman, I would like to suggest that in future, we meet not only in the morning but throughout as we used to.

The Chairman: Yes.

Mr. Marshall: I think we can cover a hell of a lot more.

The Chairman: Thank you, gentlemen. We shall continue. Page 5, gentlemen.

Mr. MacFarlane: On Clause 7(3), Bill C-203 provides that the presumption as to the medical condition of a person on enlistment may be rebutted on the basis of "medical evidence" that the disability or disabling condition existed prior to such enlistment.

The Woods Committee proposed that rebuttal could be made on the basis of "medical evidence supported by opinions from practitioners not in the employ of the Canadian Pension Commission".

The Standing Committee on Veterans Affairs concurred in this recommendation, with the modification that "practitioners" be defined to mean recognized medical doctors not in the employ of the Canadian Pension Commission.

It would appear that Bill C-203 provides in this respect that rebuttal may be made on the basis of medical evidence without qualification. Therefore, the requirement seen by both the Woods Committee and the Standing Committee on Veterans Affairs, to the effect that medical evidence used in rebuttal would have to be given by medical practitioners not in the employ of the Commission, has been ignored.

This, in our view, greatly reduces the effectiveness of the presumption, as it means that the Commission could rebut a presumption of medical fitness on enlistment by the introduction of opinions provided by its own medical staff. This is literally the same situation as now exists and would represent little improvement.

• 1100

The Chairman: Mr. Chadderton.

Mr. Chadderton: The next item, Mr. Chairman, deals with the continuation of pension at married rates.

The Pension Act, Section 24(1a) provides that pension ceases to be payable on behalf of a married pensioner on the first day of the month following his death. The

[Interpretation]

M. MacLean: Peut-être, monsieur le président, pourrions-nous aérer la pièce. Il fait très chaud.

Le président: Nous pourrions pour les prochaines séances, voir à obtenir une salle aérée. La fumée nous incommode. Merci.

M. MacRae: Monsieur Loiselle vient de faire une proposition. Pourrions-nous en discuter cet après-midi? Ou en serons-nous empêchés par les autres comités?

Le président: Nous allons essayer d'obtenir une autre pièce avant de nous réunir cet après-midi, si cela vous agrée, messieurs.

M. MacRae: Cela causera peut-être des inconvénients à d'autres.

M. Marshall: Je propose qu'à l'avenir nous ayons des séances toute la journée comme autrefois.

Le président: Oui.

M. Marshall: Nous pourrions faire beaucoup plus.

Le président: Merci messieurs, nous allons poursuivre à la page 5.

M. MacFarlane: L'article 7 (3) du Bill C-203 prévoit qu'on doive s'opposer aux cas qui ne sont pas médicalement attestés comme étant antérieurs à l'enrôlement.

Le Comité permanent pour les Affaires des anciens combattants est d'accord sur ce point, et que la définition du praticien soit des médecins reconnus et qui ne soient pas employés par la Commission canadienne des pensions.

Il semble que le Bill C-203 à ce propos accepte que les cas soient reconnus sur présentation d'un certificat médical, sans être attestés.

Il semble donc que la double exigence de la Commission Woods et du Comité permanent pour les Affaires des anciens combattants, à savoir que la preuve médicale évoquée pour rejeter le cas devrait être fournie par des médecins qui ne relèvent pas de la Commission, a été ignorée.

Ceci, à notre avis, affaibli considérablement la présomption, car cela veut dire que la Commission peut réfuter la présomption d'aptitude médicale au moment de l'enrôlement en présentant des avis de son propre personnel médical. La situation demeure la même et apporte peu d'amélioration.

Le président: Monsieur Chadderton.

M. Chadderton: Le passage suivant, monsieur le président, traite de maintenir la pension aux taux de personne mariée.

La loi sur les pensions prévoit à l'article 24 (1a) que la pension cesse d'être versée à l'égard du pensionné marié

[Texte]

Woods Committee recommended that pension continue to be paid for one year for a wife, child or parent at the rate in payment at the time of the pensioner's death in the case of pensioners in Classes 1 to 9. This would provide a period of adjustment before the widow would have to subsist on Widow's Pension only. The Standing Committee on Veterans Affairs recommended that pension continue at married rates for a period of three months following the death of the pensioner. Bill C-203 does not provide for any continuation of pension beyond the provisions of the existing legislation.

If I might anticipate a question there, Mr. Chairman, the cost of the recommendation of your Committee would have been \$92,000 a year.

The Chairman: Is it the intention to receive questions at this time?

Mr. Chadderton: Yes.

The Chairman: Thank you, Mr. Chadderton. Mr. Loiselle.

Mr. Loiselle: Do you mean to say that to accept the recommendation of the Committee of last year to continue the pension to the widow or children for three months would cost the government \$92,000?

Mr. Chadderton: \$92,000 a year, Mr. Loiselle. That was the figure advanced by the Department and concurred in by the Veterans Organizations.

Mr. Loiselle: Thank you.

The Chairman: Do you wish to proceed, Mr. Chadderton. Mr. McFarlane.

Mr. McFarlane: Mr. Chairman, Leave to Reopen, Clause 68. It is proposed in Bill C-203 that Leave to Reopen may be granted only on the authority of the Pension Review Board when an application has been the subject of a decision by an Entitlement Board of the Canadian Pension Commission. Undoubtedly, the requirement that the Pension Review Board rule on all such applications before they can be reconsidered by the Commission will throw an unwarranted burden on the Review Board. In fact, we visualize that this would double or even triple the caseload of the Review Board.

The Woods Committee suggested that the Leave to Reopen provisions under Commission procedures should be streamlined, but that the Commission should be allowed to reopen a case where there was new evidence or an apparent error in procedure, or in fact, or in law; and that this permission should extend not only to cases previously adjudicated upon by the Commission, but also to cases which had been the subject of an adverse ruling by an Appeal Board. It was the contention of the Woods Committee that where an applicant had exhausted his procedural rights under the Commission, he should be free to decide whether he wished to have his case reopened before the Commission, or proceed to the Appeal Board.

The Standing Committee on Veterans Affairs, in its report of June, 1970, endorsed the grounds for Leave to Reopen before the Commission, as suggested by the

[Interprétation]

le premier jour du mois qui suit son décès. La Commission Woods recommande que la pension continue d'être payée pendant un an à l'épouse, à l'enfant ou à la personne à charge au taux de vigueur lors du décès du pensionné des classes 1 à 9. Ceci supposerait une période d'ajustement avant que la veuve ait à subvenir à ses besoins avec sa seule pension de veuve. Le Comité permanent pour les Affaires des anciens combattants recommande de continuer de verser la pension aux taux de personne mariée pendant trois mois après le décès du pensionné. Le bill C-203 ne prévoit pas le versement ultérieur de la pension en dehors des dispositions actuelles de la loi.

Pour prévenir une question, j'ajoute, monsieur le président, que le coût d'application de la recommandation de votre Comité s'élèverait à \$92,000 par année.

Le président: Avez-vous l'intention de répondre aux questions maintenant?

M. Chadderton: Oui.

Le président: Merci, monsieur Chadderton. Monsieur Loiselle.

M. Loiselle: Voulez-vous dire que d'accepter la recommandation du comité de l'année dernière, à savoir continuer de verser la pension à la veuve et aux enfants pendant trois mois coûterait \$92,000 à l'État?

M. Chadderton: \$92,000 par année, monsieur Loiselle. C'est le chiffre mentionné par le ministère et confirmé par l'organisation des anciens combattants.

M. Loiselle: Merci.

Le président: Tenez-vous à poursuivre, monsieur Chadderton? Monsieur McFarlane.

M. McFarlane: Monsieur le président, dans l'Article 68 il est proposé que la pension soit accordée seulement après décision du Conseil de révision. Nul doute que la décision du Comité d'examen de la Commission canadienne des pensions voulant que le Conseil de révision en décide relativement à toutes ces demandes avant de les soumettre à la Commission alourdira considérablement le fardeau du Conseil de révision. Cela pourrait doubler et même tripler sa tâche.

La Commission Woods proposait que le libre amendement des dispositions émanant des procédures de la Commission autorise le nouvel examen d'un cas sur présentation d'une preuve nouvelle ou par suite d'une erreur de procédure, de fait ou de droit; et que cette autorisation s'étende non seulement aux cas déjà réglés par la Commission mais également aux cas dont la décision d'une commission d'appel serait préjudiciable. La Commission Woods considérait que lorsque le requérant avait éprouvé tous ses recours en droit suivant la compétence de la Commission, il devait être libre de décider s'il voulait que son cas soit réexaminé par la Commission ou renvoyé à une cour d'appel.

Le Comité permanent pour les Affaires des anciens combattants, dans son rapport de juin 1970, reconnaissait le droit de réexaminer le cas par la Commission, comme le suggérait la Commission Woods, et appuyait sans réserve les dispositions visant à la réforme des procédures, de façon que les demandes de réexamens puissent

[Text]

Woods Committee and fully supported the proposals to remodel the procedures so that such Leave to Reopen applications could be handled on the authority of one Commissioner, based on a written submission, on the understanding that they could be refused only after a hearing by a quorum.

It is difficult to understand the basis for the restriction in the proposed legislation which would prohibit the Commission from giving reconsideration to applications, particularly where new evidence exists, or where there has been an error in the previous determination. To impose the burden of having to grant Leave to Reopen in such instances upon the Review Board is, in our view, to place upon it a responsibility which is inconsistent with its role as an appellate body. If there is reason to expect that the adjudicators at the first level would have made a different decision on the basis of new evidence which was not available at the time of the original adjudication, or if an apparent error can be pointed out to them, it should be a question of reconsideration by the Commission. Generally speaking, the function of the appellate body should be to review the case when there is no further possibility that the lower body can reach a favourable decision.

• 1105

The Chairman: Are there any questions, gentlemen? Mr. Blair.

Mr. Blair: If you will permit me, Mr. Chairman, I would like to preface my question by an observation. I would think that it would be in the minds of all of us that the passage of this amendment is likely to put a great...

• 1125

The Chairman: Gentlemen, before the meeting was interrupted a question was being put by Mr. Blair. Prior to proceeding and on discussing this matter with Mr. Chadderton, it was learned that there would be only a few more pages to deal with and it was hoped that we perhaps could complete this this morning. Otherwise, we would have to return this afternoon. Perhaps we could decide later if it would be necessary to meet this afternoon.

Mr. Blair, would you proceed.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I thought my questions were serious but I had no idea they would provide such a profound reaction.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That is what the government thinks when one of its own members objects.

Mr. Blair: I hope the heavens will not fall.

I am looking at the part of the brief dealing with leave to reopen. I would like the witnesses to direct their attention to the first full paragraph on page 7. Perhaps they could explain in a little more detail what is intended and what the implications would be.

As I read this paragraph, it is suggested that an applicant whose application has been denied should have the opportunity of going back to the Commission and

[rotating crystal]

[Interpretation]

[slide T]

être décidées par un seul commissaire, en se fondant sur une déclaration écrite, et qu'elles ne seraient rejetées qu'après une audition imposant le quorum.

Il est difficile de comprendre le bien-fondé de la restriction imposée par le projet de loi qui interdirait à la Commission d'examiner de nouveau les applications, surtout en cas de nouvelle preuve ou quand une erreur de jugement est constatée. D'imposer le fardeau d'avoir à autoriser le réexamen dans ces circonstances au Conseil de révision est, à notre avis, l'accabler d'une responsabilité incompatible avec ses fonctions de cour d'appel. S'il y a des raisons de croire que les adjudicateurs au premier palier en seraient venus à une autre décision fondée sur une nouvelle preuve inaccessible lors de la première adjudication, ou une apparente erreur qui leur serait signalée, le réexamen devrait incomber à la Commission. De façon générale, la fonction de la cour d'appel doit consister à revoir la cause lorsqu'il y a encore possibilité qu'un tribunal de petite instance prenne une décision favorable.

Le président: Oui
Messieurs, avez-vous des questions à poser? Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur le président, j'aimerais commencer par une observation. Je pense que nous avons tous à l'esprit que l'adoption de la modification proposée constituera sans doute un lourd fardeau...

Le président: Messieurs, avant l'interruption de notre réunion, M. Blair posait une question. Avant de continuer à discuter de ce sujet et après avoir consulté M. Chadderton, je dois vous avertir qu'il nous reste simplement quelques pages à traiter; nous pourrions peut-être terminer ce matin. Sinon, il faudra revenir cet après-midi. Nous pourrions peut-être décider par la suite de la nécessité de nous réunir cet après-midi.

Monsieur Blair, voulez-vous continuer?

M. Blair: Monsieur le président, je pensais bien que ma question était sérieuse, mais pas au point de provoquer une telle réaction!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Voilà comment le gouvernement réplique lorsqu'un de ses partisans fait une objection!

M. Blair: J'espère que le ciel ne nous tombera pas sur la tête!

Je considère la partie du mémoire qui traite du droit de remise en question et je voudrais demander aux témoins de porter leur attention au premier paragraphe de la page 7. Ils pourraient peut-être nous expliquer un peu plus en détail quelles en sont les implications.

Si je lis ce paragraphe, je vois qu'on y suggère qu'une personne qui s'est vu refuser une demande devrait avoir

[Texte]

requesting that the application be reopened, and that that should be handled initially by one commissioner. And if that one commissioner determines that there are grounds for reopening the application, that would be the end of that particular proceeding. On the other hand, if the commissioner is disposed not to agree with the application then the application should be considered by a quorum of the Commission. Having in mind the great bulk of work that the Commission is faced with, I am a little concerned about the use of the word "hearing".

The first question I put therefore, is whether it is intended that wherever there is a possibility of an application for leave to reopen being refused that an oral hearing be held at which the pensioner or his representative should be present. Or, does the word "hearing" have some other specialized meaning?

• 1130

Mr. Chadderton: I think I should answer that, Mr. Chairman. This procedure was, I think, as described in Recommendation 20 of the Woods Report, and I think it is also necessary to say that in a supporting comment, Mr. Justice Wood and his colleagues found or felt that the existing procedure for leave to reopen under the Commission was, I think they used the word "cumbersome", a very formal type of thing.

The feeling of the Woods Committee was that where leave to reopen was being considered, and there was new evidence or an error in law or fact or something of this nature, one Commissioner should be able to sit down and say "yes, there are grounds for us to look at this again" and send it back for a new application.

It was felt also, though, that one Commissioner should not be permitted to refuse leave to reopen, and it was suggested there that where it looked to one Commissioner as if he was going to have to recommend refusal of leave to reopen, he should request the Commission Chairman to arrange for a quorum of the Commission to make this decision. The word "hearing" crept into there, but this was described as being an informal type of hearing where a presentation could be made by the advocate or his representative, by the applicant or his representative. No, I am sorry, by the advocate or other representative of the applicant.

So it was visualized by the Woods Committee as an informal type of hearing without any legal trappings, but the decision would have to be made by more than one Commissioner, a quorum in other words, where it was intended to refuse leave to reopen.

Mr. McFarlane: Mr. Chairman, if I might just add...

The Chairman: Mr. McFarlane.

Mr. McFarlane: I would hope that with the extended benefits proposed under this legislation, and more entitlement claims being granted, there would be fewer applications for leave to reopen, either before the Commission as we wish it and/or before the Pension Review Board. But it is interesting to note that in the annual report for 1969/70, it was stated that 414 applications for leave to reopen were considered by the Pension Commission, 360 of which were granted.

Now then, with this great percentage being granted, it would seem that one commissioner rather than three

[Interprétation]

l'occasion de revenir devant la Commission, le droit de demander que l'on reconsidère son cas, et que ce soit un commissionnaire qui s'occupe de cela. Si ce commissionnaire décidait qu'il y a en effet de bonnes raisons pour que l'on reprenne la considération de ce cas, cela réglerait cette partie de la question. D'autre part, si le commissionnaire n'est pas d'accord, la demande devra être considérée par un quorum de la Commission. Compte tenu de l'énorme quantité de travail que cette Commission doit accomplir, je suis quelque peu préoccupé par cette nouvelle disposition.

Je me demande donc si l'on a l'intention, dans les cas où il serait possible que l'on refuse une autorisation de remise en question, d'organiser des audiences auxquelles le pensionné ou ses représentants devront être présents. Ou alors, le mot «audience» a-t-il une autre signification?

M. Chadderton: Monsieur le président, cette procédure, telle qu'elle est décrite dans la recommandation 20 du rapport Woods est d'un genre très officiel; je pense qu'il faut d'ailleurs préciser ici que dans ses commentaires, M. Woods et ses collègues ont dit que les procédures existaient à l'heure actuelle et relatives à l'autorisation de remise en question, étaient «encombrantes», c'est le mot qu'ils ont employé.

D'après le Comité Woods, lorsque l'on considérait une remise en question, lorsqu'il y avait de nouvelles preuves, de nouveaux faits, etc, un commissaire devait pouvoir dire: «Oui, il faut reconsidérer ce cas.»

On a également pensé qu'un commissaire ne devrait pas avoir le droit de refuser une autorisation de remise en question; ce commissionnaire devrait demander au président de la Commission de réunir un quorum qui prendrait la décision. C'est ici qu'intervient le mot «audience», mais jusqu'à présent, ce genre de réunion était de type peu formel. La demande pouvait être soumise par l'avocat ou ses représentants, ou encore par le requérant lui-même ou ses représentants. Non, excusez-moi, par l'avocat ou les autres représentants du requérant.

Le Comité Woods envisageait donc des audiences sans caractère officiel et sans tout l'attirail juridique habituel. La décision devait être prise par plus d'un commissionnaire, par un quorum, en d'autres termes, dans les cas où l'on doit refuser l'autorisation de remise en question.

M. McFarlane: Monsieur le président, puis-je ajouter quelque chose?

Le président: Monsieur McFarlane.

M. McFarlane: J'espère qu'avec ce que nous proposons dans cette nouvelle loi, à savoir des prestations accrues, qu'il y aura moins de demandes de remise en question, soit devant la Commission, comme nous le dérisons, soit devant le Conseil de Révision des Pensions. Mais il est néanmoins intéressant de noter que dans le rapport annuel de 1969-1970, on a dit que 414 demandes de remise en question avaient été soumises à la Commission, dont 360 ont été accordées.

Ce pourcentage de cas étant satisfait, il semble qu'un seul commissionnaire plutôt que trois auraient pu suffire

[Text]

could have adjudicated on these, certainly in the majority of them, and I think this is the basis for the Woods recommendation. They foresaw the need for only one Commissioner, and he could grant leave to reopen, but if he denied it, then—in the year 1969/70, there were 54 denied—they would probably become the subject of a hearing before a quorum of the Commission, or the man might then elect to go to the Pension Review Board.

The Chairman: Thank you, Mr. McFarlane. Mr. Blair.

Mr. Blair: Whether or not there might be a hearing as part of this proceeding would depend upon the attitude of the veteran or his representative, a member of the Advocates' Bureau.

Mr. Chadderton: Yes, in instances where one commissioner decides that he would have to recommend refusal of the leave to reopen.

Mr. Blair: And then it would be open to the veteran or his representative to request that he might be heard orally in support of his application to reopen.

Mr. Chadderton: Yes.

Mr. Blair: But if he did not make such a request, the matter could be disposed of on paper by a quorum of the Commission.

Mr. Chadderton: Yes. I do not know if I understood you correctly, Mr. Blair, about the applicant, but the actual recommendation says—and I should quote it because I messed it up before:

... To hear the advocate or other representative... and that is described in the supporting comment as being not the applicant but someone representing him.

Mr. McFarlane: Under present procedures, Mr. Chairman, formal presentations are made to a three-man appeal board of the Pension Commission. No oral evidence is heard at this hearing. Argument in addition to the submitted documentation may be heard from the representative of the applicant.

The Chairman: Thank you, Mr. McFarlane. Mr. Blair.

Mr. Blair: I believe that the gentlemen who were giving evidence heard the comments of the Minister on January 19, where the Minister expressed concern about the Pension Commission being inundated by numerous frivolous applications to review decisions which had been taken after serious consideration. I wonder if they would be prepared to comment on whether or not that possibility is likely to emerge in reality?

• 1135

Mr. Chadderton: I am not suggesting there would be a lot of frivolous applications but I am wondering if it is worse for the Pension Commission to have to deal with these frivolous applications for leave to reopen, or to proceed along the lines of Bill C-203, which will place this burden of responsibility on your five-man Pension Review Board. That I must submit is our great fear. In cases where there is new evidence, it seems wrong to us

[Interpretation]

à faire le travail. C'est sur cela que se base le comité Woods. Il y a seulement besoin d'un seul commissionnaire pour accorder l'autorisation; s'il s'agit d'un refus (en 1969-1970, il y en a eu 54), il faudrait qu'il y ait une audience devant un quorum de la Commission et même peut-être devant le Conseil de Revision des Pensions.

Le président: Merci, monsieur McFarlane. Monsieur Blair.

M. Blair: L'existence de ces audiences dépendra de l'attitude de l'ancien combattant ou de son représentant, un membre du Bureau des services juridiques des pensions.

M. Chadderton: Oui, si un commissionnaire décida de refuser la remise en question.

M. Blair: Il reviendrait alors à l'ancien combattant ou à son représentant de demander à être entendu oralement pour appuyer sa demande de remise en question.

M. Chadderton: Oui.

M. Blair: Mais si cette demande n'était pas faite, le cas pourrait être réglé par écrit, par un quorum de la Commission.

M. Chadderton: Oui, je ne sais pas si je vous ai bien compris, M. Blair, au sujet du requérant. Mais la recommandation actuelle précise, (et je vais la lire pour ne pas faire d'erreur):

... Entendre l'avocat ou un autre représentant... et on précise bien dans le commentaire qu'il ne s'agit pas du requérant lui-même, mais de quelqu'un qui le représente.

M. McFarlane: Dans le cadre des procédures actuelles, monsieur le président, une présentation officielle est faite devant une commission de trois membres de la Commission des Pensions. Aucun témoignage oral n'est entendu au cours de cette audience. En plus de la documentation soumise, le représentant du requérant peut fournir d'autres arguments.

Le président: Merci M. McFarlane. Monsieur Blair?

M. Blair: Je pense que les messieurs qui ont témoigné ont entendu les commentaires du ministre, commentaires faits le 19 janvier; le ministre y exprimait sa préoccupation, car il pensait que la Commission des pensions allait être empêchée de faire son travail par le nombre incroyable des demandes de remises en question, alors que les décisions avaient été prises après sérieuse considération. Je me demande si vous seriez prêt à commenter au sujet de cette possibilité?

M. Chadderton: Je ne dis pas qu'il y aurait un nombre incroyable de demandes, mais je me demande ce qui est le pire pour la Commission des Pensions: devoir s'occuper de tous ces cas multiples ou continuer dans la lignée du bill C-203, qui place cette responsabilité sur les cinq personnes qui constituent le Conseil de Révision des pensions. C'est ce que nous craignons. Dans le cas où il y a de nouveaux faits, de nouveaux témoignages, il nous

[Texte]

that the Pension Review Board should have that burden of having to decide whether the Commission should make a decision on the case again because we are very much afraid of congestion at the Pension Review Board level. That is the one thing which in our view would completely kill this whole idea.

Mr. Blair: You are prepared to accept rules which would say in effect that if the application for review simply asks that the matter be reviewed on the basis of the evidence that existed at the previous hearing, it be tossed out?

Mr. Chadderton: Mr. Chairman, according to the Woods recommendation which we have supported, it would require new evidence or some evidence of an error of some type. If there is no evidence to back it up, then of course there is no grounds for the leave to reopen application.

Mr. Blair: Would the veterans' organizations be prepared to accept a position under which a determination might be made on paper by the Pension Commission at this stage that no new evidence existed. Would they then accept a rejection without the necessity of a hearing.

Mr. Chadderton: I think we would. What would you say, Mr. McFarlane?

Mr. McFarlane: Mr. Chairman, I would not want to say that we would accept it without knowing what type of evidence there is which we would consider new evidence. I think what you are getting at is that a submission would be made for leave to reopen on new evidence. The ruling would be given that there is in effect no new evidence. What are you going to do then? We would probably ask for a board and go before them and argue that there is new evidence.

Mr. Blair: In other words, it might be possible for the initial determination to be made by the Commission that in reality there is no ground for reopening and if they so ruled on paper, then the veteran would have his rights to go up the chain of command.

Mr. McFarlane: He could go to the board or as we would like to see the proposal, if the Commission says there are no grounds for leave to reopen, we would still want the right then to make a formal presentation to a quorum of the Commission.

Mr. Blair: So far as going to the superior tribunal, the Appeal Board, it would mean that the cases would be filtered out on this question of application to reopen.

Mr. McFarlane: We would hope so.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I do not want to take too much of the Committee's time. I would like to invite the comment of our witnesses on another point which appears to me to be of some practical importance. I think all of us must have regard to the position of the Canadian Pension Commission which for many years has had a very difficult statute to administer and is now going to be faced with a new set of rules which undoubtedly will

[Interprétation]

[Texte]

semble injuste que le Conseil de Révision des pensions soit chargé de ce travail et doive décider si oui ou non la Commission doit se prononcer à nouveau sur le cas; nous craignons beaucoup la congestion au niveau du Conseil de Révision des pensions. A notre avis, cela détruirait complètement l'idée que nous avons soumise.

M. Blair: Vous êtes donc préparé à accepter des règlements selon lesquels, si la demande de remise en question tend simplement à faire réviser le sujet en fonction de témoignages et de preuves déjà soumis à la première audience, le cas soit tout simplement rejeté?

M. Chadderton: D'après la recommandation Woods que nous soutenons, cela nécessiterait de nouveaux témoignages, ou du moins la preuve d'une erreur quelconque. S'il n'y a pas de preuve à l'appui, il n'y a évidemment nul besoin de reconSIDérer le cas.

M. Blair: Est-ce que les organisations d'anciens combattants sont préparées à accepter une nouvelle position selon laquelle une décision pourrait être prise, d'après les documents, par la Commission à stage des affaires? Même s'il n'y avait pas d'autres preuves? Et dans ce cas-là, accepteraient-elles le rejet du cas sans une nouvelle audience?

M. Chadderton: Je le pense. Qu'en pensez-vous monsieur McFarlane?

M. McFarlane: Monsieur le président, je ne veux pas dire que nous accepterions cela sans savoir de quels genres de témoignages il s'agit, si ce sont des témoignages que nous considérions comme de nouveaux témoignages. Vous voulez dire que l'on présenterait une demande de remise en question pour faits nouveaux. Je me demande ce que nous devrions faire dans ce cas-là. Nous devrions probablement demander à un conseil de se réunir, nous présenter devant lui, et déclarer qu'il existe de nouvelles preuves.

M. Blair: La Commission pourrait déclarer qu'il n'existe pas vraiment de raisons valables pour la remise en question; si cela était le cas, l'ancien combattant pourrait faire appel.

M. McFarlane: Il pourrait se présenter devant le Conseil ou bien, comme nous aimerais le voir préciser, et si la Commission déclare qu'il n'y a pas de raisons valables pour une remise en question, nous voudrions toujours avoir le droit de faire une présentation officielle devant un quorum de la Commission.

M. Blair: Avant d'aller devant le tribunal supérieur, à savoir le Comité d'appel le cas aurait été étudié et on aurait déjà statué sur cette affaire de remise en question.

M. McFarlane: Nous l'espérons.

M. Blair: Monsieur le président, je ne voudrais pas utiliser une trop grande partie du temps du Comité. J'aimerais demander à nos témoins de faire quelques commentaires au sujet d'une autre question qui me semble avoir une importance pratique. Je pense que nous devons tous tenir compte de la position de la Commission des pensions du Canada qui, depuis bien des années, a eu un statut extrêmement difficile à administrer et qui va

[Text]

provoke a large number of applications for review of existing decisions. I would suspect that the distinguished Commissioners are going to have their hands full for some time after the statute is passed. Ultimately, I would also think that things will settle down again. I put the question in a rather rhetorical way to the witnesses. In making these proposals for changes in Clause 68, I suspect that they are thinking of the long-term future and the over-all simplicity of procedure over the long term, not being moved too much by the obvious problems which will be created right after this legislation is passed?

• 1140

Mr. Chadderton: I think, Mr. Chairman, this point was certainly considered in the study group composed of officials of the Department and the Commission and ourselves. When we came to costing the new procedure, if I recall correctly, it was felt that this type of thing could be handled by the appointment of *ad hoc* personnel. We are aware of course that there may be as many as 30,000 applications sitting in the bushes right now and they can descend upon the Pension Commission and the Pension Review Board within the next six or eight months which is going to be a tremendous caseload.

However, I do not think the leave to reopen procedure, Mr. Blair is going to affect this situation at the start because every veteran will have one fresh start anyway. It is only after he has gone through the first three procedural steps and passed the Entitlement Board that you would decide whether there is new evidence for leave to reopen in front of the Commission. If what you are saying is that this is going to be a very difficult problem for the Commission we certainly agree, and I think the veterans organizations will assist them in every way possible.

Mr. Blair: From what you have said, as the veterans will have an opportunity to make one fresh application the leave to reopen procedure will only be invoked by them at a later stage.

Mr. Chadderton: I think it is 12—yes, it is 12 months off, Mr. Chairman, as we see it.

Mr. Blair: By then presumably the Commission's problem will be lessened.

Mr. Chadderton: Yes.

Mr. Blair: I have a final question relating to the people you represent. Is it your opinion that it would be easier for the average veteran who is an applicant to go to the Commission rather than to the Pension Review Board, and if so, what are the reasons?

Mr. Chadderton: That is a very difficult question I think for anyone to answer. The Commission has already studied the case, they made the decision in good faith. Now if there is new evidence you do not really have to restudy the whole case again. You say, well this is the

[Interpretation]

maintenant devoir faire face à de nouveaux règlements qui, de toute évidence, vont provoquer une abondance de demandes de remise en question. Je suppose donc que nos distingués commissaires vont avoir énormément de travail pendant quelque temps, après que ce statut soit voté. En fin de compte, je pense que les choses vont s'arranger et se calmer. Je pose donc ma question de façon quelque peu rhétorique à nos témoins; en faisant ces propositions pour modifier l'article 68, je suppose qu'ils pensent à l'avenir, aux projets à long terme, à la simplicité de cette procédure à long terme; ils ne se préoccupent pas peut-être trop des problèmes évidents qui vont être créés immédiatement après que l'on a voté cette Loi?

Mr. Chadderton: Je pense, monsieur le président, que cette question a été considérée par notre groupe d'étude composé de représentants officiels du ministère des commissionnaires et de nous-mêmes. Lorsque nous en sommes venus à l'évaluation du coût de ces nouvelles procédures, si je me rappelle bien, on a pensé que ce genre de choses pourrait être résolu par la nomination d'un personnel *ad hoc*; nous savons très bien qu'il y a peut-être 30,000 demandes en attente à l'heure actuelle, et que tout cela peut être soumis à la Commission des pensions ou au Conseil de Révision des pensions au cours des six prochains mois, cela représentera un énorme amas de travail.

Mais je ne pense pas que la nouvelle procédure de remise en question doive affecter cette situation dès le départ, car tout ancien combattant aura droit à un nouveau départ, de toute façon. C'est seulement après qu'il aura comparu devant deux ou trois commissions de style habituel et devant le comité d'examen que l'on décidera si de nouveaux faits nécessite une remise en question devant la commission. Nous sommes tout à fait d'accord pour dire que cela constituera un problème très difficile pour la Commission, mais je pense que les associations d'anciens combattants apporteront toute leur aide.

Mr. Blair: Mais étant donné que les anciens combattants auront l'occasion de faire une nouvelle demande, les procédures pour la remise en question ne seront entreprises qu'en dernier lieu.

Mr. Chadderton: Je pense qu'il s'agit d'un délai de douze mois, monsieur le président.

Mr. Blair: D'ici là, les problèmes de la Commission auront diminué.

Mr. Chadderton: Certainement.

Mr. Blair: Une dernière question au sujet des gens que vous représentez. Pensez-vous qu'il sera plus facile pour «l'ancien combattant moyen» de se présenter devant la Commission plutôt que devant le Conseil de Revision des Pensions et si oui, pourquoi?

Mr. Chadderton: C'est une question très délicate, et il est très difficile d'y répondre. Mais il me semble que la Commission ait déjà étudié le cas. Ils ont pris une décision en toute bonne foi. S'il y a d'autres preuves, il n'y aura peut-être pas besoin d'étudier de nouveau tout le

[Texte]

situation as it was before, you just update it with new evidence and you can make a decision.

On the other hand, the Pension Review Board personnel will be looking at it sort of in total right from the start and it is going to take a little more time for them to make that decision. That may not be an accurate description of what takes place, but I think this would be the principle I would observe on it, and we would certainly feel on the basis of the way the Commission is operated that the man would get a very fair shake in front of that Commission if he has new evidence. That is why we are so strong in saying we feel that provision should be made.

Mr. Blair: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Blair. Mr. Cullen.

Mr. Cullen: First of all, it seems to me that dealing with new evidence there are two questions to be determined or that maybe should be determined—and this is to the benefit of the veteran as well—they are: Is there new evidence; then second, will it have any effect on the decision? I have been in court many times when you can bring in another witness, which witness you have not had before and who will perhaps establish new evidence, but it is not going to have any effect on the hearing. That is a problem I foresee here which I think could better be handled by an appeal board because they are familiar with the decision, they have everything on paper. Is this new evidence and will it have this effect? Would you like to comment on that at all?

Mr. Chadderton: I think Mr. McFarlane could comment on that. I would just simply say that the record of cases granted by the Commission on new evidence is pretty good.

Mr. McFarlane: Mr. Chairman, there are two factors here. There is new evidence and there is error in fact or in law on which you could base a leave to reopen. A lot of the cases presented by the Royal Canadian Legion for leave to reopen are supported by medical opinion evidence from medical practitioners who are consultants in one area or another.

• 1145

A man may make application for pension entitlement, be denied, go before the proposed entitlement board and have that earlier decision affirmed. Perhaps he will then turn to some other agency. He may have been presenting his claim on his own behalf, the Royal Canadian Legion may have been representing him, the Pensions Advocate may have been representing him, he will go to somebody else. They may then decide that they should send the documentation to a medical consultant for his opinion. Back will come a favourable opinion outlining his reasons why this man should be granted pension entitlement.

To simplify it, we feel that we should send this letter in a very infirmal manner to the Pension Commission and say, "Here is new medical opinion evidence from a medical consultant who is well known. He says for various reasons that this man should be granted pension entitlement. Would you therefore arrange for his claim to be reopened?"

[Interprétation]

[Interprétation]

dossier dans son ensemble. On dira: «Voilà quelle était la situation; il faut la mettre à jour avec les nouvelles preuves et prendre une décision».

D'autre part, le personnel du Conseil de Révision des Pensions surveillera cela dès le début et il leur faudra un peu plus de temps pour prendre cette décision. Cela ne constitue peut-être pas une description bien précise de ce qui va avoir lieu, mais enfin je pense que c'est tout de même comme ça que cela va se passer. De la façon dont la Commission est dirigée, je pense que toute personne sera traitée avec justice s'il existe de nouveaux faits. C'est bien pour cela que nous soutenons cette idée.

M. Blair: Merci.

Le président: Merci, monsieur Blair, monsieur Cullen.

M. Cullen: Il me semble, au sujet de ces nouvelles preuves, qu'il faudrait déterminer, dans l'avantage de l'ancien combattant, s'il y a de bel et bien nouvelles preuves, et si ces nouvelles preuves vont pouvoir affecter la décision prise. J'ai vu bien des cas, dans les tribunaux où l'on amenait un nouveau témoin qui apportait des nouvelles preuves, mais où cela n'avait pas de conséquences sur la décision prise. C'est l'un des problèmes que je prévois et je pense qu'un comité d'Appel pourrait mieux traiter ces cas car ils connaissent bien ce genre d'affaires. Pourriez-vous nous donner votre avis à ce sujet?

M. Chadderton: M. McFarlane pourrait peut-être vous répondre. Je désire juste préciser que d'après nos dossiers, les cas acceptés par la Commission après de nouveaux témoignages sont assez nombreux.

M. McFarlane: Monsieur le Président, il faut tenir compte ici de deux facteurs. Il y a les nouvelles preuves et les erreurs commises qui peuvent toutes deux suffire à faire reprendre l'étude d'un dossier. Bien des cas soumis par la Légion Royale Canadienne sont étayés par des témoignages médicaux provenant de médecins pratiquants.

Une personne peut présenter une demande de pension, se la voir refuser, se présenter devant le Comité d'examen et voir confirmer cette première décision. Il devra donc se tourner vers une nouvelle agence. Il peut avoir présenté sa réclamation en son nom propre; la Légion Royale Canadienne peut l'avoir fait pour lui; il peut avoir été représenté par le Bureau des Services juridiques des pensions. Il peut s'adresser à quelqu'un d'autre. On peut par la suite, décider d'envoyer la documentation à un médecin pour lui demander son opinion. Il en reviendra à une opinion favorable, qui précisera pourquoi on doit accorder une pension à cette personne.

Nous pensons qu'il conviendrait d'envoyer cette lettre à la Commission des pensions, d'une manière non officielle, et dire, par exemple: «voici un nouveau témoignage médical provenant d'un docteur bien connu qui prétend que cette personne devrait obtenir une pension. Voulez-vous faire en sorte que ce cas soit remis en question?»

[Text]

Why go to a pension review board to do this? You may have other cases where there is some mistake in the record.

Mr. Cullen: I was referring primarily to evidence in my question because I can understand the other words, the statement of facts. Mr. McFarlane, I do not know whether you keep this kind of statistic. It is one thing to grant leave to reopen and let us say you have an 80 per cent record on that, that applications made are granted or even 85 per cent. Of those 85 per cent are there any statistics how many would be successful in overthrowing the earlier decision; that is, increasing the pension?

Mr. McFarlane: I understand of the cases that are reopened we may get up to 75 per cent granted entitlement.

Mr. Cullen: It is that high.

Mr. Blair: Excuse me, Mr. Cullen, may I just have a supplementary? Is the leave to reopen procedure as it exists now quite a satisfactory procedure from the standpoint of the people who have been representing veterans?

Mr. McFarlane: It certainly is because it is informal. It is a board of three. A more or less formal presentation is made in that it has to be prepared and set out in a certain fashion. The facts have to be set down before the board and all the evidence has to be referred to and new medical evidence is submitted, but it is an informal hearing such as the type of hearing we are having here today.

The Chairman: Thank you very much. Are there any other questions, gentlemen? Then we shall proceed on page 8 to Pension Review Board. Mr. Chadderton.

Mr. Chadderton: Mr. Chairman, this is our last main point. Pension Review Board, Clauses 77 to 83.

The National Veterans' Organizations welcome the proposal to establish a Pension Review Board to adjudicate final appeals. It is noted, however, that the proposed legislation differs substantially from the recommendations submitted by these organizations and endorsed by the Standing Committee on Veterans Affairs.

The suggestion that the Chairman and members of the Board would be restricted to a tenure of five years is questioned. It is felt that such five-year term would not provide the required measure of independence, as the Chairman and members would normally have to seek reappointment at the pleasure of the government for each successive five-year period.

Another fault seen by the Veterans' Organizations is the apparent procedure under which applications would be dealt with at more or less formal hearings. The Veterans' Organizations had suggested that in the main submissions to the Review Board would be dealt with on the basis of a review of the written record, without the trappings of a formal board. This would have facilitated rapid processing which is essential if an appellate body of this type is to handle the large number of cases which presumably will be submitted to it.

[Interpretation]

Pourquoi aller devant un conseil de Révision des Pensions pour faire cela? Il peut y avoir d'autres cas dans lesquels des erreurs se sont glissées dans le dossier.

M. Cullen: Je parlais des preuves dans ma question car je comprends fort bien le sens des autres mots, la déclaration de faits. Je me demande si vous avez des statistiques de ce genre. C'est une chose que d'accorder le droit de remettre un cas en question et de dire que jusqu'à 85 p. 100 des cas sont satisfaits. Mais, combien de cas sont réellement satisfaits, c'est-à-dire combien obtiennent une augmentation de la pension?

M. McFarlane: Je crois savoir qu'il y a environ 75 p. 100 des cas qui sont satisfaits.

M. Cullen: Tant que cela?

M. Blair: Puis-je juste poser une petite question supplémentaire? La procédure de remise en question, telle qu'elle existe à l'heure actuelle est-elle satisfaisante, du moins en ce qui concerne les représentants des anciens combattants?

M. McFarlane: Oui, très certainement, car elle est de caractère non officiel. Il s'agit d'un comité de trois personnes. Une présentation plus ou moins officielle est faite en ce sens qu'elle doit être présentée d'une certaine façon; les faits doivent être présentés au Conseil, toutes les preuves doivent être mentionnées et la nouvelle preuve médicale doit être présentée; mais il s'agit d'audiences non officielles du genre de celles que nous avons ici aujourd'hui.

Le président: Merci beaucoup. Avez-vous d'autres questions messieurs? Nous allons donc continuer avec la page 8 et en revenir au Conseil de Révision des Pensions. Monsieur Chadderton.

M. Chadderton: Monsieur le président, il s'agit de notre dernière remarque importante. Conseil de Révision des Pensions, Articles 77 à 83.

Les Associations nationales d'anciens combattants ont fait bon accueil à la recommandation visant l'établissement d'une Commission de Révision des Pensions chargée, en dernier ressort, de statuer sur les appels. Il faut bien admettre toutefois que le projet de loi s'écarte considérablement des recommandations soumises par ces associations et auxquelles avait souscrit le Comité permanent sur les affaires des anciens combattants.

On peut douter du bien-fondé de la suggestion voulant que le mandat du président et des membres de la Commission soit limité à cinq années. Nous croyons qu'un tel mandat de cinq ans ne suffirait pas à conférer un degré suffisant d'indépendance puisque le président et les membres de la Commission se verrait normalement dans l'obligation de solliciter un renouvellement de leur mandat pour chaque période subséquente de cinq années au bon plaisir du gouvernement.

Les Associations d'anciens combattants trouvent aussi à redire à la procédure qui aura vraisemblablement cours alors qu'on disposera des appels sous forme d'audiences plus ou moins formelles. Les Associations d'anciens combattants avaient suggéré que, règle générale, la Commis-

[Texte]

Also, the requirement that three members of the Review Board constitute a quorum is considered to be impractical. The Veterans' Organizations had proposed that generally adjudication at the level of the Review Board could be carried out by a single member. The full Board, or even a majority of the Board would be reserved only for the more difficult type of appeal.

It is noted that Clause 79(1) provides that the Pension Review Board has authority to determine any questions of law or fact. Presumably this could be taken to mean that the final responsibility to resolve questions of interpretation will lie with the Review Board. The National Veterans' Organizations would have preferred to have seen this responsibility written into the legislation more clearly. Recommendation No. 1 of the Woods Committee was to the effect that final determination of interpretation of the Pension Act be vested in the Pension Appeal Board. This recommendation was adopted by the Standing Committee on Veterans Affairs, substituting its recommended Pension Review Board for the Appeal Board proposed by the Woods Committee.

Mr. Chaffman, may I be permitted to make a few remarks? We are concerned also regarding the matter of access to the Review Board in matters of interpretation. Again, the Woods Committee was careful to set out, in some detail, its recommendations to the effect that requests to the appellate body for interpretation could be made by any commissioner, the Pension Commission itself, the Chief Pensions Advocate or any recognized veterans' Organization.

Bill C-203, Clause 80(1) appears to restrict consideration of matters of interpretation by the Review Board to instances where the Board is considering appeals from decisions of the Entitlement Board of the Commission. This restriction was not seen by the Woods Committee, nor was it approved by the Standing Committee on Veterans Affairs.

A third matter involving interpretation concerns the question of who may appear before the Board on matters of interpretation. Clause 83(3) states that the Chief Pensions Advocate is entitled, as of right, to be heard on any appeal in which interpretation is being considered. It is felt that the representatives of recognized veterans' organizations, as defined in Section 69(b) of the existing Pension Act, should have this right as well. This would ensure that, when the Review Board was conducting a hearing in regard to any important matter of interpretation, all parties who might have an interest in such hearing could be present, and would have the right of submitting argument.

We note the provision of Clause 83(1), to the effect that the Commission be notified of all hearings where ques-

[Interprétation]

[Texte]

sion d'appel dispose des requêtes par un nouvel examen des pièces versées au dossier et sans tout l'apparat d'audiences formelles. Cette façon de procéder aurait permis d'accélérer le travail dont un organisme d'appel comme celui-ci doit forcément s'acquitter rapidement afin de pouvoir connaître le plus grand nombre de cas qui lui seront vraisemblablement soumis.

De plus, les dispositions voulant que trois membres de la Commission de révision constituent un quorum nous semblent peu pratiques. Les Associations d'anciens combattants avaient recommandé que dans la plupart des cas un seul membre de la Commission dispose des cas dont celle-ci doit connaître. On n'aurait recours qu'aux séances plénières ou au quorum de la Commission que dans les cas d'appel plus difficiles.

Nous constatons que la clause 79 (1) confère à la Commission de révision des pensions l'autorisation de statuer sur toute question de droit ou de fait. On pourrait conclure de ces dispositions qu'il incomberait à la Commission de révision de statuer en dernier ressort sur toute question d'interprétation. Les Associations nationales d'anciens combattants auraient préféré voir énoncées plus clairement de telles responsabilités dans le texte législatif. La première recommandation de la Commission Woods voulait que soit confiée à la Commission d'Appel des Pensions, l'interprétation, en dernière instance, de la Loi des pensions. Le Comité permanent des Affaires des anciens combattants a fait suite à cette recommandation mais en substituant au comité d'appel proposé par la Commission Woods, la Commission de révision des pensions dont il recommande l'institution.

• 1150

We are concerned also regarding the matter of access to the Review Board in matters of interpretation. Again, the Woods Committee was careful to set out, in some detail, its recommendations to the effect that requests to the appellate body for interpretation could be made by any commissioner, the Pension Commission itself, the Chief Pensions Advocate or any recognized veterans' Organization.

Bill C-203, Clause 80(1) appears to restrict consideration of matters of interpretation by the Review Board to instances where the Board is considering appeals from decisions of the Entitlement Board of the Commission. This restriction was not seen by the Woods Committee, nor was it approved by the Standing Committee on Veterans Affairs.

A third matter involving interpretation concerns the question of who may appear before the Board on matters of interpretation. Clause 83(3) states that the Chief Pensions Advocate is entitled, as of right, to be heard on any appeal in which interpretation is being considered. It is felt that the representatives of recognized veterans' organizations, as defined in Section 69(b) of the existing Pension Act, should have this right as well. This would ensure that, when the Review Board was conducting a hearing in regard to any important matter of interpretation, all parties who might have an interest in such hearing could be present, and would have the right of submitting argument.

We note the provision of Clause 83(1), to the effect that the Commission be notified of all hearings where ques-

Nous devons faire certaines réserves sur la question d'accès à la Commission de révision en matière d'interprétation. Là, encore, la Commission Woods avait eu bien soin de formuler des recommandations circonstanciées à l'effet que toute demande d'interprétation puisse être présentée à l'organisme d'appel par tout commissaire, par la Commission des pensions elle-même, par l'avocat général des pensions ou par toute association accréditée d'anciens combattants. Or la clause 80 (1) du projet de loi C-203, semble restreindre l'examen des questions d'interprétation par la Commission de révision aux seuls cas où celle-ci doit statuer sur les appels à la suite de décisions du comité d'admissibilité de la Commission. La Commission Woods n'a pas fait état de cette restriction pas plus que le comité permanent sur les affaires des anciens combattants l'a approuvée.

Le troisième aspect de l'interprétation se rapporte aux personnes autorisées à comparaître devant la Commission sur les questions d'interprétation. La clause 83 (3) stipule que le chef avocat des pensions est autorisé de plein droit à se faire entendre pour tout appel où il est question d'interprétation. Or, nous croyons que ce droit devrait être accordé au même titre aux représentants des associations accréditées d'anciens combattants telles que les définit l'article 69 (b) de la Loi actuelle des pensions. Nous aurions ainsi la certitude que lorsque la Commission de révision convoquerait une audience relative à une importante question d'interprétation, toutes les parties ayant quelque intérêt à cette audience pourraient y assister et seraient autorisées à présenter des arguments.

[Text]

tions of interpretation are raised, presumably to permit the Commission to present argument if it wishes to do so. The same provision might well be extended to veterans' organizations.

We seriously question the proposed ground rules for leave to reopen before the Review Board in cases where it has previously reached a decision. As we read this provision, it is to the effect that the appellate body could review its decisions only if there is a presentation of new facts, or it erred in a finding of any fact or interpretation. It is feared that this provision would present legalistic barriers which would hamstring the Review Board in the matter of reconsideration of its decisions.

The veterans' organizations had proposed a flexible approach in such matters. This approach was endorsed by the Standing Committee, and we quote, herewith, from the Committee's report:

Leave to Reopen: Appeals. The Veterans' Organizations propose that there would be no requirement for a 'Leave to reopen' procedure before the proposed Pension Review Board. If new grounds or evidence exist, the application for 'Leave to reopen' would be the responsibility of the Commission. When the applicant has exhausted his procedural rights before the Commission he would be entitled to have his case reviewed by the Pension Review Board. In a case which had previously been adjudicated upon by the Review Board, and no new grounds or evidence existed, the Review Board would review the case a second or subsequent time, should the applicant's representative request this action. This is believed to be in keeping with the basic concept of the Woods Committee, which was to the effect that there should be no 'finality' in applications under the Pension Act.

That whole quotation is from the report of the Parliamentary Committee.

In summary, it can be said that, in the important matter of an appellate structure, the Woods Committee proposed an independent formal-type of appeal board. The government's White Paper, released in September 1969, suggested instead that the responsibility for initial decisions should be given to a directorate of pensions within the Department of Veterans Affairs, and appeals be left as the function of an appellate section within the Commission.

The veterans' organizations proposed a compromise which would leave the basic administration as the responsibility of the Commission, and establish an informal type of review board in which would repose the authority for final disposition of pension claims and interpretation of the Act. The latter proposal was endorsed by the Standing Committee on Veterans Affairs.

It may seem, on cursory examination, that the government is, in fact, accepting the veterans' proposal for a pension review board. We wish to emphasize, however, that the review board, as suggested in the new legislation, differs in a number of significant principles from that envisaged by the veterans' organizations. Some of these differences have been pointed out above, and we feel that because of the proposals in Bill C-203 in regard to the Review Board, there may be some very grave difficulties in its operation. Notwithstanding that, if it is

[Interpretation]

Nous avons pris note des dispositions de la clause 83 (1) à l'effet que la Commission soit avisée de toutes les audiences durant lesquelles seront soulevées des questions d'interprétation, probablement pour permettre à la Commission de présenter des arguments si elle le jugeait opportun. On pourrait for bien appliquer les mêmes dispositions aux associations d'anciens combattants.

Nous devons exprimer de nettes réserves sur les règles fondamentales applicables à la demande de reconsidération par la Commission de révision dans les cas où celle-ci aurait déjà rendu une décision. Ces dispositions, dans leur libellé actuel, ne permettraient à l'organisme d'appel de reviser ses décisions qu'à la condition qu'on lui soumette de «nouveaux faits» ou qu'elle se soit trompée dans ses conclusions sur un fait quelconque ou dans l'interprétation. Nous avons tout lieu de craindre que de telles dispositions ne feraient que susciter des obstacles juridiques propres à paralyser la Commission de révision lorsqu'il lui faudrait reconsidérer ses propres décisions.

Les Associations d'anciens combattants avaient proposé une solution facilement adaptable à de telles questions. Cette façon de procéder avait reçu la sanction du comité permanent et nous citerons textuellement le rapport de ce comité:

«Autorisation de remettre en question les appels relatifs à la pension. Les Associations d'anciens combattants proposent qu'on ne soit pas tenu d'entreprendre des démarches de demande d'«autorisation de remise en question» auprès de la Commission de révision des pensions proposée. Si des faits nouveaux sont mis à jour, il incombe alors à la Commission de faire elle-même la demande d'«autorisation de remise en question». Advenant que le requérant ait éprouvé ses droits d'instance auprès de la Commission, il lui est toujours loisible d'exiger que la Commission de révision des pensions étudie son cas. Si son cas a déjà fait l'objet d'un jugement de la Commission de révision et qu'aucun fait nouveau ne s'est produit depuis, il est loisible à la Commission de révision de l'étudier une deuxième fois ou chaque fois subséquente que le représentant du requérant en fait la demande. On estime que cette façon d'agir découle du concept fondamental du Comité Woods à effet que la loi des pensions ne comporte aucune «finalité» dans son application.»

Toute cette citation est tirée du rapport du Comité parlementaire.

Nous pourrions résumer le problème en disant que la Commission Woods, en ce qui a trait à cette importante question de modalités d'appel, avait recommandé l'institution d'une Commission d'appel indépendante et de type classique. Le gouvernement, dans son Livre blanc publié en septembre 1969, avait suggéré, comme solution de rechange, que la responsabilité de rendre les décisions au premier palier soit conférée à un Directeurat des pensions, au sein du ministère des Affaires des anciens combattants et qu'un service des appels, au sein de la Commission, soit chargé de disposer des appels.

Les Associations d'anciens combattants ont offert un compromis aux termes duquel la Commission aurait été chargée de l'administration générale et qu'aurait été établie une Commission de révision siégeant sans formalités et qu'on aurait chargé de disposer, en dernier res-

[Texte]

the wish of the government to establish the Board on this basis, the veterans' organizations of Canada will co-operate to the fullest extent possible in an effort to make the system work.

If you will allow me to add a few words, I would like to say that the Woods Report was a very good report. It recommended that there should be a review board, which would be composed of three members, one of whom would be a member of the Canadian Forces. This would be a good idea, but it would be very expensive. The cost of the review board would be about \$500,000 per year. This would be a very large sum of money, and it would be difficult to find such a large amount of money. However, we believe that it is important to have a review board, and we are willing to contribute to its cost.

• 1155

Mr. Chairman, may I be permitted to make one further comment about the Pension Review Board. We feel what really happened was that the Woods Report recommendations came in and we all looked at them and then somebody said that it was going to cost too much money, half a million dollars a year. So, the veterans' organizations came up with a compromise called the Pension Review Board which your Committee looked at and endorsed, and that went into your Committee report. However, I think it is only fair to us to point out that we think there has been some rather skilful surgery done or maybe a transplant, or whatever you wish, on the Pension Review Board as we proposed it. We are not saying that this new Review Board set out in the bill will be unsatisfactory, only time will tell, but we do feel that it is imperative that the veterans' organizations point out that the Review Board as set out in Bill C-203 is certainly not the Review Board that we envisaged.

I would also like to make a couple of other comments. We appreciated Mr. Cullen's comments on January 19 when he talked about the need to protect the rights of the applicant. We agree with all that. That was really the essence of Mr. Justice Woods' recommendations. It did have all the trappings that would protect the rights of the applicant, but with a price tag of half a million dollars a year it seemed the government was not prepared to put that in. So, we have to come back with something less expensive, which maybe does not protect all the rights of the applicant but it would do this one thing, it would provide—as we saw our proposal—a very simple form of review and something that could be handled very, very quickly. Actually, the appellate set-up of 1930, if you have studied the history, was an absolute model of legal safeguards. It had been in operation for two years when the government had to form a committee and say, "For God's sake let us find out what is wrong with it", and it was all summed up in one word. It became completely congested; it ground to a complete halt because of all these legal safeguards and we sort of feel that this new Review Board—although it is called a Review Board—has skipped over the essential element,

[Interprétation]

sort, des réclamations de pensions et des questions d'interprétation des textes législatifs. Le Comité permanent des affaires des anciens combattants avait souscrit à ce compromis.

Un examen rapide nous porterait à croire que le gouvernement recommande, de fait, l'adoption de la recommandation des anciens combattants, en ce qui a trait à l'institution d'une Commission de revision des pensions. Nous tenons toutefois à vous rappeler que la Commission de revision, aux termes de la nouvelle loi, différerait, par rapport à plusieurs principes importants, de celle que proposent les Associations d'anciens combattants. Nous vous avons exposé quelques-unes de ces différences et nous croyons, compte tenu des dispositions du projet de loi C203 relativement à la future Commission de revision, que celle-ci sera appelée à surmonter de graves difficultés dans l'accomplissement de sa tâche. Nonobstant ces observations, si le gouvernement décidait d'instituer la Commission d'après ces critères, les associations d'anciens combattants du Canada collaboreraient dans toute la mesure du possible pour que le système donne les résultats escomptés.

Monsieur le président, puis-je faire un dernier commentaire au sujet de ce Conseil de révision des pensions. Voici ce qui s'est passé: le rapport du Comité Woods est arrivé, tout le monde l'a étudié puis, quelqu'un dit que les frais seraient trop élevés et se monteraient à un demi-million de dollars par année. Les associations d'anciens combattants ont donc proposé un compromis: le conseil de révision des pensions que votre Comité a adopté et proposé dans son rapport. Mais il nous faut faire remarquer que des modifications considérables, des greffes pourrait-on dire, ont été apportées à notre proposition. Nous ne disons pas que le nouveau conseil de révision proposé dans le Bill ne convient pas, seul l'avenir pourra le dire, mais les Associations d'anciens combattants tiennent à faire remarquer que le Conseil de révision prévu par le Bill C-203 n'est certainement pas celui que nous avions l'intention d'organiser.

Nous avons apprécié les observations faites par M. Cullen, le 19 janvier, à propos de la protection des droits du requérant. Nous sommes d'accord avec lui à ce sujet. Il s'agit là de l'essence même des recommandations de M. Woods. Celui-ci avait trouvé comment protéger les droits du requérant, mais les frais se monteraient à un demi-million de dollars et il semble que le gouvernement n'ait pas été d'accord. Nous devons donc trouver une formule moins coûteuse, qui, peut-être, ne protégera pas aussi bien les droits du requérant mais qui aurait au moins le même avantage que ce que nous proposons: permettre une méthode extrêmement simple de revision et s'appliquer facilement. Le système institué en 1930 est un véritable modèle du respect des droits. Il a fonctionné pendant deux ans, puis le gouvernement a chargé un comité de chercher ce qui ne fonctionnait pas. En fait, tout a été congestionné par cette abondance de sauvegardes juridiques. Nous pensons que, dans ce nouveau Conseil dit de révision, on n'a pas tenu compte de l'élément essentiel, la révision. On laisse quelqu'un s'asseoir, étudier un dossier et décréter: «Oui, la bonne décision a été prise» ou bien: «Non, la décision est mauvaise».

En outre, le Ministre nous a mis en garde, disant qu'un homme seul ne devrait pas pouvoir prendre des décisions

[Text]

which in our mind is review. Let somebody sit down and look at that file and review it, and say, "Yes, the right decision was made" or, alternatively, "No, it was not the right decision."

We are also mindful of the Minister's caution about the fact that one man should not be allowed to make decisions where \$100,000 is involved, but we remind the Committee, Mr. Chairman, that if you will look at the proposal of the veterans' organizations you will see that we did not say how many people should make decisions. We said on entitlement it should be three, yes, but that beyond that the Review Board should be free to make its decisions. There was a very strong feeling there that one man could look at a case and, if there was a large expenditure and he was not certain and he was trying to do a legitimate job for the veterans and for the government, he might say, "I am not going to make a decision. I am not going to commit the government to a \$100,000 expenditure. What I am going to do is to send it back to the Commission and let them have another look at it." So, I really think that we perhaps got sort of scuppered on this idea of one man making a decision because we did not go into enough detail, but I ask you to bear in mind that when we made that presentation it took us three days to present what we did have to say and we were mindful of your time. We could have gone into a great deal more detail on it.

However, we now come, Mr. Chairman, to this Pension Review Board, and in order not to waste anybody's time we are prepared to back it as it is, if that is the way your Committee and the government feels it should be, but we are very concerned about the fact that somebody might say, "We gave the veterans their Review Board. If it does not work it is the veterans' fault." We want to make it very clear that the Review Board in Bill C-203 has some very essential differences to the one that we proposed. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Chadderton, I think you recognize that the submission you are making today is far different from what we usually hear in connection with any administrative tribunal.

• 1200

Generally speaking, people who are going to be affected by the decisions of an administrative tribunal wish to have inserted in a statute an absolute right to a hearing and to the opportunity to make representations orally before the tribunal, but it is crystal clear from what you have said that the veterans' organizations are not insisting on this type of procedure in all cases before the Pension Review Board.

Mr. Chadderton: Yes, and I think, Mr. Chairman, that it is interesting to point out that if you look at the new bill and at the recommendations of your Committee on the Woods Report, and at the way we have proposed that entitlement boards be set up, any veteran would have to say that he has been given his day in court in front of the entitlement board. We just feel that when you get to that top level, there is not time. For one thing, this board will sit only in Ottawa, but all the safeguards, we think, are as brought out in the bill in the rules of procedure and evidence and everything else for the entitlement boards.

[notes à l'usage]

[Interpretation]

[suite]

qui peuvent coûter \$100,000. Nous voulons rappeler aux membres du Comité, monsieur le président, que dans les propositions faites par les associations d'anciens combattants, rien n'a été dit du nombre de personnes qui devraient prendre les décisions; nous avons dit qu'il pourrait s'agir de trois personnes, oui, mais aussi que le Conseil de révision devrait être libre de décider. Nous pensions qu'une seule personne pourrait, devant une affaire trop délicate, décider de ne pas prendre de décision afin de ne pas forcer le gouvernement à dépenser \$100,000. Il pourrait décider de renvoyer le cas devant la Commission qui devra l'examiner. Je crois que nous avons attaché trop d'importance à cette question, peut-être parce que nous ne l'avons pas assez approfondie. N'oubliez pas qu'il nous a fallu trois jours pour présenter notre mémoire et nous aurions pu donner beaucoup plus de détails si nous en avions eu le temps.

Cependant, monsieur le président, nous acceptons maintenant ce Conseil de révision des pensions et nous le soutenons tel qu'il est car nous ne voulons pas vous faire perdre votre temps. Nous accepterons la décision du gouvernement mais nous nous préoccupons énormément du fait que quelqu'un pourra dire: «Nous avons accordé le Conseil de révision aux anciens combattants, si ça ne marche pas, c'est de leur faute. Nous tenons à faire remarquer que le Conseil de révision proposé par le Bill C-203 est très différent de celui que nous avions proposé.

Le président: Merci, Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur Chadderton, vous vous rendez compte, je suppose, que vos observations, aujourd'hui, sont très différentes de ce que nous entendons généralement à propos des tribunaux administratifs.

D'une façon générale, les personnes qui vont être affectées par les décisions d'un tribunal administratif, veulent avoir droit à une audience et pouvoir se faire représenter oralement devant le tribunal. Il est très clair d'après ce que vous venez de dire que les organisations d'anciens combattants n'insistent pas du tout sur ce genre de procédure devant le Conseil de révision des pensions.

M. Chadderton: Oui et je pense, monsieur le président, qu'il faut insister sur le fait que si l'on regarde le nouveau bill, les recommandations faites par le Comité à propos du rapport Wood et la façon dont nous avons envisagé l'établissement des comités d'examen, tout ancien combattant devra dire qu'il a obtenu le droit d'être représenté devant le Comité d'examen. Lorsqu'on arrive à ce niveau, on n'a simplement pas le temps. Tout d'abord, le Comité ne siégera qu'à Ottawa. Mais tous les sauvegardes se trouvent incluses dans le projet de loi dans les règlements de procédure, etc. . .

[Texte]

• **Mr. Blair:** Mr. Chadderton, if you would care to look at Clause 82(2) on page 36, I would like to ask a question or two.

Bearing in mind the Minister's opening statement to the effect that this was enabling legislation, this clause provides in effect that the applicant may make written submissions to the Pension Review Board and may appear before the board to present argument on the appeal. Now, it occurs to me that in typical cases, the Pension Review Board would be faced with written submissions and they would have to decide whether or not the case was of such a character as to justify the calling of an oral hearing. Would you be satisfied to leave that discretion in their hands?

Mr. Chadderton: Well, I do not think so. I think, Mr. Blair, that our objection is one of substance in connection with Clause 82(2). We agree, and we did say, that a written submission should be made and that on this basis they could proceed with a decision. Now, following from that, it would be left to the discretion, you say, of the Pension Review Board as to whether an oral hearing was made. Well, now, I do not know whether my next remark—and I do not want to quote anybody—but I do not know whether it was made in evidence in front of the Committee or afterwards, but I was certainly given to understand from the Chief Pensions Advocate the other day that, in most cases, he would insist on a hearing and as he would be handling a lot of these cases, it seems to me that regardless of what the decision of the Pension Review Board might be as to whether this was going to develop into a lot of legalistic hearings, if the Chief Pensions Advocate is going to insist upon a hearing in the cases that he handles, you are going to have a procedure which is going to be based on an awful lot of formal hearings.

So, I mean, I cannot really say, and I do not want to quote the Chief Pensions Advocate out of context, and I do not really remember whether he said that in the evidence or afterwards. But certainly this has been my interpretation all along, that if you got it into this area where there were formal hearings and what not, in order to do the best job for the applicant, the Pensions Advocate—people may feel that we have to insist on formal hearings, and what we visualize, Mr. Chairman, is everything grinding to a stop right there.

Mr. Blair: Well then, your first concern is that it be made clear in the statute that the veteran or his representative is not entitled, as of right, to have a formal hearing because, in your view, this would clog up the process.

Mr. Chadderton: I think we said in our presentation that there would be a right of appearance by the Advocate if he insisted on it, but we also said, as number one, that basically the procedure should be one of informal review of the documents.

• 1205

Mr. Blair: My experience with a number of other administrative tribunals in this city is that there is an opportunity to apply for a review and very frequently the people who do this in the strongest language request that they be given an oral hearing, but in the majority of cases the various commissions decide that the application

[Interprétation]

• **M. Blair:** Si vous voulez étudier le paragraphe 2 de l'article 82 à la page 36, monsieur Chadderton, je voudrais vous poser une question au deux.

Le ministre a déclaré, cette loi habilitante, dans son discours d'ouverture. Cet article prévoit en effet que le requérant peut s'adresser par écrit au Conseil de révision des pensions et a le droit de comparaître devant le Conseil pour justifier l'appel. Il me semble que dans les cas typique, le Conseil de révision des pensions devra étudier des soumissions écrites et décider si oui ou non, l'affaire justifie une audience. Pensez-vous que l'on peut laisser cela à sa discrétion?

M. Chadderton: Je ne pense pas. Nous nous opposons quelque peu à l'article 82 (2), monsieur Blair. Nous admettons, nous l'avons dit, qu'une soumission écrite doit être faite et qu'une décision peut ensuite être prise. Donc, ce serait au Conseil de révision des pensions de décider si une audience doit avoir lieu. Je ne veux citer personne et je ne sais pas si ce dont je vais parler a été dit au cours d'une séance de Comité ou après, mais le chef avocat-conseil du Bureau m'a laissé entendre que dans la plupart des cas, il insisterait pour que l'audience ait lieu. Comme il s'occupera de très nombreuses affaires, il me semble que, quelle que soit la décision prise par le Conseil de révision des pensions, cela va donner lieu à des tas d'audiences. Si le chef avocat-conseil veut une audience pour chacune des affaires qu'il étudie, la procédure sera basée sur une quantité d'audiences officielles.

Je ne veux pas citer le chef avocat-conseil, car je ne sais vraiment pas s'il a dit cela au cours de son témoignage ou par la suite. Mais c'est ainsi tout au moins que j'ai interprété ses paroles et si l'on tient absolument aux audiences officielles afin de faire le meilleur travail possible pour le requérant, tous les avocats-conseils insisteront là-dessus et je crois que tout se bornera là car c'est impossible.

Mr. Blair: Donc, vous voulez avant tout qu'il soit clair dans la loi que l'ancien combattant ou son représentant n'a pas droit automatiquement à une audience officielle parce que cela retarderait tout le processus.

M. Chadderton: Nous disons dans notre mémoire que l'avocat, s'il insiste, aurait le droit de comparaître mais nous disons également que l'on doit tout d'abord étudier le document officieusement.

Mr. Blair: D'après ce que je sais des tribunaux administratifs, on a toujours la possibilité de demander qu'une révision soit faite et très souvent les personnes qui font cela, demandent très fermement d'avoir le droit de comparaître et de se défendre oralement. Dans la majorité des cas, les diverses commissions décident que la

[Text]

is not of sufficient importance to justify the calling of a hearing. I pose the question again, would you accept the situation where the procedure would be determined finally by the Pension Review Board?

Mr. Chadderton: Yes. Yes, this is the whole basis of our presentation, Mr. Blair.

Mr. Blair: I would like to ask a question about the internal proceedings of the Pension Review Board. You have made the suggestion that in order to simplify and streamline its procedure certain determinations might be made by one member rather than a quorum of three. Again, I ask the question, having in mind the typical procedure followed in administrative tribunals in this city, would you be satisfied if three people participated in the written decision based on written submissions only?

Mr. Chadderton: Yes, we would.

Mr. Blair: In other words, you would not want to lock the new Pension Review Board into a specific code of procedure in the statute.

Mr. Chadderton: No. I think the wording we used in evidence was that the Board should be free to decide how it operated, depending on the circumstances. As I have said earlier, if this Board has to contend with something like 20,000 or 30,000 cases, it is sheer suicide to write a Bill that says there must be a formal hearing in every case. You would only have to amend it in a year's time.

Mr. Blair: My experience is that everybody wants a hearing and the worse the case the more they want the hearing.

Mr. Chadderton: Yes, quite right, Mr. Blair. If the government is prepared to put up \$1.5 million or something, that is what we want. But we were told quite definitely—and it came up right in this Committee—when somebody brought up that \$1.5 million a lot of people just threw up their hands in horror so we said there is no use asking for that because we are not going to get it.

Mr. Blair: But as a practical matter having regard to the channels in which the various cases are bound to fall, it really is unrealistic to suggest that every application for a review needs an oral hearing.

Mr. Chadderton: Yes. Mr. Blair, all we can be is frank and honest about it. We saw that the number one priority would be to set something up as proposed by the Woods Committee. We had to back off that because of the money situation; that 20 some years after World War II presumably people just were not prepared to put out that kind of money. So we said, "What are we going to suggest then by way of some legitimate type of appellate structure?" and we hit upon the question of a review; at the very least when somebody of good intent sits down and reviews that file and has the background and the knowledge, he should be able to say whether or not the right decision was made. If it were, fine; if not, we would go back and do it again.

[Interpretation]

demande n'est pas assez importante pour justifier une réunion. Et je soulève à nouveau la question, accepteriez-vous que la procédure soit finalement déterminée par le Conseil de révision des pensions?

Mr. Chadderton: Oui, c'est tout à fait ce que nous avons voulu démontrer ce matin, monsieur Blair.

Mr. Blair: Je voudrais maintenant poser une question au sujet de la procédure interne du Conseil de révision des pensions. Vous avez proposé, pour simplifier le processus, que certaines décisions soient prises par un membre plutôt que par un quorum de trois personnes. De nouveau, je me demande si, étant donné les procédures suivies habituellement par les tribunaux administratifs dans cette ville, il serait satisfaisant que trois personnes participent à une décision écrite prise à partir de représentations écrites seulement.

Mr. Chadderton: Pourquoi pas! Oui.

Mr. Blair: En d'autres termes, vous ne voulez fixer pour le Conseil de révision des pensions aucune procédure précise.

Mr. Chadderton: Non. Je crois que le Conseil de révision des pensions doit avoir toute liberté de choisir comment il veut procéder. S'il y a 20,000 ou 30,000 cas à étudier, c'est un suicide que d'écrire un Bill selon lequel il faut une audience officielle dans tous les cas. Il faudrait l'amender avant un an.

Mr. Blair: Tout le monde veut avoir droit à une audience, je crois, et plus l'affaire est mauvaise, plus ils y tiennent.

Mr. Chadderton: Oui, je suis tout à fait d'accord. Si le gouvernement veut dépenser un million et demi de dollars, je suis d'accord. Mais nous avons parlé tout à l'heure d'un demi million de dollars seulement et tout le monde s'est paraît-il, écrié d'horreur devant ce chiffre. Nous croyons donc qu'il est inutile de réclamer une chose que nous savons impossible à retenir.

Mr. Blair: Sur le plan pratique, il me semble irréaliste de penser que toutes les demandes de révision nécessitent une audience.

Mr. Chadderton: Je pense que la seule chose que nous pouvons faire, c'est être francs et honnêtes à ce sujet. Tout d'abord, il faudrait établir quelque chose selon les propositions du Comité Woods. Nous avons dû retarder cela en raison de la situation financière elle-même: environ 20 ans après la Deuxième Guerre mondiale, les gens ne sont pas prêts à dépenser cet argent. Donc, comment pouvions-nous faire? Il fallait une méthode d'appel et nous nous sommes heurtés à la question de la révision. Si quelqu'un plein de bonnes intentions commence à étudier ces dossiers, connaissant toutes les données du problème, ne peut-il pas déterminer si la décision prise a été bonne ou non. Si la décision prise a été mauvaise, pourquoi ne pas recommencer?

[Texte]

Mr. Blair: Mr. Chadderton, when this legislation is passed and the new tribunal is created do you anticipate that it will be hit immediately with a great volume of cases?

Mr. Chadderton: No, I would not think so, Mr. Chairman. I think what will happen first as soon as the new legislation goes through is that the Commission will have to deal with a great volume of fresh applications and presumably will go through the normal Commission procedures; after the Entitlement Board is finished with it, it will be ready for an appellate review. So maybe the government has six months, I do not really know.

Mr. McFarlane: Mr. Chairman, I would like to make the point that the Review Board would have to be set up early because if it is to have sole jurisdiction on interpretation and the Pension Commission ruled out a claim on first application and the advocate or the applicant wanted to dispute the interpretation, the Board would have to be available. So the government is going to have to ensure that the Board is available at the time they enact the legislation.

• 1210

Mr. Blair: Yes. I see that, Mr. McFarlane.

May I ask a few questions on the problem of interpretation of the Pension Act. As I understand your submission, you would like to have an additional power given to the new Board to interpret the statute, almost by a reference. For example, if the Minister finds that a particular clause in the state is causing a considerable amount of difficulty, am I right in thinking you feel he should have the power in a formal communication to ask the Pension Review Board to interpret that statute.

Mr. Chadderton: Yes, certainly.

Mr. Blair: This is similar to the power given to the Minister of National Revenue or the Minister of Finance to make a reference to the Tariff Board.

Mr. Chadderton: That is right, Mr. Chairman. I think it would sum up in the word access so far as we were concerned. Anyone with an interest should have access to that Pension Review Board for interpretation.

Mr. Blair: Of course, all sorts of people will have access. If they are applicants they can appeal and request a review, and their particular cases may give rise to a serious decision on the interpretation of the statute. However, beyond that, you feel that there should be a power in the government to refer a section to this.

Going beyond that, do you envisage that some organizations outside the government should have the power or right to ask a new Review Board to undertake the interpretation of a clause by way of a reference.

Mr. Chadderton: Yes, Mr. Chairman, only veterans organizations and those which are recognized as such under the existing Pension Act—you see there is a definition under the Pension Act now as to a veterans organization.

Mr. Blair: This might pose some structural, if not, constitutional problems. Generally speaking in these

[Interprétation]

M. Blair: Pensez-vous que lorsque cette loi sera adoptée et qu'un nouveau tribunal sera créé, il devra immédiatement étudier de très nombreux cas?

M. Chadderton: Non, je ne pense pas. Je crois que tout d'abord, dès que la Loi sera adoptée, le Conseil devra traiter toutes les nouvelles demandes qui ont été faites et suivre sans doute la procédure normale de la Commission; lorsque le Comité d'appel aura terminé, on pourra procéder à une révision. Le gouvernement a peut-être six mois, je ne sais pas exactement.

M. McFarlane: Je voudrais faire une remarque, monsieur le président. Le Conseil de révision devrait être établi très rapidement car s'il doit statuer sur les questions d'interprétation et que la Commission refuse une réclamation lors de la première demande, il devra être à la disposition de requérant ou de l'avocat si ceux-ci veulent discuter de l'interprétation. Il faudra que la Commission soit à la disposition du requérant dès que le projet de loi sera adopté.

M. Blair: Je voudrais poser quelques questions au sujet de l'interprétation de la Loi sur les pensions. Si j'ai bien compris votre rapport, vous voudriez que des pouvoirs supplémentaires soient donnés au nouveau Conseil afin de lui permettre d'interpréter la loi, presque par référence. Par exemple, si le ministre trouve qu'un article particulier de la loi entraîne de nombreuses difficultés, ai-je raison de penser qu'il devrait pouvoir, dans une communication officielle, demander au Conseil de révision des pensions d'interpréter cette loi.

M. Chadderton: Oui, certainement.

M. Blair: C'est à peu près la même chose que les pouvoirs donnés au ministre du Revenu national ou au ministre des Finances qui peuvent en référer à la Commission des tarifs.

M. Chadderton: Oui. Je pense que tout cela se résume au mot accès. Toutes les personnes intéressées devraient pouvoir s'adresser au Conseil de révision des pensions afin d'avoir des éclaircissements sur l'interprétation.

M. Blair: Beaucoup de gens y auront accès. Si ce sont des requérants ils pourront faire appel, demander à ce que leur affaire soit révisée, et même dans certains cas, il y aura une décision sérieuse à prendre au sujet de l'interprétation de la loi. Mais au delà de cela, vous pensez que le gouvernement devrait avoir le pouvoir de référer un article à cette commission. En outre, vous pensez que certaines organisations, en dehors du gouvernement, devraient avoir la possibilité ou le droit de demander au nouveau conseil de révision des pensions d'entreprendre l'interprétation d'un article.

M. Chadderton: Oui, monsieur le président. Seules les organisations d'anciens combattants et celles qui sont accréditées en vertu de la Loi actuelle sur les pensions—car il y a une interprétation en vertu de la loi actuelle concernant les associations d'anciens combattants.

M. Blair: Mais il peut y avoir là des problèmes structurels sinon constitutionnels. D'une façon générale, dans

[Text]

other tribunals if people find that they have been adversely affected by a series of interpretations of a statute, they make representations to the government calling the problem to its attention, which results in a reference, as I stated before. However, you would like to even have the opportunity on the part of the veterans organizations to apply to the tribunal at your own motion to request that a particular section be reviewed.

Mr. Chadderton: Yes.

Mr. McFarlane: Not only that, Mr. Chairman, if the Pension Commission made a submission to the Pension Review Board on interpretation, we would wish the opportunity to make representations which may be in the form of rebuttal of the Commission's proposal. If the Commission were just saying to the Review Board, would you give us your interpretation of Section 78, then it would not matter. However, if they were making a presentation as to how they feel the section should be interpreted, and their reasoning behind it, then we would like to receive formal notification from the Pension Review Board that a hearing will be conducted with respect to the interpretation of Section 78 and we enclose herewith a copy of a submission received from the Pension Commission, something along this line, but again, not being all this formal. We want to keep it as informal as possible.

Mr. Blair: Mr. McFarlane, you anticipated my next set of questions.

On this matter of interpretation there are really two problems. The first is how do you raise a question for interpretation which I have explored with you and Mr. Chadderton, and then the second problem is that if you get a case involving the interpretation of the statute before the Appeal Board, who is entitled to appear and make representations?

As the statute is presently proposed, it seems to me reading Section 83, subsection (3) that the only outside party, as it were, who would have a right to appear on a serious case dealing with interpretation is the Chief Pensions Advocate.

•1215

Mr. McFarlane: Mr. Chairman, that was our conclusion and that is why we made reference to it in our brief.

Mr. Blair: I understand your submission very well, and it is to this effect, that where serious questions of interpretation are raised before the tribunal, they affect more people than the actual pensioner whose claim is under consideration; and you feel that, in those cases, veterans' organizations who have a broad interest, should have a right to appear and make representations.

Mr. McFarlane: That is correct, Mr. Chairman.

Mr. Blair: Could I ask your opinion on how this might be handled procedurally? I have in mind the procedure of the Supreme Court of Canada and, again, the procedure which is followed by other administrative tribunals in this City, where, when serious cases arise, people have a right to apply to the tribunal for permission to appear on that case; then the tribunals, generally, in my experi-

[Interpretation]

les autres tribunaux, si les personnes pensent que la décision prise a été faussée par une série de mauvaises interprétations d'une loi, elles peuvent attirer l'attention du gouvernement sur cette question d'interprétation. Cependant, vous voudriez que les organisations d'anciens combattants, elles-mêmes, aient la possibilité de s'adresser au tribunal pour demander qu'un article particulier soit révisé.

M. Chadderton: Oui.

M. McFarlane: Non seulement cela, monsieur le président, si la Commission des pensions a fait une soumission au Conseil de révision des pensions au sujet de l'interprétation, nous voudrions pouvoir témoigner, c'est-à-dire que si la Commission se bornait à dire au Conseil de révision des pensions: «quelle est votre interprétation de l'article 78» cela n'aurait aucune importance. Cependant, si elle lui demande comment l'article doit être interprété et pourquoi nous voudrions recevoir une notification officielle du conseil de révision des pensions, élisant qu'une réunion aura lieu pour discuter l'interprétation de l'article 78, etc.... quelque chose dans ce genre. Mais de nouveau, il ne faut pas que cela se fasse de façon trop officielle, il faut que cela reste aussi officieux que possible.

M. Blair: Vous êtes allé au devant de ce que j'allais dire.

Il y a deux problèmes: tout d'abord, comment pose-t-on la question au sujet de l'interprétation? Et deuxièmement, il y a un autre problème, s'il y a une affaire dans laquelle une question d'interprétation de la loi se pose, qui a le droit de comparaître devant le conseil de révision des pensions et de témoigner?

Dans la loi proposée, il me semble que d'après l'article 83, paragraphe 3, la seule partie extérieure qui ait le droit de comparaître lors de cas sérieux dans lesquels une question d'interprétation se pose serait le chef avocat-conseil.

Mr. McFarlane: Monsieur le président, c'était là notre conclusion et c'est pourquoi nous y avons fait allusion dans notre mémoire.

Mr. Blair: Je comprends très bien votre mémoire et c'est pour cela que lorsque des questions sérieuses d'interprétation sont soulevées devant le tribunal elles affectent plus de personnes que celui dont l'affaire est étudiée; dans ces cas-là, les organisations d'anciens combattants qui sont très intéressées par ces questions devraient avoir le droit de comparaître et de témoigner.

Mr. McFarlane: C'est tout à fait juste, monsieur le président.

Mr. Blair: Pourrais-je vous demander votre opinion sur la façon dont on pourrait procéder à cela sur le plan des procédures? Je pense à la procédure que suit la Cour suprême du Canada également à la procédure suivie par d'autres tribunaux administratifs dans cette ville; lorsque des affaires graves se posent les personnes ont le droit de s'adresser au tribunal et de lui demander la permission

[Texte]

ence, where there is a serious and honest interest in the case, give permission to apply.

Would that kind of procedure be in any way acceptable to you?

Mr. McFarlane: Mr. Chairman, we are thinking more or less along the lines of a procedure which the Pension Commission has followed over the years. Of course, it is realized that it has been a larger body than the proposed Pension Review Board, but we have been able to make informal contact with the Chairman of the day, of the Pension Commission, and ask him if he would arrange for a special presentation on a matter of interpretation involving such-and-such a section of the Act, and this has been done. We presented a written submission and have gone before this committee.

I could not tell you what happens from there. I would assume that they would then make a recommendation to a general meeting of the Commission to determine what their policy would be. They have not, to my knowledge, notified the Veterans Bureau, for instance, that the Royal Canadian Legion was going to make a presentation on a matter of interpretation; and this is something that we are trying to establish provision for in the new legislation.

The Chairman: Could I interject here, Mr. Blair? Excuse me, but seeing that you have held the witnesses for the last forty-five minutes, I was wondering if other members had some questions which could be considered as supplementaries, prior to your continuing.

The reason I brought it out is that it has been the habit in committees for one questioner to perhaps hold the interest of the witnesses for possibly ten minutes, and then perhaps others had questions at that moment. If here we have not, then we will proceed.

Mr. Marshall: Mr. Chairman, I have to leave. I have just one question. I think everybody had a letter from the National Prisoners of War Association about appearing before the Committee. Has that been dealt with?

The Chairman: Yes, this has been dealt with, Mr. Marshall, and each individual will receive a submitted brief, rather than dealing with it in the Committee.

Mr. Marshall: Has the Association accepted that?

The Chairman: I believe the Clerk has communicated with them and they have accepted. This week-end it will be presented.

Mr. Blair.

Mr. Blair: No, Mr. Chairman, I have concluded my questioning.

The Chairman: The remaining matter to be dealt with is the conclusion. I believe Mr. McFarlane will read this.

Mr. McFarlane: The national veterans' organizations of Canada are cognizant of the time factor involved in bringing the long-needed amendments into effect. It is more than five years since the inception of the Committee to survey the organization and work of the Canadian Pension Commission. In our opinion, there should be no further delay.

[Interprétation]

de comparaître et de témoigner sur cette affaire; ensuite, tout au moins, d'après ce que je sais, les tribunaux, si l'affaire est réellement grave et d'importance, donne la permission à la personne qui l'a demandée de comparaître et de témoigner. Accepteriez-vous ce genre de procédure?

M. McFarlane: Monsieur le président, nous pensons plus ou moins aux procédures que la Commission des pensions a suivi depuis plusieurs années. Nous savons que cet organisme est plus important que le Conseil de révision des pensions que nous envisageons, mais nous avons pu prendre contact avec le président de la Commission des pensions et nous lui avons demandé s'il serait prêt à prendre les dispositions nécessaires pour qu'il y ait un témoignage sur une question d'interprétation à propos de tel ou tel article de la loi. Cela a été fait. Nous avons présenté un mémoire écrit devant ce Comité.

Je ne sais pas très bien ce qui s'est passé ensuite. Je suppose qu'ils feront une recommandation officielle lors d'une réunion générale de la Commission afin de savoir quelle sera la politique à suivre. D'après ce que je sais le bureau des Anciens combattants n'a pas été averti du fait que la légion royale canadienne allait témoigner sur une question d'interprétation; nous voudrions qu'il y ait des dispositions à cet égard dans le nouveau projet de loi.

Le président: Je voudrais seulement vous dire, monsieur Blair, que vous avez interrogé les témoins pendant les quarante-cinq dernières minutes et il y a peut-être d'autres députés qui ont des questions à poser que nous pourrions considérer comme supplémentaire. J'ai dit cela uniquement parce que généralement, on ne peut poser des questions aux témoins que pendant une dizaine de minutes. Si personne n'a de questions, continuons.

M. Marshall: Juste une question, monsieur le président. Je pense que tout le monde a reçu une lettre de l'Association nationale des prisonniers de guerre qui demandait à comparaître. Est-ce que cela a été étudié?

Le président: Oui, cela a été étudié et chacun recevra un mémoire.

M. Marshall: L'Association a-t-elle accepté?

Le président: Oui, je crois que le greffier a pris contact avec eux, elle a accepté. Le mémoire sera présenté cette fin de semaine. Monsieur Blair.

Mr. Blair: J'ai terminé, monsieur le président.

Le président: Nous devons maintenant aborder la conclusion.

M. McFarlane: Les Associations nationales d'anciens combattants du Canada se rendent bien compte des délais que nécessite la mise en vigueur de ces amendements qui s'imposaient depuis longtemps. Voilà plus de cinq ans qu'était instituée la Commission sur l'organisation et le travail de la Commission canadienne des pensions. Nous croyons que tout autre délai serait superflu.

[Text]

Under ordinary circumstances we would be moved to suggest that time be taken to review the proposed amendments. We are, however, torn between the desire, on one hand, to ensure that the fullest possible consideration is given to all aspects of this new legislation, and the absolute requirement, on the other hand, to see the passage of this legislation at the earliest possible date.

• 1220

It is our unanimous view, therefore, although the government's proposed Bill does not fully remedy the deficiencies in the Pension Act, as seen not only by ourselves but by the Standing Committee on Veterans Affairs of 1970, we are prepared to endorse Bill C-203 in its present form. This endorsement is given on the clear understanding that the proposals which have been omitted from this Bill, together with any other adjustments required in the new pension legislation, may be the subject of further submissions to the government in due course.

The Chairman: Gentlemen, we have heard the brief so well presented by Mr. Chadderton and Mr. McFarlane whom I believe the Committee wishes to thank for enlightening us and for expressing exactly your views on this new legislation. Thank you very much.

Mr. Chadderton: Thank you.

The Chairman: The meeting will stand adjourned until Tuesday next and each member will be advised as to the time and place.

As the statute is presently proposed, it seems to me reading Section 20, subsection 2(a) that the only public justification of veterans' claims are those individuals who are 70 years of age or older, or those who are disabled.

As the statute is presently proposed, it seems to me reading Section 20, subsection 2(a) that the only public justification of veterans' claims are those individuals who are 70 years of age or older, or those who are disabled.

Mr. McFarlane: Mr. Chairman, that was our contention and that is why we made reference to it in our brief.

What does this mean? Mr. McFarlane?

Mr. Blair: I understand that the 70 years of age or disabled people are the ones that are entitled to representation before the Board. These are the ones that are more likely to be able to represent themselves better than the person pensioner whose claim is under consideration, and you feel that, in those cases, veterans' organizations should be entitled to have the right to appear and make representations.

Mr. McFarlane: Mr. Chairman, we have a resolution

and a resolution that has been passed by the Standing Committee on Veterans Affairs of 1970, which states that the veterans' organizations should be entitled to appear before the Board and make representations on behalf of their members.

[Interpretation]

Nous aurions suggéré, dans des circonstances normales, qu'on prenne le temps voulu pour réexaminer les amendements proposés. Il nous faut cependant choisir, d'une part, entre notre désir de voir accordée toute la considération possible à tout les aspects de la nouvelle loi, et, d'autre part, la nécessité absolue de voir ce projet de loi adopté dans les plus brefs délais.

C'est donc à l'unanimité que nous nous sommes disposés à appuyer dans ce présent libellé, le projet de loi C-203 si ce projet de loi gouvernemental ne corrige pas toutes les imperfections de la Loi des pensions telles que non seulement nous les concevons mais comme le conçoit aussi le Comité permanent des Affaires des anciens combattants de 1970.

Nous souscrivons au projet de loi à la condition expresse que les recommandations dont le projet de loi ne fait pas état ainsi que toutes modifications qu'il trouverait à apporter ultérieurement à la nouvelle loi des pensions, puissent faire l'objet en temps opportun à d'autres recommandations au gouvernement.

Le président: Messieurs, nous avons entendu le mémoire qui a été si bien défendu par ces messieurs. Je crois que le comité tient à les remercier de nous avoir présenté leurs opinions sur ce nouveau projet de loi. Je vous remercie. Bravo.

M. Chadderton: Merci.

Le président: La réunion est ajournée jusqu'à mardi prochain et chaque député sera averti de l'heure et de la salle.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 3

Tuesday, January 26, 1971

Chairman: Mr. Carl Legault

[Texte]

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 3

Le mardi 26 janvier 1971

Président: M. Carl Legault

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Veterans Affairs

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Pension Act
and the Civilian War Pensions and
Allowances Act

CONCERNANT:

Le Bill C-203, Loi modifiant la
Loi sur les pensions et la Loi sur les
pensions et allocations de guerre pour les civils

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

The Chairman called Clauses 7, 8, 9, 10, 11 and 14 of the Bill, each of which was allowed to speak after the Members had asked questions of the witness.

With consideration of the Bill concluding at 11:15 a.m.,
the Committee adjourned until Thursday, January 26,
1971.

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

Procès-verbaux no 3

Le mardi 26 janvier 1943

Président: M. Carl Legault

STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Carl Legault

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

Messrs.

Badanai	Guay (St. Boniface)
Bigg	Knowles (Norfolk-
Blair	Haldimand)
Corriveau	Knowles (Winnipeg
Émard	North Centre)

COMITÉ PERMANENT DES
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Carl Legault

Vice-président: M. Jack Cullen

Messieurs

Loiselle	Tétrault
MacLean	Thomas (Moncton)
MacRae	Turner (London East)
Marshall	Weatherhead
Peters	Whicher—(20).

(Quorum 11)

Greffier du Comité
Hugh R. Stewart
Clerk of the Committee

WITNESSES:
(See Minutes of Proceedings)

Troisième session de l'

Third Session

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from Information Canada, Ottawa, Canada

En vente au siège d'Information Canada, Ottawa, Canada

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, January 26, 1971
(4)

[Texte]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:45 a.m. this day. The Chairman, Mr. Legault, presided.

Members present: Messrs. Blair, Émard, Guay (St. Boniface), Knowles (Norfolk-Haldimand), Knowles (Winnipeg North Centre), Legault, MacRae, Thomas (Moncton), Turner (London East), Weatherhead, Whicher—(11).

Other Member present: Mr. Ritchie.

Witnesses: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister; Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate. From the Canadian Pension Commission: Mr. T. D. Anderson, Chairman.

The Committee resumed its consideration of Bill C-203. Clause 1 was allowed to stand. The Chairman called Clauses 2, 3 and 4 which were allowed to stand, after the witnesses were questioned.

On motion of Mr. Weatherhead,

Resolved,—That the original motion (meeting No. 1) for the appointment of a Subcommittee be rescinded, and the following words be substituted therefor:

That the Chairman, the Vice-Chairman and 5 other members appointed by the Chairman do compose the Subcommittee on Agenda and Procedure, after the usual consultation with the Whips of the different parties.

The Chairman called Clauses 2, 3, 4, 5, 6 of the Bill which were severally carried.

The Chairman called Clauses 7, 8, 9, 10 11, 12, 13, 14 of the Bill, each of which was allowed to stand, after the Members had asked questions of the witnesses.

With consideration of the Bill continuing, at 11:15 a.m., the Committee adjourned until Thursday, January 28, 1971.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

Le MARDI 26 janvier 1971.
(4)

Le Comité permanent des Affaires des Anciens combattants se réunit ce matin à 9 h 45. Le président, M. Legault, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Émard, Guay (Saint-Boniface), Knowles (Norfolk-Haldimand), Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Legault, MacaRe, Thomas (Moncton), Turner (London-Est), Weatherhead, Whicher—(11).

Autre député présent: M. Ritchie.

Témoins: Du ministère des Affaires des anciens combattants: MM. J. S. Hodgson, sous-ministre, D. K. Ward, avocat en chef des pensions. De la Commission canadienne des pensions: M. T. D. Anderson, président.

Le Comité reprend l'étude du bill C-203. L'article 1 est réservé. Le président met en délibération les articles 2, 3 et 4 qui sont réservés. Les témoins répondent ensuite aux questions.

M. Weatherhead propose et il est

Résolu,—que la proposition originale (séance n° 1) concernant la formation d'un sous-comité soit retirée et qu'elle soit remplacée par celle-ci:

Que le président, le vice-président et cinq autres membres nommés par le président forment le sous-comité du programme et de la procédure, après consultation avec les Whips des différents partis.

Le président met en délibération les articles 2, 3, 4, 5, 6 du bill qui sont adoptés séparément.

Le président met en délibération les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 du bill, et ces derniers sont tous réservés après que les témoins aient répondu aux questions des députés.

Pendant que l'étude du bill se poursuit, à 11 h 15 de l'avant-midi, la séance du Comité est levée jusqu'au jeudi le 28 janvier 1971.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, January 26, 1971.

[Text]

• 0945

The Chairman: Gentlemen, I believe we should get started. When we have a quorum, I will ask for a motion to rescind one that was passed for the Steering Committee. I believe we will adhere to the motion, the standard motion, that in every committee the Chairman, Vice-Chairman and five members would be members of that committee.

We now will proceed with the clause-by-clause study of Bill C-203. I think it is the usual procedure to stand, Clause 1, to take the rest of the clauses and then to refer back to Clause 1 at the end.

Today we have with us officials of the Department in the person of Dr. Hodgson, the Deputy Minister. Dr. Hodgson, would you care to join me this morning up here? Also, we have with us Mr. McCallum, Mr. Reynolds, the Director of the Legal Branch, and Mr. Ward. I think we have the people to answer the questions that would be asked.

Shall Clause 2 carry? If there are no questions, we will just let it stand because as we do not have a quorum. We will have to pass it afterwards.

Clause 2 allowed to stand.

On Clause 3,

Mr. MacRae: I have read over Clause 3(2), proposed Section 3(13), and I cannot see the difference. I suppose it is very obvious and it is there, but what is the difference between the way it is in the Bill now and the way it was before? Perhaps Dr. Hodgson or Mr. Anderson could explain that.

Dr. J. S. Hodgson (Deputy Minister, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, in the original version it was stated that the Chairman has control over the disposition of the duties of the Commissioners, but control only over the duties performed by the staff. The amendment would indicate that he has the control and direction of the work of both the Commissioners and of the staff. In other words, the former version did not indicate clearly that the Chairman had control and direction of the work of the staff, but only control over the duties, not control over the staff as such.

Mr. MacRae: What is the effect of the change?

Dr. Hodgson: The purpose, Mr. Chairman, is just to make it clear that the Chairman of the Commission runs his own shop and has full authority to do so.

Mr. MacRae: Has he not been doing so?

Mr. Hodgson: According to the wording of the Act as it stands, he only had control of the work of the members of his staff.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 26 janvier 1971

[Interpretation]

Le président: Messieurs, je pense que nous devrions commencer. Lorsqu'il y aura quorum, je proposerai une motion pour en annuler une qui a été adoptée au sujet du Comité directeur. Je crois que nous adopterons la motion selon laquelle dans chaque comité, le président, le vice-président et cinq membres doivent former ce comité.

Nous allons donc entamer l'étude du Bill C-203, article par article. Je pense qu'il est d'usage de réserver le premier article et d'étudier alors tous les autres articles pour revenir au premier article à la fin.

Nous avons parmi nous des hauts fonctionnaires du Ministère, représentés par M. Hodgson, sous-ministre. Voulez-vous vous approcher, monsieur Hodgson, s'il vous plaît? Nous avons aussi M. McCallum, M. Reynolds, directeur de la division juridique, et M. Ward. Je pense que ces personnes peuvent répondre à toutes les questions que vous voudrez poser.

L'article 2 est-il adopté? S'il n'y a pas de questions, nous réservons cet article, puisqu'il n'y a pas quorum. Il faudra l'adopter plus tard.

Nous réservons l'article 2.

L'article 3,

M. MacRae: J'ai lu l'article 3(2), qui est proposé comme nouveau paragraphe (13) de l'article 3 et je ne vois pas la différence. Je suppose que c'est très clair, mais en quoi l'article 3(2) du projet de loi diffère-t-il de l'ancien article 3(13) de la Loi? Peut-être que M. Hodgson ou M. Anderson pourraient nous donner une explication.

M. Hodgson (sous-ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur le président, dans la version originale, il était stipulé que le président a la direction des attributions des devoirs des Commissaires, et n'exerce un contrôle que sur les devoirs à remplir par le personnel. Cette modification indiquerait qu'il assume la surveillance et la direction des travaux des commissaires et du personnel également. En d'autres termes, la première rédaction n'indiquait pas clairement que le président assumait la surveillance et la direction des travaux du personnel, mais seulement la surveillance des travaux, et non du personnel comme tel.

M. MacRae: Quelles seront les conséquences de la modification?

M. Hodgson: Il ne s'agit, monsieur le président, que de spécifier que le président de la Commission a vraiment pleine autorité pour diriger sa barque.

M. MacRae: N'est-ce pas ce qu'il a fait?

M. Hodgson: Le libellé de la Loi antérieure indiquait seulement qu'il ne surveillait que les travaux de son personnel.

[Texte]

• 0950

In practice I do not think there has been any substantial difference, but legally he was not given as full control over the staff as the amended wording would propose.

Mr. MacRae: I have not had a bad night or anything, Mr. Chairman, but I will have to think about it, as I still do not see it. However we can proceed as far as I am concerned.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, on page 4 of the preliminary comments submitted by the National Veterans Organizations of Canada on January 21, it is pointed out that:

The findings of the Woods Report indicated that, at the level of the first hearing or initial hearing, decisions were now, in fact, being made by one Commissioner.

I wonder, Dr. Hodgson, if this is so, what is the basis for the provision in Clause 3(3) on page 5 of the Bill that two Commissioners constitute a quorum for the purpose of considering applications and determining awards.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, perhaps the Chairman of the Canadian Pension Commission would be the most competent witness to reply to that question.

The Chairman: May I ask Mr. Anderson to comment.

Mr. T. D. Anderson (Chairman, Canadian Pension Commission): You will note that Section 7 subsection (4) of the existing Act reads as follows:

Except as herein otherwise expressly provided, for the purpose of exercising and performing the powers, authorities and functions vested in the Commission, as distinct from an Appeal Board thereof, under this Act, the Commission shall consist of two or more Commissioners.

As you know Section 7 is now deleted under the new Bill. The purpose of this particular provision in the new Bill is to continue the procedure or continue the authority as it is outlined in Section 7(4) of the existing Act. Actually the procedure that is followed is quite simple.

The file comes to the board room along with the medical precis and Form 566, which is the form on which the decision is written. If it is a fairly straightforward claim, one Commissioner will dictate the decision. It then goes back to the board room and two more will go through it and decide, or if they do not like the decision, they will take it back to the man who dictated it and discuss it with him, or it may be necessary to call a group of Commissioners together to discuss it.

If it is not a straightforward decision, it may well come back to the board room for a meeting at which several members of the Commission will discuss it. It will then be decided but, of course, in the final analysis somebody has to dictate it and only one man can do that. When it has been dictated, as I say, it then goes

[Interprétation]

Je crois que, en pratique, il n'y a pas de différence valable, mais du point de vue juridique, il n'exerçait pas toute l'autorité qui lui est attribuée dans la modification proposée.

M. McRae: Il faudra que je réfléchisse à cette question, monsieur le président, puisque je ne vois pas encore la différence entre le premier texte et le texte amendé. Je pense tout de même que l'on peut poursuivre.

Le président: Monsieur Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Monsieur le président, à la page 4 des commentaires préliminaires présentés par les Associations des anciens combattants du Canada le 21 janvier, il est dit ce qui suit:

Les conclusions du Rapport Woods ont montré que, au niveau de la première audience ou l'audience initiale, les décisions étaient en fait prises actuellement par un seul commissaire.

Je me demande, monsieur Hodgson, si cela est vrai, sur quoi est fondée la disposition de l'article 3(3), à la page 5 du bill, selon laquelle deux Commissaires constituent un quorum quand il s'agit d'étudier les demandes et de fixer les compensations.

Mr. Hodgson: Monsieur le président, peut-être qu'il reviendrait au président de la Commission canadienne des pensions de répondre à cette question.

Le président: Puis-je demander à M. Anderson de donner son avis?

M. T. D. Anderson (président de la Commission canadienne des pensions): Vous noterez que le paragraphe (4) de l'article 7 de la Loi se lit comme il suit:

Sauf disposition expressément contraire de la présente loi, aux fins d'exercer les pouvoirs, l'autorité et les fonctions attribuées à la Commission, en tant qu'elle diffère d'un bureau d'appel de celle-ci, aux termes de la présente loi, la Commission doit se composer de deux commissaires ou plus.

Comme vous le savez, l'article 7 est maintenant supprimé en vertu du nouveau projet de loi. Le but de cette nouvelle disposition est de maintenir la procédure ou l'autorité comme il était défini dans l'article 7(4) de la Loi. La procédure actuelle est vraiment très simple.

Le dossier est soumis à la Commission, en même temps que les données médicales et la formule 566, formule sur laquelle la décision est signalée. Si c'est une demande assez peu compliquée, un Commissaire dicte sa décision. La demande est alors renvoyée devant la Commission, où deux autres Commissaires l'étudient et rendent compte de leur décision; s'ils n'aiment pas la décision prise, ils renvoient la demande à celui qui avait pris cette décision et la discutent avec lui, ou encore il peut être nécessaire de réunir un groupe de Commissaires pour en discuter.

S'il s'agit d'une affaire plus compliquée, on peut renvoyer la demande devant la Commission lors d'une réunion, où plusieurs Commissaires en discuteront. Une fois la décision prise, une seule personne doit la dicter, mais ensuite deux autres Commissaires doivent la vérifier, et s'ils sont satisfaits, ils la signent. S'ils ne sont pas satis-

[Text]

back to the board room for consideration by two other Commissioners who, if they are satisfied, will proceed to sign it. If they are not, it is further discussed and eventually it is amended, or whatever action is indicated is taken, and then it is finally signed by the other two.

In direct answer to the question the purpose of that clause in the new Bill is to make provision for the procedure as set forth in Section 7(4) of the existing Act.

The Chairman: Thank you, Mr. Anderson. Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: That is fine, thank you Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any other questions on Clause 3?

Clause 3 allowed to stand.

On Clause 4—*Limitation on Commission's powers*

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I would like to ask a question on Clause 4(4). Under what conditions do errors occur in the awarding of a pension. I presume the pension has been awarded. How does this happen and under what circumstances?

• 0955

Mr. D. K. Ward (Chief Pensions Advocate, Veterans Bureau, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, I believe it can come about in many ways. I think one of the major errors in the past in which entitlement has been awarded by the Commission had to do with the documentary evidence contained in the service file. On that basis entitlement was conceded for a condition on the ground of it having been incurred during service whereas, perhaps many years later, a review carried out revealed that the decision was in error because of evidence, which had been overlooked in the service documents, that clearly established the condition was pre-enlistment in origin. The error was then corrected. But the Act requires certain limitations on just how the Commission can go about correcting an error, and it relates to rights of appearance before the error is corrected.

Mr. Ritchie: Then you say that these errors nearly always occur in deciding that the disability was actually present on enlistment. There are no other usual areas in which this occurs?

Mr. Ward: There may be other areas, sir, in which errors are made. I point to that one because I believe it is the most common error that was made in the past. In my experience in the last 20 years there has been very little of this sort of activity by the Commission, whereby errors of decision have been caught up, and this is now being remedied. We do not seem to see that sort of thing today. It usually relates to what occurred many years ago. The Chairman might correct me if I am wrong, but there has not been a case of correcting errors for some years.

The Chairman: Thank you, Mr. Ward. Are there any further questions on Clause 4?

[Interpretation]

faits, on peut en discuter encore pour y apporter des modifications éventuelles, ou pour prendre les mesures nécessaires, et enfin les deux autres Commissaires ratifient la décision.

Pour répondre directement à la question, le but de cet article du nouveau projet de loi est d'établir une disposition en ce qui concerne la procédure selon l'article 7(4) de l'ancienne Loi.

Le président: Merci, monsieur Anderson. Monsieur Weatherhead.

M. Weatherhead: C'est très bien, merci, monsieur le président.

Le président: Est-ce qu'il y a d'autres questions au sujet de l'article 3?

L'article 3 est réservé.

L'article 4—*Restrictions aux pouvoirs de la Commission*

Le président: Monsieur Ritchie.

Mr. Ritchie: J'aimerais poser une question au sujet de l'article 4(4). Dans quelles conditions y a-t-il des erreurs dans l'attribution d'une pension? En supposant qu'une pension ait été accordée, comment cela se passe-t-il et quelles en sont les circonstances?

M. D. K. Ward (chef avocat-conseil du Bureau des anciens combattants, ministère des Affaires des anciens combattants): Monsieur le président, je crois que cela peut se produire de diverses façons. L'une des erreurs les plus importantes, dans le passé, quand la Commission a accordé ainsi une pension, se trouvait dans les documents contenus dans le dossier militaire. La pension avait été accordée à cause d'un état de santé résultant du service. Mais quelques années plus tard, une révision a indiqué que la décision était une erreur, parce que l'on avait oublié dans le dossier militaire, des preuves établissant que l'état de santé était le même avant l'enrôlement. On a alors corrigé l'erreur; mais la Loi doit définir certaines restrictions quant à la manière dont la Commission peut corriger une erreur et ces restrictions sont liées aux droits de comparution avant que l'erreur puisse être corrigée.

Mr. Ritchie: Vous dites donc que ces erreurs ont lieu lorsqu'il s'agit de déterminer si l'invalidité existait lors de l'enrôlement. Il n'y a pas d'autres cas assez fréquents?

Mr. Ward: Il peut y en avoir d'autres, mais je songe à cette erreur-là, parce que je crois que c'était l'erreur la plus fréquente dans la passée. D'après mon expérience, au cours des 20 dernières années, on a vu très peu d'erreurs découvertes, mais on remédié présentement à cette situation. De nos jours, il ne semble pas se produire d'erreurs du genre; il s'agit surtout d'erreurs qui remontent à plusieurs années. Le président pourrait peut-être me corriger si je suis dans l'erreur, mais je ne me souviens pas qu'il y ait eu un cas d'erreur corrigée depuis quelques années.

Le président: Merci, monsieur Ward. Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 4?

[Texte]

Gentlemen, I see a quorum. May I ask for a motion to rescind one that had been made concerning the Steering Committee and to move one to the effect that the Steering Committee will be composed of the Chairman, Vice-Chairman and five members, these to be composed of members of each party.

Mr. Weatherhead: I so move.

The Chairman: The motion that was passed at the organizational meeting read:

On a motion by Mr. Bigg be it resolved that the Chairman, the Vice-Chairman and one other member from each party appointed by the Chairman after the usual consultation with the whips of the different parties do compose the subcommittee on agenda and procedure.

The new one would read:

That the Chairman, Vice-Chairman and five other members appointed by the Chairman do compose the subcommittee on agenda and procedure after the usual consultation with the whips of the different parties.

This is the standard motion passed in every permanent committee.

It has been moved by Mr. Weatherhead that the previous motion be rescinded and that the new motion be passed as such. All in favour?

Motion agreed to.

The Chairman: We have stood Clause 2. Shall Clause 2 carry?

Clauses 2, 3 and 4 agreed to.

On Clause 5—

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I take it that in the case of Clause 5, sections 7 and 8 are being repealed because they no longer apply—because we have changed from appeal boards to the new structure.

• 1000

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, the amendment is consequential. Some portions of what used to be sections 5 and 8 are now incorporated in the proposed 28 and other portions are no longer required.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That is, former Sections 7 and 8?

Dr. Hodgson: Yes, former Sections 7 and 8 are being either amalgamated into the proposed 28 or where not required, dropped.

Clauses 5 and 6 agreed to.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, when we say that Clause 6 is carried, does that mean that this Bureau of Pensions Advocates, Part II, Section 11 and so on, are all carried, with that particular concurrence at that point? Is that what I understand?

The Chairman: Mr. MacRae, would you want me to call the different subsections?

[Interprétation]

I Messieurs, il y a maintenant quorum. Je voudrais proposer une motion pour annuler la décision prise au sujet du Comité directeur. Je proposerais que le comité directeur se compose du président, du vice-président et de cinq membres; ces membres devant représenter tous les partis politiques.

M. Weatherhead: Je propose.

Le président: La motion adoptée à la réunion pour fin d'organisation se lit ainsi:

M. Bigg propose qu'il soit résolu que le président, le vice-président et un autre membre de chaque parti nommé par le président après consultation avec les whips des différents partis forment le sous-comité directeur du programme et de la procédure.

La nouvelle motion se lirait ainsi:

Que le président, le vice-président et cinq autres membres nommés par le président composent le sous-comité du programme et de la procédure, après consultation avec les whips des différents partis.

C'est là le genre de motion qui est adoptée par tous les comités permanents.

Il a été proposé par M. Weatherhead que la motion antérieure soit révoquée et que la nouvelle motion soit ainsi adoptée. Tous en faveur?

La motion est adoptée.

Le président: Nous avons réservé l'article 2. L'article 2 est-il adopté?

Les articles 2, 3 et 4 sont adoptés.

L'article 5.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, j'en conclus que dans le cas de l'article 5, les articles 7 et 8 de la Loi sont abrogés parce qu'ils ne s'appliquent plus par suite du changement des commissions d'appel, selon la nouvelle structure.

Dr. Hodgson: Monsieur le président, la modification suit de fait. Les plus grandes parties des anciens articles 5 et 8 sont incorporées dans l'article 28 du projet de loi et d'autres parties ne sont plus nécessaires.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Les anciens articles 7 et 8?

Dr. Hodgson: Les anciens articles 7 et 8 sont incorporés à l'article 28 ou sont simplement retirés.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Mr. MacRae: Quand nous disons que l'article 6 est adopté, est-ce le Bureau de services juridiques de pensions, Partie II, article 11 etc. est adopté?

Le président: Monsieur MacRae, voulez-vous que je mette en délibération les différents alinéas de l'article?

[Text]

Mr. MacRae: Perhaps it might be clarified that if I agree to the passing of Clause 6 at this particular point, Section 11 is automatically carried. I wanted to ask about Section 11.

The Chairman: Might we refer back to Clause 6, Section 11?

Mr. MacRae: Well, you will come to Section 11 a little later.

The Chairman: No, it is under Clause 6, Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Thank you.

I wanted to ask Mr. Ward about this. I think perhaps he would be the best witness here. Subsection (2) states:

(2) The Chief Pensions Advocate and each pensions advocate shall be appointed from among persons who are members of the bar of any province.

First of all, Mr. Ward, that applies to the Bureau of Pensions Advocates here in Ottawa, does it not?

Mr. Ward: That would apply to all pensions advocates in the new Bureau of Pensions Advocates, Mr. MacRae.

Mr. MacRae: That would be all over Canada. In other words, your man in Saint John, New Brunswick must be a member of the bar, and your man in Victoria, say, must be admitted to the bar in some province?

Mr. Ward: Yes, each advocate in every centre across the country in which we have advocates would be required at the time he joined the Public Service to have been a member of the bar at that time.

Mr. MacRae: Then, Mr. Ward, at this particular time do you have pensions advocates who are not members of the bar?

Mr. Ward: At the present time, Mr. MacRae, all our pension advocates are members of the bar.

Mr. MacRae: Everyone?

Mr. Ward: Yes.

Mr. MacRae: Thank you.

The Chairman: Are there any other questions on Subsection 11, gentlemen? If not, Subsection 12?

Mr. MacRae: I would like to ask a question there for clarification.

Then the Bureau does not report through the Deputy Minister but makes reports directly to the Minister. Is that correct?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, that is correct. It would report directly to the Minister.

Mr. MacRae: And not through you, Dr. Hodgson.

Dr. Hodgson: And not through the Deputy Minister.

Mr. MacRae: In other words, the new chairman has a direct line?

Dr. Hodgson: That is right, Mr. Chairman.

Mr. MacRae: Thank you.

[Interpretation]

M. MacRae: Si je suis d'accord d'adopter l'article 6, l'alinéa 11 est adopté automatiquement.

Le président: Oui. Alors, nous allons étudier l'article 11, 6.

M. MacRae: Vous passerez à l'article 11 un peu plus tard.

Le président: Il s'agit de l'article 6 du projet de loi.

M. MacRae: Merci.

Je voudrais poser une question à M. Ward. L'alinéa (2) stipule:

(2) Le chef avocat-conseil du Bureau et chaque avocat-conseil du Bureau doivent être choisis parmi les membres du Barreau de l'une ou l'autre des provinces.

Cela s'applique au Bureau d'Ottawa, n'est-ce pas?

M. Ward: Oui, cela s'appliquerait à tous les avocats du bureau.

M. MacRae: Par conséquent, la personne de Victoria, de Saint-Jean, etc. doit faire partie du Barreau.

M. Ward: Oui, chaque avocat, dans chaque centre du pays où nous en avons, devrait, au moment où il entre à la Fonction publique faire partie du Barreau.

M. MacRae: Actuellement, avez-vous des avocats qui ne font pas partie du Barreau?

M. Ward: A l'heure actuelle, tous font partie du Barreau.

M. MacRae: Tous?

M. Ward: Oui.

M. MacRae: Merci.

Le président: L'autre question au sujet de l'alinéa (1)? Passons à l'alinéa (2).

M. MacRae: J'aimerais poser une autre question.

Le Bureau ne fait pas rapport directement au sous-ministre, mais au ministre?

M. Hodgson: Oui, c'est exact.

M. MacRae: Pas à vous, monsieur Hodgson?

M. Hodgson: Et pas au sous-ministre.

M. MacRae: Par conséquent, le nouveau président a affaire directement avec le ministre.

M. Hodgson: Oui, c'est exact.

M. MacRae: Merci.

[Texte]

The Chairman: Mr. Blair?

Mr. Blair: Mr. Chairman, perhaps Dr. Hodgson could help me. This appears to be a very small section to be independent of any department. Who looks after the watering and the feeding of the Bureau, the administration, the essential connections with other echelons in the government?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, we are hoping that, to a considerable extent, support services can be supplied by arrangement through the Department itself.

Mr. Blair: I suppose one thinks of this after certain things that have happened with relation to the Auditor General. Who will determine the establishment of the Pensions Advocates Bureau? Who will determine how many are required, the kind of ranks they should have and their salaries?

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, this kind of thing would be determined in the normal way under the Public Service Employment Act, the Treasury Board playing the usual role in that regard.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Ouch.

Mr. Blair: And your Department would lend a helping hand in making communications with all these?

Dr. Hodgson: I am sure, Mr. Chairman, we would give them every possible support.

Mr. Ward: For which we would be exceedingly grateful, I might be add.

Mr. Blair: And you may be called upon to pay a fee.

The Chairman: Thank you, gentlemen.

• 1005

Mr. MacRae: Mr. Chairman, Just following that and very briefly, am I to understand that in effect the head of this Bureau, is of deputy minister rank?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, he will report directly to the Minister. The Bill is silent, of course, as you will note on the matter of rank. The same is true, I might point out, with regard to the Chairman of the War Veterans Allowance Board and many other boards. But it is true that he is the person who reports directly to the Minister.

Mr. MacRae: Yes, I understand that. I am not quite sure exactly what his status is yet. That is all right, Mr. Chairman, I will pass that one too.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. Mr. Émard.

M. Émard: Monsieur le président, au paragraphe (2) de l'article 11, vous dites

(2) Les avocats des pensions nommés à l'avenir doivent être, autant que pratiquement possible, des avocats inscrits au barreau.

Pourquoi voulez-vous absolument que les avocats soient inscrits au barreau? Vous suggérez un atelier fermé.

Le président: Monsieur Émard, je crois que M. Ward pourrait peut-être répéter la réponse qu'il a donné tout à l'heure à cette question.

23130-2

[Interprétation]

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur le président, peut-être M. Hodgson pourrait-il me renseigner. Il me semble qu'il s'agit d'une très petite division pour être séparée complètement du Ministère. Qui s'occupe de l'administration? Comment les rapports avec les autres paliers de gouvernement sont-ils établis?

M. Hodgson: Nous espérons que les services de soutien pourront être fournis par le Ministère lui-même.

M. Blair: On se pose cette question en pensant à tout ce qui s'est passé au sujet du cas de l'Auditeur général. Qui déterminera combien de personnes sont nécessaires pour former le Bureau, quel sera leur rang et leur traitement?

M. Hodgson: Cela sera déterminé de la façon normale, en vertu de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et le Conseil du Trésor occupera son rôle habituel à cet égard.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ah!

M. Blair: Très bien! Votre ministère essaierait de permettre la communication avec ces bureaux?

M. Hodgson: Oui. Nous lui donnerons tout le soutien possible.

M. Ward: Nous en serions très reconnaissants.

M. Blair: Vous devriez peut-être payer un droit.

Le président: Merci, messieurs.

M. MacRae: Dois-je comprendre que le chef de ce bureau a un rang qui correspond au rang de sous-ministre?

M. Hodgson: Monsieur le président, il fera rapport directement au ministre. Le projet de loi n'en fait pas mention et c'est la même chose que dans le cas de beaucoup d'autres commissions et du président de la Commission des allocations aux anciens combattants.

M. MacRae: Je ne suis pas encore sûr de son statut, mais je passerai pour le moment.

Le président: Monsieur Émard.

M. Émard: Mr. Chairman, I see that Clause 11(2) reads as follows:

(2) The Chief Pensions Advocate and each pensions advocate shall be appointed from among persons who are members of the bar of any province.

Why do you want them to be absolutely members of the bar. You suggest a closed workshop.

The Chairman: We stood Clause 11. Perhaps Mr. Ward could repeat the answer he gave a moment ago.

[Text]

Mr. Ward: Mr. Chairman, I believe the question is; will the pension advocates of the new Bureau be required to be lawyers in the future? Is that correct?

The Chairman: Perhaps I could repeat: because all members have to be lawyers, is this a closed establishment, a closed shop?

M. Émard: Ce n'est pas ce que je veux dire. Je comprends qu'on prenne des avocats pour occuper ce poste, mais je ne comprends pas que vous demandiez que les avocats soient absolument inscrits au barreau.

Mr. Ward: I understand the question now, sir, I am sorry. At the present time the Pension Act requires that pension advocates be lawyers if practicable. With that facing us the question then becomes one of recruiting lawyers. This question concerned Mr. Justice Woods and his committee and he raised the point only in so far as whether it would be possible for the Bureau to continue to recruit lawyers. Our experience to date has been that we have success recruiting lawyers. We have great hopes of securing lawyers in the future from the Canadian Forces, particularly those serving in the Judge Advocate General's branch and the Director of Personnel Legal Services, a background ideally suited for pension advocacy work.

Another factor comes into consideration because of collective bargaining in the Public Service today. It is necessary that all persons doing the same type of duty be in the same category for bargaining purposes. And I am afraid that if we mixed the bag we would be running into very serious difficulty. Does that answer your question?

M. Émard: Yes.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Blair.

Mr. Blair: Would it be appropriate to ask what is the range of salaries now offered in the Pensions Advocate...?

Mr. Whicher: High.

Mr. Ward: I am glad you did not ask whether it was appropriate but merely asked the range. The Bureau employs lawyers in grades LA-1 and LA-2. The District Pensions Advocate is in the LA-2 grade and his maximum salary after many years would be just short of \$20,000. I believe the minimum salary for LA-2 is slightly below \$15,000 or just slightly above. The maximum salary for LA-1, which is the advocate who works for a District Pensions Advocate as a colleague, at the present time is \$15,000 and some odd dollars, commencing around \$8,000 some odd dollars.

The Chairman: Mr. Émard.

M. Émard: Cela veut-il dire qu'un avocat qui est député est un avocat dégradé. Il ne gagne que \$12,000?

The Chairman: I think I will rule that question out of order. Mr. Weatherhead?

[Interpretation]

M. Ward: Je crois, monsieur le président, que la question est la suivante: les avocats des pensions du nouveau Bureau devront-ils être des avocats à l'avenir?

Le président: Peut-être pourrais-je répéter la question: étant donné que tous les membres doivent être des avocats, s'agira-t-il donc d'un atelier fermé?

M. Émard: That is not what I meant. I understand why advocates should have the job, but I do not understand why you ask that the advocates be members of the bar?

M. Ward: Je comprends la question maintenant, monsieur. A l'heure actuelle la Loi sur les pensions prévoit que les avocats des pensions doivent être de préférence des avocats. La question, par conséquent, devient une question de recruter des avocats. M. Woods et son comité ont étudié la question à savoir s'il serait possible pour le Bureau de continuer à recruter des avocats. D'après notre expérience, nous avons eu beaucoup de succès et, à l'avenir, nous pourrons probablement en recruter parmi les Forces armées qui ont une expérience tout à fait convenable pour travailler au Bureau.

Une autre chose à dire c'est qu'il faut tenir compte des négociations collectives dans la Fonction publique. Il faut que toutes les personnes qui font un travail semblable soient dans la même catégorie. Si nous prenions des personnes qui ont des formations différentes nous aurions beaucoup de difficultés. Cela répond-il à votre question?

M. Émard: Oui, monsieur.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Pourrait-on demander quelle est l'échelle de traitement actuelle des avocats?

Mr. Whicher: Elle est élevée.

M. Ward: Le bureau emploie des avocats de la classe LA-1 et LA-2. La classe de l'avocat-conseil régional est LA-2. Son traitement après de nombreuses années s'élèvera presque jusqu'à \$20,000. Le traitement minimum est d'un peu moins de \$15,000. Le traitement d'un LA-1, l'avocat qui travaille pour un LA-2 a un traitement maximum de \$15,000 et son traitement initial est de \$8,000.

Le président: Monsieur Émard.

M. Émard: Does that mean that an advocate who is an M.P. is a degraded advocate because he only earns \$12,000?

Le président: Je crois que la question ne se rapporte pas à la discussion, monsieur Weatherhead.

[Texte]

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, perhaps Mr. Ward mentioned this earlier; I was a bit distracted a moment ago. I suppose you would try to get lawyers from the veterans' ranks first of all, do you?

Mr. Ward: It is certainly our firm policy at the present time, Mr. Weatherhead, to take on new advocates who are veterans in the sense of having overseas service. Lacking people who are willing to become advocates who have that qualification, we would of course fall back on veterans without overseas service and then into those who have only regular force service. However, it is our firm policy at the moment to take on people who know what it is all about in the sense of having served in World War II and Korea.

Mr. Weatherhead: You receive enough applications from the general veteran category then that there is no difficulty.

Mr. Ward: Yes, at the present time, and I think for a few more years. However, we will be faced with the problem, as veterans of the Second World War average around 60 years of age or over, that they will not be interested in joining the Bureau. Hence, one will be looking towards those people retiring from the armed forces as a major source of replacement for pensions advocates. Of course, we might be packing up at some future date if we have taken care of all World War II claims and perhaps some others in Korea.

The Chairman: Thank you, Mr. Ward. Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Thank you, Mr. Chairman. We mentioned the salary range a moment ago, Mr. Ward. Is this sufficient to attract the type of lawyer that we want in this branch? A man who will present the veteran's case in the very best possible light?

Mr. Ward: Some of my advocates may take issue with me when I say that the salary rates at the present time are not too unattractive, although I am sure they would like more. However, to get directly to the question you ask, in this type of work we do not want the very best lawyer—the lawyer who is going to make \$100,000 to \$50,000 in outside private practice. He is too good for this type of work; there might not be enough challenge for him in our type of work. On the other hand, we do not want lawyers who are incapable of doing a day's work.

The lawyers we are now getting are good competent average lawyers who, I think, are well suited for this type of work.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Would the number of appeals that come from decisions serve to indicate in any way the efficiency of this system and how it is working out?

Mr. Ward: Mr. Justice Woods, in his extensive report, indicated that it would not be wise to measure the success of a pensions advocate on the number of cases he won because it is, in a sense, an art. However, if you do look at the figures, we have had rather outstanding success so far as percentages are concerned. The last annual report of the Department for the fiscal year 1969-70 indicated that we had remarkable success, not only at Appeal Board level but also at the pre-Appeal Board level.

[Interprétation]

M. Weatherhead: Monsieur, vous essayez d'abord d'obtenir les avocats parmi les anciens combattants.

M. Ward: Oui. Notre politique actuelle est d'essayer d'obtenir des avocats qui ont fait du service outremer. A défaut de telles personnes, nous prenons les anciens combattants qui n'ont pas été outremer puis les membres des forces régulières. Actuellement la politique est d'en-gager des personnes qui ont la connaissance voulue à cause de leur service au cours de la seconde guerre mondiale et de la guerre de Corée.

M. Weatherhead: Il n'y a pas de problème, puisque vous recevez suffisamment de demandes de la part des anciens combattants en général.

M. Ward: A l'époque actuelle je dirais que oui. Dans quelques années nous aurons le problème suivant: la plupart des personnes qui ont combattu au cours de la seconde guerre mondiale ne seront plus d'un âge qui leur permettra de se joindre au Bureau et par conséquent nous devrons chercher d'autres avocats. Peut-être à ce moment-là aurons-nous étudié toutes les réclamations concernant les invalides de la seconde guerre mondiale et de la guerre de Corée et le Bureau ne sera-t-il plus daucune utilité.

Le président: Merci.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur Ward, l'échelle de salaire est-elle suffisante pour attirer la sorte d'avocat dont nous avons besoin qui pourra présenter les problèmes des anciens combattants de la meilleure façon possible.

M. Ward: Mes avocats pourraient peut-être m'en vouloir quand je dis que leur échelle de traitement n'est pas mauvaise du tout. Nous ne voulons pas dans un travail de cette sorte monopoliser les services d'un avocat qui pourrait gagner \$100,000 en faisant autre chose. Dans notre cas, ces avocats pourraient peut-être ne pas trouver que le travail que nous faisons est suffisamment intéressant. Nous voulons aussi des personnes qui puissent avoir un bon rendement.

Ce dont je puis vous assurer c'est que les avocats que nous avons actuellement conviennent très bien au travail et que le travail leur convient très bien.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Est-ce qu'en jugeant le nombre d'appels on peut juger de l'efficacité du système?

M. Ward: M. Woods et son comité a signalé qu'il ne serait pas bon de juger de l'importance d'un avocat d'après le nombre de cas qu'il gagne. Cependant si vous étudiez le nombre de cas, vous pouvez vous rendre compte que le pourcentage de cas étudiés a été fort intéressant. Le rapport pour l'année fiscale 1969-1970 a indiqué que nous avons eu beaucoup de succès non seulement au niveau de la Commission d'appel, mais antérieurement avant d'arriver à ce palier.

[Text]

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Ward. Are there any further questions on proposed Section 11 which, by the way, has been passed?

I call back proposed Section 12.

I believe we have lost our quorum by one, so we will let Clause 6 stand and call Clause 7.

On Clause 7—

• 1015

Mr. Ritchie: Does this cover militia since World War II—militia training or the armed forces—that is the awarding of pensions? Are they awarded to people who have been in the militia and sustained an injury or accident in the militia since World War II?

Mr. Ward: Yes. We tend to lump regular force service personnel and those who served in the militia during World War II together for the purposes of the Bill. The same substantive law applies, although at the present time the procedure differs; but under the Bill, the procedure will be the same for all. Certainly the militia, and the militia in peacetime also, are included in the provisions here relating to regular force.

Mr. Ritchie: I am interested in the proposed subsection (3)(e):

... prevalence of the disease contracted by the member, or that aggravated an existing disease or injury of the member, constituted a health hazard to persons in that area;

I presume by this you mean, for instance, malaria, if you went to Asia?

Mr. Ward: That is a very good example, sir. Other examples might be an area in some isolated posting where certain facilities are not ideal, and there might be some typhus, typhoid and polio epidemics arise in these certain areas and persons sent into that area at that time are exposed to a rather riskier situation than in other bases.

Mr. Whicher: What about Piccadilly?

Mr. Ward: No comment, sir.

Mr. Ritchie: Is this laid down in guidelines or is this up to the Pension Board to use their judgment? Have you a list of diseases, or do you say that in certain areas, if you contract this, you will get a pension?

Mr. Ward: No, I do not think there has been any effort, sir, to classify all the types of diseases that might constitute a health hazard for the purposes of this section. Each case depends upon its own facts and merits, and if there is evidence of any disease or conditions that constitute a health hazard in a given area at a given time, certainly that would come into play with regard to this presumption.

The Chairman: Any further questions, gentlemen?

[Interpretation]

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Merci.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 11 du Bill qui a déjà été adopté?

Je mets l'article 12 en délibération.

Je crois que le quorum n'est plus atteint nous avons perdu un député. Nous réservons par conséquent l'article 6.

Article 7.

M. Ritchie: Est-ce que cet article vise aussi les membres de la milice qui ont eu un accident?

M. Ward: Oui. Nous avons essayé d'amalgamer les personnes qui ont servi au cours de la seconde guerre mondiale et la milice. A l'époque actuelle, la procédure diffère bien que la Loi soit la même pour les deux groupes. Si la Loi est adoptée, les procédures seront les mêmes. Certainement, la milice est visée aussi en temps de paix.

M. Ritchie: L'article 7(3)e) prévoit ce qui suit:

... fréquence des cas de la maladie contractée par le membre des forces ou qui a aggravé une maladie ou blessure dont souffrait déjà le membre des forces, constituait un risque pour la santé des personnes se trouvant dans cette zone;

Je suppose que dans le cas de l'Asie, cela pourrait être la malaria, par exemple.

M. Ward: Oui, c'est un très bon exemple. Dans d'autres cas, d'autres exemples pourraient être celui où les installations n'étaient pas idéales et où il y a eu des épidémies de typhus, de polio, etc., et qu'une personne envoyée dans une telle région à ce moment, est exposée à des dangers, des maladies.

M. Whicher: Et Piccadilly?

M. Ward: Pas de commentaires.

Mr. Ritchie: Cela serait-il défini dans des lignes directrices ou est-ce que le Bureau doit tout simplement faire preuve de bon sens? Avez-vous établi des listes de maladies pour certaines régions ouvrant droit à pension?

M. Ward: Je ne crois pas que nous ayons essayé de classifier toutes les sortes de maladies qui pourraient constituer des dangers aux fins de cet article. Tout dépend du cas individuel, et si l'on peut prouver qu'il y a eu, en effet, une possibilité de contracter une maladie, cette possibilité entrera en ligne de compte.

Le président: D'autres questions?

[Texte]

Mr. Ritchie: What about the proposed subsection (3)(g) on "an environmental hazard"? It seems to me that this one is very wide open and might be very difficult to...

Mr. Ward: It could very well be difficult. I think examination of the Woods Report indicates that there was some difficulty in this area, to some extent, in collecting appropriate data. This particular paragraph envisages conditions, for example such as doping aircraft might lead to kidney disease. I am not sure they dope aircraft any more, but in the past this would be an example. Nerve deafness from exposure to extensive high-pitched engine noise in engine maintenance work.

As you know, Mr. Justice Woods, in his report, indicated that the armed forces engage in approximately a hundred different trades today and therefore there is a certain element of environmental hazard, much as there is in the field of Workmen's Compensation. It is to cover these people that are exposed to these hazards through their environment of work.

• 1020

Mr. Ritchie: I would like to suggest one case where it gets kind of involved. I am referring to a person who had early cataracts, earlier than you normally expect in a veteran, but he had been in the flame throwers. The question arose whether his work in the flame throwers had contributed to his cataracts. How would a case like that be handled?

Mr. Ward: I doubt very much, sir, whether there would be a sufficient number of cases of which you could almost take judicial notice that work with flame throwers is a hazard in so far as cataracts of the eye are concerned. I believe it is medically sound that there may be some relationship between intense light and cataracts. I think I recall a case where one of our chaps in Libya was exposed to bright sunlight and developed cataracts, but the example you relate, sir, to this particular presumption I doubt if there would be sufficient data available, so it would then be a question of looking at that particular case on its particular facts in the light of the particular medical opinion that has been offered in that particular case.

Mr. Ritchie: But if a veteran sort of got caught up with cataracts and there was no basic medical volume of statistics built up on it, or if he is going to get a disease or has one, he had better get a disease that there are lots of volumes of statistics on.

Mr. Ward: I think this is true with respect to any kind, sir. Usually the more common denominators there are available the better chance you have. If the disease is very rare, very often it becomes difficult because of a lack of information relating to that disease in connection with service.

Mr. Ritchie: It seemed to me in my experience that the board always tended, if there was no volume of statistics, to not award any pension, and I wonder if miscarriages of justice might not sometimes have occurred. I know it is probably very difficult to be specific.

[Interprétation]

M. Ritchie: J'aimerais parler du paragraphe (3)g où l'on parle des risques découlant de l'environnement. Il me semble qu'il soit très difficile de juger une telle possibilité.

M. Ward: Oui. Cela pourrait être très difficile, et si l'on examine le rapport Woods, on se rend compte qu'il y a eu des difficultés de juger et de rassembler des données appropriées. Cet alinéa étudie par exemple, les cas de sécurité provoquée par le son trop aigu d'une machine. Le rapport Woods a prouvé qu'il y a des risques qui peuvent découler de l'environnement. Cela s'applique également dans le cas de personnes qui relèvent de la Commission d'indemnisation des accidentés du travail. Ils peuvent aussi être soumis à des dangers qui surviennent de leur milieu de travail.

Mr. Ritchie: Prenons l'exemple d'un combattant qui a manié les lance-flammes et qui souffre de cataracte. Peut-on dire que son travail a provoqué sa maladie?

Mr. Ward: Je me demande s'il y aurait suffisamment de cas pour prouver qu'un tel danger a provoqué la cataracte. Je sais que l'on peut prouver que le fait d'être exposé à la lumière intense peut provoquer le cataracte. C'était le cas de l'un de nos militaires qui était en Libye. Dans les cas que vous proposez, il faudrait étudier le problème spécifique et demander l'avis d'experts médicaux.

Mr. Ritchie: Si un ancien combattant a une maladie, il vaudrait peut-être mieux alors qu'il en ait une commune que beaucoup d'anciens combattants ont eue.

Mr. Ward: Oui, c'est un fait, plus la maladie est rare, plus il est difficile de pouvoir prouver qu'elle est reliée directement au service.

Mr. Ritchie: Il me semble que le conseil a rarement accordé des pensions dans le cas où des dangers se sont produits très souvent.

[Text]

[Interprétation]

[Text]

Mr. Ward: Of course, without an actual example of a particular case it is difficult to generalize, but a person does adduce facts and medical opinion and there are provisions relating to the benefit of the doubt and there are hearings so that his creditability can be tested. Granted, it may not be a case that is open and shut, a medical textbook type of case, but he does have every opportunity to present his evidence and to be heard.

The Chairman: Thank you, Mr. Ritchie. Mr. MacRae.

Mr. MacRae: I just have a point of clarification, Mr. Chairman, so that I will be clear on what we are actually passing here. Mr. Ward, since the end of World War II we have always protected our reserve force with respect to accidents and injury. What is the exact change that is taking place here? I served in the reserve force for a great many years after the War and I know that if a man were injured he was certainly looked after from the point of view of hospitalization and medical treatment. I do not know that I ever heard of anyone getting a pension for an injury received while in the reserve force, but the reserve force has been protected. Am I correct?

Mr. Ward: Yes, sir. What happened here—and I think we must give Mr. Reynolds a great deal of credit for this—when the Woods Committee started its hearings Mr. Reynolds made a submission and he was impressed by the similarity between a great number of cases relating to sports activity, transportation activity, prevalence of disease, and so forth, and he amassed data on this and concluded that there should be some presumption and he so recommended to the Woods Committee. However, this does not mean that these cases were not granted before. Many, many cases that fall within the classes set out in this paragraph were granted by the Commission, but unfortunately they were granted with much difficulty.

Mr. MacRae: Granted entitlement?

Mr. Ward: Yes, sir, granted entitlement, but often with much difficulty. This will make it a great deal easier to establish claims which, by their very nature, are difficult, and we hope that having the advantage of this presumption to offer to the regular force service member it will ease the task of the Commission in adjudicating this type of case.

Mr. MacRae: You have been very helpful, Mr. Ward.

• 1025

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae.

Are there any further questions? Gentlemen, we have been dealing with subclause (2) of Clause 7 and subsequent proposed paragraphs (a) to (g), I believe. Are there any further questions on these items?

Le président: Monsieur Émard.

M. Émard: Monsieur le président, dans le cas d'exercices d'éducation physique, je ne comprends pas exactement les restrictions qui sont proposées. A l'alinéa a) de la page 8, il est écrit:

- a) ...ou organisés par une autorité militaire, ou exécutés dans l'intérêt du service quoique non autorisés ni organisés par une autorité militaire;

[Interpretation]

[Text]

M. Ward: La personne peut toujours avoir le bénéfice du doute. Il peut toujours y avoir des cas où du point de vue médical on ne puisse prouver à 100 p. 100 que la maladie était liée au service, mais le requérant peut toujours faire parvenir ses données et on peut toujours les étudier.

Le président: Merci, monsieur Ritchie. Monsieur MacRae.

M. MacRae: J'aimerais demander des précisions. Nous avons toujours protégé notre réserve depuis la seconde guerre mondiale. J'aimerais savoir quelles modifications précises du projet de loi? Je sais que si une personne est accidentée, elle peut être hospitalisée et recevoir le traitement voulu, mais je n'ai jamais entendu dire qu'elle pouvait bénéficier d'une pension.

M. Ward: Je crois que nous devrions remercier M. Reynolds à ce sujet. Quand le comité Woods a commencé à faire ses études, il a fait une présentation et il a indiqué la ressemblance entre différentes activités et les maladies. De nombreux cas qui sont prévus à cet article sont déjà visés par la Loi actuellement en vigueur, mais l'application est beaucoup plus difficile.

M. MacRae: Oui.

M. Ward: Oui. Il sera plus facile de prouver les faits se rapportant à des réclamations. Nous espérons qu'il sera plus facile à la Commission de déterminer le droit d'un membre des forces régulières.

M. MacRae: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur MacRae.

D'autres questions au sujet de l'article 7 (2) a à g.

The Chairman: Mr. Émard.

M. Émard: Mr. Raymond, in the case of physical fitness, I do not understand exactly the restrictions that are in the bill. I read what follows at paragraph (a) on page 8:

...or organized by a military authority, or performed in the interests of the service although not authorized or organized by a military authority;

[Texte]

Pourquoi toutes ces restrictions, pourquoi ne pas les enlever dans le cas d'exercices physiques? Dans la vie d'aujourd'hui il y a de plus en plus de temps libre, et on fait de plus en plus d'exercices physiques, alors pourquoi ne pas retirer toutes les restrictions?

The Chairman: Mr. Ward?

Mr. Ward: Sir, I feel that the provision as it is worded in this bill is rather wide and extensive in that any physical training or sports activity is covered, and that covers a very, very broad field. In addition to that, it also covers activities which are not specifically authorized, that are not usually in the nature of physical training exercise during a given period in a training camp or in team efforts between various regiments and services. But it also covers those who might be champion swimmers or skiers and so forth, who may be off by themselves, not in the military milieu, who are injured while practising their sport, but in doing so it was in the interest of the service.

That is fairly broad, and this presumption acts in their favour; but it does not necessarily mean that, because there is a presumption in favour of these people, the person who does not come under this presumption would be unable to establish his case. He may very well be able to establish his case without the benefit of this presumption. This presumption just makes it easier for him to establish his case.

Le président: Monsieur Émard.

Mr. Émard: D'après moi, c'est un peu plus difficile. Pourquoi ne dites-vous pas, par exemple que tous les exercices physiques seront protégés? Certaines personnes pourraient souffrir de ces restrictions alors que d'autres n'en seraient pas affectées. Je ne sais pas pourquoi exactement. Je sais que la protection est très large, mais sans être un avocat, on voit qu'il y a certaines restrictions. Pourquoi ne pas dire simplement que toutes les activités physiques seront protégées?

Mr. Ward: Certainly, sir, as I see it, the physical fitness training or physical fitness in the sense of engaging in sport activity for this purpose is covered if it is authorized by its service. There must be some relationship to service; there must be a service aegis; there must be a service demand for this particular activity; otherwise one can think of many examples of physical activity entirely unrelated to service that we would be in a position of giving this presumption to, and people possibly obtaining pensions for disabilities entirely unrelated to their service activities. I really do not know if I can say anything more in answer to your question on that point.

Mr. Émard: Je vais vous donner un exemple: un soldat, est en vacances chez lui, et on organise une course pour les cyclistes amateurs. Or, il participe à la course et y est blessé. Jouirait-il de la protection dans un tel cas?

• 1030

Mr. Ward: That specific example is a hypothetical question; my reply must be also in the nature of a generalization, and again only my own opinion. In all likelihood I would say no; he would not be covered unless

[Interprétation]

Why not take out every limitation in the case of physical fitness. You know that in modern life there is more and more physical fitness training. Why not do away with all limitations?

Le président: Monsieur Ward.

M. Ward: Monsieur, il me semble que la disposition telle qu'elle est libellée est assez vaste. Tous les exercices d'éducation physique ou activités sportives sont prévus. Cela vise également des activités qu'on ne peut pas spécialement considérer comme exercices physiques pendant un certain temps dans différents services, régiments, etc. Cela vise aussi les personnes qui pourraient être des champions de natation, de ski, qui pourraient être accidentées alors qu'ils font des exercices lorsqu'ils sont seuls dans l'intérêt du service.

Cela ne signifie pas qu'une personne qui ne peut établir avec certitude de lien entre la cause de la maladie et celle-ci ne peut faire valoir son cas.

The Chairman: Mr. Émard.

Mr. Émard: This is a little bit more difficult according to me. Why not say "all physical fitness training"? Some people could be limited while others would not be. I do not see why. I think the coverage is fairly broad but without being a lawyer, you can feel there is a limitation. Why not be specific and say all physical fitness would be covered under this paragraph?

M. Ward: Certainement. En fait, personnellement, je crois que les exercices d'éducation physique et les activités sportives doivent être autorisés par le service. Il faut que le service exige cette sorte d'activité. Autrement, on peut penser à de nombreux exemples qui n'ont rien à voir avec le service et qui permettraient à des personnes d'obtenir des pensions d'invalidité qui n'ont aucun rapport avec leur activité pendant le service. Je ne sais pas ce que je pourrais dire de plus.

Mr. Émard: If I can give you an example, if a soldier is on holidays at home and there is a bicycle race and he gets hurt, will he get compensated?

M. Ward: Cet exemple spécifique est tout à fait hypothétique; ma réponse doit donc être également de nature générale. Je crois et je vous donne ici mon opinion personnelle, qu'en toute vraisemblance, il ne sera pas

[Text]

we had the same avid interest in that sport in Canada as exists in some European countries and the Canadian Army, Air Force or Navy were interested enough in that activity to send a team to Europe to compete to publicize the Canadian Armed Forces. If we had a champion here who practised bicycle riding on his own time as it were he might come within this provision. I do not have enough facts really to give you any more information than that, sir.

The Chairman: Thank you Mr. Ward. Are there any further questions?

Proposed Section 13 (3) paragraphs (a) to (g) allowed to stand.

We will now open discussion on proposed subsections (3a), (3b) and (3c). Mr. Ritchie.

On proposed subsection (3b)—*Pension for consequential disability*

Mr. Ritchie: On proposed subsection (3b) I would like to get some clarification of how additional disability arises. Maybe an example or two would be the quickest way.

Mr. Ward: On proposed subsection (3b) paragraph (b) an example might well be the case of bronchitis and hernia. A man has entitlement for bronchitis incurred during service and necessarily he does a great deal of coughing depending upon the severity of his bronchitis and a hernia might develop. If he were a young man I understand the medical people would more readily find that the coughing was a direct cause of the bronchitis; if he were getting on in age like myself and others they might decide that it was only a partial cause, that the aging effect led to some development in the hernia itself that was susceptible to damage by coughing and they might only give partial entitlement.

There you have the two examples: full entitlement in they can directly relate hernia to bronchitis or partial entitlement if it is an indirect relationship and there are other causes such as aging factors or susceptibility in the individual to developing a hernia whether he has had bronchitis or not.

Mr. Ritchie: Are there many such cases? Is this a common event in a pensioned veteran?

Mr. Ward: The example I gave is not uncommon. There are many other examples of one medical condition causing directly or indirectly a new medical condition.

Mr. Ritchie: I meant to ask if many pensions were awarded under proposed subsection (3b); is this a new subsection altogether?

Mr. Ward: This has really been introduced to give clear authority to the Commission for doing what they have been doing for many years, and that is granting entitlement on a consequential basis.

Mr. Ritchie: Previously you had to increase his bronchitis pension. Now you can have the two items, is that the idea?

[Interpretation]

couvert, à moins qu'au Canada comme en Europe, on ne s'intéresse passionnément à ce sport et que l'armée canadienne, l'aviation et la marine ne désirent former une équipe de cyclistes qui pourraient entrer en compétition avec les équipes européennes. Si nous avions ici un champion qui pratiquait le cyclisme pendant ses heures de loisir, il pourrait être concerné par cette disposition, mais je ne puis vraiment pas vous fournir d'autres renseignements à ce sujet, monsieur.

Le président: Merci, monsieur Ward. Y a-t-il d'autres questions?

L'article 13(3), de l'alinéa a) à l'alinéa g) est réservé.

Nous allons maintenant discuter des sous-alinéas 3a), 3b) et 3c). Monsieur Ritchie.

Au sujet du sous-alinéa 3b), *Pension pour une invalidité résultant d'une invalidité antérieure*.

Mr. Ritchie: J'aimerais, au sujet du sous-alinéa 3b), savoir comment une pension pour invalidité résultant d'une invalidité antérieure pourrait être obtenue. J'aimerais obtenir des exemples, ce serait peut-être la façon la plus facile de comprendre.

Mr. Ward: Au sujet du sous-alinéa 3b) de l'alinéa b), l'exemple pourrait être celui d'une bronchite ou d'une hernie. Une personne est admissible à une pension à cause d'une bronchite qu'il a contractée pendant son service; il tousse beaucoup et une hernie peut en résulter. S'il est assez jeune, on pourra prouver assez facilement que le fait de tousser était le résultat direct de la bronchite. Cependant, s'il est plus âgé, comme moi par exemple, on pourra dire que cela n'est que partiellement causé par cette toux, que sa vieillesse est une des causes de cette hernie, et que cette hernie a été seulement aggravée par ses crises de toux. On pourrait alors, dans ce cas, ne lui accorder qu'une pension partielle.

Voilà vos deux exemples. Admissibilité complète, totale, si on peut relier directement la hernie à la bronchite, ou admissibilité partielle quand il n'y a qu'une relation indirecte entre les deux, et que d'autres facteurs, comme l'âge par exemple, viennent se greffer là-dessus.

Mr. Ritchie: Y a-t-il beaucoup de cas semblables? Cela arrive-t-il souvent aux anciens combattants?

Mr. Ward: L'exemple que j'ai donné n'est pas extraordinaire. Il y a beaucoup d'autres exemples où une maladie cause directement ou indirectement une autre maladie.

Mr. Ritchie: Je voulais savoir si de nombreuses pensions ont été accordées en vertu du sous-alinéa 3b); s'agit-il d'un nouvel alinéa, d'ailleurs?

Mr. Ward: Oui, cela a été ajouté afin de donner pleine autorité à la Commission et de l'autoriser à faire ce qu'elle faisait déjà depuis bien des années, c'est-à-dire accorder des pensions supplémentaires.

Mr. Ritchie: Autrefois, il fallait augmenter la pension accordée pour cause de bronchite. Il peut maintenant y avoir deux rubriques différentes, n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. Ward: You would then end up with full entitlement for bronchitis and either full entitlement or partial entitlement for hernia. Partial entitlement would be on the basis of one-fifth, two-fifths, three-fifths pensionable for that part of the disability of bronchitis that caused the hernia.

• 1035

Mr. Ritchie: Is this going to increase the percentage available to veterans, or likely awarded to veterans, do you think?

Mr. Ward: I doubt if it will reflect any increase in the number of cases of this type. As I mentioned, the Commission have already been granting cases on this basis.

Mr. Ritchie: All right. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Ward. Are there any further questions?

M. Émard: Monsieur Ward, je voudrais savoir ce qu'il arrive au soldat qui sort un soir, alors qu'il est en permission, et est blessé dans une bataille de rue?

Mr. Ward: I rather wished, Mr. Chairman, that Mr. Émard had given me more facts in that case because it is one that might or might not be granted. We have had cases touching upon the situation that you have mentioned in which entitlement has been granted. We have others that have been turned down. Of course, on the facts you have given me, I really cannot say more than perhaps yes and perhaps no.

M. Émard: Vous ne voudriez pas que je vous raconte l'histoire de ma vie à l'Armée.

The Chairman: I would say perhaps no. Are there any further questions, gentlemen? Mr. Turner.

Mr. Turner (London East): Mr. Chairman, is this Clause 7(3) we are on?

The Chairman: Yes. It is Clause 7(3)(b).

Mr. Turner (London East): When the representatives of the Veterans Organizations appeared before this Committee on January 21, they indicated that they were unhappy with the provisions of the bill relating to the presumption of fitness on enlistment. On page 5 of their submission it was pointed out that:

...greatly reduces the effectiveness of the presumption, as it means that the Commission could rebut a presumption of medical fitness on enlistment by the introduction of opinions provided by its own medical staff.

The Standing Committee on Veterans Affairs recommended, in the case of a rebuttal, that we should go outside the jurisdiction of the Commission. Would you care to comment on the Veterans Organizations' observations in this regard?

Mr. Ward: Mr. Chairman, as you know, there are really four provisions here for a rebuttal of the presumption of fitness on enlistment. It may be rebutted if the condition

[Interprétation]

[Texte]

M. Ward: Vous auriez alors une admissibilité complète pour bronchite et soit une admissibilité complète, soit une admissibilité partielle pour hernie. L'admissibilité partielle serait accordée sur la base du cinquième, des deux cinquièmes, des trois cinquièmes de l'admissibilité pour bronchite qui a causé la hernie.

M. Ritchie: Cela va-t-il augmenter le pourcentage accordé aux anciens combattants, ou du moins censé être accordé aux anciens combattants?

M. Ward: Je ne pense pas que cela se traduise par une augmentation des cas de ce genre. Je vous ai déjà dit que la Commission a étudié pas mal de cas semblables.

M. Ritchie: Merci.

Le président: Merci, monsieur Ward. Y a-t-il d'autres questions?

M. Émard: Mr. Ward, I would like to ask you this question. What happens in the case of a soldier who goes out in the evening, having permission, and he gets hurt in a street fight?

M. Ward: J'aimerais, monsieur le président, que M. Émard me donne plus de détails au sujet d'une telle affaire, car dans ce cas, la pension peut ou peut ne pas être accordée. Nous avons eu des cas qui ressemblaient à la situation que vous décrivez et l'admissibilité a été accordée. Dans d'autres cas, cela a été refusé. D'après la question que vous m'avez posée, je ne peux que vous répondre peut-être oui, peut-être non.

M. Émard: You do not want me to relate to you my life history when I was in the Army.

Le président: Je ne le pense pas. D'autres questions, messieurs? Monsieur Turner.

M. Turner (London-Est): Monsieur le président, parlons-nous actuellement de l'article 7(3)?

Le président: Oui, il s'agit de l'article 7(3) alinéa b).

M. Turner (London-Est): Lorsque les représentants des anciens combattants sont venus ici, le 21 janvier, ils ont dit qu'ils n'aimaient pas la disposition du Bill relative aux «Présomptions quant à l'état de santé du membre au moment de l'enrôlement.» A la page 5 de leur mémoire je lis:

...réduit considérablement l'efficacité de la présomption puisque cela signifie que la Commission peut rejeter une présomption quant à l'état de santé au moment de l'enrôlement par l'introduction d'opinions fournies par son propre personnel médical.

Le Comité permanent des Affaires des anciens combattants a demandé que, dans le cas d'un rejet, nous nous écartions de la juridiction de la Commission. Voulez-vous commenter sur les observations émises par les associations d'anciens combattants à ce sujet?

M. Ward: Monsieur le président, comme vous le savez, il y a en fait quatre dispositions qui permettent de rejeter la présomption quant à l'état de santé lors d'enrôlement.

[Text]

was obvious on enlistment; recorded on medical examination prior to enlistment; diagnosed within three months of post-enlistment; or by medical evidence that the disability or disabling condition must have existed prior to his enlistment.

I understand your question that the Veterans Organizations are rather unhappy with the last form of rebuttal, that is, medical evidence. They fear that this medical evidence might be supplied by medical advisers of the Canadian Pension Commission.

I would say, first of all, that medical advisers of the Commission do not create medical evidence, nor do they give medical evidence to establish facts. I think what they really do is assist the Canadian Pension Commission in its administration of the Act and its adjudication by marshalling facts and marshalling medical evidence that is already in existence. But they themselves do not testify. They do not appear before appeal boards and so forth.

In marshalling these facts for the Commission, they might very well point out to the Commission that this condition is obviously obvious. It is recorded because the document on enlistment clearly establishes that there is medical evidence in the service documents that establish pre-enlistment origin, or that there is a DVA consultant's report on file that indicates that the condition is pre-enlistment in origin.

So I think their role is really that of drawing the attention of the Commission to the medical evidence that is available and on file, rather than themselves creating medical evidence.

• 1040

The rebutting of this presumption vis-à-vis medical evidence, as I see it, would be medical evidence contained in medical textbooks, information relating to developmental constitutional conditions or matters of such common knowledge to the medical profession that the adjudicating authorities could take almost judicial notice of it, such as congenital malformations of the body, such as the spine or aberrant blood vessels of the kidney, something of that sort, which is common knowledge to all medical practitioners as to its origin; medical evidence on file, the service documents, the DVA file, or medical opinion evidence from outside people. If the presumption is in danger of being rebutted by medical evidence that is on file and being referred to the Commission by the medical advisers, it is certainly open to the applicant through his representative to seek outside medical opinion evidence to lessen the effect of the evidence that will be used to rebut the presumption.

The Chairman: Mr. Turner.

Mr. Turner (London East): Mr. Chairman, Mr. Ward, on borderline cases is this where the benefit of doubt clause could fit in?

Mr. Ward: I should think so, sir, because first of all what I call the preamble of the Act demands that the adjudicating authorities construe and interpret the Act to the end that the obligation of the people and the Government of Canada may be met with regard to its veteran citizens, and also the specific provisions of the

[Interpretation]

Le rejet peut avoir lieu si les conditions de santé étaient évidentes au moment de l'enrôlement, s'il y a eu un examen médical avant l'enrôlement, si l'état de santé a été diagnostiqué trois mois après l'enrôlement, ou si on peut apporter la preuve médicale selon laquelle l'incapacité ou la maladie existait, de toute évidence, avant l'enrôlement.

Je comprends votre question; je comprends que les associations d'anciens combattants n'aiment pas du tout cette dernière forme de rejet, c'est-à-dire la preuve médicale. Ils craignent que cette preuve médicale puisse être fournie par les conseillers médicaux de la Commission des pensions.

Je dirais, en premier lieu, que les conseillers médicaux de la Commission ne créent pas les preuves médicales ni, non plus, ne fournissent de preuves médicales suffisant à établir des faits. En fait, ils aident la Commission des pensions à administrer le Loi et à accorder les autorisations en classant les faits et les preuves médicales qui existent déjà. Mais, eux-mêmes ne témoignent pas; ils ne comparaissent pas devant les commissions d'appel, etc...

En établissant les faits pour la Commission, ils peuvent très bien faire remarquer à la Commission que ceci est absolument évident. Cela passe aux dossiers, car les documents de l'enrôlement indiquent clairement qu'une preuve médicale existe dans les documents du service et qu'elle peut servir à indiquer que l'invalidité est datée d'avant l'enrôlement; ou bien, il existe un rapport du ministère des Anciens combattants qui indique que l'invalidité existait avant l'enrôlement.

Donc, leur rôle consiste à attirer l'attention de la Commission sur la preuve médicale qui est disponible dans les dossiers; ils ne créent pas, eux-mêmes, une preuve médicale. Pour réfuter de telles présomptions il faudrait à mon avis trouver des preuves médicales dans des manuels de médecine, ou des effets généralement connus des médecins qui auraient une valeur légale pour les autorités, telles les malformations congénitales du corps bien connues de tous les médecins. Si la présomption risque d'être réfutée par les preuves médicales contenues dans les dossiers et d'être soumise à la commission par les conseils médicaux, le requérant est libre par le canal de son représentant de fournir des preuves médicales extérieures, car il est bien connu que deux médecins seront utilisées pour réfuter la présomption.

M. le président: Monsieur Turner.

Mr. Turner (London-Est): Monsieur le président, monsieur Ward, est-ce que la clause du bénéfice du doute s'appliquerait à des cas limites.

Mr. Ward: Je pense bien que oui car ce que j'appelle le préambule de la loi exige que la loi soit interprétée de façon à ce que les obligations du peuple et du gouvernement du Canada soient remplies vis-à-vis de nos anciens combattants ainsi que les dispositions particulières de la clause du bénéfice du doute qui détermine la ma-

[Texte]

benefit-of-doubt clause which spell out the approach that must be taken in each specific case relating to evidence. I think these would both come into play and may very well result in some cases being granted where the presumption might otherwise have been rebutted.

Mr. Turner (London East): Mr. Ward, why do you object to going out to obtain outside medical evidence because very seldom will two doctors not say the same thing. They have a closed shop and they support each other. They are similar to lawyers.

Mr. Ward: I am not sure that you find friendly lawyers in court. They are certainly friendly outside of court much to the dismay of some of their clients. My experience has been that the medical practitioner, the individual, does not hesitate to give us a medical opinion that contradicts the medical opinion of some of his colleagues, not only his colleagues in the sense of medical profession who may be in some other part of the country, but his colleagues right in his own hospital surroundings.

Mr. Turner (London East): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, Mr. Turner has in his discussion, I think, perhaps hit on one of the most important aspects of this whole Bill and the discussion has been very, very pertinent. Those of us who have seen very many veterans cases have run across more and more the decision, "pre-enlistment origin not aggravated during service". I have seen that hundreds of times, perhaps thousands of times in the last 25 years. As Mr. Turner pointed out, on page 5 of the veterans brief which was presented the other day, this was very fully covered. I do not know how many others have that brief here, but I have it in front of me at this moment and its final punch line, if you will, says after this subclause (3) is passed that:

This is literally the same situation as now exists and would represent little improvement.

I want to ask Mr. Ward about that. Just how much better is it going to be from now on? Perhaps Mr. Ward, you have already said so, I do not know. In all that mass of verbiage in the last five minutes perhaps you did say so, but we are going to get decisions more and more.

I am not criticizing the Canadian Pension Commission. I have not been one of those people who have criticized to any great extent the Pension Commission over the years because I think they have interpreted the Act the way it was. If it was not a good Act then we are the people who are to blame, not the Pension Commission. However, we do encounter that over and over. I have felt in many cases, though, if something shows up 10 years after the war, then that kind of a decision is certainly not what I thought was right, but I did not say a great deal. So, Mr. Ward, how is it going to be any better? That is the exact question I want to ask.

• 1045

Mr. Ward: First of all, I should say, Mr. MacRae, that I realize public servants should be seen and not heard so much, but with respect to your question...

[Interprétation]

nière dont chaque cas d'espèce sera traité. Ces deux facteurs entrent en ligne de compte de sorte qu'on pourrait dans certains cas accorder la pension alors que la présomption serait par ailleurs réfutée.

M. Turner (London-Est): Pourquoi êtes-vous opposé à ce que des requérants obtiennent des preuves médicales extérieures car il est bien connu que deux médecins se contredisent rarement. Ils se soutiennent en effet mutuellement comme les avocats.

M. Ward: Je doute que vous trouviez des avocats bien disposés dans les tribunaux. Ils sont certainement bien disposés en dehors des tribunaux, au grand étonnement de certains de leurs clients. D'après mon expérience, les médecins en tant qu'individus n'hésitent pas à nous donner une opinion médicale qui contredise celle de certains de leurs collègues, non seulement de leurs collègues qui se trouveraient dans d'autres régions du pays mais aussi de leurs collègues avec lesquels ils travaillent à l'hôpital.

M. Turner (London-Est): Merci monsieur le président.

Le président: Merci. Monsieur MacRae.

M. MacRae: Monsieur le président, je crois qu'au cours de cette discussion, monsieur Turner a touché à un des points essentiels de ce bill et la discussion a donc été fort pertinente. Ceux d'entre nous qui avons eu à examiner de nombreux cas d'anciens combattants ont souvent eu à décider en ce qui concerne une affection dont l'origine est antérieure à l'enrôlement et qui n'a pas été aggravée en cours de service. J'ai rencontré des cas de ce genre des centaines et même des milliers de fois au cours des 25 dernières années. Comme M. Turner l'a fait remarquer, cet aspect de la question a été traité à fond lors de sa présentation il y a quelques jours à la page 5 du mémoire sur les anciens combattants. J'ignore combien de personnes présentes ici ont ce mémoire devant elles mais je l'ai en ce qui me concerne et dans sa conclusion finale il stipule après le sous-alinéa (3) que:

Cette situation est la même que ce qui existe à l'heure actuelle et représenterait dès lors très peu d'amélioration.

Je voudrais demander à M. Ward à quel point la situation s'améliorera à l'avenir. Vous nous l'avez déjà peut-être dit M. Ward au cours des échanges de ces cinq dernières minutes mais dans ce cas je ne l'ai pas saisi. Je ne critique pas la Commission canadienne des pensions. Je n'appartiens pas à ceux qui critiquent sérieusement la Commission des pensions, étant d'avis qu'elle a interprété la loi tel qu'elle était à l'époque. Si la loi n'était pas bonne c'est à nous qu'incombe la faute et non pas à la Commission des pensions. J'ai cependant dans de nombreux cas été d'avis que si une affection se présentait dix ans après la guerre, ce type de décision n'était pas justifié. Monsieur Ward pourriez-vous nous dire dans quelle mesure la situation sera à présent améliorée.

M. Ward: Premièrement je voudrais dire à M. MacRae que les fonctionnaires devraient être vus et non pas entendus mais en ce qui concerne votre question...

[Text]

Mr. MacRae: No offence meant.

Mr. Ward: ...it is very, very difficult to answer that. You mentioned that the veterans' organizations have observed—and we have observed the same thing—the many "pre-enlistment not aggravated" or "pre-enlistment aggravated", as the case may be. There are many cases of that type. Of course, when you recruit men to the extent of 800,000 to a million or more naturally you are going to come across many, many service men who had pre-enlistment conditions that may or may not have been apparent for one or another reason. The Commission in its decisions in the past relating to whether a condition was pre-enlistment in origin or not, as I see it, reached their decision based on the evidence available before them. I do not think it is fair to say that they reached that decision because a medical adviser merely said "pre-enlistment aggravated" or "not aggravated" at the end of a synopsis of his resume of the facts and medical evidence on file.

However, this presumption concerning fitness on enlistment is in the Bill. I am quite certain in my own mind that due regard will be given to that provision by the adjudicating authorities. I am also quite convinced that it will not be a cure-all, that it will not bring in every case and there will be some who will not receive full pension whether this presumption is contained in the Bill or not, but I am equally satisfied that many, many cases will receive the benefit envisaged by this Bill in respect of this particular problem. Again, I cannot say there will be a 20 per cent increase in those cases granted or 50 per cent or 10 percent. I just have the feeling that if this is properly dealt with, there will be many people who will receive benefit under it.

Mr. MacRae: I have a final and brief question then, Mr. Ward. Would you explain to me how much weight under this proposed new section will be given to the evidence of private, personal, medical practitioners? Can you give an assessment or an opinion on that point?

Mr. Ward: Perhaps the Chairman would be better qualified to answer this, but I shall stick out my neck and say that in the early stages of the claim perhaps not as much weight will be given to that outside practitioner or consultant's medical opinion as will be given to it at the Entitlement Board hearing level where there is a face-to-face confrontation with the witness when questions can be asked and answers given relating to the particular medical problem.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. Mr. Knowles, Winnipeg North Centre.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I would welcome further comment on the (b) part of this proposed subsection.

• 1050

You know, it seems to me to make good sense to say that the man was presumed to be all right if nothing was obvious at the time he became a member—if nothing was reported, and so on—that it is all right to say this can be set aside if there was reported evidence during

[Interpretation]

M. MacRae: Je ne voulais offenser personne.

M. Ward: Il est très difficile de répondre à votre question. En effet les organisations des anciens combattants et nous-même avons eu connaissance de nombreux cas de maladies antérieures à l'enrôlement qui ne se sont pas aggravées et de maladies antérieures à l'enrôlement qui se sont aggravées, suivant le cas. Il est évident que lorsqu'on recrute 800,000 ou un million d'hommes on en trouvera de nombreux qui ont eu des maladies antérieures à leur enrôlement, qui pour une raison ou une autre ne se seront pas manifestées à ce moment. Par le passé, la commission décidait si une maladie était antérieure ou postérieure à l'enrôlement, suivant les preuves dont elle disposait. Je ne crois pas qu'il soit juste de dire qu'elle prenait une décision simplement parce qu'un conseiller médical aurait dit qu'une maladie antérieure à l'enrôlement se serait aggravée ou non, à la suite d'un résumé des faits et des preuves médicales contenus dans le dossier.

Toutefois la présomption concernant le bon état de santé au moment de l'enrôlement fait partie du Bill. Je suis persuadé pour ma part que les autorités tiendront compte de cette disposition lors des décisions à prendre. Je sais aussi que cela ne constitue pas une panacée, tous les cas ne seront pas couverts et certaines personnes ne recevront pas une pension entière, que cette présomption figure dans le Bill ou non, mais je suis d'autre part persuadé que de nombreux cas bénéficieront de cette disposition du Bill en ce qui concerne le problème qui nous préoccupe ici je ne puis dire si l'augmentation des cas sera de l'ordre de 20, 50 ou 10 pour cent seulement. Je suis toutefois persuadé que si le travail est bien fait de nombreuses personnes pourront bénéficier de cette disposition.

M. MacRae: J'ai une dernière brève question à poser M. Ward. Pourriez-vous nous dire quel poids sera accordé aux termes de ce nouvel article aux preuves fournies par des médecins traitants privés. Pourriez-vous nous donner un avis à ce sujet?

M. Ward: Le président serait peut-être mieux qualifié pour répondre à cette question, mais je me permets de dire qu'aux premières étapes de l'examen de demande de pension, moins de poids sera accordé à l'avis d'un médecin traitant privé qu'au cours des auditions devant le comité d'examen lorsque les témoins sont confrontés et des questions peuvent être posées en ce qui concerne un problème médical particulier.

Le président: Merci M. MacRae. M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'aimerais entendre de plus amples commentaires au sujet de l'alinéa b). Il me semble qu'il est logique de dire qu'un homme

est présumé être en bonne santé si rien n'apparaît lorsqu'il est enrôlé et si rien n'a été communiqué. Mais qu'on peut ne pas en tenir compte si d'autres preuves ont apparu au cours des trois premiers mois. En d'autres termes, si la preuve médicale de cette maladie ou de cette

[Texte]

the first three months. But to get to this last phrase, or "if there is medical evidence that the disability or disabling condition must have existed," it was not obvious; it was not diagnosed in the first three months, and some doctor comes along and says it must have existed. You know, I have no evidence as to the kind of M.P.P. that Ross Whicher was in Queen's Park but, you know, he must have been a stinker.

Some hon. Member: He must have been a what?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Stinker. I think there is a translation difficulty on that word. You know, Ross is going to raise a question of privilege and say it is unfair for me to say that but—you know, I have no evidence but—as a fellow who has been around for a while I would say that he must have been such-and-such. That phrase, "was not obvious"; it was diagnosed in the first three months but there is evidence that he must have had it.

Mr. Ward: Mr. Knowles, in answering Mr. MacRae's question, I indicated I was confident that many people would receive the benefit of this particular provision and I, of course, did not tell him but I based it on the word "must" that is in (b) because that leads me to believe that it is something that is a little more than the ordinary degree of proof, that there must be something firm and definite about this pre-enlistment origin of the condition or pre-enlistment existence of the condition.

It must have existed prior to enlistment, not it may have existed. Might have existed or even existed would be less strong but this reads, must have existed, and I feel that this phrase will operate in favour of the applicant in having his case determined by the adjudicating authorities.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Well, I do not want to be antisemantic but that is our problem.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: Thank you, Mr. Chairman. I would just like to ask a question of Mr. Ward on something which is not entirely clear to me. Is there anything in the wording of Subsection (5) which would preclude a veteran from bringing his own medical evidence before the Commission, the opinions of his own doctors or outside consultants, on the point of whether or not a pre-enlistment condition existed?

Mr. Ward: There is nothing, as I see it, in this particular subsection to prevent the man from producing evidence from his own physicians and consultants and I am quite certain this will be the case, that many applicants will produce such evidence and we will certainly assist them in producing such evidence.

Mr. Blair: Reverting again to Mr. Turner's question, certain presumptions are created in favour of veterans in the new legislation. One is this presumption of fitness on enlistment, and the other is the benefit of the doubt. If the veteran is able to marshall in his support reasonable evidence to indicate that it is not a pre-enlistment condition which might be faced on the record with other evidence that it could be a pre-enlistment condition,

[Interprétation]

[Texte]

affection existait, elle n'était pas fort apparente. Elle n'aurait pas été diagnostiquée au cours des trois premiers mois bien qu'un autre médecin prétende qu'elle existait en fait. Je ne sais pas quelle sorte de député M. Ross Whicher a été à Queen's Park. Mais je crois qu'il devait être plutôt difficile.

Un député: Il serait quoi?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Plutôt difficile. Pour revenir à l'expression n'était pas apparente l'affection aurait été diagnostiquée au cours des trois premiers mois, bien qu'il n'y ait pas eu de preuve que l'affection l'ait été en fait.

M. Ward: Monsieur Knowles, en répondant à la question posée par M. MacRae j'avais fait remarquer que j'étais persuadé qu'un grand nombre de personnes pourrait bénéficier de la disposition en question du fait de l'expression obligatoirement avoir existé avant son enrôlement qui figure à l'alinéa B. On doit donc pouvoir établir de façon définitive que l'origine d'une affection est antérieure à l'enrôlement de la personne en question. L'affection doit avoir été antérieure à l'enrôlement, on ne pourrait employer le mot pourrait ou d'autres expressions moins fortes et je suis persuadé qu'ainsi libellé, cette alinéa jouera en faveur du requérant lors de l'examen de son cas par les autorités compétentes.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je ne voudrais pas m'élever contre la sémantique mais c'est bien là notre problème.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Merci monsieur le président. Je voudrais poser une question à M. Ward au sujet d'un point qui n'est pas entièrement clair dans mon esprit. L'énoncé de l'alinéa 5 empêcherait-il de quelque façon que ce soit un ancien combattant de soumettre des preuves médicales devant la commission, que ce soit l'avis de ces médecins traitants ou d'autres médecins, pour établir si l'affection dont il souffre est antérieure ou postérieure à son enrôlement.

M. Ward: Il n'y a rien à mon avis, dans l'alinéa en question qui empêche une personne d'apporter des preuves établies par son médecin traitant ou un autre médecin et je suis persuadé que de nombreux requérants auront recours à cette méthode et nous ne manquerons pas de les aider à fournir de telles preuves.

M. Blair: Pour en revenir à la question posée par M. Turner, la nouvelle loi prévoit certaines présomptions en faveur des anciens combattants. Il s'agit d'une part de la présomption d'un bon état de santé au moment de l'enrôlement et d'autre part la clause du bénéfice du doute. Si l'ancien combattant est à même d'apporter des preuves suffisantes pour prouver que son affection est postérieure à son enrôlement alors que le dossier prouverait

[Text]

would the benefit of the doubt clause operate in his favour under those circumstances?

Mr. Ward: I should think so, Mr. Blair. Certainly the intent and spirit of this particular Bill is to that effect but I cannot sit here and pre-judge a case. The adjudicating authorities will interpret and administer the Act and I am very hopeful that they will administer it in light of the intent and spirit of this particular provision and in the spirit of the benefit doubt clause.

Mr. Blair: So, if the two presumptions are not mutually exclusive they could both operate together for the benefit of a veteran in an application?

Mr. Ward: Well, certainly, the benefit doubt clause not only applies to every matter of entitlement in determining a pension, but also assessment as well. It is all-inclusive and as I see it would apply to every provision when the adjudicating authority is determining a man's right to an award. They must always bear that particular benefit-doubt clause in mind and I am quite certain they will.

• 1055

The Chairman: Thank you, Mr. Ward.

Mr. Weatherhead:

Mr. Weatherhead: Yes, Mr. Chairman. Mr. Ward, going back to the proposed subsection (5) (b) of section 13 on page 10, with respect to the medical evidence, does this mean that any medical evidence after the three-month period can be put forward to show there was a pre-enlistment injury or, in other words, a pre-enlistment disability? In other words, the veteran may have become disabled considerably later on in his career and the medical evidence at that time would indicate perhaps that it was partly due to a pre-enlistment situation?

Mr. Ward: Yes, that may be the case, Mr. Weatherhead. Certainly the presumption can be rebutted under the provisions of the proposed subsection (5) (a). That is to say, if a normal constitutional or congenital condition was diagnosed within the first three months of enlistment then the presumption is rebutted. He would probably lose his case, though not necessarily so. Now, that is only one form of rebuttal.

As you mention, it can also be rebutted by medical evidence. Now the medical evidence could be in the form of an x-ray taken six months after enlistment; no diagnosis, but an x-ray that indicates very extensive, longstanding, pathological changes which would be brought to the Commission's attention as indicative of the presence of the condition prior to enlistment. Of course, we would then try to adduce evidence from other consultants that the x-ray findings are really not consistent with the longstanding condition.

[Interpretation]

au contraire que l'affection est antérieure à l'enrôlement, dans ce cas la clause du bénéfice du doute jouerait-elle en faveur de l'intéressé.

M. Ward: Je le crois en effet, monsieur Blair. Telle était en effet l'intention et l'esprit du bill bien que je ne puisse préjuger d'un cas. Les autorités compétentes interpréteront et appliqueront la loi et j'espère pour ma part qu'elle l'appliqueront à la lumière de l'intention et de l'esprit de la clause qui me préoccupe ici et notamment, en appliquant la clause du bénéfice du doute.

M. Blair: Donc, si ces deux présomptions ne sont pas mutuellement exclusives, pourraient-elles toutes les deux jouer en faveur de l'ancien combattant ayant introduit une demande.

M. Ward: La clause du bénéfice du doute ne s'applique pas uniquement aux questions d'admissibilité en ce qui concerne les pensions mais aussi en ce qui concerne leur importance. Elle touche à tous les aspects du problème à mon avis et les autorités compétentes ne manqueraient pas d'en tenir compte au moment de décider de l'admissibilité d'une demande introduite par un ancien combattant. Les autorités ne doivent jamais perdre de vue la clause du bénéfice du doute et je suis persuadé qu'il en sera ainsi.

Le président: Merci, monsieur Ward. Monsieur Weatherhead?

M. Weatherhead: Oui, monsieur le président. Monsieur Ward pour revenir au sous-alinéa 5B de l'article 13 à la page 10 qui a été proposé en ce qui concerne les preuves médicales, cela signifie-t-il que l'on peut apporter toute preuve médicale après la période de trois mois pour prouver qu'il y a eu une affection préalable à l'enrôlement ou en d'autres termes que l'invalidité est antérieure à l'enrôlement. Il se pourrait donc que l'ancien combattant soit devenu invalide bien plus tard au cours de sa carrière alors que les preuves médicales à ce moment sembleraient indiquer que l'affection est due en partie à un état antérieur à l'enrôlement.

M. Ward: Oui, tel peut en effet être le cas monsieur Weatherhead. La présomption peut certainement être réfutée aux termes des dispositions de l'alinea 5A tel qu'il a été proposé c'est-à-dire que si au cours des trois premiers mois qui suivent l'enrôlement le diagnostic a été établi que la personne jouissait d'un bon état de santé la présomption est réfutée. Dès lors le requérant perdra probablement son cas. Il ne s'agit en l'occurrence que d'une forme de réfutation. Comme vous l'avez dit, réfutation peut aussi consister en preuve médicale. Cette preuve pourrait être notamment constituée par une radiographie prise au cours des six mois qui suivent l'enrôlement. Je dis bien pas un diagnostic mais une radiographie montrant des altérations pathologiques graves et de bon gré qui serait soumise à l'attention de la commission pour prouver que l'affection était antérieure à l'enrôlement. Dans ce cas nous essaierions évidemment d'apporter des preuves établies par d'autres médecins aux termes desquels la radiographie ne concorde pas avec l'état pathologique qui existe depuis longtemps.

[Texte]

Mr. Weatherhead: But that would be very difficult to do in most cases, would it not?

Mr. Ward: I am not sure I can say it would be in most cases. I would like to see what the x-ray, what the particular situation, is; what the particular facts in a given case are. It may very well be that in most cases, but I am not prepared to say so.

The Chairman: Thank you, Mr. Ward.

I have on the list Mr. Ritchie and then Mr. Turner. I see, gentlemen, we are getting close to 11 o'clock and I understand some members have to leave. I believe perhaps as long as we have a fair amount of members here that we could continue for a while. While we have a quorum, could I call Clause 6 that we had stood.

Clause 6 agreed to.

The Chairman: We are dealing now with Clause 7 and we had called proposed subsection (3c), but I can see the discussion has gone on to proposed subsection (5).

I will call now on Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Why did you pick three months? Why not six months or three weeks?

Mr. Ward: The Woods Committee recommended that the presumption apply or be rebutted if a diagnosis of a pre-enlistment condition was established within three months of enlistment. I believe the government's original position was that it should be six months. This Bill C-203 now calls for three months as the Woods Committee had originally recommended.

Mr. Ritchie: Now by adding medical evidence—proposed paragraph (b), that is—it seems you still throw it right back into the hands of the people making the decision, do you not? You really have not changed anything.

Mr. Ward: Yes, I think it is necessary for it always to be in the hands of adjudicating authority. They must determine whether a condition is pre-enlistment in origin.

There is the presumption of fitness and it is rebutted by these four methods outlined in the clause. These are substantially the same as that recommended by the Woods Committee. Even at proposed subsection (5) (b), the medical evidence form of rebuttal was also recommended by the Woods Committee, but they added a rider that it not be rebutted by medical evidence given by employees of the Canadian Pension Commission, in other words, their own medical advisers. As I tried to indicate earlier, the medical adviser is not giving medical evidence. He merely draws the Commission's attention to medical evidence that is on file.

• 1100

Mr. Ritchie: All I see is that it does not seem to really narrow the cases of miscarriage of justice, which I presume they are looking to do.

[Interprétation]

M. Weatherhead: Mais ceci serait assez difficile à faire dans la plupart des cas. N'est-il pas vrai.

M. Ward: Je ne puis dire si ce serait difficile dans la plupart des cas. Je demanderais à voir la radiographie, je voudrais examiner le cas d'espèce et quel sont les faits apportés dans chaque cas; ce serait peut-être bien difficile dans la plupart des cas mais je ne puis l'affirmer.

Le président: Merci monsieur Ward. J'ai sur ma liste M. Ritchie suivi par M. Turner. Je vois messieurs qu'il sera bientôt 11 h et si je comprends bien certains députés sont obligés de nous quitter. Je crois que nous pourrions cependant continuer pour autant qu'un nombre raisonnable de députés restent parmi nous; puisque nous avons un quorum, je mets l'article 6 en délibération. La clause 6 est adoptée.

Le président: Nous allons à présent examiner la clause 7 et nous avions mis l'alinéa (3c) en délibération mais je constate que la discussion concerne actuellement l'alinéa 5 qui a été proposé. Je donne la parole à M. Ritchie.

M. Ritchie: Pourquoi avez-vous choisi la période de trois mois? Pourquoi pas plutôt six mois ou trois semaines.

M. Ward: Le comité Woods a fait recommander que la présomption s'applique ou qu'elle soit réfutée si un diagnostic établi au cours des trois mois suivant l'enrôlement apporte la preuve que l'affection est antérieure à la date de l'enrôlement. Je crois qu'à l'origine le gouvernement était d'avis que cette période devrait être une période de six mois. Le bill C-203 prévoit actuellement une période de trois mois conformément à la recommandation du comité Woods.

M. Ritchie: En ajoutant les preuves médicales vous renvoyez tout le problème devant les personnes chargées de faire les décisions. N'est-il pas vrai. Vous n'avez en fait rien changé.

M. Ward: Oui, je crois qu'il est indispensable que la décision appartienne aux autorités compétentes. C'est à elles de déterminer si une affection est antérieure à la date de l'enrôlement. Le membre des forces est présumé être en bonne santé et cette présomption peut être réfutée par les 4 moyens décrits dans l'article. Ils sont dans leurs grandes lignes recommandés par le comité Woods même en ce qui concerne l'alinéa 5 (b) tel qu'il a été proposé. La réfutation sous forme de preuves médicales avait également été recommandée par le comité Woods qui avait encore ajouté qu'aux fins de la réfutation, les preuves médicales ne devaient pas être apportées par des employés de la Commission canadienne des pensions, en d'autres termes par leur propre conseiller médical. Ainsi que j'ai déjà essayé de le dire, le conseiller médical ne fournit pas de preuve médicale. Il attire simplement l'attention de la Commission sur des preuves médicales qui existent dans le dossier.

M. Ritchie: Je vois pour ma part, que ces dispositions n'écartent pas les possibilités d'erreurs judiciaires.

[Text]

Mr. Ward: I believe it goes a long way, sir, in creating this presumption which is in favour of the applicant. I am not speaking on a matter of policy but I suppose the government could very well say that any person who served will get full entitlement for any condition if he can establish that the condition was present during service even though it was pre-enlistment in origin. However, that apparently is not the policy at the present time.

Mr. Ritchie: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Ritchie. Mr. Turner.

Mr. Turner (London East): Mr. Chairman, in the event that a pensioner loses his application and he obtains outside medical evidence, can he go through the normal procedure again to bring it back up to the Department to have a look at it? Would you be willing to have the outside evidence brought in then?

Mr. Ward: If you are speaking in relation to the presumption of fitness on enlistment being rebutted, the Commission may very well decide at first application that presumption has been rebutted. At that stage the applicant may very well seek and obtain outside medical opinion evidence which he would then file and place before the Commission at his second application together with his written arguments, to endeavour to convince the Canadian Pension Commission that the presumption ought not to be rebutted in his particular case on the facts present in the light of his consultant's medical opinion evidence and in light of other argument that you could raise in support of that particular argument.

Mr. Turner (London East): Then this new evidence would be looked at.

Mr. Ward: Oh, very much so.

The Chairman: Thank you, Mr. Turner. Are there any other questions?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I realize that this is continuing the discussion between one synonatosist and another but I still do not like those words "must have" in the proposed subsection (b). It seems to me it would be stronger if it just said: medical evidence that the disability, or disabling condition, existed prior to his enlistment.

As I read those words, once you put in the words "must have existed", you are courting the quality of opinion, such as the silly one I produced a few minutes ago that, as so often happens, you say the thing more clearly if you say it briefly. I would like to see the words "must have" eliminated unless my friend across the way can make a stronger case than I think he has made yet.

Mr. Ward: As I see it, Mr. Knowles, the provision would have equal effect, I think, whether we deleted "must have" or let it remain in. I see the phrase "must have" as having almost the same effect as a provision contained in here of, shall we say, "must establish it beyond a reasonable doubt that it existed prior to en-

[notintelligible]

[Interpretation]

[notintelligible]

M. Ward: J'assume qu'un progrès appréciable est déjà réalisé en créant cette présomption qui joue en faveur du requérant. Je ne parle pas en matière de politique, mais je suppose que le gouvernement pourrait fort bien dire que toute personne ayant servi dans les forces sera reconnue pleinement admissible à une pension pour quelque affection que ce soit à condition qu'elle puisse prouver qu'elle avait souffert de cette affection au cours de son service même si l'origine est antérieure à son enrôlement. Telle cependant, ne semble pas être la politique à l'heure actuelle.

M. Ritchie: Merci.

Le président: Merci monsieur Ritchie.

M. Turner (London-Est): Monsieur le président, si un requérant est débouté de sa demande et obtient par ailleurs des preuves médicales de sources extérieures, peut-il reprendre la procédure à nouveau et faire ré-examiner son cas par le ministère. Accepteriez-vous que des preuves extérieures soient apportées dans un cas de ce genre?

M. Ward: En ce qui concerne la relation de la présomption de bonne santé au moment de l'enrôlement, il est vrai que la Commission peut en effet décider au moment de la première demande que la présomption a été rebutée. Le requérant peut alors chercher et retenir des avis médicaux extérieurs ainsi que des preuves qu'il introduirait devant la Commission dans une seconde demande afin de persuader la Commission canadienne des pensions que la présomption n'aurait dû être rebutée en ce qui le concerne vu l'opinion exprimée par son médecin traitant.

M. Turner (London-Est): Ces nouvelles preuves seraient donc examinées.

M. Ward: Oh, certainement.

Le président: Merci monsieur Turner. Y a-t-il d'autres questions.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je sais que je reviens toujours à cette même question de forme, mais je n'en approuve toujours pas l'expression «doit savoir» comme proposé dans l'alinéa D. A mon sens, l'alinéa serait plus fort s'il était libellé «preuve médicale» suivant laquelle l'invalidité existait antérieurement à l'enrôlement. Les choses sont en effet d'autant plus claires qu'elles sont exprimées plus brièvement. J'aimerais donc éliminer les mots «doivent être» à moins que mon collègue n'arrive à mieux étayer son cas.

M. Ward: A mon avis, monsieur Knowles cette disposition aurait une valeur égale que nous éliminions l'expression «doivent être» ou non. Les mots «doivent être» ont en effet la même portée que la disposition prévue disant notamment qu'il doit être établi au-delà de tout doute raisonnable qu'il existait avant l'enrôlement. Je ne

[Texte]

listment". You have to take that extra step to tie it down to pre-enlistment origin. I must say that I really cannot see very much difference between what you suggest and what is contained in the Bill.

• 1105

The Chairman: As I understand it, Mr. Knowles, if you remove "must have", it would read:

(b) medical evidence that the disability or disabling condition existed prior to his enlistment.

I fail to see the difference that it would correct if the words "must have" would be removed.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I think the difference is that if you leave the words out, it has to be positive—that: "the sun shone that day", not: "it must have shone".

Mr. Chairman, I would like to look at this further and, since the clause has to stand anyway in view of our absence of a quorum, I do render to let it stand at this point.

The Chairman: Any further questions, gentlemen? Mr. Blair.

Mr. Blair: I would only address myself to Mr. Knowles' point, and I would like to think about it again.

I think we should bear in mind first of all that a presumption is created by the statute, and that presumption will stand in favour of the veteran unless it is rebutted. My present opinion is that the present wording of this clause as Mr. Ward has suggested creates a higher standard of proof on the rebutting of the presumption than simply the use of the word "existed."

I would think as it stands it might offer greater protection, but I am conscious of the point Mr. Knowles has raised and I would like to think about it.

The Chairman: Thank you. Any further questions, gentlemen?

The subsequent subclauses of Clause 7. Are there any questions on those, gentlemen?

Clause 7 allowed to stand.

On Clause 8.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It is all right to stand.

Clauses 8 to 10 inclusive allowed to stand.

On Clause 11.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Could we have an explanation of this one? Perhaps the explanation could relate it to the pronouncement of the Woods Report and the Committee on this subject.

Mr. Ward: Mr. Chairman, in determining the amount of pension awardable under the present terms of the Pension Act, the Canadian Pension Commission must take into consideration damages received from third parties responsible for the injury that the pensioner has received, where compensation from Workmen's Compensation Boards must be taken into consideration in deter-

[Interprétation]

[Texte]

vois pour ma part, pas beaucoup de différence entre ce que vous proposez et ce qui figure actuellement dans le bill.

Le président: Comme je le comprends, monsieur Knowles, si vous radiez les mots «doivent être» l'alinéa dirait notamment:

b) preuve médicale que l'invalidité ou l'affection entraînant incapacité existait avant l'enrôlement.

Je ne vois pas quelle différence l'élimination des mots doit avoir en l'occurrence.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): La rédaction deviendrait plus affirmative.

J'aimerais pouvoir examiner cette question plus en détail et puisque la clause doit rester telle qu'elle est étant donné l'absence d'un quorum, je propose que nous passions à un autre sujet.

Le président: Y a-t-il d'autres questions messieurs? Monsieur Blair.

M. Blair: Je suis du même avis que M. Knowles et je voudrais examiner cette question plus avant. Nous devons tout d'abord ne pas oublier qu'une présomption est prévue par la loi et que cette présomption jouera en faveur de l'ancien combattant à moins qu'elle ne soit réfutée. Je suis d'avis que la rédaction actuelle de cet article ainsi que l'a dit M. Ward, renforce l'idée de réfutation de la présomption plutôt que simplement les mots existaient.

Je suis d'avis que la rédaction actuelle offrirait peut-être une plus grande mesure de protection, mais je partage l'opinion de M. Knowles et aimerais pouvoir étudier ce problème plus à fond.

Le président: Merci. Y a-t-il d'autres questions, messieurs? Nous venons à présent au paragraphe suivant de l'article 7. Y a-t-il quelques questions à ce sujet messieurs?

L'article 7 est réservé.

L'article 8.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): L'article 8 est réservé.

Les articles 8 et 10 inclus sont réservés.

L'article 11.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pourrions-nous avoir une explication au sujet de cet article? Cette explication pourrait peut-être traiter des décisions du rapport Woods et du Comité à ce sujet.

M. Ward: M. le président, lors de la détermination du montant de pension attribuable aux termes de l'actuelle loi sur les pensions, la Commission des pensions canadiennes doit tenir compte des compensations versées par des participaires responsables des blessures et que le pensionné aurait touché dans les cas où les compensations versées par les Commissions des accidents du

[Text]

mining the extent of additional disability that may be paid for a pensionable condition where an industrial accident has worsened this condition.

The Woods committee made a number of recommendations relating to the whole question of third party liability and whether or not damages and compensation ought or ought not to be taken into consideration in determining the amount of pension payable. In any event, the White Paper indicated that damages and compensation would still be taken into consideration but that portion of the damages represented by loss of consortium, pain and suffering, and special damages, would be deducted and the remaining portion then would be taken into consideration in determining the amount of pension payable.

• 1110

This bill provides that 50 per cent of the damages recovered will not be taken into consideration. That will be wiped off the books. A person can retain that 50 per cent portion of the total damages recovered without further regard, and without the Canadian Pension Commission being interested in it. They will then compute the pension payable on the basis of the remaining 50 per cent of the damages.

The 50 per cent of the damages really, as I see it, represents the pain and suffering, the loss of consortium and special damages. However, this is a much easier way from an administering point of view, and a much fairer way of doing it, because very often judgments do not break down into how much in dollars and cents for pain and suffering, loss of consortium and special damages, although special damages are usually included.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: Could I ask Mr. Ward or his colleagues how this clause will apply to awards which have been made previously under the old Section? Will they be reopened, or will this clause apply only to future cases?

Mr. Ward: It is my understanding this this clause will apply only to those cases that are in the mill, as it were, at the time of passage of this clause, if it is passed in this manner, and in future cases of which third-party liability is a matter to be taken into consideration.

The Chairman: Are there any other questions on Clause 11?

Clauses 11 to 13 inclusive allowed to stand.

On Clause 14.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, under Clause 14, provision is made to continue an attendance allowance when a veteran goes into hospital under certain stated conditions, such as where the attendance allowance is \$3,000 per annum, or where the veteran is blind. The explanatory note says:

The provision would also permit the Commission to continue payment of the allowance to other pensioners in such hospitals.

Where does that provision to continue it in other cases that is set out in the explanatory note turn up in the statutory wording?

[Interpretation]

travail doivent être prises en considération pour déterminer l'importance de l'invalidité supplémentaire qui donne droit à un paiement lorsqu'un accident du travail a aggravé l'affection en question.

La Commission Woods avait fait un nombre de recommandations en ce qui concerne la question de la responsabilité du tiers-parti ainsi en ce qui concerne la question de savoir s'il fallait ou non tenir compte des dommages et des compensations versés lors de la détermination du montant à payer. De toute façon, le Livre blanc stipule qu'on tiendrait compte des dommages et des compensations mais que les dommages versés au titre de douleurs et de maux ainsi que les dommages spéciaux seraient déduits, le solde étant alors pris en considération aux fins de la détermination du montant de la pension à verser.

Ce projet de loi prévoit que 50 p. 100 des dommages recouvrés ne seront pas étudiés ni pris en considération. On effacerait cela des documents. Un requérant pourrait conserver ces 50 p. 100 des dommages totaux recouvrés, sans que l'on étudie cela plus à fond ou sans que la Commission des pensions ne s'y intéresse. On détermine ensuite la pension à payer en se fondant sur les 50 p. 100 des dommages restant à payer.

Ces 50 p. 100 des dommages représentent donc, à mon avis, la souffrance et dommages spéciaux. Néanmoins cela facilite beaucoup les choses au point de vue administratif. C'est également beaucoup plus juste, parce que, très souvent, les jugements ne peuvent pas tenir compte de la souffrance morale ou physique, des dommages spéciaux, etc.... bien que ces dommages spéciaux soient habituellement pris en considération.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Je voudrais que monsieur Ward me dise comment cet article s'appliquera aux compensations qui ont déjà été octroyées en vertu de l'ancien article? Ces cas seront-ils réétudiés, ou bien est-ce que cet article ne s'appliquera qu'aux cas futurs?

M. Ward: Si je comprends bien, cet article ne s'appliquera qu'aux cas qui seront déjà soumis à l'époque où cet article sera adopté, et aux cas futurs; les cas futurs sont pris en considération également en ce qui concerne les responsabilités des tierces parties.

Le président: Avez-vous d'autres questions au sujet de l'article 11?

Les articles 11, 12 et 13 sont réservés.

Article 14.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Aux termes de l'article 14, l'allocation continue à être payée lorsque l'ancien combattant est envoyé à l'hôpital dans certaines circonstances bien précises, lorsque, par exemple, l'ancien combattant est aveugle, ou lorsque sa pension est de \$3,000 par an. La note explicative précise:

La disposition permettrait aussi à la Commission de maintenir le paiement de l'allocation aux autres pensionnés admis dans un tel hôpital.

Est-ce que ces dispositions qui sont prévues dans cette note explicative font partie de la loi?

[Texte]

Mr. Ward: I believe it is a discretion given to the Canadian Pension Commission under this clause, and the enabling word is "may" in the fifth line of proposed Section 30(1a):

...the commission may, ...
et cetera, et cetera,

...direct that payment of the allowance cease ...

If they may direct that it cease, they can certainly direct that it continue in their discretion.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): So in other words, in those two cases it cannot be discontinued.

Mr. Ward: That is correct, sir. It must remain in payment for those receiving maximum attendance allowance.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Or blindness.

Mr. Ward: Blindness yes, but for those receiving less, it is within the discretion of the Canadian Pension Commission to continue or discontinue, but only after two months, the month of admission and the following month.

The Chairman: Are there any further questions on Clause 14? Mr. Knowles.

• 1115

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman. I have to join those who have other meetings as well. Are we getting pretty thin?

The Chairman: Is it the wish of the Committee that we should adjourn until Thursday morning?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): There is nobody here but the Liberals and the two Knowles.

The Chairman: Do I understand that we are standing Clause 14?

Clause 14 allowed to stand.

Mr. Blair: Mr. Chairman, may I ask the officials to consider my old point about the retrospective or retroactive effect of this legislation. Mr. Ward has told us with respect to Clause 11 which deals with damages received, paid by third parties, that it does not have a retrospective effect but other sections of the statute will. I will leave it with the officials perhaps at the next meeting to explain how this comes about.

The Chairman: Thank you, gentlemen. We stand adjourned until Thursday morning at 9.30.

[Interprétation]

M. Ward: Cela est laissé à la discréption de la Commission canadienne des pensions. On précise que la Commission «peut», etc., etc., à la cinquième ligne de l'article 30(a) tel qu'il est proposé.

...La Commission peut...
etc., etc....

...décider que le paiement de cette allocation doit cesser...

Si la Commission peut décider que ce paiement doit cesser, elle peut donc aussi décider qu'il doit continuer.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En d'autres mots, il y a deux cas où elle ne peut être supprimée.

M. Ward: En effet; elle ne peut pas être supprimée pour ceux qui reçoivent l'allocation maximum.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ou pour ceux qui sont aveugles.

M. Ward: Mais pour ceux qui reçoivent moins, la Commission est libre de prolonger le versement, mais seulement après un délai de deux mois après l'admission à l'hôpital.

Le président: Messieurs, avez-vous d'autres questions à poser au sujet de l'article 14? Monsieur Knowles?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je dois aller à d'autres réunions. Est-ce que l'heure approche?

Le président: Le Comité désire-t-il ajourner jusqu'à jeudi matin?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il n'y a personne ici en dehors des Libéraux et des deux Knowles.

Le président: Par conséquent, est-ce que nous réservons l'article 14?

L'article 14 est réservé.

M. Blair: J'ai demandé à ce qu'on prenne en considération mon objection sur la rétroactivité de cette loi. Monsieur Ward nous a parlé de l'article 11 portant sur les dommages payables par les tierces parties. Cet article ne serait pas rétroactif, mais certains autres articles du bill le seront. Il faudrait que lors de la prochaine séance, on nous explique ce dont il s'agit.

Le président: Je vous remercie beaucoup messieurs; nous ajournons jusqu'à jeudi matin, 9 h. 30.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 4

Thursday, January 28, 1971

Chairman: Mr. Carl Legault

[Text]

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on
Veterans Affairs

Veterans Affairs

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Pension Act
and the Civilian War Pensions and
Allowances Act

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

At 11:05 a.m., the Committee adjourned until Tuesday,
February 2, 1971.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 4

Le jeudi 28 janvier 1971

Président: M. Carl Legault

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Le Bill C-203, Loi modifiant la
Loi sur les pensions et la Loi sur les
pensions et allocations de guerre pour les civils

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

À 11 h 05 du matin, le Comité suspend ses travaux
jusqu'au mardi 2 février 1971.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Parlégé au cours du 11e législature, 1970-1971
des communautés des îles d'Amérique et de l'île de Gaspé

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

Les séances no 4

Le Jeudi 28 Janvier 1971

Président: M. Guy Légaré

Séance No. 4

Thursday January 28, 1971

President: Mr. Guy Légaré

STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Carl Legault

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

Messrs.

Badanai	Guay (St. Boniface)
Bigg	Knowles
Blair	(Norfolk-Haldimand)
Corriveau	Knowles (Winnipeg)
Émard	North Centre)

COMITÉ PERMANENT DES
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Carl Legault

Vice-président: M. Jack Cullen

Messieurs

Loiselle	Tétrault
MacLean	Thomas (Moncton)
MacRae	Turner (London East)
Marshall	Weatherhead
Peters	Whicher—(20)

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

REPRESENTING:

BILL C-203, An Act to amend the Pension Act. Le Bill C-203, An Act to amend the Pension Act.

sympathie à l'Amendement au Bill C-203

of the Standing Committee on Veterans Affairs

TIIMONIUMS

(Voix des témoins-véritaux)

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, January 28, 1971.

(5)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:45 a.m. this day. The Chairman, Mr. Legault, president.

Members present: Messrs. Blair, Corriveau, Cullen, Émard, Guay (St. Boniface), Knowles (Norfolk-Haldimand), Knowles (Winnipeg North Centre), Legault, Loiselle, MacRae, Turner (London East), Weatherhead, Whicher (13).

Other Member present: Mr. Ritchie.

Witnesses: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister; Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate; Mr. P. E. Reynolds, Director, Legal Branch (Justice); Mr. R. L. McCallum, Assistant Director, Financial Planning and Analysis, From the Canadian Pension Commission: Mr. T. D. Anderson, Chairman.

The Committee continued the consideration of the Clauses in Bill C-203.

The Chairman called, in turn, Clauses 15, 16, 17, 7, which, after the witnesses had been questioned, were allowed to stand.

The Chairman called Clauses 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 which were severally carried.

The Chairman re-called Clause 7, which after further debate, was allowed to stand.

The Chairman called Clauses 18, 19, 20 which were severally carried.

At 11:05 a.m., the Committee adjourned until Tuesday, February 2, 1971.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

Would the suggestion there be—for instance, if the man was found incapable of handling his affairs—under the mental incompetency or mental hospital Act so that a committee could be established by the committee—receive the money or administer the benefit, or would that be contrary to the old Canadian Commission?

Mr. Ward: It varies, I believe. Most official committees are brought into the picture, in many cases, by having someone appointed to do the job. In some cases, it's the committee that makes the decision, and in other cases, it's the committee that receives the money and uses it for the purpose for which it was given.

Mr. Cullen: What sort of example? Some organizations, for example, might take the money and use it for their own purposes. He might have exception to that. Has this been the practice?

PROCÈS-VERBAL

Le Jeudi 28 janvier 1971

(5)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin, à 9 h 45. Le président, M. Legault, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Corriveau, Cullen, Émard, Guay (Saint-Boniface), Knowles (Norfolk-Haldimand), Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Legault, Loiselle, MacRae, Turner (London-Est), Weatherhead, Whicher—(13).

Autre député présent: M. Ritchie.

Témoins: Du ministère des Affaires des anciens combattants: MM. J. S. Hodgson, sous-ministre; D. K. Ward, avocat en chef des pensions; P. E. Reynolds, directeur, Directeur juridique (Justice); R. L. McCallum, directeur adjoint, planification et analyse financière. De la Commission canadienne des pensions: M. T. D. Anderson, président.

Le Comité poursuit son étude des articles du bill C-203.

Le président met en délibération les articles 15, 16, 17, et 7, qui, après interrogation des témoins, sont réservés.

Le président met en délibération les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 qui sont adoptés séparément.

Le président remet en délibération l'article 7 qui, après discussion, est de nouveau réservé.

Le président met en délibération les articles 18, 19 et 20 qui sont adoptés séparément.

A 11 h 05 du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 2 février 1971.

M. Ward: Tout dépend, je pense, du Comité. Les comités officiels doivent être considérés. Dans d'autres cas, l'administration peut faire ce qu'il faut faire.

M. Cullen: Quel exemple? Si, par exemple, un parent, ou un conjoint, par exemple, peut prendre l'argent et l'utiliser pour aider un ancien combattant à se remettre des problèmes à

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, January 28, 1971.

[Text]

• 0945

The Chairman: Gentlemen, it is getting on to 9.45 o'clock and we are already 15 minutes late. I wonder if we could get started and stand the clauses as we go along. At the last meeting we stood Clause 14.

On Clause 15—

The Chairman: Perhaps I should ask Dr. Hodgson to join us. Perhaps Mr. Ward would be more at ease up at the front. Are there any questions on Clause 15, gentlemen? Mr. Cullen.

Mr. Cullen: Is Clause 15 a significant change from what is already in the Act?

The Chairman: Mr. Ward.

Mr. D. K. Ward (Chief Pensions Advocate, Veterans Bureau): Significant, sir, only in that the retroactive effect is extended to three years rather than one year, as it is currently set out in the Pension Act.

Mr. Cullen: This is, in effect, an improvement.

Mr. Ward: Very much so, sir.

The Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, it is whichever date is later. In that case it need not necessarily go back three years.

Mr. Ward: Mr. Chairman, if a person applies for a pension and a favourable decision is handed down within, say, one year from the date of application, then of course under the provisions of the amendment the pension would go back one year. If it were handed down three years after the application it could be effective three years prior to the date of the award. If it were handed down, say, five years after the application it would go back and be effective three years from the date of the award.

Mr. MacRae: Thank you, Mr. Chairman. I understand now.

The Chairman: Are there any further questions, gentlemen, on Clause 15?

Clause 15 allowed to stand.

On Clause 16—

The Chairman: Mr. Cullen.

Mr. Cullen: The proposed section provides that the amount of the pension shall be administered for the benefit of the pensioner or any person. Is there a suggestion there that the Pension Commission would hold the money and determine who should get it? Would they in effect act as trustees of the money?

Mr. Ward: Are you on Clause 16?

The Chairman: Clause 16 is up for discussion.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Jeudi, 28 janvier 1971

[Interpretation]

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs

Le président: Messieurs, il est 9 h. 45 et nous sommes déjà 15 minutes en retard. Nous pourrions commencer et réserver les articles au fur et à mesure. A la dernière réunion nous avons réservé l'article 14.

Article 15—

Le président: Je demanderais à M. Hodgson de se joindre à nous. M. Ward se sentirait peut-être plus à l'aise en avant. Y a-t-il des questions au sujet de l'article 15, messieurs? M. Cullen.

M. Cullen: L'article 15 prévoit-il un changement important dans la loi telle quelle existe actuellement?

Le président: M. Ward.

M. D. K. Ward (chef avocat-conseil, Bureau des anciens combattants): L'importance de cet article est qu'il prolonge l'effet rétroactif à trois ans plutôt qu'un an, comme le prévoit actuellement la Loi sur les pensions.

M. Cullen: C'est une amélioration.

M. Ward: En effet.

Le président: M. MacRae.

M. MacRae: On dit que c'est la date qui est postérieure à l'autre qui prévaut. Cela ne veut pas dire qu'il faut nécessairement revenir trois ans en arrière.

Mr. Ward: Si quelqu'un présente une demande en vue d'obtenir une pension et que sa demande est agréée un an après la date à laquelle il l'a présentée, en vertu des dispositions de la modification, la pension entre en vigueur avec un an de rétroactivité. Si la pension est accordée trois ans après présentation de la demande, elle peut prendre effet trois ans avant la date d'obtention. Si elle est accordée cinq ans après la date de présentation de la demande, elle prend effet trois ans avant la date d'obtention.

M. MacRae: Merci.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 15?

Article 15 est réservé.

Article 16—

Le président: M. Cullen.

Mr. Cullen: L'article proposé prévoit que le montant de la pension doit être administré au profit du pensionné ou de toute autre personne. Cette disposition suppose-t-elle que la Commission des pensions pourrait retenir les fonds et déterminer à qui ils doivent être versés? Pourrait-elle agir comme gardienne des fonds?

Mr. Ward: Vous parlez de l'article 16?

Le président: C'est l'article 16 qui est discuté.

[Texte]

Mr. Cullen: I am sorry, I was on Clause 17.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: No questions, Mr. Chairman.

The Chairman: Shall we stand Clause 16? Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, are we taking these sections out altogether? Are they just simply being removed from the Act? Is that the intent and the import of what Clause 16 of the new Bill says?

Mr. Ward: Yes. This section is being repealed, Mr. MacRae, because it has never been used. It fell between two stools, as it were, and the present intent is to treat people who are claiming pension for nervous conditions in the same manner as people we are claiming pension for any other condition.

• 0950

This is the way it actually has been in practice over the years, because the provisions of this section have never been enforced to my knowledge, and they appear to be superfluous.

The Chairman: Are there any further questions, Mr. MacRae?

Mr. MacRae: No thank you, not on that one, Mr. Chairman.

The Chairman: Shall we stand clause 16?

Some hon. Members: Agreed.

On clause 17—Administration of pension

The Chairman: Mr. Cullen.

Mr. Cullen: Where it appears to the Commission that he is not maintaining or capable of managing his business affairs, he:

... may direct that the pension payable to the pensioner be administered for the benefit of the pensioner...

Would the suggestion there be—for example, if someone was found incapable of handling his business affairs under the mental incompetency or mental hospitals Act in the Province of Ontario, would that person who did the committee—receive the money for administering for the benefit, or would that be done by the Pension Commission?

Mr. Ward: It varies, I believe, sir. In some cases the official committees are brought into the picture, in many instances. In other instances, I believe the local pension medical examiner may be, in effect, the administrator, or indeed even private citizens who are close to the pensioner, such as relatives and spouse.

Mr. Cullen: What form of protection is there? Someone close, a relative, a spouse, for example, might take the money and use it on things that, if the veteran recovers, he might take exception to. Has this been the practice? Have there been any problems?

[Interprétation]

M. Cullen: Je suis désolé, j'étais à l'article 17.

Le président: M. Weatherhead.

M. Weatherhead: Aucune question, monsieur le président.

Le président: Devons-nous réserver l'article 16, monsieur MacRae?

M. MacRae: Annulons-nous ces articles complètement? Sont-ils tout simplement enlevés de la loi? Est-ce que c'est l'objet de l'article 26 du nouveau bill?

M. Ward: Oui. Cet article est abrogé parce qu'il n'a jamais été utilisé. On désire maintenant traiter les gens qui réclament une pension pour une maladie nerveuse de la même façon que les gens qui réclament une pension pour toute autre affection.

C'est de cette façon qu'on procède depuis des années parce que les dispositions du présent article n'ont jamais été mises en vigueur à ma connaissance; il semble qu'il soit superflu.

Le président: Y a-t-il d'autres questions, M. MacRae?

M. MacRae: Non, pas à ce sujet, monsieur le président.

Le président: Devons-nous réserver l'article 16?

Des voix: D'accord.

Article 17—Administration de la pension

Le président: M. Cullen.

M. Cullen: Lorsqu'il paraît évident à la Commission qu'un pensionné ne gère pas ou est incapable de gérer ses affaires,

... la Commission peut ordonner que la pension payable au pensionné soit administrée au profit du pensionné...

Veut-on dire, par exemple, que si l'on s'aperçoit que quelqu'un est incapable de gérer ses affaires, en vertu de la loi sur l'incapacité mentale ou la loi des hôpitaux psychiatriques de la province d'Ontario, un comité recevrait les fonds afin de les administrer au profit du pensionné, ou appartiendrait-il à la Commission des pensions de le faire?

M. Ward: Tout dépend, je crois. Dans certains cas, les comités officiels doivent être considérés. Dans d'autres, le médecin qui fait l'examen en vue de la pension peut être nommé administrateur ou il peut s'agir de proches du pensionné comme les parents ou le conjoint.

M. Cullen: Quel moyen de protection prévoit-on? Un proche, un parent, le conjoint, par exemple, peut prendre l'argent et l'utiliser à des fins que n'approuvera pas l'ancien combattant s'il se remet. Y a-t-il eu des problèmes à cet égard?

[Text]

Mr. Ward: Not to my knowledge, sir. I know the Commission keeps fairly close tabs on the situation and they do have their field officers reviewing cases from time to time to see that the pensioner is receiving the full benefit of the pension money.

Mr. Cullen: For example, by a certified copy of a court order that an individual has been found incapable of handling his business affairs, is that one means of establishing—is that accepted per se if a court has already determined under other legislation that an individual is incapable of handling his business affairs, and a certified copy of that judgment, is that accepted?

Mr. Ward: I think the Canadian Pension Commission would give due regard to such an order. I am not sure that they would feel necessarily bound by it because they are seized with the responsibility of administering the Act and the pension, but in all probability they would follow that.

Mr. Cullen: The pensions Advocates, I suppose, would be familiar with the normal procedure, that they might conceivably have to go beyond a certified copy of the order. I am thinking of an individual lawyer who might be representing someone here. It would seem to me that if I secured an order before a court, for example, that an individual was mentally incompetent or incapable of handling his business affairs, and I got a court order to that effect, that would be pretty strong evidence that you would qualify within the meaning of the section. The wording is almost identical with the wording in the new section.

Mr. Ward: Oh, yes, that would be almost self-evidence, that he needed some degree or some form of maintenance of his pension moneys, or administration of his pension moneys.

The Chairman: Are there any other questions, gentlemen?

Since we do have a quorum, perhaps I could call—we are now dealing with clause 17, but we had passed Clauses 2 to 6 inclusive, so I will call the clauses that have been stood.

Shall Clause 7 carry?

Some hon. Members: Carried.

Mr. Blair: Excuse me, Mr. Chairman. Although I formed the quorum, I have not got my book open yet.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I wonder, Mr. Chairman, if we could stand Clause 7.

The Chairman: Shall we stand Clause 7?

• 0955

Clause 7 allowed to stand.

Clause 8 to 10 inclusive agreed to.

On Clause 11—Effect of other compensation on pension otherwise payable

Mr. Blair: Mr. Chairman, we were discussing this Clause at the end of the last day, and a very general question was put as to how it would operate in the future. I would like to ask a specific question, and that

[Interpretation]

M. Ward: Pas à ma connaissance. Je sais que la Commission est assez vigilante et qu'elle a des fonctionnaires qui vont sur place étudier les cas afin de voir à ce que le pensionné bénéficie entièrement de sa pension.

M. Cullen: Par exemple, une copie certifiée de l'ordonnance d'un tribunal portant que la personne a été déclarée incapable de gérer ses propres affaires suffit-elle? Accepte-t-on l'avis d'un tribunal qui a déjà déterminé en vertu d'une autre loi que la personne est incapable de gérer ses propres affaires, accepte-t-on une copie certifiée de ce jugement?

M. Ward: Je pense que la Commission canadienne des pensions prendrait une telle ordonnance en considération. Je ne suis pas certain qu'elle se considérerait liée par cette ordonnance parce qu'elle a la responsabilité d'administrer la loi et les pensions, mais il est probable qu'elle s'en tiendrait à cette ordonnance.

M. Cullen: Les avocats-conseils, je suppose, connaîtraient la procédure normale en ce qui a trait à la recevabilité d'une copie certifiée de cette ordonnance. Je pense à un avocat privé qui pourrait représenter quelqu'un d'autre. Il me semble que si j'obtiens une ordonnance d'un tribunal, portant qu'une personne est frappée d'incapacité mentale ou incapable de gérer ses propres affaires, je penserais être en possession d'une preuve acceptable en vertu du présent article. Le libellé est presque le même que celui du nouvel article.

M. Ward: Ce serait en effet une excellente preuve que la pension de l'intéressé doit être administrée pour lui.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

Comme nous avons maintenant le quorum, je pourrais faire l'appel. Nous en sommes à l'article 17, mais nous avons sauté les articles 2 à 6 inclusivement. J'énumère donc les articles qui ont été réservés.

L'article 7 est-il adopté?

Des voix: Adopté.

M. Blair: Monsieur le président, même si c'est moi qui complète le quorum, je ne suis pas encore à la bonne page.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, pourrions-nous réserver l'article 7?

Le président: Devons-nous réserver l'article 7?

L'article 7 est réservé.

Les articles 8 à 10 inclusivement sont adoptés.

Article 11—Effet de toute autre forme d'invalidité sur la pension payable par ailleurs

M. Blair: Monsieur le président, nous discutions cet article à la fin de la dernière réunion et on a posé une question d'ordre général pour savoir de quelle façon il pourrait s'appliquer. J'aimerais poser une question pré-

[Texte]

might be the best way of resolving the doubt in my mind. Let us assume that an accident occurred to a serving soldier 10 years ago, and as a consequence he died and his wife was awarded damages in the amount of, say, \$20,000, and as a consequence that sum was capitalized and it was determined that she was not entitled to a pension because of the amount of the recovery. Now, this Bill says that a woman in that circumstance need only deduct half of the pension. What would happen to that woman if she were to come back to the Pension Commission today and seek a readjustment under these new provisions?

The Chairman: Thank you, Mr. Blair, I will call on Mr. Reynolds to answer this question.

Mr. P. E. Reynolds (Director, Legal Branch, Department of Veterans Affairs): Mr. Blair, dealing with your specific question, it is my view that Clause 11 has the same retrospective effect as the other clauses that we claim have retrospective effects, that is the ones dealing with Section 13(2) creating the presumptions. To start at the beginning, if today a widow received a 50 per cent pension on the day before this amendment becomes law, and the Commission did not consider her case until after it becomes law, then I think the Commission would apply the amended section to this particular case where the money was received today. The case you have raised is slightly different. If the settlement had been made 10 years ago, then you might say the matter is *res judicata*, but in view of the provisions of proposed Section 63 (2), we think the widow of the pensioner in the case you have raised could apply to have her pension claim reconsidered in the light of the amended Section 22, and if she had retained the \$20,000 that you mentioned, we think she could apply and have the Commission consider her pension rights on the basis of only 50 per cent of the \$20,000 she received. If there was any pension payable as a result of this reassessment of the matter, then pension would be paid in accordance with this reassessment.

Mr. Blair: Thank you, Mr. Reynolds.

The Chairman: Thank you, Mr. Blair. Are there any other questions on Clause 11?

Clauses 11 to 17 inclusive agreed to.

• 1000

The Chairman: We could go back to Clause 7 which we stood at the beginning. Was it Mr. Knowles who had a question on that or was it Mr. Blair?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Possibly both of us.

The Chairman: I will now recognize Mr. Knowles on Clause 7.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes. I am looking at the part of Clause 7 which is on page 10. This is the part we were looking at the other day in the middle of the column. I am still bothered by the semantics but I guess I cannot trust that much further. It is still my view that it is much stronger for me to say I was here Tuesday than to say I must have been here Tuesday, but I cannot seem to get much support for that proposition amongst the legal people.

[Interprétation]

[Texte]

cise et ce serait peut-être le meilleur moyen d'enlever tous les doutes. Disons qu'un soldat en service a été victime d'un accident il y a 10 ans et que, par suite de cet accident, il est décédé; son épouse a touché une indemnité d'un montant de \$20,000, par exemple; cette somme a été capitalisée et l'on a décidé qu'elle n'avait pas droit à une pension à cause du montant de l'indemnité. Le présent bill dit qu'une femme, dans ces circonstances, n'est obligée de déduire que la moitié de la pension. Que se passe-t-il si cette femme se présente de nouveau devant la Commission des pensions et demande un rajustement en vertu des nouvelles dispositions?

Le président: Merci, monsieur Blair. Je demanderais à M. Reynolds de répondre à votre question.

M. P. E. Reynolds (directeur de la Section juridique, ministère des Affaires des anciens combattants): L'article 11 a le même effet rétroactif que les autres articles dont on dit qu'ils sont rétroactifs, soit ceux qui concernent l'article 13 (2) établissant les présomptions. Si une veuve touche une pension de 50 p. 100 la veille de la date à laquelle la présente modification devient loi et que la Commission n'a pas étudié son cas avant que la modification ne devienne loi, je crois que la Commission applique l'article modifié à son cas si elle touche l'argent aujourd'hui. Le problème que vous soulevez est un peu différent. Si la décision a été rendue il y a dix ans, la cause est jugée, mais à la lumière des dispositions de l'article 63 (2) proposé, je pense que la veuve du pensionné dans le cas que vous avez mentionné peut présenter une demande en vue d'une nouvelle étude en vertu de l'article 22 modifié, et si elle a gardé les \$20,000 que vous avez mentionnés, je pense qu'elle peut demander à la Commission d'étudier son admissibilité à la pension, en prenant comme base seulement 50 p. 100 des \$20,000 qu'elle a touchés. Si une pension était payable à la suite de cette nouvelle étude, le versement est effectué.

Mr. Blair: Merci, monsieur Reynolds.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 11?

Les articles 11 à 17 inclusivement sont adoptés.

Le président: Nous pourrions revenir à l'article 7 que nous avons réservé au début. C'est M. Knowles qui avait une question à ce sujet ou M. Blair?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Peut-être les deux.

Le président: Je donne la parole à M. Knowles au sujet de l'article 7.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je regarde la partie de l'article 7 qui est à la page 10. C'est une partie que nous avons étudié l'autre jour. Il y a une question de sémantique qui me préoccupe encore. Je maintiens toujours de dire que j'étais ici mardi et plus fort que de dire que je devais être ici mardi; toutefois, je n'ai pas beaucoup d'appui à cet égard chez les avocats.

[Text]

Mr. Blair: I hate to interrupt you, Mr. Knowles, but I have changed my mind and I now agree with your interpretation.

The Chairman: Does this end the questioning, Mr. Knowles?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It does not end the questioning; it starts it all over again when I get legal counsel like that on my side. It still strikes me, Mr. Chairman, that wording ...

An hon. member: Could you read that again?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes. I am looking at Clause 7 (5):

(b) medical evidence that the disability or disabling condition must have existed prior to his enlistment.

It seems to me there is an element of supposition, circumstantial evidence, rather than a real solid fact; therefore, I would like to see those words made more firm.

I also raised the question whether there should not be the right of the applicant to have this medical evidence if it comes from the doctors in the employ of the Commission tested by doctors outside the employ of the Commission, especially when we get into this supposititious kind of thing. Maybe we went all over this the other day but let me put it in the form of a question. Would the government consider an amendment to this that would add some such words as "provided this evidence is supported by doctors not in the employ of the Canadian Pension Commission"?

The Chairman: I call on Mr. Ward to answer.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I do not mind if he discusses both the "must have" and the question of corroborating evidence or supporting declarations.

Mr. Ward: Mr. Chairman, dealing with the last part of the question first, I should point out that the role of the medical adviser, as I endeavoured to explain on Tuesday, is that of marshalling facts and marshalling medical evidence already in existence. As I understand, Mr. Knowles, you were under the impression when you asked your question that the medical advisers create evidence, that they are giving evidence, but I would suggest that is not the case. They are not in the position of giving evidence to rebut this presumption of fitness on enlistment. They are in the position of inviting the Commission's attention to evidence already in existence that may or may not rebut the presumption of fitness on enlistment.

Now, of course, it may be if you were to amend the Bill to exclude employees of the Commission, that it might make it a little stronger from the veterans' point of view, but of course, at the present time the Commission, in a legal sense, does not have any employees that are medical advisers.

• 1005

These are employees of the Department of Veterans Affairs who are attached to the Canadian Pension Commission. You might then run into a problem with the

[Interpretation]

[Interpretation]

M. Blair: Je m'excuse de vous interrompre, monsieur Knowles, mais j'ai changé d'avis et je suis maintenant d'accord avec votre interprétation.

Le président: Est-ce la fin de votre question, monsieur Knowles?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ce n'est pas la fin de ma question, c'est le commencement, avec un tel appui. Ce libellé me préoccupe.

Une voix: Pourriez-vous lire le texte une fois de plus?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui. Je suis à l'article 7 (5):

b) S'il est établi par une preuve médicale que l'invalide ou l'infirmité entraîne à incapacité doit obligatoirement avoir existé avant son enrôlement.

Il me semble qu'il y a là un élément de supposition, de présomption plutôt que de fait bien établi; je voudrais que ce libellé soit plus clair.

Il y a aussi la question du droit du requérant de comparer cette preuve médicale, si elle provient de médecins à l'emploi de la Commission, à l'avis de médecins de l'extérieur, surtout pour des points aussi imprécis. Nous en avons peut-être discuté l'autre jour, mais permettez-moi de les mettre sous forme de question. Le gouvernement accepterait-il une modification qui ajoute-rait, par exemple, les mots «pourvu que cette preuve soit aussi acceptée par des médecins non à l'emploi de la Commission canadienne des pensions»?

Le président: Je demanderais à M. Ward de répondre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je sais bien qu'il parle et du «doit obligatoirement avoir exister» et de la question de la vérification de la preuve ou des déclarations à l'appui.

M. Ward: En ce qui a trait à la dernière partie de votre question, je voudrais dire que le rôle du conseiller médical, comme je l'ai expliqué mardi, consiste à rassembler les faits et la preuve médicale qui existent déjà. Je crois comprendre, monsieur Knowles que vous êtes sous l'impression, quand vous posez cette question, que les conseillers médicaux obtiennent des preuves, donnent des preuves; je ne crois pas que cela soit le cas. Ils ne sont pas en mesure de donner des preuves qui réfuteraient leur présomption du bon état de santé à l'enrôlement. Ils ne sont en mesure que d'attirer l'attention de la Commission sur les preuves qui existent déjà, qu'elles refutent la présomption du bon état de santé à l'enrôlement ou non.

Evidemment, si vous modifiez le bill de façon que les employés de la Commission seraient exclus, vous donnez peut-être plus de force au point de vue de l'Ancien combattant; toutefois, actuellement la Commission n'a pas, du point de vue juridique, d'employé qui agisse à titre de conseillers médicaux.

Ce sont des employés du ministère des Affaires des anciens combattants qui sont détachés auprès de la Commission canadienne des pensions. Vous pouvez très bien

[Texte]

adjudicating authority. The proposed Act says "not in the employ of the Commission". These medical advisers are in the employ of the department.

Of course, on the first part of your question, if you were to amend the bill to delete the words "must have" and just have that the medical evidence of disability or disabling condition existed prior to his enlistment you might be in the position of having almost an irrebuttable presumption and the intent clearly is to have a rebuttable presumption. We feel that these words follow along that reasoning of a rebuttable presumption. There is danger that if you created a situation that is a question of fact, it existed, then it may not be a rebuttable presumption.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, it seems to me that we are getting pretty close to one of the main features of this new bill, which is the widening of the benefit of the doubt principle for the sake of a veteran. We put it into proposed Section 1 and we have said this is a major improvement. My fear is that this kind of thing can offset the benefit of the doubt to the veteran and destroy it by a piece of evidence that something must have been there. You tell me now Mr. Ward that (b) does not connote the giving of, or the creating of, evidence, but merely drawing attention to evidence that must have already been there, if I may use that language that I am downgrading, but it does not say recorded medical evidence, evidence on the records, evidence that already exists.

Mr. Ward: That is quite true Mr. Knowles, it does not say recorded, but sooner or later evidence must come into being. It either becomes recorded or if it is oral evidence, it then becomes a matter of record. Nevertheless the medical adviser is not testifying; he is not in a position of giving evidence. His role is that of drawing the Commission's attention to evidence which necessarily in this instance must be recorded, not necessarily in the service documents, but perhaps in the postdischarge documentation in the DVA file and other files.

The Chairman: Mr. Blair?

Mr. Blair: Mr. Chairman, it seems to me what Mr. Ward has replied to Mr. Knowles brings us to the nub of the question. We speak of medical evidence, but on these difficult cases, the medical evidence is essentially expert opinion, a trained medical man examines the patient and his history, and he gives his opinion that such and such a medical condition must have existed prior to enlistment.

I have been giving very earnest thought to this. I said a moment ago I agreed with my friend, Mr. Knowles, that the determination that the pre-enlistment condition existed was a stiffer requirement than a determination that it must have existed, because it is quite obvious to me now from the answer Mr. Ward has given that he is

[Interprétation]

avoir un problème en ce qui a trait à l'autorité établissant la compensation. Le projet de loi indique «non à l'emploi de la Commission». Ces conseillers médicaux sont à l'emploi du Ministère.

Bien entendu, pour ce qui a trait de la première partie de votre question, si vous voulez modifier le bill pour y enlever les mots «doit obligatoirement» et les remplacer par «la preuve médicale de l'invalidité ou de la condition entraînant incapacité ait existé avant l'enrôlement du requérant», vous pouvez être dans la situation d'avoir une présomption presque irréfutable et l'intention ici est très claire, il s'agit d'avoir une présomption réfutable. Nous croyons que ce libellé s'inscrit selon le raisonnement à l'appui d'une présomption réfutable. Il y a un danger que si vous créez une situation selon laquelle, de fait, l'incapacité existait, alors il se peut très que ce ne soit plus une présomption réfutable.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, il me semble que nous touchons presque à l'un des objectifs principaux de ce nouveau projet de loi, à savoir l'élargissement des avantages de la présomption en faveur des anciens combattants. Nous l'avons inscrit dans l'article 1 du projet et nous avons dit que c'était là une amélioration importante. La crainte est que ce genre de situation peut annuler les avantages de la présomption en faveur de l'ancien combattant et la détruire par une preuve qu'il y avait quelque chose à ce moment-là. Vous me dites présentement, M. Ward, que le sous-alinéa (b) ne sous-entend pas la présentation ou la création de preuve et ne fait qu'attirer l'attention sur les preuves qui devraient normalement être dans le dossier, si je peux utiliser ce genre de langage, mais il n'est pas mentionné des preuves médicales inscrites au dossier, les preuves contenues dans le dossier, des preuves qui existent réellement.

M. Ward: Cela est exact, M. Knowles, on ne mentionne pas inscrite mais tôt ou tard les preuves doivent prendre forme. Soit que la preuve soit inscrite au dossier ou s'il s'agit de preuves présentées verbalement, cela devient question de dossier. Néanmoins le conseiller médical ne présente pas un témoignage; il n'est pas mandaté pour fournir des preuves. Son rôle est d'attirer l'attention de la Commission sur les preuves qui nécessairement, dans ce cas, doivent avoir été inscrites au dossier, non pas nécessairement dans le dossier de service, mais peut-être dans la documentation suivant le départ des Forces armées, dans le dossier du ministère des Affaires des anciens combattants et dans d'autres dossiers.

Le président: M. Blair?

Mr. Blair: Monsieur le président, il me semble que ce que M. Ward a présenté comme réponse à M. Knowles nous amène au centre même de la question de M. Knowles. Nous parlons de preuves médicales, mais dans ces cas difficiles la preuve médicale est essentiellement l'avis d'un spécialiste, un médecin compétent examine le malade et son histoire de cas et il donne ensuite son avis à l'effet que telle ou telle condition médicale doit obligatoirement avoir existé avant l'enrôlement du requérant.

Je me suis attardé longuement à cette question. J'ai dit, il y a un moment, que j'étais d'accord avec mon ami, M. Knowles, sur le fait que la détermination de l'existence de la condition antérieurement à l'enrôlement était

[Text]

speaking about the realities of the situation that all medical men can do in these matters is offer opinions, which are expert and are entitled to the greatest respect. It may not be possible honestly to go beyond those words "must have existed." • 1010

That being the case, I think we should turn our attention to the other facet of Mr. Knowles' question which is that as this kind of important determination must in the last analysis rest upon the expression of expert opinion by medical men, there will understandably always be a feeling on the part of the veteran that if the only medical evidence presented and considered by the Commission is from the government side he has not had a fair shake.

Although I was not here when the Committee considered this earlier, I should think this is the reason why it was recommended that in this type of a situation, where so much depends on it for the veteran, there should be an outside consultant's opinion to bolster the file.

Mr. Ward: Mr. Chairman, I might say in many instances the Canadian Pension Commission may very well seek an outside opinion. In any event, I am quite certain if the situation which you describe arises and medical opinion which is already on file is placed before the Canadian Pension Commission by the medical adviser to the Commission and an adverse decision ensues and the presumption of fitness is rebutted, then of course the applicant is quite free to approach any outside medical practitioner and have the entire record reviewed by that practitioner, in order to obtain medical opinion supporting his view concerning the rebuttal of the presumption.

In addition, the pensions advocates of course in that type of situation would undoubtedly approach the DVA consultants, and have done so in the past on this very point, and in many instances have obtained favourable opinion evidence which has been placed before the Commission and the case is granted. I see exactly the same approach carrying on only we have a little more cards now on our side than we had before. In fact, we have a great deal more aces up our sleeves because of this Bill.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I think the other side has the ace. We may have some more kings, but not aces.

[Interpretation]

une exigence plus sévère que la détermination qu'elle doit obligatoirement avoir existé, car il est très évident, à mon avis, à partir de la réponse de M. Ward qu'il parle des réalités d'une situation telle que tout ce que les médecins peuvent faire dans ce domaine c'est d'offrir des avis, qui sont des avis de spécialistes et qui ont droit au respect. Il se peut très bien qu'il ne soit pas possible, en toute honnêteté, d'aller plus loin que les mots «doit obligatoirement avoir existé».

Ceci dit, je crois que nous devrions porter notre attention sur la deuxième partie de la question de M. Knowles, à savoir que, puisque ce genre de détermination importante repose en dernière analyse sur l'expression de l'avis d'un expert médical, il y aura toujours, d'une manière assez compréhensible d'ailleurs, un sentiment chez l'ancien combattant que si les seules preuves médicales présentées et étudiées par la Commission sont présentées par le Ministère, il n'a pas eu un traitement juste.

Bien que je n'étais pas ici lorsque le Comité a étudié cette question précédemment, je crois qu'il y a raison de recommander que, dans ce genre de situation qui est si importante pour l'ancien combattant, il y ait l'opinion d'un consultant de l'extérieur qui soit versée au dossier.

M. Ward: Monsieur le président, je pourrais dire que, dans de nombreux cas, la Commission canadienne des pensions peut très bien demander l'avis d'un consultant de l'extérieur. En tout cas, je suis à peu près certain que si la situation que vous avez décrite se présentait, que les avis médicaux déjà inscrits au dossier sont présentés à la Commission canadienne des pensions par le conseiller médical de la Commission, dans le cas d'une décision contraire, dans le cas de la réfutation de la présomption touchant l'état de santé du requérant, le requérant aurait alors toute liberté de contacter tout consultant de l'extérieur et de demander que tout son dossier soit revisé par ce consultant afin d'obtenir un avis médical appuyant son point de vue touchant la réfutation de la présomption.

De plus, les avocats-conseils du Bureau, bien entendu, dans ce genre de situation, entreraient en contact avec les consultants du ministère des Affaires des anciens combattants et c'est ce qu'ils ont fait dans le passé sur le même sujet, et, dans de nombreux cas, ils ont obtenu un avis favorable qui a été présenté à la Commission qui a alors accordé la compensation. Je vois exactement la même approche se continuer, seulement nous avons les coudées franches un peu plus de notre côté que nous ne l'avions précédemment. De fait, nous avons beaucoup plus de facilités à cause de ce projet de loi.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je crois que c'est la partie adverse qui a les atouts majeurs. Il se peut que nous ayons quelques atouts mineurs, mais aucun atout majeur.

Le président: M. Weatherhead?

M. Weatherhead: Monsieur Ward, dois-je comprendre qu'ordinairement il n'y aurait pas de nouvelle preuve médicale obtenue à cette phase de la procédure et que l'ancien combattant ne serait pas soumis à un examen médical à ce moment-là, mais qu'on se contenterait d'étudier les anciennes preuves médicales contenues dans son dossier?

[Texte]

Mr. Ward: Mr. Chairman, I think we are dealing here with a situation where typically there would be something in the service record to clearly indicate in the minds of some medical practitioners that this condition was pre-enlistment in origin; perhaps it is a congenital anomaly or it is a developmental or constitutional disease. That evidence is on file. It is part of the record. Necessarily it must be drawn to the Commission's attention by the medical advisers, or they would not be doing their job. They are not creating evidence.

Now, the applicant can create evidence at that stage. He can go outside with this adverse ruling he gets and ask his medical adviser, "Is this medically sound? Can they really draw this conclusion from this material that is on record here. It looks to me it is very sparse. No medical doctor can really reach that conclusion."

• 1015

Perhaps his medical adviser would agree and give him a written opinion which he would then file and the case would be reconsidered, at second application, for instance, in the light of this new evidence which the applicant had created. If he fails, then, of course, he continues up the ladder towards the appellate bodies; and that evidence can be tested: in the light of the soundness of the medical opinion; in the light of the benefit-of-doubt provision; in the light of the preamble.

Mr. Weatherhead: Mr. Ward, is the doctor not really interpreting the evidence as well as just marshalling it? Is that not his real duty? Any clerk could marshal the evidence, I suggest—could take excerpts from the various places in the records and say: "This is what the doctor said in 1945 and in 1948", and what-have-you. Should not the doctor who is in the employ of the Department, at this stage, go back and interpret the evidence to see whether, on the basis of the extract in 1945 it would appear that it is a congenital disease and therefore pre-enlistment in origin?

Mr. Ward: Yes, I think there is an element of that in the situation, sir; and he cannot divorce his own experience and background, and, perhaps, prejudices—his own built-in biases—in reviewing any evidence; necessarily, he may bring his own opinion into the picture.

Mr. Weatherhead: Would there be considerable cost to the government involved to pay for outside medical interpretation in these cases?

Mr. Ward: If the Canadian Pension Commission was required to seek a medical opinion in every case from an outside doctor, one not in the veterans' affairs milieu, on questions which are very obviously almost an insult to the intelligence of the physician whom you are asking the question of whether this congenital anomaly is a congenital anomaly—and the fee for that, of course, I am

[Interprétation]

[text]

M. Ward: Monsieur le président, je crois que nous parlons ici d'une situation qui, typiquement, serait la suivante: il y aurait quelque chose dans le dossier de service du requérant indiquant clairement à certains conseillers médicaux que la condition existait antérieurement à l'enrôlement du requérant; il s'agirait peut-être d'une anomalie congénitale, ou d'une maladie de constitution ou de croissance. Cette preuve est déjà dans le dossier. Nécessairement, il faut qu'elle soit portée à l'attention de la Commission par les conseillers médicaux, sinon, ils ne rempliraient pas leur mandat. Ils ne créent aucune preuve.

Présentement, le requérant peut créer des preuves à cette phase-là. Il peut aller à l'extérieur avec la décision qui lui est contraire et se trouver un conseiller médical et lui demander «Est-ce que médicalement cela est juste? Peuvent-ils réellement tirer cette conclusion des documents qui sont contenus dans ce dossier? Il me semble que cela est plutôt faible. Aucun médecin ne peut réellement en tirer une telle conclusion.»

Peut-être que son conseiller médical sera d'accord avec lui et lui donnera un avis écrit qui sera versé au dossier et ce cas pourra être réétudié, lors d'une deuxième demande, par exemple, à la lumière de cette nouvelle preuve que le requérant aura créée. S'il ne réussit pas, alors, bien entendu, il continu à présenter des appels selon les divers échelons des organismes d'appel; et une telle preuve peut être vérifiée; à la lumière de la justesse de la vie médicale; à la lumière de la modalité touchant la présomption en faveur du requérant; à la lumière du préambule.

M. Weatherhead: Monsieur Ward, est-ce que le médecin ne fait pas tout simplement qu'interpréter des preuves aussi bien qu'il les sanctionne? N'est-ce pas là sa fonction réelle? Tout commis pourrait sanctionner les preuves, je crois, il pourrait en tirer des extraits de différents endroits dans les dossiers et dire: «Voilà ce que le docteur a déclaré en 1945 et en 1948» et ainsi de suite. Le médecin qui est à l'emploi du Ministère ne devrait-il pas, à cette phase, revenir en arrière et interpréter des preuves pour voir aussi, sur la base des extraits datant de 1945, il semblerait qu'il s'agit d'une maladie congénitale ce qui serait donc d'origine antérieure à l'enrôlement?

M. Ward: Oui, je crois qu'il y a un élément d'interprétation dans une telle situation, monsieur; et il ne peut pas séparer son expérience et ses connaissances personnelles et peut-être aussi ses préjugés, en revisant les preuves; nécessairement, il peut utiliser son opinion personnelle dans son étude.

M. Weatherhead: Serait-ce très coûteux pour le Ministère de défrayer l'interprétation d'un tel cas par les consultants de l'extérieur?

M. Ward: Si la Commission canadienne des pensions devait recourir à une opinion médicale dans chaque cas auprès d'un médecin de l'extérieur, un médecin qui ne serait pas du Ministère des affaires des anciens combattants, sur des questions qui sont de toute évidence presqu'une insulte à l'intelligence du médecin à qui vous demandez la question à savoir si cette anomalie congénitale

[Text]

not prepared to say; but it could run to a considerable amount of money with a great number of cases—the total bill could be rather large. I could not say in dollars and cents what it would be.

The Chairman: I have, gentlemen, the names of Mr. Ritchie and Mr. Émard, and I understand Mr. Knowles would like to ask a supplementary. Is yours a supplementary, Mr. Ritchie?

Mr. Ritchie: Yes.

The Chairman: Well, I will recognize Mr. Knowles on this particular question, first.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, despite the plausible assurances that Mr. Ward is giving us, it seems to me we are in very real danger of making no progress at all on this essential point. I suspect if I ask the members of this Committee what percentage of cases we have had to deal with over the years have been because of preenlistment conditions, that percentage would be awfully high.

A lot of these veterans who have had their cases turned down before because of that have learned of the new legislation, have learned of the benefit-of-the-doubt being strengthened; and they are going to apply again. But there is evidence on the record—it is there, in previous considerations—that there must have been a pre-enlistment condition. So these files are going to be gone over; and we are right back where we were.

I realize Mr. Ward feels that the pensions advocate has got something in this presumption that the condition filed upon his enlistment was the condition; but it has been rebutted by what is called evidence but what seems to me to be medical opinion—it is on the record. We have not got anywhere.

Mr. Ward: We do have in this Bill a presumption which we do not have now, and to me that is a great improvement. It is true that not all veterans are going to receive a benefit from the presumption.

• 1020

As I see it, it really would not matter whether or not the medical adviser adopted the role of giving testimony which would influence the Commission's decision, or an outside medical practitioner if we are dealing with something that is common knowledge to all medical practitioners—and we are in many cases—that this must have been present prior to enlistment by the very nature of the condition. It would not help that man's cause to have something in the Act requiring the Commission to obtain evidence from outside because they could readily get that evidence. It would just be adding further delay to adjudication and further cost to the administration of pensions, when the final result is that the medical people must agree with each other that this is a congenital disease or condition or anomaly and so forth.

[Interpretation]

tale est une anomalie congénitale, et les honoraires d'une telle consultation, bien entendu, je ne suis pas prêt à dire; mais cela pourrait représenter un montant d'argent assez important avec le grand nombre de cas en cause, et la facture totale pourrait être assez élevée. Je ne pourrais pas vous parler en dollar et en cent.

Le président: Messieurs, j'ai les noms de M. Ritchie et de M. Émard, et j'ai cru comprendre que M. Knowles voudrait poser une question supplémentaire. S'agit-il d'une question supplémentaire, monsieur Ritchie?

M. Ritchie: Oui.

Le président: Bien je vais donner la parole à M. Knowles au sujet de cette question en particulier.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, malgré l'assurance acceptable que nous présente M. Ward, il me semble que nous courons un réel danger de ne faire aucun progrès sur ce point essentiel. J'ai l'impression que si je demandais aux membres de ce comité quel est le pourcentage des cas que nous avons dû traiter au cours des années dont le problème touchait les conditions antérieures à l'enrôlement, que ce pourcentage serait terriblement élevé.

Un grand nombre de ces anciens combattants dont les demandes ont été rejetées antérieurement pour cette raison ont pris connaissance de la nouvelle législation, ont pris connaissance de la présomption en leur faveur qui a été renforcée; et ils vont présenter de nouvelles demandes. Mais il y a des preuves dans les dossiers, cela est ici, dans les discussions antérieures, qu'il faut qu'il y ait eu une condition antérieure à l'enrôlement. Donc ces dossiers seront réétudiés de nouveau; et nous sommes de retour exactement où nous étions.

Je me rends compte que M. Ward a l'impression que l'avocat conseil du bureau considère la présomption selon laquelle la condition inscrite lors de l'enrôlement était la condition en cause; mais la demande a été rejetée à cause de ce qui a été appelé des preuves mais il me semble qu'il s'agit d'avis médicaux, et tout ceci est inscrit dans les dossiers. Nous ne nous sommes pas rendu plus loin.

M. Ward: Nous avons dans ce projet de loi une présomption que nous n'avons pas actuellement, et à mon avis, cela est une amélioration majeure. Il est vrai que ce ne sont pas tous les anciens combattants qui tireront profit de cette présomption.

Comme je le vois, il n'est vraiment pas important de savoir si le conseiller médical a décidé de présenter un témoignage qui ait pu influencer la décision de la Commission ou que ce soit à un médecin de pratique privée, si nous avons à traiter d'une chose qui relève de la connaissance générale de tout médecin et c'est très fréquemment le cas, à savoir que cette condition doit obligatoirement avoir existé avant l'enrôlement à cause de la nature même de cette condition. Cela n'aiderait nullement le requérant que la loi oblige la Commission à obtenir des preuves de l'extérieur car elle peut très facilement obtenir ces preuves. Cela ne ferait qu'ajouter de nouveau délai au jugement et aux dépenses de l'administration des pensions alors que le résultat final est que les médecins doivent être d'accord les uns avec les autres à l'effet qu'il

[Texte]

If there is an area in which it is not that clear-cut that this is a congenital anomaly, that this is definitely pre-enlistment in origin, the applicant will now have a presumption operating in his favour, indeed can be rebutted by other factors as well, but in this grey area then he might receive the benefit and he can, of course, receive the opinioned evidence from his own physician if the medical evidence drawn to the Commission's attention by the medical adviser to the Commission rebuts the presumption.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I have another question but I would like to hear Dr. Ritchie's opinion on this, not only as an M.P., but as a doctor.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I think that leaving "must have" in probably works to the benefit of the veteran, the reason being, that a medical opinion is purely an opinion. If you present him with a certain condition, he says this likely existed, but if you back him in the corner and say, does it never exist, he has to say almost certainly anything can happen. In other words, there is always a doubt, and "congenital anomaly" is used quite often as almost certainly existing prior, but there are conditions that mimick congenital anomalies where misdiagnosis can be made and where a second opinion might counteract another medical opinion.

Therefore, I think, as I see it, the words "must have" means that the Commission, the medical people giving evidence for the Commission or for the patient, must prove in greater detail or be in greater sureness of their position that it existed prior to enlistment. I think to say that somebody's heart disease existed prior to enlistment the first reaction is you say almost certainly existed prior to condition, or 99 per cent existed prior to condition, but if you say, is there any possibility of getting this disease or this condition after enlistment, the answer is 99 per cent, no, but there is a remote possibility that the pensioner did get this after enlistment.

In other words, I think it does strengthen the position of the pensioner in medical evidence, and particularly I think it strengthens his own medical evidence that he procures from experts outside the field.

The Chairman: Thank you, Mr. Ritchie. Mr. Émard.

M. Émard: Monsieur le président, dans le cas d'un conflit d'interprétation entre le français puis l'anglais, quelle version prévaudra?

Je ne veux pas engager de polémique, mais le texte français du paragraphe b) est beaucoup plus fort que le texte anglais. Il est écrit:

[Interprétation]

s'agit d'une maladie congénitale ou d'une condition ou d'une anomalie et ainsi de suite.

Dans le cas où il ne serait pas très clair qu'il s'agit d'une anomalie congénitale, laquelle est définitivement d'origine antérieure à l'enrôlement, le requérant a maintenant une présomption en sa faveur, qui bien entendu peut être réfutée par d'autre facteur tout aussi bien, mais dans cette zone de doute, il reçoit le bénéfice du doute et peut, bien entendu, recevoir les preuves appuyées sur l'avis de son propre médecin si les preuves médicales portées à l'attention de la Commission par le conseiller médical de la Commission réfute la présomption.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'ai une autre question mais j'aimerais connaître l'avis du D^r Ritchie à ce sujet, non seulement en tant que député, mais aussi en tant que médecin.

Le président: M. Ritchie.

M. Ritchie: Je crois que les mots «doit obligatoirement» jouent probablement en faveur de l'ancien combattant, la raison en étant qu'un avis médical n'est strictement qu'un avis. Si vous lui présentez une certaine condition, il dira que vraisemblablement cette condition existait, mais si vous l'appuyez au pied du mur et que vous dites n'existe-t-elle pas toujours, il ne peut que dire que presque certainement tout peut arriver. En d'autres mots, il y a toujours un doute, et l'expression «anomalie congénitale» est utilisée très souvent comme ayant existé très certainement antérieurement, mais il y a certaines conditions selon lesquelles les anomalies congénitales du faciès pour lequel il a pu y avoir un mauvais diagnostic d'établi et dans de tel cas un deuxième avis peut aller à l'encontre du premier avis médical.

C'est pourquoi, je pense que les mots «doit obligatoirement» signifient que la Commission, les médecins présentant des preuves au nom de la Commission ou au nom du requérant, doivent prouver avec force détail ou avec un appui très fort de leur déclaration que cette condition existait antérieurement à l'enrôlement. Je crois que lorsqu'on dit que la maladie cardiaque de quelqu'un existait avant son enrôlement, la première réaction est de dire, qu'elle existait presque certainement avant la condition, ou 99 p. 100 existait avant la condition, mais si vous dites, y a-t-il une possibilité de contracter cette maladie ou cette condition après l'enrôlement, la réponse est à 99 p. 100 négative, mais il y a toujours une possibilité éloignée que le pensionné a contracté cela après son enrôlement.

En d'autres mots, je crois que cela renforce la position du pensionné dans le cas des preuves médicales et tout particulièrement je crois que cela renforce les preuves médicales qu'il présente et qu'il a obtenues de l'extérieur.

Le président: Merci, monsieur Ritchie. Monsieur Émard.

M. Émard: Mr. Chairman, in the case of the conflict of the interpretation between the French and the English versions, which version will prevail?

I do not want to start a controversial discussion here, but in paragraph b in the French version it is much more explicit and much stronger than in the English version.

[Text]

... « entrainant incapacité doit obligatoirement »... alors qu'en anglais, il est écrit: ... « must have existed »... Selon moi, les mots « doit obligatoirement » sont sûrement plus forts que le « must » en anglais. Alors, je pense que mon collègue avait raison.

Mr. Ward: I believe that on Tuesday, Mr. Émard, I mentioned that I felt that by the inclusion of the phrase "must have", this injected something in the nature of having to establish beyond a reasonable doubt. Of course, that was off the top of my head, in effect, and this requires a great deal of study, and there has been a switching back and forth of a number of members on whether this is stronger or weaker.

I am reaching the conclusion now that if we delete "must have", then we are in the position virtually of establishing an irrebuttable presumption, which I am not sure was the intent behind the amendment to the Act in this clause.

As to the question of which prevails, the English or French version of the bill or an Act, my understanding is that they are both equally valid, that one does not have precedence over the other. If you are presenting your case *en français*, you would be using the French version of the Pension Act, and your case would be dealt with on that basis. But neither one nor the other has precedence.

Mr. Émard: Dans le cas présent, il serait avantageux de présenter sa cause en français.

Pourquoi ne pas ajouter un adverbe équivalent dans la version anglaise? Quelque chose comme « absolutely », je ne sais pas... Je trouve que ce serait beaucoup plus facile.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): The best chance would go to those who are bilingual. They can use the English text which is good, and the French text which is good.

Mr. Blair: Well, the correct rule I think Mr. Chairman, in the interpretation of any statute of our Parliament is that if any doubt exists about the meaning of the text in either the English or the French language, one then refers to the other language, and it would seem to me that by doing so in this case, one would fortify the view that there is a very heavy obligation to establish that that condition had to exist prior to enlistment, because such as my knowledge of French is, I should think that the French text is somewhat stronger than the English.

Mr. Ward: I would not disagree with that. I think that would tend to reinforce the view that inclusion of the phrase "must have" is getting close to that beyond reasonable doubt aspect, whereas deletion of that phrase may be getting close to establishing an irrebuttable presumption.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Ward, do you see a difficulty in putting something to the effect of "beyond reasonable doubt" in the English version, if that is the intention as you see it?

[Interpretation]

It is written:

... « entrainant incapacité doit obligatoirement »...

In English you have only:

... « must have existed »...

In my opinion, the words "doit obligatoirement" are stronger than the words "must", in the English version. So I think that my colleague was right.

M. Ward: Je crois que mardi, monsieur Émard, j'ai mentionné que l'expression anglaise « must have » implique quelque chose d'établi sans l'ombre d'un doute. Évidemment il faut étudier la question et beaucoup de députés se sont demandés si en employant une telle expression la phrase avait un sens plus ou moins fort.

Personnellement je crois que si nous supprimons l'expression « must have » nous établirions alors une présomption indéniable, ce qui n'est peut-être pas le but que vise un tel amendement à la loi actuellement en vigueur.

Quant à la question de savoir si la version anglaise ou française prévaut, je crois comprendre que les deux sont également valables. Quand on présente son cas en français, on se fie à la version française de la loi sur les pensions et le cas est jugé en se basant sur cette version.

Mr. Émard: In the present case it would be an advantage to present one's case in French.

Why not add in the English version an adverb that would be equivalent to the adverb used in the French version, something like "absolutely" or something else? It would be much easier.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Les personnes bilingues seraient certainement favorisées. Elles pourraient utiliser la version anglaise qui est bonne ou la version française qui l'est aussi.

Mr. Blair: Je crois qu'en ce qui concerne l'interprétation de toute loi du Parlement canadien, si un doute existe quant à la signification du texte, que ce soit en français ou en anglais, on se reporte à l'autre langue et il me semble que si cette règle s'appliquait au cas dont nous discutons actuellement, on serait presque contraint d'établir que la maladie devait exister avant l'enrôlement; mes connaissances du français me font croire que la version française est un peu plus forte que la version anglaise.

Mr. Ward: Je ne vous contredirais certainement pas en cela. Cela reviendrait à dire que l'expression anglaise « must have » implique une certitude absolue; par contre, si cette expression était enlevée du texte, cela reviendrait à établir une présomption indéniable.

Le président: Monsieur Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Monsieur Ward, croyez-vous que l'on pourrait inclure dans la version anglaise une expression comme «sans doute raisonnable»?

[Texte]

Mr. Ward: I would think that would be quite satisfactory, as far as we are concerned.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, that leads to a question I was going to ask.

Mr. Ward: Is this the question you intended to ask, Mr. Knowles?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): This leads to the question I was going to ask, whether in the light of this discussion the officials would take another look at the wording. I think you know that Mr. Weatherhead could move this amendment and we could pass it right here, but it might not be exactly the best word. But surely we want this section of the Act to be as near perfect as we can make it, because it gets right to the heart of the whole matter.

I agree that it is too much to ask for an irrefutable presumption, but I do not want the presumption to be easily rebuttable, and I am afraid it is a little too easily rebuttable as it stands. I would be very happy if Mr. Weatherhead's suggestion were taken into consideration. The officials might look at this and give us a revised wording next time. It is too important to work out here.

The Chairman: The suggestion could be put—I have, I believe, on the same subject Mr. MacRae and Mr. Knowles from Norfolk-Haldimand. Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Well, Mr. Knowles has just said—perhaps he has said it better than I could have put it—the point Mr. Chairman is that this is vitally important, this particular section. This is perhaps one of the most important sections in this whole bill, because in my experience about 90 per cent of the decisions are of pre-enlistment origin of the cases denied, pre-enlistment origin not aggravated by service, and those are the exact words almost to the word. So this discussion is vitally important, and if we do not do anything else here today than to come to some decision on this, I think it is vital.

I wanted to ask Mr. Ward, from your experience Mr. Ward, in cases that you have presented before the Commission, the white slip—and I quote "white" and "slip"—that is an actual resumé of the advice given by the medical advisors of the commission to the commission on the case in hand. Is that correct? Are you familiar with that terminology?

• 1030

Mr. Ward: Yes. The white slip is indeed a précis or a resumé of the factual situation that exists in a given case.

Mr. MacRae: Is it to be given a new terminology under regulation under the new Act? Is it to be called a medical précis or words to that effect. do you know

Mr. Ward: I do not think the name changes; I doubt if there is real substance in the name. What will occur which is very important is that that so-called "white slip" will become published; it will become part of the statement of case. It will be included in the summary of evidence.

[Interprétation]

[Texte]

M. Ward: Je crois que ce serait une bonne adjonction.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, cela m'amène à poser une question que je voulais poser précédemment.

M. Ward: Est-ce là la question que vous vouliez poser, monsieur Knowles?

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je voulais demander aux hauts fonctionnaires s'ils ne voulaient pas réexaminer le libellé de cet article. Comme vous le savez, M. Weatherhead pourrait proposer son amendement et nous pourrions l'adopter immédiatement, cependant, le choix des mots ne serait peut-être pas le meilleur. Nous voulons que cet article de la loi soit libellé de la meilleure façon possible.

Je me rends compte que c'est trop demander que de vouloir que la présomption soit irréfutable, cependant je n'aimerais pas non plus que cette présomption puisse être réfutée à la légère, ce qui serait le cas avec le libellé actuel. J'aimerais que la suggestion de M. Weatherhead soit prise en considération. Les hauts fonctionnaires du Ministère pourraient peut-être nous donner un libellé revisé la prochaine fois qu'ils viendront témoigner.

Le président: On pourrait faire une telle suggestion. M. MacRae et M. Knowles de Norfold-Haldimand aimeraient poser des questions sur le même sujet. Monsieur MacRae.

M. MacRae: Monsieur Knowles vient justement d'exposer en termes très clairs ce que je voulais dire. Je crois qu'en effet qu'il s'agit là d'un article particulièrement important, peut-être un des plus importants de tout le projet de loi. En effet, d'après mon expérience, je crois que 90 p. 100 des décisions portent sur des cas où l'on nie que l'invalidité ou l'affection précédait l'enrôlement. La discussion est par conséquent d'une importance vitale et si nous ne faisons rien d'autre aujourd'hui que de prendre une décision sur cette question, nous aurons bien rempli notre journée.

J'aimerais poser maintenant quelques questions à M. Ward au sujet de la «fiche blanche», un résumé que les conseillers médicaux de la Commission fournissent à celle-ci en ce qui concerne le cas qu'ils étudient.

M. Ward: La fiche blanche est en effet un précis ou un résumé des faits d'un cas particulier.

M. MacRae: Est-ce que cela s'appellera toujours fiche blanche dans les nouveaux règlements de la nouvelle Loi?

M. Ward: Je ne crois pas qu'il y aura des changements dans la terminologie le seul changement c'est que cette «fiche blanche» sera publiée; elle fera partie des données du cas. Elle fera partie du résumé des preuves.

[Text]

Mr. MacRae: It has not up to this time, then, been published?

Mr. Ward: It has not been included in the summary of evidence but it is available to the applicant's representative.

Mr. MacRae: Then, for a definitive answer, Mr. Ward, the white slip is a vital document; it is a tremendously important document. Is it, in your experience a document which can be devastating to the evidence of, say, a private medical practitioner?

Mr. Ward: I have not found that, Mr. MacRae. In fact, some years ago when there was some controversy relating to white slips, I, personally, with Mr. Reynolds, studied a great number of them; then we gave it up because, as far as we were concerned, they were not devastating or damaging to our applicant's cause: they were merely, in most instances, a recital of facts, drawing the attention of the commission to a situation that would be apparent to the commissioners if they took the file and went through it themselves.

At the end of it, there would be a conclusion which I suppose was considered a medical opinion but really is not: such-and-such a condition, "pre-enlistment aggravated", "pre-enlistment not aggravated", "occurred during service"; in other words, what seemed to resemble the ultimate decision. But as to the content of the white slip, it was merely the recital of facts. There was not this expression of medical opinion concerning this, that and the other; so we did not bother to look at any more. I have not looked at one for some time because they are not important to us.

Mr. MacRae: Yet, at the very end of the white slip, what they are saying in effect is that they are deciding: they are giving definitive evidence there. Perhaps "definitive" is not the right word, but they are saying after the evidence that they have listed—"a", "b", "c", "d", and so on—that this condition must have been "pre-enlistment". It seems to me that that is what we have been talking about here during the last half-hour or more, and it seems to me that this is a tremendously important document.

It would seem to me, too, that the members of the commission in some cases are doctors, in other cases are lawyers and in other cases are laymen—and they are all good men, of course—but it is on this white slip. Here is a document I did not know existed before now: a document which you say Mr. Reynolds and yourself examined at some length, for some considerable time, and then decided upon. I should not say that you decided it was not important: I do not want to put words in your mouth or anything like that; but the very final thing that they say with this document is: "All right; this is pre-enlistment origin". Where are you at that point?

Mr. Ward: I do not think they say that now. They did, and there was some objection to it, following the Woods Committee meetings; but I do not believe they use that final "medical opinion", if you can call it that. I do not call it a medical opinion.

Certainly the recital of facts is of no importance because we know the facts of the case. We are the ones that adduce many of the facts.

[Interpretation]

M. MacRae: Elle n'a pas été publiée jusqu'à présent?

M. Ward: Elle n'a pas fait partie du résumé des preuves mais elle peut être fournie aux représentants du requérant.

M. MacRae: Par conséquent M. Ward la fiche blanche est un document essentiel et extrêmement important. D'après votre expérience, pouvez-vous nous dire s'il s'agit là d'un document qui pourrait venir à l'encontre des preuves que pourraient fournir à un médecin privé?

M. Ward: Je ne crois pas que cela est jamais été le cas, M. MacRae. En fait, il y a quelques années, quand on discutait beaucoup de cette question des fiches blanches, j'en ai étudié personnellement un grand nombre avec M. Reynolds. En fait, ces fiches n'ont jamais causé aucun dommage aux requérants; dans la plupart des cas il s'agissait seulement d'une énumération de faits ou l'on attirait l'attention de la Commission sur une situation dont les commissaires pourraient avoir connaissance s'ils étudiaient simplement le dossier.

A la fin de la fiche, un avis médical était exprimé, qui en fait n'en était pas un car on spécifiait que dans tel ou tel cas, il s'agissait d'une aggravation d'une maladie qui était préalable à l'enrôlement, que la maladie ou l'affection préalable à l'enrôlement ne s'était pas aggravée, que la validité ou l'affection résultait du service etc. Cela ressemblait en fait à une décision définitive. En réalité il s'agissait d'une énumération de faits. En fait, depuis quelque temps, je n'ai même pas consulté cette fiche blanche car elle ne me sert de rien.

M. MacRae: Cependant, à la fin de la fiche blanche, il semble que l'on prenne une décision. On juge si telle ou telle invalidité ou affection existait déjà avant l'enrôlement. Il me semble que c'est de cela que nous venons de parler au cours de la dernière demi-heure et qu'il s'agit par conséquent d'un document extrêmement important.

Les membres de la Commission sont des médecins, des avocats et parfois des profanes. Les indications se trouvent sur la fiche blanche que vous-même et M. Reynolds avez étudiées en profondeur. Je ne voudrais pas vous faire dire ce que vous ne dites pas, cependant le fait est que la fiche précise si l'invalidité ou l'affection était antérieure à l'enrôlement. Comment procédez-vous par la suite?

M. Ward: Je ne crois pas qu'actuellement on se base sur « cet avis médical » si on peut l'appeler ainsi.

Certainement l'énumération des faits n'a pas d'importance, puisqu'on les connaît de toute façon. Nous sommes personnellement responsables de fournir les faits.

[Texte]

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae.
Mr. Knowles of Norfolk-Haldimand.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Mr. Chairman, this is just a supplementary to the semantics we were discussing a while ago. I was wondering if we could improve it. This is just a suggestion. Do the words "Must certainly have existed prior to enlistment" help make it conform more clearly to the French text—or "must of a certainty have existed prior to enlistment"? That is just a suggestion I throw out for the people who are going to wrestle with this problem, sir.

The Chairman: I think, Mr. Knowles, that a question necessarily will be asked on a suggestion, which was made following Mr. Émard's question and the remarks by Mr. Knowles, Winnipeg North Centre, that the wording could be changed, and this seemed to have been approved by Mr. Ward. We are just completing the questions at the moment to see if it would enlighten the particular wording, or the situation.

Mr. Turner is next.

Mr. Turner (London East): Mr. Ward, many employers in this nation require a regular medical check-up. Also, many veterans, in applying for life insurance, have to have a medical. Do you check with their employers or the insurance companies to see if this condition existed before the enlistment?

Mr. Ward: It all depends on the situation, sir. If we feel that the medical record that any employer may have relating to one of our clients will be helpful to our client's cause, we will make every effort to try to get that medical report. If that medical report, from the information given to us by our client, is likely to be adverse then we will let the Canadian Pension Commission get it, if they wish. But is unlikely that we will.

Mr. Turner (London East): It is all right for a veteran to use this medical evidence prior to his enlistment if he is plugging for a pension?

Mr. Ward: Oh, yes, if he feels that it will support his cause. It might in some cases and it might be very damaging in other cases. It would all depend.

Mr. Turner (London East): Thank you.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Ward, on that particular point, you will no longer have to submit or divulge all the evidence that you obtain on behalf of the veteran, will you?

Mr. Ward: That is correct, sir. We will be in the same position as outside veterans' representatives, veterans' organizations or private practitioners in law. We will be virtually in the same position and will no longer have to disclose any evidence relating to our client's case.

Mr. Weatherhead: So if there was some doubt about the life insurance doctor's report or what have you, you

[Interprétation]

Le président: Je vous remercie, M. MacRae, M. Knowles de Norfolk-Haldimand.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): M. le président, j'aimerais poser une question supplémentaire qui se rapporte à la discussion que nous avons eue il y a quelques temps au sujet de l'emploi de certains mots.

Je veux simplement faire une suggestion aux personnes qui devront s'attaquer au problème: le texte anglais sera-t-il plus conforme au texte français si l'on ajoutait après le mot «must» l'expression «certainly» ou bien «of a certainty»?

Le président: M. Knowles, je crois qu'à la suite de la question qu'a posée M. Émard à ce sujet et à la suite des remarques de M. Knowles de Winnipeg nord-centre, on étudiera la possibilité de modifier le libellé, ce qui semble avoir été accepté par M. Ward. Pour le moment, nous essayons simplement de voir si nous pourrions avoir d'autres éclaircissements à ce sujet.

Je donne la parole à M. Turner.

M. Turner (London-Est): M. Ward, de nombreux employeurs demandent que leurs employés passent des visites médicales de façon régulière. De nombreux anciens combattants qui veulent souscrire à une assurance-vie doivent passer un examen médical. Avez-vous parfois recours à l'employeur ou à la compagnie d'assurance afin de vous rendre compte si l'invalidité ou l'affection était antérieure à l'enrôlement?

M. Ward: Tout dépend de la situation. Si nous estimons qu'un dossier médical d'un employeur pourrait aider le cas d'un requérant, nous essayerons tout en notre pouvoir afin d'obtenir ce dossier. Si par contre un tel dossier pouvait nuire au requérant, nous laisserons le soin à la Commission canadienne des pensions de l'obtenir s'il le désire.

M. Turner (London-Est): Un ancien combattant peut-il se servir de cette preuve médicale qu'il a obtenue avant son enrôlement dans le but d'obtenir sa pension?

M. Ward: Certainement, s'il pense que cela l'aidera.

M. Turner (London-Est): Je vous remercie.

Le président: M. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: M. Ward, à ce sujet particulier, vous n'aurez plus besoin de révéler toutes les preuves que vous avez obtenues pour l'ancien combattant n'est-ce pas?

M. Ward: C'est exact. Nous serons exactement dans la même situation que les représentants des anciens combattants, les organisations d'anciens combattants ou les avocats particuliers de l'ancien combattant. Nous ne serons plus obligés de divulguer une preuve se rapportant à un de nos clients.

Mr. Weatherhead: Ainsi, si par exemple on avait des doutes quand au rapport du médecin de la compagnie

[Text]

could still get it if you thought it might be useful, and not use it if it was not useful.

Mr. Ward: That is right. It would be a privileged document for us.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, perhaps we might stand Clause 7.

The Chairman: It was our intention to hear any remarks and opinions expressed and then, based on this discussion, we would stand Clause 7 in order to have this reworded to include the meaning of the compulsory indication in there. Would it meet with the approval of the Committee that Clause 7 be dealt with at the next meeting, following a revision?

Clause 7 allowed to stand.

The Chairman: We shall now return to Clause 18.

Monsieur Émard.

M. Émard: Monsieur le président, dans l'explication, à la page 17, on mentionne que:

«...il doit être établi à la satisfaction de la Commission que le membre des forces et la femme ne pouvaient pas se marier ensemble...»

...et la seule raison qui est donnée, c'est:

«...en raison d'un mariage antérieur de l'un ou de l'autre.»

N'est-ce pas un peu trop restrictif? Je suis sûr que d'autres raisons devraient être prises en considération, mais on n'en mentionne qu'une.

Le président: Monsieur Ward.

Mr. Ward: I am not sure I understand the purport of your question, sir.

M. Émard: N'est-on pas un peu trop restrictif en disant dans les explications à la page 17 que:

«...le membre des forces et la femme ne pouvaient pas se marier ensemble en raison d'un mariage antérieur de l'un ou de l'autre.»

C'est une bonne raison, mais il pourrait y avoir d'autres bonnes raisons si vous ne les limitez qu'à une raison, ce sera peut-être difficile.

Mr. Ward: The only reason for the amendment, Mr. Émard, so far as I understand it, is to make it easier for the applicant and the adjudicating authority to find that there was a bar to marriage.

• 1040

Some few years ago following the introduction of this particular provision of the Act the wording of the Act was of such a nature that the Commission felt obliged to make great efforts to establish that there was in fact a bar to marriage in existence and they required almost an unreasonable degree of proof in that regard, and in some cases the Commission had investigations to try to locate the missing spouse, and this took a long time and caused great difficulty. Of course now the wording of the section

[Interpretation]

d'assurance-vie, vous pourriez obtenir ce rapport si vous estimez qu'il est utile et vous pourriez également ne pas l'utiliser si vous pensez qu'il ne l'est pas.

M. Ward: C'est exact. Nous pourrions nous en servir ou ne pas nous en servir à notre gré.

M. Weatherhead: Monsieur le président, peut-être pourrions-nous réserver l'article 7.

Le président: Nous avions l'intention d'écouter toutes les remarques que les députés auraient à faire, après quoi, nous réservions l'article 7 en attendant le nouveau libellé. Les membres du Comité seraient-ils d'accord pour que l'on étudie l'article 7 au cours de notre prochaine séance, à la suite d'une révision de son libellé?

L'article 7 est réservé.

Le président: Nous nous reportons à l'article 18.

Mr. Émard.

M. Émard: Mr. Chairman, in the explanatory note on page 17, I read:

“It must be shown to the satisfaction of the Commission that the member and the women were prohibited from being married...”

...and the only reason which is given is...

“...by reason of a previous marriage of either of them.”

If this not too restricted? I am sure that other reasons should be taken into consideration although there is only one mentioned here.

The Chairman: Mr. Ward.

Mr. Ward: Je ne suis pas sûr de comprendre la raison pour laquelle vous posez cette question, monsieur.

M. Émard: In the explanatory note on page 17 I read:

“...the number and the woman were prohibited from being married by reason of a previous marriage of either of them.”

It is a good reason but I think there could be other good reasons. Don't you think this is a limitation?

Mr. Ward: Je crois M. Émard que cette modification a pour but de permettre au requérant ou au juge de prouver plus facilement qu'il y avait un empêchement au mariage.

Il y a quelques années, à la suite de l'adoption de cette partie particulière de la loi, le libellé était tel que la Commission se sentait obligée de faire de grands efforts afin d'établir qu'il y avait en fait un obstacle au mariage; le degré de preuve exigé était absolument incroyable et dans certains cas la Commission a dû essayer de retrouver l'épouse ce qui prenait beaucoup de temps et causait de grandes difficultés. Le libellé actuel est le suivant: «qui établit à la satisfaction de la Commission»; la Loi est

[Texte]

will be, "to establish to the satisfaction of the Commission" thereby easing this stringent requirement concerning the existence of a bar to marriage. In effect, you merely have to satisfy the Commission now. In doing so, it is sufficient if you file certain documents. That is generally the purport of the amendment.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Miss Mayflower wants the language of the other section that if they have been living together they must have been married.

The Chairman: Mr. Émard.

Mr. Émard: No, but there could be other reasons.

Mr. Ward: Oh, other bars to marriage? Most certainly.

Le président: Monsieur Émard.

M. Émard: Est-ce que cela sera pris en considération si d'autres raisons les empêchent de se marier? N'y aura-t-il que la raison du mariage antérieur? C'est ce que je voudrais savoir.

Mr. Ward: Oh, I understand, sir, I am sorry. Yes, any bar to marriage whatsoever, any type of bar conceivable would be taken into consideration. There is no question about that at all.

M. Émard: Je craignais que ce ne soit limité qu'au mariage antérieur d'un des deux conjoints.

Le président: Merci, monsieur Émard. Monsieur Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Ward, I understand that in the Canada Pension Plan Act common-law widows can obtain widows pensions after they have established that they have been living together for a certain number of years and some other facts. Why are we concerned in this particular case here, whether there has, in fact, been a bar to marriage or not, as long as they have been living together as man and wife for a number of years? Do you see any problems about that? Are we just taking a moralistic position or a semi-moralistic position?

Mr. Ward: I think perhaps that is in the realm of policy, Mr. Weatherhead, and I might say that traditionally pension has only been paid on behalf of wives when they are legally married, although the Pension Act made provision for additional pension on behalf of the common-law wives prior to the person's enlistment. However this Act was amended some years ago to include this provision to bring in the common-law wives and I think, as far as I am personally concerned, it is morally justifiable in this day and age. We are merely now making it a little easier from the evidence point of view for the adjudicators to apply the provisions of this section. I gather the purport of your question is: should we have any strings at all relating to these people? Must they wait seven years? Must they hold themselves out as man and wife for seven years? I really feel I must dodge answering that on the grounds that is probably a matter for government policy to determine these things.

[Interprétation]**[Interprétation]**

bien moins stricte actuellement. En effet, il faut simplement fournir certains documents. Voilà le but général de cette modification.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il y en a peut-être qui à l'expression avoir cohabité préféreraient l'expression doivent avoir été mariés.

Le président: Monsieur Émard.

M. Émard: Non, mais il pourrait y avoir d'autres raisons.

M. Ward: D'autres empêchements au mariage? Très certainement.

The Chairman: Mister Émard.

M. Émard: Would other reasons that was a bar to the marriage be considered? Or would there only be the one reason of the previous marriage? That's all I want to know.

M. Ward: Ah, je comprends, excusez-moi. Oui, nous tenons compte de tous les empêchements au mariage.

M. Émard: I feared it would only be limited to the previous marriage of one of the spouses.

The Chairman: I thank you very much, mister Emard. Mister Weatherhead.

M. Weatherhead: Monsieur Ward, je crois comprendre qu'en vertu du régime de pensions du Canada, les veuves de droit commun peuvent obtenir des pensions de veuves quand elles peuvent prouver qu'elles ont cohabiter avec une personne pendant un certain nombre d'années et quand elles peuvent prouver d'autres faits également. Pourquoi nous préoccupons nous dans ce cas particulier du fait qu'il y ait eu ou non empêchement au mariage, nous devrions simplement pouvoir prouver que les deux personnes ont vécu ensemble comme mari et femme pendant un certain nombre d'années. Prenons-nous une option morale ou semi-morale?

M. Ward: Je crois qu'il s'agit ici d'une question de ligne de conduite du gouvernement. Je peux dire que de façon habituelle, une pension n'a été versée qu'aux femmes qui sont légalement mariées, bien que la Loi sur les pensions prévoit une pension additionnelle pour les épouses de droit commun qui l'étaient avant l'enrôlement de leur époux de droit commun. Cependant, cette loi a été modifiée il y a quelque temps afin d'y inclure les épouses de droit commun et personnellement j'estime que cela est tout à fait justifié du point de vue moral actuellement. Nous voulons simplement qu'il soit plus facile au juge de faire la preuve d'une telle situation. Tel est le but de cet article. Je suppose que la véritable raison de votre question est de savoir si ces personnes ne doivent attendre cette année, avant de pouvoir être considérées comme épouses de droit commun. Personnellement je crois que je devrais élier cette question étant donné que c'en est une de politique gouvernementale.

[Text]

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, I will not press the point, if there is no support for it in the Committee, but it seems to me that if the people have been living together as man and wife for a number of years and have been holding themselves out as man and wife and carrying on in the community in that way, as far as I am personally concerned, it would not matter to me whether they had a legitimate bar to marriage or not.

• 1045

I suppose in most cases there is a bar to marriage. In most cases this will be covered under the new sections here, but there may be some cases where there is no real bar to marriage but they have not got married.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): They just forgot!

Mr. Weatherhead: So I think perhaps we are still being a little bit punitive in this day and age where we probably do not really mean to be.

The Chairman: Thank you, Mr. Weatherhead. Mr. MacRae?

Mr. MacRae: Mr. Chairman, my question may seem just a bit frivolous, but I assure you it is not.

Mr. Ward, in your experience, does it happen that a pension may be paid to two women at once; that is, a common-law wife and the legitimate wife, in the case of death, that both may claim and a pension be paid proportionately or a portion to each and so on. Does that happen? Or two or more maybe?

Mr. Ward: That situation has arisen, but it is quite rare. To my knowledge there has only been, I think, three cases that I have known of in 20 years in the Veterans Bureau. I am certain that gives as much problem to Mr. Anderson as a similar problem would give to King Solomon. It is very difficult. There are provisions in the Act relating to that situation which assist the Commission, but I feel that the Chairman of the Commission might give you a more up-to-date picture of the situation, because after all he is seeing perhaps more of those cases than we are. We are not involved in too many of them.

Mr. MacRae: You are quite right, and perhaps Mr. Anderson might give us a brief answer as to just what the situation is there and how much of that particular thing happens.

The Chairman: Mr. Anderson?

Mr. T. D. Anderson (Chairman, Canadian Pension Commission): Yes, Mr. Chairman, it is a fact this situation occasionally arises. You will have, for example, the case of the individual who has been contributing to the maintenance of his legal wife while living with a common-law wife. When he dies both women have a claim for pension, as his widow. The Act prohibits the payment of two full pensions, of course, because of death, but we have divided the pension on a pro rata basis, as you said Mr. Weatherhead.

[Interpretation]

M. Weatherhead: Monsieur le président, je n'essayerais pas de vouloir prouver ce que j'affirme si personne du Comité ne me soutient, cependant il me semble que si deux personnes ont vécu en tant que mari et femme pendant un certain nombre d'années, qu'ils ont agi en tant que tels dans la collectivité, je ne crois pas qu'il faudrait se préoccuper de savoir s'il y avait un obstacle légitime ou non au mariage.

Je suppose que dans la plupart des cas il existe un empêchement au mariage. La plupart de ces cas seront couverts par les nouveaux articles, mais il se pourrait néanmoins que certaines personnes ne se soient pas mariées bien qu'il n'y ait pas eu d'empêchements à ce qu'ils le fassent.

M. Knowles (Winnipeg-Centre-Nord): Peut-être ont-ils oublié de le faire.

M. Weatherhead: Notre attitude est peut-être trop punitive alors que telle n'était pas notre intention.

Le président: Merci monsieur Weatherhead. Monsieur MacRae?

M. MacRae: Monsieur le président, ma question peut paraître quelque peu frivole mais tel n'est pas le cas.

Monsieur Ward, à votre connaissance se pourrait-il qu'une pension soit versée à deux femmes à la fois; c'est-à-dire à l'épouse des droits communs et à la femme légitime, en cas de décès, que ces deux épouses exigeaient qu'une pension leur soit attribuée ou une fraction de la pension chacune. Un cas de ce genre peut-il se présenter?

M. Ward: Des situations de ce type se sont en effet présenté mais très rarement. A ma connaissance il y en a eu trois au cours des 20 ans que j'ai passé au bureau des anciens combattants. C'est un problème qui doit représenter un véritable casse-tête pour M. Anderson. Certaines dispositions pourraient aider la commission dans des cas analogues mais j'estime que le président de la commission pourrait vous donner des renseignements bien plus actuels étant donné qu'il s'agit d'un problème qui ressortit dans son domaine.

M. MacRae: Vous avez bien raison et M. Anderson pourrait peut-être dire si des cas semblables se présentent souvent.

Le président: Monsieur Anderson?

M. T. D. Anderson (président de la Commission canadienne des pensions): Oui monsieur le président c'est une situation qui se présente de temps à autre. Il se pourrait par exemple qu'un homme est subvenu à l'entretien de sa femme légitime alors qu'il vivait avec son épouse de droits communs. S'il vient à décéder les deux femmes ont droit à une pension en tant que veuves. La loi interdit évidemment le paiement de deux pensions entières du fait de décès, mais nous avons divisé la pension entre les deux femmes au pro rata c'est ainsi que vous l'avez dit monsieur Weatherhead.

[Texte]

Mr. Whicher: But Mr. Knowles would want to give both of them 100 per cent of the pension.

Mr. Anderson: Under the existing Pension Act, it is quite possible for a man to have two or even more widows.

The Chairman: Thank you, Mr. Anderson. Have you any further questions, Mr. MacRae?

Mr. MacRae: No, thank you, not on that subject. Mr. Guay?

Mr. Guay (St. Boniface): No, thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Any further questions gentlemen? Clause 18 agreed to.
On Clause 19.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Having been stuck with Clause 7 until we got an agreement to look at it, how long shall I stick on Clause 19? May I put it this way. Is the heart of the government completely hardened against implementing Recommendation 106 of the Woods Committee report which we concurred in in this Committee, or is there any chance of getting a reconsideration of the proposition for proportionate pensions to widows where the veterans died having pensions of less than 48 per cent?

• 1050

Mr. Ward: I believe the Minister dealt at great lengths with this particular question. I thought his position was that this was not the time perhaps but that certainly it was a matter that would undoubtedly be raised in the future by veterans organizations, and would certainly be given very careful consideration.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I have been hearing that for a long time. When I came here veterans were not even allowed allowances under the War Veterans Allowance Act. However, we are making progress.

The Chairman: Thank you. Mr. Knowles, Norfolk-Haldimand.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Just to follow up the same question a little further, in the Minister's statement before the Committee when we first began, I think the Department estimated the cost as approximately \$10 million should this be implemented. I wonder whether this \$10 million represents a total cost. Should that not be spread over a good number of years, depending upon the life expectancy of the recipient of the pension?

Dr. J. S. Hodgson (Deputy Minister, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, the cost that was estimated and reported is an annual cost, not a total cost.

However, I think it would be helpful to the Committee if Mr. McCallum, who is our expert on these subjects, gave some explanation of how the \$10 million figure was derived.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): I would be interested in hearing that, Mr. Chairman.

[Interprétation]

Mr. Whicher: M. Knowles voudrait que les deux puissent toucher 100 p. 100 de la pension.

M. Anderson: Aux termes de la loi actuelle sur les pensions un homme peut fort bien avoir deux veuves aux mêmes avantages.

Le président: Merci monsieur Anderson. Avez-vous d'autres questions à poser monsieur MacRae.

M. MacRae: Non merci, pas à ce sujet. M. Guay?

M. Guay (Saint Boniface): Non merci monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions messieurs?

L'article 18 est adopté.

L'article 19.

M. Knowles (Winnipeg-Centre-Nord): Combien de temps allons-nous passer à examiner l'article 19? Le gouvernement est-il fermement opposé à mettre en œuvre la recommandation 106 du rapport de la commission Wood que notre comité à appuyé ou existe-il au contraire une possibilité de voir cette préposition réexamинée de façon à assurer aux veuves des pensions proportionnelles au cas où les anciens combattants décédés auraient touché une pension inférieure à 48 p. 100?

M. Ward: Je crois que le ministre a examiné cette question en détails. Il a dit que ceci n'était pas le moment d'en parler mais que le problème serait certainement soulevé à l'avenir dans les organisations des anciens combattants et qu'il ferait alors examiner attentivement.

M. Knowles (Winnipeg-Centre-Nord): Cela fait déjà bien longtemps que j'entend la même chose. Lorsque je suis arrivé ici les anciens combattants n'avaient même pas droit aux allocations au titre de la loi sur les allocations des anciens combattants. Mais des progrès ont été réalisés depuis lors.

Le président: Merci. Monsieur Knowles, Norfolk-Haldimand.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Dans sa déclaration devant notre comité je crois que le ministre avait dit que le ministère avait estimé le coût à environ \$10 million pour la mise en œuvre. J'aimerais savoir si ces \$10 millions représentent le coût total. Cette somme ne devrait-elle pas être répartie sur un bon nombre d'années suivant l'espérance de vie du bénéficiaire de la pension?

M. Hodgson (ministre adjoint, ministère des Affaires des anciens combattants): M. le président, cette somme représente un coût annuel et non pas un coût global.

Il serait cependant utile que M. McCallum qui est un expert en la matière nous donne quelques explications sur la façon dont le chiffre de \$10 million a été obtenu.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Cela m'intéresserait au plus haut point, M. le président.

[Text]

Mr. R. L. McCallum (Director, Financial Planning, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, the method of calculating this cost began by considering, first of all, how many total widows might be on at a point in time. If it began today, we would have to consider how many widows are there living today who were wives of pensioners who had less than 48 per cent.

We had to go back and consider the life expectancy of women; the difference between the age of a man and his wife—the normal difference between these ages. We came to the estimated span of life expectancy of a widow to be ten years. I might add that some of our officials of the Department felt that this particular span might be a little short because the veterans' wives may be younger than the normal wives of the population at large. The reason for this, of course, is that veterans, perhaps due to the service, may marry at a later age or they may marry a second time and have a younger widow in other words.

Using the ten years was the base, first of all, for arriving at the total number of widows who may come on the particular scheme that was implemented. Based on this particular method, and using the statistics of the past ten years, we arrived at our cost of these widows and brought them all on. Then we rebated that for what we thought we might save, because some of these widows, of course, under the present legislation of the War Veterans Allowance Act, would go off of War Veterans Allowance or Assistance Fund—or/and Assistance Fund in some cases.

Our method of calculation arrived at a net figure of \$10 million. If you want me to go into the actual figures, which are quite detailed, I shall.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Just one more question. You were not considering retroactivity here, I suppose. You were starting as of now in your calculations—as of the date of the proclamation of this Bill.

Mr. McCallum: We would pick up, of course, the widows who are in existence today. If we do not pick them up today, we would reach this stage in ten years' time. However, the calculation of \$10 million was based on the premise that any widows living today whose husband was receiving less than 48 per cent, would be eligible.

The Chairman: A supplementary, Mr. Émard.

Mr. Émard: Are there many widows who marry and lose their pension?

Mr. McCallum: I do not have that information. I am sorry, sir.

The Chairman: Mr. Anderson?

Mr. Anderson (Chairman, Canadian Pension Commission): If I may answer that question, I would say yes. They lose it unless the individual whom they remarry dies within a five-year period, in which case it can be reinstated.

The Chairman: Back to Mr. Knowles, Norfolk-Haldimand.

[Text]

[Interpretation]

M. R. L. McCallum (chef de la Division de la planification et de la recherche du ministère des Affaires des anciens combattants): M. le président, nous avons commencé par déterminer quel était le nombre global de veuves ayant droit à des pensions à tel ou tel moment. Ainsi si la loi entre en vigueur aujourd'hui il s'agit de déterminer combien de veuves vivant à l'heure actuelle furent des femmes de pensionnés ayant touché moins de 48 pour cent d'invalidité.

Nous avons dû tenir compte de l'espérance de vie de femmes de l'écart entre l'âge d'un homme et celui de son épouse c'est-à-dire de l'écart normal entre ces deux âges. Nous sommes arrivés à la conclusion que l'espérance de vie d'une veuve était de dix ans. Je pourrai ajouter que certains des fonctionnaires de notre ministère sont d'avis que cette espérance de vie est trop courte, les épouses des anciens combattants pouvant être plus jeunes que la moyenne des épouses dans le pays. La raison en est que les anciens combattants du fait de leurs services se marient plus tard ou bien se marient une seconde fois laissant ainsi des veuves jeunes.

C'est donc à partir de ce chiffre de dix ans que nous sommes arrivés au nombre total de veuves auquel ce programme s'applique. Nous nous basons sur cette méthode et utilisant les statistiques des dix dernières années nous avons établi ce que coûterait la mise en œuvre de ce programme pour ces œuvres. Nous avons ensuite déduit ce que nous pourrions éventuellement économiser car certaines de ces œuvres en vertu de l'actuelle loi sur les allocations aux anciens combattants perdraient leur allocation d'anciens combattants ou l'assistance sociale ou les deux.

Nous sommes ainsi arrivés à un chiffre net de \$10 million. Je suis disposé si vous le voulez à vous donner plus de détails à ce sujet.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Encore une question. Vous n'avez pas tenu compte de la rétroactivité me semble-t-il. Vous êtes parti de la date actuelle c'est-à-dire de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

M. McCallum: Nous tenons compte bien entendu des veuves vivant à l'heure actuelle. Si nous ne le faisons pas maintenant nous serions obligé de le faire d'ici dix ans. Cependant, le chiffre de \$10 million supposait que toutes les veuves vivant à l'heure actuelle et dont les mariés touchaient une pension inférieure à 48 pour cent seraient admissible à ce programme.

Le président: Une question supplémentaire, M. Émard.

M. Émard: Y a-t-il beaucoup de veuves qui se remarient et perdent leur pension?

M. McCallum: Je regrette mais je ne puis vous répondre.

Le président: M. Anderson?

M. Anderson (président de la Commission canadienne des pensions): Elles perdent leur pension à moins que la personne qu'elles épousent en seconde noces ne meurt moins de cinq ans après ce second mariage auxquels cas la pension peut être rétabli.

Le président: Revenons à M. Knowles, Norfolk-Haldimand.

[Texte]

Mr. Knowles (Norfolk-Halidmand): I will pass.

The Chairman: The next questioner I have, prior to Mr. MacRae, is Mr. Cullen.

Mr. Cullen: Mr. McCallum, when you were doing your calculating did you do it on the basis that if they qualified they would get the \$2,400? Or did you pro-rate it? For example, the widow of a veteran who was getting 35 per cent would get 35 per cent of the \$2,400.

Mr. McCallum: We considered that the average pension payable to pensioners under 48 per cent is 16.2 for World War II and 17.1 for World War I. We used these percentages in computing our calculations, of course.

more for a certain period of time. then
he said of his time: M. Cullen: More
the point is that the pension is based on the
• 1055

Mr. Cullen: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Cullen. Mr. MacRae is next.

Mr. MacRae: This is really supplementary to Mr. Knowles' question.

How much weight did you give to the fact that a great many widows would actually go on war veterans allowance? You mention specific figures. I would not want you to go into all the figures you have there, but just what are your figures regarding that particular aspect? The point I am trying to make is that a great many widows would have to seek the assistance of the War Veterans Allowance Act.

Mr. McCallum: First of all, Mr. Chairman, a widow over 65 would not benefit under this type of scheme. We have to make an assumption, first of all, of the widows who are on WVA. We do not know the number of widows of pensioners. We know how many women are on and how many widows are on, but we do not know how many of these particular widows were formerly the wives of pensioners. Certainly if they are over 48 per cent they would not be on because they would be receiving the widow's pension and you could take them off. So we had to go back and use a method of calculating only this. We had to figure the proportion of eligible veterans on WVA, and when I say "eligible", I mean the people who are 60 and over. I know veterans under 60 could be on when they meet the health stipulations. But we took the ones over 60, because a man over 60 is entitled to it whether he is unhealthy or not.

We found that of all pensioners over 60 years of age, 16 per cent of them were on WVA. We assumed from that that the same proportion of widows would likely go on—that living conditions or income conditions would be such that these same widows would likely be the ones who would go on WVA. And we used this as a basis. We then went back to this 10-year accumulation of widows and applied the percentage to that and came up with the figure to arrive at the total number who may be on at any point in time.

Some hon. Members Agreed.

[Interprétation]

M. Knowles (Norfolk-Halidmand): Je passe mon tour.

Le président: Je vois maintenant sur ma liste que M. Cullen vient avant M. MacRae.

M. Cullen: M. McCallum, lors de vos calculs avez-vous compté que si la pension leur était accordée elles toucheraient \$2,400? Ou avez-vous au contraire fait un calcul au pro-rata? Ainsi la veuve d'un ancien combattant qui touchait 35 p. 100 ne toucherait que 35 p. 100 de ces \$2,400.

Mr. McCallum: Nous estimons que la pension moyenne payable aux pensionnés et en moins de 48 p. 100 d'invalidité est de 16.2 p. 100 pour la deuxième guerre mondiale et de 17.1 p. 100 pour la première guerre mondiale. Nous avons bien entendu utilisé ces pourcentages pour nos calculs.

M. Cullen: Merci.

Le président: Merci monsieur Cullen. C'est au tour de M. MacRae.

M. MacRae: C'est en réalité une question supplémentaire à celle de M. Knowles. Quelle importance attachez-vous au fait qu'un grand nombre de veuves vivent des allocations des anciens combattants. Je ne tiens pas à examiner ici tous les chiffres que vous avez mentionnés mais qu'en est-il au juste de cet aspect de la question. Je sais, en effet, que de nombreuses veuves sont obligées d'avoir recours à la Loi sur les allocations aux anciens combattants.

Mr. McCallum: Premièrement, monsieur le président, une veuve agée de plus de 65 ans ne bénéficierait pas au titre de ce programme. Nous ne connaissons pas les chiffres exacts des veuves qui avaient droit aux allocations des anciens combattants. Nous connaissons le nombre de veuves de pensionnés. Nous savons aussi combien de femmes et combien de veuves ont droit aux pensions, mais nous ne savons pas combien sur ce nombre de veuves sont des épouses d'anciens pensionnés. Si elles touchaient plus de 48 p. 100 ce programme ne s'appliquerait pas à elles car elles toucheraient alors une pension de veuve. Nous devons donc calculer quel est le nombre d'anciens combattants admissible et qui touche des allocations d'anciens combattants et quand je dis «admissible» je parle des personnes âgées de 60 ans et plus. Les anciens combattants âgés de moins de 60 ans peuvent également être admissibles s'ils remplissent les conditions de santé mais j'ai parlé des hommes âgés de plus de 60 ans car dans leur cas ils sont admissibles quel que soit leur état de santé.

Nous avons ainsi constaté que parmi tous les pensionnés âgés de plus de 60 ans, 16 p. 100 touchait les allocations d'anciens combattants. Nous avons, dès lors, supposé qu'une proportion analogue de veuves aurait droit à ces allocations; c'est-à-dire, les conditions de vie et les revenus de ces veuves seraient tels qu'elles auraient droit aux allocations des anciens combattants. Nous avons ensuite pris le chiffre des veuves au cours des dix dernières années et avons ainsi obtenu le nombre total des veuves admissibles à tout moment.

[Text]

Mr. MacRae: Thank you. That will be all.

The Chairman: Thank you, Mr. McCallum. Are there any further questions, gentlemen?

Clause 19 agreed to.

On Clause 20.

Mr. Cullen: I do not know if there is a definitive section in here, but an adopted child would be the same as a natural child.

Mr. Ward: Yes. There is a definition in the Pension Act that includes adopted children as children.

Mr. Cullen: Thank you.

The Chairman: Gentlemen, Clause 20 is composed of sections dealing with the Act—Sections 36A and 36B.

Mr. MacRae: The explanation opposite on page 20 says:

(3) This subsection would permit the widow or a child of a deceased member of the forces who did not apply for a pension before his death to make an application to the Commission to determine that member's entitlement had he so applied.

Has it not always been that way, Mr. Ward?

Mr. Ward: Not exactly that way, Mr. MacRae. Under the present Pension Act, if a person died while on strength of the Department for treatment, regardless of the percentage of assessment he had for his pension condition, the Commission can consider the question of assessment and determine, through the medical reports available, that but for his death he would have been in receipt of a 50 per cent pension, and then they can award the widow full pension. Now that is not an uncommon situation.

• 1100

If a person died with a 30 to 35 to 40 per cent pension, the Commission in recent years has accepted reviews of assessment if there are medical reports on file to assist them, but if they find that assessment should have been 50 per cent or higher, then they will award pension under Section 25 of the Act, a compassionate pension. She would not receive pension as a right. Now if a man during his lifetime had submitted a claim and he died before it had been dealt with by the Commission, the Commission will carry on, hand down its decision on this lifetime claim and assess it. If it is assessed at 50 per cent or more then she would automatically receive the benefits of Section 36(3) of the Pension Act. But as to the widow initiating pension claims in a sense on behalf of her deceased husband for conditions which he could have claimed for during his lifetime, but for one reason or another he failed to do so, no such thing now exists. The amendment will make this possible.

Mr. MacRae: So this is a good amendment then?

Mr. Ward: Oh, very much so. This is a very, very good amendment.

[Interpretation]

M. MacRae: Merci.

Le président: Merci, monsieur McCallum. Y a-t-il d'autres questions, messieurs?

L'article 19 est adopté.

L'article 20.

M. Cullen: J'ignore s'il existe un paragraphe spécial sur ce point mais j'aimerais savoir si les mêmes dispositions s'appliquent aux enfants adoptés et aux enfants naturels.

M. Ward: Oui. Il existe une définition dans la Loi sur les pensions aux termes de laquelle les enfants adoptés sont égaux aux enfants naturels.

M. Cullen: Merci.

Le président: Messieurs, l'article 20 comprend le paragraphe traitant des articles 36A et 36B de la loi.

M. MacRae: L'explication vis-à-vis de la page 20 dit notamment:

(3) Ce paragraphe permettrait à la veuve ou à un enfant d'un membre des Forces, décédé, qui n'avait pas présenté une demande de pension avant son décès, de demander à la Commission de décider de l'admissibilité de ce membre tout comme si c'était lui qui présentait la demande.

N'en a-t-il pas toujours été ainsi, monsieur Ward?

M. Ward: Pas toujours, monsieur MacRae. En vertu de l'actuelle Loi sur les pensions, lorsqu'une personne meurt alors qu'elle était portée sur le contrôle du ministère aux fins de traitement, indépendamment du pourcentage d'invalidité qui a été estimé, la Commission peut examiner la question de l'estimation et décider sur la base des rapports médicaux existants que n'eût été son décès, aurait touché une pension de 50 p. 100 et accorder dès lors une pension entière à la veuve. Il s'agit là d'un cas assez fréquent. Si la personne décédée touchait une pension de

30, 35 et 40 p. 100, la Commission, au cours de ses dernières années, a accepté de réviser les estimations lorsqu'il existe des dossiers médicaux et si elle constate que l'estimation aurait dû atteindre 50 p. 100 ou d'avantage, elle accorde une pension aux termes de l'article 25 de la Loi. Cette pension ne serait donc pas en droit. Si de son vivant un homme a introduit une demande et qu'il soit décédé avant que cette demande n'ait été examinée par la Commission, la Commission poursuivra l'étude de sa demande, instruira et jugera le cas. Si la pension est estimée à 50 p. 100 ou d'avantage, la veuve bénéficierait automatiquement de l'article 36 (3) de la Loi sur les pensions. Mais rien n'est prévu actuellement pour les veuves qui introduiraient des demandes de pension pour leur mari défunt du chef d'affection pour lesquels il aurait pu demander une pension de son vivant mais qu'il aurait omis de faire pour une raison ou une autre. La modification rendra cette procédure possible.

M. MacRae: Il s'agit donc d'une bonne modification?

M. Ward: Oh certainement. C'est une fort bonne modification.

[Texte]

Mr. MacRae: Thank you, Mr. Ward.

The Chairman: Mr. Cullen.

Mr. Cullen: I am not sure, Mr. Chairman, if this is the place to ask the question, but I note here that if a pensioner has been over the 48 per cent for a certain period of time he will never go below that and his widow will qualify for a pension. Is there any retroactivity for that kind of thing where a man has been on a 48 or 50 per cent or more for a period required under the Act and then dies?

Mr. Ward: You mean with regard to the Bill, or with regard to the situation that now exists?

Mr. Cullen: Does this Bill make any changes? It makes the change now that if an individual has a 48 per cent or more for a certain period of time, then no matter what happens to him subsequently, his widow will qualify for the pension.

Mr. Ward: The amendments in this Clause permit the Commission to have these matters considered by the Commission, but only for the purpose of determining whether or not the pension would have been assessed at 48 per cent or higher. She would not receive what her deceased husband would have received had he presented these claims. She would receive widow's pension by virtue of the fact that she has now established that her husband ought to have had a 48 per cent pension or higher. She would then go on widow's pension automatically under Section 36(3) of the Act, but the normal effective date of widow's pension award would apply.

Mr. Cullen: Yes, I understand that. Perhaps I should have stopped you. This is why I said at the outset that this may not be the place to raise it, but I am thinking of a situation where, had this legislation been in existence 10 years ago, there are many widows who would now be receiving the pension because their husbands were 48 per cent or over for extended periods of time and then subsequently dropped below that and on death they received no pension.

Mr. Ward: We have some in mind and we are ready to bring these forward as soon as the amendment...

Mr. Cullen: That will be possible under this legislation?

Mr. Ward: Yes, sir.

The Chairman: Thank you, Mr. Cullen.

Clause 20 agreed to.

The Chairman: Gentlemen, I see that we have reached the hour of 11 o'clock. Is it the intention of the Committee to sit a bit longer?

• 1105

Mr. MacRae: I would say Mr. Chairman, that somebody has to say something at this particular point. We have done a very good morning's work. Some of us have other committees and other commitments: I have to go but it does not mean that everybody else has to. I think we should adjourn at this point.

The Chairman: Is it the pleasure of the Committee to adjourn until Tuesday morning next?

Some hon. Members: Agreed.

[Interprétation]

M. MacRae: Merci, monsieur le président.

Le président: M. Cullen.

M. Cullen: Je vois que lorsqu'un pensionné a plus de 48 p. 100 d'invalidité au cours d'une certaine période de sa vie, sa pension ne sera jamais inférieure à ce pourcentage et sa veuve aura droit à la pension. Existe-t-il une rétroactivité lorsqu'un homme a touché 48 ou 50 p. 100 durant une période requise aux termes de la loi et qu'il décède ensuite?

M. Ward: Vous voulez dire du chef de la loi ou en ce qui concerne la situation actuelle?

M. Cullen: Voici en quoi consiste cette modification. Lorsqu'une personne a touché 48 p. 100 d'invalidité au cours d'une certaine période, quoi qu'il arrive par la suite, sa veuve aura droit à la pension.

M. Ward: Les modifications apportées à cet article permettent à la Commission d'examiner le cas mais uniquement afin de déterminer si la pension aurait été estimée à 48 p. 100 ou d'avantage ou non. La veuve n'obtiendrait pas ce que son mari défunt aurait touché s'il avait lui-même introduit la demande. Elle toucherait une pension de veuve du fait qu'elle aurait réussi à prouver que son mari aurait dû toucher 48 p. 100 d'invalidité ou plus. Elle toucherait alors automatiquement une pension de veuve aux termes de l'article 36 (3) de la Loi mais la date normale de l'entrée en vigueur de la pension de veuve s'appliquerait à son cas.

M. Cullen: Je comprends parfaitement. J'aurais peut-être dû vous interrompre, ce n'était peut-être pas la place ici de soulever cette question, mais si cette Loi avait existé il y a deux ans, il y aurait maintenant de nombreuses veuves qui toucheraient cette pension, leur mari ayant eu droit à des invalidités de 48 p. 100 ou plus pendant de longues périodes après quoi, leur degré d'invalidité a diminué de sorte qu'à leur mort, il ne touchait aucune pension.

M. Ward: Si vous connaissez des cas de ce genre, nous sommes tout disposés à les examiner.

M. Cullen: Cela sera-t-il possible aux termes de la présente loi?

M. Ward: Oui.

Le président: Merci, monsieur Cullen.

L'article 20 est adopté.

Le président: Messieurs, je vois qu'il est 11 h. Le Comité a-t-il l'intention de continuer à siéger?

M. MacRae: Monsieur le président, puisque quelqu'un doit prendre la parole, j'aimerais dire que nous avons déjà beaucoup travaillé ce matin et que certains d'entre nous ont d'autres engagements. Pour ma part, je dois partir et je pense donc qu'il faudrait suspendre nos travaux. Le Comité est-il d'accord pour suspendre les travaux jusqu'à mardi prochain?

Le président: La séance est levée.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 5

Tuesday, February 2, 1971

Chairman: Mr. Carl Legault

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 5

Le mardi 2 février 1971

Président: M. Carl Legault

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Veterans Affairs

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the
Pension Act and the Civilian
War Pensions and Allowances Act

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

The Chairman recalled Clause 7 and put the question on the amendment of Mr. Cullen. The amendment carried.

Clause 7, as amended, was carried.

The Chairman called Clauses 11, 22, 24, 25 which were severally carried.

On motion of Mr. MacLean, at 11:30 a.m., the Committee adjourned until Thursday, February 4, 1971.

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Le Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions et la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Troisième session de la
vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

Session No. 2

Le mardi 3 février 1971

Tuesday, February 3, 1971

Président: Mr. Carl Legault

Chairman: Mr. Carl Legault

STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Carl Legault

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

Messrs.

Badanai	Guay (St. Boniface)
Bigg	Knowles (Norfolk-
Blair	Haldimand)
Émard	Knowles (Winnipeg
Foster	North Centre)

COMITÉ PERMANENT DES

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Carl Legault

Vice-président: M. Jack Cullen

Messieurs

Loiselle	Tétrault
MacLean	Thomas (Moncton)
MacRae	Turner (London East)
Marshall	Weatherhead
Peters	Whicher—(20).

CONCERNANT: (Quorum 11)

L'art. III-C-303, loi modifiant la Loi sur les
bourses et la Loi sur les bourses et
allocations de guerre pour civile

Greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Mr. Foster replaced Mr. Corriveau on February 2,
1971.

Conformément à l'article 65(4) du Règlement

M. Foster remplace M. Corriveau le 2 février
1971.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

Troisième session de

Third Session

Published under the authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for CanadaPublié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from Information Canada, Ottawa, Canada

En vente au siège d'Information Canada, Ottawa, Canada

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, February 2, 1971.

(6)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:45 a.m. this day. The Chairman, Mr. Legault, presided.

Members present: Messrs. Blair, Cullen, Émard, Foster, Guay (St. Boniface), Knowles (Winnipeg North Centre), Legault, Loiselle, MacRae, Thomas (Moncton), Turner (London East), Weatherhead, Whicher (13).

Witnesses: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister; Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate. From the Canadian Pension Commission: Mr. T. D. Anderson, Chairman.

The Committee continued its consideration of Bill C-203.

The Chairman called Clause 7, whereupon Mr. Cullen moved,

That Clause 7 of Bill C-203 be amended by striking out lines 20 to 22 on page 10 and substituting the following:

"(b) medical evidence that establishes beyond a reasonable doubt that the disability or disabling condition existed prior to his enlistment."

Following debate on the amendment, Clause 7 was allowed to stand.

The Chairman called Clause 21.

Following debate and requests made of the officials for additional information relevant to this Clause, Clause 21 was allowed to stand.

The Chairman re-called Clause 7 and put the question on the amendment of Mr. Cullen. The amendment carried.

Clause 7, as amended, was carried.

The Chairman called Clauses 22, 23, 24, 25 which were severally carried.

On motion of Mr. MacRae, at 11:15 a.m., the Committee adjourned until Thursday, February 4, 1971.

TESTIMONIES**PROCÈS-VERBAL****EVIDENCE**

Le mardi 2 février 1971.

(6)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin à 9 h 45. Le président, M. Legault, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Cullen, Émard, Foster, Guay (St-Boniface), Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Legault, Loiselle, MacRae, Thomas (Moncton), Turner (London-Est), Whicher—(13).

Témoins: Du ministère des Affaires des anciens combattants: MM. J. S. Hodgson, sous-ministre; D. K. Ward, Avocat en chef des pensions: De la Commission canadienne des pensions: M. T. D. Anderson, président.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-203.

Le président met en délibération l'article 7 et M. Cullen propose,

Que l'article 7 du Bill C-203 soit modifié par le retraitement des lignes 24 à 28, à la page 10, et leur remplacement par ce qui suit:

"(b) s'il est établi par une preuve médicale au-delà de tout doute raisonnable, que l'invalidité ou l'affection entraînant incapacité existait avant son enrôlement."

Après le débat sur l'amendement, l'article 7 est réservé.

Le président met en délibération l'article 21.

Après le débat et les membres de Comité ayant demandé aux hauts fonctionnaires de plus amples renseignements portant sur cet article, l'article 21 est réservé.

Le président remet en délibération l'article 7; l'amendement de M. Cullen est mis aux voix et adopté.

L'article 7 est adopté tel que modifié.

Le président met en délibération les articles 22, 23, 24, 25 qui sont adoptés séparément.

Sur proposition de M. MacRae, à 11 h 15 du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 4 février 1971.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, February 2, 1971

[Text]

• 0947

The Chairman: Gentlemen, we will commence the meeting. Would Dr. Hodgson and Mr. Ward come forward.

As you recall, gentlemen, last Thursday we discussed an amendment being brought to Clause 7. I believe a copy of this amendment has been given to you. Perhaps we could call Clause 7 again. Although we have not a quorum, the members may wish to discuss it.

On Clause 7.

Mr. Cullen: Could we get the amendment on the record?

The Chairman: Would someone move it?

Mr. Cullen: Well, this is the one that has been handed to us.

I would move that Bill C-203 be amended by striking out lines 20 to 22 on page 10 and substituting the following:

(b) medical evidence that establishes beyond a reasonable doubt that the disability or disabling condition existed prior to his enlistment.

I will not flatter my French professor by reading the French section. However, it is in effect a better translation than the one we had originally, with the additional adverb in it, which left some confusion. I would think Mr. Loiselle could help us with this.

The Chairman: Is there any discussion on this amendment?

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, I notice that they merely used the word "obligatoirement", which comes to about the same thing as the English version, and it must be "avant son enrôlement". From just looking at it, it seems that they have put it closer to the English version than it was before.

• 0950

The Chairman: Mr. Knowles?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Since we are all French experts nowadays...

Mr. Loiselle: I am not an expert.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I was making the claim for myself. I will let you speak for yourself. It does seem to me that the two versions are closer than they were before. There did seem to be some difference in strength between the former English and the former French wording. These two at least seem to say the same thing. I cannot say that I am all worked up and excited and enthusiastic about this but I think it is a slight improvement.

Mr. Whicher: We would never want to see you worked up, Mr. Knowles.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 2 février 1971

[Interpretation]

Le président: Messieurs, la séance est ouverte. Je demanderais à MM. Hodgson et Ward de s'approcher.

Comme vous vous rappellerez messieurs, mardi dernier nous avons discuté d'un amendement à apporter à l'article 7. Je suppose qu'on vous a remis copie de cet amendement. Nous pourrions peut-être revenir à cet article. Même si nous n'avons pas quorum, les députés souhaitent peut-être en discuter.

M. Cullen: On peut inscrire l'amendement au rapport?

Le président: Quelqu'un veut-il proposer la motion?

M. Cullen: Eh bien, il s'agit de celui qu'on nous a remis. Je propose que le Bill C-203 soit modifié par le retranchement des lignes 24 à 28, à la page 10, et le remplacement par ce qui suit:

b) s'il est établi par une preuve médicale, au-delà de tout doute raisonnable, que la validité ou l'affection entraînant l'incapacité existait avant son enrôlement.

Je ne voudrais pas flatter mon professeur français en lisant la section française. Toutefois, la traduction est en effet meilleure que la traduction précédente avec l'adverbe supplémentaire qui laisse place à quelque doute. M. Loiselle pourrait peut-être nous aider à cet égard.

Le président: Est-ce qu'on discute l'amendement?

M. Loiselle: Monsieur le président, je voudrais simplement utiliser le mot «obligatoirement» ce qui correspond à peu près à la version anglaise et il est nécessaire que ce soit «avant son enrôlement».

D'après ce que j'ai pu voir, il me semble maintenant que la traduction soit plus proche de la version anglaise qu'elle ne l'était auparavant.

Le président: M. Knowles?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Étant donné que nous sommes tous des experts en français...

M. Loiselle: Je ne suis pas un expert.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'était à moi que je faisais allusion. Vous avez le droit à votre opinion. Personnellement, il me semble que les deux versions sont plus proches l'une de l'autre qu'elles ne l'étaient auparavant. Il semblait y avoir une différence d'importance entre la version anglaise de la version française précédente. Ces deux-ci semblent pour le moins vouloir dire la même chose. Je ne puis dire que cela me ravit et m'enthousiasme particulièrement, mais je pense que cela constitue une légère amélioration.

M. Whicher: Nous n'aimerions pas vous voir enthousiaste à ce point, monsieur Knowles.

[Texte]

Mr. Cullen: I think it is a little strong in wording, Mr. Chairman. "Beyond a reasonable doubt" means that the evidence has got to be pretty strong.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It is better and it certainly gets away from that semantic uncertainty. The few times I have been in court, I have heard discussions about this. It is on the side of the veteran that the evidence has to establish "beyond a reasonable doubt". If this is the best we can get, we will certainly take it rather than the wording that is there. I hope a lot of veterans are not going to be disappointed with continuing turn-downs on the basis of pre-enlistment conditions. At least, this new wording is a new approach.

Mr. Chairman: Mr. Weatherhead?

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, I think it is a considerable improvement over the previous wording which was, for semantic reasons or otherwise, confusing. I do not want to keep this open all the time but unless we come up with better wording at the moment, it seems to me this is much better. "Beyond a reasonable doubt" ordinarily in legal language is about as strong a proof as you can get but you will not allow any room at all for rebuttal. I think our delay from last week in reconsidering this paragraph should really help the veterans considerably and help the Pensions Advocates in the Department considerably in future.

The Chairman: Thank you, Mr. Weatherhead. Shall we stand Clause 7 until we get a quorum, gentlemen?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It is a good thing we stood it last day too. We were able to get this improvement.

The Chairman: On Clause 21—Pension to widowed mother not to be reduced because of small income.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): What is the effect of this?

The Chairman: Mr. Ward?

Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate: The effect, sir, is to ensure that a pension payable to a widowed mother is not reduced by reason only of the fact that earnings from personal employment do not exceed \$600 a year. In other words, she is permitted to receive the dependent parent's pension and also supplement that pension to a degree with earnings from personal employment but these earnings cannot exceed \$600 a year.

Mr. Weatherhead: What was it before?

Mr. Ward: I believe it was \$240.

The Chairman: Mr. Guay?

Mr. Guay (St. Boniface): I am a little concerned about these limits that are put on from time to time because in my opinion the limits are not reasonable in this day and age. The reason I say that is that whether it is \$240 or

[Interprétation]

M. Cullen: Je pense, monsieur le président, que les termes sont un peu forts: «au-delà de tout doute raisonnable» signifie que les preuves doivent être vraiment de poids.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est une amélioration et les choses sont maintenant claires—les rares fois où je me suis trouvé devant un tribunal, j'ai entendu des discussions là-dessus. C'est à l'ancien combattant de faire la preuve «au-delà de tout doute raisonnable». Si c'est là la meilleure version possible, nous la préférions certainement à l'autre. J'espère qu'il y a beaucoup d'anciens combattants qui ne se décourageront pas de continuer à se voir refuser une pension à cause des conditions préalables d'enrôlement. Le nouveau libellé constitue du moins une formule nouvelle.

Le président: M. Weatherhead?

Mr. Weatherhead: Monsieur le président, je pense que cela constitue une amélioration considérable par rapport à la version précédente, qui, pour des raisons de sémantique ou autres, n'était pas très claire. Je ne voudrais pas garder la question en suspens, mais à moins qu'on en arrive à une meilleure version, il me semble que celle-ci est bien meilleure. «Au-delà de tout doute raisonnable», en langage juridique ordinaire exige la preuve la plus forte que l'on puisse fournir mais la réputation n'est prévue nulle part. Je pense que le fait que nous ayons retardé l'adoption de ce paragraphe pour l'étudier la semaine dernière devrait aider les anciens combattants considérablement à l'avenir et également le Bureau de services juridiques des pensions.

Le président: Merci, monsieur Weatherhead. Retenons-nous l'article 7 jusqu'à ce que nous ayons quorum, messieurs?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est une chance que nous l'ayons retenu le dernier jour aussi, car nous avons pu obtenir cette amélioration.

Le président: Article 21—la pension à une mère veuve ne doit pas être réduite à cause d'un revenu médiocre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Quelles sont les conséquences de cela?

Le président: Monsieur Ward?

M. D. K. Ward (chef avocat-conseil du Bureau): Son but, monsieur, est d'assurer que la pension payable à une mère veuve ne soit pas réduite du seul fait que son travail personnel lui procure un revenu qui ne dépasse pas \$600 par année. En d'autres termes, elle a le droit à la pension des personnes à charge et elle a également le droit de compléter cette pension dans la mesure où ses revenus personnels ne dépassent pas \$600 par année.

Mr. Weatherhead: Quel était le montant auparavant?

M. Ward: Je pense qu'il s'agissait de \$240.

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay (St. Boniface): Ce qui m'inquiète un peu, ce sont ces limites qui sont imposées de temps à autre parce que, personnellement, à l'époque où nous vivons, je ne pense pas qu'elles soient raisonnables. En effet, qu'il s'a-

[Text]

even \$600, Mr. Chairman, it is a very limited amount even for a widow. I think sometimes the widow possibly because she wants to obtain something additional that the family has not got, she wants to work more than a couple of months. It does not take much of a secretary to earn \$300 a month today. It would mean approximately two months work. It may also mean that she is possibly replacing someone, if she has certain qualifications, during the summer time. This is the time where work is available for her.

• 0955

Most likely if she has a family and they are at school, this must be the ideal time, but here you are putting a limit whereby in some instances she might be able to go to \$900 or \$1,000. I wonder why the amount of \$600, again, was picked. I know it is an improvement from what it was in the past, but why \$600 and not \$900 as we have in other instances, or \$1,000?

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Mr. Chairman...

The Chairman: Just one second, please, perhaps Mr. Ward could answer that.

Mr. Ward: Perhaps I should mention that a condition precedent to a pension in the instances governed by this proposed section is that the pensioner be in a dependent condition. That must be established and that, of course, is the basic reason for an award of pension in instances governed by this proposed section. It is very difficult to say why \$600, why \$900, why \$500. It is a considerable improvement over the \$240 but you must weigh between this necessity to have a dependent condition and yet allow some freedom, some encouragement, for a person to seek employment. Mind you, in most of these cases, because of the age and other factors, there will not be the seeking of employment in a career type of situation, but permit them to have some personal employment, to encourage them, to assist them to supplement their pension, and I think it was felt the \$600 in comparison to the previous amount was a reasonable cutoff amount for personal employment.

Mr. Guay (St. Boniface): My question was not answered, Mr. Chairman. I understand what Mr. Ward told me, but I said, "Why pick an amount of \$600?" I know it used to be \$240. Someone within the Department I presume must have picked \$600 and my question was: "Why \$600, why not \$900?" There must be a particular reason why it is \$600 and why limit it to \$600? First of all, the Department must have realized that \$240 was not sufficient so they raised it to \$600. They must have felt that they must be more lenient somehow, but that being the case, why limit it to \$600, why not \$900 in this day and age? Even at \$600, if it is something the widow will get, something additional which ordinarily she would not have where it gives her an occasion to have a little extra money, why limit it to \$600?

Dr. J. S. Hodgson (Deputy Minister, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, perhaps I might suggest

[Interpretation]

gisse de \$240 ou même de \$600, monsieur le président, c'est un montant bien limité, même pour une veuve. Selon moi, la veuve désire travailler plus de quelques mois peut-être pour acheter quelque chose que la famille n'a pas. Une secrétaire n'a pas besoin d'être particulièrement qualifiée pour gagner \$300 par mois aujourd'hui. Cela correspondrait donc à deux mois de travail. Il se peut également qu'elle remplace quelqu'un pendant les mois d'été si elle a des aptitudes. C'est à ce moment-là qu'elle peut trouver du travail.

La plupart du temps, elle a une famille, les enfants sont à l'école et c'est le moment idéal pour elle de travailler. Mais vous imposez une limite à savoir que dans certains cas elle peut gagner jusqu'à \$900 ou \$1,000. Une fois de plus, je me demande pourquoi on a choisi ce chiffre de \$600. Je reconnaît qu'il y a une amélioration par rapport aux chiffres précédents, mais pourquoi \$600 et pas \$900 comme vous avez dans d'autres cas, ou bien \$1,000?

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur le président.

Le président: Un instant, je vous prie, monsieur Ward pourrait peut être répondre à cette question.

M. Ward: Je devrais peut-être dire qu'en vertu de l'article proposé, une des conditions de demande est que le retraité se trouve dans un état de dépendance. Il faut en faire la preuve et c'est essentiellement là-dessus qu'on se base pour accorder une pension en vertu de l'article proposé. Il est très difficile de dire pourquoi on a choisi \$600 au lieu de \$900 ou de \$500. Cela représente une amélioration considérable par rapport aux \$240, mais il faut se décider entre imposer une condition nécessaire de dépendance et accorder en même temps une certaine liberté et prodiguer ses encouragements à quelqu'un qui se cherche un emploi. Remarquez, dans la plupart des cas, à cause du facteur âge et d'autres facteurs, ces personnes ne chercheront pas à faire carrière. Laissez-les se trouver un emploi, encouragez-les à compléter leur pension. Et je pense qu'on a estimé que, comparés au montant précédent, \$600 représentaient un chiffre raisonnable.

M. Guay (St-Boniface): Vous n'avez pas répondu à ma question, monsieur le président. Je comprends ce que dit M. Ward, mais j'ai demandé «pourquoi avoir choisi ce montant de \$600?» Je sais fort bien que le chiffre précédent était de \$240. Je suppose que quelqu'un au ministère a choisi ce chiffre alors ma question était: «pourquoi \$600. et pas \$900?» Il doit y avoir une raison particulière pourquoi le plafond est de \$600.? Tout d'abord le ministère doit s'être rendu compte que \$240. n'étaient pas suffisants. On a donc fait passer le montant à \$600. Ils ont dû se rendre compte qu'il fallait être un peu plus souple mais dans ce cas pourquoi avoir choisi un plafond de \$600. et non de \$900. à l'époque où nous vivons? Même s'il s'agit de \$600., c'est quelque chose que la veuve aura, et n'aurait pas eu normalement et ça lui permet de se faire un petit peu plus d'argent, alors pourquoi limiter ce montant à \$600?

M. J. S. Hodgson (sous-ministre, Ministère des anciens combattants): Monsieur le président je devrais peut-être

[Texte]

that this is not the normal widows' pension that is provided elsewhere in the Pension Act. This is the pension that is paid to a widowed mother if she is in a dependent condition. Mr. Chairman, it is quite true that it is very hard to answer as to why a particular figure is selected because in the last analysis these become matters of judgment, but it was felt that it was not unreasonable to raise the \$240, which had been the previous criterion, to \$600.

The Chairman: Mr. Loiselle and then Mr. Knowles.

Mr. Loiselle: I want to bring to your attention a personal experience I have had. I know of one veteran and I know his wife, who is scrubbing floors one day a week, and she gets that \$600 extra. She makes \$12 to \$14 because she has the guts and the heart to go and to work for somebody else scrubbing floors in order to make a little more money. When I see some people to whom the government is paying welfare just to keep them in taverns, in some cases, not all of them, I feel that we should encourage more those who have the guts and the will to get themselves out of the hole. If a widow, a mother widow, has the guts and the will to go elsewhere to scrub someone else's floors, walls and children, she should get that \$600 easily. In Montreal we are paying now \$12 to \$14 a day to a woman for a day's work. I just do not regret paying the \$600 if she goes and gets by herself a day's work scrubbing floors for somebody else. I know she said we are very generous. I would prefer to raise it a big higher than that, as Mr. Guay says, at least to encourage those who have the guts and the will to get out of where they are.

• 1000

The Chairman: Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I do not want to change the subject, because I am glad to hear these Liberals talking in liberal fashion. I would like to be sure that we are improving this thing.

You know the \$240 figure still appears down in (c) of (7). If you read what is on the right hand page, the Act as it stands, it says:

The pension to a widowed mother shall not be reduced on account of her earnings from personal employment...

At that point there is no limit put in there. It goes on to say:

...or on account of her having free lodgings or so long as she resides in Canada...that does not exceed two hundred and forty dollars per annum;

What did the \$240 limit apply to under the old wording? Did it apply to all of those categories, or was the first thing "earnings from personal employment" free of any limit? I want to be sure that this is an improvement, because the \$240 figure that you told us is being removed is still down there in (c). What about some guts down here.

[Interprétation]

dire qu'il ne s'agit pas de la pension normale de veuve qui est prévue ailleurs dans la Loi sur les pensions. Il s'agit ici d'une pension versée à une veuve qui est mère de famille et qui se trouve dans une situation de dépendance. Monsieur le président, il est juste qu'il est très difficile de répondre pourquoi on a choisi un chiffre particulier parce qu'en dernier ressort, c'est une question de jugement personnel; mais on a estimé que c'était là un montant raisonnable quand le chiffre précédent était de \$240.

Le président: Monsieur Loiselle et ensuite M. Knowles.

M. Loiselle: Je voudrais vous parler d'un cas que je connais personnellement. J'ai entendu parler d'un ancien combattant et je connais sa femme qui nettoie des planchers une fois par semaine et elle gagne \$600. de plus. Elle gagne de \$12. à \$14. parce qu'elle a suffisamment de courage pour travailler pour le compte de quelqu'un et gratter leurs planchers pour se faire un peu plus d'argent. Alors, quand je pense à ces gens auxquels le gouvernement verse une pension de bien-être juste pour leur permettre de jouer les pilliers de cabarets, j'estime qu'on devrait encourager davantage ceux qui ont le courage et la volonté de sortir eux-mêmes du trou. Si une veuve, mère de famille, a suffisamment de courage, de volonté pour aller astiquer les planchers, les murs et les enfants de quelqu'un d'autre, ça devrait être facile pour elle de gagner \$600. Ça ne me fait rien qu'on lui verse \$600, si d'elle-même elle se décide de nettoyer les planchers pour quelqu'un d'autre. Je sais qu'elle dit que nous sommes très généreux.

J'aimerais que ce chiffre soit un peu plus élevé comme dit M. Guay pour encourager au moins ceux qui ont le courage et la volonté de sortir d'où ils sont.

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je ne voudrais pas changer le sujet parce que ça me fait plaisir d'entendre des libéraux parler de façon libérale. Mais j'aimerais me convaincre que nous améliorons vraiment cette loi.

Ce chiffre de \$240 apparaît à nouveau à l'alinéa (c) de l'article 7. Voici ce qui est écrit en bas à droite de la page de la loi actuelle:

La pension à une mère veuve ne doit pas être réduite du fait de son revenu personnel...

Il n'y avait donc aucun plafond. Je poursuis:

...ou qu'elle est logée gratuitement ou tant qu'elle réside au Canada...ne dépassant pas de cent quarante dollars par année;

Dans l'ancien énoncé, à quoi s'appliquait le plafond de \$240? Est-ce que ça s'appliquait à toutes les catégories ou est-ce que «le travail personnel» n'avait aucun plafond? J'aimerais être convaincu qu'il s'agit vraiment là d'une amélioration parce que ce chiffre de \$240, que vous nous aviez dit être supprimé, figure toujours au (c). Que diriez-vous d'un peu de courage et de volonté dans ce domaine-ci?

[Text]

The Chairman: If I could call on Mr. Anderson to reply to the question put by Mr. Knowles.

Mr. T. D. Anderson (Chairman, Canadian Pension Commission): Mr. Chairman, the fact of the matter is that previously there was no limit on the amount of income from earnings. As a matter of fact, we had in our own employment in the Commission...

Mr. Guay (St. Boniface): On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Guay, on a point of order.

Mr. Guay (St. Boniface): If what Mr. Anderson said this was not the answer I got some time ago.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You did not read the Act.

The Chairman: First of all, Mr. Guay, I think we should hear Mr. Anderson give the explanation.

Mr. Anderson: As an example, we had an employee on our own staff in the Commission who was earning \$4,000 or \$5,000 a year and was still getting this, because she had gone on employment after having been given the dependent parent's pension. This was the anomaly that crept into this. The parent would be employed today, drawing \$4,000 or \$5,000 a year in income and we could not put her on the dependent parent's pension, because she was not in a dependent condition. Then if she quit her job, she was then in a dependent condition and then she could go on the dependent parents' pension and two days later go back to her job. This was the problem that we were faced with here. This was one of the reasons why there was a limit at this stage put on the amount of earnings that a dependent parent could have.

It is nevertheless true that as the Act was prior to this amendment coming, or as it stands now until the amendment takes effect, there was no limit on the actual earnings of a widowed mother.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, you should go back and let Mr. Guay and Mr. Loiselle make their speeches all over again, because you see now we are not raising it from \$240 to \$600, we are reducing it from no limit to \$600. Now let us hear your speeches over again.

The Chairman: Mr. Weatherhead and then Mr. Guay.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, I am quite interested in Mr. Anderson's comments. It is hard to get that from reading the present proposed subsection (7), but if that is what he said I am sure that is the case. It is difficult for me, Mr. Chairman, to understand how a person making \$5,000 a year, in Mr. Anderson's example, would be a dependent mother in any legal or ordinary sense of the word "dependency." How does a person become dependent if she is making a pretty good income. More power to her, but how is she dependent in that case? It seems to me there is some shortcoming there. If this is the case, as Mr. Anderson says, I think we should certainly reconsider this proposed subsection 7(a) and see

[Interpretation]

Le président: J'aîmerais demander à M. Anderson de répondre à la question de M. Knowles.

M. T. D. Anderson (président, Commission canadienne des pensions): Monsieur le président, le fait est qu'auparavant, il n'y avait pas de limites imposées aux revenus personnels. Au fait chez nous à la Commission il y avait...

Mr. Guay (St-Boniface): L'appel au règlement monsieur le président.

Le président: M. Guay appelle le règlement.

Mr. Guay (St-Boniface): Si ce que dit M. Anderson est juste ce n'est pas la réponse qu'on m'a faite il y a quelque temps.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous n'avez pas lu la loi.

Le président: Tout d'abord, monsieur Guay, je pense que nous devrions écouter les explications de M. Anderson.

M. Anderson: Par exemple nous avions un employé dans notre personnel à la commission qui gagnait de \$4,000 à \$5,000 par année et qui continuait à recevoir cette pension parce qu'elle avait commencé à travailler après avoir reçu la pension des personnes à charge. C'est le genre de bizarries qui s'est glissé dans cette loi. Aujourd'hui la personne à charge qui gagnerait de \$4,000 à \$5,000 de revenu annuel ne pourrait bénéficier d'une pension de personnes à charge parce qu'elle ne serait pas vraiment dans une situation de dépendance. Mais si elle quitte son travail elle tombe dans une situation de dépendance et elle peut alors recevoir la pension de personnes à charge et reprendre son travail deux jours plus tard. C'est le genre de problèmes auxquels nous faisons face ici. C'est une des raisons pour lesquelles on a décidé d'imposer un plafond au montant total de revenu personnel d'un parent à charge.

Il n'en reste pas moins qu'il n'y avait pas de plafond imposé au revenu actuel d'une mère veuve, la loi priant jusqu'à ce que l'amendement soit mis en vigueur.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président nous devrions revenir en arrière et laisser messieurs Guay et Loiselle faire entièrement leur intervention parce qu'il ne s'agit plus de passer de \$240 à \$600, mais de réduire à \$600 quelque chose qui n'avait pas de plafond. Messieurs nous vous écoutons.

Le président: M. Weatherhead et M. Guay.

Mr. Weatherhead: Monsieur le président, je trouve les commentaires de M. Anderson fort intéressants. Il est difficile d'avoir cette interprétation sur lecture de l'article (7) proposé mais si c'est son interprétation je suis sûr qu'elle est justifiée. Je comprends difficilement, monsieur le président, comment quelqu'un qui gagne \$5,000 par année, comme dans le cas de M. Anderson, pourrait être considérée comme une mère en état de dépendance au sens légal ou même au sens ordinaire du mot «dépendance». Comment une personne qui gagne un bon revenu peut-elle être en état de dépendance? Tant mieux pour elle mais dans ce cas comment est-elle à charge? Il me semble qu'il y ait quelque chose qui cloche là. Si c'est le

[Texte]

if we could not have a more equitable cut-off, because we do want to encourage these people to make some additional moneys I would think. I would like to hear more comments on this, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): I am a little concerned, but perhaps I misunderstood. When I first questioned this clause I asked: "why \$600?" I was left to understand that you were raising the amount of which they could earn from \$240 to \$600. It is only after further questioning and remarks by several members that it turned out to be the opposite; that you are now downgrading it and putting a limit downwards on it instead.

• 1005

In other words, that same person could have been earning \$1,200 in the past. My question is going to be the same as it was before, but with a different sense to it. Why was it unlimited before? Now we are going to limit it to \$600. Again, I think that this could have a drastic effect.

I am not thinking of the widow who has to wash the deck or the floor one day a week. I am thinking of one of those who possibly could work during the summer months or during the various holidays of the year, whereby she could earn a sizeable amount of money, benefiting not only herself but possibly those for whom she is responsible.

This would not affect what we are doing there actually either. I would suggest that it would not affect the budget of the federal government in any way. At least that is my understanding. Even if she did earn \$900, for example, it certainly would not affect anything here, in the amount which we are giving her, or which is being allowed to her.

Mr. Chairman, I would like to have this matter clarified.

The Chairman: Thank you, Mr. Guay. Perhaps, Mr. Anderson, you could clarify that point.

Mr. Anderson: Mr. Chairman, first of all, I think the bill is quite clear with respect to the direction that we must not reduce the widowed mother's pension because of personal employment. The first line of Clause 21 (7) says just that, and nothing more.

As I tried to explain a few minutes ago, there was a problem which arose here in that, while the widowed mother was being employed, we could not consider her to be in a dependent condition. So therefore, if she wanted to get herself into a dependent condition and therefore qualify for a dependent parent's pension, all she had to do was arrange to quit her job until she got on the dependent parent's pension, or the widowed mother's pension.

If she went back to work, the bill then said that the pension to a widowed mother shall not be reduced on account of her earnings from personal employment. This was the anomaly. Once she got on the widowed mother's allowance or widowed mother's pension, then we could

[Interprétation]

cas, comme le dit M. Anderson, je pense qu'il faudrait vraiment étudier à nouveau l'alinéa proposé (7) (a) et voir si on ne peut pas établir une réduction plus juste parce que je pense que nous souhaiterions encourager ceux qui gagnent un revenu supplémentaire. J'aimerais avoir d'autres observations là-dessus monsieur le président.

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay (St. Boniface): Je suis un peu inquiet mais j'ai peut-être mal compris. J'ai commencé à discuter de cet article et j'ai demandé: «pourquoi \$600?» On m'a laissé entendre que le montant de \$240 passerait à \$600. Après des questions supplémentaires et des observations des divers députés il se trouve que c'est tout à fait le contraire, qu'en fait le montant est abaissé et que vous avez fixé un plafond inférieur.

Autrement dit, la même personne pouvait gagner \$1,200 par le passé. Je pourrais vous poser la même question qu'auparavant mais dans un sens différent. Pourquoi n'y avait-il aucune limite auparavant? Maintenant, nous allons établir une limite de \$600. Cela pourrait se révéler gros de conséquences. Je ne pense pas à la veuve qui récure les planchers une fois par semaine mais je pense à une personne qui pourrait travailler au cours de l'été ou pendant les congés, ce qui pourrait lui procurer d'importants revenus dont les personnes qu'elle entretient pourraient également bénéficier. Cela ne nuirait pas au programme et je ne pense pas que cela puisse grever le budget du gouvernement fédéral en aucune façon. Même si cette femme gagnait \$900, cela ne changerait en rien ce qu'on lui donne ou ce à quoi elle a droit. Monsieur le président j'aimerais obtenir des éclaircissements à ce sujet.

Le président: Je vous remercie monsieur Guay. Monsieur Anderson pourra, peut-être, vous fournir les éclaircissements que vous souhaitez.

M. Anderson: Monsieur le président, avant toute chose, je crois que la loi est précise quant à l'objectif de ne pas réduire la pension d'une mère veuve à cause de son travail personnel. C'est exactement là ce que dit la première ligne de l'article 21(7). Comme je l'ai expliqué il y a quelques minutes, il y a un problème qui est apparu. Si la mère veuve était employée, nous ne pouvions la considérer comme personne à charge. Aussi, si elle voulait se qualifier pour une pension de veuve au titre de personne à charge, elle devait s'arranger pour quitter son emploi jusqu'à ce qu'elle obtienne sa pension de parent à charge ou de mère veuve.

Si elle reprenait le travail ensuite, la loi disait que la pension d'une mère veuve ne serait de toute façon pas réduite à cause des revenus du travail personnel. Voilà l'anomalie. Une fois accordée l'allocation ou la pension de mère veuve, en vertu des deux premières lignes de l'article 21(7), nous ne pouvions donc pas réduire la pension, quels que soient les revenus.

[Text]

not reduce her no matter what she earned, according to the first two lines of Clause 21 (7).

Mr. Guay (St. Boniface): My question would be—let us take the second half, as I understand it, in that she is getting the pension. She was working in the past and it was unlimited. There was no restriction, whereas in that part of it at the moment, Mr. Chairman, there is now a restriction of \$600.

My question is going to be the same. Why? We are not losing anything by allowing the same widow to keep on working as she did in the past. Maybe I have not explained this properly, but it is not clear to me.

The Chairman: Could I ask Mr. MacRae?

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, this has not been answered again. Why put a limit on the second part of the question answered by Mr. Anderson, whereby the widow had qualified. She was working. There was no limit in the past, and now there has been a limit. Can I not get an answer to that one?

Mr. Anderson: I think, Mr. Chairman, that the answer simply is that it was felt that it was inequitable to continue to pay a pension to a person on the basis that he or she was in a dependent condition, when actually that person was not. This was the question Mr. Weatherhead raised, and yet the bill seems to make it necessary to do so once that person gets on the widowed mother's pension.

This limit was introduced into the legislation to get away from that anomaly. For instance, it seemed inequitable that a person should be receiving a pension for being in a dependent condition, while as a matter of fact, the person was earning \$5,000, \$6,000, and could earn up to \$10,000 a year. This is the problem.

The Chairman: The members I have on my list are Mr. MacRae, Mr. Loiselle, Mr. Knowles and Mr. Cullen. Mr. MacRae.

• 1010

Mr. MacRae: I wanted to ask Mr. Anderson a question at this particular point. We are using the words "a widowed mother" and then in the discussion every once in a while we bring in the expression "dependant parent's pension". They are two separate things, are they not? Mr. Anderson at this particular point? Is the dependant parent's pension—correct me if I am wrong—not a separate section of the Civilian War Pensions and Allowances Act and this is a different thing entirely from the dependant parents pension and, if so—again I am subject to correction—what is the difference here? Are we talking about two different things?

Mr. Anderson: No. Mr. Chairman, these pensions are all paid under Section 38 of the existing Act which is that section of the Act providing for the payment of pensions to dependant parents. Section 38 (7) is a special section which, up until now, has granted dependant or widowed mothers a special concession in that they were allowed to retain any money they received from earnings plus their pension after they got on the pension; they could continue to draw it and accept employment and receive income from employment.

[Interpretation]

M. Guay (Saint-Boniface): Supposons qu'elle obtienne une pension. Il me semble que dans l'ancienne loi, il n'y avait aucune limite, même si l'intéressée travaillait, alors que maintenant il y a un plafond fixé à \$600. Je me demande pourquoi. En fait nous ne perdons rien en permettant à cette veuve de travailler comme elle pouvait le faire par le passé. Il se peut que je ne me sois pas exprimé bien clairement, mais en tout cas, c'est très clair pour moi.

Le président: Monsieur MacRae?

M. Guay (Saint-Boniface): La question est restée sans réponse, du moins la seconde partie de la question, lorsque la veuve est admissible. Je me demande pourquoi il n'y avait pas de limite par le passé et il y en a une maintenant. J'aimerais obtenir une réponse à ce sujet.

M. Anderson: En fait, la réponse, c'est qu'il a été jugé injuste de verser une pension à une personne qui devait être considérée comme une personne à charge alors qu'elle ne l'était pas. C'est là tout le problème soulevé par M. Weatherhead. Or le bill nous oblige à verser la pension, une fois qu'une mère veuve l'a obtenue. Aussi, cette limite a été introduite dans le projet de loi pour écarter cette anomalie qui semblait créer une injustice, dans la mesure où une personne pouvait recevoir une pension en tant que personne à charge alors qu'elle pouvait gagner \$5,000, \$6,000 et même \$10,000. C'est là le problème.

Le président: D'après ma liste les orateurs suivants seront: MM. MacRae, Loiselle, Knowles et Cullen. M. MacRae.

M. MacRae: J'aimerais poser une question à M. Anderson sur ce point précis. Nous utilisons l'expression «mère-veuve» et, de temps en temps, dans la discussion nous nous référerons à la «pension de parent à charge». Il s'agit de deux choses entièrement différentes, n'est-ce pas? J'aimerais savoir M. Anderson si la pension de parent à charge, et reprenez-moi si j'ai tort, fait bien l'objet d'un article séparé dans la loi sur les pensions et les allocations de guerre pour les civils et qu'elle n'a rien à voir avec la pension des parents à charge. Si c'est le cas, et encore une fois, reprenez-moi si j'ai tort, parlons-nous de deux choses entièrement différentes?

M. Anderson: Non, monsieur le président, toutes ces pensions sont payées en vertu de l'article 38 de la loi actuelle qui autorise le paiement des pensions pour les parents à charge. L'article 38 (7) est un article spécial qui accorde une concession aux mères-veuves en leur permettant de conserver tout leur revenu en plus de la pension qu'elles reçoivent. Elles ont donc le droit de toucher leur pension et en même temps de travailler et de retirer des gains de leur travail.

[Texte]

Mr. MacRae: Has it always been that way?

Mr. Anderson: It has always been that way so long as I can remember.

Mr. MacRae: Yes.

The Chairman: Thank you. Mr. Loiselle.

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, I would like to return to a previous question because there is something I do not understand—and I am not too stubborn usually—about the first article. Coming back to the first opinion I had, that is if we tax income above the pension level, I say we limit the initiative of the people. I see that it says:

(7) The pension payable to a widowed mother shall not be reduced by reason only that

(a) she has earnings from personal employment, if those earnings do not exceed \$600 per annum;

If I understand correctly, it means that a widowed pensioner could go and work outside and not earn more than \$600.

The Chairman: Gentlemen, on a point of order, I wonder if we are not confusing the widowed pensioner with a widowed mother.

Mr. Loiselle: A widowed mother's pension, that is what I am talking about...

The Chairman: Yes.

Mr. Loiselle: A widowed mother's pension. It was mentioned earlier by Mr. Ward, a widowed mother's pension. Is my thinking correct? If she goes outside and earns more than \$600, her widowed mother's pension is affected?

Mr. Anderson: Yes. That is correct. Now, that would be so under the new legislation.

Mr. Loiselle: Okay. We still limit that to \$600.

Mr. Anderson: That is right, yes, sir.

Mr. Loiselle: So, my first opinion that nothing has changed since the beginning was right: we are still putting a ceiling of \$600 on the widowed mother who is receiving a pension.

An hon. Member: There is no ceiling.

Mr. Loiselle: Okay, no ceiling, but still I see that with \$600 I would agree to perhaps some kind of ceiling: if a woman works outside and gets \$5,000 or \$6,000 revenue as a secretary somewhere and she gets the full widowed mother's pension, I quit agree...

An hon. Member: There was no ceiling before.

Mr. Loiselle: There was no ceiling but she was eligible before. Now we are putting a ceiling and instead of putting a ceiling we are blocking their initiative and willingness to go outside and make a little extra money. We should put it at, I do not know, \$1,000 at least a

[Interprétation]

M. MacRae: Est-ce toujours le cas?

M. Anderson: Oui, pour autant que je m'en souvienne.

M. MacRae: Oui.

Le président: Je vous remercie. Monsieur Loiselle.

M. Loiselle: Monsieur le président, j'aimerais revenir à une question précédente parce qu'il y a quelque chose que je ne comprends pas et d'habitude, je ne me montre pas trop réfractaire. A propos du premier article, pour en revenir à l'opinion que j'ai déjà exprimée, à savoir si nous imposons les revenus au delà du niveau de la pension, je pense que nous décourageons l'initiative des intéressées.

L'article s'énonce comme suit:

(7) La pension accordée à une mère veuve ne doit pas être réduite du fait que

a) son travail personnel lui procure un revenu, si ce revenu ne dépasse pas \$600. par an;

Si je comprends bien, cela veut dire qu'une veuve pensionnée pourrait travailler sans gagner, toutefois, plus de \$600.

Le président: Messieurs, j'invoque le règlement. Je me demande si l'on ne confond pas «veuve pensionnée» et «mère-veuve».

M. Loiselle: Je parle de la pension d'une mère-veuve.

Le président: Oui.

M. Loiselle: Monsieur Ward nous a déjà parlé de la pension d'une mère-veuve, n'est-ce pas? Si l'intéressée gagne plus de \$600 par an, sa pension de mère-veuve s'en verra-t-elle affectée?

M. Anderson: Oui, c'est exact. Ce serait le cas en vertu du nouveau projet de loi.

M. Loiselle: D'accord. Nous limitons donc toujours les revenus à \$600.

M. Anderson: C'est exact, monsieur.

M. Loiselle: Aussi, j'avais raison de dire que rien n'a changé: nous fixons toujours un plafond de \$600. au revenu d'une mère-veuve qui bénéficie d'une pension.

Une voix: Il n'y a pas de plafond.

M. Loiselle: D'accord, il n'y a pas de plafond. Il n'en reste pas moins qu'il y a les \$600. Je serais d'accord pour fixer un plafond. Si une femme travaille et gagne \$5,000 ou \$6,000 par an, comme secrétaire, tout en bénéficiant d'une pension de mère-veuve, je suis d'accord...

Une voix: Auparavant, il n'y avait pas de plafond.

M. Loiselle: Il n'y avait pas de plafond et la personne était admissible à la pension. Maintenant, nous fixons un plafond et, en fait, nous décourageons les gens dans leur initiative et leur volonté de travailler afin d'améliorer leur situation. Nous devrions, peut-être, fixer cette limite

[Text]

minimum of \$1,200. Six hundred dollars, as I was telling you before, I have a woman who is working in my house, she has a son who is not dead yet, she will not be getting a pension now, but if she would be eligible to get a pension, that is what she gets: \$600 a year. I was going to say scrubbing the floors to the rafters perhaps but coming home to help my wife, to work in somebody else's home: she gets \$12 to \$14 a day. So you can imagine; she has the willingness and the guts to go outside to work and the government is going to tax her. They are going to put that tax on her willingness and on her initiative. That is what I am against. I am not against putting a tax on those who do not have the guts to go out and earn a living when they are eligible to work but instead of that get welfare and things like that. Well, all right, I am ready to tax those people but when some people have some initiative why should we put a barrier against that? That is the principle, Mr. Chairman, and I think we should leave that article out.

• 1015

The Chairman: Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, again, I am glad I stopped this before it got through. I think that all of us will agree that the officials are going to have to take another look at it. I hope the Committee is not going to buy this. In most instances, in amending this veterans' legislation, we are improving things. This goes in the very opposite direction. This cuts things down from what they now are. In the case of the widowed mother who has personal earnings, a ceiling is put on where previously there was no ceiling. The part having to do with contributions from children and so on is left at the same figure of \$240. If children were contributing \$240 when this Act was written they ought to be making contributions of much more than that now. At any rate, this is the reverse and in the negative direction. We should ask that it be looked at again.

I have two other comments. I trust Mr. Anderson will not feel offended if I seem to make a bad example out of him at the moment but it does annoy me that every time we get into a problem like this, the case where there is abuse is trotted out. The Unemployment Insurance Commission says we have to take special action against women because a woman will turn up at the Unemployment Insurance Office looking beautiful and able to get a job. In time she gets the employer, she takes off her teeth, her hair and all the rest of it. It is the abuse, the one case, that is picked out and so we have to gear the whole legislation to that. Mr. Anderson tells us about a case of a person in the employ of the Commission. I wonder what is going to happen to her, whether she loses her job or whether she loses her pension. But it is one case. What about the thousands of genuine cases of widows like my friends who are generally in dependent positions but have, as my friend says, to go out and get work? Why interfere with that? I also ask the Veterans Affairs Department to face the fact that the whole thinking today in terms of welfare—if we can still use that bad word and it is a bad word—is to include incentives. The guaranteed income experiments that are being made are being made on the basis that you do not cut people off the income that is paid to them because they get something but you encourage them to go out. The experiments

[Interpretation]

à \$1,000 ou \$1,200. Comme je vous l'ai déjà dit, il y a une femme qui travaille chez moi, son fils n'est pas encore décédé, et elle n'aura pas droit à la pension mais elle y aurait droit si on élevait le plafond car elle gagne, en fait, \$600. J'allais dire en nettoyant les planchers; en fait, elle vient aider ma femme, elle fait le ménage de quelqu'un d'autre pour \$12. ou \$14 par jour. Ainsi, parce qu'elle fait preuve de volonté et de courage au travail, le gouvernement va imposer ses revenus. C'est, en quelque sorte, pénaliser sa volonté et son initiative. Je m'y oppose formellement. Je ne vois aucune objection à ce que l'on impose ceux qui n'ont pas le courage de gagner leur vie alors qu'ils sont aptes au travail mais qui préfèrent profiter de l'assistance sociale. Qu'on impose donc leur revenu mais pourquoi, par contre, entraver l'initiative de gens courageux? En vertu de ce principe, monsieur le président, je crois que nous devrions écarter cet article.

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je suis bien content de m'être arrêté à temps. Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que les représentants du ministère devront réviser cette question. J'espère que le comité n'admettra pas cela. Dans la plupart des cas, lorsque nous modifions la loi sur les anciens combattants, nous le faisons en vue de l'améliorer. Cette disposition fait exactement l'inverse, elle réduit les prestations. Dans le cas de la mère-veuve qui dispose d'un revenu personnel, on fixe un plafond alors qu'il n'y avait pas plafond auparavant. En ce qui concerne l'aide financière des enfants, nous conservons nos chiffres de 240 dollars. Si les enfants apportaient une aide financière de 240 dollars lorsque fut rédigée cette loi, ils devraient apporter une aide bien plus importante, à l'heure actuelle. De toute façon, cette disposition est absolument négative. Nous devrions demander qu'elle soit étudiée à nouveau.

J'aurais encore deux observations à formuler. J'espère que M. Anderson ne prendra pas la mouche même si je le critique publiquement. Ce qui m'ennuie, c'est que chaque fois que nous abordons pareil problème, nous éliminons les cas où il pourrait y avoir des abus. Notre Commission d'assurance-chômage a déclaré que nous devrions prendre des mesures sévères contre les femmes qui se présentent au bureau de l'assurance-chômage, tout pimpantes et parfaitement capables de trouver un emploi. Une fois qu'elles trouvent un employeur, elles enlèvent leurs fausses dents, leur perruque et tout le reste. C'est autour de ces abus, de ces exceptions que nous devons axer toute la loi. M. Anderson nous parle du cas d'une personne employée par la Commission. Je me demande ce qu'il en deviendra, soit qu'elle perdra son travail, soit qu'elle perdra sa pension. Mais ce n'est là qu'un cas isolé. Qu'en est-il des milliers de veuves vraiment à charge mais qui, comme l'a mentionné mon collègue, veulent travailler? Pourquoi les empêcher? J'aimerais que le ministère des Affaires des anciens combattants réalise que toute la problématique de l'assistance sociale, s'il est permis d'utiliser ce terme péjoratif, c'est de créer des stimulants. Les expériences en matière de revenu garantie fondent sur le principe qu'on ne peut pas réduire les

[Texte]

are being made here. I would like to see the Veterans Affairs Department get with this approach. While we are having this discussion Mr. Chairman, I do not think you have any option but to ask that this clause stand.

The Chairman: Before we do that, Mr. Knowles, I think we should hear from the witness.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I did not mean that it stand at this moment but certainly that we will not pass it at this sitting.

The Chairman: Thank you. Mr. Cullen.

Mr. Cullen: The question was raised by Mr. MacRae about the confusion between dependent parents. Dependent parents are mothers in that section. Are dependent widowed mothers defined so that a person cannot draw this or she is obligated now under the present legislation to quit her job, become a dependent widowed mother, qualify, and then go back to that job? In effect, that is what she can do at the present time. Would that be a true statement of the present circumstance?

Mr. Anderson: Under this new Bill, if it is passed...

Mr. Cullen: I am talking about the present legislation.

Mr. Anderson: Yes, this was the problem we ran into. This is really a dependent parents' pension. This provision is a special concession to widowed mothers, within the dependent parents provisions. The situation was that when they were employed or earning a substantial income, we could not put them on the widowed mothers' pension, or the dependent parents' pension because of that fact. If they stopped working, they could then get on the dependent parents' pension and then go back to work. The first sentence of Clause 7 prohibits us from discontinuing the pension once it is in payment even if they do go back to work.

Mr. Cullen: I am in agreement that if we are doing it now, we should not do less than we were doing before. I am wondering about consequential amendments having to be made prior to Subsection 38(7). I am not sure whether we should not have the words "widowed mother" instead of "dependent widowed mother"? Will consequential amendments have to be made to keep the situation the way it is now and yet not require a person to quit a job, become a dependent widowed mother, and then go back again?

• 1020

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, that is a question I could not answer off hand, but I recognize it is a point that would have to be looked at if this matter is referred back to officials between now and the next meeting.

Mr. Cullen: I would think it is pretty obvious that it has to be referred back because this certainly once again points up the value of the Committee's investigation on a clause by clause, Mr. Chairman.

[Interprétation]

revenus d'un individu parce qu'il gagne déjà quelque chose. Il faut les encourager à travailler. J'aimerais que le ministère des Affaires des anciens combattants adopte la même démarche. Après cette analyse, monsieur le président, je pense qu'il ne vous reste plus qu'à demander que cet article soit réservé.

Le président: Avant d'en venir là, monsieur Knowles, je pense que nous devrions écouter la réponse du témoin.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je n'ai pas voulu dire que l'article soit réservé maintenant mais j'espère qu'on ne l'adoptera certainement pas au cours de la séance d'aujourd'hui.

Le président: Je vous remercie. Monsieur Cullen.

M. Cullen: M. MacRae a soulevé la question de la confusion entre les parents à charge. Les parents à charge sont des mères, en vertu de cet article. La définition des mères veuves à charge leur permet-elle de bénéficier de leur pension ou sont-elles obligées, en vertu de la loi actuelle, de quitter leur emploi pour répondre aux conditions requises et ensuite reprendre leur travail. En fait, c'est là ce qu'elles peuvent faire, à l'heure actuelle. Dans les circonstances présentes, cela vous paraît-il conforme à la réalité?

M. Anderson: En vertu du nouveau projet de loi, s'il est adopté...

M. Cullen: Je parle de la loi actuelle.

M. Anderson: Oui, c'est le problème auquel nous avons dû faire face. Il s'agit vraiment d'une pension de parents à charge. Cette disposition a pour objet de faire une concession aux mères veuves dans le cadre des dispositions touchant les parents à charge. Il se fait que lorsque les intéressées travaillaient ou gagnaient un revenu important, nous ne pouvions leur accorder une pension de mère veuve ou de parents à charge. Si elles quittaient leur emploi, elles pourraient obtenir, dès lors, une pension de parents à charge et ensuite, reprendre le travail. La première phrase de l'article 7 nous empêche d'annuler une pension, une fois accordée, même si l'intéressée retourne au travail.

M. Cullen: Je pense que si nous le faisons déjà à l'heure actuelle, il faudrait au moins en faire autant à l'avenir. Je me demande aussi si cela n'entraînerait pas d'autres modifications préalables au paragraphe 7 de l'article 38. Ne serait-il pas préférable d'employer l'expression: «mères-veuves» au lieu de: «mères-veuves en condition de dépendance»? Faudrait-il apporter d'autres modifications en vue de maintenir la situation actuelle sans que l'intéressée ne doive quitter son emploi pour devenir une mère veuve à charge et ensuite le reprendre?

Dr. Hodgson: Monsieur le président, je ne pourrais vous répondre au pied levé, mais il me semble que c'est là une question que nous devrons étudier, si elle est renvoyée aux responsables du ministère d'ici la séance prochaine.

Mr. Cullen: Je pense que c'est évident qu'il faudra renvoyer cette question, cela démontre bien l'utilité de notre étude article par article, au sein du Comité.

[Text]

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): There are two questions I would like to ask you. First of all, how many of those widowed mothers are there?

Mr. Anderson: I do not have those figures with me, but they can be obtained, Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): Could we have those figures, then, because this is being delayed, for the next time we consider this matter?

Second, I wonder, to follow up what Mr. Knowles said, in view of the changes being made, could you spell out to us or give us an indication of what was the problem or the reason for the recommendation? How many cases were involved? Could you give us an example of the cause of the problem whereby they have to place the limit and whereby it was not there before.

Another way of explaining it, is that if there are only a few cases that caused the problem to the department, then why impose it on the balance of the widowed mothers where there was no problem?

The Chairman: I think, Mr. Guay, those are two questions that Mr. Anderson has taken note of and the information will be provided at the next meeting of this Committee.

I have, now, Mr. Whicher.

Mr. Whicher: Mr. Chairman, I would like to express my feelings with the general views that have been around the table. I would hope the Department would look at this figure, that is increase it from \$600 to some other figure, probably about \$1,000 to \$1,200.

Mr. Chairman, may I respectfully point out that it is very difficult to talk against this, what widowed dependent mothers get. This talking is comparing this somewhat to being against motherhood, but may I point out that while we have an obligation to widowed dependants, mothers, we also have an obligation to the taxpayers of Canada and I agree with what the Chairman of the Pension Board said. It just simply is not right that a person could leave a job for two or three days where she was getting \$5,000 or \$6,000 or \$10,000 a year, get a pension and then go back to the job again. This is an abuse. These are things that should be looked into.

Mr. Guay (St. Boniface): They are exceptional, though.

Mr. Whicher: It does not matter whether they are an exception or not, they are wrong and they should be looked at and looked after in legislation.

I feel that we should encourage people to work at every opportunity. I do not feel that \$600 is enough for that encouragement. I agree with Mr. Loiselle that where some lady goes out and scrubs floors, makes \$12 or \$14 a day, well, God bless her, we need more of that type of people, but on the other hand I am not sure that she should be allowed to make \$100 a week, no matter what the job may involve and still get a pension as a dependent to the taxpayers of Canada because, once more, Mr. Chairman, while we have a definite responsibility to these dependent widows, we also have a responsibility to their sons and daughters who are paying the money to

[Interpretation]

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): J'aimerais vous poser deux questions. En premier lieu, quel est le nombre de mères veuves.

M. Anderson: Je n'ai pas les chiffres avec moi mais nous essaierons de vous les procurer.

M. Guay (St-Boniface): Pourrions-nous obtenir ces chiffres lorsque nous reviendrons sur ce point?

J'aurais encore une question à vous poser dans le même ordre d'idées que M. Knowles. Étant donné les changements apportés, pourrait-on nous donner une indication des motifs qui justifiaient cette recommandation et du nombre de cas impliqués? Pourrait-on nous donner un exemple de cas qui justifie la fixation d'une limite, auparavant inexistante?

On pourrait expliquer cela d'une autre façon. S'il n'y a que quelques cas à l'origine de ce problème pourquoi devrait-on imposer pareille mesure aux veuves mères qui ne créent pas de problèmes?

Le président: Monsieur Guay, je pense que ce sont deux questions dont M. Anderson prendra note et j'espère que les renseignements nous seront fournis lors de notre prochaine séance.

La parole est à M. Whicher.

M. Whicher: Monsieur le président, j'aimerais exprimer mon opinion suite aux différents avis exprimés autour de cette table. J'espère que le ministère envisagera de faire passer ce chiffre de \$600 à un chiffre plus élevé d'environ \$1,000 ou \$1,200.

Permettez-moi de signaler, monsieur le président, qu'il est très difficile de s'opposer à ce que reçoivent les mères veuves bénéficiant du statut de personnes à charge. Ce serait, en quelque sorte, nous opposer à la maternité. Mais si nous avons une obligation envers les mères veuves qui sont des personnes à charge nous avons également des obligations envers les contribuables du Canada et je suis d'accord avec ce qu'a déclaré le président de la Commission des pensions qu'une personne gagnant \$5,000 ou \$6,000 par an pourrait quitter son emploi pendant 2 ou 3 jours pour obtenir une pension et ensuite reprendre son emploi. Ce serait là une injustice et un abus, et je pense qu'il faudrait étudier très sérieusement ces cas.

M. Guay (St-Boniface): Ce sont des exceptions.

M. Whicher: Cela n'a aucune importance qu'il s'agisse d'exceptions ou non, c'est un abus de toute façon dont la loi devra tenir compte. Je pense personnellement que nous devrions toujours encourager les gens à travailler et j'estime que \$600 n'est pas une somme suffisante pour ce faire. Je conviens avec M. Loiselle qu'une personne qui récure les planchers pour \$12 ou \$14 par jour a du mérite et nous avons besoin de plus de personnes de ce genre mais je pense qu'on ne devrait pas lui permettre d'aller travailler et de gagner \$100 par semaine, quel que soit l'emploi, tout en lui accordant une pension de personne à charge aux dépens du contribuable. Encore une fois, monsieur le président, si nous avons une responsabilité certaine envers les mères veuves nous avons aussi une responsabilité envers leurs enfants qui paient, en fait, ces

[Texte]

pay these pensions. For that reason I feel that there is a middle of the road position that can be taken here. I would like to see that figure increased to, perhaps, \$1,000 or \$1,200, but on the other hand, I am not prepared to allow somebody to go out, the exception is granted, make \$10,000 a year and at the same time draw dependant's allowance or dependant's pension from the taxpayers of Canada.

Somewhere along the line, Mr. Chairman, we have to say "no". I know that there are people around here who do not want to say "no", they have to "yes, yes" at every opportunity. They say, "yes, give more away", "no, do not increase the taxes", but I suggest that we cannot have it both ways. While we have this obligation to those dependant widows in Canada, most certainly we must also think about the people who are paying the shot. Let us be fair. Let us have a sensible figure, I would hope that the department might look at the figures of roughly \$1,000 to \$1,200.

The Chairman: Gentlemen, I still have Mr. Foster, Mr. Turner, Mr. Weatherhead and Mr. Loiselle. May I bring to your attention that it is intended to stand Clause 21, so the remarks necessarily are, I suppose, to the possible amendments. I will call now on Mr. Foster.

• 1025

Mr. Foster: Yes, I have a question for Mr. Anderson. I wonder why there is a disparity between earnings from personal income and earnings from other income. It is proposed in the legislation that it be \$600 for personal income, whereas if it was for contributions from children, once these go above the \$240 per year, then there would be a cutback on the pension. What is the rationale for that?

Mr. Anderson: The purpose originally in permitting the widowed mother to earn without having any deduction from her Dependent Parent's pension was to encourage them to get out and work, precisely. This was the whole basis of it. It then becomes a question of deciding whether or not there should be any limitation, and the decision was to put a limitation of \$600 on the amount of money that they could earn and still be considered to be in a dependent condition. This was the purpose of it—to encourage them to work in the initial stages.

Mr. Foster: Was this figure of \$600 taken—the widowed mothers' allowance was \$2,400, was it?

Mr. Anderson: No. You are thinking of a widow's pension there.

Mr. Foster: Yes.

Mr. Anderson: The Dependent Parent's pension is under a means test, and the amount depends on what their resources are.

Mr. Foster: If the means is less than \$600, what is it?

[Interprétation]

pensions. Aussi, il faudrait trouver une solution médiane et augmenter cette limite pour atteindre environ \$1,000 ou \$1,200. D'autre part, je ne suis pas prêt à autoriser une personne, même s'il s'agit d'une exception, à gagner \$10,000 par an tout en bénéficiant d'une allocation ou d'une pension de personne à charge aux frais du contribuable canadien.

Il faut dire non à ces personnes, à un moment donné et, je sais que bien des bén-i-oui-oui diront: «donnez plus d'argent mais n'augmentez pas nos contributions.» C'est là une impossibilité matérielle. Si nous avons une obligation envers les mères veuves, nous devons toutefois tenir compte des personnes qui en supportent les frais. Prenons un chiffre raisonnable. Le Ministère pourrait, par exemple, éléver cette limite à \$1,000 ou \$1,200.

Le président: Je vois sur ma liste M. Foster, M. Turner, M. Weatherhead et M. Loiselle.

J'aimerais signaler à votre attention que nous avons l'intention de résérer l'article 21. Aussi, vos remarques auront, sans doute, trait aux amendements éventuels.

La parole est à M. Foster.

M. Foster: Une question, monsieur Anderson. Pourquoi y aurait-il un écart entre ce qui provient des revenus personnels et des autres revenus? La loi propose \$600 de revenu personnel mais si une personne reçoit des contributions qui dépassent \$240 par année pour ses enfants, elle voit sa pension automatiquement diminuée. Pourriez-vous m'expliquer la logique d'une procédure?

M. Anderson: Au départ, lorsqu'on a permis à la veuve de gagner un revenu sans avoir à déduire ce montant de la pension qu'elle recevait pour les personnes à sa charge, on voulait encourager cette veuve mère à: être sur le marché du travail. Voilà toute la philosophie qui explique cette exemption. Il fallait quand même décider d'un plafond de \$600 qu'elle avait droit de se procurer tout en recevant cette pension de personnes à charge. Comme chacun sait, le but de cette formule était d'encourager les veuves mères à faire partie de la population active.

M. Foster: Que viennent faire ces \$600? Ont-ils quelques rapports à la location de \$2,400 que touchent les veuves qui ont des enfants?

M. Anderson: Non. Vous songez sans doute à la pension de la veuve.

M. Foster: Oui.

M. Anderson: La pension des parents qui ont des dépendants est soumise au test du besoin et le montant dépendra des ressources que le récipiendaire de la pension reçoit.

M. Foster: S'il s'agit de moins de \$600, quelle sera cette somme?

[Text]

Mr. Anderson: It is in the Act here—just a minute; I will find it. Sixteen hundred and thirty-two dollars is the maximum under the existing legislation for a dependent parent.

Mr. Foster: I was wondering if this had been arrived at, thinking that it was \$2,400, and \$600 would make about \$3,000, which would bring it up to roughly the poverty line of the 1967 Economic Council. I think that gives us some idea.

Another question that comes to my mind, is there any consideration given of putting this in the form of regulation so that it could be changed from time to time as we experience inflation in the country so that it could be increased without bringing it back into the House in the form of legislation?

Mr. Anderson: I am not entirely clear as to just what you mean.

Mr. Foster: I mean the limit of \$600. Six hundred dollars is worth \$600 at our values today, but by 1985 it maybe worth only \$300 or \$400. Surely you would want to increase that limit.

Mr. Anderson: You are suggesting that it be left to the Commission to make regulations covering this particular point.

Mr. Foster: No, left to the Cabinet to make.

Mr. Anderson: Yes. I do not recall that that particular aspect was considered, but you have a point there all right. With the inevitable changes in the cost of living and so on, this is your point, I presume.

Mr. Foster: Yes. Is there provision in the regulations for this kind of regulation to be written?

Mr. Anderson: There is provision in the new legislation for regulations to be formulated by the Governor in Council now.

Mr. Foster: Yes.

Mr. Anderson: There were no provisions with regard to that type of thing before. Before, Section 8 only provided for regulations regarding procedures and so on, but there is now provision for Orders in Council in the new legislation, which I presume would cover this point.

Mr. Foster: I wonder about the idea of taking sort of the average wage for a person and setting...if the widowed mother's pension is \$1,632, if we allowed them to earn up to the amount, whatever the average wage would be in the country, if this would be a reasonable figure as the maximum, without loosing. Do you have any comment on that?

Mr. Anderson: Yes. As a matter of fact, under the existing legislation as it stands now, there would be no problem about doing just that. We do permit them to earn up to the maximum permissible together with what they are getting. As a matter of fact, the Commission itself sets a maximum on the total permissible income for all people coming under Section 38, that is the dependent parent section. So even as the matter stands now there is

[Interpretation]

M. Anderson: La loi vous donne ce détail; il s'agit d'un maximum de \$632 en vertu de la présente loi pour un parent dépendant.

M. Foster: En ajoutant \$600 à ces \$2,400, on arrive à \$3,000, ce qui porterait cette somme dans la catégorie limite de la pauvreté tel que l'a décrété le Conseil économique de 1967.

A-t-on aussi songé à la possibilité d'établir des règlements qui puissent faire l'objet de certaines modifications quand le besoin s'en fait sentir. Il pourrait y avoir un rajustement qui correspondrait au degré d'inflation régnant au pays sans que nous devions nous adresser à la Chambre encore une fois?

M. Anderson: Je ne sais pas très bien la quintessence de votre question.

M. Foster: Je fais allusion à la limite de \$600. De nos jours, cette somme vaut \$600 mais en 1985, elle ne vaudrait peut-être que \$300 ou \$400. Il ne fait aucun doute que vous voudriez rehausser cette limite, n'est-ce pas?

M. Anderson: Vous estimatez donc que la Commission devrait faire des règlements à ce sujet?

M. Foster: Non, le Cabinet des ministres.

M. Anderson: Oui. Je ne crois pas que nous ayons étudié cet aspect, mais votre point de vue est fort valable. Vous voudriez que l'on tienne compte de la hausse du coût de la vie sans aucun doute.

M. Foster: Oui. Trouve-t-on des dispositions dans la nouvelle loi qui prévoit la rédaction de nouveaux règlements par le Gouverneur en conseil à l'heure actuelle?

M. Anderson: Oui.

M. Foster: Oui.

M. Anderson: Ces dispositions n'existaient pas dans l'ancienne loi. Avant, l'article 8 ne prévoyait que les règlements concernant les procédures. En revanche, il existe maintenant une disposition visant un régime des décrets dans la nouvelle loi qui englobera sans aucun doute cette question de toute première importance.

M. Foster: Je me demande s'il est sage de prendre le salaire moyen d'une personne pour établir un règlement. Si une mère veuve à une pension de \$1,632 et qu'on lui permette de gagner qui ne dépasse pas ce plafond, je crois que la loi est assez raisonnable. Des commentaires, messieurs?

M. Anderson: Oui. En vertu de la nouvelle loi sous sa forme actuelle, cette formule ne présente aucun problème. Nous permettons à une mère veuve de se procurer un revenu qui ne dépasse pas le taux maximum en plus de ce qu'elle reçoit pour sa pension. La Commission a fixé un maximum du revenu total permissible pour toutes les personnes qui entrent dans le cadre de l'article 38, soit l'affection du parent dépendant. Donc, à l'heure

[Texte]

a regulation providing that they can not only receive the \$1,632, but something in addition to that to bring them up to a certain ceiling.

• 1030

Mr. Foster: I see.

The Chairman: Thank you.

Mr. Turner (London East): Mr. Chairman, Mr. Anderson, if the maximum pension is \$1,632, what would the average pension be?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Maximum ceiling.

Mr. Anderson: I do not know if we ever attempted to work out what the average is. I would venture to say that in all cases their total income is at least that much. You see, they are allowed to earn up to whatever ceiling we have established in our regulations, so that the total income from all sources—that \$1,632 is the maximum which we can pay them, you see. If they have have earnings beyond that, our regulations permit them to earn up to a ceiling beyond that. I would venture to say that they are all earning at least that much.

Mr. Turner (London East): Thank you.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, I think the veterans will admit that it is an anomaly, this particular situation which would allow some—I think very few—but the odd dependent widowed mother to earn \$5,000 or more and still receive the full pension. We certainly do want to encourage these people to work, if at all possible, and I certainly agree with Mr. Loiselle's, Mr. Whicher's and others' comments along that line. I would suggest that we should stand this Clause, as I think you suggested, Mr. Chairman, and ask the departmental officials to see if they could not work out something more in line with \$1,200 for item 7A. I am also concerned about that \$240 from other income in item 7C. It seems to me that in this day and age with fairly high interest rates and what not you can earn on a few bonds or a few stocks or dividends, pretty quickly more than \$240 and still not be in a wealthy condition at all. It may well be that these older widowed dependent mothers would be more apt to have income of this sort, than going out and scrubbing floors for a day or two a week. I think at first glance it would be more likely and, therefore, I would think the \$240 should be considerably increased, too, to make it more equitable. Whether it should be \$600 or whether it should be higher, I do not know. In any event, I think we should look at both those items, Mr. Chairman, and not just the \$600 a year. I would suggest that after hearing the balance we do stand it and get on with the rest of Bill C-203.

The Chairman: Mr. Loiselle.

Mr. Loiselle: Just one word to start with. I want to make it very clear, that I am not in favour of leaving the kind of woman that Mr. Anderson mentioned to the maximum revenue she could get outside and get the maximum pension. I am against that. It is the principle I want to fight for. I want a widowed mother who does not

[Interprétation]

actuelle, le règlement prévoit qu'ils ne reçoivent non seulement \$1,632 mais un revenu supplémentaire qui leur permette d'atteindre un certain plafond.

M. Foster: Je vois.

Le président: Merci.

M. Turner (London-Est): Monsieur le président, si la pension maximum est de l'ordre de \$1,632, quelle serait alors la pension moyenne?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le plafond maximum.

M. Anderson: A mon avis, nous n'avons pas établi de moyenne. Je me hasarderai à penser que le revenu total est au moins ce montant parce que ces personnes ont le droit de recueillir un revenu équivalant au plafond que nous avons établi. Vous voyez donc que ce montant de \$1,632 constitue un maximum que nous pouvons leur verser. S'ils gagnent plus que cette somme, ils doivent se plier au plafond que nous avons établi. Je n'hésite pas à affirmer que ces personnes gagnent au moins cette somme-là.

M. Turner (London-Est): Merci.

Le président: M. Weatherhead.

M. Weatherhead: M. le président, je pense que les anciens combattants admettront avec moi qu'il s'agit d'une anomalie outrageuse permettant à certaines mères veuves de gagner \$5,000 et plus et de recevoir néanmoins la pension complète. Certes, nous tenons certainement à encourager ces personnes à travailler si possible et je suis d'accord avec les propos de M. Loiselle et de M. Whicher. Je propose donc que nous réservions cet article comme vous l'avez suggéré, M. le président, et demander aux fonctionnaires du ministère d'essayer de calculer un montant qui serait de l'ordre de \$1,200. Ainsi ces \$240 provenant d'autres sources à l'alinéa (c) de l'article 7 nous posent quelques préoccupations. Il semble qu'à l'époque actuelle on puisse gagner \$240 sans être bien riche. Il semble que ces mères de familles veuves et dépendantes seraient en mesure de recevoir un revenu de cet ordre au lieu de se rompre à laver des planchers une ou deux fois la semaine. A mon avis, il faudrait rehausser cette somme de \$240 afin qu'elle ne frise pas le seuil de la pauvreté. Il faudrait peut-être porter le montant à \$600, je ne sais pas. De toute façon, M. le président, il faudrait faire une étude de ces deux articles et non pas simplement s'en tenir aux \$600 par année. J'estime que pour le moment nous devrions réserver ces articles et passer à l'étude des autres articles du Bill C-203.

Le président: Monsieur Loiselle.

M. Loiselle: Un mot, M. le président. Il faut à tout prix empêcher qu'une femme reçoive un revenu maximum et en même temps touche une pension maximum. Il s'agit là d'une question de principe. Quant à la mère de famille qui est veuve et sans travail ou qui gagne simplement quelques dollars, il faut à tout prix augmenter cette

[Text]

work outside or who makes a few bucks outside to have that \$600 raise, there is no question about that, but I want to make myself very clear that it stands between the two cases that we have mentioned.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You want to penalize everybody else because of one.

Mr. Loiselle: Yes, okay, but as I said, the principle which I have been fighting, in many other cases, that some people in this world are just there to make themselves a living by a government—municipal, provincial or federal—for what kind of pension they can get. The one who has the guts to go out and work—take a guy on welfare, just to show you my thinking here, who works outside, gets a little job at \$65 or \$75 a week and has five or six children. I believe that guy should be helped by welfare instead of the other guy who does not work, who gets a pension from welfare and gets Red Feather assistance on the side or something from his parish on the side, and spends most of the day in the tavern, while the other bugger has to work for his living and struggle, because he is working he is not eligible for all kinds of little benefits that the guy who does not work gets.

• 1035

That is why I want to protect the guy or the woman who has the guts to go out to work and make a few bucks more for a living. When you talk about that \$240 extra, could you imagine that it will not pay for a carton of cigarettes a week? You buy a carton of cigarettes for \$4.89 and he is not eligible to earn more than \$4.61 a week. I think there is too much difference between the two. In the same way we are talking about the widowed mother, do we ever mention—because there is some responsibility too, the poor bugger has to live—the widowed fathers. Do we ever mention them? Where are they mentioned in the law?

Some hon. Members: Oh, oh.

The Chairman: There is nothing wrong with the argument, Mr. Loiselle, it is just the expression.

Mr. Cullen: We want the French.

Mr. Loiselle: Anyway, as I was mentioning before, Mr. Chairman, I think the clause has to be expanded and our experts should find a more eligible...

The Chairman: It is the intention to stand Clause 21, gentlemen. I have now Mr. Guay and Mr. Blair, but could I ask them to be brief?

Mr. Guay (St. Boniface): I will be very brief, Mr. Chairman. I did ask two questions to which we will get the answers at the next meeting or when we reconsider this clause. My next question is could they give us an idea or could we get the information with regards to what are the pensions and possibly the various categories of how many are getting \$1,600 and \$1,632, whatever the pensions are, so we could clarify the situation because I am one of those who believes if the widowed mother is

[Interpretation]

somme de \$600. Il ne fait aucun doute que ces deux cas sont essentiellement différents.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En d'autres termes, vous voulez punir toute la population à cause d'une qui en fait un abus.

M. Loiselle: Le principe que je défends ici et ailleurs s'attaque à ces personnes qui sont les parasites des gouvernements municipaux et provinciaux ou du gouvernement fédéral. Laissez-moi vous exprimer ma pensée. Mettons une personne qui reçoit l'assistance du Bien-être. Bien sûr, cette personne qui travaille à l'extérieur gagne \$60 par semaine pour subvenir aux besoins de ses cinq ou six enfants. Elle doit recevoir l'assistance du Bien-être. Mais il ne faut pas oublier l'autre côté de la médaille: songeons à cet individu qui reçoit une pension du Bien-être social et des prestations de la Croix-rouge ainsi que des fonds de sa paroisse et qui accumule cette somme pour aller la dépenser à la taverne. On ne peut certainement pas le considérer au même titre que ce pauvre travailleur aux prises avec les difficultés de la vie et qui se voit refuser tous ces bénéfices et prestations que le voyou désabusé est en droit de recevoir.

C'est précisément pour cela qu'on veut protéger l'homme ou la femme qui a le courage d'aller travailler et se ramasser quelques sous de plus. Quand vous parlez de \$240 supplémentaires, avez-vous pensé que ça ne suffira pas pour la cartouche de cigarettes hebdomadaire? Une cartouche de cigarettes coûte \$4.89 et il a seulement le droit à \$4.61 par semaine. Je pense qu'il n'y a pas grande différence entre les deux. De même et si nous parlons de la veuve est-ce que l'on dit par hasard—parce qu'il y a également quelques responsabilités—it faut bien que le pauvre diable vive—and les veufs pères de familles? Est-ce qu'on parle d'eux parfois? Où sont-ils mentionnés dans la loi?

Des voix: Ha! ha!

Le président: Cet argument est tout à fait valable, M. Loiselle, c'est juste la façon dont vous l'avez présenté.

M. Cullen: Nous voulons le français.

Mr. Loiselle: Quoi qu'il en soit, comme je l'ai déjà dit, M. le président, je pense que l'article doit être élargi et si nos experts découvraient quelque chose de plus acceptable.

Le président: Nous avons l'intention de retenir l'article 21, messieurs. Nous avons maintenant M. Guay et M. Blair et je leur demanderais d'être brefs.

M. Guay (St-Boniface): Je serai très bref, M. le président. J'ai posé deux questions et vous aurez les réponses à la prochaine réunion ou lorsque nous étudierons à nouveau cet article; je voudrais vraiment demander à ces messieurs s'ils pourraient nous donner des renseignements sur les montants des pensions des diverses catégories et de nous dire combien reçoivent \$1,600 et combien d'autres touchent \$1,632 pour que nous puissions bien tirer les choses au clair; j'ai l'impression que si une mère

[Texte]

entitled to the pension, then I think she is entitled to it, notwithstanding anything she may have besides that. That is my version at the moment, but possibly with the information we are requesting we can have a good look at this again and come out with the best.

The Chairman: Thank you, Mr. Guay. Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Chairman, my contribution will be to just ask a few more questions along the lines of Mr. Guay's. It occurs to me that there can be very few widowed mothers in Canada who are less than 65 years of age at the present time. As I understand it, once a person becomes entitled to the Old Age Pension the pension is deductible from any payments made under these clauses. Is that correct?

Mr. Reynolds: That is correct, yes.

Mr. Blair: It also occurs to me that if this is a problem, we are being asked to look at it and legislate about it very late in the day in the sense that as people must be presumed to be growing in age their income earning capacity is going to be increasingly diminished. It would seem to me we are not really making provision here for basically real problems in terms of taking into account great income earning capacity. Perhaps, Mr. Chairman, the Chairman of the Pension Commission could take my comments into account and provide us with some information about the ages of the people we are dealing with which I think might assist us in determining whether or not this is a major issue at the present time.

The Chairman: Dr. Hodgson.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, on that point, it has just been brought to my attention that the average age of widowed mothers in this category, dependent parents in this category, is 81 which certainly seems to have some bearing on the matter of employment.

Mr. Blair: Yes.

The Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, I do not intend to prolong this because I know you want to get on with the next clause. However, Mr. Blair raised a point I want to discuss and if not now, I can discuss it just as well the next time we raise this. However, I want Mr. Anderson to think about this deeming clause that we now have—I may seem to be irrelevant at the moment, but I am not—in connection with War Veterans Allowance in that is you are deemed to be in receipt of old age security and the guaranteed income supplement. Mr. Blair, very rightly and very wisely brought up the point that old age security will be deducted at 65. While I do not require an answer at the moment, Mr. Anderson could be prepared to give it, what will be the position of guaranteed income supplement to those who are in receipt of the widowed mother's pension, the dependent parents' pension and so on? I do not require an answer just now, but I do want to have one in due course on that particular point.

[Interprétation]

de famille veuve a droit à une pension, elle devrait vraiment y avoir droit quel que soit l'argent qu'elle gagne à côté. Ceci est mon idée pour le moment mais une fois que nous serons en possession des renseignements que nous demandons, nous pourrons étudier cela de nouveau avec soin et trouver la meilleure solution possible.

Le président: Je vous remercie M. Guay. M. Blair.

M. Blair: M. le président je poserai simplement quelques questions au long de celles de M. Guay. Il me semble qu'il y a bien peu de veuves, mères de familles, au Canada qui ont moins de 65 ans à l'heure actuelle. Si je comprends bien une fois qu'une personne a droit à la retraite de vieillesse, sa pension est déductible des paiements faits en vertu des articles. C'est bien le cas?

M. Reynolds: C'est exact.

M. Blair: Il me semble également que c'est là un problème que nous devrions étudier et sur lequel nous devrions légiférer tard dans la journée étant donné que l'on parle du principe à mesure que les gens vieillissent, leurs capacités de gains diminuent en proportion. Il me semble que nous n'avons vraiment ici aucune disposition pour des problèmes fondamentaux ne tenant pas compte d'une grande capacité de gains. M. le président, peut-être que le président de la Commission des pensions pourrait tenir compte de mes observations et nous fournir des renseignements sur l'âge des personnes en question, ce qui à mon avis servirait à déterminer si cela à l'heure actuelle est un problème capital ou non.

Le président: M. Hodgson.

M. Hodgson: M. le président vient justement de me signaler sur ce point que l'âge moyen des veuves, mères de famille, de cette catégorie des parents à charge est de 81 ans ce qui me semble avoir quelques conséquences sur la question de leur emploi.

M. Blair: En effet.

Le président: M. MacRae.

M. MacRae: M. le président je n'ai pas l'intention de prolonger ce débat parce que je sais que vous voulez passer aux articles suivants. Toutefois M. Blair a soulevé un point que j'aimerais discuter. Ce n'est pas possible de le faire maintenant nous le ferons la prochaine fois. Toutefois j'aimerais que M. Anderson pense à cet article obligatoire que nous avons, même si cela n'a pas l'air approprié pour le moment, mais en ce qui concerne les allocations aux anciens combattants je ne sais pas si vous devez obligatoirement toucher la pension de vieillesse et le revenu supplémentaire garanti. Avec fort à-propos, M. Blair a mentionné que la pension de vieillesse est déduite à 65 ans. Il n'est pas nécessaire de répondre immédiatement, M. Anderson pourrait se documenter auparavant, j'aimerais savoir quelle est la situation du revenu supplémentaire garanti pour ceux qui touchent la pension de veuves, mères de famille, et la pension de parents à charge, etc... Il n'est pas nécessaire de me répondre tout de suite mais au moment venu, j'aimerais avoir une réponse sur ce point particulier.

[Text]

[Interpretation]

[Text]

• 1040

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae.

Clause 21 allowed to stand.

The Chairman: I see a quorum, gentlemen. I shall call Clause 7. An amendment has been presented and we stood the clause pending a quorum. Shall Clause 7 carry?**Mr. MacRae:** Perhaps, Mr. Chairman, you better look at the page just to make absolutely certain what we are carrying.**The Chairman:** It is page 10.**Mr. Loiselle:** Stanley Knowles accepted it.**Mr. MacRae:** He did! It must be all right then.**Mr. Knowles (Winnipeg North Centre):** It is all right in the sense that it is better than what we had.**Mr. MacRae:** That is on page 7, is it?**Mr. Loiselle:** No, page 10.**Mr. MacRae:** All right, Mr. Chairman.**The Chairman:** It is moved by Mr. Cullen:

That Bill C-203 be amended by striking out lines 20 to 22 on page 10 and substituting the following:
 "(b) medical evidence that establishes beyond a reasonable doubt that the disability or disabling condition existed prior to his enlistment."

Shall Clause 7 as amended carry?

M. Loiselle: Monsieur le président, voulez-vous le lire en français, s'il vous plaît?**Le président:** M. Cullen propose:

Que le bill C-203 soit modifié par le retranchement des lignes 24 à 28, à la page 10, et leur remplacement par ce qui suit:
 "b) s'il est établi par une preuve médicale, au-delà de tout doute raisonnable, que l'invalidité ou l'affection entraînant incapacité existait avant son enrôlement."

Shall Clause 7 as amended carry?

Clause 7, as amended, agreed to.

The Chairman: I will now call Clause 22.

On Clause 22.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Are there any jokers in this, Mr. Chairman?**An hon. Member:** You have to find them.**The Chairman:** I do not believe so, Mr. Knowles.

Clause 22 agreed to.

On Clause 23.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): This involves widows and children again. Maybe we had better have an explanation of it.**An hon. Member:** And the other things.

[Interpretation]

[Text]

Le président: Merci M. MacRae.

La clause 21 reste telle quelle.

Le président: Nous aurons maintenant quorum messieurs. Prenons l'article 7. On m'a présenté un amendement et j'ai attendu d'avoir quorum pour en décider. L'article 7 est-il adopté?**M. MacRae:** Il faudrait peut-être jeter un coup d'œil sur la page, monsieur le président pour savoir exactement ce qu'on adopte.**Le président:** Page 10.**M. Loiselle:** Stanley Knowles l'a accepté.**M. MacRae:** Sans blague? Alors il doit être acceptable.**Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Il est acceptable en ce sens qu'il est mieux que ce que nous avions avant.**M. MacRae:** C'est à la page 7?**M. Loiselle:** Non à la page 10.**M. MacRae:** Très bien monsieur le président.**Le président:** M. Cullen propose:

Que le bill C-203 soit amendé en retranchant les lignes 20 à 22 à la page 10 et en remplaçant par ce qui suit:

b) s'il est établi par une preuve médicale, au-delà de tout doute raisonnable, que l'invalidité ou l'affection comprenant incapacité existait avant son enrôlement.

Est-ce que l'article 7 tel qu'amendé est adopté?

M. Loiselle: Mr. Chairman would you read in French please?**The Chairman:** Mr. Cullen moves:

The bill C-203 be amended by striking out lines 20 to 22 on page 10 and substituting the following:

b) medical evidence that establishes beyond reasonable doubts the disability or disabling condition existed prior to his enlistment.

Est-ce que l'article 7 tel qu'amendé est adopté?

L'article 7 tel qu'amendé est adopté.

Le président: Passons maintenant à l'article 22.**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Est-ce qu'il y a des trucs marrants là-dedans monsieur le président.**Une voix:** Il faudrait les trouver vous-même.**Le président:** Je ne crois pas M. Knowles.

L'article 22 est adopté.

L'article 23.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ceci concerne encore les veuves et les enfants. On devrait peut-être avoir quelques explications là-dessus.**Une voix:** Point sur d'autres choses.

[Texte]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): And the average number of children.

The Chairman: I will call on Mr. Ward to give an explanation of Clause 23.

Mr. Ward: Mr. Chairman, this clause is very similar to Clauses 19 and 12 of the Bill and they are designed to protect dependent children and wives, and the purport is that if a pensioner during his lifetime had been assessed, as the Act now reads, in classes 1 to 11, 50 per cent pension, it is quite possible that by reason of assessment process he may have been in receipt of a 48 per cent pension or higher and there was some deductions made from his pension by reason of the third party liability clause, Section 22 of the current Act, or there may have been overpayments created; therefore, his actual pension cheque was less than 48 per cent.

The widow and children might not then qualify automatically for widow's pension and in order to make it abundantly clear that they ought to qualify the Act is being amended through this particular clause to indicate that if the disability was assessed at 48 per cent then the widow and children would be protected.

An hon. Member: Carried.

The Chairman: Thank you, Mr. Ward. Shall Clause 23 carry?

An hon. Member: Carried.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Generally, Mr. Chairman, because it is an improvement I still regret that we are not carrying out the provisions of Recommendation 106 of the Woods Report.

Clause 23 agreed to.

On Clause 24.

Mr. MacRae: Could we have an explanation of this, Mr. Chairman? I cannot follow it.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. Could Mr. Ward give an explanation of Clause 24?

Mr. Ward: Mr. Chairman, under the present provisions of the Pension Act, the pension for a female member of the Forces, a woman who served with, say, the CWAC in World War II may not be cancelled if she is found to be a common prostitute, or if she lives openly in the relationship of man and wife without being married to an individual. It was discovered that this current provision in the Act was discriminatory in that it did not equally protect women serving with the Canadian Forces in peacetime.

The attempt was to make both women equal in so far as this particular provision is concerned. Then it was thought that the words "prostitute" and so forth in this provision were offensive and discriminatory. They do not apply to males and therefore the entire present portion of the Section relating to common prostitute, or living openly as man and wife without being married, was deleted, so that it no longer applies to any female pen-

[Interprétation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Et le nombre moyen d'enfants.

Le président: Je demanderai à M. Knowles de nous expliquer l'article 23.

M. Ward: Monsieur le président cet article ressemble aux articles 19 et 12 de ce bill qui sont destinés à protéger les enfants et les veuves à charge et l'idée est que si un retraité, au cours de sa vie, a été évalué selon la loi actuelle et classes 1 à 11 à une pension de 50 p. 100, il est fort possible qu' étant donné le processus d'évaluation qu'il reçoive 48 p. 100 ou un montant plus élevé qu'il y ait des déductions faites de sa pension à cause de la responsabilité des tiers, article 22 de la loi actuelle ou qu'il y a eu peut-être un surcroît de paiements de faits et que par conséquent, son chèque effectif de pension est inférieur à 48 p. 100.

La veuve et les enfants n'ont pas droit automatiquement à la pension de veuve et pour que la chose soit très claire, il y a des conditions à remplir, on amende la loi par cet article particulier pour indiquer que si l'invalidité est évaluée à 48 p. 100 la veuve et les enfants seront protégés.

Une voix: Adopté.

Le président: Merci M. Ward. L'article 23 est-il adopté?

Une voix: Adopté.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, parce qu'il s'agit d'une amélioration, je regrette qu'on n'ait pas adopté les dispositions de la recommandation 106 du rapport Woods.

L'article 23 est adopté.

L'article 24.

M. MacRae: J'aimerais avoir une explication là-dessus monsieur le président? Je n'arrive pas à comprendre de quoi il s'agit.

Le président: Merci M. MacRae. M. Ward, pourriez-vous nous donner une explication de l'article 24?

M. Ward: Monsieur le président, aux termes des dispositions actuelles de la loi sur les pensions, la pension d'un membre des forces féminines, disons une femme qui a servi pendant la Seconde Guerre mondiale si elle est reconnue fille publique ou si aux vues de tous elle vit maritalement avec un homme sans être à lui mariée, ne peut être suspendue, discontinuée ou révoquée. On s'est aperçu que cette disposition actuelle de la loi était discriminatoire en ce sens qu'elle ne protégeait pas également les femmes servant dans les forces canadiennes en temps de paix.

L'intention était de mettre ces deux femmes sur le même pied dans le cadre de cette disposition. Ensuite il est apparu que l'expression «fille publique» était à la fois insultante et discriminatoire. Cette expression ne s'applique pas aux hommes; aussi, toute la partie de l'article qui traite des filles publiques ou des femmes qui vivent maritalement avec un homme sans être à lui mariée a été supprimée, de telle sorte que cela ne s'applique plus aux

[Text]

sioner who is in receipt of a disability pension; however, it continues to apply, as it did in the past, to those persons in receipt of widows' pension, or widowed mothers' pension, although they are well in their eighties and I should not think there would be very many that would be barred under this provision.

Mr. Guay (St. Boniface): I was going to speak about the widowed mother who is supposed to be 81 years or over, which is mentioned there in the next page.

The Chairman: We will get to you. I wonder if Mr. Ward has finished his explanation.

Mr. Ward: Yes, I have.

The Chairman: Thank you, Mr. Ward. Mr. Émard.

M. Émard: Monsieur le président, je voudrais poser une question à M. Ward. Si la veuve d'un ancien combattant qui a droit à une pension se remarie, perd-elle sa pension?

Mr. Ward: Mr. Chairman, if the widow of a pensioner remarries, she can have her widows' pension returned to her if her second husband dies within five years of the date of the second marriage. But the Bill includes provision for widening the benefits in that particular area and I do not think we have yet come to it. It is on Clause 25, sir.

M. Émard: Mais actuellement, si une veuve qui a droit à une pension se remarie, elle perd sa pension n'est-ce pas?

Mr. Ward: Well, yes, sir, her pension is discontinued forthwith upon a remarriage and she is paid one year's final pension, but if her second husband dies within five years she may be reinstated.

M. Émard: Vous êtes un petit peu en avance sur moi, monsieur Ward. Si je comprends bien, une veuve qui a droit à une pension et qui se remarie perd sa pension. Par contre, un autre article stipule que: si la même veuve, au lieu de se remarier, vit en concubinage, elle a le droit de garder sa pension.

Mr. Ward: The pension payable to any female pensioner except those who are in receipt of a war disability pension in their own right for a disability that they incurred while serving in the forces, can be cancelled if she is living openly in relationship of a man and wife without being married to that person. Before cancellation, there is provision for hearing and it may turn out that she is not so living as man and wife. It varies from case to case. That is why I said it might be cancelled.

M. Émard: Maintenant je comprends la différence. Ceci s'applique seulement aux femmes qui ont servi dans les forces armées et qui sont personnellement éligibles à une pension. Est-ce que je comprends bien?

Le président: Serait-il possible, monsieur Émard, de répéter votre question?

[Interpretation]

[Interpretation]

[Interpretation]

pensionnées qui touchent une pension d'invalidité. Toutefois, cela continue de s'appliquer, comme par le passé, aux personnes qui bénéficient d'une pension de veuve ou d'une pension de mère-veuve bien qu'elles aient environ quatre-vingts ans et je ne pense pas qu'il y en ait beaucoup à qui l'on pourrait refuser une pension en vertu de cette disposition.

M. Guay (St-Boniface): J'allais justement parler de la mère-veuve qui est censée avoir 81 ans ou plus et que l'on mentionne dans la page suivante.

Le président: Vous allez avoir la parole. Je me demande si M. Ward a terminé son explication.

M. Ward: Oui.

Le président: Je vous remercie, monsieur Ward.

M. Émard: Mr. Chairman, I would like to ask a question to Mr. Ward. If a veteran's widow who is entitled to a pension marries again, would she lose her pension?

M. Ward: Monsieur le président, si la veuve d'un pensionné se remarie, elle pourra à nouveau obtenir sa pension, si son second mari décède dans les 5 ans qui suivent la date du second mariage. Toutefois, le bill comprend des dispositions visant à élargir les prestations dans ce cas et je ne pense pas que nous y soyons déjà. Il s'agit de l'article 25.

M. Émard: But presently, if a widow entitled to a pension marries again, she loses her pension, is it not?

M. Ward: Oui, Monsieur, l'on suspend sa pension lors du second mariage et on lui verse une dernière pension d'un an mais si son second mari décède dans les 5 ans, sa pension peut être rétablie.

M. Émard: You seem to be a little in advance on me, Mr. Ward. If I understand well, a widow entitled to a pension who marries again loses her pension. Now, another clause states that if the same widow, instead of marrying again, lives with a man in the relationship of man and wife without being married, she is entitled to keep her pension.

M. Ward: Toute pension payable à une femme, hormis celles qui bénéficient d'une pension d'invalidité de guerre, de plein droit, pour une invalidité découlant du service dans les forces armées, peut être annulée si la personne en cause vit en concubinage avec un autre homme. Avant l'annulation, l'on prévoit toutefois une audition où il pourrait se révéler que cette femme ne vit pas en concubinage. Cela varie selon les cas. C'est pourquoi, j'ai dit qu'elle peut être annulée.

M. Émard: Now I understand the difference. This applies only to women who served in the armed forces and who are entitled, in their own right, to a pension. Am I correct?

The Chairman: Would it be possible, Mr. Émard, to restate your question?

[Texte]

M. Émard: Si je comprends bien, monsieur Ward, le présent article s'applique à une femme qui a personnellement acquis des droits à une pension...

Mr. Ward: This clause makes it impossible for any woman who gained a war disability pension through her service in any of the forces during any of the wars to have that pension cancelled for any reason.

The Acting Chairman (Mr. Lessard (LaSalle)): Thank you, Mr. Ward.

Mr. Ward: I mean reasons relating to what some people might describe as improper conduct. If there was fraud in receiving the pension in the first place, that is another thing.

The Acting Chairman (Mr. Lessard (LaSalle)): Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Ward, the female veteran cannot have her disability pension cancelled for any reason except fraud if this new clause goes through.

Mr. Ward: Not for reason of being a prostitute or living with a man without being married.

Mr. Weatherhead: If that is the case, and I agree with that, what is the thinking of the Department in cancelling the pension to her widowed mother who is certainly not culpable in the situation at all. First of all, we are dealing with a very few instances. The average age is 81 and there are not too many of those people around and secondly, most of them would have daughters who were not living this way. It will be a very few people. What is the point of keeping this particular section to go against these aged parents who have really nothing to do with the way their daughters live at all.

Mr. Ward: Mr. Chairman, I certainly agree that it is unrealistic to think in terms of this provision applying to dependent parents whose average age is 81 according to the Department's annual report. With respect to widows, it may be a different situation. There is a certain moral philosophy involved here. We do not cancel the pension of a female who served in the forces who receives a disability pension because of that service. That is understandable by all.

A widow receiving pension does not receive pension for something that she did during wartime. She receives pension because it was the pensioner's obligation to maintain dependents to whom he had an obligation to maintain. She receives that pension on that philosophical basis. If it turns out that she lives openly in the relationship of man and wife with some other person, the link between her pension and her husband who served, and for which service he then received a pension, seems to have been very much weakened. I think that is the underlying philosophy behind it. The link may even disappear in some cases. You may be hard put to find some justification to continue pension when in all probability the second person with whom she is living and whom most people would recognize as her husband is maintaining her.

[Interprétation]

Mr. Émard: As far as I know, Mr. Ward, the present section applies to the woman who is entitled to a pension, in her own right.

M. Ward: Cet article empêche l'annulation d'une pension accordée à une femme et ayant subi une invalidité au cours de son service dans les forces armées, quelle que soit la guerre et pour n'importe quelle raison.

Le président suppléant (M. Lessard (LaSalle)): Je vous remercie monsieur Ward.

M. Ward: J'entends des raisons que l'on pourrait qualifier de mauvaise conduite. Si la pension avait été obtenue frauduleusement, c'est une toute autre question.

Le président suppléant (M. Lessard (LaSalle)): Monsieur Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Monsieur Ward, l'ancien combattant du sexe féminin ne pourrait voir annuler sa pension pour n'importe quelle raison, hormis la fraude, une fois cet article adopté.

M. Ward: On pourrait en tout cas invoquer comme motif qu'il s'agit d'une fille publique ou qu'elle vit mariquement avec un homme sans être à lui mariée.

Mr. Weatherhead: Si tel est le cas, je suis d'accord, comment le ministère peut-il envisager d'annuler la pension d'une mère veuve qui n'est certainement pas dans cette situation. En premier lieu, nous traitons là de cas assez rares. La moyenne d'âge est de 81 ans et elles ne sont plus très nombreuses; d'autre part, la plupart d'entre elles ont des filles qui ne vivent pas de cette façon. Il s'agit que d'un nombre très limité de personnes. Quelle est l'utilité de cet article à l'égard des parents âgés qui n'ont absolument rien à voir avec le mode de vie de leur fille.

M. Ward: Monsieur le président, je reconnaissais certainement qu'il est absurde de penser que cet article puisse s'appliquer aux parents à charge dont la moyenne d'âge tourne autour de 81 ans, selon le rapport annuel du ministère. En ce qui concerne les veuves, la situation peut être différente. Il y a là une question de morale. Nous n'annulons pas la pension d'une femme qui a servi dans les forces armées et qui a obtenu une pension d'invalidité suite à son service militaire. C'est facilement compréhensible.

Une veuve touchant une pension ne touche pas une pension pour ce qu'elle a fait en temps de guerre. Elle obtient une pension parce que le pensionné assumait l'obligation d'entretenir les personnes à charge et c'est grâce à ce principe philosophique que la veuve touche une pension. S'il s'avère que cette personne vit ouvertement en concubinage avec une autre personne, le rapport entre sa pension et son mari qui a obtenu une pension suite à son service dans les forces armées semble s'affaiblir. Je crois que c'est là la philosophie de cette disposition. Ce rapport peut même disparaître dans certains cas. Il est parfois difficile de trouver un motif pour continuer à verser une pension à la veuve lorsque, selon toute ressemblance, la personne avec laquelle elle vit et qui, bien des gens le reconnaîtraient comme son mari, l'entretient.

[Text]

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, I misunderstood the connotation of the clause. In actual fact, the widow's mother has to be living in common law relationship to be disqualified.

Mr. Ward: That is right, sir.

The Acting Chairman (Mr. Lessard (LaSalle)): Thank you. Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, it seems to me that there is a part that we still should understand more clearly than some of us do. Mr. Ward says that if this clause is enacted, it will prevent the discontinuance of the pension of a female veteran of the armed forces who has a pension in her own right.

• 1055

I see Mr. MacRae wondering how you get that out of the wording. It seems to me, Mr. Chairman, that that protection is not here, it is somewhere else. It is over in Section 13 of the Act. This new proposed Section 44, which we are enacting by Clause 24, does not change anything. It is already the case, that a female veteran's pension cannot be discontinued. All this is doing is changing the language, from the language of common prostitute to the language of living as man and wife, in the case of those who are getting the dependent parent's pension or the widow's pension.

Mr. Ward: At the present time, Mr. Knowles, the female who served in the armed forces during wartime is protected under the present provisions of the Pension Act.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Elsewhere, but not in this bill.

Mr. Ward: Under Section 44 of the present Act.

We wanted to make all females who served in the armed forces equal because the present Act does not appear to cover those females now serving in the regular forces, and that was discriminatory. So rather than just adding:

"44. (1) The pension of any female pensioner, except a pension awarded under paragraphe (a) of subsection (1) of section 13,..."

or of subsection (2) of Section 13, we merely deleted the whole provision, so that it is silent now. There are no grounds under this bill for which pension can be cancelled for these particular female pensioners.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I think that is what I am trying to get at. This clause does not say that the pensions of female veterans are protected. It leaves them protected, because they are silent on the point.

Mr. Ward: Yes. There is no authority now to cancel that.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): This clause seems to be talking only about suspension, discontinuing

[Interpretation]

M. Weatherhead: Monsieur le président, j'avais mal compris la connotation de cet article. En fait, la mère veuve devrait vivre en concubinage, selon le droit coutumier, pour perdre ses droits.

M. Ward: C'est exact, monsieur.

Le président suppléant (M. Lessard (LaSalle)): Je vous remercie. M. Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, il me semble qu'une question devrait encore être éclairée pour certains d'entre nous. M. Ward nous a dit qu'une fois cet article adopté, il empêchera l'annulation de la pension d'un ancien combattant du sexe féminin qui a acquis ses droits à la pension, en son propre nom.

Je vois M. MacRae qui se demande avec inquiétude comment l'on trouve ça dans le libellé. À mon avis, M. le président, cette protection ne se trouve pas dans le libellé; elle est sûrement ailleurs. On la trouve à l'article 13 de la loi. Ce nouvel article 44 que nous proposons dans l'article 24 n'a rien de nouveau. Il semble bien que l'ancien combattant féminin ne peut voir sa pension annulée. On a simplement changé l'expression «fille publique» pour mère veuve qui vit maritalement avec un homme sans être mariée avec lui. Naturellement, cette femme reçoit la pension du parent qui a des dépendants ou la pension de veuves.

M. Ward: A l'heure actuelle, M. Knowles, la femme qui a servi dans les forces armées en temps de guerre est protégée en vertu des dispositions actuelles de la loi sur les pensions.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ailleurs certainement, mais non pas dans ce Bill.

M. Ward: En vertu de l'article 34 de la loi actuelle. A vrai dire, nous tenons à ce que toutes les femmes ayant servi dans les forces armées n'aient à faire face à des mesures discriminatoires car la loi actuelle pêche à l'égard des femmes ayant servi dans les forces armées mais par rapport aux femmes qui servent actuellement dans l'armée régulière.

«44. (1) Sauf s'il s'agit d'une pension accordée selon l'alinéa (a) du paragraphe (1) de l'article 13,..."

ou du paragraphe (2) de l'article 13 nous avons simplement supprimé l'ensemble de la disposition. Il n'y a aucun motif en vertu de ce projet de loi qui puisse annuler la pension accordée à un membre des forces du sexe féminin en raison de ses services dans les forces armées.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est bien ce que j'essaye de démontrer. Cet article ne protège nullement la pension accordée à un membre des forces du sexe féminin en raison de ses services dans les forces armées. Cette pension est protégée simplement parce qu'on fait silence sur ce point.

M. Ward: Oui. Personne est autorisé à discontinuer ou à révoquer cette pension pour les raisons énoncées dans l'article.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Cet article semble parler uniquement de suspension de discontinuité

[Texte]

or cancelling. But the protection is that it is limited to women other than those who are themselves veterans.

Mr. Ward: That is right, sir.

The Chairman: Thank you, Mr. Knowles.

Clause 24 agreed to.

On Clause 25.

The Chairman: Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, this clause makes a point that I have wanted to make a few times when Mr. Ward and perhaps some of the others have reminded us, that if a widow on pension marries again and the second husband dies within five years, she can pick up the pension again. Is it not true, as is pointed out here, that that also applies if there is a dissolution of the marriage, or judicial separation, likewise within the five-year period?

Mr. Ward: The reinstatement of pension on the grounds of the dissolution of her marriage or by reason of judicial separation would be at the discretion of the Commission, and could be at any point of time within the five years or after the five years, if she is in a dependent condition, of course, whereas it is at the discretion of the Commission after the five-year period.

Mr. Weatherhead: As a right before five years.

Mr. Ward: Substantially yes, sir.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): We are talking now about dependent parent's pensions, are we?

Mr. Ward: No sir. These are widows' pensions.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Oh yes, I mean widows' pensions.

So it is, as of right, up to five years in the case of death of the second husband. It is at the discretion of the Commission at any time.

Mr. Ward: The discretion of the Commission, with respect to death of the second husband beyond the five-year period. I would expect that the Commission would exercise its discretion quite favourably in those cases where the second husband died within five years and three months, after the second marriage. That would be a hardship for five years and eight months or even six, seven years. But if the death occurred perhaps 20 years after, I would expect that you would have to look for other factors in order for the Commission to be persuaded to exercise its discretion in favour of the widow.

• 1100

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): May I come back to divorce or separation. Perhaps you told me this before, but is there a period when it is as of right?

Mr. Ward: No. At the present time there is no provision for reinstatement of pension by reason of dissolution

[Interprétation]

ou de révocation. Mais la protection semble se limiter aux femmes autres que celles qui sont des anciens combattants.

M. Ward: C'est exact, monsieur.

Le président: Merci beaucoup, M. Knowles.

L'article 24 est adopté.

Passons à l'article 25.

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, cet article soulève une question dont j'ai voulu parler à plusieurs reprises quand M. Ward ainsi que plusieurs autres députés se sont posé la question suivante: si une veuve qui reçoit une pension se marie à nouveau et se trouve de nouveau veuve en moins de cinq ans, elle peut toucher sa pension encore une fois. N'est-il pas vrai que cette loi s'applique s'il y a dissolution du mariage ou séparation judiciaire survenue moins de cinq ans après cet acte juridique?

M. Ward: Le renouvellement de la pension pour motif de dissolution de mariage ou d'une séparation judiciaire est laissé à la discréction de la commission qui prendra des mesures en moins de cinq ans ou après ces cinq années si cette femme est dans une condition dépendante. En ce qui concerne la discréction de la commission après la période de cinq ans, elle agit au meilleur de sa connaissance.

M. Weatherhead: Il s'agit d'une question de droits avant cinq ans.

M. Ward: Essentiellement, vous avez raison, monsieur.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous parlons maintenant de la pension du parent qui a des dépendants, n'est-ce pas?

M. Ward: Non, monsieur. Nous parlons de la pension de la veuve.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ah oui, c'est bien ce que je veux dire.

Donc, de droits, dans le cas du décès du second mari, la commission a la discréction de s'occuper de cette veuve jusqu'à une période de cinq ans.

M. Ward: Vous parlez sûrement de la discréction de la commission par suite du décès du second mari après une période de cinq ans. Nous osons espérer que la commission exercera ces discréctions d'une façon favorable dans le cas du décès d'un mari survenu après une période de cinq ans et trois mois. Il ne fait aucun doute que la veuve aura des difficultés innombrables pendant cinq ans et dix mois et peut-être six ou sept années. En revanche, si la mort frappe le mari après 20 ans ou plus, il faudrait songer à d'autres facteurs qui puissent justifier l'indulgence de la commission en faveur de la veuve.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pour en revenir au divorce et à la séparation, existe-t-il une période où un laps de temps donne droit à la pension?

M. Ward: Non. A l'heure actuelle, il n'existe aucune disposition visant le rétablissement de la pension en

[Text]

of the marriage or a judicial separation, and this has now been brought in, but again it is at the discretion of the Commission and it can be at any time within the five years or beyond the five years.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Even within the five-year period it is not as of right, it is at the discretion of the Commission.

Mr. Ward: At discretion, yes, sir.

The Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, I think we have all had cases like the ones this section deals with. Mr. Ward, what about those cases that have been ruled on—or perhaps I should ask this question of Mr. Anderson—where the widow has remarried and it has gone beyond the five years. It has always seemed rather tragic to me that after six or seven years, when everything blows up in the wife's face and there is perhaps a divorce or a death, that she is left indigent. There have been rulings made. I know in cases I have worked with rulings have been made. What will the situation be on those that have been ruled on?

Mr. Anderson: Mr. Chairman, under the existing legislation it would not be possible to reinstate the pension under this particular section, but on occasion, where the claim is especially meritorious, we have reinstated the pension under Section 25 of the Pension Act.

Mr. MacRae: Is that the compassionate section, Mr. Anderson?

Mr. Anderson: Yes. We do this on occasion if it meets the terms of Section 25.

Mr. MacRae: There would still be provision under Section 25 to take care of these people?

Mr. Anderson: That is correct, sir, yes.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Ward, what type of things will be taken into consideration as far as the discretion of the Department is concerned with respect to divorce or judicial separation? It will now be discretionary for the first time.

Mr. Ward: I can think of one case, sir—and this is probably the case that had a great deal to do with the introduction of this particular provision—and that is the case of a widow who had been married to a war veteran who was in receipt of a pension of over 50 per cent for many, many years and they lived very happily together, it was a very successful marriage, and then he died and she remarried while she was on a visit to the United States. It was a very hasty marriage. I think it was a marriage that was conceived during a bout of depression about the loss of her first husband. He did not turn out to be a very decent sort of a chap at all. Very shortly afterwards there was...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Loiselle could describe him!

[Interpretation]

[Interpretation]

raison de la dissolution du mariage ou d'une séparation judiciaire, une fois de plus cette question est laissée à la discréption de la Commission qui s'en chargera en dedans de cinq ans ou après cette période.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pas même en dedans de ces cinq ans, il ne s'agit pas d'une question de droit mais bien de la discréption de la Commission?

Mr. Ward: C'est juste, monsieur.

Le président: M. MacRae.

M. MacRae: Monsieur le président, nous avons eu plusieurs cas de ce genre qui peuvent relever de cet article. M. Ward, que penser des cas qui ont été tranchés par la justice? Peut-être devrais-je adresser ma question à M. Anderson. Lorsqu'une veuve se remarie et que cela fait plus de cinq ans, la situation peut parfois être fort tragique. Il n'est pas rare qu'une femme se retrouve dans une misère angoissante, après 6 ou 7 ans elle est laissée dans un état de dépendance misérable. Quelle sera la situation de cette pauvre femme dont le cas a été tranché par la justice?

M. Anderson: Monsieur le président, en vertu de la loi actuelle il n'est pas possible de redonner la pension à cette femme en vertu de cet article mais dans certains cas éminents nous avons réinstitué cette pension en vertu de l'article 25 de la loi sur les pensions.

M. MacRae: Il s'agit d'un article de compassion, M. Anderson.

M. Anderson: Oui. On procède de la sorte si nous avons les conditions nécessaires qui remplissent les exigences de l'article 25.

M. MacRae: L'article 25 aurait donc une disposition qui s'occupe de ces gens?

M. Anderson: C'est exact, monsieur.

Le président: Merci beaucoup, monsieur MacRae. Monsieur Weatherhead.

M. Weatherhead: M. Ward, en ce qui concerne le divorce et la séparation quels sont les éléments dont il faut tenir compte pour ce qui est de la discréption de la Commission?

M. Ward: Je songe tout particulièrement à un cas, monsieur. Il s'agit d'une situation qui a mis en relief une certaine disposition dans le cas d'une veuve mariée à un ancien combattant et qui recevait une pension de plus de 50 p. 100. Ils ont vécu plusieurs années ensemble mais malheureusement cet ancien combattant est décédé et elle s'est remariée de nouveau lors d'une visite aux États-Unis. Ce fut un mariage fort rapide issu d'une dépression nerveuse à la suite de la perte de son premier mari. Ce fortuné mari était une espèce de brute et peu après...

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): M. Loiselle pourrait peut-être nous en faire une description!

[Texte]

Mr. Ward: ...a dissolution of the marriage. I like to think that when that case comes up again the Canadian Pension Commission will exercise its discretion in the widow's favour. The examples could be endless, but I think the main guiding point would be how long a gap there was between the death of the veteran, and her remarriage and then how long that remarriage subsisted. If it subsisted for a great length of time, then the link back to the first husband and his service again becomes tenuous. Of course, the discretion rests entirely with the Commission, and one would advance any possible reason to convince them that they should exercise their discretion favourably.

Mr. Weatherhead: I would hope, Mr. Chairman, that because we are putting divorce and judicial separation in at the present time for the first time that the Commission will exercise their discretion fairly leniently in these cases because I think that would be the intention of Parliament. Otherwise it would not put it in at all. Perhaps we cannot tie them down further than that, but I certainly hope they will exercise their discretion because I think these widows are in a particularly vulnerable position after a first marriage. They can well have hasty marriages or marriages that simply do not work out for one reason or another.

• 1105

The Chairman: Thank you, Mr. Weatherhead. Mr. MacRae.

Mr. MacRae: The point that Mr. Weatherhead has made I think is a very valid one and the illustration that Mr. Ward gave is a very valid one. I do not want to belabour the point any further but it is something that we as a committee should very seriously consider. I tried to say a few moments ago and perhaps I did not say it very well, but I have seen quite a lot of these cases. There is a real hardship of a woman remarrying after a death and that kind of thing. So many of them do not work out. In many cases, the woman is actually being victimized because she does have resources—insurance and all of these things. I just want to reiterate that what Mr. Weatherhead said is very true.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: I wonder if Mr. Anderson has any comments on this particular point.

Mr. Anderson: I think this is a big improvement over what we previously had. Previously if the woman who had been the pensioned widow of a man who lost his life in the service remarried, her pension was cut off and she received a gratuity. We pay her one year's pension as a gratuity at that stage. She was cut off and if she remained married to this man for a period of five years or more, she could never be reinstated under any circumstances. Now you see, we have some discretion in the matter. If she is in bad circumstances or if she has the type of unfortunate marriage that has been referred to here, we can take this into consideration. The same applies to the additional provision for the reinstatement in the event of separation where it is obvious that the woman found it impossible to live with the man. This is the extreme case of course. There would not be much

[Interprétation]

M. Ward: ...et résultat une dissolution du mariage. Ce sont des cas comme celui-là, j'aime à croire que la Commission canadienne des pensions exercera sa discréption en faveur de la pauvre veuve. Ces exemples de ce genre se produisent à maintes reprises mais il importe de connaître la période qui existe entre la mort de l'ancien combattant et le nouveau mariage et aussi la durée du second mariage. Si le second mariage a survécu, dès lors le lien avec le premier mari est plutôt faible. Naturellement, tout est mis entre les mains de la Commission et nous ferions tout en notre pouvoir pour la convaincre de preuve d'indulgence envers la veuve.

M. Weatherhead: J'ose espérer, monsieur le président, que puisque nous faisons entrer le divorce et la séparation judiciaire en ligne de compte à l'heure actuelle que la Commission fera preuve de discréption et indulgence car c'est sûrement l'intention du Parlement. Autrement, le projet de loi n'en parlera pas du tout. Il ne fait aucun doute que ces veuves sont dans une situation fort pénible souvent après le premier mariage. Ils peuvent passer à un second mariage qui ne réussira pas pour une raison ou pour une autre.

Le président: Merci, monsieur Weatherhead. Monsieur MacRae.

M. MacRae: Le point que monsieur Weatherhead vient de faire est fort valable et la réponse que monsieur Ward vient de faire est aussi fort pertinente. Nous devrions songer à ces problèmes et les étudier très sérieusement parce qu'il y a plusieurs cas qui se présentent dans ce domaine. Ces pauvres femmes qui se remarient sont parfois dans des situations pires qu'autrefois. Elles sont souvent de véritables victimes, elles ont peut-être quelques assurances mais souvent, elles sont malheureuses.

Le président: Merci, monsieur MacRae. Monsieur Weatherhead.

M. Weatherhead: M. Anderson aurait-il des précisions à apporter sur ce point particulier?

M. Anderson: Je crois, naturellement, qu'il y a une grande amélioration sur ce que nous avions dans l'ancienne loi. Une femme dont le mari était décédé, reçoit une pension à ce moment-là mais ensuite, on lui supprimait cette pension si elle se remariait; on lui donnait une sorte de prime de démobilisation. On lui assure une pension d'un an. Autrefois, si elle se remariait pour une période de 5 ans ou plus on ne lui donnait absolument rien. Elle ne pouvait plus jamais recevoir à nouveau sa pension. Maintenant la situation est fort améliorée en vertu de la présente loi et la commission fait preuve d'indulgence et de discréption et tient compte des circonstances atténuantes d'un second mariage malheureux. Naturellement, la même chose s'applique pour le supplément de pension dans le cas de la séparation. Parfois, une femme ne peut pas vivre avec un homme qu'elle a choisi.

[Text]

question about it. The pension would be reinstated. It is definitely a big advantage over what we previously had.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: It is clear from the wording of the new clause that the only condition under which the widow of the veteran can reapply if her second marriage is broken down is if it has been formally severed by judicial proceedings either—by divorce or by what is called a judicial separation. It does not cover the case where she is abandoned by her second husband and he cannot be found or where they separate by mutual agreement.

Mr. Anderson: This is new legislation, Mr. Chairman. This would depend on what interpretation you put upon dissolution. As you know, under the new legislation, the Pension Commission will interpret the legislation in the initial stages. If there is dissatisfaction with that interpretation it will eventually go to the Pension Review Board. I would think that it would be a matter of the Pension Review Board deciding just what the term "dissolution" means and how to apply it. I am not a lawyer so I am not in a position to tell you. The term "dissolution" could mean several things. This would be the procedure that would be followed where there was a dispute regarding what this word did mean.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It depends on whether the marriage ends in "dissolution" or "disillusion".

Mr. Blair: Under the new Divorce Act, for example, the rather tragic social problem of desertion or abandonment has been covered so that a woman who was left by her husband after a certain period of time—I think it is three years—may seek a divorce. My question is: "What happens to her in that three-year period?"

Mr. Ward: If I may say so, Mr. Chairman, this clause was never designed to cover a case of desertion and reinstatement of pension on those grounds.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. Mr. W.

• 1110

It is true that desertion can be and is grounds for divorce, and if the parties take that final step and obtain a divorce we will leave it to the courts to determine such matters as collusion, and so forth. If the marriage is dissolved, then of course the Commission will have discretion to reinstate pension. But if provision were made for reinstatement of pension on the grounds of desertion, it has been suggested that this would open the door to collusive desertion, and it was felt that because of the widening of the grounds of divorce that those people who have been deserted can obtain dissolution of their marriage or...

Mr. Guay (St. Boniface): How? If I may interject, Mr. Chairman, I was going to ask Mr. Ward how they can obtain it if the husband has deserted them? In many instances you cannot even find them. Even the RCMP have a hell of a time to follow them up, so how could she obtain it?

Mr. Ward: It would depend a great deal on the individual case. I was merely indicating that the grounds for divorce would include desertion and if they wish to

[Interpretation]

S'il y a séparation ou divorce la Commission fait preuve de discréTION encore une fois.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Une question, s'il vous plaît. Le libellé de ce nouvel article prévoit qu'elle peut demander à nouveau sa pension uniquement s'il y a eu un divorce ou une séparation judiciaire mais cela ne couvre pas le fait qu'elle ait été abandonnée par son mari qui ne peut être retrouvé ou qu'il y a une séparation par consentement mutuel.

M. Anderson: Il s'agit d'une nouvelle loi et cela dépendrait de l'interprétation que vous donnez à la dissolution du mariage; en vertu de cette nouvelle loi, la Commission doit prendre en considération toute cette interprétation qui doit aller à la Commission de révision des pensions. Je ne suis pas avocat mais je suis en mesure de vous dire que le terme «dissolution» peut avoir plusieurs sens et ce serait la procédure qu'on adopterait pour étudier le libellé de cette loi.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): S'agit-il de dissolution ou de désenchantement?

M. Blair: En vertu de la nouvelle loi sur le divorce, la femme abandonnée par son mari pour une période de trois ans peut demander un divorce, mais qu'adviert-il de cette pauvre femme pendant la période où elle est abandonnée?

M. Ward: Cet article n'a jamais été conçu pour prévoir un cas de désertion ou de remise de pension en raison de ces motifs.

Il est vrai que la désertion est un motif de divorce si le parti prend cette mesure extrême; il peut obtenir un divorce. Mais c'est la Cour qui décide de la collusion. Si le mariage se dissout, la Commission a la discréTION de redonner la pension à la femme. Quant aux dispositions pour redonner la pension pour motifs de désertion, cela laisserait une porte très grande ouverte à toutes sortes d'abus. Quant à celles qui ont été abandonnées, elles peuvent obtenir cette pension.

M. Guay (Saint-Boniface): Parfois, la Gendarmerie Royale ne peut même pas retrouver le mari. Qu'adviert-il dans cette situation?

M. Ward: Je ne parlais simplement que des motifs de divorce qui comprennent la désertion. S'ils veulent prendre cette mesure extrême, alors la pension pourrait être

[Texte]

take that final step, then of course the pension could be reinstated. Under those circumstances it is unlikely there would be any collusive desertion for purposes of reinstatement of pension.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, with respect to Mr. Guay's question, there are rules of the courts that permit you to advertise when you cannot find a person, and this sort of thing, and while it is more complicated, you do not have to find the spouse before you can carry on with a divorce action.

The Chairman: Thank you Mr. Weatherhead.

Mr. Guay (St. Boniface): Supplementary to that, how long does this process take and, to follow up the questions that have been placed before us here, what does the widow do in the meantime? She has no other income, and this is my concern. What time element is involved, Mr. Weatherhead?

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, probably the main point is what happens to the lady in the meantime.

The Chairman: Yes. I think it is necessarily a question of opinion, which is something that is outside this bill at the moment, Mr. Guay. I think you have certainly asked a very good question. Mr. Blair has started to question. Have you finished, Mr. Blair?

Mr. Blair: I have raised a point. I see the force in Mr. Ward's argument, but I thought it was something we should consider.

The Chairman: I see the time has passed the hour of 11 o'clock. Before we leave and as we do have a quorum, shall Clause 25 carry?

Clause 25 agreed to.

The Chairman: Is it the intention of the Committee to sit even if we do not have a quorum?

Mr. MacRae: I move we adjourn.

Mr. Loiselle: On a question of privilege, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Loiselle on a question of privilege.

Mr. Loiselle: It seems I have used a term which was a little stronger than I thought. I was wondering if I could have permission of the Committee to change that word to individual or person.

The Chairman: It will be noted, Mr. Loiselle. The meeting is adjourned until Thursday morning. Thank you very much.

[Interprétation]

remise. Quant à la désertion par arrangement il s'agit d'une question fort différente.

Le président: Monsieur Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Monsieur Guay, quand la Cour passe un jugement et qu'elle doit faire appel à la publicité pour essayer de trouver l'époux, elle n'est pas tenue de trouver le mari avant d'accorder un divorce.

Le président: Merci, monsieur.

Mr. Guay (Saint-Boniface): Combien de temps cette procédure prend-elle pour arriver à ces fins? Que fait la veuve pendant ce temps? Elle n'a aucune autre ressource, aucune rémunération pendant cette période de désertion?

Mr. Weatherhead: C'est certainement la question la plus importante. Que lui arrive-t-il en ce temps-là?

Le président: Monsieur Guay, vous avez certainement soulevé une question fort importante mais cela dépasse la compétence de ce bill.

Mr. Blair: Je comprends toute la portée de l'argument de M. Ward et nous devons en faire une étude sérieuse.

Le président: Je vois que le temps s'écoule et qu'il est passé 11 heures. Est-ce que l'article 25 est adopté?

L'article 25 est adopté.

Le président: Allons-nous poursuivre même si nous ne sommes pas en nombre?

Mr. MacRae: Je propose l'ajournement.

Mr. Loiselle: J'en appelle au Règlement.

Le président: Monsieur Loiselle.

Mr. Loiselle: J'ai employé une expression qui a dépassé ma pensée. Pourrais-je changer cette expression et dire «particulier ou personne»?

Le président: Nous en tiendrons compte, monsieur Loiselle. La séance est levée. Nous nous réunirons jeudi matin.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 6

Thursday, February 4, 1971

Chairman: Mr. Carl Legault

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Veterans Affairs

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Pension Act and the Civilian War Pensions and Allowances Act

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

The Chairman expressed thereon a doubt as to the admissibility of such a draft amendment. Clause 21 was allowed to stand.

The Chairman called, in turn, Clauses 26, 27, which were allowed to stand.

The Chairman called Clause 28, whereupon Mr. Foster moved,

That Clause 28 of BILL C-203, be amended by striking out lines 33 to 39 on page 24 and substituting the following:

'respect of a prisoner of war of the Japanese who has any assessable disability'

The question having been put on the amendment, it was carried.

On motion of Mr. Marshall,

Agreed—That the Brief received from the National

Third Session
Twenty-eighth Parliament, 1970-71

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 6

Le jeudi 4 février 1971

Président: M. Carl Legault

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

**Affaires des
anciens combattants**

CONCERNANT:

Le Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions et la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Le président a demandé à ce que le projet d'amendement au clause 21 soit rejeté.

Le président a demandé à ce que les clauses 26 et 27 soient maintenues.

Le président a demandé à ce que la clause 28 soit maintenue.

On a voté à ce que la clause 28 soit maintenue.

Troisième session de la
vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Carl Legault

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

Messrs.

Badanai
Bigg
Blair
Émard
Foster

Guay (St. Boniface)
Knowles
(Norfolk-Haldimand)
Knowles
(Winnipeg North Centre)

COMITÉ PERMANENT DES
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Carl Legault

Vice-président: M. Jack Cullen

Messieurs

Loiselle
MacLean
MacRae
Marshall
Peters

Tétrault
Thomas (Moncton)
Turner (London East)
Weatherhead
Whicher—(20)

CONCERNANT: (Quorum 11)

Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de bourse pour leur avantage et le bon fonctionnement du Comité

Greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

TEMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Bill C-203, An Act to amend the Persons Act and the Canadian War Measures Act

See Minutes of Proceedings

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, February 4, 1971.

(7)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:45 a.m. this day. The Chairman, Mr. Legault, presided.

Members present: Messrs. Badanai, Bigg, Blair, Cullen, Foster, Guay (St. Boniface), Knowles (Norfolk-Haldimand), Knowles (Winnipeg North Centre), Legault, Loiselle, MacLean, MacRae, Marshall, Turner (London East) —(14).

Witnesses: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister; Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate. From the Canadian Pension Commission: Mr. T. D. Anderson, Chairman.

The Committee continued its consideration of Bill C-203.

Members agreed to sit, during the week of February 8, 1971, at 11:00 a.m.

The Chairman called Clause 21, whereupon the Clerk of the Committee distributed copies of a draft amendment which reads as follows:

That Clause 21 of Bill C-203 be amended by

(a) Striking out lines 7 to 9 on page 21 and substituting the following:

'(a) she has earnings from personal employment;

(b) Striking out line 19 on page 21 and substituting the following:

'exceed \$600 per annum and she re-

intended to be moved by Mr. Knowles (Winnipeg North Centre).

The Chairman expressed thereon a doubt as to the admissibility of such a draft amendment. Clause 21 was allowed to stand.

The Chairman called, in turn, Clauses 26, 27, which were allowed to stand.

The Chairman called Clause 28, whereupon Mr. Foster moved,

That Clause 28 of Bill C-203, be amended by striking out lines 33 to 35 on page 24 and substituting the following:

'respect of a prisoner of war of the Japanese who has any assessable disability'

The question having been put on the amendment, it was carried.

On motion of Mr. Marshall,

Agreed—That the Brief received from the National Prisoners of War Association, which was received in English only, be printed in both languages as an appendix to this Committee's next issue of its Minutes of Proceedings and Evidence.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 4 février 1971

(7)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin, à 9 h 45. Le président, M. Legault, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Badanai, Bigg, Blair Cullen, Foster, Guay (Saint-Boniface), Knowles (Norfolk-Haldimand), Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Legault, Loiselle, MacLean, MacRae, Marshall, Turner (London Est)—(14).

Témoins: Du ministère des Affaires des anciens combattants: MM. J. S. Hodgson, sous-ministre; D. K. Ward, avocat en chef des pensions. De la Commission canadienne des pensions: M. T. D. Anderson, président.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-203.

Les membres du Comité conviennent de siéger durant la semaine du 8 février 1971, à 11 h du matin.

Le président met l'article 21 en délibération, et le greffier du Comité distribue des copies d'un projet d'amendement qui se lit comme suit:

Que l'article 21 du bill C-203 soit modifié

a) par le retranchement des lignes 7 à 9, à la page 21, et leur remplacement par ce qui suit:

'a) que son travail personnel lui procure un revenu;

b) par le retranchement de la ligne 17, à la page 21, et son remplacement par ce qui suit:

'ne dépasse pas \$600 par an et qu'elle.

motion qu'a l'intention de proposer M. Knowles (Winnipeg-Nord Centre).

Le président exprime un certain doute à savoir si un tel projet d'amendement est recevable. L'article 21 est réservé.

Le président met ensuite en délibération les articles 26 et 27, qui sont réservés.

Le président met l'article 28 en délibération, et M. Foster propose,

Que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement des lignes 36 à 39, à la page 24, et leur remplacement par ce qui suit:

'prisonnier de guerre ou à l'égard d'un prisonnier de guerre des Japonais qui est frappé d'une invalidité dont le degré peut être estimé.'

L'amendement est mis aux voix et est adopté.

M. Marshall propose, et il est

Convenu—Que le mémoire de l'Association nationale des prisonniers de guerre, rédigé en anglais seulement, soit imprimé dans les deux langues en appendice aux Procès-verbaux et Témoignages du prochain fascicule des délibérations du Comité,

Clause 28 was allowed to stand.

The Chairman re-called Clause 21, whereupon Mr. Knowles (Winnipeg North Centre) moved,

That Clause 21 of Bill C-203 be amended by

(a) Striking out lines 7 to 9 on page 21 and substituting the following:

'(a) she has earnings from personal employment,'

(b) Striking out line 19 on page 21 and substituting the following:

'exceed \$600 per annum and she re-'

The question being put on the said amendment it, carried.

Clause 21, as amended was carried.

The Chairman re-called Clauses 26, 27 which were severally carried.

The Chairman re-called Clause 28, whereupon Mr. MacRae moved.

Resolved—That this Committee recommends to the House of Commons that the Government consider the feasibility of including members of the Merchant Navy and of the Auxiliary Services who were prisoners of the Japanese during World War II in Section 57 of the Act as amended by this Bill.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre) moved,

That Bill C-203 be amended on page 25 by changing the figure \$2,400 in line 26 to \$3,500.

The Chairman ruled the said amendment out of order. Then Mr. Knowles (Winnipeg North Centre) moved,

Resolved—That this Committee recommends that the figure of \$2,400 in line 26 on page 25 of Bill C-203 be changed to \$3,500.

Mr. Marshall moved,

That Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out line 4 on page 26.

The debate on the amendment continuing, at 11:05 a.m. the Committee adjourned, until Tuesday, February 9, 1971.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

L'article 28 est réservé.

Le président remet l'article 21 en délibération, et M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) propose,

Que l'article 21 du Bill C-203 soit modifié

a) par le retranchement des lignes 7 à 9, à la page 21 et leur remplacement par ce qui suit:

'a) que son travail personnel lui procure un revenu,'

b) par le retranchement de la ligne 17, à la page 21, et son remplacement par ce qui suit:

'ne dépasse pas \$600 par an et qu'elle'

L'amendement est mis aux voix et est adopté.

L'article 21 est adopté tel que modifié.

Le président remet en délibération les articles 26 et 27, qui sont adoptés séparément.

Le président remet l'article 28 en délibération, et M. MacRae, propose, et il est

Résolu,—Que le Comité recommande à la Chambre des communes que le gouvernement envisage la possibilité de faire entrer des membres de la marine marchande et des services auxiliaires qui ont été faits prisonniers des Japonais au cours de la Seconde Guerre mondiale dans l'article 57 de la Loi conformément aux modifications apportées à ce bill.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) propose,

Que le Bill C-203 soit modifié à la page 25 par la substitution du chiffre de \$2,400, à la ligne 24, par celui de \$3,500.

Le président déclare ledit amendement irrecevable. M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) propose alors, et il est

Résolu,—Que ce Comité recommande que le chiffre \$2,400, à la ligne 24, page 25 du bill C-203, soit remplacé par celui de \$3,500.

M. Marshall propose,

Que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement du dernier mot de la ligne 2 et des trois premiers mots de la ligne 3, à la page 26.

Pendant que se poursuit la discussion sur l'amendement, à 11 h 05 du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 9 février 1971.

On motion of Mr. Marshall

Resolved—That this bill be referred to the Standing Senate Committee on Veterans Affairs.

On motion of Mr. Marshall

That the bill be referred to the Standing Senate Committee on Veterans Affairs.

On motion of Mr. Marshall

That the bill be referred to the Standing Senate Committee on Veterans Affairs.

On motion of Mr. Marshall

That the bill be referred to the Standing Senate Committee on Veterans Affairs.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, February 4, 1971

• 0946

[Texte]

The Chairman: Gentlemen, I believe we could proceed.

It has been suggested that next week, because of various committees sitting, we sit at 11.00 o'clock instead of 9.30 for the convenience of some members. Does that meet with your approval?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Eleven o'clock on Tuesday and Thursday?

The Chairman: On Tuesday and Thursday of next week.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much, gentlemen.

At the last meeting we stood Clause 21. I have today prepared an amendment—you will recall the discussion that took place—concerning the limitation of earnings. It has been brought to my attention by the Clerk that we are encountering a little bit of difficulty—that this type of an amendment should be introduced by the Minister or by the government. Nevertheless I hear that the Minister has approved of this amendment. The difficulty here is our authority to do so. Should we put it in as a recommendation? I think we could pass it as an amendment but it is only a verbal expression stating that the Minister does approve of the amendment, which I will read right now:

That Bill C-203 be amended by

(a) striking out lines 7 to 9 on page 21 and substituting the following:

"(a) she has earnings from personal employment;"

which removes this maximum of \$600,

(b) striking out line 19 on page 21 and substituting the following:

"exceed \$600 per annum and she re—"

and continuing with the Clause itself. This second one removes the limit of \$240 and brings it up to the \$600.

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, is this amendment only changing the \$240 for \$600 you are not touching the first \$600? I just got that in my hand and you started to read right away.

Dr. Hodgson (Deputy Minister, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, the purpose of the amendment is twofold. First of all, it is to restore the personal employment provision to what it now is in the Act so that one of these dependent, widowed mothers can earn any sum without being disqualified on that account. This is the way the Act now Reads. The second purpose is to convert the \$240 limit for bond earnings and miscellaneous revenues to \$600, which some people might content is similar

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 4 février 1971

[Interprétation]

Le président: Messieurs, je crois que nous pouvons ouvrir la séance. On a proposé que la semaine prochaine, à cause des différentes séances de comités, nous pourrions tenir nos réunions à 11 h, plutôt qu'à 9 h. 30 pour accommoder certains membres. Est-ce que le Comité est d'accord?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): A 11h, les mardi et jeudi?

Le président: Mardi et jeudi de la semaine prochaine.

Des voix: D'accord.

Le président: Merci, messieurs.

Lors de notre dernière réunion, nous avons retenu l'article 21. J'ai aujourd'hui un amendement qui a été préparé et vous vous rappelez sans doute les discussions qui ont eu lieu touchant la limitation des revenus. Le greffier a porté à mon attention le fait que nous pouvions avoir certaines difficultés car ce genre d'amendement doit être présenté par le ministre ou par le gouvernement. Néanmoins, on m'a dit que le ministre avait approuvé cet amendement. Donc la difficulté ici consiste en l'autorité que nous aurions pour agir ainsi. Devrions-nous en faire une recommandation? Je crois que nous pourrions l'adopter en tant qu'amendement mais il s'agit seulement d'une déclaration verbale à l'effet que le ministre approuve l'amendement dont je veux vous faire lecture immédiatement: d'amender le projet de loi C-203 par:

a) le retranchement des lignes 7 à 9, à la page 21, et leur remplacement par ce qui suit:

«que son travail personnel lui procure un revenu».

ce qui enlève le maximum imposé de \$600,

b) par le retranchement de la ligne 17 à la page 21 et son remplacement par ce qui suit:

«dépasse \$600 par an et elle...»

et nous continuons avec le texte de l'article lui-même. La deuxième partie de l'amendement enlève la limite de \$240 et la porte à \$600.

M. Loiselle: Monsieur le président, est-ce que cet amendement ne fait que changer la somme de \$240 pour \$600 et vous ne touchez pas du tout aux premiers \$600? Je viens tout juste de recevoir ce texte et vous avez commencé immédiatement à en faire lecture.

M. Hodgson (sous-ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur le président, cet amendement poursuit deux objectifs. Premièrement il replace la modalité touchant l'emploi individuel tel qu'elle est présentement dans la Loi de sorte que l'un de ces dépendants, des veuves-mères peuvent gagner toute somme d'argent sans porter atteinte à leur admissibilité à cause de cet emploi. C'est ainsi que la Loi est rédigée présentement. Le deuxième objectif est de porter la limite de \$240

[Text]

to \$240 at the time that the \$240 was originally inserted in the Act.

Mr. Loiselle: So the example that Mr. Anderson mentioned to us the other day, that of a widowed mother working for the Department and receiving her pension, she would be eligible to what she is getting now. There is no change.

Dr. Hodgson: There is no change.

Mr. Loiselle: You put no maximum.

Dr. Hodgson: There would be no maximum with regard to personal employment. It would remain as it now is in the Act.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): On the point of order that you alluded to, I certainly do not think there is any bar against our doing the first thing. I can see some problem about the \$240 to \$600, but in the case of simply restoring the Act the way it was, it is already in the Act that there is no ceiling—and that was approved by the Governor General donkeys years ago. We have no problem there.

• 0950

The Chairman: Does this amendment meet with the approval of the Committee?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): If you want a motion, I will move it.

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, I would just like to know why the officials are so generous suddenly this morning. Is it because they have checked the figures? If I remember correctly, Mr. Guay asked for figures on pensioners. Is it because you have checked the information you gave us of over eighty years old on the average and that you have no widowed mothers or only one or two?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, that is not necessarily the reason, but Mr. Anderson does have the figures available if the Committee would like them.

Mr. Loiselle: It is not a reason but it helped, though? Good.

The Chairman: Perhaps Mr. Anderson would care to give the figures.

Mr. Loiselle: I think Mr. Anderson should wait until Mr. Guay comes in because it was Mr. Guay who asked for them.

The Chairman: Yes. Mr. Guay is supposed to come back.

Then, I understand that there is a motion to the effect that this amendment be accepted as read. Moved by Mr. Knowles and seconded by Mr. Loiselle.

Clause 21 allowed to stand.

[Interpretation]

pour les revenus venant d'investissements et des autres revenus divers à \$600, ce que certaines personnes pourraient considérer comme étant l'équivalent de ce que représentaient les \$240 au moment où ce montant a été inscrit dans la Loi.

M. Loiselle: Donc, reprenons l'exemple que M. Anderson nous mentionnait l'autre jour, celui d'une veuve-mère qui travaille pour le ministère et reçoit une pension, elle serait admissible au montant qu'elle reçoit présentement. Il n'y a pas de changement.

Dr. Hodgson: Il n'y a pas de changement.

Mr. Loiselle: Vous ne fixez aucun maximum.

Dr. Hodgson: Il n'y aurait pas de maximum en ce qui a trait au travail personnel. Cela demeurerait comme c'est inscrit présentement dans la Loi.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En ce qui a trait au rappel au Règlement que vous avez mentionné précédemment, je suis certain qu'il n'y a aucune raison qui nous empêche d'agir ainsi. Je peux voir certains problèmes en ce qui a trait à la somme de \$240 remplacée par \$600 mais dans le cas de simplement remettre le libellé de la Loi de la manière qu'il était antérieurement, c'est déjà dans la Loi, il n'y a pas de maximum et cela a été approuvé par le gouverneur général il y a déjà plusieurs années. Il n'y a donc aucun problème.

Le président: Est-ce que les membres du Comité sont d'accord sur l'amendement

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Si vous désirez une motion, j'en fais la proposition.

Mr. Loiselle: Monsieur le président, j'aimerais savoir pourquoi les hauts fonctionnaires du ministère sont si généreux tout à coup ce matin. Est-ce que parce qu'ils ont vérifié les données? Si je me souviens bien, M. Guay a demandé certaines données touchant les pensionnés. Est-ce parce que vous avez vérifié les données que vous nous avez fournies au sujet du nombre de pensionnés âgés de plus de quatre-vingts ans en moyenne et que vous n'avez pas de veuves-mères ou seulement une ou deux.

Dr. Hodgson: Monsieur le président, ce n'est pas là nécessairement la raison, mais M. Anderson a présenté les données disponibles si le comité désire en prendre connaissance.

Mr. Loiselle: Ce n'est pas là la raison mais cela a aidé n'est-ce pas? D'accord.

Le président: Peut-être que M. Anderson pourrait nous communiquer ces chiffres.

Mr. Loiselle: Je pense que M. Anderson pourrait attendre que M. Guay soit arrivé, car c'est M. Guay qui en a fait la demande.

Le président: Oui. M. Guay doit revenir bientôt.

Donc nous avons une motion à l'effet que cet amendement soit accepté tel qu'il a été lu. Proposé par M. Knowles et appuyé par M. Loiselle.

L'article 21 est réservé.

[Texte]

The Chairman: At the last meeting, we had carried Clause 25. We are now on Clause 26.

An hon. Member: Am I correct in saying we have only the one that has been stood—Clause 21?

The Chairman: Yes. Clause 21 and it will be carried as soon as we have a quorum.

On Clause 26.

Mr. Loiselle: On Clause 26, Mr. Chairman, Newfoundland was not in the previous by-law because it is for people who are residing in Newfoundland.

Mr. D. K. Ward (Chief Pensions Advocate): Mr. Chairman, it is merely a relocation of an existing provision of the Pension Act relocating it to a more appropriate place in the Act.

Mr. Loiselle: All right.

The Chairman: Thank you, Mr. Marshall. Are there any further questions on Clause 26?

Clause 26 allowed to stand.

On Clause 27.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, perhaps Mr. Anderson might advise. There must be very few South African pensions at this particular point although I would imagine the dependents would be the major group, actually. As to the actual number of servicemen involved, they would be very, very few. Would you have the figures there?

Mr. T. D. Anderson (Chairman, Canadian Pension Commission): Surprisingly enough, there is quite a number. I am sorry I do not have the figure available, Mr. Chairman, but there are still quite a few South African veterans in receipt of pensions. As Mr. MacRae has said, there are also quite a number of dependents, widows particularly.

Mr. Loiselle: Do you have an approximate figure?

Mr. Anderson: I can provide the figure at another meeting if it is required. That would be no problem. We can get it. I do not know just what it is at the moment. I will make a note of that.

Mr. MacRae: Thank you.

The Chairman: Are there any other questions on Clause 27?

Clause 27 allowed to stand.

On Clause 28.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, may I point out that Clause 28 is a long one. It starts on page 24 and goes all the way to page 40. It amends or provides substitutes for many sections in the Act. We may not want to discuss them all but I suggest that you call Clause 28 by the sections of the Act that they amend,

[Interprétation]

Le président: A notre dernière réunion, nous avions adopté l'article 25. Nous sommes maintenant à l'article 26.

Une voix: Ai-je raison de dire que nous n'avons qu'un seul article qui a été retenu, l'article 21?

Le président: Oui. Il s'agit de l'article 21 et nous l'adopterons dès que nous aurons quorum.

L'article 26.

Mr. Loiselle: L'article 26, monsieur le président, Terre-Neuve n'était pas mentionné antérieurement dans la loi, car cela concerne les gens qui résident à Terre-Neuve.

M. D. K. Ward (Chef avocat-conseil du Bureau des services juridiques des pensions): Monsieur le président, il s'agit simplement de replacer une modalité déjà existante dans la loi sur les pensions, de la replacer dans un endroit plus approprié.

Mr. Loiselle: D'accord.

Le président: Merci monsieur Marshall. Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 26?

L'article 26 est réservé.

L'article 27.

Mr. MacRae: Monsieur le président, peut-être que M. Anderson peut nous donner son avis. Il doit y avoir très peu de pensionnés pour services en Afrique du Sud présentement bien que j'imagine que le nombre de leurs dépendants peut être le groupe principal en réalité. Pour ce qui est du nombre réel de militaires en cause, il serait très très peu nombreux. Auriez-vous des données à ce sujet?

M. T. D. Anderson (président, Commission canadienne des pensions): Il est assez surprenant de constater qu'il s'agit d'un nombre assez important. Je regrette de ne pas avoir les données disponibles, monsieur le président, mais il y a encore un nombre assez important d'anciens combattants de l'Afrique du Sud qui reçoivent une pension. Comme M. MacRae l'a dit, il y a aussi un nombre important de personnes à charge, les veuves en particulier.

Mr. Loiselle: Auriez-vous une donnée approximative?

M. Anderson: Je peux vous fournir les données à une autre réunion selon les besoins. Cela ne présente aucun problème. Nous pouvons les obtenir. Je ne sais pas actuellement de quel chiffre il s'agit. Je prends note de votre question.

Mr. MacRae: Merci.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 27?

L'article 27 est réservé.

L'article 28.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, puis-je souligner le fait que l'article 28 est un article très long. Il débute à la page 24 et va jusqu'à la page 40. Il modifie ou présente des changements à de nombreux articles de la Loi. Il se peut que nous ne voulions pas les discuter tous, mais je suggère que vous

[Text]

starting with proposed Section 57 going over to proposed Section 90, with proposed Section 57 on page 24.

On proposed Section 57.

The Chairman: Are there any questions on proposed Section 57? Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Yes, indeed. Mr. Chairman. I have raised this many times in the Committee but I raise it again and I plead with the other members of the Committee to give this favourable consideration and to support it. And that is by simple amendment to the Act if necessary, to this particular section where it says:

57(1)...

(a) a member of the forces,...

and of the merchant navy who will be treated as a prisoner of war. At this particular moment as far as I can determine, the Royal Canadian Legion has only one case on which they are actively working. However there are others. There are a few others. Perhaps there are only half a dozen. Let us say there are a half dozen. Let us say there are ten, but it would be no great strain on the treasury and it would take care of this very small particular group of men who suffered just as much, perhaps more, although I can hardly visualize anybody suffering more than the Hong Kong men did, and would bring them under the Act. It is true perhaps that they might be covered under the Civilian War Pensions and Allowances Act but I would like to see them given, through the statute the very same treatment. And, Mr. Chairman if, it requires a motion from a government member, that is fine with me—it does not matter.

• 0955

I would like to move it, but if it has any more force if somebody on the government side of the House moves it, or if it somebody with the approval of the Minister moves it or whatever way it has to be done, I would like to see the merchant seamen brought under this Act. I leave that with you now for discussion and I hope the rest of the committee will support it.

The Chairman: Mr. MacRae I can very well see your point. I think we are coming back to the difficulty that we mentioned right at the very beginning where any of the amendments would deal with increases in anything, although it is only in principle because as you do say, there are so very few that we do not believe it would change anything much.

Mr. Cullen: Is there any reason, Mr. Chairman, if this representation has been made why they have not been included and what is the reason behind it?

The Chairman: Dr. Hodgson.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, I do not think anyone has raised any objection in principle to the extension of this provision to merchant seamen as described in other legis-

[Interpretation]

procédez dans le cas de l'article 28 par les articles de la Loi que l'article 28 modifie, en commençant avec le projet d'article 57 en allant jusqu'au projet d'article 90, le projet de l'article 57 apparaissant en page 24.

L'article 57 du projet de loi.

Le président: Y a-t-il des questions au sujet de l'article 57? Monsieur MacRae.

M. MacRae: Oui, certainement, monsieur le président. J'ai fréquemment soulevé cette question au Comité mais je vais la soulever encore et je demande aux autres membres du Comité de lui accorder leur attention et de l'appuyer. Il s'agit d'un simple amendement à la Loi selon les besoins, à l'article en particulier où il est dit:

57(1) a) un membre des forces ...

et de la marine marchande qui aurait été traité en tant que prisonnier de guerre. Présentement, en autant que je puisse l'établir, la Légion canadienne n'a qu'un seul cas dont elle s'occupe activement. Toutefois, il y en a d'autres. Il peut y en avoir quelques autres. Il s'agit peut-être seulement d'une demi-douzaine. Disons qu'il y en a une demi-douzaine, il y en a dix, mais ce ne serait pas un grand déboursé pour le Trésor et cela prendra en considération les besoins de ce très petit groupe d'hommes qui ont souffert autant et peut-être plus, bien que je puisse difficilement envisager que quelqu'un ait pu souffrir davantage que les hommes qui ont été affectés à Hong Kong, et cela leur offrirait les bénéfices de la Loi. Il est vrai que peut-être ils sont assujettis aux termes de la Loi sur les pensions et les allocations de guerre pour les civils, mais j'aimerais qu'ils reçoivent, grâce aux dispositions de la Loi, les mêmes avantages. Et, monsieur le président, si cela demande une proposition d'un membre du gouvernement, je suis d'accord, cela n'a pas d'importance.

J'aimerais en faire la proposition moi-même, mais si cette proposition a plus de force si elle est présentée par un représentant du gouvernement à la Chambre, ou si quelqu'un la présente avec l'approbation du Ministre, ou que cela soit fait de quelqu'autre manière que ce soit, j'aimerais que les marins de la Marine marchande soient couverts par cette Loi. Je vous laisse donc cette question pour qu'elle soit discutée et j'espère que les autres membres du Comité vont l'appuyer.

Le président: Monsieur MacRae, je vois très bien votre point de vue. Je crois que nous revenons à la difficulté que j'ai mentionnée au tout début de notre réunion à l'effet que tout amendement qui porterait sur une augmentation de quoi que ce soit, bien qu'il s'agisse d'une question de principe, car comme vous le dites, il s'agit d'un très petit nombre de personnes et nous ne croyons pas que cela changerait beaucoup de choses.

M. Cullen: Y a-t-il une raison, monsieur le président, si l'on a déjà fait cette présentation pourquoi ces derniers n'ont pas été couverts et pour quelle raison?

Le président: Monsieur Hodgson.

M. Hodgson: Monsieur le président, je ne crois pas que quelqu'un ait soulevé une objection en principe à l'extension de cette modalité pour recouvrir les marins de la

[Texte]

lation. I believe it is a little more complex than just saying Merchant Navy. I believe it takes a few lines to describe the people we are speaking of. May I also mention, that we are aware of two other people who were in the auxilliary forces who presumably would be subsumed under a further amendment if a further amendment were contemplated.

The Chairman: Mr. Loiselle.

Mr. Loiselle: Do you have any figures which would show how many cases are outside of this?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, we do not have figures, but we know that the total number is very, very small.

Mr. Loiselle: Very, very small, ten or a hundred?

Dr. Hodgson: We believe the figure is of the order of twenty to twenty-five, somewhere in that neighbourhood.

Mr. Loiselle: All right.

Mr. Cullen: If we cannot move an amendment, and I do not know whether we can, is it not open to us to make a motion that this should be considered by the Ministry? If we cannot deal with it on the money aspect, could Mr. MacRae make a motion and such others as the government might wish to incorporate; that is if Merchant Navy will not take in the twenty odd people?

The Chairman: If I understand, Mr. Cullen, the motion would be in the form of a recommendation that this be incorporated in the report itself. Would this meet with your approval, Mr. MacRae?

Mr. MacRae: I think it would, Mr. Chairman. May I point out two factors, one as to the financial aspect. Just this morning, although we did not grant any more money through the motion that appeared before us by its very nature, it could cost the Treasury a few more dollars by making certain exceptions. Of course, I am all for the motion we had earlier this morning for a very personal reason, I happen to be very interested in this particular one. So actually finance was involved in this motion we made this morning. There is an apparent precedent right here.

I am not going to argue that point, because I do not want to do anything to prejudice the case, I am trying to make for these particular people.

The second point is this. Section 25 of the Pension Act, the compassionate section, so to speak, they could be as Mr. Anderson could explain much better than I could—they might possibly be taken care of under that section. That is true, Mr. Anderson is it not? What I am trying to say, Mr. Chairman, and perhaps saying it very poorly, is that I would like to see this very small group of men, as Mr. Loiselle pointed out perhaps there may be a lady or two involved, I do not know, with the protection of the Act, the same as the other men who suffered so horribly at the hands of the Japanese. Could I leave it this way,

[Interprétation]

Marine marchande, telle que mentionnée dans d'autres lois. Je crois que c'est un peu plus complexe que simplement dire Marine marchande. Je crois qu'il faut quelques lignes pour décrire les gens dont nous parlons. Puis-je aussi mentionner que nous connaissons deux autres personnes qui étaient membres des forces auxiliaires et qui probablement feraient l'objet d'un amendement ultérieur si un amendement ultérieur était à un moment donné considéré.

Le président: Monsieur Loiselle.

M. Loiselle: Avez-vous quelques données qui nous permettraient de savoir combien de cas il y a en dehors de ceci?

M. Hodgson: Monsieur le président, nous n'avons pas les données, mais nous savons que le nombre total est très, très minime.

M. Loiselle: Très, très minime, 10 ou 100?

Dr. Hodgson: Nous croyons que les données se situent entre 20 et 25 environ.

M. Loiselle: D'accord.

M. Cullen: Si nous ne pouvons présenter d'amendement, et je ne sais pas si nous le pouvons ou non, n'avons-nous pas le droit de présenter une proposition à l'effet de demander au Ministère d'étudier cette question? Si nous ne pouvons pas traiter de l'aspect financier, est-ce que M. MacRae pourrait présenter une motion et que tout autre membre du gouvernement pourrait désirer l'incorporer au projet de loi, c'est-à-dire si la Marine marchande ne couvre pas ces quelques vingt personnes?

Le président: Si je comprends bien, monsieur Cullen, la proposition revêtirait la forme d'une recommandation pour que cela soit incorporé dans le rapport lui-même. Est-ce que vous seriez d'accord là-dessus, monsieur MacRae?

M. MacRae: Je crois que ce serait cela, monsieur le président. Puis-je souligner deux facteurs à considérer, l'un étant un facteur financier. Ce matin même, bien que nous n'ayons pas accordé plus d'argent par la proposition qui nous a été présentée, par sa nature même, il en coûtera au Trésor quelques dollars de plus pour accepter certaines exceptions. Bien entendu, j'appuie entièrement la proposition que nous avons eue plutôt ce matin. Pour une raison très personnelle, il arrive que je suis très intéressé à cette question en particulier. Donc, l'aspect financier était en cause dans la proposition que nous avons faite ce matin. Il y a apparemment un précédent qui a été créé ici même.

Je ne peux pas discuter sur ce point, car je ne voudrais pas créer de préjudice contre la cause que j'essaie de défendre pour ces gens en particulier.

Le deuxième point est le suivant: l'article 25 de la Loi sur les pensions, l'article touchant la compensation, si l'ont peut parler ainsi. Il se peut—et M. Anderson pourrait probablement l'expliquer beaucoup mieux que moi—it se peut donc que ces personnes soient couvertes par cet article. Cela est vrai, M. Anderson, n'est-ce pas? Ce que je veux dire, monsieur le président, et peut-être que je m'exprime très mal à ce sujet, c'est que j'aimerais que ce petit groupe de personnes, comme M. Loiselle l'a

[Text]

Mr. Chairman, for you and Mr. Cullen to prepare a suitable section that might be incorporated in the proposed Act. As long as we get it there, that is the important thing to me.

Mr. MacRae: Yes, indeed. Mr. Chairman. I have • 1000

The Chairman: Then necessarily we come back to the very original amendment that we have brought in and we have bent the procedure a little on that one, but it is a known fact that it is accepted by the Committee and has received the approval of the Minister in a verbal expression. However, as we have passed that one I think we should go along to your suggestion that a recommendation be prepared, because I think it meets with the Committee's approval, perhaps to get the government to put the amendment in that particular clause at the time when it will be dealt with in the House. In order to have something firm could I call on someone to move—would you care to move that suggestion, Mr. MacRae?

Mr. MacRae: Yes I will, Mr. Chairman. I so move.

The Chairman: The wording would be?

Mr. MacRae: Well, that it be recommended to the government.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Or that this Committee recommends.

The Chairman: Yes.

Mr. MacRae: That this Committee recommends to the government that Merchant Seamen and such other groups as ...

Dr. Hodgson: Members of the auxilliary services.

Mr. MacRae: ...Members of the auxiliary services be considered under the same provisions as the armed forces who were prisoners of war of the Japanese.

The Chairman: Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, we do not recommend to the government, we recommend to the House.

The Chairman: Yes.

Mr. MacRae: Yes, that is right.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It is up to the government to pick it up.

The Chairman: Recommend to the House.

Mr. MacRae: Yes. If you like, Mr. Chairman, I will take a few minutes with this while you go on and then give it to the Clerk.

The Chairman: Yes, do any members have further questions on that particular clause, gentlemen?

[Interpretation]

mentionné il y a peut-être une ou deux femmes en cause, je n'en sais rien, ait la protection de la Loi, la même que les autres gens qui ont souffert si horriblement dans les mains des Japonais. Puis-je donc, monsieur le président, vous laisser à vous et à M. Cullen le soin de préparer un article adéquat qui pourrait être incorporé au projet de loi. En autant que cela est incorporé au projet de loi, c'est ça qui importe à mon avis.

Le président: Donc nous revenons nécessairement au premier amendement qui nous a été présenté et à cette occasion nous avons contourné la procédure, mais il est reconnu que cela a été accepté par le Comité et a reçu l'approbation du ministre sous forme de déclaration verbale. Toutefois, puisque nous avons laissé passer celui-là, je crois que nous pouvons accepter votre suggestion à l'effet qu'un recommandation soit préparée, car je crois que cela rencontre l'approbation des membres du comité, peut-être pour demander au gouvernement d'insérer les amendements à cet article en particulier au moment où celui-là sera étudié à la Chambre. Afin de savoir à quoi s'en tenir, puis-je demander à quelqu'un de proposer. Aimeriez-vous en faire la proposition, M. MacRae?

Mr. MacRae: Oui, monsieur le président j'en fais la proposition.

Le président: Le libellé de la proposition serait?

Mr. MacRae: Eh bien, qu'il est recommandé au gouvernement.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ou que ce comité recommande.

Le président: Oui.

Mr. MacRae: Que ce comité recommande au gouvernement que les marins de la Marine marchande et tout autre groupe, comme...

Mr. Hodgson: Les membres des services auxiliaires.

Mr. MacRae: ...les membres des services auxiliaires, soient considérés sous les mêmes modalités que les membres des forces armées qui ont été faits prisonniers de guerre des Japonais.

Le président: Monsieur Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, nous ne présentons pas de recommandation au gouvernement, nous recommandons à la Chambre.

Le président: Oui.

Mr. MacRae: Oui, cela est exact.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il appartient au gouvernement d'y donner suite.

Le président: Recommande à la Chambre.

Mr. MacRae: Oui. Si vous le désirez, monsieur le président, je vais prendre quelques minutes pour rédiger les amendements. Vous allez continuer la réunion et je les remettrai au greffier.

Le président: Oui, y a-t-il des membres qui auraient d'autres questions relativement à cet article en particulier?

[Texte]

Mr. Marshall: Mr. Chairman, I am just wondering if...

The Chairman: Mr. Marshall, I will recognize you afterwards, but Dr. Hodgson brings to my attention that he has a drafting point which could very well be the point that you are going to deal with.

Mr. Marshall: All right.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, it turns out that proposed subsection (2) of this proposed section does not properly fulfil the intent of the government because of a drafting accident. You will notice that in proposed subsection (1) the kinds of people are defined as:

(a) a member of the forces, or

and then in proposed paragraph (b) other people who had served in various forces, but when one comes to proposed subsection (2) it says:

(2) A pension in an amount equal to the pension payable for a disability assessed at fifty per cent shall,... be awarded... to or in respect of a member of the forces...

In other words this proposed subsection accidentally covers only category (a) above and does not include category (b) above. Therefore, it would be necessary to amend the drafting of this subsection to leave out from line 33 the words:

...a member of the forces who was...
and then on line 35 change the word "and" to "who." It would then read:

...be awarded in accordance with the rates set out in Schedule A to or in respect of a prisoner of war of the Japanese who has any assessable disability.

This would then cover both categories of people.

Mr. Loiselle: We will let you do the wording as long as you put it as we ask for them.

Mr. MacRae: Dr. Hodgson, does that take care of my amendment or not?

Dr. Hodgson: No.

Mr. MacRae: It does not?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, no, it does not. It merely extends the application of proposed subsection (2) to both categories mentioned in proposed subsection (1), but if proposed subsection (1) is then amended to amplify and include the Merchant Seamen and members of the auxiliary forces under the definition of prisoners of the Japanese, then the amended proposed subsection (2) would cover these additional people as well.

Mr. MacRae: Yes, thank you very much.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, I also note that when you come to the proposed Section 58 an identical drafting point would arise which would need to be taken into account.

[Interprétation]

M. Marshall: Monsieur le président, je me demande si...

Le président: M. Marshall, je vous donnerai la parole plus tard, mais M. Hodgson porte à mon attention le fait qu'il a un projet d'insertion qui pourrait très bien couvrir la question que vous voulez présenter.

M. Marshall: D'accord.

M. Hodgson: Monsieur le président, il arrive que le paragraphe (2) de cet article tel qu'il est rédigé ne tienne pas compte de l'intention du gouvernement à cause d'une erreur dans la rédaction. Vous remarquerez que dans le paragraphe (1) on définit ainsi les personnes en cause:

a). un membre des forces, ou

et ensuite dans l'alinéa b) les autres personnes qui ont servi dans les diverses forces, et lorsqu'on en arrive au paragraphe (2) on y lit:

(2) une pension d'un montant égal à la pension payable pour l'invalidité estimée à 50 p. 100 doit,... être accordée... à un membre ou à l'égard d'un membre des forces...

En d'autres mots, le paragraphe proposé couvre accidentellement la catégorie a) susmentionnée et ne comprend pas la catégorie b). C'est pourquoi il serait nécessaire de modifier le libellé de ce paragraphe pour retrancher de la ligne 33 les mots:

un membre des forces qui a été...

et ensuite à la ligne 35 changer le mot «et» pour «qui». Le sous-paragraphe se lirait donc:

Être accordé en conformité des taux indiqués à l'annexe A, à un prisonnier de guerre des Japonais ou à l'égard d'un prisonnier de guerre des Japonais qui est frappé d'une invalidité dont le degré peut être estimé.

Cela couvrirait les deux catégories de personnes en cause.

M. Loiselle: Nous vous laissons le soin de rédiger le libellé en autant que vous le faites selon notre demande.

M. MacRae: M. Hodgson, est-ce que cela couvre mon amendement oui, ou non?

M. Hodgson: Non.

M. MacRae: Cela ne le couvre pas?

M. Hodgson: Monsieur le président, non cela ne le couvre pas. Il ne fait qu'étendre la mise en application du paragraphe (2) aux deux catégories mentionnées au paragraphe (1), mais si le paragraphe (1) est ensuite modifié pour couvrir les marins de la Marine marchande et les membres des forces auxiliaires selon la définition des prisonniers de guerre des Japonais, à ce moment-là le paragraphe (2) tel qu'amendé couvrirait ces personnes.

M. MacRae: Oui, merci beaucoup.

M. Hodgson: Monsieur le président, je remarque aussi que lorsque vous en arriviez au projet d'article 58, un problème de rédaction du même genre se présente et il vous faudra prendre la chose en considération.

[Text]

[Interpretation]

[Text]

• 1005

The Chairman: Does it meet with the Committee's approval to accept this amendment to the wording of proposed subsection (2)?

Mr. Foster: I so move.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): In other words, in both cases the references should be back to the general definition, prisoner of war of the Japanese, instead of to only part of it.

Drafters do not often make mistakes, but when they do...

The Chairman: Excuse me, one second I believe the intention is to get the amendment with the other proposed subsection.

An hon. Member: It may not agree with the Geneva Treaty.

The Chairman: Gentlemen we will deal with this particular rewording on proposed subsection (2), for the moment, and correct the other one as we come to it. Is it agreed that the wording as expressed by Dr. Hodgson be accepted.

Amendment agreed to.

The Chairman: Mr. Marshall?

Mr. Marshall: As you are aware, we had a representation from the National Prisoners of War Association. Would this be the time to deal with it, under this proposed section or how are we going to deal with the brief that they presented?

The Chairman: I believe that each member received a copy of that brief. I am referring to the brief presented by the National Prisoners of War Association.

Mr. Bigg: I would like to say from the start I have great sympathy for these other prisoners of war, but I am afraid that we might prolong discussions on that matter to prejudice the present legislation, and I would like to see the present legislation go through. Certainly we are not going to let that other matter die here. I think there is a great deal of argument in favour of pursuing this, but I would like to see particularly the Hong Kong legislation made law as soon as possible.

The Chairman: Could I ask Dr. Hodgson to give an explanation on this, first to Mr. Marshall's question and to the remarks of Mr. Bigg?

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, as the Minister said when he was before the Committee on January 15, the investigations of the Canadian Pension Commission suggest very strongly that there are no groups that collectively exhibit common disabilities in the way this was proven to be so in the case of the prisoners of war of the Japanese. However, the Minister also pointed out that any one of these persons who claims that he has a disability can at any time have himself examined to establish whether this is so or not. If he has then of course

Le président: Est-ce que tous les membres sont d'accord pour adopter cette modification du libellé du paragraphe (2)?

M. Foster: J'en fais la proposition.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En d'autres mots, dans les deux cas il s'agit de se reporter à la définition générale d'un prisonnier de guerre des Japonais, plutôt que simplement à une partie de cette définition.

Les rédacteurs ne font pas souvent d'erreurs, mais quand ils en font...

Le président: Je m'excuse un moment, je crois que notre intention ici est de proposer un amendement à l'autre paragraphe opposé.

Une voix: Cela n'est peut-être pas en accord avec le Traité de Genève.

Le président: Messieurs, nous allons nous occuper de ce changement au libellé du paragraphe (2), pour le moment, et nous corrigerais l'autre lorsque nous y arriverons. Est-on d'accord pour que le libellé tel qu'exprimé par M. Hodgson soit accepté?

L'amendement est accepté.

Le président: Monsieur Marshall?

M. Marshall: Comme vous le savez, nous avons reçu un mémoire de l'Association nationale des prisonniers de guerre. Serait-il opportun d'en discuter présentement alors que nous étudions cet article, ou alors comment allons-nous étudier le mémoire qu'ils nous ont présenté?

Le président: Je crois que chaque membre du Comité a reçu un exemplaire du mémoire. Je veux parler du mémoire présenté par l'Association nationale des prisonniers de guerre.

M. Bigg: Je voudrais dire tout d'abord que j'ai énormément de sympathie pour ces autres prisonniers de guerre, mais je crains que nous nous engagions dans de longues discussions à ce sujet, que cela nuise au projet de loi que nous avons présentement à l'étude, et j'aimerais que ce projet de loi soit adopté. Bien entendu nous n'allons pas oublier cet autre sujet. Je crois qu'il y a beaucoup d'arguments en faveur de l'étude de ce sujet mais j'aimerais en particulier que cette loi au sujet des prisonniers de guerre de Hong Kong soit votée le plus tôt possible.

Le président: Puis-je demander à M. Hodgson de donner certaines explications à ce sujet d'abord en réponse à la question de M. Marshall et ensuite en ce qui a trait aux remarques de M. Bigg?

M. Hodgson: Monsieur le président, alors comme le ministre l'a déclaré lors de son témoignage devant le comité le 15 janvier, les recherches de la Commission canadienne des pensions portent à croire qu'il n'y a aucun groupe qui, collectivement, démontre les invalidités semblables de la même manière que cela a été prouvé dans le cas des prisonniers de guerre des Japonais. Toutefois, le ministre a aussi souligné que toute personne parmi ces dernières qui déclare qu'elle a une invalidité peut en tout temps se faire examiner de manière à établir

[Texte]

he is dealt with individually and receives his pension accordingly.

The Chairman: Mr. Marshall.

Mr. Marshall: Is this written into the Bill?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, the difference is that in the case of the prisoners of war of the Japanese, the proposal is to award a pension of 50 per cent to any prisoner of war of the Japanese who has any assessable disability. This is in recognition of the fact that they do exhibit common disabilities as a group. Other people who may have suffered different kinds of hardship, who may have been imprisoned or who may have had other kinds of hardship in combat, are dealt with individually and depending on what their individual disabilities they would, of course, get what they are entitled to.

• 1010

Mr. Marshall: I was just concerned because evidently they are pretty strong in their submissions. There are 100 of them evidently. However, I will accept that for the time being.

The Chairman: Thank you, Mr. Marshall.

Mr. MacLean.

Mr. MacLean: Perhaps I might ask a question for clarification regarding prisoners of war. How complete are medical records of prisoners of war in the case of prisoners who suffered hospitalization or some sort of injury or illness while they were prisoners of war? Are there adequate records to substantiate their claims in situations of that sort?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, as the Minister mentioned to the Committee on January 15, the Pension Commission did review 850 files of former prisoners of war from the Dieppe raid and these files were selected from lists of names supplied by the Dieppe Prisoners of War Association. They were not culled by officials of the Commission or of the Department, and it was this study which led to the conclusion that even the Dieppe veterans do not suffer from any common disabilities attributable to their imprisonment that had not already been fully recognized by the Pension Commission.

Apart from the records of the Dieppe prisoners of war, the Commission, of course, does have individual records with regard to other people, but it was felt that the Dieppe sample, which was a sample selected by the Dieppe Association itself, was about as representative a sample as one could get.

Mr. MacLean: I think you missed the point of my question, Dr. Hodgson. I was not thinking of them as a group. You have said that other prisoners of war can apply for a pension in the normal way. My question is,

[Interprétation]

qu'il en est ainsi. Alors, si elle a vraiment cette invalidité, on s'en occupe sur une base individuelle et elle reçoit une pension en conséquence.

Le président: Monsieur Marshall.

M. Marshall: Est-ce que cela est inscrit au projet de loi?

M. Hodgson: Monsieur le président, la différence est la suivante: dans le cas des prisonniers de guerre des Japonais, la proposition est d'accorder une pension de 50 p. 100 à tout prisonnier de guerre des Japonais qui est frappé d'une invalidité dont le degré peut être estimé. Ceci est en reconnaissance du fait qu'il montre les invalidités semblables en tant que groupe. Les autres personnes qui peuvent avoir subi d'autres genres de mauvais traitements, qui ont pu être emprisonnés ou qui ont pu recevoir d'autres genres de blessures au combat, sont considérées individuellement et selon leur invalidité particulière, elles reçoivent, bien entendu, ce à quoi elles sont admissibles.

M. Marshall: Je me préoccupe seulement du fait que de toute évidence on insiste beaucoup sur ces questions dans leur mémoire. Il y en a 100 d'entre eux en cause selon toute apparence. Toutefois, j'accepte votre explication pour le moment.

Le président: Merci, monsieur Marshall. Monsieur MacLean.

M. MacLean: Je peux peut-être poser une question à titre de renseignement, au sujet des prisonniers de guerre. Jusqu'à quel point les dossiers médicaux des prisonniers de guerre sont-ils complets dans le cas des prisonniers qui ont souffert, soit en hospitalisation ou b'en quelque genre de blessure ou de maladie, alors qu'ils étaient prisonniers de guerre? Y a-t-il des documents pertinents pour appuyer leur réclamation dans des situations de ce genre?

Dr. Hodgson: Monsieur le président, comme le Ministre l'a mentionné au comité le 15 janvier, la Commission des pensions a revisé 850 dossiers d'anciens prisonniers de guerre de Dieppe et ces dossiers ont été choisis d'après une liste de noms fournis par l'Association des prisonniers de guerre de Dieppe. Ils n'ont pas été choisis par les fonctionnaires de la Commission ou du Ministère, et c'est par attitude qu'on en est venu à la conclusion que même les anciens combattants de Dieppe n'ont pas d'invalidité uniforme, attribuable à leur emprisonnement, qui n'a pas déjà été reconnue par la Commission des pensions.

A part les dossiers des prisonniers de guerre de Dieppe, la Commission, bien entendu, a des dossiers individuels en ce qui a trait à d'autres personnes, mais on a cru que l'échantillonnage des prisonniers de guerre de Dieppe, puisqu'il s'agit d'un échantillonnage effectué par l'Association de prisonniers de guerre de Dieppe elle-même, était tout aussi représentatif que tout autre échantillonnage possible.

Mr. MacLean: Je crois que vous n'avez pas saisi le sens de ma question, monsieur Hodgson. Je ne parle pas de ces prisonniers en tant que groupe. Vous avez dit que les autres prisonniers de guerre peuvent demander une pen-

[Text]

when they proceed to do this, are there records of their medical experience as prisoners of war which will adequately substantiate their claims?

Mr. Ward: Mr. Chairman, there are very, very limited medical records pertaining to prisoners of war taken at Dieppe. In fact, I think it would be fair to say they were virtually non-existent until they were liberated, at which time records then were taken and examinations carried out. But during the period of their incarceration, I think it is safe to say that it is a blank as far as the records are concerned. There may be witnesses that you could call upon that have notes relating to various individuals and so on, but officially for the record I think it is a blank.

Mr. MacLean: This is what concerns me. I am thinking of another group that I am especially interested in, evaders. Some evaders spent periods of up to a couple of years in such places as Poland and so on, fighting with the underground and this kind of thing, and there would be a complete blank of their medical experience during that period. It is true that when they rejoined the forces, whenever they did, they were given a fairly thorough medical and so on. As a layman it appears to me that there might be residual effects on their health which would become evident in later years that would not be disclosed even by that medical after a long period of hardship, which many of them had. I am just wondering what attitude the Commission takes to giving such people the benefit of any doubt they can in situations of this sort where there is not the day-to-day medical supervision and record of a man's health which there would normally be if he was in the normal situation in a military unit.

Mr. Ward: It depends, Mr. Chairman, to a large extent on the facts in the individual case. There may be cases in which a diagnosis of the disability is established after his liberation or within a few years post-discharge. Under those circumstances it is likely that that individual would have a much better chance of establishing his claim, even though during the period of incarceration there is complete silence in so far as the record is concerned. But for a person who had a diagnosis established 20 years after discharge, for instance, his chances would naturally be a great deal lessened compared to the former person. One would naturally question—granted that there was a period of a few years where records were silent, what about the 20 or 25 years and so on, the post-discharge period, which is equally silent in so far as that particular condition is concerned?

The Commission would be weighing these factors again in the light of whatever evidence is offered by the applicant as to whether he had symptoms during his incarcer-

[Interpretation]

sion de la manière habituelle. Ma question est à l'effet que, lorsqu'il présente cette demande, y a-t-il des dossiers touchant leur état de santé, en tant que prisonnier de guerre, qui appuieront d'une manière valable leur réclamation?

M. Ward: Monsieur le président, il y a très très peu de dossiers médicaux touchant les prisonniers de guerre de Dieppe. De fait, je crois qu'il serait juste de dire qu'ils étaient à peu près inexistant au moment où ils ont été libérés. A quel moment les dossiers ont-ils alors été ouverts et les examens médicaux effectués? Mais durant leur période d'emprisonnement, je crois que nous pouvons dire qu'il n'y a absolument rien, en autant que les dossiers sont en cause. Il peut y avoir des témoins que nous pouvons convoquer et qui ont peut-être des notes touchant différentes personnes et ainsi de suite, mais d'une manière officielle, il n'y a absolument rien.

M. MacLean: C'est cela qui me préoccupe. Je pense à un autre groupe qui me préoccupe particulièrement, ceux qui se sont évadés. Certaines personnes qui se sont évadées ont passé une période de temps allant jusqu'à près de deux ans dans des endroits comme la Pologne et autres, combattant avec le maquis et ce genre de choses, et il n'y a en ce qui a trait à leur état de santé aucun dossier touchant cette période. Il est vrai que lorsqu'elles sont revenues dans les forces armées, à quelque moment que ce soit, elles ont eu un examen médical assez complet et ainsi de suite. Je suis un profane en la matière, mais il me semble qu'il peut y avoir des effets résiduels sur leur santé qui peuvent devenir évidents dans les années ultérieures et qu'on ne pourrait découvrir même par un examen médical approfondi après une longue période de souffrance, ce qu'elles ont très bien pu traverser. Je me demande quelle attitude la Commission adopte pour donner à ces personnes le bénéfice du doute dans ce genre de situation alors qu'il n'y a pas eu de supervision médicale au jour le jour et de dossier touchant l'état de santé de ces personnes, ce qui serait normalement le cas si ces personnes avaient été dans une unité militaire.

M. Ward: Cela dépend, monsieur le président, en large mesure des faits touchant chaque cas. Dans certains cas il se peut qu'un diagnostic d'invalidité soit effectué après la libération du soldat ou dans les quelques années qui suivent son départ des forces armées. En de telles circonstances, il est vraisemblable que cette personne aura une bien meilleure chance d'appuyer sa réclamation même si pour la période de son emprisonnement il n'y a absolument aucun dossier pertinent. Mais pour une personne dont le diagnostic d'invalidité est établi 20 ans après son départ des forces armées, par exemple, ses chances sont naturellement beaucoup moins fortes en comparaison du premier cas que j'ai cité. On se poserait normalement la question, compte tenu qu'il y ait eu une période de quelques années pour laquelle les dossiers sont inexistant; mais que s'est-il passé au cours des 20 ou 25 années depuis ce temps-là, la période de temps suivant le départ des forces armées, qui également ne fait aucune mention de l'invalidité particulière indiquée?

[Texte]

ation, whether or not these persisted over the years but he did not consult a physician, whether or not there is any corroborative evidence from other lay witnesses to assist him in his case, and so forth. You really have to look at the individual case because they vary so much on all these factors.

Mr. Marshall: I wonder if I could ask the witnesses or Mr. Anderson if there were any cases of Dieppe war veterans who were suffering extreme hardship or did suffer extreme hardship, and how they compare with the Hong Kong veterans—in the cases you have had in past years?

The Chairman: Mr. Anderson.

Mr. Anderson: Mr. Chairman, comparisons of that kind are, of course, difficult to make; and a lot of comparisons, as we all know, are inclined to be rather odious.

The real problem with the Hong Kong veterans was that they developed disabilities, diseases and conditions which many of our doctors in this country had never heard of before, or certainly had never had anything to do with; and the doctors found it even difficult to believe that the man had the vast number of disabilities which he was complaining about.

It was with this in mind that the question of what to do about these people, in order to ensure that they had received full benefit of the doubt, was raised; and for this reason, it was decided that in order to ensure that they were adequately provided for, they should all be given pensions at the rate of 50 per cent—because it was almost impossible to assess their disabilities accurately.

A similar situation did not exist at all with any other type of prisoner-of-war. While it is true that the records were not particularly good—those people were living under a very great deal of stress and under considerable hardship, there is no question about that: Dieppe prisoners and all prisoners of war—at least the conditions from which they suffered were conditions which were recognizable, and it was not nearly so difficult, either to diagnose them or assess them, when the time came to do so.

So, as far as the Commission itself is concerned they have not presented us with any very serious difficulties when we come to decide whether or not they have a disability to start with, whether or not it is due to their service and what the assessment of the disability should be.

This was the real problem so far as the Dieppe people were concerned.

The Chairman: Mr. Cullen.

Mr. Cullen: When the Dieppe veterans made their representation before the Minister, at that time they were asking for two things. One was that the records be checked and secondly, they each be given a medical, more or less to see if there was any common problem; and the thing that they each indicated in this particular brief was the lack of medical records that Mr. MacLean is referring to.

I was interested to hear Mr. Anderson say that the diseases or the problems that the Hong Kong people had made it obvious that there was a disability but they could not diagnose what was causing it. I think, frankly,

[Interprétation]

ration, que ces symptômes se soient manifestés par la suite ou non, mais il n'a pas consulté de docteur et aucun autre témoin ne peut corroborer ses dires. Il faut réellement examiner chaque cas séparément car, en raison de tous ces éléments, ils sont bien différents.

M. Marshall: Pourrais-je demander, aux témoins ou à M. Anderson, si parmi les anciens combattants de Dieppe, il y a des cas d'individus ayant enduré de grandes souffrances et j'aimerais savoir de quelle façon on pourrait les comparer aux anciens combattants de Hong Kong pour ce qui est des cas que vous avez étudiés au cours des dernières années?

Le président: Monsieur Anderson.

M. Anderson: Monsieur le président, il est difficile de faire des comparaisons de ce genre et souvent les comparaisons, comme nous le savons tous, sont assez odieuses.

Le fond du problème en ce qui concerne les anciens combattants de Hong Kong, c'est qu'ils ont subi des invalidités et qu'ils ont contracté des maladies et des afflictions dont bon nombre de nos docteurs n'ont jamais entendu parler ou du moins n'ont jamais eu à traiter. Les médecins avaient même peine à croire que ces hommes pouvaient souffrir de toutes les invalidités dont ils se plaignaient.

C'est dans cet esprit que nous avons entrepris de répondre aux doléances de ces individus, en vue de leur laisser tout le bénéfice du doute et c'est ainsi qu'il fut décidé de leur accorder des pensions de 50 p. 100 parce qu'il était presque impossible d'établir avec exactitude leur degré d'invalidité.

Aucun autre prisonnier de guerre ne tombe dans cette catégorie. Bien que leur dossier n'était pas particulièrement bon, ces individus ont vécu sous une grande contrainte psychologique et ont beaucoup souffert, cela ne fait aucun doute. Les prisonniers de Dieppe et tous les prisonniers de guerre ont souffert d'affections facilement identifiables et, le temps venu, il fut relativement simple de faire un diagnostic ou de juger de leur degré d'invalidité.

Aussi, ils n'ont pas posé de grandes difficultés à la Commission lorsque nous avons pris une décision à leur sujet: souffraient-ils réellement d'une invalidité, celle-ci découlait-elle du service militaire et, enfin, quel était le degré d'invalidité impliquée.

Voilà le problème que posaient les prisonniers de guerre de Dieppe.

Le président: Monsieur Cullen.

M. Cullen: Lorsque les anciens combattants de Dieppe ont fait des démarches auprès du ministre, ils demandaient deux choses. La première, c'était la vérification des dossiers et la seconde un examen médical pour chacun d'entre eux afin de déterminer s'il y avait réellement des problèmes communs. Dans le mémoire dont nous parlons, ils ont souligné la carence de renseignements médicaux que mentionne M. MacLean.

Il était intéressant d'entendre M. Anderson déclarer que les maladies ou les souffrances des anciens combattants de Hong Kong mettaient en évidence le fait qu'ils souffraient d'une invalidité dont on ne pouvait retrouver

[Text]

there is an analogy here to the Dieppe p.o.w.'s and all p.o.w.'s, and that is the kind of thing that is happening more and more today. The fact is that they are suffering mental breakdowns and mental stresses, and are having problems holding jobs. They get a job and they are doing beautifully at it, and they get a promotion; and they find they cannot handle the stress.

I am hopeful that our medical examiners or someone will become more sophisticated so as to point out that these were healthy men, and particularly the Dieppe fellows. They came out of that and some of them had medical attention when they came out; but most of them were damn glad to be out and they wanted to get home. They were not about to complain about an ulcer or sick stomach or that.

• 1020

Therefore, I think the Dieppe fellows—and these are the ones that I have had more contact with because they have had an organization a little longer—feel that their records are not complete. There is a common problem running through it and a lot of this is the mental stress and strain they are going through now, and I think the shortage of their life span, which is something they would not have faced if they had not been under these conditions. As is Mr. Bigg, I am afraid because we have an empathy or sympathy for these fellows what is going to happen is we are going to get into a discussion on this, Mr. Chairman, and hold up or delay the Bill.

I would like to see emphasis when we finish this, frankly, put on the P.O.W., whether it is the individual Dieppe or the national because I think it is an area where we should be doing some investigating and I think we should have some expert witnesses before us, psychiatrists and psychologists, and have them give us some information. We are studying prisoners now in the jails and finding out just what is the mental effect of being in jail getting three square meals a day and getting all the medical help in the world. If you are sitting there in chains or in ropes as the Dieppe fellows were, not knowing whether they were going to live through this business, how much more is the effect going to be? I am sure the stronger, healthier ones are going to shrug it off and make a go of things, but I am frankly concerned about the fellow who feels that there is some weakness in admitting that he is having a mental breakdown and that he cannot stand the stress. I can think of three or four cases I have on my desk right now where fellows have had promotions and have had to go back to the job they had originally where there was no responsibility because they could not cope with it. I think this Committee owes it to those veterans to look at that problem. However, I am afraid if we do it now we are going to split it up. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Gentlemen, it has been brought to my attention that we have had a little bit of difficulty trying shall I say, to establish or assess properly the question of

[Text]

[Interpretation]

[Text]

la cause. Je crois sincèrement qu'il y a là une analogie avec les prisonniers de guerre de Dieppe et avec tous les prisonniers de guerre, en général, et c'est là une chose de plus en plus courante de nos jours. Il se fait que ces gens souffrent de dépression nerveuse et de stress cérébraux qui les empêchent d'avoir un emploi. Ils acceptent un emploi et s'en acquittent merveilleusement, ils obtiennent une promotion et tout à coup, ils ne peuvent plus surmonter le stress.

J'espère que nos médecins responsables ou d'autres personnes seront assez intelligents pour signaler qu'il s'agissait d'hommes en bonne santé, surtout en ce qui concerne les combattants de Dieppe. Ils ont perdu leur santé et certains d'entre eux ont fait l'objet de soins à leur retour: toutefois, la plupart d'entre eux étaient heureux de s'en être sorti et ils voulaient retourner dans leur foyer. Ce n'était pas des gens à se plaindre d'un ulcère ou d'une maladie d'estomac.

• 1020

Aussi, les anciens combattants de Dieppe avec lesquels j'ai entretenu sans doute le plus de contacts parce qu'ils s'étaient regroupés au sein d'un organisme depuis longtemps, estiment que leurs dossiers ne sont pas complets. Un problème commun à tous apparaît, il s'agit du stress cérébral et des dépressions dont ils sont les victimes actuellement. Je pense qu'on pourrait y ajouter leur faible longévité, toutes choses qui ne se seraient certainement pas présentées s'ils n'avaient pas vécu dans pareilles conditions. Tout comme M. Bigg, je crains que par sympathie pour ces personnes, nous pourrions entrer dans une longue discussion, monsieur le président, et retarder l'adoption de ce bill.

Aux termes de notre étude, j'aimerais que l'on souligne les problèmes des prisonniers de guerre qu'il s'agisse des gens de Dieppe ou des prisonniers de guerre en général parce que je pense que nous devrions faire des recherches dans ce domaine et nous devrions faire appel à quelques témoins spécialisés, psychiatres ou psychologues, qui pourraient mieux nous renseigner. Ne fût-ce que parce que nous étudions le cas de personnes détenues dans les prisons et nous découvrons que la détention, en dépit de trois repas par jour et de tous les soins médicaux nécessaires, entraînent certaines conséquences pour les activités mentales d'un individu. Si vous êtes enchaînés ou ligotés comme l'étaient les prisonniers de Dieppe, sans savoir si vous allez survivre à cette épreuve, ces conséquences ne seront-elles pas encore plus désastreuses? Je suis persuadé que les plus solides d'entre eux, les plus sains vont oublier tout cela avec un haussement d'épaules, mais l'individu qui se refuse à admettre sa dépression et son stress me pose un problème de conscience. Je pense à trois ou quatre cas que j'étudie à l'heure actuelle, il s'agit de personnes qui ont obtenu des promotions et ont dû reprendre leur emploi antérieur parce qu'ils se rendaient compte qu'ils ne pouvaient pas faire face à de nouvelles responsabilités. Je crois qu'il va du devoir de notre Comité envers ces anciens combattants d'étudier leur problème. Toutefois, je crains que si nous le faisons maintenant, nous allons perdre du temps. Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Messieurs, il a été signalé à mon attention que nous avons quelques difficultés à juger équitablement la demande présentée par l'Association nationale

[Texte]

the request of the National Prisoners of War Association. They have sent in their brief. They have asked to join the National Veterans Association and this has been agreed to. It is suggested that their brief be appended to today's Minutes and their case necessarily will be studied by the National Veterans Association for perhaps a presentation of some type. Would it meet with the Committee's approval that the brief be appended to today's minutes?

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Cullen. I think your remarks have been very well noted. Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, I believe that we should also adopt the suggestion made by Mr. Cullen. I think it is a very good suggestion, which will be very helpful while we are considering this Bill. In fact, if other similar matters come up in the meantime which possibly could be considered later on after we have passed this Bill I think it would be a good thing. If you need a motion for that I would be glad to move it, because I think Mr. Cullen's idea is an excellent one.

The Chairman: I do not believe at this time we need a motion to that effect.

Mr. Cullen: I think we are all aware that it should be studied, and I think the steering committee is pretty well aware of our feelings on this and probably appreciates the support for the suggestion. The steering committee knows where we stand and maybe we could get this Bill done and that will give us something else to look forward to working on.

The Chairman: Does this meet with the Committee's approval?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Gentlemen, in order to put order back in the procedure, we have a quorum. We had stood Clause 21, as amended. A motion has been prepared by Mr. MacRae and we will put the original motion. It is moved by Mr. Knowles:

That Bill C-203 be amended by (a) striking out lines 7 to 9 on page 21 and substituting the following:

"(a) she has earnings from personal employment;"
(b) striking out line 19 on page 21 and substituting the following: "exceed \$600 per annum and she re-

continuing with the wording.

Une voix: Et en français?

Le président lit le texte de la proposition en français.

Motion agreed to.

Clause 21 as amended agreed to.

Clauses 26 and 27 agreed to.

On Clause 28

Mr. Guay (St. Boniface): Before you go any further, Mr. Chairman, if I may interrupt you, did we get the
23412-2

[Interprétation]

des prisonniers de guerre. Ils nous ont envoyé leur mémoire. Ils ont demandé leur adhésion à l'Association nationale des anciens combattants et ils l'ont obtenue. Il est proposé que leur mémoire soit annexé au compte rendu de la séance d'aujourd'hui et leur cas fera nécessairement l'objet d'une étude au sein de l'Association nationale des anciens combattants qui pourra, dès lors, défendre leurs intérêts. Le Comité est-il d'accord pour que le mémoire soit annexé au compte rendu des délibérations d'aujourd'hui?

La motion est adoptée.

Le président: Je vous remercie, M. Cullen. Je pense que nous avons pris bonne note de vos remarques. Monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): Monsieur le président, je pense que nous devrions également adopter la proposition faite par M. Cullen. Je pense qu'il s'agit d'une excellente proposition qui nous sera d'une aide précieuse dans l'étude du bill. En fait, si d'autres questions étaient soulevées, entre-temps, et si on pouvait les étudier ultérieurement ou après avoir adopté ce projet de loi, je crois que ce serait une bonne chose. Si vous désirez une motion à cet effet, je serai heureux de la déposer parce que je crois que l'idée de M. Cullen est excellente.

Le président: Je ne crois pas qu'une motion soit nécessaire maintenant.

M. Cullen: Je pense que nous réalisons tous que ce problème doit être étudié, et je crois que le Comité directeur connaît bien nos sentiments à cet égard et il réalise sans doute l'appui que nous donnons à cette proposition. Le Comité directeur connaît notre position et peut-être que nous pourrions adopter ce bill, ce qui nous permettrait d'attaquer d'autres tâches.

Le président: Le Comité est-il d'accord avec les propos exprimés?

Des voix: D'accord.

Le président: Messieurs, afin de régulariser notre procédure, je dois vous dire que nous avons un quorum. Nous avions réservé l'article 21 modifié. M. MacRae a rédigé une motion et nous allons présenter la motion principale. M. Knowles propose:

Que le Bill C-203 soit amendé

a) en retranchant les lignes 7 à 9 à la page 21 et en les remplaçant par ce qui suit: «a) que son travail personnel lui procure un revenu».

b) en retranchant la ligne 19 de la page 21 et en la remplaçant par ce qui suit: «ne dépasse pas \$600 par an et qu'elle» et ainsi de suite...

An hon. Member: Would you mind to read it in French?

The Chairman reads the motion in French.

La motion est adoptée.

L'article 21 tel qu'amendé est adopté.

Les articles 26 et 27 sont adoptés.

L'article 28.

M. Guay (Saint-Boniface): Avant d'aller plus loin, monsieur le président, si vous me permettez de vous

[Text]

answer in regards to... I was out of the room for a few minutes....

The Chairman: Oh yes, I am sorry, Mr. Guay, you were absent at the time and we delayed the question. Mr. Anderson has the answer to your question.

Mr. Guay (St. Boniface): Thank you very much.

Mr. Anderson: Mr. Chairman, I think the total number of dependent parents under Section 38 will be of interest. It is 4,781 for a total annual liability of \$3,304,000. Of that group 3,331 are widowed mothers, approximately 75 per cent of these dependent parents are widowed mothers.

An hon. Member: Will you repeat that number again, please?

Mr. Anderson: The figure 4,781 is the total number of recipients under Section 38, that is the total number of dependent parents—and brothers and sisters under Section 39, I might add, are included; in all there are very few of those—and the total number of widowed mothers is 3,311. The widowed mothers are very much in the majority.

As I say, the total annual liability for the dependent parents and brothers and sisters is \$3,304,000 and the total annual liability for the widowed mothers alone is \$2,478,000 approximately.

It is of interest to note that in dividing this group we have 47 World War I widowed mothers. This will come as a bit of a surprise to you, I am sure, because these are the mothers of men who were killed during World War I or lost their lives as a result of World War I. They are still alive and dependent and being paid pensions. Incidentally, this is the group which brings the average age up. Six of these pensioners are over 100 years of age.

As you might expect, most of these widowed mothers are mothers of the World War II group. The total comes to a little over 3,000. There are also 49 dependent widowed mothers subsequent to World War II, that is peacetime forces. Remember, this applies to peacetime force personnel as well as to wartime people.

We cannot produce an accurate estimate for fully employed or casually employed mothers. This is obvious because as we have not been taking into consideration their earnings from employment, we have no real interest in it and we have never checked to find out what they are earning or how many of them are employed.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You will be saving a lot of money if you are not going to have to do that now.

Mr. Anderson: Yes. However, it is suggested that about 5 per cent of this group is fully employed and another group is employed on a part-time basis. In fact, 35 of these widowed mothers are not entitled to old age security, that is, they are too young.

[Interpretation]

interrompre, avons-nous obtenu une réponse en ce qui concerne... J'ai quitté la salle pendant quelques instants...

Le président: Bien sûr, je suis désolé, monsieur Guay. Vous étiez absent lorsque nous avons remis la question à plus tard. M. Anderson peut vous fournir la réponse à votre question.

Mr. Guay (Saint-Boniface): Je vous remercie.

Mr. Anderson: Monsieur le président, je pense que l'ensemble des parents à charge, aux termes de l'article 38, représentent 4,781 personnes pour des engagements financiers de \$3,304,000. Dans ce groupe, 3,331 personnes sont des veuves, mères de famille, donc près de 75 p. 100 de ces parents à charge sont des veuves, mères de famille.

Une voix: Auriez-vous l'obligeance de répéter ce chiffre?

Mr. Anderson: Le chiffre de 4,781 représente l'ensemble des bénéficiaires des dispositions de l'article 38, c'est-à-dire l'ensemble des parents à charge auxquels je pourrais ajouter les frères et sœurs, selon les dispositions de l'article 39. Ils sont peu nombreux et les veuves, mère de famille, sont au nombre de 3,311. Elles constituent donc la majorité.

Comme je vous l'ai dit, l'ensemble des engagements financiers pour les parents, frères et sœurs à charge est de \$3,304,000 et l'ensemble des engagements financiers pour les veuves, mères de famille uniquement est de \$2,478,000 approximativement.

Il est intéressant de constater qu'en divisant ce groupe, nous arrivons à 47 veuves, mères de famille, pour la Première Guerre mondiale. Cela vous surprendra quelque peu, j'en suis sûr, parce qu'il s'agit des mères de combattants tués au cours de la Première Guerre mondiale ou de personnes décédées à la suite de la Première Guerre mondiale. Elles sont toujours en vie et à charge et on leur verse donc une pension. En passant, signalons que c'est là le groupe qui élève sensiblement la moyenne d'âge. Six de ces pensionnés sont plus que centenaires.

Comme vous pouvez y attendre, la plupart de ces mères, veuves de famille, font partie du groupe de la Seconde Guerre mondiale. Celles-ci sont au nombre de 3,000. Il y a également 49 veuves, mères de famille, à charge suite à la Seconde Guerre mondiale, je veux parler des forces armées en temps de paix. Il faut se rappeler que ceci s'applique en cas de conflit comme en temps de paix.

Nous n'avons pu établir une estimation exacte en ce qui concerne l'emploi occasionnel ou à plein temps de ces mères. C'est évidemment dû au fait que nous n'avons pas tenu compte de leur revenu parce que cela ne nous intéressait pas et nous n'avons jamais vérifié si elles avaient des revenus ni essayé d'établir quel nombre d'entre elles travaillaient.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous épargnerez beaucoup d'argent si vous évitez de faire pareille chose.

Mr. Anderson: Oui, toutefois, on estime qu'environ 100 p. 100 de ce groupe travaille à plein temps et une autre partie de ce groupe travaille à temps partiel. En fait, 35 de ces veuves, mères de famille, n'ont pas droit à la pension de vieillesse parce qu'elles sont trop jeunes.

[Texte]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Did you say 35?

• 1030

Mr. Anderson: Yes, 35 of them, so all these people certainly would be, if their health is all right, capable of taking full-time employment and we rather expect that a fair number of them are fully employed. Also, of course, there are two or three other small groups with whom we deal in the same way as we deal with widowed mothers, for example, deserted mothers, mothers who were deserted by their husbands, and separated mothers. There are 70 of these deserted mothers and there are 162 separated mothers, where the marriage has been broken up for one reason or another. There are 63 divorced mothers and 51 foster or stepmothers. So, these are not only widowed mothers, there are others involved in this thing.

I think perhaps the information that was requested, with the exception of the one which I just mentioned wherein we were unable to obtain information and that is the question regarding the amount of earnings these people have, we do not know because we have never been interested in that up to this point.

The Chairman: Mr. Loiselle.

Mr. Loiselle: Does that mean there are 35 widowed mothers who are under 65 years of age?

Mr. Anderson: That is correct, sir.

Mr. Loiselle: Are the rest of the 4,070 all older than that?

Mr. Anderson: Yes, that is right.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Anderson. I believe this answers the question put by Mr. Guay.

Gentlemen the Clerk brings to my attention that we are having a small technical difficulty here on the motion of Mr. Marshall and that is to append the brief presented by the National Prisoners of War Association, the difficulty being that they presented their brief in English and have brought to the attention of the Clerk that we will be mailing out the bilingual copies to all members of Parliament and the Senate this weekend when the brief will be translated. Would it meet with the approval if this be appended to next week's meeting, that is next Tuesday's meeting?

Mr. MacRae: Agreed.

The Chairman: Shall we amend your motion to that effect?

Mr. MacRae: Fine.

The Chairman: Thank you, gentlemen. That completes Clause 21 which has been carried with the explanation that has been given.

Getting back on Clause 28, I have a motion by Mr. MacRae to amend Clause 28, the old Section 57, which reads as follows:

Moved by Mr. MacRae that this Committee recommends to the House of Commons that the members of the Merchant Navy and of the auxiliary services who were prisoners of the Japanese during World War II be includ-

[Interprétation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Avez-vous dit 35?

M. Anderson: Oui 35 d'entre elles seraient certainement aptes, si elles étaient en bonne santé, à exercer un travail à plein temps, et nous pensons qu'un grand nombre d'entre elles sont employées à plein temps. Il y a encore deux ou trois petits groupes que nous traitons comme les veuves, mères de famille. Il s'agit par exemple de mères abandonnées par leur mari et de mères séparées. Il y a 70 mères abandonnées et 162 mères séparées, leur ménage ayant été brisé pour l'une ou l'autre raison. Il y a 63 mères divorcées et 51 mères nourricières ou belles-mères. Il ne s'agit donc pas uniquement de veuves, mères de famille, d'autres personnes sont dans la même situation.

Je pense que les renseignements que nous avons pu répondre, à l'exception de ceux que je viens de mentionner, concernent les revenus de ces gens. Nous ne connaissons pas leurs revenus parce que nous ne nous sommes jamais intéressé jusqu'à présent.

Le président: Monsieur Loiselle.

M. Loiselle: Cela veut-il dire qu'il y a 35 veuves, mères de famille qui ont moins de 65 ans?

M. Anderson: C'est exact.

M. Loiselle: Sur les autres 4,070, toutes sont-elles plus âgées?

M. Anderson: Oui, tout juste.

Le président: Je vous remercie, M. Anderson. Je pense que cela répond à la question posée par M. Guay.

Monsieur le greffier me signale qu'il y a un petit problème technique en ce qui concerne la motion de M. Marshall quant à l'annexion, au compte rendu, du mémoire de l'Association nationale des prisonniers de guerre. La difficulté vient du fait qu'ils ont présenté leur mémoire en anglais et ont déclaré au greffier qu'ils enverraient des exemplaires bilingues à tous les députés et sénateurs, ce weekend, lorsque le mémoire sera traduit. Consentiriez-vous à ce que le mémoire soit annexé au compte rendu de la séance de la semaine prochaine, c'est-à-dire mardi prochain?

M. MacRae: C'est d'accord.

Le président: Pouvons-nous amender votre motion en ce sens?

M. MacRae: Parfait.

Le président: Je vous remercie, monsieur. Voilà qui met un terme à notre étude de l'article 21 adopté avec les éclaircissements qui viennent d'être fournis.

Pour en revenir à l'article 28, je vois ici une motion de M. MacRae en vue de modifier l'article 28, ancien article 57 qui s'énonce comme suit:

M. MacRae propose que le Comité recommande à la Chambre des communes que les personnes de la marine marchande et les services auxiliaires, faits prisonniers par les Japonais au cours de la Seconde Guerre mondiale,

[Text]

ed in Section 57 of the Act as amended by the Bill. Does this meet with the Committee's approval?

Amendment agreed to.

The Chairman: Thank you.

We were on Clause 28(2) which amends Section 57. Do you have any further questions on that Clause?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Have you made the amendment Dr. Hodgson suggested?

The Chairman: Yes, Clause 28(2) as amended. Do you want me to read it as amended, gentlemen?

An hon. Member: No, not necessarily. Clause 28(2) as amended agreed to.

The Chairman: We move on to page 25...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Section 58 of the Act has to have the same type of amendment made to it.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, yes, it requires an amendment with exactly the same intention but, if I may be permitted, I think perhaps we should consult the law officers to get the exact wording and perhaps bring that back at the next meeting.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Fair enough.

The Chairman: Does this meet with the Committee's approval?

An hon. Member: Agreed.

The Chairman: Thank you. We will continue with Clause 28 which amends Section 59. Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I would like to move an amendment to Clause 28. I do so, knowing before I move it, that your integrity will require you to rule it out of order. Then I will substitute for it a recommendation such as Mr. MacRae just made to a previous clause.

• 1035

The amendment I wish to move will be an obvious one and I earnestly hope that this Committee will be consistent in this matter. In our report on the White Paper, we recommended that the maximum amount of the exceptional incapacity allowance should be \$3,500. That, in itself, was a compromise figure. I think as a Committee we should at least ask that reconsideration be given to this matter.

Therefore, Mr. Chairman, just to put it on the record, I move that Bill C-203 be amended on page 25 by changing the figure \$2,400 in line 26 to \$3,500. Now in anticipation of the ruling, the idea of which I am afraid I have already put into your head, I would move a recommendation similar in form.

The Chairman: Do I understand first that you have

[Interpretation]

soient également visées par l'article 57 de la Loi telle que modifiée en vertu de ce Bill. Le Comité est-il d'accord?

L'amendement est adopté.

Le président: Je vous remercie.

Nous étions au paragraphe 2 de l'article 28 qui modifie l'article 57. Avez-vous d'autres questions à poser en ce qui concerne cet article?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): L'amendement proposé par M. Hodgson a-t-il été adopté?

Le président: Oui je parle de l'article 28 (2) tel qu'amendé. Voulez-vous que je vous le lise tel qu'amendé, messieurs?

Une voix: Non, ce n'est pas nécessaire. L'article 28 (2) tel qu'amendé est adopté.

Le président: Passons à présent à la page 25...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): L'article 58 de la Loi devrait subir la même modification.

M. Hodgson: Monsieur le président, c'est exact, il me semble, qu'il faudrait y apporter le même amendement. Si c'est possible, je crois que nous devrions peut-être consulter les juristes responsables afin de connaître le libellé exact et soulever à nouveau la question au cours de la prochaine réunion.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Cela me paraît raisonnable.

Le président: Le Comité est-il d'accord sur ce point?

Une voix: D'accord.

Le président: Je vous remercie, je passe, à présent, à l'article 28 qui modifie l'article 59.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président j'aimerais proposer un amendement à l'article 28. Je le fais, tout en sachant que votre probité vous interdira de l'accepter. Je le remplacerai, dès lors, par une recommandation semblable à celle qu'a faite M. MacRae pour un article précédent.

L'amendement que je désire proposer s'explique de lui-même. J'espère sincèrement que le comité se montrera logique à cet égard. Dans notre rapport sur le Livre blanc, nous avions recommandé que le montant maximum de l'allocation d'invalidité exceptionnelle soit fixé à \$3,500. Déjà, c'était un chiffre de compromis. Je pense qu'en tant que comité nous devrions au moins demander que cette affaire soit à nouveau étudiée.

Aussi, monsieur le président, ne fusse-ce que pour les besoins du compte rendu, je propose que le bill C-203 soit amendé à la page 25 en changeant le chiffre de \$2,400 à la ligne 26 pour \$3,500. Connaissant à l'avance votre décision, étant donné que je voulais le suggérer moi-même, je le crains, j'aimerais proposer une recommandation semblable sur le plan de la forme.

Le président: Dois-je comprendre que vous proposez la

[Texte]

moved the change, Mr. Knowles, or are you just moving the recommendation at the moment?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): If you will let me move the amendment.

The Chairman: You have pretty well ruled yourself out of order on that one, Mr. Knowles. Perhaps it would be more practical if we were to refer back to Beauchesne.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Do not worry, Mr. Chairman, I would not have ruled myself out of order, if I had not known that the case was rather absolute. But I thought it should be on the record that that is what ought to be done. Now this Committee can do the same thing that it did with respect to the merchant seamen, a clause or two ago. Therefore, believing that it is in order, I move that this Committee recommend that the figure of \$2,400 in line 26 on page 25 of Bill C-203 be changed to \$3,500.

I do not think that there is a need to argue the point very much. Years ago I used to preach to the converted. I am sure that is what I am doing now.

The Chairman: Thank you, very much.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): This Committee supported \$3,500 in its previous report to the House and I hope that we will by this recommendation, make one more plea to the government that it do this. I plead with the members of this Committee of all parties to make the same unanimous recommendation now as we made last time.

The Chairman: Thank you, very much, Mr. Knowles. I believe that we should have proceeded perhaps in the order of the motions. I should read the first one which is automatically ruled out of order, according to the Beauchesne. It is moved by Mr. Knowles, Winnipeg North Centre:

That Bill C-203 be amended on page 25 by changing the figure \$2,400 in line 26 to \$3,500.

As understood, this has to be moved out of order.

We now get to the second motion, which I will read. It is moved by Mr. Knowles, Winnipeg North Centre:

That this Committee recommends that the figure of \$2,400 in line 26 on page 25 of Bill C-203 be changed to \$3,500.

Mr. Guay (St. Boniface): Is that a motion that Mr. Knowles made.

The Chairman: It is a motion of the recommendation, Mr. Guay.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes. That we so recommend to the House.

The Chairman: It will be included in the report.

Mr. Bigg: It should be put to the House of Commons to put it in order, I think.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): We will report it.

[Interprétation]

modification, monsieur Knowles, ou proposez-vous la recommandation pour le moment?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Si vous me permettez de proposer l'amendement.

Le président: Vous l'avez très bien déclaré vous-même irrecevable, monsieur Knowles. Il serait peut-être utile de s'en référer à Beauchesne.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ne vous inquiétez pas monsieur le président, je n'aurais pas déclaré mon amendement irrecevable si je ne savais pas que le Règlement était catégorique à ce sujet. Toutefois, il m'a semblé que cela devait figurer au compte rendu. Toutefois, notre comité peut faire la même chose maintenant que ce qu'il a fait pour les gens de la marine marchande, dans l'un des deux articles précédents. Aussi, convaincu que c'est tout à fait réglementaire, je propose que notre comité recommande que le chiffre de \$2,400 à la ligne 26 de la page 25 du bill C-203 soit changé pour \$3,500.

Je ne crois pas qu'il y a eu lieu de s'entendre longuement sur ce point. Il y a des années, j'avais l'habitude de prêcher à des convertis. Je suis persuadé que c'est ce que je suis en train de faire.

Le président: Je vous remercie.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Notre comité a appuyé la proposition de \$3,500 dans son rapport précédent à la Chambre et j'espère que grâce à cette recommandation, nous solliciterons à nouveau le gouvernement pour qu'elle soit mise en œuvre. Je demande à tous les membres de ce comité, de tous les partis, de faire la même recommandation unanime que la dernière fois.

Le président: Je vous remercie beaucoup, monsieur Knowles. Je pense que nous devrions peut-être prendre dans l'ordre les motions. Je vous lirai la première qui est automatiquement rejetée, conformément à Beauchesne. M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) propose:

Que le bill C-203 soit amendé à la page 25 en changeant le chiffre de \$2,400 à la ligne 26 pour \$3,500.

Il va de soi que je dois déclarer cette motion irrecevable.

Nous pouvons à présent passer à la seconde motion que je vous lirai. M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) propose:

Que le comité recommande que le chiffre de \$2,400 à la ligne 26 de la page 25 du bill C-203 soit changé pour \$3,500.

M. Guay (Saint-Boniface): Est-ce là une motion de M. Knowles?

Le président: C'est une motion de recommandation, monsieur Guay.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui, je propose que nous en fassions la recommandation à la Chambre.

Le président: Cela sera inclus dans le rapport.

M. Bigg: Il faudrait poser la question à la Chambre afin que cela soit réglementaire, je crois.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous en ferons rapport.

[Text]

The Chairman: It would be in the report that goes to the House of Commons.

• 1040

Mr. Guay (St. Boniface): It is a procedural question that I have in mind.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, why is there a procedural question now when there was not one a moment ago?

Mr. Guay (St. Boniface): It is all right, I am not against you. I just want to know why you cannot make a normal amendment. That is all I want to know.

The Chairman: It was explained that according to Beauchesne we cannot change amounts which would increase ...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Because it involves an increased expenditure, and this can only be moved by a Minister with the Governor General's recommendation.

Mr. Guay (St. Boniface): You jumped the gun on me that time. I can see it now, Mr. Knowles.

The Chairman: Thank you, Mr. Guay. Mr. Cullen.

Mr. Cullen: Dr. Hodgson, what was the reasoning given by the Minister when he was here? Was a good reason given for our compromise figure not being accepted? I do not remember his statement on that.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, when the Minister was before the Committee on January 14 he gave a number of reasons for the government selecting the figure of \$2,400. Is it the wish of the Committee that I read two or three paragraphs on the subject?

Mr. Cullen: I would like to hear it. I asked the question.

Dr. Hodgson: It reads as follows:

Several members have urged that the \$3,500 figure be used.

Mr. Chairman, all of us, I am sure, will agree, that this is a field where one cannot fully compensate in money for physical and psychological pain and suffering, particularly in these cases where military service has caused not merely 100 per cent disability for pension purposes, but also exceptional incapacity. Therefore, there is no quantitative formula for selecting any particular figure as being the only correct one. However, I would remind members that in response to the Committee's recommendation, the government has doubled the maximum figure published in the White Paper. The allowance should be considered in its full financial context, rather than in isolation. After April 1, the 100 per cent pensioner, married, but with no children, will receive the maximum allowance for incapacity and the maximum attendance allowance, will receive, first, a pension of \$4,464 per year. Second, he will receive an attendance allowance of \$3,000 a year. Third, an exception-

[Interpretation]

Le président: Nous pourrions insérer cela dans le rapport que nous allons déposer à la Chambre des communes.

M. Guay (Saint-Boniface): J'ai en tête une question de procédure.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): M. le président, pourquoi soulève-t-on à présent une question de procédure, alors qu'il y a un instant, ce n'était pas le cas?

M. Guay (Saint-Boniface): Ce n'est rien, je ne m'oppose pas à vous. J'aimerais uniquement savoir pourquoi vous ne pouvez pas proposer un amendement normal. C'est tout ce que je voulais savoir.

Le président: Il a été expliqué que conformément aux règlements de Beauchesne nous ne pouvons modifier des sommes qui augmenteraient...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Parce que cela entraîne une augmentation des dépenses que seul peut proposer un ministre sur recommandation du gouverneur général.

M. Guay (Saint-Boniface): Vous m'avez devancé, je comprends à présent monsieur Knowles.

Le président: Je vous remercie, M. Guay. M. Cullen.

M. Cullen: M. Hodgson, quels étaient les motifs invoqués par le ministre lorsqu'il était présent au Comité? A-t-il donné une bonne raison pour ne pas accepter notre chiffre intermédiaire? Je ne me rappelle plus de sa déclaration à ce sujet.

M. Hodgson: M. le président, lorsque le ministre est venu au Comité le 14 janvier, il a donné un bon nombre de raisons qui ont amené le gouvernement à choisir le chiffre de \$2,400. Désirez-vous que je vous lise deux ou trois alinéas à ce sujet?

M. Cullen: Oui j'aimerais l'entendre. J'ai posé la question.

M. Hodgson: Voilà:

Certains députés ont demandé instamment que l'on en vienne au chiffre de \$3,500.

M. le président, je suis persuadé que nous serons tous d'accord pour reconnaître que c'est là un domaine où l'on ne peut complètement compenser financièrement les peines et les souffrances physiques ainsi que psychologiques, surtout lorsque le service militaire a non seulement occasionné une validité de 100 p. 100 aux fins de pension mais encore une invalidité exceptionnelle. Aussi, aucune formule quantitative ne nous permet de choisir un chiffre qui serait le seul valable. Toutefois, j'aimerais rappeler aux députés que suite à la recommandation du Comité, le gouvernement a doublé le chiffre maximum publié dans le Livre blanc. L'allocation devrait être considérée dans l'ensemble du contexte financier, au lieu d'être pris séparément. Après le 1^{er} avril, le pensionné à 100 p. 100, marié mais sans enfant, recevra l'allocation maximum pour invalidité, l'allocation pour soins; et recevra, en premier lieu, une pension de \$4,464 par an. Deuxièmement, il

[Texte]

an incapacity allowance of \$2,400 a year, making a total of \$9,864 a year, apart from clothing allowance. As all these payments are exempt from income tax, they are the equivalent of a gross income, if taxable, of \$13,600. These amounts will apply to all of the most severe cases. Also, they are payable for life with pension survivor benefits and, therefore, no provision need be made from them for superannuation or retirement income.

The Minister then went on to point out that if these people were over 65 years of age they would, of course, also be entitled to the old age security and guaranteed income supplement.

The Chairman: Mr. Bigg.

Mr. Bigg: I mentioned something when this came up and I guess I will have to repeat it now. I do not like that method of adding up figures. In the first place, that \$3,000 attendance allowance is pitifully low and, as this is an expense which the veteran would not have had if he had not been wounded, I cannot see that it should be considered as income at all. It should at least be \$6,000 in order to pay for a fully-qualified nurse, not \$3,000, and in no event should it be considered as income, if you are adding up the income he is getting tax-free or any other way. I am sorry but I cannot agree with that way of looking at it. However, we have to admit that they did double the \$1,200 which was originally set out in the White Paper, but I never was satisfied that the White Paper outlined why the \$1,200 was considered to be adequate. I agree that you cannot pay these people adequately in cash, but it is the only method we have.

I would like to sort the thing out entirely on principle first of all and ask if we should give them more and if there is any benefit in giving them an extra allowance for pain and suffering and the quality of living. I do not think it is a question of mathematics, except in so far as can we afford to give it to them or not. That is all, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Bigg, I would like to bring to your attention that this is the purpose of Mr. Knowles' recommendation in the motion; is it necessary to increase that particular amount? You are putting forth an argument at the moment about the \$2,400 and the recommendation is to increase it to \$3,500.

Mr. Bigg: Yes. I do not like the rationale that the reason we are not going to do that is because they are already getting an income of \$13,600. I cannot agree with those figures at all. It is not income. It is admitted that the \$3,000 is an expense, it is not profit to the veteran. It is something he has to pay for in the way of nursing services. I think it should be \$6,000, even if his wife is providing that service. I have a daughter who is earning over \$6,000 as a nurse, and if her husband was in this condition she would have to quit working and donate the whole of her time to looking after him. I would be very annoyed if you brought this out in front of this Commit-

[Interprétation]

recevra une allocation pour soins de \$3,400 par an. Troisièmement, une allocation d'invalidité exceptionnelle de \$2,400 par an ce qui fait un total de \$9,864 en sus de l'allocation de vêtements. Comme toutes ces sommes sont exemptes d'impôt sur le revenu, elles correspondent à un revenu brut, s'il était imposable, de \$13,600. Ces sommes seront versées à tous ceux qui sont dans les situations les plus graves. En outre, elles sont payables à vie et entraînent des prestations pour le survivant; aussi, point n'est besoin pour ces personnes de se constituer une pension de vieillesse ou de retraite.

Le ministre a ensuite signalé que si ces personnes avaient plus de 65 ans elles auraient également droit à la sécurité de la vieillesse et au supplément du revenu garanti.

Le président: Monsieur Bigg.

M. Bigg: J'avais dit quelque chose à ce sujet et je crois qu'il me faudra le répéter. Je n'aime pas beaucoup cette façon d'additionner les chiffres. En premier lieu, l'allocation pour soins de \$3,000 est ridiculement basse, et il s'agit là d'une dépense que l'ancien combattant n'aurait pas eue s'il n'avait pas été blessé. Je ne crois pas que nous devons estimer qu'il s'agit là de revenus. Cette allocation devrait être au moins de \$6,000 afin de permettre le paiement d'une infirmière qualifiée et de toute façon il ne faudrait pas la considérer comme un revenu, si vous additionnez son revenu net d'impôt, ni d'aucune autre façon. Je regrette, mais je ne puis accepter cette façon de voir les choses. Toutefois, nous devons reconnaître qu'ils ont doublé le chiffre initial de \$1,200 établi dans le Livre blanc, mais je n'ai jamais été satisfait des raisons pour lesquelles on jugeait, dans le Livre blanc, que ce chiffre de \$1,200 était valable. Je reconnaissais que l'on ne peut indemniser financièrement ces personnes, mais c'est là la seule méthode qui nous reste.

J'aimerais que l'on écarte par principe cet argument et demander si nous ne devrions pas leur accorder plus et s'il y aurait, par exemple, quelque utilité à leur octroyer une allocation spéciale pour les peines et souffrances ainsi que les conditions de vie. Je ne crois pas qu'il s'agisse là d'une question mathématique, sauf dans les mesures où nous ne pouvons pas nous le permettre. C'est tout, monsieur le président.

Le président: M. Bigg, j'aimerais vous signaler que c'est là l'objet de la recommandation proposée par M. Knowles: est-il nécessaire d'augmenter ce montant? Vous discutez des \$2,400 et la recommandation a pour objet de faire passer cette somme à \$3,500.

M. Bigg: Oui. Il se fait que je n'aime pas beaucoup le raisonnement qui veut que nous agissions ainsi parce que ces personnes touchent déjà des revenus de \$13,600. Je ne puis admettre ces chiffres. Il ne s'agit pas de revenu. Il est reconnu que les \$3,000 constituent une dépense et n'apportent aucun profit à l'ancien combattant. Il s'agit tout simplement de l'aider à payer les services d'une infirmière. Je pense que cette allocation devrait être de \$6,000, même si c'est sa femme qui assure ce service. J'ai une fille qui gagne plus de \$6,000 en tant qu'infirmière et si son mari était dans la même situation, elle devrait abandonner son travail et consacrer tout son temps à le-

[Text]

tee and said that this \$3,000 or \$6,000, whatever the figure was, could in any way be considered as income.

Mr. Guay (St. Boniface): I would just like to add that possibly we are delaying the Committee by discussing this particular matter, but I agree with the mover of this suggestion in that I do not believe we should take into consideration any other pension that the pensioner is getting. The fact is, I believe, that he requires someone to look after him.

• 1045

That is the important thing. It has no bearing on whatever his other pension is because they allowed his pension because he was entitled to it. Now we are talking only of one particular aspect of it. He needs a person, someone. You call it a nurse but I would like to suggest to Mr. Bigg that you could not hire a nurse with the qualifications that he mentioned for anywhere from \$3,000 to \$5,000 because nurses charge \$25 and over a day on an eight-hour basis.

We are only discussing here the fact that he requires a helper, whether it is a woman or a man. He must retain someone to help him and surely to goodness in this day and age, you cannot hire anybody to do that type of work for \$200 a month. I think this is the point that we are discussing. Even \$3,500 would not be much to anyone to do this type of work.

The Chairman: I believe you are confusing \$3,500 with the \$3,000...

Mr. Guay (St. Boniface): If I am wrong, Mr. Chairman, I would like it to be clarified.

The Chairman: The point is, Mr. Guay, you were dealing with the \$3,000 allowance for attendants and the article here is the increase for additional consideration for the discomfort suffered by the pensioned person.

Mr. Guay (St. Boniface): It is the other way around.

Mr. Bigg: I was wondering about the rationale of not paying the \$3,500 because he is already getting \$3,000 on another basis.

The Chairman: Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, when Mr. Cullen first asked for the Minister's statement to be read back to us, I was not sure whether that was necessary since we had had it but I am glad it has been done. I would like us to see this thing in what I regard as its proper focus having in mind our own integrity as a Committee.

I was annoyed with the Minister when he did it in the House and I was annoyed with him when he did it here. He makes so much out of the fact that the government has doubled its original offer of \$1,200 to \$2,400. May I remind the Committee that the Woods Report recommendation was for \$7,950 and the veterans organizations supported that. That was one extreme, if you want to call it that.

The government brought in its White Paper of \$1,200. Some of you were on this Committee when we went through it and you know the great time we spent on this

[Interpretation]

soigner. Je serais fort embarrassé si l'on disait au sein du Comité que ces \$3,000 ou \$6,000, peu m'importe, pourraient être considérés comme un revenu.

M. Guay (St-Boniface): J'aimerais encore ajouter quelque chose. Nous retardons peut-être les travaux du Comité en discutant de ce point, mais je suis d'accord avec l'auteur de la proposition dans les mesures où je ne pense pas que nous devrions tenir compte des autres pensions qu'obtient l'intéressé. Il se fait, que le pensionné a besoin de quelqu'un pour s'occuper de lui.

C'est ce qui est important. Cela n'a rien à voir avec son autre pension, car il l'a obtenue parce qu'il y avait droit. Nous ne parlons donc que d'un seul aspect. Nous parlons du cas d'une personne qui a besoin de quelqu'un pour s'occuper de lui; or, une infirmière qui possède la compétence nécessaire exige, comme monsieur Bigg doit le savoir, entre \$3,000 et \$5,000, car elle veut \$25 et plus par journée de huit heures.

Il s'agit ici d'une personne qui a besoin d'une aide, que ce soit un homme ou une femme. De nos jours, cependant, on ne peut engager quelqu'un qui ferait ce genre de travail pour \$200 par mois. Je pense que c'est de cela qu'il est question. Même \$3,500 ne serait pas tellement pour ce genre de travail.

Le président: Je pense que vous confondez \$3,500 avec le \$3,000 dont nous parlons.

M. Guay (St-Boniface): Si je fais erreur, monsieur le président, j'aimerais que l'on m'éclaire sur ce point.

Le président: Le fait est, monsieur Guay, qu'il est question de l'allocation de \$3,000 pour les soins et l'article traite d'une augmentation pour les souffrances endurées par le pensionné.

M. Guay (St-Boniface): C'est tout le contraire.

M. Bigg: Je me demandais pourquoi l'on ne pouvait accorder \$3,500 à cause de l'autre pension de \$3,000 que le pensionné recevait pour une autre raison.

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, lorsque M. Cullen a demandé que la déclaration du Ministre nous soit relue, je me suis demandé si c'était nécessaire étant donné que nous l'avions déjà entendue une fois, mais je suis heureux qu'on l'ait fait. J'aimerais que le Comité replace la question dans son contexte puisque nous tenons à notre intégrité.

Je n'ai pas aimé cette déclaration du Ministre à la Chambre et aussi lorsqu'il l'a faite ici. Il donne tellement d'importance au fait que le gouvernement a doublé son offre originale de \$1,200 à \$2,400. J'aimerais rappeler au Comité que la recommandation du rapport Woods était de \$7,950 et que les associations d'anciens combattants étaient d'accord. C'était l'autre extrême, si vous voulez.

Le gouvernement a proposé \$1,200 dans son Livre blanc. Plusieurs d'entre nous ont eu connaissance des nombreuses discussions qui s'ensuivirent au Comité. Nous sommes parvenus à un compromis entre \$1,200 et \$7,950,

[Texte]

issue. We compromised between \$1,200 and \$7,950 at \$3,500 and by the gods of war I think we went low enough. That was the unanimous recommendation of this Committee. I do not think that we should now be asked to settle for \$2,400 and to be told that the government is generous, that it has doubled its original \$1,200.

Please, I know I am a member of the Opposition and I know one has to be pretty careful when he tries to get the government to go along but we have been making a great deal and rightly so about the independence of committees and the good job we do in committees. This Committee is one of the best I have been on. It comes at these things and I plead that this is not an issue that I, as one person am raising, but I am asking that the Committee itself which went into this thing at great length and decided that it was being responsible in hitting at \$3,500 as a compromise between \$1,200 and \$7,950 should not ask for any less.

We do not have the power to change the bill. I have admitted that; but we do have the right as a Committee to say back to the government—"Please, this was the view we took before. We still take it. We ask you to reconsider." I hope this will be a unanimous decision of the Committee that says we went far enough in the compromise we made and we do not want to go any lower.

• 1050

I am glad that it got straightened out. Mr. Guay was confused a bit. He was thinking about the attendance allowance. That is a separate matter which is not—and Mr. Bigg's point was that it is not—part of income.

Mr. Bigg: I do not think it is.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Sometimes, you know, this gets paid to the person who is doing it. I know in many ...

The Chairman: Gentlemen, I believe that point has been ...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): What we are talking about is a new provision, and pardon me for being repetitive, but the original Woods Report recommendation is 7,950 and the veterans' organizations supported it. The government said 1,200, and we compromised at 3,500. It begins to look as though we should not have. If we had compromised at about 4,800, maybe we would be getting the 3,500.

The Chairman: Thank you. First of all, I have Mr. Cullen. A point of order, Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): I just want to tell Mr. Knowles that I might have been mixed up, but my intentions were good.

The Chairman: Thank you, Mr. Guay. Mr. Cullen.

Mr. Cullen: Mr. Chairman, I think I opened this up by asking a question of Dr. Hodgson. I assumed that these others were supplementary, and did not get an opportunity. The reason I asked to have this read is that I could not remember the reasons given, and I think the statement that the Minister made is that it is almost impossible on a quantitative basis. It is impossible to com-

[Interprétation]

soit \$3,500; il me semble que c'est assez bas. C'était la recommandation unanime du Comité et je ne pense pas que l'on devrait nous demander de nous contenter de \$2,400 en disant que le gouvernement se montre très généreux parce qu'il a doublé son offre originale de \$1,200.

Je sais que je fais partie de l'Opposition et qu'il faut se montrer très prudent en demandant au gouvernement de nous écouter, mais nous avons beaucoup parlé de l'indépendance des comités et du bon travail qui s'y fait. Celui-ci est l'un des meilleurs auxquels j'ai participé. Je voudrais signaler que ce n'est pas en mon propre nom que je le fais, mais je demande au Comité, qui est responsable du compromis de \$3,500, de ne pas accepter un montant inférieur.

Nous n'avons pas le pouvoir de changer le projet de loi, je l'admet, mais nous avons le droit, en tant que Comité, de dire au gouvernement: «C'est ainsi que nous l'avions décidé, nous pensons encore ainsi, veuillez réexaminer la question.» J'espère que le Comité sera unanime à dire que nous sommes allés assez loin dans ce compromis et que nous ne voulons plus poursuivre.

Je suis heureux que cette question soit clarifiée. M. Guay était un peu mêlé. Il pensait à l'allocation pour soins, qui est une question distincte. M. Bigg disait que cela ne faisait pas partie du revenu.

M. Bigg: Je ne le pense pas.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il arrive que la personne qui donne les soins soit payée directement. Je connais plusieurs ...

Le président: Messieurs, je crois que cette question a été ...

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous parlons ici d'une nouvelle disposition; excusez-moi si je me répète, mais le rapport Woods proposait \$7,950, et les associations d'anciens combattants l'ont approuvé. Le gouvernement disait \$1,200 et nous avons dit \$3,500. Il semble que nous n'aurions peut-être pas dû faire ce compromis. Nous aurions dû dire environ \$4,800 et nous obtiendrions alors \$3,500.

Le président: Je vous remercie. La parole est à M. Cullen. Monsieur Guay, un appel au règlement.

Mr. Guay (St-Boniface): Je veux simplement dire à M. Knowles que même si j'étais mêlé, mes intentions étaient bonnes.

Le président: Merci, monsieur Guay. Monsieur Cullen.

Mr. Cullen: Monsieur le président, je pense que j'ai d'abord posé une question à M. Hodgson, en pensant que les questions suivantes étaient des questions supplémentaires, aussi n'ai-je pas eu d'autre occasion. Si j'ai demandé que l'on relise la déclaration du Ministre, c'est que je ne pouvais me rappeler la raison qu'il invoquait. Il disait qu'il était impossible d'indemniser financièrement

[Text]

pensez these men, and I think that was in essence the only—that argument and the other one, that you must look at the picture in its total context.

Mr. Knowles again—I think even to me, Mr. Knowles is preaching to the converted. Mine was more a point of clarification, because I could not remember any answer that we have been given that would dissuade me from the unanimous decision that this Committee made originally. Whether the government accepts it or not is another thing, but I do not think I heard anything there that would change my point of view from the compromise vote we took last time.

The Chairman: Thank you, Mr. Cullen. Are there any other questions? Mr. Knowles, Norfolk.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): I have a little note on the brief that the Minister read from when he made this presentation to the Committee at the opening of our hearings, and I have a note here that says 200 to 500 persons might qualify for this maximum allowance. Would the Deputy Minister care to comment? Is this correct? How many people would be involved here? It did not look right to me here when I looked back at my figures.

The Chairman: Dr. Hodgson.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, it will be appreciated that any of these figures are essentially hypothetical and not precise, because we have not yet had an opportunity to deal with the cases, nor are the people in the Department, the people who will be dealing with the cases. So until the individual cases are considered and resolved in relation to a particular set of criteria, any figures at best are approximate. However, I believe it is expected that the maximum number of people who might benefit from the full figure, be it 2,400 or 3,500, would be not more than 500 people.

The Chairman: Thank you, Dr. Hodgson. Are there any other questions, gentlemen?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I move that the figure of \$2,400 in line 26 on page 25 of Bill C-203 be changed to \$3,500.

Motion agreed to, unanimously.

The Chairman: We are now dealing with—we are still with Clause 28, dealing with amended Clause 59 of the old Act, subsection 2. Are there any questions on subsection 3?

Mr. Marshall: Mr. Chairman, I have an amendment to subsection 3, on page 26. I would like to put an amendment that would delete the fourth line, "or the use of prostheses". I base it on the fact that the disability of those in this category is not lessened by the use of prostheses, and the fact that they want to increase their mobility does not alter the fact of the principles of the bill. I move this amendment for consideration.

The Chairman: Would you read your amendment, Mr. Marshall?

Mr. Marshall: I move that on page 26, Clause 59 (3), we delete the fourth line "or the use of prostheses".

[Interpretation]

ces personnes parce que l'on ne peut évaluer en chiffres la compensation due. C'est dans ce contexte que nous devons examiner la situation.

Je pense que M. Knowles prêche à des convertis. Je ne voulais que clarifier un point, ne me rappelant rien dans les déclarations du Ministre qui aurait pu dissuader le Comité de prendre cette décision. Que le gouvernement l'accepte ou non, c'est une autre question, mais je ne vois pas pourquoi nous ne nous en tiendrions pas à notre compromis.

Le président: Merci, monsieur Cullen. Est-ce qu'il y a d'autres questions? Monsieur Knowles (*Norfolk*).

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): J'ai une petite note au sujet du mémoire présenté par le Ministre au début des séances de notre comité; il y est dit que 200 à 250 personnes pourraient bénéficier de cette allocation maximale. Le sous-ministre pourrait-il faire un commentaire? Est-ce exact? Selon les chiffres que j'avais, j'en doute.

Le président: Monsieur Hodgson.

Mr. Hodgson: Monsieur le président, vous réaliserez que tous ces chiffres sont hypothétiques et par conséquent peu précis parce que nous n'avons pas encore eu l'occasion de nous occuper de ces cas, de même les employés du Ministère, qui auront à s'occuper de ces cas. Il est impossible d'avoir des chiffres exacts avant d'avoir étudié des cas particuliers selon certaines normes. Néanmoins, je pense que les personnes qui bénéficiaient de cette allocation, de \$2,400 ou de \$3,500, ne seraient pas plus de 500.

Le président: Merci, monsieur Hodgson. Est-ce qu'il y a d'autres questions, messieurs?

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je propose que le chiffre \$2,400, à la ligne 24 de la page 25 du Bill C-203 soit remplacé par \$3,500.

Motion adoptée à l'unanimité.

Le président: Nous en sommes encore à l'article 28, qui traite de l'article 59 modifié de l'ancienne loi, paragraphe 2 est-ce qu'il y a des questions au sujet du paragraphe 3?

Mr. Marshall: Monsieur le président, je proposerais un amendement au paragraphe 3, à la page 26. Je voudrais faire supprimer l'expression «ou l'usage de prothèses», à la troisième ligne. Je m'appuie sur le fait que l'invalidité des personnes de cette catégorie n'est pas diminuée par l'usage de prothèses, et le fait qu'elles veulent augmenter leur mobilité ne change rien aux principes du projet de loi. Je propose que cet amendement soit étudié.

Le président: Voulez-vous nous lire votre amendement, monsieur Marshall.

Mr. Marshall: Je propose qu'à la page 26, à l'article 59(23), soit biffée à la troisième ligne, l'expression «ou l'usage de prothèses».

[Texte]

The Chairman: Dr. Foster.

• 1055

Mr. Foster: I would like to speak against this amendment. It seems to me we deny the value of our medical know-how and ability if we say that we insert a prosthetic device in a person's bone or hip and we make the man well. Do we take him back to the physician or the state of health he had before the prosthetic device was inserted? It seems to me if the prosthesis is a success and the man is that much better, then we do not want to deny that he is better.

The Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, I think we must not forget this particular point that a man wearing a prosthesis, for example, an artificial leg, arm, foot, whatever the case may be, which helps him to get around a little more easily than if he did not have it and were working with a crutch, a cane or something, does nothing about the actual fact that the leg or the arm is gone. That is the whole intent of what Mr. Marshall is trying to say.

Mr. Marshall: The man in a wheelchair is helped too, he is pushed around.

The Chairman: Do we have Mr. Marshall's amendment?
Mr. MacLean:

Mr. MacLean: There might be a difference of opinion as to the definition of prosthesis. I am not in a position to know exactly, but I think Mr. Marshall probably would categorize the thing along Mr. Foster's thinking as treatment. I do not know. Maybe this is the difficulty.

Mr. Marshall: The veterans organizations submitted a paragraph in their brief which would explain it. They said:

We would also observe that the provision of Clause 59(3) by which the amount of the exceptional incapacity allowance may be affected by the degree to which the incapacity can be remedied by treatment or the use of prosthesis, contradicts a basic principle in the payment of pensions, which is to indemnify the pensioner for the extent of his disability. The disability itself is not lessened by the use of prosthesis, and there seems no justification to penalize a pensioner by reducing his pension if he attempts to increase his mobility by use of artificial limbs or other appliances.

They went on to say:

The exceptional incapacity allowances will be paid as a matter of right to those 100 per cent pensioners who are eligible. The right to the allowance will be determined in the same manner as in entitlement to pension matters. This right will not be affected by the pensioner's means or his degree of rehabilitation."

The Chairman: Dr. Hodgson.

Dr. Hodgson: I wonder if it might be useful if I explained the considerations, as I understand them, that have led to the wording now in the Bill on this point.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Foster.

M. Foster: J'aimerais me prononcer contre cet amendement. Il me semble que nous montrons notre manque de connaissances médicales en disant qu'une prothèse insérée dans un os fait qu'un homme est en bonne santé. Est-ce qu'il doit revoir son médecin, est-ce que son état de santé est le même qu'avant l'insertion de la prothèse? Il me semble que si la prothèse fonctionne très bien, et que l'homme est beaucoup mieux, nous ne voulons pas nier qu'il soit mieux.

Le président: Monsieur MacRae.

M. MacRae: Monsieur le président, il ne faut pas oublier qu'un homme qui porte une prothèse, soit une jambe artificielle, un bras ou un pied, qui l'aide à se déplacer un peu plus facilement que s'il marchait avec une béquille ou une canne, cela ne change rien au fait qu'il lui manque un membre. C'est cela que M. Marshall voulait dire.

M. Marshall: Un homme dans une chaise roulante reçoit aussi de l'aide, on le pousse.

Le président: Est-ce que nous avons l'amendement de M. Marshall?

Monsieur MacLean:

M. MacLean: Il y a peut-être divergence d'opinions en ce qui concerne la définition du mot prothèse. Je ne suis pas qualifié, mais je pense que M. Marshall inclurait ces choses dans la définition de traitement, selon M. Foster. Je ne sais pas. La difficulté est peut-être là.

M. Marshall: Les associations des anciens combattants l'expliquaient dans leur mémoire. Ils disaient:

Nous remarquons aussi que la disposition de l'article 59 (33), selon laquelle le montant de l'allocation pour incapacité exceptionnelle peut varier selon le degré auquel l'incapacité peut être ramenée au moyen de traitements ou par l'usage de prostheses, va à l'encontre d'un principe fondamental du paiement des pensions, qui est d'indemniser le pensionné selon le degré de son invalidité. L'invalidité même n'est pas diminuée par l'usage de prostheses et il ne semble y avoir rien qui justifie qu'un pensionné soit pénalisé par une diminution de sa pension, s'il essaie d'augmenter sa mobilité en se servant de membres artificiels ou d'autres appareils.

Ils disent aussi:

Les allocations pour incapacité exceptionnelle seront versées de droit aux pensionnés admissibles à 100 p. 100. Le droit à l'allocation sera déterminé de la même manière que le droit à la pension. Ce droit ne sera pas modifié par les moyens financiers du pensionné ou par son degré de réadaptation.

Le président: Monsieur Hodgson.

M. Hodgson: Je me demande s'il serait utile que j'explique ce que je comprends du libellé du projet de loi. La pension est un mode de compensation pour une invali-

[Text]

The pension is the method of compensation for disability. Proposed Section 59 is not intended to be a pension. It is intended to be an additional allowance for exceptional incapacity as distinct from the pension as compensation for disability. In other words, if a person is by reason of his physical condition bed-ridden the view that is taken in this section is that he is more incapacitated than a person who for some other reason, perhaps the use of a prosthesis, perhaps other forms of treatment, is not bed-ridden. Therefore, the word use of prosthesis is merely intended to carry the same concept as the expression "can be remedied by treatment".

• 1100

So if a person, for example, had been blind but by reason of medical treatment he is no longer blind and is able to see, this difference would be recognized because he would no longer be incapacitated to the same degree as he was. Similarly, a person who through some other devise such as, a prosthesis, has his incapacity lessened would not be in as serious a condition of incapacity as one who could not be so assisted.

Mr. Marshall: I cannot agree with the statement because the man would be better off if he did not correct himself. It is the same as a man who is put in a wheelchair—he can get around and do something. Because a man tries to correct his mobility it should not affect his incapacity and his right to the full degree of the allowance.

The Chairman: Thank you, Mr. Marshall. Mr. Cullen.

Mr. Cullen: To me, this would come almost in the line of a definition and it would clear up the definition of the meaning of treatment, because if those words were not in there in effect, I would think that if I was making a determination and someone had received a treatment, namely the use of prostheses, that to me would be a form of treatment, such as the giving of a medicine or something of that nature. It seems to me that if an individual had the choice between using an artificial leg and moving around and not using it, even though he is going to get some additional allowance, I think he would prefer the former. Many of us are happy that we can get up and go over and open that door. If a fellow had that ability I think he would be happier than if we gave him \$10,000.

I would vote against this motion, because I do think that the veteran will be motivated to help himself because of a situation, not because he is going to get a few extra dollars.

The Chairman: Gentlemen, there is another question that does arise in my mind. It refers back to Beauchesne. Any changes in the assessment would not necessarily bring some financial adjustment. Would you consider that the motion put by Mr. Marshall should be included in a recommendation rather than be an amendment—that is, a motion to recommend in the report that this be considered. Would the motion be better in that sense?

Mr. Marshall: Mr. Chairman, for the advantage of members of the Committee, who probably are not aware of the implications here, might we call on Mr. Chadderton

[Interpretation]

dité. Ce qui est proposé à l'article 59 n'est pas une pension, c'est une allocation supplémentaire pour incapacité exceptionnelle, différente d'une pension à titre d'indemnisation pour invalidité. En d'autres termes, si une personne est alitée à cause de son état de santé, l'article en question déclare que cette personne a une incapacité plus grande que celle d'une personne qui n'est pas alitée, que ce soit par suite de l'usage de prothèses ou par suite de traitements. L'expression «l'usage de prothèses» veut dire la même chose que l'expression «un traitement peut remédier».

Par exemple, si une personne qui était aveugle ne l'est plus à la suite d'un traitement médical, cette différence serait reconnue, parce que la personne ne serait plus invalide au même degré qu'elle l'était. De même, une personne dont l'invalidité est diminuée par d'autres moyens, comme l'usage du prothèse, ne serait pas aussi invalide qu'une personne qui ne pourrait pas être aidée de cette façon.

M. Marshall: Je ne peux pas être d'accord, parce que l'homme serait alors plus avantage s'il ne pouvait pas améliorer sa condition. C'est la même chose que l'on met dans une chaise roulante et qui peut se promener et faire quelque chose. Si un homme essaie d'améliorer sa mobilité, cela ne devrait pas affecter son invalidité et son droit à l'allocation maximale.

Le président: Merci, monsieur Marshall. M. Cullen.

M. Cullen: A mon avis, il faudrait établir une définition qui clarifierait le sens du mot traitement, parce que si ces mots n'étaient pas là, je penserais que si je devrais prendre une décision et que quelqu'un recevait un traitement, comme l'usage d'un prothèse, qui me semblerait une sorte de traitement, comme le fait de donner des médicaments ou quelque chose de ce genre. Il me semble que si une personne avait le choix entre l'utilisation d'une jambe artificielle afin de pouvoir se déplacer et ne pas l'utiliser, même s'il doit recevoir une indemnité supplémentaire, je pense qu'il préférerait utiliser cette jambe artificielle. Nous sommes chanceux de pouvoir nous lever et aller ouvrir une porte et si quelqu'un avait cette possibilité je pense qu'il serait plus heureux que si nous lui donnerions \$10,000.

Je voterais contre cette motion, parce que je pense que cela donnerait à l'ancien combattant un motif de s'aider lui-même à cause d'une situation, et non parce qu'il aura quelques dollars de plus.

Le président: Messieurs, il y a une autre question qui me vient à l'esprit. Cela nous ramène à Beauchesne. Tout changement dans l'évaluation n'amènerait pas nécessairement un ajustement financier. Pensez-vous que la motion proposée par M. Marshall devrait être incluse dans une recommandation plutôt que d'être un amendement, c'est-à-dire une motion, dans le rapport, pour que cette question soit étudiée. Est-ce que la motion serait mieux ainsi?

Mr. Marshall: Monsieur le président, afin de mettre les membres du comité au courant des implications de cette motion, nous pourrions appeler M. Chadderton pour deux

[Texte]

ton for two or three minutes so that everybody would be made more aware of the situation.

The Chairman: The difficulty here is that this Committee unanimously agreed to hear the witnesses in a set order. Unless it is unanimously agreed by this Committee to break this understanding that we had—dealing clause by clause in the order set at the very beginning and hearing from departmental officials—we would be going out of our way at this time. I think to proceed with a motion recommending would be more in line. Perhaps Mr. Chadderton could supply arguments and facts to one of the members, perhaps to Mr. Marshall, and he then could bring it to the attention of this Committee. In this way we would not break the understanding that we had.

Mr. Marshall: Since we all get along so well together could we not stray a little bit from the straight and narrow. It will take only three minutes.

The Chairman: The big thing here is—I believe that Mr. Chadderton would approve also—that if you do agree not to abide by our understanding of expediting matters and not accepting any other briefs or witnesses, this places the Chair in a very difficult position. You can understand that, Mr. Marshall.

Mr. Bigg: If it is a breach of protocol perhaps we could adjourn for two minutes while we have this small matter explained.

The Chairman: A very wise suggestion.

Mr. Cullen: It is almost 11 o'clock now.

I will be having a meeting with a couple of executives from the Dieppe Pow Association next week. They will say so and so was allowed to speak before the Committee and they would like to, that if it is done in an informal way they would kind of like to come down and make their little pitch too because they do not think you understand what happens to a prisoner of war who was in Dieppe and who was chained, and they were there and can show you their scars or their doctor's bill from the psychiatrist. If we are going to open it up like that then we are going to be here until next November. Whether we skid around it, or whatever we do, I think we have set a pattern and I hope we are going to stick to it.

The Chairman: In order to adhere to the understanding, and the suggestion perhaps made by Mr. Bigg, I see that it is 11 o'clock, and perhaps this informal information could very well be given after the meeting is adjourned.

• 1105

Mr. Bigg: Mr. Chairman, I will only take a moment. Perhaps the Doctor could tell us the difference between a prosthetic and... I do not know. I do not know what is included in this definition. It would be very easy to clear up, but I do not know whether it means a wheelchair, a golden screw in his hipbone or something like that. There may be good medical reasons why it is very pertinent, but I do not know what they are. Perhaps he might venture to explain the difference and why it is pertinent to the problem.

The Chairman: Mr. Foster.

[Interprétation]

ou trois minutes de façon à ce que tous connaissent bien la situation.

Le président: Malheureusement, le Comité a accepté à l'unanimité d'entendre les témoins selon un ordre établi. A moins que les membres du comité n'acceptent à l'unanimité de ne pas étudier le bill article par article selon l'ordre établi au tout début et d'entendre les hauts fonctionnaires du ministère, nous nous éloignerions de notre programme. Je pense qu'il serait plus approprié de recommander une motion. Peut-être que M. Chadderton pourrait donner des renseignements à l'un des membres, par exemple à M. Marshall, qui pourrait alors en faire part au comité. De cette manière, nous n'irions pas contre notre propre décision.

M. Marshall: Puisque nous nous entendons si bien ensemble, ne pourrions-nous pas nous éloigner un peu des règles établies? Cela prendrait seulement trois minutes.

Le président: Néanmoins, je crois M. Chadderton penserait aussi que si vous acceptez de ne pas vous conformer à notre décision d'accélérer les choses et de ne pas accepter d'autres mémoires ou d'autres témoins, cela met le président dans une situation très difficile. Vous pouvez comprendre cela, monsieur Marshall.

M. Bigg: Si c'est une entaille au protocole, peut-être pourrions-nous ajourner pour deux minutes afin de clarifier cette question.

Le président: C'est une suggestion très judicieuse.

M. Cullen: Il est presque 11 h. maintenant.

Je dois rencontrer la semaine prochaine deux ou trois directeurs de l'Association des prisonniers de guerre de Dieppe. Ils diront que telle ou telle personne a pu parler devant le Comité et qu'ils aimeraient aussi à venir donner leur opinion, parce qu'ils ne pensent pas que vous comprenez ce qui arrive à un prisonnier de guerre qui était à Dieppe et qui a été enchaîné, et eux, ils étaient là, ils peuvent vous montrer leur cicatrice ou les comptes de médecin, de psychiatre. Si nous agissons ainsi, je pense que nous serons encore ici en novembre prochain. Nous avons établi un programme et j'espère que nous le tiendrons.

Le président: Afin de nous conformer à notre décision et à la suggestion faite par M. Bigg, étant donné qu'il est 11 h, je pense que ces renseignements pourraient être donnés après l'ajournement de la réunion.

M. Bigg: Monsieur le président, je ne prendrai qu'une minute. Peut-être que le docteur pourrait nous dire la différence entre une prothèse et... Je ne sais pas ce qui est compris dans la définition. Je ne sais pas si cela signifie une chaise roulante, une vis platinée dans la hanche ou autre chose. Peut-être qu'il pourrait essayer de nous expliquer la différence et nous dire pourquoi cette question est importante.

Le président: Monsieur Foster.

[Text]

Mr. Foster: My understanding of a prosthetic device is any kind of an artificial mechanism or device to make the patient more ambulant. This could be an artificial ball in the hip joint. Perhaps we have more competent experts here, but it seems to me that the principle is there, are we going to award this exceptional incapacity on the basis of what the situation is or what it was before we took every possible medical step to improve it, whatever the form of treatment, whether it was some type of...

Mr. Bigg: It could include an automobile to get a man to his work.

Mr. Foster: No, I think it has to be something attached to the patient.

Mr. Bigg: Now we are getting somewhere.

An hon. Member: What about dentures?

Mr. Foster: I do not claim to be an expert witness on this subject, Mr. Chairman, but perhaps we could have people...

Mr. Bigg: I heard about a wheelchair. I am just a layman, just a boy from the country, and a wheelchair to me is not attached to the person in a normal sense. I think it has a great deal of bearing on this.

The Chairman: Order, please, Mr. Bigg has the floor.

Mr. Marshall: While we have been debating it across the table we could have had Mr. Chadderton before us and we could have been all finished with it?

The Chairman: Yes, but it was the principle that was affected there, Mr. Marshall. Should we bring your motion to the attention of the Committee at the next meeting, Mr. Marshall?

Mr. Marshall: That will be fine.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, before you adjourn how do you spell that word. Is it "p-r-o" or "p-r-o-s"?

The Chairman: "P-r-o-s". It is misspelled.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I move that it be amended by spelling it correctly before we strike it out.

The Chairman: Gentlemen, we stand adjourned until Tuesday at 11 o'clock.

[Interpretation]

M. Foster: Selon moi, une prothèse est tout mécanisme artificiel qui permet au patient de se mouvoir plus facilement. Il peut s'agir d'une balle artificielle au joint de la hanche. Nous avons peut-être des spécialistes plus qualifiés ici, mais il me semble que le principe est de savoir si l'on va accorder cette incapacité exceptionnelle en nous basant sur la situation, telle qu'elle était, avant qu'on ait pris toutes les mesures médicales pour l'améliorer, quelle que soit la forme de traitement.

M. Bigg: Cela pourrait comprendre une automobile servant à conduire un homme à son travail.

M. Foster: Non, il faut que ce soit un appareil qui fasse corps avec le patient.

M. Bigg: Maintenant, nous savons où nous en sommes.

Une voix: Et les dentiers?

M. Foster: Je ne prétends pas être un spécialiste sur cette question, monsieur le président, mais peut-être pourrions-nous faire venir...

M. Bigg: J'ai entendu parler d'un fauteuil roulant; je ne suis qu'un profane, mais un fauteuil roulant, à mon avis, ne fait pas corps avec le patient. Je pense que c'est très important.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Marshall: Pendant que nous discutons ici, nous aurions pu entendre M. Chadderton et en avoir terminé avec cette question.

Le président: Oui, mais c'était une question de principe, monsieur Marshall. Devrions-nous signaler votre motion aux membres du Comité à la prochaine réunion, monsieur Marshall?

M. Marshall: C'est très bien.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, avant d'ajourner, pouvez-vous épeler ce mot? Est-ce «p-r-o» ou «p-r-o-s»?

Le président: «p-r-o-s», en anglais. Il y a une faute d'impression.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je propose qu'on modifie cela avant de le faire radier.

Le président: Messieurs, nous ajournons jusqu'à mardi prochain, 11 heures.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 7

Tuesday, February 9, 1971

Chairman: Mr. Carl Legault

[Text]

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on
Veterans Affairs

Veterans Affairs

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the
Pension Act and the Civilian
War Pensions and Allowances Act

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 7

Le mardi 9 février 1971

Président: M. Carl Legault

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Le Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les
pensions et la Loi sur les pensions et
allocations de guerre pour les civils

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la
vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES
L'Assemblée no 2
Le mardi 9 février 1971
Président: M. Guy Legault

HOUSE OF COMMONS
Series No. 2
Tuesday, February 9, 1971
Chairman: Mr. Guy Legault

STANDING COMMITTEE ON VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Carl Legault

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

and Messrs.

Badanai

Bigg

Blair

Cyr

Émard

Foster

Guay (*St. Boniface*)

Knowles (*Norfolk-Haldimand*)

Knowles (*Winnipeg North Centre*)

Loiselle

MacLean

MacRae

Marshall

(Quorum 11)

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Carl Legault

Vice-président: M. Jack Cullen

et Messieurs

Peters

Tétrault

Thomas (*Moncton*)

Turner (*London East*)

Whicher - (20)

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

Conformément à l'article 65 (4) b) du Règlement

Mr. Cyr replaced Mr. Weatherhead on February 9, 1971.

M. Cyr remplace M. Weatherhead le 9 février 1971.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, February 9, 1971.
(8)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 11:10 a.m. this day. The Chairman, Mr. Legault, presided.

Members present: Messrs. Blair, Cullen, Cyr, Foster, Guay (*St. Boniface*), Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg North Centre*), Legault, Loiselle, MacRae, Marshall, Thomas (*Moncton*), Turner (*London East*) (13).

Member also present: Mr. Francis.

Witnesses: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister; Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate. From the Canadian Pension Commission: Mr. T. D. Anderson, Chairman; Dr. C. N. Brebner, Surgical Specialist.

The Committee resumed its consideration of Clause 28 of Bill C-203.

On the motion of Mr. Marshall, that Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out line 4 on page 26,

Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*) moved in amendment thereto:

That the words "That this Committee recommends to the House" be inserted at the beginning thereof.

The question being put on the amendment, it carried.

The question being put on the main motion, as amended, there was by a show of hands an equality of votes: Yeas 5; Nays 5. Then the Chairman voted and the motion, as amended, was negatived: Yeas 5; Nays 6.

Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*) moved

That Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out the words "can be" on line 3 of page 26 and substituting the words "has been" therefor.

Following debate, the Committee agreed to stand the motion.

On motion of Mr. Marshall,

Agreed, — That the letter from the Executive Secretary, The War Amputations of Canada, to Mr. Marshall M. P., dated February 7, 1971, in English only, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (see Appendix "A").

With the consent of the Committee, the motion of Mr. Foster, to amend Section 57(2) of the Act, adopted at the previous meeting, was withdrawn.

On motion of Mr. MacRae,

Resolved, — That Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out lines 28 to 35 on page 24 and substituting therefor the following:

"(2) A pension in an amount equal to the pension payable for a disability assessed at fifty per cent shall, on application, be awarded in accordance with the rates set out in Schedule A to or in respect of a person who was a prisoner of war of the Japanese and has any assessable disability."

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 9 février 1971
(8)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin, à 11 h 10. Le président, M. Legault, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Cullen, Cyr, Foster, Guay (*Saint-Boniface*), Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Legault, Loiselle, MacRae, Marshall, Thomas (*Moncton*), Turner (*London-Est*) — (13).

Autre député présent: M. Francis.

Témoins: Du ministère des Affaires des anciens combattants: M. J. S. Hodgson, sous-ministre; D. K. Ward, avocat en chef des pensions. De la Commission canadienne des pensions: MM. T. D. Anderson, président; Dr C. N. Brebner, chirurgien.

Le Comité reprend l'étude de l'article 28 du bill C-203.

Sur proposition de M. Marshall, à savoir que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement de la ligne 4, page 26,

M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*) propose comme amendement:

Que les mots «Que le Comité recommande à la Chambre» soient insérés au commencement.

L'amendement est mis aux voix et est adopté.

La motion principale, telle que modifiée, est mise aux voix; le résultat du vote à main levée est nul: en faveur 5; contre 5. Le président ajoute son vote et la proposition telle que modifiée est rejetée de la façon suivante: en faveur 5; contre 6.

M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*) propose,

Que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement des mots «peut être», à la ligne 3 de la page 26, et par leur remplacement par les mots «a été».

Après discussion, le Comité convient de réserver la motion.

M. Marshall propose, et il est

Convenu, — Que la lettre du secrétaire exécutif des Amputés de guerre du Canada, adressée à M. Marshall, député, datée du 7 février 1971 et rédigée en anglais seulement, soit imprimée en appendice aux Procès-verbaux et Témoignages de ce jour (voir appendice «A»).

Avec le consentement du Comité, la motion de M. Foster, à savoir modifier l'article 57 (2) de la Loi, adoptée au cours de la réunion précédente, est retirée.

M. MacRae propose, et il est

Résolu, — Que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement des lignes 31 à 39, à la page 24, et le remplacement par ce qui suit:

«(2) Une pension d'un montant égal à la pension payable pour une invalidité estimée à cinquante pour cent doit, sur demande, être accordée en conformité des taux indiqués à l'annexe A, à une personne ou à l'égard d'une personne qui a été prisonnier de guerre des Japonais et qui est frappée d'une invalidité dont le degré peut être estimé.»

On motion of Mr. Cullen,

Resolved, — That Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out lines 1 to 12 on page 25 and substituting therefor the following:

"58. A pension shall, on application, be awarded to any person to whom a pension could be awarded under Part III, in respect of a person who was a prisoner of war of the Japanese and who died prior to the coming into force of this Part, in an amount equal to the amount that would be payable in respect of that person under Part III if, at the time of his death, he had been in receipt of a pension for a disability assessed at fifty per cent."

With the debate on Clause 28 continuing, at 12:50 p.m., the Committee adjourned until Thursday, February 11, 1971.

M. Cullen propose, et il est

Résolu, — Que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement des lignes 1 à 13, à la page 25, et le remplacement par ce qui suit:

«58. Il doit être accordé, sur demande, à toute personne à laquelle une pension pourrait être accordée en vertu de la Partie III à l'égard d'une personne qui a été prisonnier de guerre des Japonais et qui est décédée avant l'entrée en vigueur de la présente Partie une pension d'un montant égal au montant qui serait payable à l'égard de cette personne en vertu de la Partie III si, au moment de son décès, elle avait touché une pension pour une invalidité estimée à cinquante pour cent.»

Pendant que se poursuit la discussion sur l'article 28, à 12 h 50 de l'après-midi, la séance du Comité est levée jusqu'au jeudi 11 février 1971.

Le greffier du Comité
Hugh R. Stewart
Clerk of the Committee

Clerk of the Committee

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Tuesday, February 9, 1971

• 1110

[Texte]

The Chairman: We will now begin the meeting. You will recall that we were dealing with Clause 28 last Thursday, which was amending or modifying Section 59(3). A motion was presented to delete the last sentence on page 26, line 4. Then there was discussion as to the financial implications so that it could only be presented as a motion to recommend, in the report, that the words "or the use of prostheses" be removed. It was moved by Mr. Marshall that Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out line 4 on page 26.

The discussion had gone out and I believe it was the consensus of the Committee that the motion be considered a recommendation instead of an amendment to the Bill itself.

I believe you have all received a copy of the brief from the War Amputations of Canada which, I imagine, you have read. Is there any further discussion on this motion, gentlemen?

• 1115

Mr. Marshall: Mr. Chairman, if all members have not read the brief, I think it gives a good accounting. There seemed to be a lack of understanding at what a prosthesis is and how it helps an amputee. I wonder if it should be read at this meeting or, if not, could it be appended to our Proceedings?

The Chairman: I will leave this up to the Committee, but I believe the brief was presented in order to enlighten the members of the Committee. If it is the wish of the Committee to have this appended, I believe it can be done. On the other hand, I think this was to enlighten each member on the discussion that was held, so I wonder whether it would be necessary to have this appended to the Minutes of this meeting.

Mr. Marshall: I so move, Mr. Chairman.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I would like to support that. I think we did the responsible thing when we decided not to have all these organizations appear before us again. In the cases where we told them to send us their material instead, I think it would be the courteous thing for us to include it. I would like to support Mr. Marshall's motion.

The Chairman: Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand).

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Just a word along the same line. It seems to me that by attaching it it lends validity to the argument for having this amendment which I think will likely be carried, and for that reason I think perhaps we should put it in. It proves our point, so to speak.

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le mardi 9 février 1971.

[Interprétation]

Le président: Nous allons ouvrir la séance. Si vous vous rappelez, nous avions examiné mardi dernier l'article 28, qui modifiait ou amendait l'ancien article 59, alinéa (3). Une motion avait été déposée afin de supprimer la dernière phrase de la ligne 4, page 26.

Comme il est apparu, en cours de discussion, que cette motion entraînait des implications financières, on a décidé de faire uniquement la recommandation suivante dans le rapport: que soient supprimés les mots «usage de prothèse». Il a été proposé par M. Marshall que l'article 28 du Bill C-203 soit modifié par le retraitement de la ligne 4, à la page 26.

Le Comité a convenu que cette motion devrait plutôt prendre la forme d'une recommandation que celle d'un amendement au Bill.

Je crois, messieurs, que vous avez tous reçu un exemplaire du mémoire de l'Association canadienne des amputés de guerre. J'ose croire que vous avez pu lire ce mémoire. Y a-t-il des questions à poser en ce qui concerne cette motion?

M. Marshall: Bien que tous les députés n'aient pas pu lire le mémoire, je crois que ce mémoire donne un aperçu assez valable de la question. Il semble que l'on comprenne mal ce qu'est une prothèse et comment, les prothèses peuvent soulager les personnes qui ont été amputées. Je me demande s'il n'y a pas lieu de le lire ici. Dans le cas contraire, je pense qu'il faudrait annexer ce mémoire aux compte rendu de nos délibérations.

Le président: Je poserai la question aux députés mais, en fait, ce mémoire a été présenté en vue de fournir quelques éclaircissements au comité. Si le comité désire que l'on annexe ce mémoire au compte rendu, je crois que nous pourrions le faire mais, d'autre part, je tiens à signaler que le mémoire n'a été présenté que pour éclairer les membres du comité quant à ce sujet. Aussi, je me demande si cela vaut vraiment la peine de l'annexer au compte rendu.

M. Marshall: J'en fais la proposition.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'appuie cette proposition. Je crois que nous avons agi de façon responsable en décidant de ne pas faire comparître toutes ces associations. Toutefois, si nous leur avons demandé d'envoyer un mémoire, je pense qu'il serait bon que leurs documents soient annexés à notre compte rendu. Aussi, j'appuierai la proposition de M. Marshall.

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Dans le même ordre d'idées, il me semble que si l'on annexait ce mémoire, cela établirait la thèse de la motion d'amendement qui sera sans doute adoptée. Aussi, je propose que l'on l'annexe car cela nous donne des arguments, en quelque sorte.

[Text] motion of Mr. Callan.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It will be a lot more useful appendix than the one that was handed to us the other day.

The Chairman: First of all, will Mr. Marshall move to amend the motion that has been presented, then? Mr. Marshall moved to recommend that Clause 28 of Bill No. C-203 be amended by striking out line 4 on page 26.

Mr. Knowles, do you move that that be amended?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes.

The Chairman: Thank you. We will proceed after we have done this, Mr. Marshall, to the brief being appended. The question on this motion is to recommend the deletion of line 4 on page 26.

Dr. J. S. Hodgson (Deputy Minister, Department of Veterans Affairs): At the last meeting of the Committee, the officials were asked to bring to this meeting a medical representative of the Canadian Pension Commission who might be able to give them further information with regard to prosthesis. Dr. Brebner of the Pension Commission is in attendance if the Committee wishes to hear from him.

The Chairman: Does this meet with the Committee's approval?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Will the Doctor please come to the front table?

Dr. C. N. Brebner (Canadian Pension Commission): First of all, are there questions members would like to ask me or should I present an opening statement on prosthesis?

Some hon. Members: No.

Dr. Brebner: I think we should all realize that prosthesis is a general term to describe anything that will assist a person who has a disability. Looking around the room I see several wearing a prosthesis for their eyes. A hearing aid is another type of prosthesis; hip replacements for a man who has a false hip put in made of metal or plastic is another type of prosthesis. I see someone pointing to his teeth as well.

This is a general term. In terms of amputations, prostheses are things that are designed to restore function or to protect. When a man has had a fractured skull and they put in metal or some other material to protect his brain, this is also prosthesis, but generally a prosthesis is considered to be something that will help to restore function.

Now, as far as amputees are concerned, we have given a great deal of thought to how we can standardize and place levels for degrees of disability as far as prostheses are concerned. To show you our problem I will give an example. A really good bilateral amputation below knee, in many cases, can stand for longer times and walk longer distances without the same difficulty as another pensioner who may not be pensioned for an amputation because he has not got one, but he has had gunshot wounds of both lower extremities and he, in effect, cannot stand as long, cannot walk as far, and walks with more difficulty. Granted, I am not denying for a moment that a bilateral below knee amputee may have a great deal

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ce serait là une annexe beaucoup plus valable que celle qui nous fut remise l'autre jour.

Le président: En premier lieu, M. Marshall propose-t-il d'amender la motion déposée? M. Marshall a proposé de recommander que l'article 28 du Bill C-203 soit modifié par le retraitement de la ligne 4 à la page 26.

Monsieur Knowles, proposez-vous l'amendement?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui.

Le président: Je vous remercie. Nous poursuivrons, après cela, avec la question de l'annexion du mémoire au compte rendu. Le vote sur cette motion décidera du retraitement de la ligne 4 à la page 26.

M. S. Hodgson (Sous-ministre, ministère des Affaires des Anciens combattants): Au cours de la dernière séance, vous avez demandé aux responsables du ministère de faire comparaître un médecin de la Commission des pensions qui pourrait donner des renseignements supplémentaires quant à l'utilisation des prothèses. Le Docteur Brebner assiste à la réunion et si vous désirez l'entendre, il est à votre disposition.

Le président: Le Comité est-il d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Docteur, voudriez-vous bien venir à la table.

M. C. N. Brebner (Commission Canadienne des Pensions): Je me demande si vous désirez poser des questions, ou si vous voulez que je fasse une déclaration préliminaire quant aux prothèses.

Des voix: Non.

Dr. Brebner: Je pense que nous devons tous réaliser que les prothèses décrivent, de façon générale, tout objet destiné à soulager les personnes souffrant d'une invalidité. Dans la salle, je vois diverses personnes portant une prothèse pour les yeux. Il y a également, des aides auditives, etc. On peut remplacer la hanche par un organe artificiel en plastique ou en métal, c'est aussi une prothèse. Quelqu'un me signale même ses dents.

«Prothèse» est un terme générique qui couvre bien des notions. Lorsqu'il s'agit d'amputations, les prothèses ont pour objet de rétablir les fonctions déficientes ou de protéger. Lorsqu'un homme subit une fracture du crâne, on lui soudera avec pièce de métal, par exemple, pour protéger son cerveau; encore une fois, c'est une prothèse.

En ce qui concerne les amputés, nous avons essayé de vous faire une idée de la façon dont nous pouvions normaliser les degrés d'invalidité en fonction de l'usage des prothèses. J'essaierai d'illustrer mon propos en vous donnant un exemple. S'il s'agit d'une personne ayant subi une amputation bilatérale, en dessous des genoux et si l'opération est bien faite elle pourra se déplacer bien mieux qu'un autre pensionné souffrant de blessures par balles aux membres inférieurs: celle-ci ne pourra faire aucun effort, et ne pourra presque plus se déplacer. Bien sûr, je ne nie pas du tout le fait qu'une personne amputée de deux membres en-dessous du genou, éprouve de grandes difficultés, mais je parle de ceux qui ne

[Texte]

of difficulty, but I am talking essentially of the ones who have little problems with their stumps and have well fitting prostheses and some of them are remarkable. Granted this may be dependent on the person's personality and his desire to do things.

Regardless of this, here we are presented with two men, one who has obviously had much more difficulty getting around in his daily life than the other, and can we really say that the man who is so good with his double amputation is exceptionally disabled when he is compared with the man who may not even be getting 100 per cent pension, perhaps an 80 per cent pension for disabilities that really give him more functional disability than the man with amputations. This is one of our problems.

There is no question in our minds that an above knee amputation and a below knee amputation require an exceptional incapacity allowance as well as the amputations where they are both above knee. There is no question and we are trying to develop levels of disability for these which we can put into a sort of standard level for the exceptional incapacity; however, it must be realized that, up until now under the old Act, or the present legislation, we have really never had to find out how well a man did with his prostheses and so our records are really very poor. We really do not know. They have not been examined with that idea in mind. They have a standard assessment for their amputation and we really have no real conception of just how well these men do with their prostheses. So until we have a volume of examinations on which we can base any conclusions it is really impossible to say at what level these people should be put in the exceptional incapacity allowance. For bilateral amputation of hands, again there is no question these should qualify for the exceptional incapacity and anything above the hands, of course, we just add to this. However, again, we have really nothing on which we can base a sensible judgment as to the level at which these should be. We know they should get it and actually as far as the hands are concerned we are at the position where we say, "All right, they will be in either one level or the next one to it". It has not been really defined as yet. As I say, one of our greatest problems is that we have no conception of how well these people do with their prostheses because this information has never been necessary in the past, and examinations obviously will have to be done on a large scale. Are there any questions to be asked?

The Chairman: Mr. Marshall.

Mr. Marshall: You say the records are poor, what is the answer?

Dr. Brebner: The answer is that we will have to have them examined because many of these amputees have not been examined with this in mind whatsoever.

Mr. Marshall: Would the doctor have any comment to make on the American system which establishes special categories for the various groups, the paraplegics and so on?

Dr. Brebner: As far as paraplegics are concerned we are quite willing to accept that total paraplegics should get the upper limit and the same goes for the totally blind; we have no question about this. Those veterans who even have just perception of light, we think are obviously acceptable under the exceptional incapacity without any question.

[Interprétation]

souffrent pas trop de leurs moignons et bénéficient d'une prothèse bien adaptée, il y en a d'ailleurs de remarquables. Évidemment cela dépend de la personnalité et du dynamisme de l'individu.

Néanmoins, si nous confrontons deux individus dont l'un se débrouille mieux que l'autre dans la vie quotidienne, pouvons-nous dire que celui qui s'en sort assez bien malgré une double amputation est un invalide exceptionnel, alors que l'autre n'obtient même pas une pension de 100 p. 100 voire de 80 p. 100 pour une invalidité qui le réduit bien plus à l'impuissance qu'une double amputation. Voilà l'un de nos problèmes.

Nous ne doutons pas qu'une amputation, au-dessus ou en-dessous du genou exige une allocation d'invalidité exceptionnelle surtout s'il s'agit d'amputation au-dessous du genou, cela ne fait aucun doute et nous essayons de mettre au point des degrés d'invalidité qui nous permettront d'établir des normes en cas d'invalidité exceptionnelle. Toutefois, il faut réaliser que jusqu'à présent, en vertu de l'ancienne loi ou plutôt en vertu de la loi actuelle, nous n'avons jamais dû établir comment un homme pouvait se débrouiller avec sa prothèse. Aussi, nous n'avons qu'une idée assez vague de la chose et nous n'avons pu établir, jusqu'à présent, qu'un degré unique d'invalidité en ce qui concerne les amputations car nous ne savons pas, en fait, comme je vous l'ai déjà dit, dans quelle mesure la prothèse soulage ces invalides. Donc, avant d'avoir examiné un nombre de cas suffisant, il nous est très difficile d'établir le degré d'invalidité exceptionnelle que l'on devrait accorder à ces personnes. Il ne fait aucun doute que les personnes ayant souffert d'une amputation des deux mains ou plus devraient être, devraient se qualifier pour obtenir une allocation d'invalidité exceptionnelle. Toutefois, nous ne pouvons juger avec exactitude de leur degré d'invalidité. Nous savons qu'ils répondent aux conditions de l'invalidité exceptionnelle et pour ce qui est des mains nous en sommes venus à leur accorder un certain degré ou le degré immédiatement supérieur. Étant donné que ces renseignements ne nous ont jamais fait défaut par le passé, nous ne pouvons pas savoir comment ces invalides, se débrouillent avec leur prothèse. Je pense qu'il faudra faire de nombreux exams afin de découvrir les renseignements qui nous manquent. Y a-t-il des questions?

Le président: Monsieur Marshall.

M. Marshall: Vous dites que les dossiers manquent d'information. Comment y remédier?

M. Brebner: Nous devons leur faire un examen médical étant donné que la plupart des amputés n'ont pas subi un examen qui avait cet objet précis.

M. Marshall: Le docteur voudrait-il nous donner son opinion en ce qui concerne le système américain de classification des divers invalides, les paraplégiques, etc. . . ?

M. Brebner: Pour ce qui est des paraplégiques complets, nous sommes disposés à toujours accorder le montant de prestation le plus élevé, de même que pour les cas de cécité totale, cela ne fait aucun doute. Les anciens combattants qui n'arrivent qu'à percevoir la lumière, ont également droit à l'invalidité exceptionnelle, c'est certain.

[Text]

• 1125

I really do not know too much about the American system, quite honestly. It would be the easiest thing in the world to set a standard saying that anybody with two amputations should get such a level, but the more we look into this, the more we find that so often these are almost individual decisions to be made regarding how much incapacity a man has because it varies so greatly. That is one of our difficulties in defining a standard. We have made considerable progress but it has been slow and you can see the problems we have as far as records are concerned, with amputees in particular.

Mr. Marshall: It seems that there has been no success in finding the proper prosthesis in the majority of cases. What we are actually doing is denying a man who has tried to rehabilitate himself under great pain. In other words we are saying to him, if you do not try to correct yourself then you are exceptionally incapacitated. Whereas if you do try to make it better for yourself and try to contribute to society, we will not consider you as being exceptionally incapacitated.

Dr. Brebner: There is no question that this depends on the personality of the person so much, psychological factors and things that we cannot estimate. There is no question that this is a factor. One man will try, another will not.

The Chairman: Thank you. Mr. Knowles, Winnipeg North Centre.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, in part I confess that I want to do a little bit of thinking out loud rather than take a firm position although I feel that the amendment must be supported. However, it seems to me that we have to make comparisons on behalf of people who use prostheses, not with other veterans who have other kinds of conditions but with whole people who do not have any trouble at all. I think this comparison with a veteran who has gunshot wounds to contend with and still has his own limbs is a bit academic. The other point I would like to make is this—Maybe I am back to my interest in semantics, but this clause says:

account may be taken of the degree to which the incapacity can be remedied by treatment or the use of prosthesis.

For the moment let us leave out the treatment and consider what can be remedied by the use of prosthesis. You have said, Doctor, that an element in this may be personality and approach. How does anyone know in advance that a person with an artificial limb is going to be just as well off as the other fellow.

Dr. Brebner: One can never tell this.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You certainly cannot tell in advance, can you? However, the wording of this clause would permit the amount of the allowance under this exceptional incapacity arrangement to be determined by taking into account the degree to which the condition can be remedied by the use of prosthesis. Without giving away my position on this, let me say that I can see the possibility that after a man has got one, you know, he may say, look I am better off than the other fellow. I am all right. How do you know in advance, but the wording of this clause permits "account to be taken in advance" of how well you might get along

[Interpretation]

Je ne connais pas très bien le système américain, mais je crois qu'il serait très simple d'établir des normes en disant, par exemple, qu'une personne ayant souffert d'une double amputation recevrait tel montant d'indemnité, mais plus nous approfondissons la question, plus nous nous rendons compte de la nécessité de chaque cas car ils sont tellement différents. C'est là une des difficultés que nous éprouvons lorsque nous essayons d'établir des normes, nous progressons très lentement en cette matière étant donné que la question des dossiers au sujet des amputations est une question fort délicate.

M. Marshall: Il me semble que dans la majorité des cas, on n'a pas pu prévoir quelle était la prothèse qu'il fallait utiliser. En fait, nous privons des individus qui essayent de se réadapter avec toutes les peines du monde. Nous leur disons: «Si vous n'essayez pas de vous réadapter, vous obtiendrez finalement une invalidité exceptionnelle.» D'autre part, si vous le faites pour essayer de participer à la société, vous n'aurez plus droit au statut d'invalidé exceptionnel.

M. Brebner: Je ne doute pas, que cela dépende de la personnalité de chacun. Il y a tant de facteurs psychologiques qui entrent en considération et dont nous ne pouvons pas tenir compte. Un individu fera des efforts et l'autre pas.

Le président: Je vous remercie. Monsieur Knowles, Winnipeg-Nord-Centre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je voudrais vous avouer que je ne suis pas tout à fait décidé à cet égard, mais je vous livrerai mes pensées à haute voix, je pense, néanmoins qu'il faudrait appuyer l'amendement. Il me semble que nous devons faire des comparaisons entre les personnes qui utilisent des prothèses, et non avec les autres anciens combattants mais avec toutes les personnes saines. C'est peut-être une distinction académique, que de comparer un amputé avec une personne souffrant de blessure par balle. Je voudrais encore revenir à une autre question d'aspect sémantique, l'article dit:

Il peut être tenu compte de la mesure où un traitement ou l'usage de prothèse peut remédier à l'incapacité.

Oublions le traitement, un instant, pour ne garder que l'usage de prothèse. Vous nous avez dit, docteur, qu'un des éléments pourrait être la personnalité, mais comment savoir si une personne ayant un membre artificiel pourrait se débrouiller aussi bien qu'une autre personne?

M. Brebner: Personne ne pourrait le dire.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): On ne peut pas le prévoir, n'est-ce pas? Toutefois, en vertu de cet article on permettrait que la prestation soit déterminée en tenant compte de la mesure dans laquelle on pourrait remédier à cette invalidité grâce à une prothèse. Sans abandonner ma position, je vous dirai qu'un homme faisant usage d'une prothèse pourrait dire «ça va, je me débrouille mieux que l'autre», mais comment pouvez-vous le dire à l'avance. Le libellé dit qu'il peut être tenu compte, à l'avance, de la façon dont s'en tire l'invalidé grâce à une prothèse? Il me semble que nous devrions laisser cette question aux soins de la Commission et du ministère,

[Texte]

with a prosthesis. I think at the very least we should strike this reference out at this point and leave it to the Commission and the Department if it wishes to come along, you know, a year or two from now and say that as a result of our experience we think something like this should be put in. You have admitted, Doctor, that you have no statistics on this. You have not been interested in keeping any.

Dr. Brebner: That is right, sir.

• 1130

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): As I say, I am thinking out loud and making general comments. I would be glad to hear your remarks.

Dr. Brebner: It is a bit difficult for me to answer that. Getting back to semantics again, to me the wording might be "is" rather than "can be".

An hon. Member: Or "has been".

Dr. Brebner: Or "has been", yes. In other words, the present reading would suggest ...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Because this is really the way it reads.

Dr. Brebner: That is right. If anybody says, "This man could do this", then he should not receive any exceptional incapacity award. In other words, if his final state has been established, we should then decide whether he should receive an exceptional incapacity award.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I am dealing right now with the Department on the case of a man who has one leg fully amputated and has an artificial limb, and he is in a terrible state. It strikes me that the man is trying his best to make a go of things, but he is beaten, and yet this would say that his condition could be remedied by the use of a prosthesis. It has not remedied his condition at all.

The Chairman: Mr. Cullen.

Mr. Cullen: I agree. I do not think there is any problem with the wording "has been". What does concern me, Doctor, is the fact that to me the use of a prosthesis seems to be comparable to or analogous with treatment. I broke my arm some time ago and it ended up in this position. I could have decided to leave it there, but I went to see a doctor and he said, "If you have it operated on you will not have full use of it", but treatment has made it such that I am not incapacitated to the extent I would have been if I had had that second operation. I had to make a determination, but under this clause I would probably be penalized, in effect, because I went and had the treatment. It would seem to me that if an individual has the ability, the stamina and whatever is required to make use of a prosthesis, that he is cut down on the amount that he is exceptionally incapacitated. We are not saying that under this clause he does not get a pension; we are saying that we are only dealing now with exceptional incapacity and if a fellow sees fit not to take treatment, then in effect he probably is being benefited, as Mr. Marshall said, or if he sees fit not to use the prosthesis, or he may not be able to use the prosthesis, which I think is really the point here, because I think if an individual can use it the tendency will be

[Interprétation]

s'ils le désirent et supprimer cette disposition quitte à la reprendre dans un an ou deux, si nous le jugeons nécessaire. Vous avez admis, docteur, que vous n'avez pas de statistiques en cette matière parce que vous ne vous y êtes pas intéressé.

M. Brebner: C'est exact.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Comme je vous l'ai dit, je pense à haute voix et je fais des remarques générales, mais j'aimerais bien savoir quelles sont vos remarques à ce sujet?

M. Brebner: Il m'est quelque peu difficile de répondre à cette question. Pour en revenir encore une fois à cette question sémantique, il me semble qu'on pourrait dire: «remédie» au lieu de «peut-être».

Une voix: Ou «a remédié».

M. Brebner: Exact. Autrement dit, le libellé actuel laisserait entendre...

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est en fait ce que dit le libellé.

M. Brebner: Exact. Si on dit qu'un homme peut faire telle chose, il ne doit pas bénéficier de la prestation d'invalidité exceptionnelle. Si nous avons statué sur son cas, nous devrons alors établir si oui ou non il bénéficiera de cette allocation.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je m'occupe actuellement avec le ministère du cas d'un individu qui a subi une amputation totale de la jambe et qui a un membre artificiel; son état est désespérant. Cet homme fait tout ce qu'il peut pour oublier son état mais il est abattu. Or, cet article dirait que son état pourrait s'améliorer grâce à une prothèse. En fait, son état ne s'est pas amélioré du tout.

Le président: Monsieur Cullen.

Mr. Cullen: Je suis d'accord avec l'expression: «à remédier». Je ne vois pas où est le problème. Ce qui m'inquiète, docteur, c'est que l'on puisse comparer l'usage d'une prothèse, à un traitement médical. Je me suis cassé le bras il y a quelque temps et voilà ce qu'il est devenu. J'aurais pu décider de ne rien faire mais je suis allé voir un docteur qui m'a dit: «si l'on vous opère, vous ne retrouverez plus l'usage de votre bras». Toutefois, un traitement médical m'a permis d'éviter le degré d'invalidité dont j'aurais souffert suite à une seconde opération. Je devais prendre une décision mais en vertu de cet article j'aurais sans doute été pénalisé étant donné que j'ai subi un traitement médical. Il me semble que si un individu peut se servir d'une prothèse et si il est assez dynamique pour se débrouiller, cet article lui retire les bénéfices de l'allocation de l'invalidité exceptionnelle. L'article ne dit pas qu'il n'obtiendra pas de pension mais il dit que si un individu souffrant d'une incapacité exceptionnelle refuse les soins de la médecine, il en bénéficiera. C'est également vrai s'il refuse l'usage d'une prothèse mais il se pourrait également qu'il ne soit pas en mesure d'utiliser une prothèse et nous touchons là au cœur du problème parce que j'ai l'impression qu'un individu qui peut se servir d'une prothèse aura toujours tendance à l'employer.

[Text]

for him to use it. However, if he cannot use it he is then going to be exceptionally incapacitated and on that basis he would qualify for not having it cut down. The use of a prosthesis is analogous to the situation where an individual does or does not take treatment.

Dr. Brebner: Most of our amputees really had no choice, did they, as to the initial treatment? They lost their limbs.

Mr. Cullen: I am really only dealing with the prosthesis aspect of it.

Dr. Brebner: Yes. There is no question about it that some of the amputees have painful, uncomfortable stumps and cannot manage a prosthesis, or their stump may be so poor that they cannot manage a prosthesis. Scarring from infection will cause a lot of this. There is no question in our minds that some people are not satisfactory with the prosthesis, I am sure of this, and we know of people who use crutches for this reason. You can have a good prosthesis with what we consider to be recovered function to a degree — of course they never recover entire function, but some do recover function as a result of their prosthesis and some do not — but is one exceptionally incapacitated and the other not?

Mr. Cullen: In effect the man is covered in this clause because account may be taken of the degree, for example, that a person may use a prosthesis and not have to use crutches or canes. It may even make it worse.

Dr. Brebner: That is right.

Mr. Cullen: Yet to that extent they have been less exceptionally incapacitated, shall we say, than the fellow whose stump will just not take a prosthesis, or he has a prosthesis but it is painful and it is not doing as good a job on A as it is on B.

Dr. Brebner: That is right.

• 1135

Mr. Cullen: To me the fellow who cannot—I am not so concerned about the fellow who will not,—but it is the fellow who cannot use the prosthesis, or because it is not possible, or who can use it but it is not as good a job on him or does not do as good a job for him as it does maybe on another man. Then the wording "degree" covers that situation.

He uses the prosthesis, but the degree to which it remedies his problem determines the extent of his exceptional incapacity.

Dr. Brebner: Yes. In other words, everybody should get the exceptional incapacity under your idea, and the degree of exceptional incapacity would depend on the ability to use the prosthesis.

Mr. Cullen: And the treatment.

Dr. Brebner: Yes, and the treatment.

Mr. Cullen: And again, there is the extent to which he uses the treatments. I am thinking of an individual who has, let us say, constant headaches or something of that nature. He is told that if he takes a particular pill, or he takes a certain thing he will get rid of that headache. He will not have one.

[Interpretation]

Toutefois, s'il ne peut se servir de prothèse, il bénéficiera du statut d'invalidité exceptionnel en vertu de quoi son allocation ne sera pas réduite. L'usage d'une prothèse peut se comparer au traitement médical qu'un individu est libre d'accepter ou non.

M. Brebner: Il me semble que la plupart de nos amputés n'ont pas eu le choix n'est-ce pas? Ils ont perdu leurs membres.

M. Cullen: Je ne parle que de la question des prothèses.

M. Brebner: Oui. Il ne fait aucun doute que certains amputés souffrent horriblement de leurs moignons et ne peuvent utiliser de prothèses. Il se peut même que leurs moignons rendent insupportable la prothèse. Souvent des infections sont à l'origine de ce mal. Nul doute dans notre esprit que la prothèse ne peut soulager certains individus. J'en suis persuadé et nous connaissons des gens qui utilisent des béquilles, pour ces motifs. Il se peut qu'une bonne prothèse vous permette de remplacer partiellement l'usage d'un membre. Toutefois, ce n'est pas toujours le cas et certaines prothèses ne permettent pas de remplacer un membre. Or, l'une de ces personnes bénéficiera du statut d'invalidité exceptionnel et l'autre pas?

M. Cullen: En fait, l'article prévoit ces cas, parce qu'il peut tenir compte de la mesure où une prothèse peut remédier à l'incapacité sans avoir recours, par exemple, à des béquilles. Une prothèse peut même faire plus de tort que de bien.

M. Brebner: C'est exact.

M. Cullen: Toutefois, dans ce contexte, il souffre moins d'une invalidité exceptionnelle que l'individu dont le moignon ne lui permet pas l'usage d'une prothèse ou s'il le lui permet, c'est extrêmement douloureux et le résultat n'est certainement pas le même pour l'un ou l'autre.

M. Brebner: Exact.

M. Cullen: Je ne pense pas tellement à la personne qui ne veut pas utiliser la prothèse, mais à celle qui ne peut pas le faire ou qui peut le faire, mais à qui la prothèse ne convient pas aussi bien qu'à une autre personne. Le mot «mesure» prévoit ce cas.

La personne utilise la prothèse, mais la mesure dans laquelle elle remédie à son incapacité détermine le degré d'incapacité exceptionnelle.

M. Brebner: Oui. En d'autres mots, tout le monde aurait droit à l'allocation pour incapacité exceptionnelle et le degré d'incapacité exceptionnelle dépendrait de l'habileté à utiliser la prothèse.

M. Cullen: Et du traitement.

M. Brebner: Oui, et du traitement.

M. Cullen: Il faut aussi tenir compte de la mesure dans laquelle la personne se soumet au traitement. Je pense à quelqu'un qui souffrirait, par exemple, de maux de tête constants; on lui dit qu'en prenant des comprimés il guérira son mal de tête, mais il ne veut pas en prendre.

[Texte]

The extent to which he uses, let us say, a medication, will eliminate the pain in the back or the pain in an arm. He refuses to take that, or refuses to go on a regular schedule. He in effect, is not taking the treatment.

In effect, under this he is probably going to benefit as well, because he refuses to take the pill. A pill—I should not say "the" pill. That has a different connotation.

Dr. Brebner: I was wondering.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Cullen. Dr. Foster.

Mr. Foster: The one problem I see, Dr. Brebner, in this, is that I wonder why the word is "or" remedied by treatment, "or" the use of prosthesis. I suppose there would hardly ever be a case where you would actually be using a prosthesis where there had not been treatment as well.

Dr. Brebner: I think that this does not apply to amputations only, this paragraph.

Mr. Foster: No I know that, but let us suppose that it is a new ball and socket joint in the hip. Besides the prosthetic devise, you still have treatment involved.

Dr. Brebner: That is right.

Mr. Foster: Why is the word "or" used there? It really means "and", does it not?

An hon. Member: And/or.

Dr. Brebner: And/or, I would think. These are both methods of treatment of a disability, if you want to put it that way. I am sorry, they are separating prosthesis which is actually a treatment from other treatments. An example could be an amputee with a badly scarred stomach and they say, all right, now let us revise this stuff, and get rid of the painful scar tissue, hopefully, so that this man from then on will be able to walk more readily and use his prosthesis, where before he may not have been able to use it because of the scar tissue. That is treatment.

Mr. Foster: Yes, but the whole situation is the surgery. He had to remove the scar tissue, and then there is the introduction of a new prosthesis.

I just wonder why there is the separation there. It seems to me that we are really talking about how much the degree of injury or incapacitation has been reduced by treatment and the use of prostheses.

Mr. Cullen: I am wondering if the questions are being directed to the right man, when we are talking about the wording.

Mr. Foster: I am just wondering myself, actually.

Dr. Brebner: Yes.

Mr. Foster: I think that if they were directed to . . .

The Chairman: I believe that Dr. Hodgson has some remarks to make on this particular wording.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, there is one observation I would like to make with regard to the drafting. The members of the

[Interprétation]

La mesure dans laquelle il utilise un médicament, par exemple, soulage sa douleur au dos ou au bras. S'il refuse de prendre ce médicament ou de visiter le médecin régulièrement, il refuse, en fait, le traitement.

En vertu du présent article, il retire un certain avantage lorsqu'il refuse de prendre des comprimés.

M. Brebner: Je me posais la question.

Le président: Merci M. Cullen. Monsieur Foster.

M. Foster: Le seul problème que je prévois, M. Brebner, est celui-ci: pourquoi utilise-t-on le mot «ou», un traitement «ou» l'usage d'une prothèse peut remédier. Je suppose qu'il y a très peu de cas où l'usage d'une prothèse n'entraîne pas aussi le traitement.

M. Brebner: Ce paragraphe ne vise pas seulement les amputations, je crois.

M. Foster: Non. Prenons le cas d'un nouveau joint dans la hanche. En plus de la prothèse, il faut le traitement.

M. Brebner: C'est exact.

M. Foster: Pourquoi alors le mot «ou»? Ne signifie-t-il pas «et»?

Une voix: Et/ou.

M. Brebner: Et/ou, je pense. Ce sont deux façons de traiter une invalidité, si l'on veut. Je regrette qu'on parle séparément de la prothèse qui n'est en fait qu'un traitement parmi tant d'autres. Un amputé qui aurait, par exemple, des cicatrices sur le ventre et à qui l'on dirait: nous allons vous enlever ces cicatrices douloureuses, pour lui permettre de marcher et d'utiliser sa prothèse, illustre le cas auquel je pense; il n'aurait pu le faire auparavant à cause des cicatrices. C'est un traitement.

M. Foster: C'est un cas de chirurgie. Il a fallu enlever les cicatrices et introduire la nouvelle prothèse.

Je me demande pourquoi il y a séparation ici. Nous parlons de la mesure dans laquelle la blessure ou l'incapacité a été réduite grâce au traitement et à l'usage d'une prothèse.

M. Cullen: Je me demande si nous nous adressons à la bonne personne quand nous parlons du libellé.

M. Foster: Je me le demandais également.

M. Brebner: Oui.

M. Foster: Je pense qu'on devrait s'adresser . . .

Le président: Je pense que M. Hodgson a des remarques au sujet de ce libellé.

Dr. Hodgson: Je voudrais simplement faire remarquer ceci. Je signale aux membres du comité que ce paragraphe est facultatif. Il y

[Text]

Committee will note that the subsection is discretionary and permissive. It says account "may be" taken. It does not say account "shall be" taken.

Secondly, while naturally enough one thinks instinctively of people who have lost their limbs or the use of their limbs, as Dr. Brebner said at the beginning this morning, there are many other kinds of cases. The problem is not as simple as that.

You have the person who has a pacemaker in his heart, with the result that he is not incapacitated as he would have been if he did not have the pacemaker.

• 1140

Or there is a person who has a plate in his skull who is greatly helped by the fact that he has this prosthesis. You also have an other kind of case; the person who, for his own reasons, refuses treatment or refuses prosthesis in cases where it is abundantly clear that he would be helped. It is known that eyeglasses will improve people's vision and that hearing devices will improve their hearing. There are many other situations where it can be predicted in advance that the prosthesis would be beneficial. If one gets a case of a refusal it would seem that the intention here is that in such a case the Pension Commission might wish to consider reducing the amount of the exceptional incapacity allowance.

More directly on the question that was asked before I began to speak, my understanding is that there are some people whose condition might be remedied by treatment, such as emphysema cases where the question of prosthesis does not arise at all. There are some other cases that might be remedied by the use of a prosthesis and there is a third category of case where both types of consideration might be involved. I think this is probably the reason the draftsmen used the word "or".

Mr. Foster: Yes.

The Chairman: Dr. Foster.

Mr. Foster: If you are talking about eyeglasses, it seems to me that I can see the situation where the eyeglasses are probably the prosthesis and there may not be any other treatment involved. It seems to me that it would be more correct to use "and/or".

I would like to ask another question. If this word "prosthesis" were removed and we had a case of a 100 per cent disability, say an amputation below the knees, would this person automatically qualify for the exceptional disability allowance on the basis of his situation without artificial limbs? Do we take him back to the situation he would be in if he did not have the prosthesis?

Dr. Hodgson: My understanding is that the Pension Commission would look at the question of to what extent is this man disabled as he is and therefore, as in the case of a person who had been assisted by a prosthesis, they might decide upon a lower amount of exceptional incapacity allowance than in the case of a person who was unable to use a prosthesis.

Mr. Foster: That is as it is written now. If you removed the word "prosthesis" what position would the Commission then be in? Would they have to view the claimant as he would be without the prosthesis?

Dr. Hodgson: Do you mean if the subclause ended at the word "treatment"?

[Interpretation]

est dit qu'on peut tenir compte de certains faits. Il n'y a pas d'obligation.

Même si l'on pense naturellement aux gens qui ont perdu des membres ou l'usage de leurs membres, comme M. Brebner l'a dit ce matin, il y a d'autres cas. Le problème n'est pas aussi simple.

Il y a des gens qui ont un régulateur cardiaque et qui, pour cette raison, ne sont pas frappés d'incapacité.

Une personne qui a une plaque au cerveau est aidée dans une large mesure par cette prothèse. Il y a aussi le cas de la personne qui, pour des raisons personnelles, refuse le traitement ou l'usage de la prothèse même s'il est évident qu'elle pourrait être soulagée. On sait que les verres améliorent la vue des gens et que les aides-acoustiques améliorent l'ouïe. Il y a plusieurs cas où l'on peut prédirer que la prothèse aidera la personne. Devant un refus, il semble que l'intention de la Commission des pensions est de réduire le montant de l'allocation pour incapacité exceptionnelle.

Pour répondre plus précisément à la question, je pense qu'il y a des gens dont l'état pourrait être amélioré par un traitement, je pense aux cas d'emphysème, par exemple, où le problème des prothèses ne se pose pas. Il y a d'autres cas où l'usage de prothèse pourrait aider ainsi que les situations où les traitements et l'usage de prothèses sont indiqués. C'est probablement la raison pour laquelle les rédacteurs ont utilisé le mot «ou».

Mr. Foster: Oui.

Le président: Monsieur Foster.

Mr. Foster: Je sais que dans le cas des verres, il n'est pas question d'un autre mode de traitement. Il me semble qu'il serait plus indiqué d'utiliser la formule «et/ou».

J'ai une autre question. Si l'on enlevait ce mot «prothèse» et que l'on se trouvait devant le cas d'une invalidité de 100 p. cent, disons une amputation sous les genoux, la personne serait-elle admissible à l'allocation pour invalidité exceptionnelle en partant du fait qu'elle n'aurait pas de membres artificiels? Est-ce qu'on en revient à la situation dans laquelle la personne serait si elle n'avait pas de prothèse?

M. Hodgson: Je pense que la Commission des pensions examinerait la mesure dans laquelle la personne est invalide; dans le cas d'une personne qui est aidée par une prothèse, la Commission pourrait accorder une allocation pour incapacité exceptionnelle moins que dans le cas d'une personne qui ne peut utiliser une prothèse.

M. Foster: Selon le libellé actuel, si l'on enlève le mot «prothèse», dans quelle position place-t-on la Commission? Devrait-elle étudier le cas du requérant comme s'il n'avait pas de prothèse?

Dr. Hodgson: Si l'on enlevait: «ou l'usage de prothèse»?

[Texte]

Mr. Foster: Yes.

Dr. Hodgson: I assume, with the wording as it would then stand, the question would be, "Can he be further remedied by any further treatment," and if so account might be taken of that.

Mr. Foster: And the treatment might be a prosthesis.

Dr. Hodgson: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Dr. Hodgson. Are there any further questions on this?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): What opinion do we have from the head table about changing the words "can be" to "has been"? I realize, Dr. Hodgson, that you have said the whole thing is governed by the phrase "account may be taken", but that gives pretty wide latitude. If account may be taken of what might happen, it seems to me that at least we might have "account may be taken of what has happened".

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, if it only referred to the past, then presumably it would not cover the kind of case I was referring to earlier where a person, for personal reasons, refused treatment or prosthesis because he had not been affected by that prosthesis. It would rule out an important kind of case.

• 1145

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But as Dr. Brebner said, there are all sorts of cases where there is no choice. The man has had to take the treatment, or maybe he does not have to take the prosthesis but he certainly has to take the treatment. He is being cared for, and bearing in mind the personality element in all of this, I am concerned about this wording.

Mr. Cullen: What if we use the word "may" instead of "can" there?

The Chairman: Do I understand, Mr. Cullen, that you are suggesting the word "may" instead of "can" in replacement of the other suggestion that has been?

Mr. Cullen: I have not made that. It is just a question, not a suggestion.

The Chairman: Could the question be directed to the table, to Dr. Hodgson?

Dr. Hodgson: That makes it even more suppositious.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): What about my suggestion of some master wording so that this can be tried out for two or three years? I do not like as rigid a permission as is being put in at this point in a field where we are starting something new.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, does not the word "may" in the first line have that implication, that the Pension Commission may take this factor into account? Naturally they would have to develop policies in this regard, but the wording would be sufficiently broad to permit that.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I do not mind permission when it is in favour of the veteran but I am scared of permission when it is in favour of the Commission.

[Interprétation]

M. Foster: Oui.

M. Hodgson: Dans ce cas, je présume que la question serait de savoir si la personne peut être soulagée par un autre traitement: dans l'affirmative, on pourrait tenir compte de ce fait.

M. Foster: Et le traitement pourrait être une prothèse.

M. Hodgson: Oui, monsieur le président.

Le président: Merci Monsieur Hodgson. Y-a-t-il d'autres questions?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Les hauts fonctionnaires seraient-ils d'accord pour que l'on change les mots «peut remédier» pour «ont été remédiés»? Je sais que M. Hodgson a dit que tout dépendait du membre de phrase «il peut être tenu compte», mais cela offre de nombreuses possibilités. Il me semble qu'au lieu de dire que l'on peut tenir compte de ce qui pourra se produire, il vaudrait mieux indiquer que l'on peut tenir compte de ce qui s'est produit.

M. Hodgson: S'il n'était fait mention que du passé, le cas que j'ai mentionné plus tôt ne serait pas prévu, soit celui de la personne qui pour des raisons personnelles refuse le traitement ou l'usage d'une prothèse parce qu'elle n'a pas été aidée par cette prothèse. Vous éliminez un cas important.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): M. Brebner a cependant mentionné le fait que dans plusieurs cas il n'y a pas de choix. La personne doit subir le traitement, même si elle n'est pas toujours obligée d'accepter une prothèse. Elle reçoit des soins, et comme la personnalité entre en ligne de compte ici, j'ai certaines craintes au sujet du libellé.

M. Cullen: Et si l'on utilisait le mot «may» au lieu du mot «can» dans la version anglaise?

Le président: Vous proposez, monsieur Cullen, ce libellé au lieu de celui qui a déjà été suggéré?

M. Cullen: Il ne s'agit que d'une question, non pas d'une proposition.

Le président: Monsieur Hodgson, voulez-vous répondre à la question?

M. Hodgson: Cela rendra le libellé encore moins ferme.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que pensez-vous de ma suggestion visant à établir un libellé de base de façon à ce qu'on puisse faire l'essai de cette disposition pendant deux ou trois ans? Je n'aime pas beaucoup à ce stade-ci une autorité aussi rigide dans un domaine où nous innovons.

M. Hodgson: Le mot «peut» à la première ligne n'implique-t-il pas que la Commission des pensions a la possibilité de tenir compte de ce facteur? Il lui faudrait évidemment établir des politiques à cet égard, mais le libellé a un sens assez étendu.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je ne suis pas opposé à l'autorité dans la mesure où elle peut être exercée à l'avantage de l'ancien combattant, mais quand cette autorité est à l'avantage de la Commission, j'ai des craintes.

[Text]

Dr. Hodgson: Well, Mr. Chairman, Clause 1A of the Bill is a general injunction to the Pension Commission with regard to the spirit in which the whole of this is to be handled, and there is also the special section introduced on the subject of benefit of the doubt.

The Chairman: Gentlemen, we are dealing with two things here at the same time. Perhaps we should deal with the motion put by Mr. Marshall and amended by Mr. Knowles (Winnipeg North Centre). If we could deal with that one—because now we are going into the semantics of the previous line as the motion deals with the last line of that paragraph. Is the Committee ready for the question, first of all to accept the amended motion by Mr. Knowles?

Mr. Cullen: I am sorry, Mr. Chairman, but I am not sure of the amendment. What are we talking about here? The motion of Mr. Marshall is that we drop the fourth line on page 26 . . .

The Chairman: Yes.

Mr. Cullen: How has that been amended by Mr. Knowles?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It was not a motion but a recommendation.

The Chairman: A recommendation instead of a motion to amend the Bill itself. The reason I am bringing this up is that we are dealing with the question of "can be remedied" and the motion deals with the use of the words "or the use of prostheses", which has been discussed, and now we are referring to another part of that Clause. Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand).

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): The treatment could be interpreted as including the use of the prosthesis. Is that correct? Is that what we decided here a few moments ago?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, that is our understanding.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Yes.

The Chairman: Thank you. Do I understand that the amendment to the motion is accepted, that it be recommended rather than be an amendment? Does that meet with the approval of the Committee and the mover? Well, then, the motion would read as follows—the amended motion by Mr. Marshall:

That this Committee recommends to the House that Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out line 4 on page 26. All those in favour?

Yea, 4; Nays, 4.

• 1150

The Chairman: Yes, could we have a count again, please?

Yea, 5; nays, 5.

Mr. Cullen: Maybe if we try it again we can get up to six.

The Chairman: Due to the explanation given by the officials I will cast my vote with the nays.

Amendment negatived.

[Interpretation]

M. Hodgson: L'article 1A du bill est une directive générale à la Commission des pensions en ce qui a trait à l'esprit qui doit régner dans ce domaine; il y a aussi l'article spécial portant sur le bénéfice du doute.

Le président: Messieurs, nous parlons de deux choses en même temps. Nous devrions peut-être nous en tenir à la motion de M. Marshall telle qu'elle est modifiée par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre). Nous parlons actuellement du choix de mots à la ligne précédente, mais la motion porte sur la dernière ligne de ce paragraphe. Le Comité est-il prêt à mettre la question aux voix? D'abord, la modification de M. Knowles est-elle adoptée?

M. Cullen: Je m'excuse, monsieur le président, mais je voudrais quelques éclaircissements. La motion de M. Marshall veut que la quatrième ligne à la page 26 soit retranchée, soit les mots «ou l'usage de prothèse»?

Le président: Oui.

M. Cullen: Et quelle est la modification apportée par M. Knowles?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ce n'est pas une motion, c'est simplement une recommandation.

Le président: Une recommandation au lieu d'une motion visant à modifier le bill. La raison pour laquelle j'en parle c'est que nous discutons les mots «peut remédier» et que la motion porte sur les mots «ou l'usage de prothèse». Nous parlons actuellement d'une autre partie de l'article. Monsieur Knowles (Norfolk-Haldimand).

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): On peut interpréter le mot traitement comme incluant l'usage d'une prothèse. Est-ce exact? C'est ce qu'on a dit il y a quelques minutes?

M. Hodgson: Je le crois, en effet.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Oui.

Le président: Merci. Dois-je comprendre que la modification de la motion est acceptée sous forme de recommandation plutôt que d'amendement? Le Comité est-il d'accord? La motion sera donc la suivante:

Le Comité recommande à la Chambre des communes que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement de la quatrième ligne à la page 26, soit les mots «ou l'usage de prothèse». Quels sont ceux qui sont en faveur?

Oui, 4; non, 4.

Le président: Nous allons recommencer.

Oui, 5; non 5.

M. Cullen: Si nous essayons une fois de plus, nous en aurons peut-être 6.

Le président: Par suite de l'explication des hauts fonctionnaires, mon vote est négatif.

La modification est rejetée.

[Texte]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I move that we recommend to the House that this Clause be amended by changing the words "can be" in line 3 on page 26 to the words "has been". I think the same procedural problem would arise and that is the reason I do not move it as a recommendation.

The Chairman: Mr. Foster.

Mr. Foster: Yes. May I comment on this? Dr. Hodgson, if this amendment were accepted by the government on the recommendation of the Committee, does this mean that a person who is nearly blind without glasses would not be under any obligation to wear glasses and would be eligible for a greater settlement?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, yes, that is my understanding of what the amendment would mean.

Mr. Foster: What would happen if we were to use "can be" or "has been"? Would this really complicate the thing in your opinion?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, that would have the advantage, at least, of extending the scope of the subclause to the case of a person who for purely personal reasons was refusing treatment or refusing prosthesis.

Mr. Foster: I am thinking about the situation where you have artificial limbs and the man has been able to get around very well with artificial limbs; are we still putting the pressure on the one who cannot do this but theoretically should be able to do it? I can see the situation that Mr. Knowles speaks of, where we do not want to say, "Well, theoretically this guy should be able to get around with artificial limbs, so if he will not try then we will not give him any exceptional benefit."

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Or if he has tried and it does not work.

Mr. Foster: If he has tried and could not do it, but according to the textbook he should be able to do it.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, I think the Pension Commission would only reduce the award in the case of a person whose refusal was clearly unreasonable. In view of the fact that the Commission is required to give people benefit of the doubt and interpret the statute in a particular way, and that its decisions are subject to review by the Pension Review Board, I think this discretionary power is one that they would have to use with very great discretion and only apply a deduction in a case where they feel it really is justifiable.

• 1155

Mr. Foster: I suppose the two situations are really analogous whether it is limbs or whether it is eye glasses. It is just a case of what the Commissioners think is reasonable. If the guy refuses to wear eye glasses, well we might think that he was unreasonable, whereas if he found it impossible to use the artificial limbs we would think this was reasonable.

Dr. Hodgson: Yes, Mr. Chairman, I think the whole spirit of the Bill is that these things are to be handled reasonably with all benefit of doubt going to the applicant.

[Interprétation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je propose que nous recommandions à la Chambre des communes que cet article soit modifié par le remplacement des mots «peut remédier» à la troisième ligne, page 26, par les mots «a remédié». Je pense que le même problème de procédure se pose et c'est pourquoi je ne le fait pas sous forme de recommandation.

Le président: Monsieur Foster.

M. Foster: Puis-je dire quelques mots à ce sujet? Monsieur Hodgson, si la modification est acceptée par le gouvernement sur le recommandation du Comité, une personne qui est presque aveugle et qui ne porte pas de verres sera-t-elle dans l'obligation d'en porter et pourra-t-elle toucher une allocation plus considérable?

M. Hodgson: Je pense que la modification pourrait avoir ce résultat.

M. Foster: Que se passe-t-il si nous employons les mots «peut remédier» ou «a remédié»? Est-ce que nous compliquons davantage la question?

M. Hodgson: Cette dernière modification aurait l'avantage d'étendre la portée du paragraphe au cas d'une personne qui, pour une raison personnelle, refuse les traitements ou l'usage d'une prothèse.

M. Foster: Je pense au cas d'une personne qui a des membres artificiels et qui se débrouille très bien; est-ce que nous créons des difficultés pour la personne qui ne peut le faire, mais pour qui la chose devrait être possible en théorie? Je peux prévoir le cas mentionné par M. Knowles où il ne conviendrait pas de dire qu'en théorie une personne pourrait se débrouiller avec des membres artificiels et que si elle ne veut pas essayer elle n'a droit à aucune allocation pour une incapacité exceptionnelle.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ou si elle a essayé et n'a pu réussir.

M. Foster: Et si elle a essayé et n'a pu réussir, alors qu'en théorie elle aurait dû pouvoir le faire.

M. Hodgson: Je pense que la Commission des pensions ne réduirait la compensation que dans le cas d'une personne dont le refus ne serait pas du tout raisonnable. Comme la commission doit donner le bénéfice du doute à l'intéressé et interpréter la loi de cette façon, et que ses décisions peuvent-être revues par le Conseil de révision des pensions, je pense que ce pouvoir discrétionnaire sera utilisé avec le plus grand soin et ne sera appliqué que dans les cas où il sera évident que la mesure est justifiable.

M. Foster: Je suppose que les deux situations sont semblables, qu'il s'agisse de membres ou de lunettes. Il ne s'agit, pour les commissaires, que de juger de ce qui est raisonnable. Nous croyons qu'il ne se serait pas raisonnable que quelqu'un refuse de porter des verres; en revanche, nous jugerions raisonnable le fait qu'il nous soit impossible d'utiliser des membres artificiels.

M. Hodgson: Oui, je pense que c'est l'esprit dans lequel le bill doit être interprété, le requérant jouissant en tout temps du bénéfice du doute.

[Text]

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I do not want to add to the general confusion but I must say that I query the use of the word "remedied". Let me give a personal example. I once knew a man, a veteran of the First World War with whom I was very close, and I knew this gentleman for several years before I realized that he had an artificial limb. It was the view of his friends that if he had not tried so hard and worked so hard at being a complete citizen he might have lived a lot longer than he actually did. The history, of amputees, as I think we all know, is that their life is shortened by this experience. The cumulative effect of this type of injury is pretty dramatic as they grow older and they may be helped by the use of prostheses, but the situation is never remedied. The incapacity subsists throughout their life and the degree to which they can overcome it by their own courage is something which involves a certain amount of luck; it depends on what type of occupation they have, the precise nature of the injury which makes some more amenable to prosthetic treatment than others, but the incapacity is there. It is never remedied. At the very most some help is given by the use of a prosthetic device. So I am listening to all this discussion about inserting "has been" for "can" and so forth, but I really question the use of the word "remedied".

The Chairman: May I interject? We are going on another tangent at the moment because we are considering a motion which deals with the word "can", having it changed to "has been" and now we are talking about the interpretation of "remedied". Perhaps you could bring up the subject afterwards, Mr. Blair? At the moment the motion is to change the word "can" to "has been". Dr. Foster has suggested "can and has been", so perhaps Dr. Foster wanted to put an amendment to the motion. I am not too sure if this is the intention but the discussion is on the word "can" at the moment.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): What is it Dr. Foster wanted to do?

Mr. Foster: In order to cover both situations, rather than your amendment indeed to replace the word "can", it could be placed after "be", "can be or has been".

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That still leaves the authority to reduce the allowance because it could be and while I am speaking, Mr. Chairman, I do not think we should confuse this by these frequent references to the wearing of eye glasses. You know this is a pretty routine, the Prime Minister refuses to wear his glasses in the House of Commons some days and has trouble reading statements but we know why. However, surely the wearing of glasses is not to be compared to artificial limbs or other prostheses unless it is the case of a form of blindness where the same personality quirk may come in as it does in the case of an amputee. In the ordinary wearing of glasses, people do not want to do it because they want to look young and so on, so what? We are dealing with pretty serious things here.

Mr. Chairman, on some previous occasions when we have had matters like this, the officials have been willing to take it back and look at it. We are into new territory. The doctor has admitted that we have no records about this because we have

[Interpretation]

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Je ne veux pas créer encore plus de confusion, mais je dois dire que je conteste l'emploi du mot «remédié». Permettez-moi de vous donner un exemple. Je connaissais très bien un ancien combattant de la Première Guerre mondiale; or, il a fallu plusieurs années avant de me rendre compte que cette personne portait un membre artificiel. Selon ses amis, il aurait vécu plus longtemps s'il n'avait pas essayé avec autant d'acharnement de devenir un citoyen normal. Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que les imputés voient leur vie abrégée par cette échéance. L'effet cumulatif de ce genre de blessure est assez sérieux avec l'âge; les prothèses peuvent aider mais ne réussissent jamais à remédier à l'incapacité. L'incapacité reste toute la vie, et la mesure dans laquelle ils peuvent la surmonter à force de courage comporte un élément de chance; tout dépend de leur emploi, de la nature de la blessure, certaines se prêtent mieux à l'usage d'une prothèse que d'autres; de toute façon l'incapacité reste. Ils ne peuvent jamais y remédier. Et le plus qu'on puisse dire, c'est que les prothèses aident. Puisqu'on discutait de tout système, à remédier, pour remédier, je voulais simplement indiquer ce que je pensais du mot «remédié».

Le président: Puis-je vous interrompre? Nous nous engageons dans une autre discussion ici, alors que nous devrions étudier la motion qui porte sur le remplacement du mot «peut» par le mot «à remédier». Nous parlons maintenant de l'interprétation du mot «remédié». Pourriez-vous y revenir plus tard, monsieur Blair? Pour l'instant, la motion est telle que je l'ai indiquée. Monsieur Foster a proposé les mots «peut rémédier et à remédier»; monsieur Foster veut peut-être proposer une modification à la motion. Je ne sais pas si c'est son intention, mais pour l'instant nous discutons le mot «peut remédier».

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Quelle était la proposition de monsieur Foster?

M. Foster: Afin de prévoir les classifications, au lieu de votre modification, on pourrait utiliser les mots «peut remédier et à remédier».

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): L'autorité de réduire l'allocation serait maintenue. A ce sujet, monsieur le président, je dois dire que nous ne devrions pas compliquer la question en mentionnant assez souvent le port des lunettes. Vous savez que le premier ministre refuse souvent de porter ses verres à la Chambre des communes, et il a parfois du mal à lire les déclarations. Le port des lunettes ne peut se comparer à l'usage de membre artificiel ou d'autres prothèses, sauf dans des cas de cécité ou la personnalité entre en ligne de compte comme pour les amputés. Laissons de côté le cas des gens qui ne veulent pas porter de lunettes parce qu'ils veulent paraître jeune. Nous discutons ici des problèmes plus sérieux.

Monsieur le président, lors d'occasions précédentes, lorsque nous nous sommes trouvés confrontés à des matières analogues, les responsables étaient parfaitement disposés à examiner ces questions. Je pense que nous nous trouvons dans un domaine

[Texte]

not had this kind of thing to deal with. Would they consider giving us a report at the next meeting.

The Chairman: Yes, I understand from the officials that they would be perfectly willing to do this so then we would leave your motion stand at the moment while we are dealing with this subsection 3. Perhaps we could come back to Mr. Blair on the word "remedy" that could be taken into consideration at the same time.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I said that I thought my suggestion would cause some procedural confusion but I leave it —

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Let us leave the whole clause to the officials.

Mr. MacRae: I think, Mr. Chairman, if we are going to make any progress we had better do something like that. It is vitally important, there is no question, but we have a full Bill here to consider. So if the officials would perhaps with the assistance of others who are very knowledgeable about this matter, they might consult.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. So, is it the wish of the Committee that we stand this subsection 3 until the next meeting?

Some hon. Members: Agreed.

Proposed Section 59(3) allowed to stand.

The Chairman: We shall now proceed to proposed Section 60.

Mr. Marshall: I move that the brief presented by the War Amputations of Canada be appended to today's Minutes.

Motion agreed to.

The Chairman: Before proceeding while we have a quorum, you will recall, gentlemen, that we had, I believe, in proposed Section 57 of Clause 28 we had changed the wording starting on line 34, page 24. I will start reading from line 33:

set out in Schedule A to or in respect of

— and the old wording was —

a member of the forces who was a prisoner of war of the Japanese and has any assessable disability.

This was changed to:

Schedule A to or in respect of a prisoner of war of the Japanese who has any assessable disability.

The suggested wording presented by the officials will be distributed.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): We discussed this the other day.

The Chairman: It is the new wording which is being dealt with at the moment.

[Interprétation]

nouveau. Le docteur a admis que nous n'avons pas de rapport à ce sujet parce que la matière est nouvelle. Voudraient-ils avoir l'obligeance de nous présenter un rapport pour la prochaine réunion.

Le président: Oui, je crois que les responsables sont parfaitement d'accord pour agir de la sorte, ce qui nous permettrait de réservé votre motion tandis que nous traitons du paragraphe 3. Peut-être pourrions-nous revenir à la proposition de M. Blair concernant le mot «remédier», et la prendre en considération en même temps.

M. Blair: Monsieur le président, je pense que ma proposition risque de soulever des problèmes de procédure. Aussi, suis-je tout disposé à la réservoir.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je pense que nous pourrions laisser les responsables s'occuper de l'ensemble de l'article.

M. MacRae: Monsieur le président, je ne doute pas que la question soit très importante, cependant, nous devons examiner un bill tout entier. Aussi, je pense que les responsables pourraient examiner la question, avec l'aide d'autres personnes très compétentes en la matière.

Le président: Merci monsieur MacRae. Par conséquent, le comité est-il d'accord pour que nous réservions ce paragraphe 3 jusqu'à la prochaine réunion?

Des voix: Adopté.

L'article 59 (3) proposé est donc réservé.

Le président: Nous traiterons maintenant de l'article 60, tel qu'il a été proposé.

M. Marshall: Je propose que le mémoire présenté par l'Association des amputés de guerre du Canada soit annexé au procès-verbal de la réunion d'aujourd'hui.

Motion adoptée.

Le président: Avant de poursuivre, et pendant que nous avons le quorum, voulez-vous vous souvenir, messieurs, qu'il y a eu un changement de libellé dans l'article 57 de l'article 28, et nous avons changé l'énoncé à partir de la ligne 34, de la page 24. Je commence à lire à partir de la ligne 33:

... indiquait à l'annexe A, à un membre ou à l'égard d'un membre des...

et l'ancien énoncé était...

Un membre des forces armées qui a été prisonnier de guerre des Japonais et dont l'invalidité peut être estimée.

Ceci a été transformé en:

Annexe A, à un prisonnier ou à l'égard d'un prisonnier de guerre des Japonais dont l'invalidité peut être estimée.

L'énoncé proposé par les responsables va vous être remis.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous avons discuté de cela l'autre jour.

Le président: C'est du nouveau libellé dont il s'agit à présent.

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Because we now have a quorum.

The Chairman: Gentlemen, the amendment had been carried to this effect, that it was moved by Mr. Foster that Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out lines 33 to 35 on page 24 and substituting the following:

• 1205

Respect of a prisoner of war of the Japanese who has any assessable disability.

This was carried at the time. To date we have had some additional words added and, perhaps this could be amended as such. I will read the proposed amendment:

That Bill C-203 be amended by striking out lines 28 to 35 on page 24 and substituting therefor the following:

(2) A pension in an amount equal to the pension payable for a disability assessed at fifty per cent shall, on application, be awarded in accordance with the rates set out in Schedule A to or in respect of a person who was a prisoner of war of the Japanese and has any assessable disability.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, this is a recommendation too?

The Chairman: No, it was not a recommendation; it was an amendment. There was some discussion as to the procedure at that particular point but I do understand that it did meet with approval. We were skating on the edge of procedure on this particular one, but it was approved by the Minister himself.

Mr. MacRae: We can amend the Bill in this way then?

Mr. Marshall: Mr. Chairman, may I remind the Committee that this arose because of a drafting imperfection. As originally drafted, the draftsmen had failed to cover the kinds of people described in paragraph (b) of proposed Section 57.(1), namely members of the allied forces and so on, and this was merely an attempt to correct the definition so as to insert the whole group of people. The matter has been further discussed with the law officers of the Crown who, rather than say "a prisoner of war of the Japanese", feel it would be appropriate to say "a person who was a prisoner of war of the Japanese".

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, lest your suggestion that we were skating on the edge of procedure should arouse any anxiety may I point out that in the recommendation of the Governor-General to this Bill the reference is to provide for payment of pensions to members of the Hong Kong force and other prisoners of war of the Japanese, and so on.

The Chairman: This is why, Mr. Knowles, it was accepted as an amendment rather than a recommendation. I believe that we understand each other.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes, the original recommendation is wide enough. There is no problem here.

The Chairman: There is no problem there at all. Could someone move that Bill C-203 with the suggested amendment be accepted?

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Parce que nous avons un quorum maintenant.

Le président: Messieurs, l'amendement proposé par M. Foster concernant l'article 28 du bill C-203 visait à éliminer les lignes 33 à 35 de la page 24 et à leur substituer le libellé suivant:

A l'égard d'un prisonnier de guerre des Japonais qui est frappé d'une invalidité dont le degré peut être estimé.

C'est ce qu'on avait fait à l'époque. Aujourd'hui, quelques mots ont été ajoutés, et peut-être pourrions-nous l'amender comme suit. Je vais lire l'amendement proposé:

Qu'un amendement soit apporté au Bill C-203, supprimant les lignes 28 à 35 de la page 24, et les remplaçant comme suit: Une pension d'un montant égal à la pension payable pour une invalidité estimée à 50 p. 100 doit, sur demande, être accordée en conformité des taux indiqués à l'annexe A, à une personne ou à l'égard d'une personne qui a été prisonnier de guerre des Japonais et qui est frappée d'une invalidité dont le degré peut être estimé.

M. MacRae: Monsieur le président, s'agit-il également d'une recommandation?

Le président: Non il ne s'agissait pas d'une recommandation. Il s'agissait d'un amendement. Je pense qu'il y a eu certaines discussions quant à la procédure sur ce point particulier, mais je pense que cela a été approuvé par le ministre lui-même.

M. MacRae: Nous pouvons donc amender le bill de cette façon?

M. Marshall: Monsieur le président, puis-je rappeler au Comité que la question s'est posée à cause d'un défaut de rédaction. Le rédacteur avait omis d'inclure les catégories de personnes décrites dans le paragraphe (b) de l'article 57 tel qu'il était proposé. Il s'agissait en fait des membres des forces alliées, etc. Il s'agissait simplement d'une tentative de correction visant à inclure l'ensemble des personnes concernées. La question a été discutée avec les officiers de la Couronne qui, au lieu de l'expression «un prisonnier de guerre des japonais», pense qu'il serait plus adéquat de dire «une personne qui a été prisonnier de guerre des japonais».

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, en ce qui concerne l'idée que vous avez exprimée, selon laquelle nous débattons d'une question de procédure qui a soulevé certaines inquiétudes, puis-je faire remarquer que dans la recommandation du gouverneur général concernant ce bill, il est fait état de pensions accordées aux membres de la force Hong Kong et à d'autres prisonniers de guerre des japonais, etc.

Le président: C'est pourquoi M. Knowles cette mesure a été adoptée comme un amendement plutôt que comme une recommandation. Je pense que nous nous sommes compris.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui la recommandation originale est assez large. Il n'y a pas de problème.

Le président: Il n'y a pas de problème du tout. Quelqu'un pourrait-il proposer que le bill C-203 avec l'amendement suggéré soit adopté?

[Texte]

Mr. MacRae: I so move.

Amendment agreed to.

The Chairman: Then proposed Section 58 by striking out lines 1 to 12 on page 25 and substituting therefor the following:

58. A pension shall, on application, be awarded to any person to whom a pension could be awarded under Part III, in respect of a person who was a prisoner of war of the Japanese and who died prior to the coming into force of this Part, in an amount equal to the amount that would be payable in respect of that person under Part III if, at the time of his death, he had been in receipt of a pension for a disability assessed at fifty per cent.

This is being moved by Mr. Cullen.

Amendment agreed to.

The Chairman: Gentlemen, we now are back to page 26 on the amended proposed Section 60 of Clause 28.

Are there any questions on this amendment?

• 1210

Mr. Loiselle: I would just like to know if that means that a member of the force who will have the Department buy him a prosthesis or something like that will be eligible to receive his old pension allowance on a 12-month basis.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, the purpose of proposed amendment to section 60 is merely to say that whereas the allowance will normally be paid periodically, that is monthly or quarterly, if someone wants to incur a major expense for the sake of greater happiness in life, the payment may be made on a lump sum basis but not more than the equivalent of 12 months' worth of payments.

Mr. Loiselle: Does that mean that after those 12 months, he is not eligible for any more?

Dr. Hodgson: The sums would be paid back so that if he received a year in advance he would not go back on to the periodic payment until he had paid himself back, as it were.

Mr. Loiselle: If he wants to get the allowance for that year, that is all.

Dr. Hodgson: Precisely, Mr. Chairman.

Mr. Loiselle: If he gets the lump sum in the month of February and dies in April, what is the step of your Department then? I just want to know if the Department will ask the estate of the gentleman there to pay back the lump sum.

Dr. Hodgson: No, Mr. Chairman, I do not think his dependants need have any fear on that score.

Mr. Loiselle: There is no doubt about that. Thank you.

[Interprétation]

M. MacRae: Je fais cette proposition.

Amendement adopté.

Le président: Proposé que le bill C-203 soit modifié par le retranchement des lignes 1 à 12, à la page 25, et le remplacement par ce qui suit:

58. Il doit être accordé, sur demande, à toute personne à laquelle une pension pourrait être accordée en vertu de la partie III, à l'égard d'une personne qui a été prisonnier de guerre des japonais et qui est décédée avant l'entrée en vigueur de la présente partie, une pension d'un montant égal au montant qui serait payable à l'égard de cette personne en vertu de la partie III si au moment de son décès elle avait touché une pension pour une invalidité estimée à 50 p. 100.

Ceci est proposé par M. Cullen.

Amendement adopté.

Le président: Messieurs, nous retournons à présent à la page 26 pour la proposition d'amendement de la section 60 de l'article 28.

Y a-t-il des questions sur cet amendement?

M. Loiselle: Je voudrais simplement savoir si cela signifie qu'un membre de cette force à qui le ministère a acheté une prothèse ou quelque chose de semblable aura droit à son allocation de pension de vieillesse sur une base de 12 mois par an.

M. Hodgson: Monsieur le président, le but de l'amendement proposé à l'article 60 est tout simplement d'établir que alors que l'allocation est normalement versé périodiquement, c'est-à-dire tous les mois ou tous les trimestres, si quelqu'un veut faire face à une dépense importante pour obtenir un avantage qui lui permettra d'être plus heureux dans la vie, ce paiement peut-être effectué de manière globale. Mais, en tout état de cause, sa valeur ne sera pas supérieure à l'équivalent de 12 mois d'allocation.

M. Loiselle: Cela signifie-t-il qu'après 12 mois il n'a plus droit à rien?

M. Hodgson: Cela signifie que s'il a reçu une somme globale équivalente à 12 mois de paiement, pendant cette période, il ne touchera pas la pension, jusqu'à concurrence du montant des 12 mois versés.

M. Loiselle: Il peut donc percevoir l'allocation pour toute l'année?

M. Hodgson: Exactement.

M. Loiselle: Et s'il obtient la somme globale au mois de février par exemple, et s'il meurt en avril, quelle mesure prendra alors votre ministère? Je voudrais simplement savoir si le ministère demandera au successeur de la personne en question de rembourser la somme globale.

M. Hodgson: Non monsieur le président. Je ne pense pas que le successeur de la personne en question ait de craintes à avoir à ce sujet.

M. Loiselle: Bon, il n'y a plus aucun doute à ce sujet. Je vous remercie.

[Text]

The Chairman: Gentlemen, are there any further questions? Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): This part deals possibly with the other section that we have already dealt with but at the same time it is involved in this one. I am thinking of a case where he requires an additional bathroom of his own which may cost a certain amount of money and yet this is vital and necessary for him because he cannot go to the other bathroom, you see. Would this be involved in this particular clause that you are speaking of now. Would you pay him a lump sum to facilitate his getting certain facilities which otherwise he could not get.

Dr. Hodgson: Exactly, Mr. Chairman.

The Chairman: Any further questions? Will amended Section 60 of Clause 28 carry?

Amended Section 60 of clause 28 agreed to.

The Chairman: Section 61 of clause 28, question of procedure. Any questions, gentlemen?

Sections 61 and 62 of Clause 28 agreed to.

Section 63(1)(2) of Clause 28 agreed to.

Sections 63 and 64 of Clause 28 agreed to.

On clause 28 – Section 65 – Commission's decision

Mr. MacRae.

Mr. MacRae: This is quite extensive and it deals with the answer that is given to a veteran who has applied for a pension. For the most part, as I read it, he has been turned down. At this particular point the Commission must tell him why he has been turned down. Just how different is it now from the way it has always been under this section?

The Chairman: I will call on Mr. Anderson.

• 1215

Mr. MacRae: If I might just explain very briefly, when people who feel they have a right to a pension and go through the procedure and have their advocate and everything else, then finally get the answer which is no, it is quite a blow to them for the most part. Up to this point certain information has been given. I will not comment on how extensive that has been; perhaps it has been adequate and perhaps it has not been, but just what is the difference from now on?

Mr. T. D. Anderson (Chairman, Canadian Pension Commission): The Commission does at the moment provide certain details of information as listed here but this spells it out for the first time in detail as to exactly what must be contained in the adverse decision by way of reasons for having rejected the claim. It does require I think that we go into somewhat more detail than we have in decisions up until now, although I think perhaps the essential information is already contained in our decisions. For instance, this

[Interpretation]

Le président: Messieurs, y a-t-il d'autres questions? Monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): La question que je soulève concerne l'autre article dont nous avons déjà discuté mais elle concerne également l'article en question. Je pense au cas où une personne aurait besoin d'une salle de bain supplémentaire, je veux dire une salle de bain personnelle, ce qui implique une certaine dépense d'argent; or une telle salle de bain est pour lui nécessaire, voir vitale, car vous savez bien qu'il ne peut pas se rendre à l'autre salle de bain. Est-ce que cela pourrait être inclus dans l'article particulier dont vous discutez à l'heure actuelle? Pourriez-vous lui payer une somme globale, de manière à ce qu'il puisse obtenir une certaine commodité dans d'autres circonstances il ne pourrait pas obtenir?

M. Hodgson: Oui, monsieur le président.

Le président: D'autres questions? Est-ce que la section 60 amendée de l'article 28 est adoptée.

La section 60 de l'article 28 est adoptée.

Le président: Section 61 de l'article 28, *Question de procédure*. Des questions, messieurs?

Les sections 61 et 62 de l'article 28 sont adoptées.

La section 63, paragraphe 1 et 2, de l'article 28 est adoptée.

Les sections 63 et 64 de l'article 28 sont adoptées.

Article 28, section 65: *Décision de la Commission*.

Monsieur MacRae.

M. MacRae: Il s'agit du problème d'un ancien combattant qui a fait une demande pour une pension, et dont on a rejeté la demande. La commission doit expliquer à l'ancien combattant pourquoi elle a rejeté cette demande. En quoi cet article diffère-t-il des articles précédemment en vigueur régissant la question?

Le président: Je vais demander à M. Anderson de répondre.

M. MacRae: Si vous me permettez, j'aimerais aborder un problème en quelques mots: lorsqu'une personne pense avoir droit à une pension, et qu'elle accomplit toutes les formalités nécessaires en vue de l'obtention de cette pension, et qu'en fin de compte elle reçoit une réponse négative, je pense que cela est pour elle un choc dans la plupart des cas. Jusqu'à présent, nous avons eu des renseignements à ce sujet. Je ne dirais pas dans quelle mesure ces renseignements étaient complets; peut-être l'étaient-ils; peut-être ne l'étaient-ils pas; mais j'aimerais savoir quelle est la différence à présent?

M. T. D. Anderson (président de la Commission canadienne des pensions): La Commission fournit certains renseignements à ce sujet, et ils sont énumérés ici; mais c'est la première fois que l'on énonce en détail toutes les justifications qui doivent être données lorsqu'une décision contraire est rendue. Je pense qu'à l'avenir nous pourrions donner plus de détails dans ce cas. C'est en tout cas l'une des questions que nous, membres de la Commission, sommes en train d'examiner. Il y a également une question qui préoccupe toute

[Texte]

does raise a question in the minds of the Commissioners, and it is one of those things which we are at the moment studying, as to just how far we must go. For example, one question which occurs to almost everybody who reads it is this. Are we expected to spell out each item of legislation, just copy it out from the Act as it applies in item of legislation, just copy it out from the Act as it applies in these particular cases? This is a question which will have to be decided. In referring to the Commission's rules and regulations, must we in each case spell that out just as it is set down in our book of regulations, or is it sufficient simply to refer the general effect of this particular thing?

By and large, I think the Commission has attempted, as it is required to do of course by the existing legislation now, in general terms to refer to most of the items which are contained in this particular Bill but this is the first time it has actually been spelled out in the Bill in this detail.

Mr. MacRae: One that I am looking at, Mr. Anderson, is proposed Section 66 of Clause 28 on page 28. I do thank you for your explanation. It has been very complete. But I do not think that up to this particular point, where there has been a disagreement among the Commissioners taking part in the decision, reasons for such disagreement have ever been given. Am I Correct in so saying?

Mr. Anderson: Not at this level. It is required by legislation to give the reasons for a dissenting voice at the Appeal Board level in the present legislation, but this is the first time it has been required at this level.

Mr. MacRae: Thank you.

The Chairman: Mr. Cullen.

Mr. Cullen: Mr. Anderson, in proposed Section 65(1) of Clause 28 it indicates the two procedures open to the Commission.

65(1)(a) is satisfied that the applicant is entitled to an award. . . .

You make that determination and then you determine the amount of the award. There are two things there that the veteran might take umbrage with. One is that you might decide against him and therefore everything in subsection (2) applies. But if he is dissatisfied with the award, for example, is there any direction given to the veteran that he has (a), (b), (c) and (d) open to him?

Mr. Anderson: Yes, Mr. Chairman. There is another section of the legislation. I think it is Section 67, if I am not mistaken. No, I am sorry. It is Section 69 (1), which says:

69. (1) An applicant who is dissatisfied with any decision of the Commission with respect to the amount of any award. . . .

Mr. Cullen: I know that is there, but is that kind of information brought to his attention under Section 65?

Mr. Anderson: Yes, indeed it would be.

Mr. Cullen: Thank you.

The Chairman: Any further questions, gentlemen?

Amended sections 65 and 66 agreed to.

[Interprétation]

personne qui s'occupe de ce problème. C'est la question suivante: devons-nous citer tous les articles des règlements qui s'appliquent à des cas particuliers, ou devons-nous nous contenter d'y faire une référence générale?

Je pense que jusqu'à présent, la Commission a toujours essayé de se reporter de manière précise à des articles particuliers de la législation actuelle. Mais c'est la première fois qu'un bill lui en fait obligation.

M. MacRae: Je suis en train d'examiner la section 66 telle qu'on la propose dans l'article 28, page 28. Je vous remercie pour vos explications. Elles étaient très complètes. Mais je pense que jusqu'à présent, lorsqu'il y a eu dissension parmi les membres de la Commission qui ont pris part à la décision, on n'a jamais donné les raisons de ces dissensions. Ai-je raison?

M. Anderson: Non pas dans ce cas. Dans la législation actuelle, il est fait obligation de fournir les raisons lorsqu'il y a des dissensions au niveau de la Commission d'Appel, mais c'est la première fois que l'on fait obligation de donner de telles raisons à ce niveau.

M. MacRae: Merci.

Le président: Monsieur Cullen.

M. Cullen: Monsieur Anderson, dans la section 65, paragraphe 1, telle qu'elle a été proposée à l'article 28, deux possibilités de procédure s'offrent à la Commission. Je cite:

est convaincu que le requérant a droit à une compensation . . .

Vous faites une évaluation qui vous permet de fixer le montant de la compensation. Il y a deux choses qui risquent de heurter l'ancien combattant. La première est que vous pouvez prendre une décision contre lui et dans ce cas tout ce qui est inclus dans la sous-section 2 s'applique. Mais fait-on savoir à l'ancien combattant que, s'il n'est pas satisfait, il peut faire jouer les clauses a, b, c, et d?

M. Anderson: Oui, monsieur le président. Il y a un autre article de la loi, je pense que c'est l'article 67, sauf erreur. Non, pardon, c'est l'article 69, qui dit:

69. Un requérant qui n'est pas satisfait d'une décision de la Commission quant au montant d'une compensation qui lui est accordée . . .

M. Cullen: Je connais cet article, mais est-ce que ce genre de renseignement lui est fourni par l'article 65?

M. Anderson: Je pense que oui.

M. Cullen: Merci.

Le président: D'autres questions messieurs?

Les sections 65 et 66 amendées sont adoptées.

[Text]

On proposed Section 67—*Further applications*

Mr. MacRae: Mr. Chairman, what is the importance of the word "may" here in Section 67?

67. (1) The Commission may, in its discretion. . . .

● 1220

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, the basic procedure is that an applicant has a first hearing and if he is dissatisfied he has a right under proposed Section 66 to make a second application. After that he does not have the power to repeat as a matter of right, but the Commission may in its discretion consider further applications even after the second application.

Dr. Hodgson: Ready, Mr. Chairman.

Mr. D. K. Ward (Chief Pensions Advocate, Veterans Bureau, Dept. of Veterans Affairs): I might just add to that, that in effect what we are doing here is borrowing the present procedure relating to World War II claims and incorporating it in the present provision in the bill. Under the present procedure an applicant has the right to an initial decision and a right to a first renewal decision and then, in the discretion of the Commission, further renewal decisions. What we have substituted is the right to a first application decision, the right to a second application decision and, in the discretion of the Commission, renewal decisions. So, it is exactly the same type of procedure that now prevails for World War II claims. I might add that in my experience of 20 years I have never come across a case where the Commission refused to exercise its discretion in favour of a further renewal decision.

Mr. MacRae: I have a question along this line. I am very interested in what you said. How often is this exercised?

Mr. Ward: To my knowledge they have never refused, Mr. MacRae. They have been very flexible.

Mr. MacRae: Is it used quite a lot?

Mr. Ward: Oh, yes. Very frequently cases go up to seventh and eighth renewal decisions.

Mr. MacRae: Thank you.

Proposed Section 67 of Clause 28 agreed to.

On proposed Section 68 of Clause 28 – *Commission not to consider certain applications unless permitted by Pension Review Board*

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I have made representations on this proposed section both in Parliament and in the Committee. This proposed section says that if a pension decision has gone for final determination either by an Entitlement Board or the Pension Review Board the applicant cannot come back with an application for renewal or review to the Pension Commission except with the approval of the Pension Review Board.

[Interpretation]

En ce qui concerne la section 67—*Autres applications*

M. MacRae: Monsieur le président, quelle est l'importance du mot «peut» ici dans l'article 67?

67. La Commission peut, à sa discréction, . . .

M. Hodgson: Monsieur le président, selon l'article 66 tel qu'il est proposé, la procédure est la suivante: un requérant a droit à une première audience et s'il n'est pas satisfait de cette audience, il a le droit de faire une deuxième demande. Après cela, il n'a plus le droit de faire une autre demande, mais il appartient à la commission de décider, à sa discréction, si elle veut accueillir une demande supplémentaire, même après une seconde audience.

M. Ward (avocat en chef des pensions, ministère des Affaires des Anciens combattants): Je voudrais simplement ajouter que ce que nous faisons en fait, c'est emprunter la procédure qui était suivie par les réclamations faites lors de la seconde guerre mondiale, et que nous y incorporons les mesures du bill actuel. Selon la réglementation actuelle, un requérant a droit à une première décision, puis à une nouvelle décision, et enfin, à la discréction de la commission, à d'éventuelles décisions supplémentaires. Nous lui avons substitué le droit à une première décision concernant la demande, le droit à une seconde décision, et à la discréction de la commission, des décisions supplémentaires. Par conséquent c'est exactement le même type de procédure qui est suivi pour les demandes concernant la seconde guerre mondiale. Je voudrais également ajouter que, en 20 ans, je n'ai jamais vu un cas où la commission aurait refusé d'accorder une nouvelle décision à un requérant.

M. MacRae: J'ai une question dans cette ordre d'idée. J'ai été très intéressé par ce que vous avez dit. Combien de fois ce droit a-t-il été exercé?

M. Ward: A ma connaissance la commission n'a jamais refusé, monsieur MacRae. Elle a toujours été très souple.

M. MacRae: Est-ce que ce droit a été utilisé souvent?

M. Ward: Oh oui. Il arrive très souvent que 7 ou 8 décisions soient rendues sur le même cas.

M. MacRae: Merci.

La section 67 proposée de l'article 28 est adoptée.

Concernant la section 68 proposée de l'article 28,—l'étude de certaines demandes par la commission doit être autorisée par le Conseil de révision des pensions.

Le président: Monsieur Blair.

Mr. Blair: Monsieur le président, j'ai exposé mon point de vue sur cette question au Parlement et devant le comité. Cet article, tel qu'il est proposé, stipule que lorsqu'une décision a été prise concernant l'octroi d'une pension soit par le comité d'examen, soit par le Conseil de révision des pensions, le requérant ne peut pas se présenter à nouveau pour un renouvellement ou pour un nouvel examen devant la Commission des pensions, sauf s'il a l'approbation du Conseil de révision des pensions.

[Texte]

This matter was considered by the Woods Committee, as indeed by this Committee, and both committees recommended that the applicant should always go back with an application for review or renewal to the Pension Commission. The evidence given by Mr. McFarland at an earlier hearing indicated that the reason for this was because the Pension Commission was seized with detailed knowledge of the claim and it was considered it would be procedurally more simple and expeditious to go back to the tribunal of first instance on these types of applications. There has been much discussion of this and the Minister and certain of his officials have spoken about it in this Committee. I do not detect any disposition on the part of the government to reconsider the procedure that is suggested in proposed Section 68. It seems to me that this procedure might possibly result in a pile up of decisions at the Pension Review Board level. However, it has also been suggested to me outside the room that this effect might be mitigated by the inherent power that the Pension Review Board possesses to not only grant an application for review but actually, in appropriate cases, to make a decision on the spot if grounds exist for a substantial variation of the previous decision of the Pension Commission or of the Review Board. I would appreciate it if the officials could indicate to us whether this view is correct and that the Pension Review Board on an application for permission to review would in fact have jurisdiction to make a final decision in favour of the applicant if grounds existed therefor.

Canada Pension Commission Act - Right and duty for application of decision

• 1225

The Chairman: Mr. Ward.

Mr. Ward: I must say that Mr. Blair covered a great deal of territory when asking that question, and if I may be permitted to do so, perhaps I could express a little of the background relating to this particular clause of the bill.

There are really two philosophies involved here. There is the philosophy that if you set up an appellate system, then that appellate system ought to be used in the normal climbing-the-ladder process, as you proceed with your claim.

The other view is that, yes, establish an appellate system by all means, and we all agree that one should be established, but permit the Commission to entertain claims that have been before an entitlement board by reason of going to the Commission and obtaining leave to reopen when you have new grounds for having your claim reconsidered.

This was very seriously considered, but there is an inherent danger in that type of situation, in that if it ever came about that applicants kept going back to the Commission and the Commission granted leave to reopen, then these cases would be on a treadmill, on a circle going around and around, and it would not be very long before the Pension Review Board which everybody agreed should be established and everyone agreed was necessary in that pension adjudication system, withered away and died from lack of use.

So you have these two opposing philosophies about the use of a P.R.B. and the approach to the P.R.B.

To deal more directly with your question, Mr. Blair, under the system proposed here in this bill, it is possible for the man following

[Interprétation]

Cette question a été examinée par le comité Woods, et par notre comité, et les deux comités ont recommandé que le requérant puisse toujours retourner pour un ré-examen ou pour un renouvellement devant la Commission des pensions. Monsieur McFerland dans son témoignage faisait valoir que la raison pour laquelle on procédait ainsi, était que la Commission des pensions avait une connaissance très approfondie du dossier; on considérait donc qu'il serait plus simple et plus expéditif de retourner devant le tribunal de première instance pour ce genre de demande. On a beaucoup discuté de ce point, et le ministre en a parlé devant notre comité, de même que certains fonctionnaires du ministère. Je ne pense pas que le gouvernement soit enclin à ré-examiner la procédure qui est suggérée dans l'article 68 tel qu'il est proposé. Il me semble qu'une telle procédure risquerait de provoquer un amoncellement de décisions devant le Conseil de révision des pensions. Cependant, on a suggéré que l'effet d'une telle situation pourrait être atténué par le pouvoir dont est investi le Conseil de révision des pensions, non seulement d'accorder une possibilité pour une révision, mais, également lorsque le cas se présente, de prendre une décision immédiate, s'il existe un motif valable de transformer une décision précédente prise par la Commission des pensions ou par le Conseil de révision des pensions. Je serais reconnaissant au responsable de bien vouloir me dire si cette opinion est fondée, et si, au cas où on le saisirait d'une demande de permission de révision le Conseil de révision des pensions aurait le droit de prendre une décision finale en faveur d'un requérant, dans la mesure où la demande faite par ce requérant est justifiée.

Le président: Monsieur Ward.

M. Ward: Je dois dire que monsieur Blair a touché un nombre assez considérable de sujets en posant sa question. Permettez-moi d'abord d'indiquer un peu comment on en est venu à la rédaction de cet article du Bill.

Il y a ici deux lignes de pensée. D'abord, si vous établissez une procédure d'appel, il faut que cette procédure soit utilisée aux différents stades de présentation de la demande.

D'autre part, si nous sommes tous d'accord pour qu'une procédure d'appel soit définie, il faut permettre à la Commission d'accepter les demandes déjà entendues par un comité d'examen, l'autorisation en vue d'une nouvelle étude ayant été accordée à la lumière de nouveaux éléments.

On a étudié cette possibilité soigneusement, mais il y a un danger dans ce genre de situation et s'il arrivait que les requérants se présentent régulièrement devant la Commission et que la Commission permette de nouvelles études, il n'y aurait plus de fin; en peu de temps, le Conseil de révision des pensions, dont la création a été jugée nécessaire par tout le monde, deviendrait inutile.

Il y a donc ces deux lignes de pensée en ce qui a trait au Conseil de révision des pensions.

Pour répondre plus directement à votre question monsieur Blair, je dirais qu'il serait possible, en suivant la procédure indiquée dans le présent bill, d'interjeter appel auprès du Conseil de révision des pensions au sujet de la décision d'un Comité d'examen.

Il se peut que la personne n'ait pas de nouveaux éléments de preuve. Il n'y a donc aucun problème. Toutefois, si la personne a de

[Text]

the Entitlement Board decision to appeal as of right to the Pension Review Board.

He may not have any new evidence. Therefore there is no particular problem in taking that step. However if he has gathered new and important evidence since the Entitlement Board hearing—and this is possible in some cases—then the Pension Review Board can do one or several of many things. They can hear the case and grant it forthwith, they can send it back to the Entitlement Board hearing in order that the evidence of perhaps a doctor or a lay witness be tested, or they can refer it to the Commission for further investigation.

There is a great deal of flexibility in what they can do with this case. But the important feature is that the Pension Review Board is brought into the picture.

I might say that it has been suggested that leave to reopen handled by the Pension Review Board might lead to an unwarranted burden on the board, and might clog up the works, as it were, by having to deal with a number of leave-to-reopen applications. But last year there were 414 applications for leave to reopen presented, and 360 were granted and 54 were not granted.

We estimate that out of the 414 applications for leave to reopen, two thirds of these applications were for new conditions, very simple applications, almost automatically granted today, applications that would not require leave to reopen under the proposals in this bill. In other words, two thirds of the 414 leave-to-reopen applications last year would not have to go the P.R.B. The person could proceed to the Canadian Pension Commission and ask for a first-application decision.

• 1230

I might point out that the Veterans Bureau handles approximately six cases every Tuesday and this takes approximately 1 to 1½ hours. If we take two-thirds off the 414 applications, we are getting into a situation of around 174 applications that would be necessary for the Pension Review Board to deal with, always bearing in mind that an application for leave to reopen would not be necessary unless the Pension Review Board had previously dealt with this particular claim. Now that represents 174 cases, approximately 29 days in the year which at 1 to 1½ hours represents about a leave to reopen session once every two weeks, lasting for 1 to 1½ hours. Well you can see that the burden would be a very small one indeed for the PRB to handle that number of applications spread out over the year, 1 to 1½ hours once every two weeks. I might add that the leave to reopen applications last year were exceedingly high. The average for the 10 preceding years was 242 cases per year. Take two-thirds off that, because those would be new conditions. You are left with a situation of the Pension Review Board considering leave to reopen applications on the basis of 1 to 1½ hours once a month. It strikes me that we are chasing butterflies, in a sense, when we wish to take away from a Pension Review Board its interest in the system by reason of saying it might be clogged by reason of having to handle too many leave to reopen applications. I am not sure if I answered your question, directly, Mr. Blair, but that is my impression of the situation.

Mr. Blair: I will put my other question more specifically, Mr. Ward.

If an applicant has gone through the procedure, he has been denied a pension by the Pension Commission, he has gone to the

[Interpretation]

nouveaux et importants éléments de preuve depuis sa comparution devant le Comité d'examen, et que la chose est possible, plusieurs possibilités s'offrent au Conseil de révision des pensions. Il peut entendre le cas, le renvoyer au Comité d'examen afin que la preuve ou le témoignage d'un médecin soit examiné, ou le renvoyer à la Commission pour étude.

Plusieurs mesures sont possibles. L'important c'est que le Conseil de révision des pensions a un rôle à jouer.

On a dit que ces nouvelles études pourraient créer trop de travail au Conseil et pourraient retarder la procédure. L'an passé il y a eu 414 demandes de cette nature; 360 ont été acceptées, 54 ont été refusées.

Deux tiers de ces 414 demandes en vue d'une nouvelle étude ont été présentées à cause d'un changement dans l'état de santé; il s'agissait de demandes très simples qui sont presque agréées d'office actuellement, de demandes qui n'ont pas besoin d'être étudiées de nouveau à la lumière du présent bill. En d'autres mots, deux tiers de ces 414 demandes l'an passé ne seraient pas passées par le Conseil de révision des pensions. La personne pourrait se présenter devant la Commission canadienne des pensions et demander qu'on rende une décision à l'égard de la première demande.

Je souligne le fait que le bureau des anciens combattants s'occupe de six cas tous les mardis et que cela nécessite une heure ou une heure et demie. Si vous enlevez les 2/3 des 414 demandes, il vous reste environ 174 demandes que le conseil de révision des pensions doit étudier. Il faut également se rappeler qu'une demande en vue d'une nouvelle étude n'est pas nécessaire si le conseil de révision des pensions n'a pas déjà examiné le cas. Nous en arrivons au total de 174 cas, ce qui représente environ 29 jours dans l'année et une réunion toutes les deux semaines d'une durée d'environ 1 heure à une heure et demie. Comme vous le voyez, le conseil de révision des pensions n'aurait aucun mal à s'occuper de ce nombre de demande au cours de l'année, à raison d'une heure ou d'une heure et demie toutes les deux semaines. Je dois dire que le nombre de ces demandes l'année dernière était très élevé. La moyenne pour les dix années précédentes est de 242 cas par année. Enlever 2/3 de ces cas et le conseil de révision des pensions n'a plus qu'à étudier les demandes à un rythme d'une heure ou d'une heure et demie tous les mois. Je pense qu'il est bien inutile de bien vouloir réduire le rôle du conseil de révision des pensions en disant qu'il pourrait avoir trop de travail avec les demandes en vue d'une nouvelle étude. Je ne sais pas si cela répond à votre question M. Blair.

M. Blair: Permettez-moi de poser ma question autrement.

Prenons le cas d'un requérant qui a suivi la procédure, il s'est vu refusé une pension par la Commission canadienne des pensions, s'est

[Texte]

Entitlement Board and he has gone to the Pension Review Board which has affirmed the previous decisions, then under Section 68 he asks for a reopening, review or whatever, on the grounds that he has decisive new evidence. As I read Section 68, that application would have to be styled as an application for reopening or whatever. Would the Pension Review Board, with its inherent jurisdiction, be able to deal with that application if they found, in fact, he should have been entitled to a pension on the basis of the new evidence, or would they have to refer it back to the Pension Commission?

Mr. Ward: If I understand you correctly, Mr. Blair, the applicant has had an adverse Entitlement Board hearing, followed by an adverse Pension Review Board decision on appeal. He wants his claim for the same condition, the same award reconsidered perhaps because he has new evidence. His remedy in that type of situation would be the leave to reopen application, in effect that is what we would call it, and he would have his case presented to the Pension Review Board.

The Pension Review Board can amend its previous decision and consequently grant the case if they feel that the weight of this new evidence is sufficient, bearing in mind the benefit of doubt provision and so on, to bring the case in, or they can, in effect, remit the case. In other words, grant permission to the Commission to reconsider the claim at first application for that particular condition. You must always remember that for any other new claim he can go to the Canadian Pension Commission as a right and ask for a first application decision.

Mr. Blair: But in a case where the new evidence was of an overwhelming character such as would have satisfied the Pension Review Board that he was entitled to a pension, they could make that decision there and then and save not only the system, but the veteran the time and inconvenience of starting all over again at the Pension Commission level?

• 1235

Mr. Ward: I do not know who the members of the Pension Review Board will be but certainly one would feel that they are abdicating their responsibilities and authority if the evidence was such that they ought to grant and they referred it back to the Commission. I would think that they would grant in that type of situation.

The Chairman: Thank you Mr. Blair and Mr. Ward. Any further questions then on Clause 28, proposed Section 68, as amended?

Clause 28, proposed amended Sections 68-70 inclusive agreed to.

On Clause 28, proposed amended Section 71 – *Procedure by Commission on receipt of request*

The Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: I raised the matter the other day on proposed Section 71 (1) (e) "medical precis" which under present designation is known as the "white slip". I think it should be put on the record that for purposes of adjudication and so on, this medical precis is the final medical say in a man's case. We must understand that all of us here who are on this Committee that when the medical precis prepared for the Commission of the applicant's case including any

[Interprétation]

présenté devant un comité d'examen et le conseil de révision des pensions qui ont maintenu la décision du début. En vertu de l'article 68, il demande une nouvelle étude de son cas à la lumière de nouveaux éléments de preuve. L'article 68 indique de quelle façon il peut procéder. Le conseil de révision des pensions peut-il, dans ce cas, s'occuper de la question s'il juge que le requérant a droit à une pension à la lumière des nouveaux éléments de preuve ou faut-il qu'il renvoie la demande à la Commission canadienne des pensions?

M. Ward: Si je comprends bien, monsieur Blair, le requérant a obtenu une décision défavorable devant un comité d'examen et le conseil de révision des pensions. Sa demande est faite à l'égard d'un état de santé inchangée; il désire que la possibilité d'obtenir la même compensation soit étudiée de nouveau à la lumière de nouveaux éléments de preuve. La solution qui s'offre à lui est celle de la demande en vue d'une nouvelle étude; son cas serait étudié par le conseil de révision des pensions.

Le conseil de révision des pensions peut modifier une décision antérieure et agréer la demande s'il croit que les nouveaux éléments de preuve sont suffisants, compte tenu du bénéfice du doute, ou remettre le cas. En d'autres mots, il peut accorder à la Commission la permission d'étudier de nouveau les demandes. Il faut se rappeler que pour toute nouvelle demande le requérant peut se présenter devant la Commission canadienne des pensions et demander qu'on rende une décision.

M. Blair: Dans le cas où les nouveaux éléments de preuve sont importants au point de satisfaire le conseil de révision des pensions en ce qui a trait à l'admissibilité à la pension, la décision pourrait être prise à ce stade; ainsi, non seulement on respecterait le système, mais on éviterait à l'ancien combattant l'ennui de recommencer au niveau de la Commission canadienne des pensions.

M. Ward: Je ne sais pas quelles sont les personnes nommées au Conseil de révision des pensions mais il est certain qu'ils fuirraient leurs responsabilités si le dossier démontre qu'ils doivent accorder une prestation et qu'en fait ils renvoient l'affaire à la Commission. Je pense qu'en pareil cas, ils accorderaient la prestation.

Le président: Je vous remercie monsieur Blair et monsieur Ward. Y a-t-il d'autres questions en ce qui concerne l'article 28 modifiant l'article 68?

L'article 28 modifiant les articles 68 à 70 est adopté.

Article 28, proposition de modification de l'article 71 – *Procédure à suivre par la Commission sur réception d'une demande*.

Le président: Monsieur MacRae.

Mr. MacRae: J'ai soulevé la question de l'article 71 alinéa(1) et en ce qui concerne le rapport médical qu'il est convenu d'appeler maintenant en anglais, «white slip». Je crois qu'il faudrait signaler au compte rendu que pour les besoins de la cause, ce rapport médical constitue une décision finale. Tous les députés doivent comprendre que le rapport médical rédigé pour la Commission et comprenant l'avis de médecins compétents, constitue un jugement

[Text]

opinions expressed thereon by any medical practitioner whose opinion was sought by the Commission, is in effect the final authority on that man's medical condition. I do not know if anybody wishes to comment on that or not. But that is the situation.

The Chairman: Mr. Ward.

Mr. Ward: I might say, Mr. MacRae, that as I see it, the intent behind this particular section is to make everything above board, to disclose everything that was taken into consideration in dealing with an application. There are many factors here that will be brought forward and must be included. One of them is the point that you have raised, the "white slip".

Mr. MacRae: That is the definition of it, is it not? That is what you call it.

Mr. Ward: Yes.

The Chairman: Thank you, Mr. MacRae. Any further questions on Clause 28, proposed amended Section 71.

Clause 28 proposed amended Sections 71-73 agreed to.

On Clause 28, proposed amended Section 74 – *Sittings of Entitlement Board*

The Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: In this particular case, the entitlement board now is sitting "at such place in Canada". They are in effect taking the place of the present appeal boards which travel across the nation. I would like to ask Mr. Anderson where do these appeal boards sit and how often?

Mr. Anderson: Mr. Chairman, I should answer the second question first. They sit whenever there are a sufficient number of claims to be heard to make it worthwhile. For instance, we do not send an appeal board out every time somebody says that he is ready to have his claim heard because this would be a very expensive procedure and a very inefficient procedure. We do send them out whenever there are a sufficient number of claims to require the services of the appeal board for a two- or three-day period. They sit at St. John's, Newfoundland; Saint John, New Brunswick; Halifax, Nova Scotia; Quebec City, Montreal, Ottawa. We have not had them sitting in Hamilton and Kingston recently but they do sit there when their services are required and when there are sufficient cases they sit in Toronto, London, at the Lakehead, Thunder Bay, Winnipeg, Regina, Saskatoon, Calgary, Edmonton, Vancouver and Victoria. Once a year we have a board that tours the interior of British Columbia and once a year there is a board that goes down to Gaspé.

Mr. MacRae: Perhaps I might direct this question then to the Deputy Minister. Is it expected, Dr. Hodgson, that the Entitlement Boards will sit in approximately the same places and under approximately the same conditions as Mr. Anderson has outlined?

Mr. Hodgson: Yes, Mr. Chairman, that is the expectation.

Mr. MacRae: Thank you.

The Chairman: Mr. Cullen.

[Interpretation]

définifitif quant à l'état de santé de l'intéressé. Je ne sais pas si quelqu'un désire formuler des observations à ce sujet mais la situation est ce qu'elle est.

Le président: Monsieur Ward.

M. Ward: Sans trop m'avancer, je pense pouvoir dire, monsieur MacRae, que l'objet de cet article est de faire en sorte que l'on divulgue tous les éléments dont on a tenu compte lors de l'examen d'une demande. Bien des raisons seront invoquées et elles doivent toutes être reprises dans le rapport. L'un des éléments, et vous l'avez souligné, c'est le rapport médical.

M. MacRae: C'est exactement la définition n'est-ce pas? C'est ainsi qu'on l'appelle.

M. Ward: Oui.

Le président: Je vous remercie, monsieur MacRae. Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 28 modifiant l'article 71.

L'article 28 modifiant les articles 71 à 73 est adopté.

Article 28 modifiant l'article 74 – *Audiences du Comité d'examen*.

Le président: Monsieur MacRae.

M. MacRae: Au sujet de cette disposition qui veut que le Comité d'examen siège à l'endroit du Canada . . . , il me semble qu'à l'heure actuelle les commissions d'appel se déplacent déjà au Canada. J'aimerais demander à monsieur Anderson où ses commissions d'appel tiennent leurs séances et à quel moment?

M. Anderson: Monsieur le président, j'aimerais commencer par répondre à la seconde question. Elles siègent dès qu'il y a un nombre suffisant de demandes à examiner. Nous n'envoyons pas une Commission d'appel chaque fois qu'un individu déclare qu'il est disposé à se présenter à l'audition parce que ce serait là une procédure très onéreuse et fort peu efficace. Nous organisons des séances chaque fois qu'il y a un nombre suffisant de demandes à examiner par une Commission d'appel pendant une période allant de deux à trois jours. Elles siègent à St-Jean de Terre-Neuve, à Saint John dans le Nouveau-Brunswick, à Halifax en Nouvelle-Écosse, à Québec, à Montréal et à Ottawa. Elles n'ont tenu aucune séance à Hamilton et à Kingston récemment mais elles siègent dès que leurs services sont requis et lorsqu'il y a un nombre de cas suffisant à examiner. Elles se réunissent à Toronto, à London, à Lakehead, à Thunder Bay, à Winnipeg, Régina, Saskatoon, Calgary, Edmonton, Vancouver et à Victoria. Une fois par an, une commission fait le tour de la Colombie-Britannique et, une fois par an également, une commission se rend en Gaspésie.

M. MacRae: Je pourrais peut-être poser une question au sous-ministre. Pense-t-on, monsieur Hodgson, que les Comités d'examen siègeront aux mêmes endroits et dans les mêmes conditions que vient de souligner monsieur Anderson?

M. Hodgson: Oui, monsieur le président, c'est ce qui est prévu.

M. MacRae: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Cullen.

[Texte]

Mr. Cullen: Is there only one in Northern Ontario? *écoutez M.*
Mr. Anderson: I neglected to mention North Bay. We do have them sitting in North Bay.

Mr. Cullen: I thought the Chairman may be interested in that.
The Chairman: Thank you, Mr. Cullen, Mr. Guay.

• 1240

Mr. Guay (St. Boniface): I have noticed they only sit in Winnipeg; they do not seem to sit anywhere else. I do not know whether this has been done in the past. I have often wondered why they do not sit in either Brandon or Dawson or some other area, because there are a lot of veterans in northern Manitoba. I know, for example, there are many from Flin Flon. I know one fellow who had to come all the way from Flin Flon into Winnipeg. I presume that all his expenses are paid when he does come in like this, but it certainly causes him some inconvenience.

I am just wondering whether they do give consideration, when they have a number of applicants from one area, to going to another area in Manitoba other than Winnipeg. They do this between Regina and Saskatoon, which are not a great distance apart. Why is it that in Manitoba they only sit in one area?

Mr. Anderson: Mr. Chairman, it has been the practice, in so far as it is possible, to have them sit in areas where we have district offices. The only place in Manitoba where we have a district office, of course, is Winnipeg.

I would not say that we would not have appeal boards sit in the other areas if we were requested to do so. However, so far as I can recall for as long as I have been there, I do not recall our ever having any request for an appeal board to sit in either Brandon or any other city in Manitoba.

The Chairman: Thank you, Mr. Cullen.

Mr. Cullen: I was going to ask Mr. Guay if he had had any representations, because I would think maybe there is a night on the town after the hearing. He might be arguing against some of the people in Flin Flon and Brandon.

Amended Sections 74 to 76 inclusive of Clause 28 agreed to.

On proposed Section 77 of Clause 28—*Constitution of Pension Review Board.*

The Chairman: Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): I suppose you have no specific persons in mind, but who would you consider to be qualified to sit on the Pension Review Board, to be independent and give an independent decision in these cases that come before it. Have you any thoughts on that at all?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, these appointments will be made by the Governor in Council and the criteria, no doubt, will be determined by the government itself, not necessarily in consultation with the officials concerned.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Would they not be former members of the Commission or present members? I suppose they could be.

[Interprétation]

M. Cullen: Y en a-t-il qu'une seule dans le Nord Ontarien?
M. Anderson: J'ai oublié de mentionner North Bay. Il y a également des auditions à North Bay.

M. Cullen: Je pensais que cela pouvait intéresser notre président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Cullen. Monsieur Guay,

M. Guay (Saint-Boniface): J'ai remarqué qu'ils siègent seulement à Winnipeg, et je me suis souvent demandé pourquoi ils ne siégeaient pas dans d'autres régions. Il y a d'autres régions dans le Manitoba, Brandon ou Dawson par exemple. Je connais quelqu'un qui a dû venir de très loin, de Flin Flon jusqu'à Winnipeg pour être reçu par la commission; bien que dans un cas semblable, les frais de voyage sont remboursés, je pense qu'il s'agit d'un gros dérangement.

Je me demande si, lorsque le nombre de demandes le justifie, la Commission ne pourrait pas siéger ailleurs qu'à Winnipeg. C'est ce qui se passe entre Régina et Saskatoon, villes qui ne sont pas très éloignées l'une de l'autre. Pourquoi est-ce qu'au Manitoba elle siège dans une seule région?

M. Anderson: Nous avons toujours tenté de siéger là où il y a un bureau régional: or, le seul endroit au Manitoba où il y a un bureau régional, c'est Winnipeg. Il n'est pas impossible qu'il y ait des séances d'appels dans d'autres régions si cela est nécessaire. On ne nous a jamais demandé de siéger à Brandon ou dans une autre ville du Manitoba.

Le président: Merci, Monsieur Cullen.

M. Cullen: J'allais demander à M. Guay s'il a reçu des plaintes. Peut-être ne voit-il pas les choses du même œil que les gens de Flin Flon et de Brandon.

Les sections 74 à 76 modifiées de l'article 28 sont adoptées.

Au sujet de la section 77 de l'article 28: *Constitution de la Commission de révision des pensions.*

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Pensez-vous que vous seriez qualifié pour siéger au Conseil de révision des pensions, pour conserver votre indépendance et rendre vos décisions en toute liberté. Avez-vous une idée à ce sujet?

M. Hodgson: Ces nominations seront faites par le gouverneur en conseil. C'est le gouvernement qui fixera les critères, et il ne consultera pas automatiquement les responsables.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Ne s'agira-t-il pas d'anciens membres de la Commission ou de membres actuels? Je suppose que ce devrait être le cas.

[Text]

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, at an earlier meeting of the Committee, the Minister indicated that it was anticipated that at least some of the members of the Pension Review Board would be people who had not previously served on the Canadian Pension Commission. I suppose the implication is that some others might be people who had served on the Canadian Pension Commission.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Thank you.

Mr. Marshall: We seem to be going through these clauses pretty quickly. As I recall last year, we were discussing the tenure of office of five years.

It is 12.45 p.m. now. I wonder if we could stand this portion of the Clause so that we can consider this five-year term which will be a very important factor that might affect the future of the Review Board on behalf of veterans.

The Chairman: Is it the wish of the Committee that we stand amended Section 77 until the next meeting? **Mr. Blair:**

Mr. Blair: I wonder whether Dr. Hodgson would be able to comment on the reasons why the term of five years is suggested. Does this conform with the tenure in other administrative tribunals created by statute?

● 1245

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, I cannot speak about the custom with regard to other kinds of tribunes but I can perhaps offer two suggestions. This is a new body and by establishing a uniform term of five years, the government is able to make an assessment of the technique which would perhaps be a little more difficult if the term were indefinite or of a much longer duration. Also, my recollection is that this standing Committee recommended that the term be 5 years.

The Chairman: Does it meet with the approval of the Committee to stand amended proposed Section 77 of Clause 28 until the next meeting or is the explanation given satisfactory?

Mr. Cullen: Mr. Marshall is the one who asked that it be stood. I gather that he still wants to study it.

Mr. Marshall: I would like to study it because in the brief by The National Veterans Organizations of Canada, there was a very lengthy comment on it. I think its purpose is to have everybody satisfied with this. I just wonder if we could, at least to satisfy my mind, that this is the correct decision to make.

Mr. Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, we have covered a great many sections in this last 10 minutes. I was just wondering if this would not be a good point to adjourn?

The Chairman: As it meets with the Committee's approval, then we stand adjourned until Thursday at 11:00 a.m.

Thank you very much.

Mr. Hodgson: Yes, Mr. Chairman, that is the expectation.

The Chairman: My Colle-

[Interpretation]

M. Hodgson: Lors d'une réunion précédente, le ministre a indiqué qu'on pensait qu'au moins certains membres du comité d'examen seraient des gens qui n'avaient jamais travaillé dans la Commission canadienne de retraite, ce qui laisse supposer que ce sera le cas pour d'autres membres.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Merci.

M. Marshall: Il me semble que nous avons passé cet article en revue assez rapidement. L'an dernier nous avons discuté de ce mandat de cinq ans. Il est midi 45, ne pourrions-nous pas réservé cette partie de l'article et examiner la question du mandat de cinq ans, de façon à étudier cette question des cinq ans, facteur très important qui pourrait affecter l'avenir de la Commission de révision des pensions des anciens combattants.

Le président: Les membres du Comité désirent-ils que nous réservions l'article 77 jusqu'à la prochaine séance? Monsieur Blair,

M. Blair: Peut-être le Dr. Hodgson pourrait-il faire quelques observations sur le mandat de cinq ans. Cela est-il conforme avec la pratique des autres tribunaux administratifs institués par la loi?

M. Hodgson: Monsieur le président, je ne suis pas en mesure de vous donner des précisions en ce qui concerne l'usage dans d'autres genres de tribunaux: mais je peux pour le moins faire deux suggestions. Il s'agit là d'une nouvelle institution: en fixant un mandat de cinq ans, le gouvernement se donne le moyen d'éprouver les mécanismes, ce qui serait sans doute plus difficile si le mandat était plus long ou d'une durée indéterminée. Si mes souvenirs sont exacts, le comité permanent a émis le voeu que le mandat soit de cinq ans.

Le président: Le comité est-il d'avis que l'amendement de la clause 77 de l'article 28 soit réservé jusqu'à la prochaine réunion, ou l'explication donnée est-elle satisfaisante?

M. Cullen: C'est M. Marshall qui a demandé qu'on la réserve. J'en conclus qu'il souhaite une étude plus approfondie.

M. Marshall: Je voudrais que nous l'étudions. Il me semble que dans le mémoire de l'Association Nationale des anciens combattants du Canada, il y avait de longues explications à ce sujet. Je pense qu'il a pour but de satisfaire tout le monde. J'aimerais qu'on le fasse, si cela est possible, et cela me tranquilliserait l'esprit.

Le président: Monsieur MacRae.

M. MacRae: Nous avons passé en revue un bon nombre d'articles au cours des dix dernières minutes. Je pense que ce serait le moment propice pour nous ajourner.

Le président: Le comité étant unanime, nous nous adjournons jusqu'à jeudi, 11 heures.

Merci.

M. Hodgson: Oui, monsieur le président, c'est ce qui sera fait.

Le président: Monsieur Cullen,

[Texte]**APPENDIX "A"**

February 7th, 1971

Mr. Jack Marshall, MP,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Marshall:

RE: Bill C203, Clause 59 (3)

At the hearing of the Standing Committee on Veterans Affairs on Thursday, February 4th last, you made reference to the above-noted clause. The Committee Chairman suggested that I might furnish you with some information on the subject, and I am pleased to have this opportunity to do so.

The provision in Clause 59 (3) is to the effect that, in determining the amount of Exception Incapacity Allowance, account may be taken of the degree to which such incapacity can be remedied by treatment or the use of prostheses.

The objection is to the possibility that less allowance would be paid by reason of the pensioner making use of a prosthesis.

Definition

The American Illustrated Medical Dictionary (Dorland) defines a prosthesis as "An artificial part, such as an eye, leg or denture". It would seem necessary, in the context of Clause 59 (3), to be more specific. The type of prosthesis to which the National Veterans Organizations have made reference in their submission to the Committee under date of January 21st, 1971 may be defined as those artificial aids listed in the Prosthetic Services Catalogue issued by the Department of Veterans Affairs, as follows:

- Belts
- Braces
- Boots
- Splints
- Eyes
- Hearing Aids
- Arms
- Legs
- Wheelchairs
- Crutches

It is submitted that, from the viewpoint of indemnification under the proposed Exceptional Incapacity Allowance, the types of prostheses with which we are mostly concerned are Splints (for paraplegics and quadriplegics) Artificial Arms and Legs, Wheelchairs and Crutches. For the most part the remainder are applicable to less severe disability cases which would not qualify for Exceptional Incapacity Allowance, except in combination with other disabilities.

The Principles

Veterans organizations would have no quarrel with the principle that, where because of medical treatment, a disability can be

[Interprétation]**APPENDICE «A»**

Le 7 février 1971

M. Jack Marshall, député,
Chambre des communes,
Ottawa, Ontario.

Monsieur,

Bill C-203, Article 59 (3)

Lors de la séance du Comité permanent des affaires des anciens combattants, le jeudi, 4 février dernier, il a été question de l'article sus-mentionné. Le président du Comité m'a demandé de vous fournir quelques renseignements à ce sujet et je suis heureux de saisir l'occasion de le faire.

L'article 59 (3), précise que, pour déterminer le montant de l'Allocation d'incapacité exceptionnelle, il peut être tenu compte de la mesure où un traitement ou l'usage de prothèses peut remédier à l'incapacité.

On oppose toutefois des objections à la possibilité d'accorder une allocation moins importante au pensionné qui utilise une prothèse.

Définition

L'American Illustrated Medical Dictionary (Dorland) définit ainsi le mot prothèse: «organe ou membre artificiel, oeil, jambe ou dents». Je crois que l'article 59 (3) devrait être plus précis. Les prothèses auxquelles les Associations nationales d'anciens combattants ont fait allusion dans leur mémoire, présenté au Comité le 21 janvier 1971, sont ce genre d'appareils artificiels dont on trouve la liste dans le Catalogue des services prothétiques publié par le ministère des Affaires des anciens combattants:

Ceintures
Attaches
Bottes
Attelles
Yeux
Appareils auditifs
Bras
Jambes
Fauteuils roulants
Béquilles.

En ce qui a trait aux indemnités versées en vertu du projet d'allocation d'incapacité exceptionnelle, les prothèses les plus fréquemment employées sont les attelles (pour paraplégiques et quadriplégiques), les bras et jambes artificiels, les fauteuils roulants et les béquilles. La plupart des autres prothèses s'emploient dans des cas moins graves d'invalidité qui ne répondent pas aux normes exigées pour avoir droit à l'allocation d'incapacité exceptionnelle, sauf si d'autres invalidités sont en cause.

Les principes

Les Associations d'anciens combattants ne s'opposent pas au fait qu'il est possible d'amoindrir une invalidité grâce à un traitement

[Text]

lessened, this factor should be taken into account in establishing a proper assessment for the condition.

We submit, however, that a different situation is involved where the matter of prosthetics is involved. There is a direct connection between prosthethics and rehabilitation, both of which involve morale which is difficult to measure in medical terms. Hence we have a conflict between the principles of medical treatment on one hand and rehabilitation on the other, with the science of prosthetics providing the connecting link.

The files of the Rehabilitation Division, Department of Veterans Affairs (the forerunner to Veterans Welfare Services) show ample evidence of the difficulty involved in achieving rehabilitation for a number of the more severely disabled of Canada's veterans. Very often a great deal of encouragement was necessary. Such rehabilitation usually involved the use of a prostheses and it took a great deal of courage for those veterans to become ambulatory (or to put it in more realistic terms to get out of bed and try to move about).

Many have succeeded and specific examples can be produced before the Committee if required. It is inherently wrong to establish legislation now which would provide less indemnification for these pensioners, than for their counterparts who did not make the effort to use prostheses, whatever their reason.

In respect of rehabilitation, note must be taken of the existing Section 28 (4) of the Pension Act which states:

28 (4) No deduction shall be made from the pension of any member of the forces owing to his having undertaken work or perfected himself in some form of industry.

This Section has been in the Pension Act since its inception on July 7th 1919, and in fact the exactly same wording was contained in the Pension Regulations of August 4th, 1914. The concept of this provision has always been that the pensioner should be encouraged to rehabilitate himself, and that success achieved in such endeavour would not result in a reduction in his pension.

This tenet is accepted in war disability pension schemes throughout the Western World. In this respect, I quote from *The Annals of Comparative Legislation* published by the World Veterans Federation, Volume 10, as follows:

"...In the majority of countries, veterans legislation, in contrast to industrial accident schemes, aims at absolute indemnification for physical or mental injury rather than compensation for economic loss resulting from such injury."

"United States legislation goes even one step further in this respect when it explicitly prohibits the assessing authorities from allowing ratings to be modified by individual success in overcoming economic handicap created by an injury. Incidentally, this draws attention to a very important argument frequently cited in defense of reparation based on assessment of absolute physical or mental injury... namely the notion that the second system (i.e. one which takes economic rehabilitation into account as a factor for reducing pension) penalizes those of the disabled who make an effort to overcome a handicap and are economically active. Therefore, this second system is often considered to be detrimental to rehabilitative intents of the legislator." (Volume 10, titled War Amputees Disablement, Assessment and Benefits in Law, page 201).

[notable/typical]

[Interpretation]

[exist]

médical; il faudrait tenir compte de ce facteur quand il s'agit d'évaluer l'affection.

Nous déclarons toutefois que la situation diffère quand il est question de prothèse. Il existe une relation étroite entre prothèses et réadaptation, car toutes deux mettent en cause la condition morale de l'invalidé qu'il est difficile d'évaluer en termes médicaux. Il y a donc conflit entre les principes du traitement médical et ceux de la réadaptation, la science prothétique servant de lien.

Les dossiers de la Division de la réadaptation, ministère des Affaires des anciens combattants (ce qui a précédé les Services de bien-être des anciens combattants) prouvent largement que la réadaptation de bon nombre des anciens combattants invalides les plus gravement handicapés est chose difficile. Ces anciens combattants ont parfois besoin de beaucoup d'encouragement. Cette réadaptation a exigé habituellement d'avoir recours aux prothèses et il leur a fallu beaucoup de courage pour se remettre sur pied (ou pour employer des termes plus réalistes, quitter le lit et essayer de vaguer à leurs affaires).

Beaucoup d'entre eux ont réussi et il serait possible de donner des exemples précis au Comité si la chose était nécessaire. Il ne serait pas juste d'adopter une loi en vertu de laquelle on verserait à ces pensionnés moins d'indemnités qu'à ceux qui n'ont pas fait d'efforts pour utiliser de prothèses, pour quelque raison que ce soit.

Quant à la réadaptation, il faut tenir compte de l'article 28 (4) de la Loi sur les pensions qui stipule:

28 (4) Nulle déduction ne doit être faite de la pension d'un membre des forces parce qu'il a entrepris un travail ou qu'il s'est perfectionné dans un genre quelconque de travail.

Cet article fait partie de la Loi sur les pensions depuis sa mise en vigueur le 7 juillet 1919 et, en fait, le même libellé faisait partie des règlements du 4 août 1914 concernant les pensions. Le but de cette disposition a toujours été d'encourager le pensionné à se réadapter et, s'il y arrive, que sa pension n'en soit pas réduite pour autant.

Ce principe est accepté dans tous les régimes de pensions pour invalides de guerre du monde occidental. A ce sujet, voici un extrait de *The Annals of Comparative Legislation*, publié par l'Association mondiale des anciens combattants (volume 10):

"...Dans la plupart des pays, la législation concernant les anciens combattants, contrairement aux régimes d'accidents du travail, vise à dédommager de façon permanente les personnes ayant subis des blessures physiques ou mentales plutôt que de verser des indemnités pour pertes économiques résultant de ce genre de blessure."

«Aux États-Unis, la législation va encore plus loin à cet égard puisqu'elle interdit explicitement aux autorités responsables de l'évaluation de modifier le taux de la pension versée à un individu qui aurait surmonté le handicap créé par une blessure. D'ailleurs, ces faits attirent notre attention sur un argument très important et fréquemment cité en faveur de l'indemnisation en fonction du degré absolu de la blessure physique ou mentale... à savoir la notion que le second système (qui suppose que la réadaptation économique est un facteur permettant de réduire la pension) pénalise les invalides qui font un effort pour surmonter leur handicap et sont actifs du point de vue économique. Ce second système va donc à l'encontre de l'intention des législateurs qui désirent que les invalides se réadaptent». (Volume 10, intitulé

[Texte] No. 8**[résumé]****[text]**

It might be appropriate to draw attention to the views of the Standing Committee on Veterans' Affairs in regard to this point. In its report of June 1969, at page 20, the following recommendation is made:

"The exceptional incapacity allowance will be paid as a matter of right to those 100% pensioners who are eligible. The right to the allowance will be determined in the same manner as in entitlement to pension matters. This right will not be affected by the pensioner's means or his degree of rehabilitation."

We recognize the point made by Dr. John S. Hodgson, Deputy Minister of Veterans, before the Committee on February 4th last to the effect that the Exceptional Incapacity allowance is not pension, and represents a form of indemnification over-and-above compensation for disqualification in the unskilled labour market.

In the opinion of the Veterans Organizations this does not alter the situation at all. The statement by the Minister of Veterans Affairs before the Committee on January 19th last indicated that the Government intended to publish guidelines regarding the amount of the allowance payable for different kinds and degrees of incapacity. Presumably this will establish levels above 100 percent pension for certain disabilities such as paraplegics, totally blind and multiple amputees.

In essence, this will be similar to the United States system, which establishes special categories for those three disabled groups. The difference will be that the U. S. system continues to recognize the principle that no deduction is made for rehabilitative efforts, while the new Canadian system will contain the objectional qualification that a distinction will be made among persons of equal disability ratings, between those who use prosthesis, and those who do not. In fact, the introduction of this principle of "penalty for trying" completely reverses all acceptable trends of both war disability pension and rehabilitation standards recognized throughout the world.

Prostheses for amputees

It is perhaps necessary to take into consideration the small degree of "substitute function" and the dismal record of development in the field of prosthetics for amputees.

Firstly, it is a well known fact that most arm amputees achieve very little functional effort from their prostheses. There is much talk of mio-electric arms which make use of externally-applied power to activate hands through the impulse reactions from electrodes implanted in remaining muscles. To date NOT ONE war amputee from any war in Canada has been successfully fitted with a mio-electric prostheses. Nor is it likely that any will, due to the difficulty of re-training and re-adjustment after many years of using standard prostheses. Double Arm amputees do achieve some rehabilitative effect from the necessarily-crude hooks, but this depends entirely on the determination of the amputee. In so far as single arm amputees are concerned, they wear prosthesis usually for cosmetic effect only, or at the very best for rudimentary tasks such as lifting with their steel hooks.

[Interprétation]

War Amputees Disablement, Assessment and Benefits in Law, page 201.

Il serait bon d'attirer l'attention du Comité permanent des affaires des anciens combattants sur cette question. Dans son rapport du mois de juin 1969, page 20, il fait la recommandation suivante:

«L'allocation d'invalidité exceptionnelle est payable d'office à tous les retraités à 100 p. 100 qui y font droit. On déterminera le droit à l'allocation conformément aux normes applicables aux pensions de retraite. Les moyens financiers dont dispose le retraité et le degré de sa rééducation n'auront pas d'effets sur l'exercice de ce droit.»

Nous admettons le point de vue qu'a exprimé le sous-ministre des Affaires des anciens combattants devant le comité, lors de la séance du 4 février dernier, selon lequel l'allocation d'invalidité exceptionnelle n'est pas une pension, mais une forme d'indemnité qui vient s'ajouter à celle qui correspond à l'incapacité de réintégrer le marché du travail non-spécialisé.

Les organisations d'anciens combattants estiment que cette mesure ne modifie pas du tout la situation. Le ministre des Affaires des anciens combattants a déclaré devant le comité, le 19 janvier dernier, que le gouvernement publierait des normes indicatives concernant le montant des allocations payables aux différents types et degrés d'invalidité. On parviendrait vraisemblablement ainsi à des taux de pension supérieurs à 100 p. 100 pour certains invalides comme les paraplégiques, les aveugles et les grands mutilés.

Ces dispositions sont, dans le fond, comparables à celles qu'apploquent les États-Unis et qui prévoient des catégories spéciales d'allocation pour ces trois groupes d'invalides. La seule différence consiste en ce que les États-Unis maintiennent le principe qu'aucune déduction n'est faite pour les efforts de réadaptation, alors que le nouveau régime canadien pose comme condition, d'ailleurs discutable, qu'une distinction sera faite entre les personnes atteintes d'invalidité de même degré, selon qu'elles font usage de prothèse ou non. Le principe consistant à «pénaliser l'effort» irait en fait à l'encontre des tendances admises tant en ce qui concerne la pension d'invalidité que les normes de réadaptation mondialement reconnues.

Des prothèses pour amputés

Il faudrait peut-être tenir compte de la valeur limitée que revêt la «fonction substitutive» et de l'état pitoyable des réalisations dans le domaine prothétique, pour les amputés.

En premier lieu, il est notoire que tous les manchots tirent un profit minime de leur prothèse. On parle beaucoup de bras mio-électriques utilisant un courant externe pour articuler les mains, au moyen d'impulsions provoquées par des électrodes implantées dans ce qui reste de muscles. Jusqu'à ce jour, aucun amputé de n'importe quelle guerre n'a pu être équipé avec succès, au Canada, d'une prothèse mio-électrique. Il est peu probable qu'aucun le soit jamais, par suite des difficultés de rééducation et de réadaptation dues à l'utilisation d'une prothèse courante, pendant plusieurs années. Les amputés des deux bras parviennent à une certaine rééducation en se servant de crochets nécessairement imparfaits, mais le succès dépend entièrement de la volonté de l'invalidé. En ce qui concerne les amputés d'un seul bras, leur prothèse a généralement un caractère esthétique ou, à tout le mieux, elle leur permet des travaux rudimentaires comme soulever un poids en se servant des crochets d'acier.

[Text]

In respect of leg amputees, possibly the history of the Hydra-Cadence leg would be pertinent. This prosthesis, which makes use of a hydraulic mechanism to activate the foot, was introduced into Canada in the mid-fifties. Many war amputees were fitted with them, at their own request. Today, there are only a very few still in use, for the reason that the new device proved less successful than the standard-type prostheses developed immediately after World War I.

The point being made here is NOT that the prostheses being issued to Canadian war veterans are inferior. The Government follows the policy of providing war amputees in this country with any type of prosthesis available throughout the world, if it has been field-tested and certified as suitable for general use. The fact that most amputees wear viturally the same appliances now as were being worn fifty years ago testifies to the difficulty in developing anything but straight, standard, crude appliances.

This leads to the conclusion that the wearing of prostheses for an amputee is very often a matter of intestinal fortitude, particularly if he is severely disabled. No one could blame him if his natural tendency was to sit at home and vegetate, when the alternative is to place his stumps into uncomfortable, and sometimes painful sockets, strap on his legs or arms as the case may be, and face the day along with his non-disabled neighbors and friends.

Paraplegics

The same situation obtains for quadriplegics and paraplegics, except that it is more acute. Their mobility, such as they have, must come from splints and wheelchairs. If they can, through sheer force of will, manage to maintain some mobility for themselves, it seems entirely wrong to ask them to make the choice between remaining mobile, and receiving a larger Exceptional Incapacity allowance.

Legislative considerations

It is recognized that the proposed Clause 59(3) may be applied by the Commission, at discretion. The experience of the Veterans organizations in dealing with the Commission over many years suggests, notwithstanding, that if discretion is permitted in this area, the Commission will have no alternative but to exercise it, where applicable. This is to say, the direction in the legislation would likely have the result that, if there is any suggestion that the disability has been lessened by use of a prosthesis, the disabled veterans would receive less allowance than if this provision were not in the Act.

Proposal

There appear to be sound grounds to delete the reference to prostheses in this Clause. If, however, some insistence is placed on the necessity to protect the taxpayer, so that the allowance is reduced where a disability is lessened by a combination of medical treatment and prosthesis, a compromise might be possible. At the very least the new Act should contain the qualification that the use of the prosthesis will not affect the amount of Exceptional Incapacity allowance where such prosthesis has a "rehabilitative function".

(Signed)

H.C. Chadderton,
Executive Secretary,
The War Amputations of Canada.

[notwithstanding]**[Interpretation]****[notwithstanding]**

En ce qui concerne les amputés des jambes, il serait à propos de rappeler l'histoire de la prothèse appelée Hydra-Cadence. Cette prothèse, qui utilise un mécanisme hydraulique pour articuler le pied, a fait son apparition au Canada au milieu de la décennie 50. Plusieurs amputés ont demandé à recevoir cette prothèse. Aujourd'hui, seul un petit nombre en fait usage dès lors que cette nouvelle invention s'est révélée moins satisfaisante que les prothèses courantes mises au point aussitôt après la première guerre mondiale.

Nous NE voulons PAS dire que les prothèses dont on équipe les anciens combattants canadiens sont de qualité inférieure. Le gouvernement adopte une ligne de conduite consistant à fournir aux amputés de guerre de ce pays toutes sortes de prothèses vendues dans le monde, pourvu qu'on les ait essayées et trouvées acceptables pour un emploi généralisé. Le fait que la plupart des amputés fassent virtuellement usage des mêmes appareils qu'il y a 50 ans, témoigne de la difficulté qu'il y a à produire autre chose que des prothèses droites, de modèles courants et imparfaites.

Il faut en conclure que l'usage d'une prothèse dépend très souvent de la force d'âme de l'amputé spécialement s'il s'agit d'un grand mutilé. Nul ne pourrait le blâmer s'il inclinait naturellement à rester chez lui et à végéter, au lieu de chauffer ses moignons d'emboîtures inconfortables et parfois même douloureuses, de lier avec des courroies ses pieds ou ses mains et de faire, face chaque jour, aux voisins et aux amis exempts d'infirmités.

Des paraplégiques

La même situation prévaut sous une forme plus sévère pour les quadriplégiques et les paraplégiques. Dans la mesure où ils peuvent se mouvoir, il leur faut des éclisses et des chaises roulantes. S'ils arrivent, par leur seule volonté, à se mouvoir par eux-mêmes, il serait absolument injuste de leur demander de choisir entre la motilité d'une part et une allocation substantielle d'invalidité exceptionnelle, de l'autre.

Points de vue législatifs

Il est reconnu que l'application de l'article 59 (3) pourra relever du pouvoir discrétionnaire de la Commission. Les rapports que les organisations d'anciens combattants ont entretenus avec la Commission durant plusieurs années démontrent néanmoins, que si l'on admet l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire, la Commission n'aura d'autre alternative que celle de l'exercer dans les cas où il s'applique. En d'autres termes, le résultat probable de cette orientation législative serait que les anciens combattants dont le degré d'invalidité est réduit par une prothèse, toucheraient une allocation inférieure à celle qu'ils recevraient si cette disposition législative n'existe pas.

Proposition

Il semble qu'il y ait de bonnes raisons pour supprimer, dans cet article, toute allusion aux prothèses. Au cas, toutefois, où l'on insisterait pour protéger le contribuable en diminuant l'allocation lorsqu'un traitement médical combiné avec la prothèse réduit l'invalidité, une solution de compromis serait encore possible. La nouvelle loi devrait, à tout le moins, prévoir que l'usage d'une prothèse n'aura aucun effet sur le montant de l'allocation d'invalidité exceptionnelle, lorsqu'une telle prothèse remplit une «fonction ré-éducative».

Le secrétaire exécutif,
H. C. Chadderton.

C/C: Président et membres du Comité permanent des Affaires des anciens combattants.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 8

Thursday, February 11, 1971

Chairman: Mr. Carl Legault

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 8

Le jeudi 11 février 1971

Président: M. Carl Legault

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Veterans Affairs

The Committee recommends to the House that it consider the feasibility of:

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Pension Act and the Civilian War Pensions and Allowances Act

INCLUDING:

The First and Second Reports to the House

SECOND REPORT

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

Strike out lines 20, 21, 22 on page 19 and substitute the following therefor:

"(D) medical evidence that establishes beyond a reasonable doubt that the disability or disabling condition is permanent to his entitlement."

Clause 21

Strike out lines 7, 8, 9 on page 21 and substitute the following therefor:

"(a) she has earnings from personal employment."

Strike out line 19 on page 21 and substitute the following therefor:

"... except \$600 per annum and the sum of

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Le Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions et la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils

Y COMPRIS:

Le premier et le deuxième rapports à la Chambre

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Troisième session de la
vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

[Dear]

Proposition no 8

Page No. 8

In respect of my amendment, namely the history of the Hydro Committee leg would be permanent. The prosthesis which follows use of a hydrolic mechanism is called a prosthesis. It was imported into Canada in the mid-fifties. Many war amputees were fitted with them, at their own request. Today, there are only a very few still in use. The Hydro Committee has no device greater than a prosthesis.

STANDING COMMITTEE ON VETERANS AFFAIRS

The point being made here is NOT that the prostheses being issued to Canadian war amputees are not good.

Chairman: Mr. Carl Legault

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

and Messrs.

Badanai	Foster
Bigg	Guay (<i>St. Boniface</i>)
Blair	Knowles (<i>Norfolk-Haldimand</i>)
Dupras	Knowles (<i>Winnipeg North Centre</i>)
Émard	MacLean

(Quorum 11)

Paraplegics

The same situation obtains for quadriplegics and paraplegics, except that it is more acute. Their mobility, such as it is, comes for轮椅 and wheelchair. If they can, through will, manage to make the choice by themselves, it is entirely wrong to ask them to make the choice by being mobile, and receiving a lower Exceptional Incapacity allowance.

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

It is requested that the proposed Clause 69(1) may be rejected. Messrs. Dupras and Weatherhead replaced Messrs. Loiselle and Cyr on February 11, 1971.

the Constitution will have no alternative but to exercise it, where applicable. This is to say, the direction in the legislation would likely have the result that, if there is any suggestion that the disability has been lessened by use of a prosthesis, the disabled veteran would receive less allowance than if this provision were not in the Act.

Proposal

There appear to be sound grounds to delete the reference to prostheses in this Clause. If, however, some insistence is placed on the necessity to protect the taxpayer, so that the allowance is reduced where a disability is lessened by a combination of medical treatment and prosthesis, a compromise might be possible. At the very least the new Act should contain the qualification that the use of the prosthesis will not affect the amount of Exceptional Incapacity allowance where such prosthesis has a "rehabilitative function".

(Signed)

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Information Canada, Ottawa, Canada

[Interpretation]

En ce qui concerne les amputés des jambes, il faut rappeler l'histoire de la première époque Hydro-Canada. Cette prothèse, qui utilise un mécanisme hydrolique, a fait son apparition au Canada au milieu de la décennie 50. Ces deux amputés ont demandé à recevoir cette prothèse. Aujourd'hui, il n'y a plus de dispositif plus avancé que celle-ci.

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Carl Legault

Vice-président: M. Jack Cullen

et Messieurs

MacRae	Thomas (<i>Moncton</i>)
Marshall	Turner (<i>London East</i>)
Peters	Weatherhead
Tétrault	Whicher – (20)

Des paraplégiques

La même situation prevaut sous une forme plus sévère pour les quadriplégiques et les paraplégiques. Dans la mesure où leur état des forces est des plus sévères. Si le Comité peut faire tout ce qu'il peut pour empêcher la Commission d'autoriser l'application de cette disposition législative, il devrait le faire.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

MM. Dupras et Weatherhead remplacent MM. Loiselle et Cyr le 11 février 1971.

Il semble qu'il y ait de bonnes raisons pour supprimer, dans cet article, toute allusion aux prostheses. Au cas toutefois, où l'on voudrait pour protéger le contribuable en diminuant l'allocation lorsqu'un traitement médical combiné avec la prothèse réduit l'invalidité, une solution de compromis serait encore possible. La nouvelle loi devrait, à tout le moins, prévoir que l'usage d'une prothèse n'aura aucun effet sur le montant de l'allocation d'invalidité exceptionnelle, lorsqu'une telle prothèse remplit une fonction rédutive.

Proposition

Il semble qu'il y ait de bonnes raisons pour supprimer, dans cet article, toute allusion aux prostheses. Au cas toutefois, où l'on voudrait pour protéger le contribuable en diminuant l'allocation lorsqu'un traitement médical combiné avec la prothèse réduit l'invalidité, une solution de compromis serait encore possible. La nouvelle loi devrait, à tout le moins, prévoir que l'usage d'une prothèse n'aura aucun effet sur le montant de l'allocation d'invalidité exceptionnelle, lorsqu'une telle prothèse remplit une fonction rédutive.

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente au siège d'Information Canada, Ottawa, Canada

REPORTS TO THE HOUSE

Tuesday, February 16, 1971

The Standing Committee on Veterans Affairs has the honour to present its

FIRST REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Monday, January 11, 1971, your Committee has considered Bill C-203, An Act to amend the Pension Act and the Civilian War Pensions and Allowances Act.

The Committee recommends to the House that the Government consider the feasibility of:

- (a) including members of the Merchant Navy and of the Auxiliary Services who were prisoners of the Japanese during World War II in Section 57 of the Pension Act as amended by Bill C-203.
- (b) changing the figure of \$2,400 to \$3,500 in line 26 on page 25 of Bill C-203.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (Issue No. 6) is tabled.

Tuesday, February 16, 1971

The Standing Committee on Veterans Affairs has the honour to present its

SECOND REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Monday, January 11, 1971, your Committee has considered Bill C-203, An Act to amend the Pension Act and the Civilian War Pensions and Allowances Act, and has agreed to report it with the following amendments:

Clause 7

Strike out lines 20, 21, 22 on page 10 and substitute the following therefor:

‘(b) medical evidence that establishes beyond a reasonable doubt that the disability or disabling condition existed prior to his enlistment.’

Clause 21

Strike out lines 7, 8, 9 on page 21 and substitute the following therefor:

‘(a) she has earnings from personal employment;’

Strike out line 19 on page 21 and substitute the following therefor:

‘exceed \$600 per annum and she re-’

Clause 28

Strike out lines 28 to 35 on page 24 and substitute the following therefor:

“(2) A pension in an amount equal to the pension payable for a disability assessed at fifty per cent shall, on

RAPPORTS À LA CHAMBRE

Le mardi 16 février 1971

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 11 janvier 1971, le Comité a étudié le Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions et la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.

Le Comité recommande à la Chambre que le gouvernement étudie la possibilité:

- a) d'inclure dans l'article 57 de la Loi sur les pensions, modifiée par le Bill C-203, les membres de la marine marchande et du service auxiliaire qui ont été prisonniers de guerre des Japonais au cours de la seconde guerre mondiale.
- b) de porter à \$3,500 la somme de \$2,400 indiquée à la ligne 24 de la page 25 du Bill C-203.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (fascicule n° 6) est déposé

Le mardi 16 février 1971

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 11 janvier 1971, le Comité a étudié le Bill C-203, Loi modifiant la Loi sur les pensions et la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Il a convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes:

Article 7

Retrancher les lignes 24, 25, 26, 27 et 28 de la page 10 et les remplacer par les suivantes:

«b) s'il est établi par une preuve médicale, au-delà de tout doute raisonnable, que l'invalidité ou l'affection entraînant incapacité existait avant son enrôlement.»

Article 21

Retrancher les lignes 7, 8 et 9 de la page 21 et les remplacer par les suivantes:

«a) que son travail personnel lui procure un revenu;»

Retrancher la ligne 17 de la page 21 et la remplacer par la suivante:

«ne dépasse \$600 par an et qu'elle»

Article 28

Retrancher les lignes 31 à 39 de la page 24 et les remplacer par les suivantes:

«(2) Une pension d'un montant égal à la pension payable pour une invalidité estimée à cinquante pour cent

application, be awarded in accordance with the rates set out in Schedule A to or in respect of a person who was a prisoner of war of the Japanese and has any assessable disability."

Strike out lines 1 to 12 on page 25 and substitute the following therefor:

"58. A pension shall, on application, be awarded to any person to whom a pension could be awarded under Part III, in respect of a person who was a prisoner of war of the Japanese and who died prior to the coming into force of this Part, in an amount equal to the amount that would be payable in respect of that person under Part III if, at the time of his death, he had been in receipt of a pension for a disability assessed at fifty per cent."

Strike out lines 3 and 4 on page 26 and substitute the following therefor:

'capacity is lessened by treatment or the use of prostheses.'

Add immediately after subsection (3) of section 59 on page 26 the following subsection:

"(4) Where, in the opinion of the Commission, a member of the forces who is suffering an exceptional incapacity should undergo medical treatment or use a prosthesis and that member has, in the opinion of the Commission, unreasonably refused to do so, the Commission may reduce the allowance to which his incapacity would otherwise have entitled him under this section by not more than one-half."

Strike out lines 5 to 13 on page 37 and substitute the following therefor:

"(3) The Pension Review Board shall entertain any request for an interpretation of any provision of Parts III to VII of this Act made by the Commission, the Chief Pensions Advocate or any veteran's organization incorporated by or under any Act of the Parliament of Canada.

(4) The Governor in Council may make regulations respecting the procedures to be followed by the Pension Review Board in hearing and considering requests for interpretation made under subsection (3)."

Strike out line 43 on page 38 and substitute the following therefor:

'an applicant to an award and in assess-'

The Committee has ordered a reprint of Bill C-203, as amended.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 1 to 8*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président

CARL LEGAULT

Chairman

doit, sur demande, être accordée en conformité des taux indiqués à l'annexe A, à une personne ou à l'égard d'une personne qui a été prisonnier de guerre des Japonais et qui est frappée d'une invalidité dont le degré peut être estimé.»

Retrancher les lignes 1 à 13 de la page 25, et les remplacer par les suivantes:

«58. Il doit être accordé, sur demande, à toute personne à laquelle une pension pourrait être accordée en vertu de la Partie III, à l'égard d'une personne qui a été prisonnier de guerre des Japonais et qui est décédée avant l'entrée en vigueur de la présente Partie, une pension d'un montant égal au montant qui serait payable à l'égard de cette personne en vertu de la Partie III si, au moment de son décès, elle avait touché une pension pour une invalidité estimée à cinquante pour cent.»

Retrancher les lignes 3 et 4 de la page 26, et les remplacer par les suivantes:

«L'usage de prothèse diminue l'incapacité.»

Ajouter après le paragraphe (3) de l'article 59 à la page 26, le paragraphe suivant:

«(4) Lorsque la Commission est d'avis, d'une part, qu'un membre des forces qui souffre d'une incapacité exceptionnelle devrait suivre un traitement médical ou utiliser une prothèse et, d'autre part, que ce membre a refusé de le faire sans motif raisonnable, elle peut réduire de moitié au plus l'allocation à laquelle il aurait autrement eu droit en vertu du présent article du fait de son incapacité.»

Retrancher les lignes 6 à 14 de la page 37, et les remplacer par les suivantes:

«(3) Le Conseil de révision des pensions doit recevoir toute demande d'interprétation d'une disposition des Parties III à VII de la présente Loi présentée par la Commission, le chef avocat-conseil du Bureau ou tout organisme d'anciens combattants constitué en corporation en vertu d'une Loi du Parlement du Canada.

(4) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements concernant la procédure que devra suivre le Conseil de révision des pensions pour l'audition et l'étude des demandes d'interprétation présentées en vertu du paragraphe (3).»

Retrancher la ligne 45 de la page 38, et la remplacer par la suivante:

«compensation et lorsqu'ils estiment le degré»

Le Comité a ordonné la réimpression du Bill C-203, tel que modifié.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce bill (*fascicules nos 1 à 8*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, February 11, 1971.
(9)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 11:10 a.m. this day. The Chairman, Mr. Legault, presided.

Members present: Messrs. Badanai, Bigg, Cullen, Dupras, Foster, Guay (*St. Boniface*), Knowles (*Winnipeg North Centre*), Legault, MacLean, MacRae, Marshall, Turner (*London East*), Weatherhead (13).

Witnesses: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister; Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate; Mr. P. E. Reynolds, Director, Legal Branch (Justice).

The Committee resumed its consideration of Clause 28 of Bill C-203.

With the consent of the Committee, the motion of Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*) which was stood at the previous meeting, was withdrawn.

On motion of Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*),

Resolved,—That Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out lines 3 and 4 on page 26 and substituting therefor the following:

“capacity is lessened by treatment or the use of prostheses.”

On motion of Mr. Turner (*London East*),

Resolved,—That Clause 28 of Bill C-203 be amended by adding immediately after subsection (3) of section 59 on page 26 the following subsection:

“(4) Where, in the opinion of the Commission, a member of the forces who is suffering an exceptional incapacity should undergo medical treatment or use a prosthesis and that member has, in the opinion of the Commission, unreasonably refused to do so, the Commission may reduce the allowance to which his incapacity would otherwise have entitled him under this section by not more than one-half.”

On motion of Mr. Weatherhead,

Resolved,—That Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out lines 5 to 13 on page 37 and substituting therefor the following:

“(3) The Pension Review Board shall entertain any request for an interpretation of any provision of Parts III to VII of this Act made by the Commission, the Chief Pensions Advocate or any veteran’s organization incorporated by or under any Act of the Parliament of Canada.

(4) The Governor in Council may make regulations respecting the procedures to be followed by the pension Review board in hearing and considering requests for interpretation made under subsection (3).”

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 11 février 1971
(9)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin à 11 h 10. Le président, M. Legault, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Badanai, Bigg, Cullen, Dupras, Foster, Guay (*Saint-Boniface*), Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Legault, MacLean, MacRae, Marshall, Turner (*London-Est*), Weatherhead—(13).

Témoins: du ministère des Affaires de anciens combattants: MM. J. S. Hodgson, sous-ministre; D. K. Ward, avocat en chef des pensions, P. E. Reynolds, directeur, division juridique (Justice).

Le Comité reprend l’étude de l’article 28 du bill C-203.

Avec le consentement du Comité, la motion de M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*) qui a été réservée à la séance précédente, est retirée.

M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*) propose, et il est

Résolu,—Que l’article 28 du Bill C-203 soit modifié par le retranchement des lignes 3 et 4, à la page 26, et leur remplacement par ce qui suit:

«l’usage de prothèse diminue l’incapacité.»

M. Turner (*London-Est*) propose et il est

Résolu,—Que l’article 28 du bill C-203 soit modifié par l’adjonction, après le paragraphe (3) de l’article 59, à la page 26, du paragraphe suivant:

(4) Lorsque la Commission est d’avis, d’une part, qu’un membre des forces qui souffre d’une incapacité exceptionnelle devrait suivre un traitement médical ou utiliser une prothèse et, d’autre part, que ce membre a refusé de le faire sans motif raisonnable, elle peut réduire de moitié au plus l’allocation auquelle il aurait autrement eu droit en vertu de présent article du fait de son incapacité.»

M. Weatherhead propose et il est

Résolu,—Que l’article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement des lignes 6 à 14, à la page 37, et le remplacement par ce qui suit:

(3) Le Conseil de révision des pensions doit recevoir toute demande d’interprétation d’une disposition des parties III à VII de la présente loi présentée par la Commission, le chef avocat-conseil du Bureau où tout organisme d’anciens combattants constitué en corporation en vertu d’une loi du Parlement du Canada.

(4) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements concernant la procédure que devra suivre le Conseil de révision des pensions pour l’audition et l’étude des demandes d’interprétation présentées en vertu du paragraphe (3).»

On motion of Mr. Bandanai,

Resolved,—That Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out line 43 on page 38 and substituting therefor the following:

‘‘an applicant to an award and in assessing—’’

Clause 28, as amended, was carried.

The Chairman called Clauses 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 1, which were severally carried.

The Title carried.

The Bill, as amended, carried.

The Chairman was authorized to report the Bill, as amended, to the House.

The Committee ordered a reprint of the Bill, as amended, for distribution to Members of Parliament.

On motion of Mr. MacRae, the Committee proceeded, *in camera*, to consider its draft reports to the House.

The Committee approved the reports and authorized the Chairman to present them to the House as the First and Second Reports of the Committee.

At 12:50 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

(Clerk's note: The brief from the National Prisoners of War Association is appended, as agreed by the Committee on February 4, 1971 (see Appendix "B").)

*Le greffier du Comité
Hugh R. Stewart
Clerk of the Committee*

M. Bandanai propose et il est

Résolu,—Que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement de la ligne 45, à la page 38, et son remplacement par ce qui suit:

«compensation et lorsqu'ils estiment le degré»

L'article 28 est adopté tel que modifié.

Le président met en délibération les articles 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 1 qui sont adoptés séparément.

Le titre est adopté.

Le bill est adopté tel que modifié.

Le président est autorisé à faire rapport du Bill tel que modifié à la Chambre.

Le Comité ordonne une réimpression du bill, tel que modifié, pour en faire la distribution aux députés.

Sur proposition de M. MacRae, le Comité entreprend *à huis clos*, l'étude des projets de rapport à la Chambre.

Le Comité approuve les rapports et autorise le président à les présenter à la Chambre à titre de premier et deuxième rapports du Comité.

A 12 h 50 de l'après-midi, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

(Remarque du greffier: Le mémoire présenté par l'Association canadienne des prisonniers de guerre est imprimé en appendice, comme il en a été convenu par le Comité, le 4 février 1971 (Voir appendice «B»)).

Respectfully submitted,
John G. Souter
Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

M. Bandanai propose et il est
Résolu,—Que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retranchement de la ligne 45, à la page 38, et son remplacement par ce qui suit:

«compensation et lorsqu'ils estiment le degré»

L'article 28 est adopté tel que modifié.

Le président met en délibération les articles 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 1 qui sont adoptés séparément.

Le titre est adopté.

Le bill est adopté tel que modifié.

Le président est autorisé à faire rapport du Bill tel que modifié à la Chambre.

Le Comité ordonne une réimpression du bill, tel que modifié, pour en faire la distribution aux députés.

Sur proposition de M. MacRae, le Comité entreprend *à huis clos*, l'étude des projets de rapport à la Chambre.

Le Comité approuve les rapports et autorise le président à les présenter à la Chambre à titre de premier et deuxième rapports du Comité.

A 12 h 50 de l'après-midi, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

(Remarque du greffier: Le mémoire présenté par l'Association canadienne des prisonniers de guerre est imprimé en appendice, comme il en a été convenu par le Comité, le 4 février 1971 (Voir appendice «B»)).

Respectfully submitted,
John G. Souter
Chairman

[Texte]

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Thursday, February 11, 1971

● 1112

[Texte]

The Chairman: Will the meeting please come to order.

In order to clean up some of the clauses or parts of clauses that we stood, if you will recall we were discussing Clause 28 amended Section 59(3), I will read the motion that was put by Mr. Knowles, Winnipeg North Centre:

That Clause 28 of Bill C-203 be amended by striking out the words "can be" on line 3 of page 26 and substituting therefor the words "has been".

The matter was discussed and it was suggested that the officials from the Department would prepare some new wording on this. If this were to be accepted then we would need Mr. Knowles to move that his amendment be called, with the consent of the Committee, and perhaps that this one be put instead of the amendment suggested by Mr. Knowles.

Perhaps I will call on Dr. Hodgson to explain it and then I will read the new amendment.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): This is an amendment suggested by the Department as a result of our discussion.

The Chairman: It was understood by the Committee that this would be prepared by the Department.

An hon. Member: May I please have a copy?

The Chairman: Copies will be distributed.

Mr. Bigg: The onus would be on the Crown to prove this word "unreasonably".

The Chairman: First of all, we will get Dr. Hodgson to explain and then we could read the amendment.

Dr. J. S. Hodgson (Deputy Minister, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, at the last meeting there were two points made with regard to the expression "can be remedied".

● 1115

In the first place it was pointed out that "can be" becomes a rather subjective matter rather than a factual one. The suggestion was made that that might be amended to read "has been" or "have been".

Secondly it was suggested that the word "remedied" is not a word that admits of degrees. Either there is a remedy or there is not.

We have worked over these questions Mr. Chairman, and we are suggesting two things. First, that the words "can be remedied" be replaced by the words "is lessened by", so that it becomes factual.

[Texte]

[Texte]

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le jeudi 11 février 1971

[Interprétation]

Le président: La séance est ouverte.

Nous allons revenir sur les articles que nous avons réservés à la dernière réunion. Nous discutons l'article modifié 59(3) de l'article 28 du bill. Je lis la motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):

Que l'article 28 du bill C-203 soit modifié par le retraitement des mots «peut remédier» par les mots «a remédié».

La question a été discutée et on a proposé que les hauts fonctionnaires préparent un nouveau libellé. Si ce nouveau libellé est accepté, M. Knowles pourrait peut-être retirer son amendement, avec le consentement du Comité. Le nouvel amendement remplacerait celui de M. Knowles.

Avant de lire le nouvel amendement, je demanderais à monsieur Hodgson de l'expliquer.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il s'agit d'un amendement proposé par le ministère par suite de nos discussions.

Le président: Le Comité a été informé que l'amendement serait préparé par le ministère.

Une voix: Puis-je en avoir la copie.

Le président: On en distribue à tout le monde.

M. Bigg: Ce sera à la Couronne de prouver que c'est «sans motif raisonnable».

Le président: Si le témoin veut bien l'expliquer, nous le discuterons après.

M. J. S. Hodgson (sous-ministre, ministère des Anciens combattants): Monsieur le président, à la dernière réunion, on a soulevé deux points en ce qui a trait aux mots «peut remédier».

On a d'abord dit que les mots «peut remédier» donnent lieu à une question de jugement plutôt qu'à une question de fait. On a proposé que les mots «a remédié» soient utilisés de préférence.

On a aussi dit que le mot «remédier» ne permet pas la gradation. Ou bien il a un remède, ou bien il n'y en a pas.

Nous avons étudié la question et nous proposons deux choses. D'abord, que les mots «peut remédier» soient remplacés par les mots «diminué» de façon que ça devienne une question de fait. Ce mot admet les degrés. Cette modification ne porte cependant que

[Text]

"Lessened" is a word that does permit of degrees unlike the word "remedied". That amendment by itself deals only with past facts which are established. It does not deal with the question, which was also discussed, of the future case of a person who unreasonably refuses treatment or unreasonably refuses prosthesis.

I might draw to the attention of the Committee the fact that this kind of question is already dealt with in the Pension Act itself. Section 32 of the Act specifies that where a person unreasonably refuses to undergo medical or surgical treatment, the pension to which he would have otherwise been entitled may be reduced at the discretion of the Commission but by not more than one half.

Therefore, we are suggesting that the same principle be applied to the exceptional incapacity allowance where the same kinds of circumstances exist. Indeed, unless this were done, the incentive value of Section 32 as it now stands would no doubt be weakened. All that we are suggesting here is an application of a principle already in the Act, but which now applies to the pension. We are suggesting that that be applied also to the person who is applying for or receiving an exceptional incapacity allowance but has unreasonably refused treatment or the use of a prosthesis.

The Chairman: Mr. Bigg, shall we read the motion and then to proceed with the suggested amendment?

Mr. Bigg: Yes.

The Chairman: This would follow if Mr. Knowles, after discussions would withdraw his, if it meets with the approval of the Committee.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I certainly feel that the (a) part of this changing "can be remedied" to "is lessened" is a definite improvement. I am quite prepared to withdraw my amendment in favour of the (a) part of this. I may also be in favour of the (b) part but I would rather hear discussion on that before we continue.

The Chairman: This would withdraw your amendment then Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I would be glad to withdraw my amendment.

The Chairman: Does the Committee give unanimous consent that the motion put by Mr. Knowles, Winnipeg North Centre, be withdrawn?

Amendment withdrawn.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I move that Bill C-203 be amended by (a) striking out lines 3 and 4 on page 26 and substituting therefor the following:

"capacity is lessened by treatment or the use of prosthesis.";

and

Amendment agreed to.

Mr. Turner (London East): I move that, Bill C-203 be amended by, (b) adding thereto immediately after subsection (3) of section 59 on page 26 the following subsection:

• 1120

(4) Where, in the opinion of the Commission, a member of the forces who is suffering an exceptional incapacity

[Interpretation]

sur les faits passés qui sont établis. Elle ne tranche pas le cas futur de la personne qui sans motif raisonnable refuse le traitement ou l'usage d'une prothèse.

J'attire l'attention du Comité sur le fait que cette question est traitée dans la loi sur les pensions. L'article 32 de cette loi prévoit qu'une personne qui refuse sans motif raisonnable du subir un traitement ou une intervention chirurgicale peut voir la pension à laquelle elle aurait eu droit réduite de moitié ou plus, selon le jugement de la Commission.

Nous proposons donc que le même principe soit appliqué à l'occasion pour incapacité exceptionnelle ou les mêmes circonstances jouent. Sinon, la valeur de l'article 32 comme stimulant en serait affaibli. Tout ce que nous proposons, c'est l'application d'un principe qui existe déjà dans la loi. Nous demandons simplement que cela s'applique au cas de la personne qui présente une demande en vue d'obtenir l'allocation pour incapacité exceptionnelle ou qui la touche, mais qui refuse le traitement ou l'usage d'une prothèse sans motif raisonnable.

Le président: M. Bigg, nous allons en premier lieu lire la motion.

M. Bigg: C'est bien.

Le président: Si monsieur Knowles retire la sienne et si le Comité est d'accord.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je crois que la partie a) de la modification, «diminue» au lieu de «peut remédier» est une amélioration sensible. Je suis prêt à retirer mon amendement pour permettre l'adoption de la partie a). Je suis aussi en faveur de la partie b), mais j'aimerais qu'elle soit discutée avant que l'on poursuive.

Le président: Vous retirez donc votre amendement, monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Avec plaisir.

Le président: Le Comité accepte-t-il de façon unanime que la motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) soit retirée?

L'amendement est retiré.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je propose que le Bill C-203 soit modifié par:

a) le retroncement des lignes 3 et 4, à la page 26, et leur remplacement par ce qui suit:

«L'usage de prothèse diminue l'incapacité».

L'amendement est adopté.

M. Turner (London-Est): Je suppose que le Bill C-203 soit modifié b) par l'adjonction, après le paragraphe (3) de l'article 59 à la page 26, du paragraphe suivant:

(4) Lorsque la Commission est d'avis, d'une part, qu'un membre d'une force qui souffre d'une incapacité exception-

[Texte]

should undergo medical treatment or use a prosthesis and that member has, in the opinion of the Commission, unreasonably refused to do so, the Commission may reduce the allowance to which his incapacity would otherwise have entitled him under this section by not more than one-half.

The Chairman: Mr. Bigg?

Mr. Bigg: Regarding this question of "unreasonably refused", there are some people for instance who do not believe in medical operations of any kind, they believe in faith treatments and that sort of thing. If they refuse to go under the knife, would that be considered unreasonable?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, I suppose that would be a matter for the discretion of the Commission and if the Commission used its discretion wrongly it would then be a question for final interpretation by the Pension Review Board.

The Chairman: Mr. Knowles, Winnipeg North Centre.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Can Dr. Hodgson tell us how many cases there have been of the use of this similar wording in the Pension Act, as you referred to it a moment ago?

The Chairman: Mr. Ward?

Mr. Ward: Mr. Chairman, in my experience in the Veterans Bureau I would say that we have handled in the nature of about five or six of that type of case. I find them rather rare, and when they do come up we have had some fair degree of success in re-establishing the pension at the original rate. Some of these cases have involved psychotics who unreasonably refuse. We have argued that the refusal was part of the psychosis and should not be taken into consideration. However, from my own experience this does not arise very often.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You say you have had to deal with five or six cases, in how many instances has there been actual reduction? I assume you won some of those five or six.

Mr. Ward: I cannot recall offhand, Mr. Knowles, but I would say approximately 50 per cent success in this small number of cases.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Then this is not very alarming.

Mr. Ward: Not to me, no, sir.

The Chairman: Are there any further questions on this proposed amendment moved by Mr. Turner? Question, gentlemen? Shall this amendment carry?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, it is not very alarming and I can see slight value in that it urges people to take the advantage of medical science such as it is.

The Chairman: Well then, gentlemen, shall this proposed subsection carry?

Amendment agreed to.

This completes the amended Section 59 of Clause 28. We shall now return to proposed Section 77 on page 33.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Have we dealt with everything up to this point now?

[Interprétation]

nelle devrait suivre un traitement médical ou utiliser une prothèse et, d'autre part, que ce membre a refusé de le faire sans motif raisonnable, elle peut réduire de moitié ou plus l'allocation à laquelle il aurait autrement eu droit en vertu du présent article du fait de son incapacité.

Le président: Monsieur Bigg.

Mr. Bigg: Au sujet de cette question, «sans motif raisonnable», il y a des gens qui ne croient pas aux interventions chirurgicales; ils acceptent plutôt les conseils de guérisseurs, etc. Leur refus pourrait-il être considéré comme raisonnable?

M. Hodgson: Je suppose que ce serait à la Commission de décider et, si la Commission rendait une mauvaise décision, on pourrait toujours demander une interprétation finale par le Conseil de révision des pensions.

Le président: M. Knowles, Winnipeg-Nord-Centre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): M. Hodgson pourrait-il nous dire combien il y a eu de cas qui se rapportaient à cette disposition dans la Loi sur les pensions qu'il a mentionnée il y a quelques minutes?

Le président: M. Ward.

M. Ward: A ma connaissance, au bureau des anciens combattants, on a eu environ 5 ou 6 cas de ce genre. Le cas est rare et, quand il se présente, on réussit assez facilement à rétablir la pension à son montant original. Certains étaient des cas de psychose. On a ainsi motivé le refus et demandé que la chose ne soit pas prise en considération. A ma connaissance, le cas est assez rare.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous dites que vous avez eu 5 ou 6 cas. De ce nombre, combien ont vu leur pension réduite? Je suppose que vous avez eu gain de cause à quelques reprises.

M. Ward: Je ne m'en souviens pas exactement, M. Knowles, mais je dirais que la proportion est d'environ 50 p. 100.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il n'y a donc pas raison de s'inquiéter.

M. Ward: Pas vraiment.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet de cet amendement proposé par M. Turner: L'amendement est-il adopté?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il n'est pas très inquiétant et comporte un aspect positif en ce qu'il encourage les gens à se faire soigner.

Le président: Le paragraphe proposé est-il adopté?
L'amendement est adopté.

Ceci met fin à l'étude de l'article 59 modifié de l'article 28 du bill. Nous en revenons à l'article 77, à la page 33.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Avons-nous réglé toutes les questions précédentes?

[Text]

The Chairman: We have dealt with everything, yes. We are now on the proposed amendment to Section 77, Clause 28. Shall Section 77 (1) carry?

Mr. Marshall?

Mr. Marshall: Mr. Chairman, according to the briefs by the veterans organizations, there is a question of the set-up of a pension review board not having more than five members injecting some lack of independence on the part of the members. We discussed the five-year term a number of times, but I am still not sure that this is the proper way to set up a review board as to the term of office. I can think of trying to get good men out of industry, or what have you, to sit on this review board, and the term of five years might keep them from joining because of the lack of security. I cannot say that I really object to it, but I think there should be some discussion because it is an important part of the future dealing with applications.

The Chairman: I will call on Mr. Reynolds to answer Mr. Marshall's question.

Mr. Bigg: Do I understand this is not restricted to five years, but merely at least five years?

The Chairman: This is a minimum.

Mr. Bigg: A minimum, not a maximum.

The Chairman: Mr. Reynolds?

Mr. Reynolds: Mr. Chairman, you will remember this point was discussed at great length at the Committee meetings when we were considering the report, and this is what the report says on this point:

• 1125

It is impossible at this time to foresee the operations of the Pension Review Board with any degree of certainty or to forecast with any accuracy the number of claims which will come before the Board and the Commission for adjudication in the future. Your Committee therefore suggests that the organization, establishment and procedure of both the Review Board and the Commission be reviewed after five years. For these reasons your Committee considers that appointment of Commissioners for a specific term is preferable to a life appointment.

The Committee recommended on the basis of this a five-year term of appointment.

The Chairman: Mr. Guay?

Mr. Guay (St. Boniface): There was another point I was going to emphasize, Mr. Chairman. They can be re-appointed after five years if they are doing a good job. On the other hand, in regard to the comment made by Mr. Marshall, it would be very unfortunate if we had a longer term and we had lame duck on there, we would have to live with him. This way, on a five-year term, if we do have good men it is easy enough to re-appoint them, and if we have one who is not really pulling his weight, well then we can place somebody else there to the liking of the Committee or the Department.

Mr. Marshall: I am sure the Liberal Government does not appoint any lame ducks!

[notabene]

[Interpretation]

[exsic]

Le président: En effet. Nous en sommes à l'article proposé 77 de l'article 28 du bill. L'article 77 paragraphe (1) est-il adopté?

M. Marshall.

M. Marshall: Selon les mémoires des Associations d'anciens combattants, l'établissement du Conseil de révision des pensions qui ne compterait pas plus de 5 membres comporterait le risque de manque d'indépendance de la part des membres. Nous avons parlé plusieurs fois du mandat de cinq ans, mais je ne suis pas sûr que cela convienne au Conseil de révision. Je sais qu'il y a des hommes compétents dans l'industrie privée qui pourraient être intéressés à faire partie du Conseil, mais le manque de sécurité, vu ce mandat de 5 ans, pourrait les faire reculer. Je ne suis pas vraiment opposé au mandat de 5 ans, mais je pense que nous devrions en discuter davantage car la chose est importante.

Le président: M. Reynolds pourrait peut-être répondre à la question de M. Marshall.

Mr. Bigg: Dois-je comprendre que le mandat n'est pas limité à cinq ans, mais qu'il dure au moins cinq ans.

Le président: C'est un minimum.

Mr. Bigg: Un minimum, non pas un maximum.

Le président: M. Reynolds.

Mr. Reynolds: Nous en avons parlé longuement aux réunions du Comité au moment de la présentation du rapport: voici ce que le rapport dit à ce sujet:

Il est impossible pour le moment de prévoir avec exactitude qu'elles seront les opérations du Conseil de révision des pensions ou d'indiquer avec précision le nombre de demandes qui seront soumises au Conseil et à la Commission pour étude. Le Comité propose donc que l'organisation, l'établissement et la procédure du Conseil de révision comme de la Commission soient revus après 5 ans. Pour ces raisons, le Comité croit que la nomination des commissaires devrait être portée sur un mandat déterminé plutôt que d'être à vie.

C'est ainsi que le Comité en est venu à recommander un mandat de 5 ans.

Le président: M. Guay.

Mr. Guay (St-Boniface): Je voudrais souligner un autre point. Les commissaires peuvent voir leur mandat renouvelé après 5 ans si leur travail a été satisfaisant. Au sujet des remarques de M. Marshall, je dirais qu'il est malheureux qu'une personne incompetent soit nommée pour un mandat et que rien ne puisse être fait. De cette façon, avec le mandat de 5 ans, si les commissaires sont compétents on peut les nommer de nouveau s'il y en a un qui ne fait pas l'affaire, on le remplace selon le bon plaisir du Comité ou du ministère.

Mr. Marshall: Je suis certain que le gouvernement libéral ne nomme pas d'incompétents.

[Texte]

Mr. Guay (St. Boniface): I do not think you have to look at the matter of which government it is, because I think you would be a little short in your thinking if you do that. I happen to know that Conservatives have sometimes been in office, too. You never know, you may not have the opportunity to do that.

Mr. Marshall: It will not be long now.

Mr. Guay (St. Boniface): On that particular point, Mr. Chairman, if I may be partisan, I may say that if he has a ten-year appointment now and there was a change, then you would not be able to do a damn thing about it.

Mr. Marshall: I am just worried about the unemployment figures.

Mr. Guay (St. Boniface): That will not help unemployment.

The Chairman: Thank you, gentlemen. Will there be any other questions? Mr. MacRae.

Mr. MacRae: I would like to raise a point, Mr. Chairman, here, which takes in the first four or five lines:

There shall be a Pension Review Board consisting of a Chairman and four other members . . .

I think what we might go on record—at least, I would like to go on record—as suggesting to the government through this Committee, through this opportunity we have here of expressing our opinions, that this should be a case where we should get the very best possible men with the most knowledge to deal with these veterans' cases through the Pension Review Board.

As Mr. Guay has said, at one time we were in office—we did not stay very long, but we were—and things change. I think perhaps we did this, too; there were appointments made where people were appointed because they were excellent constituency chairmen, or for some other reason. I hope that would not happen in the case of the Pension Review Board. I hope what we do with this Review Board is pick the very best possible men in the field of veterans' work. I would suggest that perhaps one member from the Pension Commission would be adequate, and four other gentlemen. I happen to think of three right in this room. Brigadier Reynolds, for example, is one; Murray MacFarlane is another; Chadderton is another. You could not get three better men in this country to sit on this kind of a board, and I hope the government will, in its wisdom, choose men like that, rather than choose others say, because of political affiliation.

I say that with complete sincerity knowing the political facts of life, because I have been through all of this, we have been through all of this in our time, too.

I think one member from the Pension Commission would be adequate. I have nothing but praise for the Pension Commission. I always thought one would be adequate.

This is a most important Board, because this is the end of the line for the veteran in his case, and I am just slightly concerned that perhaps the Commission in its decision may keep in mind that there is a final Board to which the case will go. I do not know whether I make myself clear here, but that is why we have to have good men here, the very best men, and I have suggested three gentlemen.

I hope the government will take all of that into account and I know you, Mr. Chairman, because you are an excellent chairman

[Interprétation]

M. Guay (St-Boniface): Je ne crois pas que la composition du gouvernement soit importante; et ce n'est pas une bonne façon de voir les choses. Les conservateurs ont été au pouvoir aussi. Il se peut que vous n'ayez pas la chance de le faire.

M. Marshall: Ce ne sera pas long maintenant.

M. Guay (St-Boniface): A ce sujet, j'aimerais dire que si le commissaire est nommé pour 10 ans actuellement et qu'il y a un changement, on ne pourrait rien y faire.

M. Marshall: Je m'inquiète du nombre de chômeurs.

M. Guay (St-Boniface): Cela n'aidera pas à remédier au chômage.

Le président: Merci. Y a-t-il d'autres questions? M. MacRae.

M. MacRae: J'aimerais soulever une question ici, et je cite les quatre ou cinq premières lignes:

Un Conseil de révision des pensions comprenant un président et quatre membres sera créé . . .

J'aimerais profiter de l'occasion, par l'intermédiaire du Comité, pour proposer de façon officielle qu'on choisisse les hommes les plus compétents dans le domaine des Affaires des anciens combattants pour faire partie de ce Conseil de révision des pensions.

Comme monsieur Guay l'a indiqué, nous avons déjà été au pouvoir—pas très longtemps—les choses ont changé. Il y a peut-être eu aussi des nominations pour d'autres raisons. J'espère que le cas ne se présentera pas pour le Conseil de révision des pensions. J'espère que dans le cas présent les hommes les plus compétents en la matière seront choisis. Je propose qu'un membre vienne de la Commission des pensions. Pour les quatre autres, j'en vois trois ici, le brigadier Reynolds par exemple, M. Murray MacFarlane, M. Chadderton. Vous ne pouvez trouver trois hommes plus compétents au pays pour faire partie de ce Conseil. J'espère que le gouvernement choisira de tels hommes plutôt que des gens qui ont une affiliation politique.

Je le dis en toute sincérité, connaissant la politique. J'ai passé par là moi aussi.

Je pense qu'un membre venant de la Commission des pensions suffirait. Je n'ai que des éloges à adresser à la Commission des pensions.

Le Conseil de révision est important, car c'est le dernier recours pour l'ancien combattant et je m'inquiète un peu du fait que la Commission, en rendant sa décision, pourrait tenir compte de cette possibilité en dernier recours. Je ne sais pas si je suis assez clair, mais voilà pourquoi il nous faut des hommes compétents dans ce Conseil.

J'espère que le gouvernement en tiendra compte, monsieur le président; vous même ou d'autres personnes de votre parti pourriez

[Text]

and an excellent man, might perhaps suggest that—or others from your Party—might because you have much more influence in these things than we would have from this side.

Mr. Guay (St. Boniface): Maybe I could name the fourth man.

The Chairman: Thank you very much, Mr. MacRae, for your suggested recommendation which I believe has been very well noted. Mr. Cullen.

Mr. Cullen: I would like to make it unanimous. I would just like to say that I concur 100 per cent with what Mr. MacRae has said and politics aside, I think in effect where important decisions have to be made there are winds of change blowing through, primarily in judicial appointments. I can remember when the thought would only be given to one party or the other and that has changed on the Bench. I can think of appointments to the Senate at one time when it was unthinkable to go beyond party lines. So surely, if the winds of change are blowing there, I would hope that the government would see the light in this as well because these are very important decisions and we are dealing with, probably, a class of people in our country who are as important as anybody we have. I do not know how much influence I will have, Mr. MacRae, but my small voice will speak in favour of the kind of recommendation you are making.

The Chairman: Thank you, Mr. Cullen.

Mr. Cullen: I could name three or four from the Sarnia riding, not necessarily Liberals, who do a good job, too.

Proposed Sections 77-81 inclusive agreed to.

Proposed Section 82(1) agreed to.

On proposed Section 82(2)—*Appearance by applicant or representative.*

The Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: Mr. Chairman, in connection with this particular point, do I understand it correctly that an applicant may appear before the Review Board in person along with his advocate? Is that correct?

The Chairman: I will call on Mr. Ward.

Mr. Ward: Yes, Mr. MacRae, the right of appearance by an applicant is fundamental. The only caveat on the appearance is that he cannot testify as a witness, but he may argue his case by all means by himself or through a representative.

Mr. MacRae: You raised a point there, Donald, and perhaps this had better be discussed, Mr. Chairman, under proposed subsection (3), but if I mention it now then the discussion will have taken place. The next one says:

The Pension Review Board shall not hear oral evidence . . .

You see there is nothing, but what you are saying is that there is nothing but written evidence at this particular point. Is that correct?

Mr. Ward: Yes, it is in a sense an appeal from the written record of the decision and the whole record is available plus any new documentary or written evidence that may be produced.

[Interpretation]

peut-être le proposer, car vous avez plus d'influence que nous pour ce genre de choses.

M. Guay (St-Boniface): Je pourrais peut-être nommer la quatrième personne.

Le président: Merci, M. MacRae de votre recommandation. M. Cullen.

M. Cullen: Nous sommes unanimes. Je voudrais ajouter que je suis tout à fait d'accord avec M. MacRae pour ne pas faire intervenir de considérations politiques dans la nomination des membres de ce Conseil où des décisions importantes seront prises. Je me souviens du temps où l'on ne pouvait songer qu'aux membres d'un parti ou de l'autre pour les nominations dans le domaine de la justice. Je me souviens du temps où, pour les nominations au Sénat, il était impensable de penser à quelqu'un qui ne soit pas du parti. Les temps ont changé et j'espère que le gouvernement fera preuve de sagesse pour ces nominations, car les intéressés devront prendre des décisions importantes et il faut penser dans ce domaine à des gens qui ont une grande valeur pour le pays. Je ne sais pas si j'ai beaucoup d'influence, M. MacRae, mais j'appuie entièrement votre recommandation.

Le président: Merci. M. Cullen.

M. Cullen: Je pourrais nommer trois ou quatre personnes de la circonscription de Sarnia, pas nécessairement des libéraux, qui feraient très bien l'affaire.

Les articles proposés 77 à 81 inclusivement sont adoptés.

L'article proposé 82 (1) est adopté.

Au sujet de l'article proposé 82 (2) *Apparition du requérant ou de son représentant.*

Le président: M. MacRae.

M. MacRae: A ce sujet, dois-je comprendre que le requérant peut se présenter devant le conseil de révision avec son avocat?

Le président: Je demanderai à M. Ward de répondre à la question.

M. Ward: En effet, M. MacRae. Le droit du requérant de se présenter est fondamental. La seule restriction est qu'il ne peut comparaître comme témoin, mais il peut lui-même présenter des arguments ou le faire par l'entremise de son représentant.

M. MacRae: Vous venez de soulever un point qu'il serait peut-être préférable de discuter en marge du paragraphe 3, mais autant le faire maintenant. Cet article dit:

Le conseil de révision des pensions ne peut entendre une déposition orale . . .

Vous dites qu'on ne tient compte que de la preuve littérale à ce stade? Est-ce bien ça?

M. Ward: En effet, c'est en quelque sorte un appel de la décision à partir des documents écrits et tout le dossier est disponible, plus toutes nouvelles preuves ou tout nouveau documents qui peuvent être présentés?

[Texte]

Mr. MacRae: The applicant then may appear, but in other words he cannot say a word.

Mr. Ward: No, the purpose is an appeal forum, Mr. MacRae, and as I said, it is a fundamental right of a person to present his own case. He is free to do so. He can also appear with his representative and assist in the presentation of the case, but he cannot testify because that would turn it into a forum that is not a true appeal forum. However, if there were some new evidence that required testing, the Pension Review Board could then, as it saw fit, have the case reheard in the proper forum for testing evidence, namely the entitlement board hearing.

• 1135

Mr. MacRae: I would leave it then, Mr. Chairman, at this point, and if anybody else wishes to continue the discussion on it, whether or not we want to leave it this way, that the veteran who is in his final appeal and it rests this way, why so be it. Perhaps under the laws of our judiciary and so on, this is the way it would be done in an appeal court. Is that correct? I am not a lawyer by profession.

Mr. Ward: Yes, that is substantially correct, Mr. MacRae.

Mr. MacRae: So it would be the equivalent of the appeal courts of our country.

Mr. Ward: Yes.

The Chairman: Mr. Reynolds.

Mr. Reynolds: There is another thing, Mr. MacRae. If the review board considers that the evidence of the applicant is essential, they can refer the case back to an entitlement board and allow the applicant to appear there and give evidence on any points that the review board might consider helpful. So there is a right of appearance before the entitlement board if it is considered necessary and desirable.

Mr. MacRae: If they so rule, yes.

Mr. Reynolds: Yes.

Mr. MacRae: Thank you.

The Chairman: Mr. Bigg.

Mr. Bigg: This is the same point I wanted to bring up. I do not like to say anything too legalistic. This is the final appeal in a borderline case. In any court there is no more important witness than the person involved himself.

Let us take the Hong Kong boys as a short example. Their suffering was subjective, a great deal of it. What did they suffer from their experiences? If you are giving them a pension on these grounds, and the final appeal board hearing the case might not have a clear picture of what went on—but I am satisfied with the fine remarks here, that if the board here is in this quandary that they can stop proceedings there and say we would like to refer this back and have further oral evidence taken on the point in question, and then have this submitted from that hearing in another written document, to say what they heard from the person—I do not like the idea of closing off where there is a doubt that could be resolved.

The Chairman: Thank you, Mr. Bigg. Mr. Knowles from Winnipeg North Centre.

[Interprétation]

M. MacRae: En d'autres mots le requérant peut se présenter, mais il ne peut dire un mot.

M. Ward: Non, c'est le droit fondamental de la personne de présenter son propre cas. Elle peut le faire. Elle peut se présenter avec son représentant et voir comment son cas est exposé, mais elle ne peut témoigner. Cependant, si de nouveaux éléments de preuve doivent être examinés, le conseil de révision de pension pourrait renvoyer le cas au comité d'examen chargé d'examiner la preuve.

M. MacRae: C'est tout pour l'instant, monsieur le président, si quelqu'un d'autre veut poursuivre la discussion il peut le faire. Si nous voulons que les choses en restent là, bien. C'est peut-être là façon de procéder des tribunaux pour les appels. Est-ce exact? Je ne suis pas avocat.

M. Ward: C'est exact.

M. MacRae: Je suppose que ce serait l'équivalent d'un tribunal d'appel.

M. Ward: En effet.

Le président: M. Reynolds.

M. Reynolds: Si le conseil de révision décide que le témoignage du requérant est essentiel, il peut renvoyer le cas au Comité d'examen et permettre au requérant de témoigner sur tous les points jugés utiles. Il y a donc ce recours, si c'est nécessaire ou souhaitable.

M. MacRae: Si cette décision est prise.

M. Reynolds: Oui.

M. MacRae: Merci.

Le président: Monsieur Bigg.

M. Bigg: Je voulais soulever le même point. C'est le dernier recours ici de l'ancien combattant. Il n'y a pas de témoin plus important que l'intéressé lui-même.

Je songe aux membres du contingent de Hong-Kong, par exemple. Leurs souffrances n'ont pas été surtout physiques.

Que se passe-t-il si on leur accorde une pension à cet égard et que le Conseil de révision des pensions ne voit pas cet aspect de la question? On a toutefois fait remarquer que si le Conseil est dans une situation embarrassante, il peut renvoyer le cas au Comité d'examen afin que les témoignages oraux puissent être admis et consignés.

Le président: Merci, monsieur Bigg. M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, did I understand correctly that there is a difference between evidence or testimony on the one hand and argument on the other, that an applicant may not present oral evidence or testify orally, but he may argue the case?

Mr. Ward: Yes sir, that is substantially correct. It follows the recommendation of this Committee in that regard, and I believe it was a desire of the Committee to have this fundamental right for an applicant to represent himself, but not to have applicants appear to testify in a true appeal forum.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I have one other question, Mr. Chairman. It was bothering me a bit when we passed proposed Section 77(8) that says:

(8) The Pension Review Board may sit and hear appeals only in the National Capital area . . .

Mr. Ward is now underlining the fundamental right of the applicant to appear. Is there any provision for expenses? You know, the fundamental right of a fellow in Calgary or Winnipeg to appear is somewhat limited if he cannot get here.

Mr. Ward: There is no provision in this bill for reimbursement of expenses incurred by an applicant who appears before the pension review board.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Have we been over this ground before in this Committee?

Mr. Ward: I might add to that, that the applicant to that of course in almost every case would have appeared before the entitlement board and given his full evidence at that stage, and his expenses would be taken care of regarding his appearance before the entitlement board.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): And if the pension review board thought that the applicant should have another chance, it could refer it back to an entitlement board and the expense would be taken care of at that point.

• 1140

Mr. Ward: The Pension Review Board has a great deal of discretion on what it can do, how it can dispose of a case and that is one method. It can ask that the case be reheard by an entitlement board. The applicant would be called in and would receive his expenses under the provisions of this Bill.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Let us take the case of the applicant who cannot afford to come to Ottawa to argue that the case should go back to an entitlement board so that he could afford to get the rest. I suppose that is up to an advocate is it?

Mr. Ward: That applicant has the very good services of the Royal Canadian Legion and the War Amputations of Canada, other veterans' organizations and the Bureau of Pensions Advocates; between that group or any others that he may call upon, I feel he would be adequately represented at the Pension Review Board in an appellate situation.

The Chairman: Mr. Bigg.

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Si j'ai bien compris, il y a une différence entre les témoignages et les arguments; le requérant ne peut pas témoigner oralement, mais il peut présenter des arguments.

M. Ward: C'est assez exact. On a accepté la recommandation du Comité à ce sujet. Je pense que c'était le désir du Comité de sauvegarder ce droit fondamental du requérant de se présenter lui-même, mais je ne crois pas qu'on ait voulu qu'il témoigne comme tel.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'ai eu quelques craintes quand nous avons vu l'article proposé 77(8), qui stipule:

(8) que le Conseil de révision des pensions ne peut siéger et entendre des appels que dans la région de la capitale nationale . . .

M. Ward parle du droit fondamental du requérant de se présenter, mais s'il vient de Calgary ou de Winnipeg et qu'il ne peut venir à Ottawa? Y a-t-il une disposition qui prévoit le remboursement des dépenses?

M. Ward: Il n'y a pas de dispositions qui prévoient le remboursement des frais du requérant qui se présente devant le Conseil.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En avons-nous déjà parlé au Comité?

M. Ward: Je dois ajouter que le requérant dans presque tous les cas, se serait d'abord présenté devant le Comité d'examen et aurait donné toutes les preuves à ce stade. Les dépenses entraînées par sa présence devant le Comité d'examen sont remboursées.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Et si le Conseil de révision des pensions estime que le requérant doit avoir une autre chance de se présenter, il peut renvoyer le cas au Comité d'examen et les dépenses sont remboursées.

M. Ward: Le Conseil de révision des pensions dispose de pouvoirs très étendus et peut statuer sur un cas, comme il l'entend. Il peut demander une nouvelle audition devant le Comité d'examen. Le requérant serait convoqué et, aux termes de ce projet de loi, ses frais lui seraient remboursés.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Prenons le cas du requérant qui ne peut se permettre de venir à Ottawa pour faire valoir que son cas devrait être porté devant un Comité d'examen, de manière à lui éviter le déplacement. Je suppose que cela dépend de l'avocat, n'est-ce pas?

M. Ward: Ce requérant peut recourir aux services d'ailleurs excellents de la Légion royale canadienne et à certains autres organismes d'anciens combattants, ainsi qu'aux avocats du bureau des pensions. J'estime que l'un ou l'autre de ces groupes auquel il pourrait s'adresser le représenterait valablement devant le Conseil de révision des pensions.

The président: Monsieur Bigg.

[Texte]

Mr. Bigg: Mr. Ward, do you think there would be room in the proposed Act for some extraordinary clause to say that when he has gone to a great deal of expense and trouble and delay and he finally gets the proper hearing and they decided his case is good, there should be some way of lessening the cost supposing he had to come to Ottawa? Or should he rely on charity?

Mr. Ward: As I see it there is a great shaking down before the case gets to the Pension Review Board. The procedure calls for extensive forms of application culminating finally in the Pensions Review Board. At that final stage, I think it is more as I see it, a question of the representative of the veterans' organization arguing with the Bureau about some matter that does not require the presence of the applicant.

The Chairman: Are there any other questions gentlemen? Mr. MacLean.

Mr. MacLean: Yes, I have a point on which I would like a clarification. I want to be clear in my mind that if a case goes through all the procedures, is heard by the Pension Review Board and is turned down, that if further evidence subsequent to this comes to light the veteran's right to reopen the case is not in any way prejudiced. Is that correct?

Mr. Ward: Well, that is correct, sir, in so far as there is no absolute finality in that, if the man has reasonable evidence which may change the whole complexity of his case or if there has been an error in fact or an error in law, in other words for almost any legitimate reason, he could approach the Pension Review Board and they could amend or rescind their decision. They can grant entitlement based on this new evidence or they can refer the case to the Commission and start all over again; in other words, a form of leave to reopen.

Proposed Section 82 (2) and (3) agreed to.

Amended Section 83. (1) and (2) agreed to.

The Chairman: I believe Dr. Hodgson has a suggested amendment to proposed Section 83. (3).

Dr. Hodgson: Yes, Mr. Chairman, as proposed Section 83. (3) is now drafted, the Chief Pensions Advocate is placed in a unique position as against the veterans' organizations who are active in the same field.

We are suggesting that the wording be changed so as to give parity in that respect between the Pensions Advocate and the veterans' organization representative acting as advocate.

The Chairman: Gentlemen, I believe the amendment is being distributed. I shall read the amendment and then get someone to move it.

• 1145

Mr. Bigg: Can we get it in English, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes. Seeing that Mr. Marshall has one in French, I will read it.

Que le Bill C-203 soit modifié par le retroncement des lignes 6 à 14, à la page 37, et leur remplacement par ce qui suit:

«(3) Le Conseil de révision des pensions doit recevoir toute demande d'interprétation d'une disposition des Par-

[Interprétation]

Mr. Bigg: Monsieur Ward, ne pensez-vous pas que ce projet de loi devrait faire place à un article exceptionnel pour que le requérant puisse entrer dans ces frais ou devra-t-il recourir à la charité publique?

M. Ward: Il y a bien des stades à franchir avant de parvenir au Conseil de révision des pensions. A ce stade, les discussions se placent davantage entre le représentant de l'organisme des anciens combattants et le bureau de sorte que la présence du requérant n'est pas nécessaire.

Le président: D'autres questions? Monsieur MacLean.

Mr. MacLean: Lorsqu'après avoir suivi toute la filière des procédures, une affaire est entendue par le Conseil de révision des pensions et qu'il la rejette, s'il survient par la suite des preuves nouvelles, l'ancien combattant à-t-il le droit de rouvrir l'affaire?

M. Ward: C'est juste, monsieur, à condition qu'il existe des preuves valables ou qu'une erreur se soit produite. Autrement dit, pour toute raison légitime, le requérant peut se mettre en rapport avec le Conseil de révision des pensions qui pourra modifier sa décision. Il pourra accorder l'admissibilité à partir de ces nouvelles preuves ou bien il pourra porter l'affaire devant la Commission afin de procéder à un nouvel examen complet.

L'article 82 (2) et (3) est adopté.

L'article 83 (1) et (2) est adopté.

Le président: Je crois que le docteur Hodgson a proposé d'amender l'article 83 (3).

Dr. Hodgson: Tel qu'il est actuellement rédigé, l'article 83 (3) place l'avocat en chef des pensions dans une situation unique et en quelque sorte opposée aux organisations des anciens combattants qui œuvrent dans le même domaine.

Nous proposons de modifier le libellé de manière à ce qu'il existe une parité entre l'avocat des pensions et les organisations qui représentent les anciens combattants. Lorsqu'elles font office d'avocats.

Le président: Messieurs, je crois qu'on distribue cet amendement que je vais lire. Je demanderai à quelqu'un de le proposer.

Mr. Bigg: Pouvons-nous en avoir un exemplaire en anglais?

Le président: Oui. M. Marshall a un exemplaire en anglais que je vais lire.

That bill C-203 be amended by striking out lines 5 to 13 on page 37 and substituting therefor the following:

(3) The Pension Review Board shall entertain any request for an interpretation of any provision of part 3 to 7 of this

[Text]

ties III à VII de la présente loi présentée par la Commission, le chef-avocat-conseil du Bureau et tout organisme d'anciens combattants constitué en corporation en vertu d'une loi du Parlement du Canada.

(4) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements concernant la procédure que devra suivre le Conseil de révision des pensions pour l'audition et l'étude des demandes d'interprétation présentées en vertu du paragraphe (3).»

I believe you have it in English also. Mr. MacRae.

Mr. MacRae: I think that subsection (3) is perfectly clear there, and Dr. Hodgson has explained it. But I think perhaps we might have a word now on subsection (4) where the Governor in Council may make regulations respecting procedures, and so on, considering the request for interpretation. That was not there — or is it there?

Dr. Hodgson: No.

Mr. MacRae: It was not exactly in that form, Dr. Hodgson. There is a change there, is there not?

Mr. Ward: There is provision in the bill, Mr. MacRae, under Part VII, for the Governor in Council to make regulations. With us, respecting applications, we felt that with the pension review board there should also be a power to make regulations respecting these requests for interpretation.

As I envisage this sort of thing, with a new body faced with unique problems of their own, I would expect that in consultation with the leading representatives of the veteran's organizations and the Bureau and the Commission, procedures acceptable to all parties might very well be worked out and tried on a trial basis for a period of time and then ensconced in the authority of regulations and at a desirable time published, available to everyone. This would be just the details on how you get before the pension review board, when you request an interpretation, the papers that must be filed, and fixing a day for hearings and notices and this sort of thing.

Mr. MacRae: Thank you.

The Chairman: I have read the proposed amendment. Will someone move it? Mr. Weatherhead. Mr. Marshall.

Mr. Marshall: Before you do that, Mr. Chairman, it seems to me, on reading over the clauses, that it said the Pensions Advocate or veteran's organization or a representative — am I right, or could somebody fill me in on that?

Mr. Ward: The suggested amendment, Mr. Marshall, enables the Commission or the Chief Pensions Advocate, or any veteran's organizations that we might call nationally chartered, that are chartered by virtue of an Act of Parliament of Canada or by the Companies Act — they would have this right to approach the pension review board on a question of interpretation.

Mr. Marshall: I may be away off, but I am thinking of the person who does not belong to a legion, and you know there is no concern by the veterans' organization in Ottawa to appear that does not know the case. What about a third party who has an interest in that?

Mr. Ward: Well, it was felt that the major veterans' organizations that have appeared before this Committee, the ones that have borne

[Interpretation]

Act made by the Commission, the chief pension advocate or any veterans organizations incorporated by or under any act of the Parliament of Canada.

(4) The Governor in Council may make regulations respecting the procedures to be followed by the Pension Review Board in hearing and considering requests for interpretation made under subsection 3.

Je crois que vous l'avez en anglais.

M. McRae: A mon avis, le paragraphe (3) est parfaitement clair et le Dr. Hodgson l'a expliqué, mais il faudrait préciser le paragraphe (4) qui permet au gouverneur en conseil d'établir des règlements concernant les procédures ou toutes demandes d'interprétation. Cela n'y était pas, n'est-ce pas?

M. Hodgson: Non.

M. MacRae: Non, pas exactement sous cette forme.

M. Ward: Au terme de la partie 7, le bill permet au gouverneur en conseil d'établir des règlements. A notre avis, il faudrait que le Conseil de révision des pensions puisse également établir des règlements en ce qui concerne ces demandes d'interprétation.

Il serait bon de créer un nouvel organisme qui aurait à traiter de problèmes uniques en collaboration avec les principaux représentants des organisations d'anciens combattants, le bureau et la Commission; on pourrait élaborer des procédures acceptables par toutes les parties et les mettre à l'essai temporairement puis les insérer dans les règlements, les publier et les donner à tout le monde.

Cela porterait seulement sur des questions de détail, à savoir comment accéder au Conseil de révision des pensions lorsqu'on veut une interprétation, des documents à remplir, la date des audiences et les avis.

M. MacRae: Je vous remercie.

Le président: J'ai lu l'amendement proposé. Quelqu'un veut-il le mettre aux voix? M. Weatherhead, M. Marshall.

M. Marshall: Auparavant, il me semble que les articles mentionnent l'avocat des pensions ou l'organisation des anciens combattants ou un représentant? Est-ce bien cela?

M. Ward: Cet amendement permet à la Commission ou à l'avocat en chef des pensions ou à toute association d'anciens combattants agréé en vertu d'une loi parlementaire ou de la loi sur les compagnies de se mettre en rapport avec le Conseil de révision des pensions pour toutes questions d'interprétation.

M. Marshall: Je suis peut-être à côté de la question, mais je songe à la personne qui n'appartient pas à la Légion et, comme vous le savez, la situation des anciens combattants d'Ottawa ne se soucie pas des fonds d'un cas qu'elle ne connaît pas. Que diriez-vous alors d'une troisième partie qui aurait un intérêt là-dedans?

M. Ward: On a jugé que les principales associations d'anciens combattants qui ont comparu devant ce comité et qui ont un intérêt

[Texte]

the brunt of representations, who have a great interest and stake in these matters, are responsible organizations that would seek responsible interpretations.

It could have been thrown wide open so that anyone could ask for an interpretation, but this would endanger the Pension Review Board because, let us face it, while the organizations I have mentioned are responsible organizations, there are some organizations that are very small or that might pop up in the future. Individuals approaching the PRV in this situation could lead to a very bad state of affairs.

● 1150

Mr. Bigg: This Committee I presume could always get such an interpretation.

The Chairman: I wonder if Mr. Ward would care to comment on that.

Mr. Ward: I do not know. The people who are responsible for making the law are certainly in a very unique position compared to the rest of the citizens. There is no specific reference here to individuals by nature of their occupation or by their service to the country as members of Parliament.

The Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: I do not want to prolong this, Mr. Chairman, but there is a point that occurs to me here. We mention the Chief Pensions Advocate and the veterans organizations who might be asking for an interpretation and so on. We do find, all of us, that a case will come to us, I ask either the Veterans' Bureau for their help and advice or the Royal Canadian Legion and in both cases I have always been satisfied that I have had excellent service.

However, what happens with some veterans, they are a bit soured, either on the Legion or they do not trust government and so they go out and get themselves private counsel. Nine times out of ten, the private counsel they get, it seems to me, would not be one-quarter as good as the Veterans' Bureau or the Royal Canadian Legion but they still get that help. That gentlemen may follow the case right through to the bitter end for them but at this particular point he does not get there, does he?

Mr. Ward: I might say, Mr. MacRae, that in the normal case that goes up to the Pension Review Board, there is a representative and it may very well be an outside counsel or an individual with an interest in that particular person or an interest in veterans' affairs. He is free to represent the applicant before the Pension Review Board and if there is a matter of interpretation involved in that particular case, he is free to present arguments relating thereto. We are dealing with a situation that really is one in which people with a broad interest, people who are representing many veterans over the year, who are fully seized with knowledge relating to these matters, come across a situation that required clarification in order that they may properly advise their clients and so forth. This is designed to cover that situation. But the individual case where the representative may argue before the Pension Review Board, that remains. This does not take away from that right.

Mr. MacRae: Thank you.

The Chairman: Mr. MacLean.

[Interprétation]

certain dans ces questions sont des associations qui ont le sens de leur responsabilité et qui exigeront des interprétations satisfaisantes.

On aurait pu faire en sorte que quiconque puisse demander une interprétation, mais cela aurait mis le Conseil de révision des pensions en danger car, il faut bien l'avouer, si les associations que j'ai mentionnées ont le sens de leur responsabilité, il y en a d'autres qui sont très petites et si l'on donnait à chaque individu la possibilité de s'adresser au Conseil de révision des pensions, cela pourrait aboutir à des situations critiques.

M. Bigg: Notre comité pourrait toujours obtenir cette interprétation.

Le président: Monsieur Ward pourrait-il préciser cette question.

M. Ward: La position des législateurs est certainement unique, si on la compare à celle des autres citoyens. Ici, peu importe la profession ou les services rendus au pays, nous sommes députés.

Le président: Monsieur MacRae.

M. MacRae: Je ne voudrais pas m'étendre longuement sur ce sujet, mais il me vient à l'esprit une question. Nous avons parlé de l'avocat en chef des pensions et des Associations d'anciens combattants qui pourraient demander une interprétation. Si un cas nous était soumis, je demanderais conseil au bureau des vétérans ou à la Légion canadienne, car jusqu'à présent, j'ai toujours été satisfait de leur service.

Toutefois, certains anciens combattants ont quelque hostilité à l'égard de la Légion. Ils ne font pas confiance au gouvernement et ils essaient de se débrouiller pour obtenir conseil. Neuf fois sur dix, le Conseil qu'ils obtiennent est infiniment moins bon que celui qu'ils auraient pu obtenir auprès du bureau des vétérans ou de la Légion canadienne, mais c'est tout de même une aide. En fait, l'affaire peut suivre toutes les filières mais dans ce cas particulier, ils n'y parviendraient pas, n'est-ce pas?

M. Ward: Les cas généralement soumis au Conseil de révision des pensions le sont par l'intermédiaire d'un présentant qui peut être un conseiller de l'extérieur ou un individu qui s'intéresse particulièrement à la personne ou aux anciens combattants. Il est libre de représenter le requérant devant le Conseil de révision des pensions et s'il surgit une question d'interprétation, il est libre de présenter son plaidoyer. Mais la situation dont nous parlons est celle de gens qui ont très souvent à représenter des anciens combattants, qui connaissent parfaitement les problèmes qui s'y rapportent et se trouvent en présence de situations à clarifier de manière à conseiller valablement leur client. Il reste toujours à l'individu le pouvoir de présenter son plaidoyer devant le Conseil de révision des pensions. Ce droit demeure.

M. MacRae: Je vous remercie.

Le président: Monsieur MacLean.

[Text]

Mr. MacLean: I have a brief question by way of clarification. The present subclause (3) says:

(3) The Chief Pensions Advocate is entitled as of right to make submissions . . .

This appears to be left out of the amendment or the amendment is in different terms. Does the amendment limit in any way the previous subclause (3)? Is it more limited?

Mr. Ward: It really places the major veterans organizations and the Bureau more or less in the same boat with equal rights regarding access to the Pension Review Board on matters of interpretation.

Mr. MacLean: As a layman reading it though, it would seem to me that although you include the veterans organizations in the amendment that their rights are restricted a bit compared to the rights that the Chief Pensions Advocate is given in the old clause 3.

Mr. Ward: The old clause, of course, would be deleted.

Mr. MacLean: I know it would and that is my question.

Mr. Ward: Under the proposed amendment, the three parties — the Commission, the veterans organizations and the Bureau — are equal.

• 1155

Mr. MacLean: My question still is though, are there equal rights, lesser rights than those which are given to the Chief Pensions Advocate only in the old subsection (3)? In other words, what is the merit or the benefit or the thought behind:

The Chief Pensions Advocate is entitled as of right to make submissions to the Pension Review Board with respect to any appeal

That is left out of the amended form which reads:

The Pensions Review Board shall entertain any request for an interpretation

That is a slightly different thing in my view, although I am not a lawyer.

Mr. Ward: As I understand your question, you wish to know the reason why the Chief Pensions Advocate was given the right under the present Subclause 3.

Mr. MacLean: That is right, to make submissions, which is left out of the amendment.

Mr. Ward: Yer. The Veterans Bureau has a large number of clients and if the commission could challenge any interpretation that may have arisen in an ordinary case appearing before the Pension Review Board — the interpretation that was handed down in that case by the board might very well have affected many of the bureau's client's cases — it was felt that under those circumstances the bureau should have, what shall we say, some input relating to the interpretation, a friend in court, if you like, of the veterans on a matter of interpretation. We realize in doing what was desirable we inadvertently omitted the veterans' organizations that have also the same legitimate interest for the same reason and we are merely now giving everyone an equal approach to the PRB on matters of interpretation.

Mr. MacLean: Is this right you are giving them as wide a right as the right which the Chief Pensions Advocate is given under the present subclause 3.

[Interpretation]

M. MacLean: Le paragraphe (3) actuel stipule:

le chef avocat conseil du bureau peut, de plein droit, présenter des observations . . .

Ceci semble avoir été oublié, semble-t-il, dans l'amendement ou alors il est rédigé différemment. Est-ce que l'amendement limite l'ancien paragraphe (3)?

M. Ward: En fait, il place les principales Associations d'anciens combattants ainsi que le bureau sur le même pied d'égalité pour ce qui est de l'accès au Conseil de révision des pensions que pour les questions d'interprétation.

M. MacLean: Bien que l'amendement parle des organisations d'anciens combattants, il me semble que leurs droits soient quelque peu limités si on les compare à ceux que l'ancien article 3 conférait à l'avocat en chef des pensions.

M. Ward: Bien entendu, l'ancien article serait abrogé.

M. MacLean: Je le sais, mais ma question demeure.

M. Ward: En vertu de l'amendement proposé, les trois partis, c'est-à-dire la commission, les organisations d'anciens combattants et le bureau sont sur un pied d'égalité.

M. MacLean: Pourtant je voudrais savoir si leurs droits sont les mêmes ou s'ils sont moins importants que ceux donnés à l'avocat en chef des pensions dans l'ancien paragraphe (3)? Autrement dit, à quoi sert d'abandonner l'ancien libellé:

L'avocat en chef du bureau, peut, de plein droit, présenter des observations au Conseil de révision des pensions relativement à tout appel.

Et de lui substituer ce nouveau libellé.

Le Conseil de révision des pensions doit recevoir toute demande d'interprétation.

A mon avis, c'est légèrement différent, mais je ne suis pas juriste.

M. Ward: Mais si vous voulez savoir pourquoi le paragraphe (3) donnait ce droit à l'avocat en chef des pensions.

M. MacLean: Exactement; ce droit de présenter des observations n'existe plus dans l'amendement.

M. Ward: Le bureau des anciens combattants a de très nombreux clients et si la Commission pouvait mettre en doute une interprétation soulevée dans un cas ordinaire soumis au Conseil de révision des pensions, l'interprétation rejetée par ce Conseil pourrait influencer bien des cas relevant du bureau des anciens combattants. On a jugé que, dans ces circonstances, le bureau devrait avoir son mot à dire sur certaines questions d'interprétation. Il est entendu que par inadvertance, nous avons omis les associations d'anciens combattants qui, elles aussi, ont le même intérêt légitime et pour la même raison et c'est pourquoi nous leur donnons maintenant les mêmes droits.

M. MacLean: Est-ce bien vrai que le droit que vous leur accordez est aussi important que celui de l'avocat en chef des pensions en vertu du paragraphe (3)?

[Texte]

Mr. Ward: That is difficult to answer, sir. Certainly the Pension Review Board shall entertain a request that is mandatory. With regard to hearings, the Governor in Council may make regulations but I would certainly say that using the word "entertain" connotes a hearing if necessary or desirable or full consideration in the absence of a hearing. It may be as you say, that it is a lesser right than was given to the Chief Pensions Advocate in the old subsection, but the Chief Pensions Advocate now has no more nor less rights in this respect than the veterans' organizations or the commission.

Mr. MacLean: I am clear on that. I realize that, but what I am concerned about is the implied rights that their clients had. I would not want those to be restricted in any way. I do not want to argue the point, I just wanted to know for clarification if it was thought that the old subsection (3) was defective in two ways. One, that the rights applied only to the Chief Pensions Advocate and second, that the rights given to him were too generous.

Mr. Ward: There were really two defects. One was inadvertently overlooking the veterans' organizations, and second, the right given under the present subsection (3) only applied to those cases in the mill. It did not give a right, even to the Chief Pensions Advocate to request an interpretation but only to intervene, if you like, in cases already before the Pension Review Board, and that was a defect.

• 1200

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Bigg: In other words this gives you a right to intervene even when there is no case before them. You can sort of form some local policy, knowing the way the Act is going to be interpreted later.

Mr. Ward: Yes, sir.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, my main point was the point that Mr. Ward has just clarified, that even when there is no particular veteran's case before the Pension Review Board, the people involved here in this new subsection, the Commission, the Chief Pensions Advocate or any veterans' organization can apply to have a particular section of the Act interpreted or reinterpreted. Is this correct?

Mr. Ward: That is correct, sir.

Mr. Weatherhead: I am wondering, getting back to Mr. MacLean's point, Mr. Chairman, whether it is not the intention of the government that these bodies and people described in amended subsection (3) will not have the absolute right to get their request for reinterpretation heard. Was that the intention or was it the intention just to consider their request?

Mr. Ward: The intention, I think, is expressed by the words "shall entertain". It is mandatory for the Pension Review Board to entertain these requests.

Now it is possible that there could be vexatious, frivolous, unimportant requests, and again in reading "entertain", I read into that some discretion in the PRB to whether or not there should be a hearing. I think this is desirable. Otherwise, they would have a

[Interprétation]

M. Ward: C'est difficile à dire; le Conseil de révision des pensions devra recevoir toute demande, c'est obligatoire. En ce qui concerne les auditions, le gouverneur en conseil peut établir des règlements, mais le mot «recevoir» implique qu'il peut y avoir audition si c'est nécessaire ou souhaitable ou, à défaut, un nouvel examen. Comme vous le dites, l'avocat en chef des pensions avait peut-être des droits plus étendus en vertu de l'ancien paragraphe mais actuellement, il n'en a ni plus ni moins dans ce domaine que les associations d'anciens combattants ou la Commission.

M. MacLean: C'est clair. Ce qui me préoccupe, ce sont les droits que leurs clients avaient. Je ne voudrais pas que l'on les restreigne. J'estime que l'ancien paragraphe (3) comportait deux failles. La première, c'est que seul l'avocat en chef des pensions avait des droits et la seconde, c'est que ces droits qui lui étaient accordés étaient beaucoup trop vastes.

M. Ward: En effet, il y avait deux failles. D'une part, on laissait pour compte les associations d'anciens combattants et, d'autre part, les droits accordés par le paragraphe (3) ne s'appliquaient qu'à certains cas particuliers. Ils ne permettaient pas à l'avocat en chef des pensions de demander une nouvelle interprétation, mais seulement d'intervenir dans les cas déjà portés à l'attention du Conseil de révision des pensions.

Le président: Monsieur Weatherhead.

M. Bigg: En d'autres termes, cela vous donne le droit d'intervenir, même on ne vous le demande pas. Vous pouvez, en quelque sorte, décider d'une politique locale, connaissant la façon dont la loi sera interprétée plus tard.

M. Ward: Oui, monsieur.

Le président: Monsieur Weatherhead.

M. Weatherhead: Monsieur le président, la question que je voulais soulever est justement celle que M. Ward vient d'éclaircir, à savoir que même s'il ne se présente pas un cas bien précis d'ancien combattant devant la Commission de révision des pensions, les gens qui relèvent de ce nouveau paragraphe, c'est-à-dire, la Commission, l'Avocat en chef des pensions ou n'importe quelle association d'anciens combattants, peuvent demander qu'un article particulier de la loi soit interprété ou réinterprété. Est-ce exact?

M. Ward: C'est exact, monsieur.

M. Weatherhead: Je me demande, pour en revenir à la question de M. MacLean, s'il n'est pas dans les intentions du gouvernement, que ces organismes et les personnes décrites dans le paragraphe 3 amendé, n'aient pas le droit absolu de voir leur demande de réinterprétation aboutir. S'agissait-il de cela ou était-ce une possibilité offerte pour qu'il puisse se faire entendre?

M. Ward: L'intention, à mon avis, est exprimée par le mot: «étudiera». La décision d'étudier ces demandes, incombera à la Commission de révision des pensions.

Il se peut qu'il y ait des demandes fâcheuses, futile ou vaines, et je le répète, en lisant le mot «étudier», je vois là un pouvoir discrétionnaire accordé à la Commission quant à décider si une audition s'impose. A mon avis, cela est souhaitable. Autrement, il y

[Text]

mandatory hearing in every single request presented to them and this may not be desirable, so as I see it, there is this flexibility hearing when it is deemed necessary and desirable or consideration short of a hearing in the words "shall entertain".

Mr. Weatherhead: I think it might be useful, Mr. Chairman, to keep a little bit of flexibility, but having regard to the nature of the people that are set out in this particular subsection, the Commission, the Chief Pensions Advocate and any veterans' organization incorporated under any Act of the Parliament of Canada. I can hardly believe that in the ordinary course there would be vexatious or frivolous applications coming from these particular people.

M. Ward: I would agree with that, sir, entirely.

Mr. Weatherhead: So while I would not be against some sort of flexibility, I would hope that it would be kept to a minimum under the circumstances.

The Chairman: Mr. Bigg.

Mr. Bigg: Would this have to be in writing? Would you consider this would have to be in writing in a formal application or is this going to be over the phone and that sort of thing?

Mr. Ward: As I indicated earlier, Mr. Bigg, there may be a testing period in which details are worked out and then incorporated into the regulations.

The Chairman: Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North-Centre): Mr. Chairman, forgive me if I traverse some of the ground that Mr. MacLean went over but one point still bothers me.

Dr. Hodgson said the purpose of the rewording was to establish parity between the Chief Pensions Advocate and the veterans' organizations and it certainly does that. It puts them on the same level.

However, as I read subsection (3) in the proposed Act, the right to appeal is twofold: The right to make submissions with respect to any appeal and the right to be heard on any appeal in which the interpretation is being considered. It seems to me that the rewording, while it establishes parity between the Chief Pensions Advocate and the veterans' organizations, now limits this right to the second right, namely the right to appeal when it is a matter of interpretation.

● 1205

However, the other words that were in lines 6 and 7 on page 37 are now gone: the right to make submissions with respect to any appeal. Have we not given to these fellows something that you have got and taking away something from both of you?

Mr. Ward: You have certainly taken away something from the Chief Pensions Advocate if you adopt the proposed amendment.

I am very glad that you do take this away because, quite frankly, I would be in a great quandry having the authority under this subsection to actually intervene in any case whatsoever that appears before the Pension Review Board, and certainly wanting to remain in the good graces of the veterans organizations, if I have this right

[Interpretation]

aurait une obligation d'audition pour chaque demande et ce n'est pas souhaitable. Aussi, d'après moi, cette latitude de pouvoir juger si une audition est nécessaire, souhaitable ou non propice est contenue dans le mot «étudiera».

M. Weatherhead: Je pense qu'il serait utile, monsieur le président, qu'on garde un peu de souplesse. Mais étant donné le genre de personnes auxquelles on se réfère dans ce paragraphe en particulier, à savoir la Commission, l'avocat en chef des pensions ou n'importe quelle association d'anciens combattants reconnue en vertu d'une loi quelconque du Parlement, il m'est difficile de croire que des demandes vaines et fuites puissent jamais émaner de ce genre de personnes.

M. Ward: Je suis tout à fait d'accord avec vous, monsieur.

Mr. Weatherhead: Par conséquent, bien que je ne sois pas contre ce genre de souplesse, j'aimerais espérer qu'elle soit minime dans ces circonstances.

Le président: Monsieur Bigg.

M. Bigg: Faudrait-il que cela soit écrit? Pensez-vous que cela devrait faire l'objet d'une demande par écrit ou faudrait-il simplement téléphoner ou utiliser un moyen de ce genre?

M. Ward: Comme je l'ai précisé précédemment, monsieur Bigg, il se peut qu'il y ait une période transitoire d'essai pendant laquelle on discutera des détails qui devront être inclus dans le règlement.

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, excusez-moi si je reviens sur ce que M. MacLean a déjà dit, mais il reste toujours un point obscur pour moi.

M. Hodgson a dit, qu'il était souhaitable de rédiger de nouveau ce paragraphe, afin d'établir une parité entre l'avocat en chef des pensions et les associations d'anciens combattants, ce qui a été fait. Cela les met sur le même plan.

Cependant, pour moi, le paragraphe 3 dans la Loi proposée, le droit d'appel est ambivalent: le droit de présenter des pièces à l'appui et de se faire entendre par le truchement de l'interprétation, dans le cas de n'importe quel appel. Il me semble que cette nouvelle rédaction, alors qu'elle établit une parité entre l'avocat en chef des pensions et les associations d'anciens combattants, limite maintenant ce droit au second droit, c'est-à-dire le droit d'appel quand il s'agit d'une interprétation.

Cependant les mots qui se trouvaient aux lignes 6 et 7 de la page 37 ont disparu; c'est-à-dire le droit de présenter des observations relativement à tout appel. N'a-t-on pas retiré à tout le monde un peu des droits qu'ils avaient?

M. Ward: Si l'on adopte l'amendement proposé, l'Avocat en chef des pensions perdra certainement une partie de ses droits.

En fait j'en suis heureux car, franchement, je serais très gêné si j'avais le pouvoir, en vertu de ce paragraphe, d'intervenir dans tous les cas soumis au Conseil de révision des pensions, et comme je tiens à rester dans les meilleurs termes avec les Associations d'anciens combattants, si j'avais ce droit devrais-je l'exercer. Si je ne l'exerçais

[Texte]

should I exercise it. If I do not exercise it, will I be criticized; if I do exercise it I certainly shall be criticized.

It would have been a great problem for a Chief Pensions Advocate to have this authority.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You would almost have to go every time.

Mr. Marshall: I do not want to belabour the thing either, but if we were to go back to Section 83(1) on the Board giving notice to the Commission of questions of interpretation, would we not be right in giving that same right to the veterans organizations in this clause also?

Mr. Ward: Of course, Mr. Marshall, the individual case is being dealt with under Section 83(1) and (2). I do not think it was right to have had Subsection (3) giving this right to the Chief Pensions Advocate. I think that was wrong and that it would be equally wrong to give it to anyone else. It would be an interference by somebody—maybe for some justifiable reasons—it would be an interference in somebody else's case. Whether it be interference by the Chief Pensions Advocate or by veterans organizations or others.

Now, with the Commission that is a different matter. They are charged with the responsibility of administering the Act and their interpretation is in question, so it is quite legitimate to have provisions relating to the Commission. However, I do believe that it would not be justifiable for others to have a right to intervene, and I would be very pleased if Subsection (3) were deleted for that reason alone.

Mr. Marshall: Could we have Dr. Hodgson's opinion on Section 83(1) on questions of interpretation to the Commission and including the veterans organizations.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, as Mr. Ward has said, when the Pension Review Board finds itself involved in a question of interpretation associated with the hearing of an appeal, the Commission has already made a decision at the Entitlement Board level. In a sense, it is being called upon to justify that decision. Hence, it is rather natural that they should, in every case, be involved.

I might add that Subsection (3) as drafted here in the Bill was not a recommendation of the Woods Committee, was not a recommendation of the Department, and was not a recommendation of the Standing Committee; it suddenly appeared one day.

Mr. Marshall: It was a recommendation of the veterans organizations.

Dr. Hodgson: Not Section 83 (3).

Mr. Marshall: No.

The Chairman: Are there any further questions, gentlemen?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That is the best explanation I have heard in a long time. It just turned up. That applies to a lot of things around this place.

The Chairman: This is an amendment to Clause 28, proposed Section 83.

Clause 28, proposed Sections 83, 84(1) and (2) as amended agreed to.

[Interprétation]

pas, me critiquerait-on? Si je l'exerçais, on me critiquerait certainement.

Si l'Avocat en chef des pensions avait ce pouvoir, il se serait trouvé en face d'un problème sérieux.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il faudrait que vous interveniez pratiquement dans chaque cas.

M. Marshall: Je ne voudrais pas m'étendre trop longuement sur ce sujet, mais pour en revenir à l'article 83 (1) où le Conseil avise la Commission de certaines questions d'interprétation, ne faudrait-il pas donner ce même droit aux associations d'anciens combattants en vertu du même article?

M. Ward: Les cas particuliers relèvent bien entendu de l'article 83 (1) et (2). C'est à tort que le paragraphe (3) conférait ce même droit à l'Avocat en chef des pensions. On aurait également tort d'accorder ce droit à quelqu'un d'autre. C'est comme si l'on s'ingérait dans les affaires de quelqu'un à juste titre peut-être, mais on s'ingérait quand même dans les affaires de quelqu'un d'autre.

La chose est différente en ce qui concerne la Commission. Elle est chargée d'appliquer la Loi et elle est responsable des interprétations qu'on peut lui donner; il est donc tout à fait légitime que certaines dispositions s'y rapportent. Toutefois, on ne peut justifier le fait que d'autres aient le droit d'intervenir et je serais ravi si le paragraphe 33 était supprimé pour cette seule raison.

M. Marshall: Que pense le docteur Hodgson de l'article 83 (1) concernant les questions d'interprétation et du rôle de la Commission et des associations des anciens combattants.

Dr. Hodgson: Comme l'a dit M. Ward, lorsque le Conseil de révision des pensions doit résoudre une question d'interprétation liée à un appel, la Commission a déjà pris une décision au niveau du Comité d'examen. En un sens on la convoque pour justifier cette décision. Il est donc naturel qu'elle soit consultée dans chaque cas.

Il faut ajouter que le paragraphe (3), tel qu'il est rédigé dans le projet de loi, n'était ni la recommandation du Comité Woods, ni celle du ministère, encore moins celle du Comité permanent; il a surgi un beau jour.

M. Marshall: C'était une recommandation des Associations d'anciens combattants.

Dr. Hodgson: Non, pas l'article 83 (3).

M. Marshall: Non.

Le président: D'autres questions messieurs?

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est la meilleure explication que j'ai eue depuis longtemps. C'est venu comme ça. C'est vrai pour beaucoup de choses ici.

Le président: C'était un amendement à l'article 28 du bill se rapportant à l'article 83 de la Loi.

L'article 28 du bill se rapportant aux articles 83, 84 (1) et (2) de la Loi ainsi amendé est adopté.

[Text]

On Clause 28, proposed Section 85(1) – *Commission, etc., may direct medical examination.*

• 1210

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Are we enlarging or narrowing anything by this, in terms of who is a good doctor and so on?

Mr. Ward: These are substantially the same as the provisions now existing, but, they bring in, of course, the Entitlement Board and the Pension Review Board rather than the Appeal Board.

Clause 28, proposed Sections 85 (1), (2) and (3), and 86, as amended, agreed to.

On Clause 28, proposed Section 87—*Applicants to be given benefit of any doubts.*

The Chairman: There is an amendment which is being presented to this proposed Section. I will call upon Dr. Hodgson to comment on this amendment.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, this proposed Section 87, of course, is the section that deals with benefit of the doubt. There is an imperfection in the drafting. In line 43, it will be noticed that we are speaking about “an applicant to a pension”. Therefore, as now worded, a person would get the benefit of the doubt when his pension was under consideration. But there are also allowances of various kinds under the Act, and for that reason, it was felt that the words “a pension” should be replaced by the words “an award”, which has been defined as covering pensions and allowances.

The Chairman: I shall read the amendment to the proposed Section 87:

That Bill C-203 be amended by striking out line 43 on page 38 and substituting the following: “an applicant to an award and in assess...”

Mr. Badanai: I so move.

The Chairman: Moved by Mr. Badanai that proposed Section 87 be amended.

Amendment agreed to.

Mr. MacRae: Is that the end of proposed Section 87?

The Chairman: No. Is there any further discussion on proposed Section 87? Mr. MacRae?

Mr. MacRae: Thank you, Mr. Chairman. I just wanted to point out that this is one of the most important sections that we have been dealing with in these last eighteen months of discussion that we have had—the benefit of the doubt. In your opinion, Mr. Ward, is this as strong as it should be? Is it good? Do you feel that it covers what the veteran needs? That is more important: what the veteran needs.

Mr. Ward: It is very good, Mr. MacRae. It is very strong and, as I see it, it is very clear in establishing certain guidelines.

The key to whether or not this will turn out to be a good benefit or not is the administrators, the adjudicators, the Commission and the Pension Review Board, in applying this particular proposed section. Over the years, as you know, many attempts have been

[Interpretation]

Article 28 du bill se rapportant à l'article 85 (1). La Commission, etc, peut ordonner un examen médical.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Est-ce qu'ici nous n'introduisons pas certaines restrictions en imposant un prix entre les bons et les mauvais médecins, et caetera?

M. Ward: Ces dispositions sont à peu près les mêmes que celles qui existent actuellement, mais elles font intervenir le comité d'examen et le conseil de révision des pensions plutôt que le bureau d'appel.

Les paragraphes 85 (1), (2), et (3), et 86 de l'article 28, ainsi amendés, sont adoptés.

Passons au paragraphe 87 de l'article 28—*le bénéfice du doute.*

Le président: On a présenté un amendement à cet article. Je demanderais au docteur Hodgson d'y apporter quelques précisions.

Dr Hodgson: Monsieur le président c'est ce paragraphe 87 qui traite du bénéfice du doute. Le libellé de cet article comporte des failles. A la ligne 43, on parle de «requérant à une pension». Par conséquent, tel que ce paragraphe est rédigé, une personne obtiendrait le bénéfice du doute à l'heure même qu'on examine l'opportunité de lui verser une pension. Aux termes de la loi, il existe également des allocations et pour cette raison, on a jugé que les mots «une pension» devraient être remplacés par les mots «une compensation» qui a été défini comme couvrant à la fois les pensions et les allocations.

Le président: Je vais lire l'amendement proposé pour le paragraphe 87:

Que le Bill C-203 soit amendé par le retraitement de la ligne 43, à la page 38, et son remplacement par ce qui suit: «Compensation et lorsqu'ils estiment le degré»

M. Badanai: Je propose l'amendement.

Le président: M. Badanai propose que le paragraphe 87 soit amendé:

L'amendement est adopté.

M. Macrae: Est-ce tout pour le paragraphe 87?

Le président: Non. Y a-t-il d'autres questions à ce sujet? M. Macrae?

Mr. MacRae: Je voulais faire remarquer que cet article est l'un des plus importants que nous ayions eu à examiner au cours de ces 18 derniers mois. A votre avis, monsieur Ward, ce paragraphe est-il aussi ferme qu'il devrait l'être? Est-il bien rédigé? Répond-il aux besoins des anciens combattants? Ce qui importe le plus, ce sont les besoins des anciens combattants.

M. Ward: A mon avis cet article est suffisamment ferme et suffisamment clair.

Quant à savoir s'il répondra aux besoins des anciens combattants c'est aux administrateurs, à la commission, et au conseil de révision des pensions qu'il appartiendra d'en décider lorsqu'il l'appliqueront. Pendant des années, on s'était efforcé de rédiger ce paragraphe qui

[Texte]

made to write this benefit-of-the-doubt section so that it is crystal clear. I really cannot see how it can be done much better than this, but, as I say, the key rests in the application in due course.

The Chairman: Mr. Bigg.

Mr. Bigg: It does not spell out in here, I do not think, that we are to presume that the applicant, in absence of other evidence, joined the army or the services in perfect health. Would there be any gain in writing it right in there?

The main problem that I have ever run into is that great arguments come up about what was wrong with him before he went into the army, and there was no evidence that he suffered rheumatic fever as a child, or whatever he had, and so forth; and then he comes up with a heart attack later and the benefit of the doubt cannot be resolved.

Mr. Ward: There is, of course, Mr. Bigg, the presumption of fitness on enlistment; and there is the proposed Section 1 A, which I call a preamble, which sets forth how this Act is to be construed by the adjudicating authority, and it is something that cannot be ignored.

Mr. Bigg: Is this point now clear, in your opinion, then? This one I am talking about—the presumption of good health when you join?

• 1215

Mr. Ward: Yes sir. But, again, it would depend on the individual case, the facts that are available, the record, and then with the benefit of this new benefit of doubt clause, which sets forth the approach relating how to deal with the evidence, the onus that is on the applicant, the technical part. But it is to be read in conjunction with 1A of Clause 1.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I would just like to move that lines 13 to 19 in the English text and lines 14 to 22 in the French text on page 39 be reprinted in 24-point gothic. This is about 10 points.

The Chairman: Is this a suggestion or a motion, Mr. Knowles.

Mr. Cullen: This apparently involves the expenditure of a little bit more money, but it is something to be considered.

The Chairman: Thank you for the suggestions, Mr. Knowles.

Mr. MacLean: Mr. Chairman, perhaps by way of clarification, Mr. Ward would indicate what effects this will have, if any, upon such things as veterans who during their service develop cancer, for example. I had at least one case fairly far back in the service during peace time where the person died of cancer and the decision was that there was no evidence whatsoever that this had anything to do with his military service. As far as we are concerned, he would have died of cancer whether or not he had joined the services. This was in the cards, as far as he was concerned, and therefore there was no entitlement. I am thinking of medical situations of this sort where there is no proof either way.

Mr. Ward: Yes, that is a good question, sir. Again, this benefit of the doubt clause is not a guarantee that every applicant will be awarded pension. Cancer is a very difficult type of condition to estab-

[Interprétation]

porte sur le bénéfice du doute de manière à ce qu'il soit le plus clair possible. Je ne vois pas comment on pourrait faire mieux mais c'est la façon dont il sera appliqué qui importera en dernier ressort.

Le président: Monsieur Bigg.

Mr. Bigg: Il ne précise pas que lorsque le requérant s'est enrôlé, il était en parfaite santé; il nous faut le supposer en l'absence de toutes autres preuves. Ne vaudrait-il pas mieux le préciser ici?

Le problème majeur c'est que, la plupart du temps, les arguments tombent sur ce qui n'allait pas avec le requérant avant d'entrer dans l'armée; on cherche à savoir s'il souffrait de fièvre rhumatismale lorsqu'il était enfant et caetera; plus tard il subit une crise cardiaque et le bénéfice du doute ne peut être résolu.

Mr. Ward: Au départ, on suppose bien entendu que le requérant était en parfaite santé au moment où il s'est engagé dans l'armée; à ce sujet, l'article 1 A du Bill que j'appellerai préambule, précise la manière dont cette loi doit être comprise et on ne peut l'ignorer et on ne peut passer outre.

Mr. Bigg: Est-ce que c'est clair? Je veux parler de la «présomption de bonne santé au moment de l'enrôlement».

Mr. Ward: Oui. Cela dépendrait de la personne, des documents dont nous pourrions disposer, le nouvel article sur le bénéfice du doute présente une approche, nous dit comment aborder le cas. Il doit cependant n'être lu qu'en rapport avec 1A de l'article 1.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je propose que les lignes 13 à 19 du texte anglais, et 14 à 22 du texte français, à la page 39, soient réimprimées.

Le président: Est-ce une proposition ou une motion monsieur Knowles?

Mr. Cullen: La chose implique des dépenses, mais je crois qu'il vaut la peine d'étudier la proposition.

Le président: Merci, monsieur Knowles.

Mr. MacLean: Monsieur le président, afin d'éclairer ce point davantage, M. Ward pourrait peut-être nous dire ce qui ce produirait si l'on découvrait qu'un ancien combattant a été atteint du cancer au cours de son service. Je me souviens d'un cas en particulier où une personne est morte de cancer en temps de paix; on a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve que cela résultait de son service militaire et qu'il serait sans doute mort de cancer même s'il ne s'était pas enrôlé. Il n'avait donc pas droit à la pension. Je pense à des cas médicaux de ce genre où il est impossible de faire la preuve d'une façon ou d'une autre.

Mr. Ward: Voilà une excellente question. Je tiens à répéter que cet article sur le bénéfice du doute, ne garantit pas que chaque personne qui fera des réclamations obtiendra une compensation. Le

[Text]

lish in the pension field, particularly with regular force service, and very difficult with World War II service when you have the benefit of the insurance principle. If a person comes up and has some support from a medical doctor that, shall we say, his bronchitis caused his bronchiogenic carcinoma, that may be credible evidence under paragraph (b), but of course it would be readily contradicted by an overwhelming mass of evidence to the contrary. So it is not a cure-all; it will not guarantee every case will be granted. There will be somewhere you just cannot grant it because the evidence is against you, the weight of medical opinion is against you. In these cases all I can say is that it may be possible for that person to fall back on other benefits in the Veterans Charter and elsewhere. But it seems unlikely to me that he would succeed in the type of case I am discussing. Although we have won cancer cases, again so much depends on the individual case and the facts available in that case. It is virtually impossible to generalize and say that no cancer case can be granted or that we can grant some in certain circumstances. We have to see the individual case. The facts do differ.

• 1220

Amended proposed Sections 87 and 88 of Clause 28 agreed to.

On Amended proposed Section 89 of Clause 28—*No action to lie by reason of any judgment, proceeding or report of examination*

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): What is the purpose of amended proposed Sections 89 and 90.

Mr. Ward: This is merely carrying over into the bill an existing provision in the Pension Act. I believe the purpose is to protect these people seized with adjudicating authority in pensions claims to be protected against libel and slander suits and things of that sort because in proceedings of this kind, it is possible for things to be said and written.

The Chairman: Mr. Bigg.

Mr. Bigg: Before we leave Section 88—I am sorry if I am out of line here, Mr. Chairman—but it seems to me that Subsection (d) should read:

and in every case the veteran will be advised that such information has been given.

It says:

(d) any member of the public service of Canada whose duties require the inspection of such material.

It is his own personal record and it seems to me that in our system anyway, if the personal record is available to somebody, the veteran himself should know that this has been done.

The Chairman: Mr. Foster.

Mr. Foster: Would you include people from the Department of Veterans Affairs who are just reviewing the record because of some change in the allowance or something?

Mr. Bigg: This information should be available to him if he so desires. In other words, if I am being investigated by somebody and I happen to feel that my privacy is being invaded, I would like to have the right to know. I do not say that you have to tell me necessarily but if I feel that I am being investigated then I have a right to inquire if my file has been used. Is that fair?

[Interpretation]

cancer est un cas extrêmement difficile à faire admettre quand il s'agit de pension, surtout s'il est question de service militaire. Si le cas présenté est appuyé par des témoignages médicaux, disons par exemple, une bronchite, cela peut sembler justifiable en raison de l'alinéa 6, mais serait contredit par une masse d'autres... Nous ne pouvons assurer que chaque cas obtiendra compensation. Il y aura des cas qui ne pourront rien obtenir, car le poids de la preuve médicale s'y opposera. Dans ces cas, tout ce que je puis dire c'est qu'il est possible que cette personne cherche à obtenir d'autres bénéfices en consultant la charte des anciens combattants. Il ne me semble pas être possible de réussir dans le cas dont nous discutons. Nous avons déjà remporté des causes impliquant des cas de cancer; encore une fois, tout dépend du cas particulier et des preuves à produire dans ces cas. Nous ne pouvons dire qu'aucun cas de cancer ne sera reconnu et nous ne pouvons dire non plus que dans certaines circonstances, ce cas sera admis. Nous avons besoin de connaître les circonstances.

Les articles proposés 87 et 88 de l'article 28 sont adoptés.

A l'article proposé 89 de l'article 29—*Nulle action n'est recevable en raison d'un jugement, d'une procédure ou d'un rapport d'examen.*

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Quelle est la liste des articles amendés proposés 89 et 90.

M. Ward: Je pense que l'intention est simplement de reporter dans le Bill une disposition qui existe déjà. Je pense que l'intention est de protéger les personnes qui ont le pouvoir d'allouer des demandes de pensions pour les protéger contre des poursuites en diffamation ou autres choses semblables, parce que dans des affaires semblables il est possible que des choses soient dites ou écrites.

Le président: M. Bigg.

M. Bigg: Monsieur le président, avant de quitter l'article 88 il me semble que le paragraphe d) devrait se lire ainsi:

et dans chaque cas, l'ancien combattant sera informé que le renseignement a été fourni.

Je dis:

d) tout membre de la Fonction publique du Canada dont les fonctions exigent l'examen de ces documents.

Il s'agit de son dossier personnel et il me semble que, selon notre système, lorsque votre dossier personnel a été mis à la disposition de quelqu'un, l'ancien combattant doit en être informé.

Le président: Monsieur Foster.

M. Foster: Incluriez-vous les gens du ministère des Affaires des anciens combattants qui revoient le dossier pour raison de changement dans l'allocation ou pour une raison quelconque?

M. Bigg: Disons que ces renseignements devraient leur être accessibles s'ils en ont besoin. Autrement dit, si quelqu'un fait une enquête à mon sujet et que j'estime qu'on envahit ma vie privée, je dois avoir le droit de le savoir. Vous ne devez pas nécessairement me le dire mais si je me rends compte qu'on a examiné mon dossier, j'ai alors le droit de demander si mon dossier a été examiné. N'est-ce pas juste?

[Texte]

The Chairman: Mr. Ward.

Mr. Ward: I can understand Mr. Bigg's concern. I might say that in most cases, Mr. Bigg, the person concerned will know that someone is looking at his file because proposed Section 88 here in the bill deals with access to records in a pension claim. This proposed section does not give the authority for the Income Tax people or the Auditor General and so on to look into the file for various other purposes. This relates to people who are presenting pension applications.

Mr. Bigg: It does not say that. I am happy if that is so. It sounds as if any member of the government could come and look at a file if duties require it. These duties can be very broad.

Mr. Ward: I might say there is nothing new. It is carrying forward into the bill just another part of the Act what already exists. There are departmental instructions governing access to files. They are rather extensive and they cover many situations.

Amended proposed Sections 89 and 90 of Clause 28 agreed to.

The Chairman: Shall Clause 28 as amended carry?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): May I admittedly take advantage of the fact that you have now called Clause 28 in its entirety to ask a question that I wanted to ask when we were on the exceptional incapacity allowance question.

Is it still a fact that that allowance is available only where a veteran is actually drawing a 100 per cent pension?

• 1225

In other words, it is not available to a veteran who has had an entitlement of 100 per cent but an aggravation of only two fifths. Therefore he is not getting the actual dollars that represent a 100 per cent pension.

Mr. Ward: Yes, the intention is that the person actually be in receipt of a 100 per cent pension.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Was any consideration given to any kind of pro rata arrangement? I am thinking of one particular case about which I have been writing the Department where this is the story; 100 per cent is his entitlement, 100 per cent assessment, but at two-fifths aggravation. Your officers, your welfare people are seeing the man and so on. You are telling me that there will be nothing in this for him.

Mr. Ward: Not necessarily so, Mr. Knowles. It may be that there would be something in this Bill for him. It depends on the situation. He could be a 100 per cent pensioner through adding up percentages for various kinds of entitlement but the condition that is causing the exceptional incapacity may not be 100 per cent. It may be causing it in whole or in part, so I really cannot say yes or no on that specific question.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Well, the man has had one leg amputated. He has Berger's disease. And if the correspon-

[Interprétation]

Le président: Monsieur Ward.

M. Ward: Je comprends très bien l'inquiétude de M. Bigg. Je pourrais dire que, dans la plupart des cas, monsieur Bigg, la personne intéressée saura que quelqu'un étudie son dossier, parce que l'article proposé 88 du Bill traite d'accès aux archives dans une demande de pension. Cet article n'autorise pas la Section de l'impôt sur le revenu ou l'Auditeur général à examiner le dossier à d'autres fins. Il est question, ici, des personnes qui présentent une demande de pension.

M. Bigg: Il ne dit pas cela. Je suis heureux qu'il en soit ainsi. Il semble que tout membre du gouvernement puisse venir et étudier un dossier, si ses fonctions l'exigent. Et celles-ci peuvent être très larges.

M. Ward: Ce n'est rien de nouveau. Cela est simplement reporté dans le Bill—une autre partie de la Loi qui existe déjà. Il existe des instructions ministérielles qui régissent l'accès aux dossiers. Elles sont vastes et couvrent de nombreuses situations.

Les articles proposés et modifiés 89 et 90 de l'article 28 sont adoptés.

Le président: Est-ce que l'article 28 ainsi modifié est adopté?

Mr. Knowles (Winnipeg Nord Centre): Monsieur le président:

Le président: Monsieur Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Voulez-vous, s'il vous plaît, me permettre, à la lumière de l'ensemble de l'article 28 que nous avons étudié dans son ensemble, de vous poser une question que je voulais vous poser quand nous avons étudié l'allocation en cas d'incapacité exceptionnelle.

Est-ce exact que cette allocation n'est accordée que lorsque l'ancien combattant a droit à une pension de 100 p. 100?

En d'autres termes, elle n'est pas accordée à l'ancien combattant qui a droit à une pension de 100 p. 100 et à une aggravation de 2/5 seulement. Il n'obtient pas, par conséquent l'équivalent en argent d'une pension de 100 p. 100.

M. Ward: L'intention est que l'intéressé reçoive une pension de 100 p. 100.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): A-t-on envisagé un arrangement au prorata? Je pense à un cas en particulier au sujet duquel j'ai écrit au ministère: il s'agit d'un droit de 100 p. 100, d'une évaluation de 100 p. 100 et d'un taux d'aggravation de 2/5. Les fonctionnaires du bien-être suivent le cas, vient l'intéressé et ainsi de suite. Vous me dites qu'il n'y aura rien pour lui dans tout cela.

M. Ward: Pas nécessairement, M. Knowles. Il est possible qu'il y ait dans ce bill des dispositions avantageuses pour lui. Tout dépend du cas. Ce pourrait être un pensionné qui touche, à divers titres, une pension de 100 p. 100, alors que la cause de l'invalidité exceptionnelle ne représenterait pas nécessairement 100 p. 100. L'incidence de cette cause sur l'invalidité pourrait être partielle ou totale, c'est pourquoi je ne saurais me prononcer sur cette question.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): La personne en question est amputée d'une jambe. Elle est atteinte de la maladie de Berger et

[Text]

dence goes across Dr. Hodgson's desk I am sure he will look at it with sympathy. I will not give the man's name for obvious reasons.

The Chairman: Any further questions on Clause 28, gentlemen? Clause 28 as amended agreed to.

Clause 29 agreed to.

On Clause 30.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): What are we repealing? Anything important?

Mr. Ward: We are repealing time limits that are contained in the Civilian War Pensions and Allowances Act that indicate that you must claim pension under that Act within one year of the appearance of the disability. It is felt that there should be no time limits involved in applying for a pension.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Good, good.

Clauses 30 and 31 agreed to.

On Clause 32.

Mr. Ward: Section 53 relates to the voluntary aid detachment and it provides for certain time limits, and this same sort of amendment will remove the time limit.

Clauses 32 and 33 agreed to.

On Clause 34.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): All of these repeals are the same, removing certain time limits?

Mr. Ward: Except Clause 31, sir.

Clause 34 agreed to.

On Clause 35 – *Interpretation "Old law"*

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Have any of you fellows seen what is referred to here, the "Revised Statutes of Canada, 1970"?

An hon. Member: No.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): We are buying a pig in a poke, are we?

Clause 35 agreed to.

The Chairman: Gentlemen, I will refer back to Clause 1.

• 1230

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I assume that after we have carried this bill there will perhaps be one more meeting very soon, at which time we will just see the actual report. Our report consists not merely of reporting the bill with two or three amendments but with a number of recommendations as well.

The Chairman: Yes, I am coming to that.

Clause I agreed to.

Title agreed to.

Bill C-203, as amended, agreed to.

[Interpretation]

je suis sûr que M. Hodgson examinerait son cas avec sympathie s'il prenait connaissance de la correspondance échangée. Je ne donnerai pas pour des motifs évidents, le nom de cet homme.

Le président: Avez-vous d'autres questions à poser au sujet de l'article 28?

L'article 28 amendé, est adopté.

L'article 29 est adopté.

L'article 30.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Qu'abrogeons-nous? Quelque chose d'important?

M. Ward: Nous abrogeons les délais de prescription prévus par la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, selon lesquels la pension établie par cette Loi doit être réclamée dans l'année qui suit l'invalidité. Nous pensons qu'il n'y a pas lieu de prévoir un délai de prescription pour la pension.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Bien, bien.

Les articles 30 et 31 sont adoptés.

Article 32.

M. Ward: L'article 53 a trait à l'aide volontaire et il prévoit certains délais de prescription. La même genre d'amendement abrogerait ces délais.

Les articles 32 et 33 sont adoptés.

Article 34.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Tous ces paragraphes sont les mêmes; il s'agit d'abroger les délais de prescription.

M. Ward: Sauf l'article 31, monsieur.

L'article 34 est adopté.

Article 35 *Interprétation «anciennes Lois»*.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Avez-vous remarqué qu'on parle des statuts révisés du Canada de 1970?

Une voix: non.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous achetons chat en poche, n'est ce pas?

Le président: Messieurs, nous en revenons à l'article 1.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, Je suppose qu'une fois que nous aurons adopté ce bill, il y aura une autre réunion très prochainement et que nous pourrons y voir ce rapport. Notre rapport ne consistera pas seulement à apporter deux ou trois amendements au Bill, mais à proposer de nombreuses recommandations.

Le président: J'y arrive.

L'article 4 est adopté.

Le titre est adopté.

Le Bill C-203 ainsi amendé est adopté.

[Texte]

On the point raised by Mr. Knowles, shall I report the bill, as amended, to the House? I think this could be discussed by the Committee if there should be another meeting. Is it your intention to see the amended bill before the report is made?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, we do not need to see the amended bill because that is very concise, but I do think we should see the form of that part of the report that sets out the three or four recommendations that we make to the House that certain changes be made.

Mr. Foster: Does the Clerk have those available now?

The Chairman: We could perhaps proceed to an *in camera* meeting right away, or is it the pleasure of this Committee to meet again perhaps as soon as possible in order to complete the matter?

Mr. MacRae: The proceedings would not be recorded at an *in Camera* meeting. Is that correct, Mr. Chairman?

The Chairman: That is correct.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): In other words, the report that we agree on, I do not want to delay things at all, Mr. Chairman. We know what we are agreeing to when we agree to report the Bill.

The Chairman: When would it please the Committee to meet again *in camera*?

Mr. Foster: How many recommendations do we have?

The Chairman: According to the Clerk we have two recommendations.

Mr. Foster: If they can be dealt with quickly I suggest do it now.

The Chairman: *In camera*?

Mr. Foster: Yes.

The Chairman: Will someone move that we proceed *in camera*?

Mr. MacRae: Before we do that, Mr. Chairman, may I just say a word or two? Since this will be the last recorded minutes that we will have of the Committee that is doing this particular job I would like to say how well we have been served by Dr. Hodgson, Mr. Ward, Mr. Reynolds, Mr. Anderson and the two gentlemen who are at the end of the table, Mr. MacFarlane and Mr. Chadderton. While they have not been here as witnesses, they have been here to assist us and help us in every way. I do not want to forget the Clerk. We have a very good clerk on this Committee. He is a credit to the Public Service. I would also like to say to you, Mr. Chairman, that I feel you have performed your duties with fairness objectivity, tact and rare good humour at all times. It has been a pleasure for me to serve with you and the other gentlemen on this Committee.

The Chairman: Thank you very much. Shall I report the bill, as amended, to the House?

Some hon. Members: Agreed.

[Interprétation]

Au sujet du point soulevé par M. Knowles, dois-je porter le bill, tel qu'amendé, à la Chambre?

Je pense que le comité pourrait en discuter, s'il doit y avoir une autre réunion. Voulez-vous voir le bill amendé avant de faire le rapport?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, nous n'avons pas besoin de voir le bill amendé parce que c'est très précis, mais je pense que nous devrions voir la partie du rapport qui comporte les trois ou quatre recommandations que nous avons faites à la Chambre pour qu'on y fasse quelques changements.

M. Foster: Est-ce que le greffier en dispose tout de suite?

Le président: Nous pourrions continuer à huis clos dès maintenant ou le Comité souhaite-t-il se réunir le plus tôt possible afin d'en terminer?

M. MacRae: Les débats ne seraient pas enregistrés à une réunion à huis clos, n'est-ce pas, monsieur le président?

Le président: Exact.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En d'autres mots, le rapport voulant qu'il y ait unanimité. Je ne veux pas faire perdre du temps, monsieur le président, nous savons sur quoi nous sommes d'accord quand nous acceptons de faire rapport sur le bill.

Le président: Quand le comité veut-il se réunir de nouveau à huis clos.

M. Foster: Combien de recommandations avons-nous?

Le président: Selon le greffier, il y a deux recommandations.

M. Foster: Si nous pouvons en disposer rapidement, je propose que nous le fassions maintenant.

Le président: A huis clos?

M. Foster: Oui.

Le président: Quelqu'un veut-il proposer que l'on continue à huis clos?

M. MacRae: Avant de le faire, puis-je dire quelques mots? Puisque ce sont là les derniers procès-verbaux que nous aurons de ce comité qui a accompli cette tâche particulière, j'aimerais dire combien nous sommes satisfaits des services rendus par M. Hodgson, M. Ward, M. Reynolds, M. Anderson ainsi que de ces deux messieurs au bout de la table, M. MacFarlane et M. Chadderton. Ils nous ont aidé énormément. Je ne voudrais pas oublier le greffier. Il a été excellent. Il fait honneur à la Fonction publique. Je voudrais aussi vous dire, monsieur le président, que vous vous êtes acquitté de vos fonctions avec justesse, objectivité, tact, et une rare bonne humeur. Ce fut un plaisir de faire partie du présent comité.

Le président: Merci. Est-ce que je dois faire rapport du bill tel qu'amendé à la Chambre?

Des voix: Oui.

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, may I just add that no one could say it any better than Mr. MacRae has said it, and I would like to join in the views that he has expressed so well.

The Chairman: Thank you very much, Mr. MacRae and Mr. Knowles. In order to complete this, gentlemen, according to procedure shall the Committee order a reprint of Bill C-203, as amended, for distribution to the members of the House of Commons?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: We now stand adjourned in order to reopen *in camera*.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. MacRae has been very liberal this morning and I agree with him wholeheartedly.

The Chairman: I declare the meeting adjourned.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Good, good.

Clauses 30 and 31 agreed to.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): All of these amendments will remove the time limit.

Clauses 32 and 33 agreed to.

On Clause 34.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): All of these amendments are to the Regulations, which is something that the Committee has been doing for some time.

Mr. Ward (Eaton, Quebec): Clause 34 agreed to.

Clauses 34 agreed to.

On Clause 35 — Interpretation "Old law".

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Have any of your fellow men what is referred to here, the "Revised Statute of Canada, 1970"? This publication doesn't seem to have any recommendations.

As hon. Member: No.

Mr. Knowles: Amend so it reads, "any law that has not been passed by the Senate or the House of Commons before the date of the coming into force of this Act".

To the Chairman: Motion for a reprint of the bill.

Clause 1 agreed to.

Title agreed to.

Bill C-203, as amended, agreed to.

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, puis-je ajouter que nul ne pourrait le dire mieux que M. MacRae, et je fais miens les sentiments qu'il a si bien exprimés.

Le président: Merci beaucoup, Messieurs. Pour en terminer, selon le règlement, le comité ordonne-t-il la république du Bill C-203, tel qu'amendé, pour distribution aux membres de la Chambre des communes?

Des voix: Oui.

Le président: Nous adjournons, maintenant, pour reprendre les délibérations à huis clos.

M. Guay (St.-Boniface): M. MacRae n'a pas ménagé les compliments auxquels je me joins de tout cœur.

Le président: La séance est levée.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Bien, bien.

Les articles 30 et 31 sont adoptés.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Il existe plusieurs délais de prescription. La même chose se produira lorsque ces deux articles seront adoptés.

Les articles 32 et 33 sont adoptés.

Article 34.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Tous ces articles sont adoptés.

Mr. Ward (Eaton, Quebec): Il faut que ce soit aussi une question de prescription.

L'article 34 est adopté.

Article 35 Interpretation ancienne.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je propose que l'on parle des statuts révisés du Canada de 1970.

Mr. Knowles: Je suis d'accord avec ce que vous avez dit.

As hon. Member: Non.

Mr. Knowles: Peut-être que je devrais faire une autre proposition.

Mr. Knowles: Je vais faire une proposition qui sera plus simple.

Mr. Knowles: Je vais faire une proposition qui sera plus simple.

Mr. Knowles: Je vais faire une proposition qui sera plus simple.

Mr. Knowles: Je vais faire une proposition qui sera plus simple.

Mr. Knowles: Je vais faire une proposition qui sera plus simple.

Mr. Knowles: Je vais faire une proposition qui sera plus simple.

APPENDIX "B"

Mr. Chairman and Gentlemen:

This Brief is presented to the Standing Committee on Veterans Affairs by the National Prisoners of War Association. We are willing to appear before the Committee to show just cause why Bill C-203 should be widened and extended to embrace all prisoners of war. We are encouraged to see that Bill C-203 will amend the Pension Act to give more equity to veterans and aid the ex-prisoners of war in Japanese camps. Prisoners of war are in an unusual position when standing before the Pension Board and we feel that any new legislation should take this into account. Therefore, we urge that the Standing Committee on Veterans Affairs give our brief every consideration and allow our Association officers to appear before them to state our position before voting on such vital matters that will affect our lives and families for many years to come.

The most comprehensive study of prisoners of war which has been reported was made by the National Research Council and Veterans Administration in the United States in 1955. The report revealed that

Both the prisoners of the Japanese and those imprisoned in the European and Mediterranean theaters during World War II were studied. The Pacific group had averaged 38.4 months in prison camps and the European group had averaged 10.3 months in captivity.

The overall mortality during imprisonment was 37.2 per cent of the Japanese prisoners of war and 1.4 per cent in the European theater. Medical care seems to have been considerably better in German than in Japanese camps. An American psychiatrist imprisoned by Japanese for four years has analyzed the mental factors involved in prisoner of war survival. His findings indicated that the stable, well adjusted individuals were most likely to survive. When the will to survive was weak, death seemed to come easily, even from minor ailments . . .

Perhaps one of the least understood and yet major problems of continuing and increasing importance today is in the field of mental attitudes and mental illness resulting from prolonged physical and mental stresses endured by prisoners of war. The excess incidence of psychoneuroses and accidental deaths as shown in the study merits further attention . . . Certain advanced research techniques are available which can be used to evaluate vitamin or general nutritional status of individuals who are suffering from active, current malnutrition. These techniques would be, however, completely useless in attempting to evaluate individuals who had suffered from active malnutrition ten or more years previously . . .

Former POWS complaints involve the central nervous system such as nervousness, insomnia, excessive worry, inability to adapt, nervous breakdown, poor memory and others, such as weakness and undue fatigue, and vague gastrointestinal disorders. Involved also are a group of diseases and conditions such as cancer, cardiovascular diseases, arthritis and accidents, which occur normally in appreciable incidence in any population group. When such conditions develop in a former prisoner of war, an obvious question of connection with imprisonment develops, especially in those diseases and conditions shown by the

APPENDICE «B»

Monsieur le président, messieurs:

L'Association nationale des prisonniers de guerre présente ce mémoire au Comité permanent des affaires des anciens combattants. Nous désirons comparaître devant le Comité afin d'expliquer pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire que le bill C-203 soit élargi de manière à inclure tous les prisonniers de guerre. Nous sommes heureux de constater que ce bill modifiera la Loi sur les pensions de façon à être plus équitable envers les anciens combattants et à aider les anciens prisonniers de guerre des camps japonais. Les prisonniers de guerre sont dans une position inhabituelle vis-à-vis de la Commission des pensions et nous pensons que toute nouvelle législation devrait tenir compte de ce fait. Aussi, nous recommandons que le Comité permanent des affaires des anciens combattants consacre à notre mémoire toute son attention et autorise les fonctionnaires de notre Association à comparaître devant lui pour expliquer notre position avant de voter sur des sujets aussi essentiels qui toucheront nos vies et nos familles pendant de nombreuses années à venir.

L'étude la plus globale des prisonniers de guerre qui ait été signalée a été faite par le Conseil national de la recherche et par la Veterans Administration des États-Unis en 1955. Le rapport a révélé que:

On a étudié tant les prisonniers des Japonais que ceux qui ont été emprisonnés sur le théâtre d'opérations européen et méditerranéen au cours de la Seconde Guerre mondiale. Le groupe du Pacifique a passé en moyenne 38.4 mois dans des camps de prisonniers et celui des prisonniers en Europe a passé en moyenne 10.3 mois en captivité.

La mortalité globale pendant la captivité a été de 37.2 p. 100 pour les prisonniers de guerre aux mains des Japonais et de 1.4 p. 100 pour les théâtres d'opérations européens. Il semble que les soins médicaux aient été bien meilleurs dans les camps allemands que dans les camps japonais. Un psychiatre américain emprisonné par les Japonais pendant quatre ans a analysé les facteurs mentaux impliqués dans la survie des prisonniers de guerre. Ses conclusions ont indiqué que les individus stables et bien adaptés à leur entourage avaient les plus grandes chances de survivre. Par contre, quand la volonté de survivre était faible, la mort survenait facilement, même lorsqu'il s'agissait de maladies peu importantes . . .

Il se peut que l'un des problèmes les moins bien compris, quoique les plus importants aujourd'hui concerne le domaine des habitudes et des maladies mentales résultant de la pression physique et mentale prolongée subie par les prisonniers de guerre. Le grand nombre de psychonérose et de mort accidentelle indiquées dans l'étude mérite d'autre part l'attention . . . Certaines techniques de recherche avancées sont disponibles et on peut les utiliser pour évaluer le statut, du point de vue des vitamines ou de la nutrition générale, des individus qui souffrent de sous-alimentation active et courante. Ces techniques sont toutefois complètement inutiles pour essayer d'évaluer des individus qui ont souffert de sous-alimentation active il y a 10 ans ou plus . . .

Les anciens prisonniers de guerre se plaignent souvent de leur système nerveux central et souffrent de nervosité,

NRCVA study to occur with increased frequency in certain prisoner of war groups...

That excess mortality, morbidity and disability following liberation is related to the length of imprisonment and the severity during imprisonment of malnutrition and other hardships is borne out by the results of the NATIONAL RESEARCH COUNCIL and VETERANS ADMINISTRATION study.

d'insomnie, de soucis excessifs, d'impossibilité de s'adapter, de dépression nerveuse, de faiblesse de la mémoire et d'autres choses, telles que la faiblesse et la fatigue inexplicées, ainsi que de vagues désordres gastro-intestinaux. D'autres maladies peuvent également les frapper telles que le cancer, les maladies cardio-vasculaires, l'arthrite et les accidents qui se produisent normalement en nombre appréciable dans n'importe quel groupe de population. Quand ces conditions apparaissent chez un ancien prisonnier de guerre, la question évidente est de savoir quel est sa relation avec l'emprisonnement antérieur, spécialement dans les maladies et d'affections qui, ainsi que l'étude du NRCVA le montre, se produisent avec une fréquence accrue dans certains groupes de prisonniers de guerre...

Qu'une mortalité, une morbidité et une inadaptation bien supérieure à la moyenne après la libération ont un lien direct avec la longueur de la détention et la sévérité de la sous-alimentation et des autres difficultés survenues au cours de la captivité, est confirmé par les résultats de l'étude du CONSEIL NATIONAL DE LA RECHERCHE et de la VETERANS ADMINISTRATION.

FINDINGS AND RECOMMENDATIONS

CHIEF COMMISSIONER ON

WAR CLAIMS TO

PRISONERS OF WAR

I find that in military prison camps in Europe in which Canadians were imprisoned during World War II, there prevailed maltreatment, sufficiently serious, general and prolonged, though sporadic, intermittent and widely varying degree, to justify the payment (in all cases where the presumption of maltreatment is not rebutted) of a general basic per diem award to Canadian military personnel held in such camps, for the duration of their imprisonment.

I also find that certain aspects of treatment by the Germans of groups of prisoners of war in their custody formed aggravating incidents in the maltreatment of prisoners subjected to such incidents, and were sufficiently serious and general in such groups of cases to justify the recommendation of an additional semi-automatic award upon proof of subjection to any such aggravating incident.

As claims for general and additional awards will normally be intermingled, it would appear that the most satisfactory method of dealing with all claims by ex-prisoners of war in Europe, or by their surviving dependents, would be for the Commission, acting upon general evidence and information now before it, to import into each individual case the following presumptions of fact.

(1) (Rebuttable) that each Canadian prisoner of war in Europe suffered a degree of serious maltreatment, albeit sporadic and intermittent.

(2) that each Canadian POW in Europe suffered some degree of incapacity to work as a result of his maltreatment.

(3) that such incapacity to work subsisted, in each case for some period of time after liberation...

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

DU COMMISSAIRE EN CHEF

SUR LES DOMMAGES DE GUERRE VERSÉS

AUX PRISONNIERS DE GUERRE

J'estime que, dans les camps de prisonniers militaires d'Europe où les Canadiens ont été emprisonnés pendant la seconde guerre mondiale, ils ont été victimes de mauvais traitements suffisamment sérieux, généraux et prolongés, quoique sporadiques, intermittents et variant considérablement en degré, pour justifier le versement (dans tous les cas où la supposition de mauvais traitements n'est pas réfutée) d'une indemnité globale au personnel militaire canadien détenu dans ces camps, en fonction de la durée de leur emprisonnement.

Je pense également que certains aspects du traitement infligé par les Allemands à des groupes de prisonniers de guerre ont constitué des circonstances aggravantes des mauvais traitements des prisonniers qu'ils ont subis, et ont été suffisamment sérieuses et générales dans les groupes en question pour justifier la recommandation d'une indemnité supplémentaire semi-automatique versée sur preuve qu'un prisonnier a été soumis à ces circonstances aggravantes.

Etant donné que les demandes de dédommagements globaux et supplémentaires seront normalement imbriqués, il semble que la méthode la plus satisfaisante de s'occuper de toutes les réclamations faites par les anciens prisonniers de guerre en Europe, ou par les personnes à charge qui leur survivent, serait que la commission, agissant sur la preuve et les informations générales dont elle dispose, inclue dans chaque cas individuel les suppositions suivantes de fait.

1) (Réfutable) que tout canadien prisonnier de guerre en Europe a subi des mauvais traitements sérieux, quoique sporadiques et intermittents.

In conclusion, I recommend that all presumptions and formulae applicable to prisoners of war should also be imported into claims for maltreatment of Canadian merchant seamen.

As to Canadian civilian internees in Europe, I make no general finding, and therefore recommend that each case be adjudicated individually according to the present War Claims Rules.

Thane A. Campbell
Chief War Claims Commissioner

That Canadians received ill treatment and were not protected by the Geneva Convention is a little known fact. That the treatment was sporadic, intermittent and widely varying in degree depended on which camp you were incarcerated in. The reason for this harsh and unusual treatment was because of an order found by the Germans at Dieppe and the whims of the Gestapo agents who periodically searched the Canadian camps and harassed the prisoners.

THE DIEPPE RAID

The Mackenzie King diaries state that in May, 1941, "Defence officials say we should ask the British authorities to have our Army put into action somewhere at once—if not in the Middle East, then on raids to France...even if it involved some being killed." The Canadian press and radio reflected the mounting public criticism of the politicians in Ottawa. King's political colleagues were insisting that something be done to put life into the recruiting campaign. Mackenzie King discussed these problems with Churchill in September, 1941 and said, "I don't know how long I can go on leading my country while our troops remain inactive."

A plan worked out to the last detail by General Bernard Montgomery was used with a few changes. The raid was scheduled for July but had to be called off because wind conditions would not allow the paratroopers to be dropped behind the town. Montgomery had ruled out a flanking attack. The new plan called for the use of commando troops on the flanks with a frontal assault across the beach with men and tanks. The Air Force refused to soften up defenders with a bombing raid and the Navy said that they could not put any big ship into the English Channel to pound the shore defenses. Lt. General Crerar worked with Vice-Admiral Lord Louis Mountbatten on the final details. H.D.G. Crerar wrote Lt. General A.G.L. McNaughton, "I have today gone over in detail the plans for the exercise, as now agreed to by Naval, Army, and Air Force Commanders and am satisfied that the revisions in respect to the previous exercise plans add, rather than detract, to the soundness of the plan as a whole. I am, therefore, of the opinion that given an even break in luck and good navigation, the demonstration should prove successful."

2) que tout canadien prisonnier de guerre en Europe a subi un certain degré d'incapacité de travailler comme résultat de ces mauvais traitements.

3) que cette incapacité de travailler a persisté, dans chaque cas, pendant une certaine période de temps après la libération . . .

En conclusion, je recommande que toutes les suppositions et les formules applicables aux prisonniers de guerre soient également incluses dans les demandes de versement de dommages pour mauvais traitements des marins de la marine marchande canadienne.

En ce qui concerne les internés civils en Europe, je n'ai aucune proposition générale à faire et donc je recommande que chaque cas soit réglé individuellement suivant les règlements actuels des dommages de guerre.

Le commissaire en chef des dommages de guerre,
Thane A. Campbell

On connaît peu le fait que les Canadiens qui ont reçu de mauvais traitements n'étaient pas protégés par la convention de Genève. Que les mauvais traitements étaient très sporadiques, intermittents et variant largement en degré dépendait du camp dans lequel le prisonnier se trouvait incarcéré. La raison de ces traitements durs et inhabituels ont pour origine un ordre trouvé par les Allemands à Dieppe et les caprices des agents de la Gestapo qui fouillaient d'une manière périodique les camps canadiens et harcelaient les prisonniers.

LE RAID DE DIEPPE

Les carnets de Mackenzie King mentionnent qu'en mai 1941, «les fonctionnaires de la défense ont dit que nous devrions demander aux autorités britanniques que notre armée soit lancée dans la bataille de suite—sinon au moyen Orient, du moins à l'occasion de raids sur la France. . . . même si cela devait se traduire par quelques pertes.» La presse et la radio canadiennes reflétaient les critiques croissantes du public à l'égard des politiciens d'Ottawa. Les collègues politiques de King insistaient que l'on fasse quelque chose pour donner vie à la campagne de recrutement. Mackenzie King étudia ces problèmes avec Churchill en septembre 1941 et dit: «je ne sais pas pendant combien de temps je pourrai continuer à diriger mon pays tant que nos troupes restent inactives.».

Un plan élaboré jusqu'au dernier détail par le général Bernard Montgomery fut utilisé avec seulement quelques changements. Le raid fut prévu pour le mois de juillet mais dut être supprimé parce que les vents ne permettaient pas d'effectuer un lancement de parachutistes derrière la ville. Montgomery avait écarté une attaque de flanc. Le nouveau plan prévoyait l'utilisation de troupes de commando sur les flancs pendant qu'un assaut de front serait déclenché sur la plage avec des hommes et des chars. Les forces aériennes refusèrent de réduire la résistance des défenseurs par un raid de bombardement et la marine déclara qu'elle ne pouvait fournir aucun navire important dans la Manche pour pilonner les défenses côtières. Le lieutenant général Crerar mit au point avec le vice-amiral Lord Louis Mountbatten les détails finaux. A.D.G. Crerar écrivit au lieutenant général A.G.L. McNaughton: «J'ai examiné aujourd'hui en détail les plans de l'exercice tels qu'ils ont été acceptés par les commandants de la marine, de l'armée et des

Terrence Robertson wrote, "Crerar was so intent on getting Canadian troops in action he would have O.K.'ed a plan where the men went in with pea shooters and sling shots." Air Vice Marshal Leigh-Mallory warned Crerar, "I can't see it. Your plan may have merit in theory, but it's damned impracticable. The troops will be pinned down on the beaches at the very beginning. They'll never get going again, you mark my words."

"Are you speaking with the authority of an airman?" replied Crerar with cutting emphasis.

"No, bloody fear," retorted Leigh-Mallory. "Before I joined the Flying Corps in 1917 I was a subaltern. I speak as a soldier who served on the western front and knows what it's like to go over the top without proper fire support."

After nine hours of fighting to get off the beach, Lt. Col. R. Labatt, R.H.L.I. Regiment, appraised the situation. Hundreds of dead and wounded lay there and the tide was coming in, washing over the bodies. The Navy was gone and the Germans were poised for a counter-attack. He tied a white rag to a rifle barrel and shoved a German Air Force prisoner out into the open with it. Major Gordon Rolfe, Signal Corp, started a fire to burn documents. Rolfe noticed that Brigadier Wm. Wallace Southam was still carrying plan #37 of the raid. He remembered the order that "All ranks will ensure that no orders, maps, photographs, operational documents or notes fall into enemy hands." He raced over to the Brigadier and pointed to the bonfire, urging that the plans be burned immediately. Southam said that he still had use for them. The Germans came down on the beach and saw Southam make an attempt to bury the package under the pebbles. Lt. Schuchman, German Naval Intelligence, walked over and picked it up.

The capture of these documents resulted in Canadian prisoners being shackled and mistreated in the prisoner of war camps.

forces aériennes et je suis convaincu que les révisions apportées au plan de l'exercice précédent renforcent plutôt que diminuent la justesse du plan pris dans son ensemble. En conséquence, je pense que si nous avons la chance pour nous et effectuons une bonne navigation, la démonstration devrait être couronnée de succès».

Terrence Robertson a écrit: «Crerar désirait tellement que les troupes canadiennes entrent en action qu'il aurait approuvé un plan dans lequel les hommes auraient utilisé des sarbacanes de poche et des frondes.» Le vice-maréchal de l'air Leigh-Mallory avertit Crerar et lui dit: «Je ne vois pas où vous voulez en venir. Votre plan peut avoir des mérites en théorie, mais il est absolument impraticable. Les troupes vont être clouées sur les plages dès le début. Et elles ne progresseront plus, j'en suis sûr.»

«Parlez-vous avec l'autorité d'un aviateur?» répliqua Crerar avec force.

«Non, répliqua Leigh-Mallory. Avant que je m'engage dans le corps des aviateurs en 1917, j'étais un subalterne. Je parle en tant que soldat qui a servi sur le front Ouest et qui sait ce que c'est d'attaquer sans appui de feu convenable.»

Après neuf heures de combat pour déboucher de la plage, le lieutenant-colonel R. Labatt, du régiment R.H.L.I., fit le point de la situation. Des centaines de morts et de blessés gisaient là tandis que la marée montait, recouvrant les corps. La marine était partie et les Allemands étaient prêts à contre-attaquer. Labatt attacha un chiffon blanc à un canon de fusil et fit avancer un Allemand qui le portait. Le major Gordon Rolfe, du Signal Corps, commença à brûler les documents. Rolfe remarqua que le brigadier-général William Wallace Southam portait encore le plan n° 37 du raid. Il se souvint de l'ordre que «Tous les rangs s'assureront qu'aucun ordre, carte, photographie, document relatif aux opérations ou note, ne tombe aux mains de l'ennemi.» Il courut vers le brigadier-général et lui indiqua le feu afin qu'il y brûle les plans immédiatement. Southam répondit qu'il en avait encore besoin. Les Allemands descendirent sur la plage et virent Southam faire une tentative pour enterrer le paquet sous les galets. Le lieutenant Schuchman, des services de renseignements de la marine allemande, s'avanza et le ramassa.

La capture de ces documents aboutit à ceci: les prisonniers canadiens furent mis aux fers et maltraités dans les camps de prisonniers de guerre.

APPENDIX 10**EXTRACTS FROM INTELLIGENCE PLAN****Para. 757. Prisoners of War****b) Labelling Prisoners**

- (i) After searching prisoners for arms, special tags which will be in possession of Bn. I.O.s will be attached to prisoner's clothing. These tags will show:

Unit effecting capture.

Place and time of capture.

- (ii) Whenever possible prisoners' hands will be tied to prevent destruction of their documents.

The Germans found that these orders had been carried out. A German lance sergeant, a corporal, five privates, and five members of the Todt organization who had been held prisoners, said that they had been tied with their hands on their backs.

Dieppe—The Shame and the Glory by Terence Robertson documents the raid from its conception to the POW camps. He questions "the difference between calculated risk and calculated suicide." He calls it an ignominy of defeat and blames the planners rather than General Roberts. Montgomery insisted on a suicidal frontal assault across the beaches.

At Whatever Cost: The Story of the Dieppe Raid by R.W. Thompson terms it the Charge of the Light Brigade. Major Fred Tilston V.C. said at an Essex Scottish Reunion in June, 1970, "We took Dieppe on Sunday, September 3, 1944. I don't see how in the world they expected to get the tanks over that beach. It was made up of boulders two to four inches in diameter."

After the holocaust was over, the survivors were marched eighteen kilometers to a brick kiln for the night. The next day, they marched 3½ kilometers and were put in box cars. They arrived at Stalag 153 at Verrenuil, France on August 21st. They slept in an open field surrounded by barbed-wire, search lights, and German guards. They were transferred to the main camp after three days of interrogation and registration, with little to eat. The Germans issued old French uniforms to the men who had lost clothing in the fighting. They attempted to split ranks by giving the French Canadians extra food. The scheme backfired as the French Canadians shared it with their English comrades.

The prisoners were crowded sixty men to a box car on August 28th and a four day trip to Stalag VIII B. There was no room to sit, poor ventilation, little water, practically no food, and no latrine facilities. Many were suffering from dysentery. They arrived in Lamsdorf, Germany on September 1, 1942 and were marched to Stalag VIII B.

The officers were taken to Oflag VII B near Eichstaett, Germany. Officers who were in the hospital for several months ended up at Oflag 9 Z and enlisted men went to 9 C. We visit first the men who were in Stalag VIII B.

They were living in cement huts, about 120 men to a room, sleeping on three-tiered wooden bunks closely crowded. Wooden clogs were issued but no clothing. The food was very poor and there were no eating utensils or dishes so men ate from tin cans. The German rations were very poor but they were supplemented by one-half Red Cross parcel per week. The food was served cold and the living quarters were infested.

APPENDICE 10**EXTRAITS DU PLAN DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS****Paragraphe 757. Prisonniers de guerre****b) Étiquetage des prisonniers**

- i) Après avoir fouillé les prisonniers pour s'assurer qu'ils ne portent plus d'armes, des étiquettes spéciales qui seront en possession des officiers des services de renseignements du bataillon seront fixées sur les habits des prisonniers. Ces étiquettes indiqueront:

L'unité qui a effectué la capture.

L'endroit et l'heure de la capture.

- ii) Autant que possible, on liera les mains des prisonniers pour les empêcher de détruire leurs documents.

Les Allemands découvrirent que ces ordres avaient été exécutés. Un sergent de première classe allemand, un caporal, cinq soldats de deuxième classe, et cinq membres de l'organisation Todt qui avaient été faits prisonniers, dirent qu'on leur avait lié les mains dans le dos.

Dans *Dieppe—The Shame and the Glory*, Terence Robertson étudie le raid du début à sa conclusion dans les camps de prisonniers de guerre. L'auteur examine «la différence entre le risque calculé et le suicide calculé.» Il traite le raid de défaite ignominieuse et il blâme les planificateurs plutôt que le général Roberts. Montgomery avait insisté sur un assaut suicide de front effectué à travers les plages.

Dans *At Whatever Cost: The Story of the Dieppe Raid*, R. W. Thompson appelle ce raid la charge de la brigade légère. Le Major Fred Tilston, C. V., a dit à une réunion de l'Essex Scottish en juin 1970: «Nous avons pris Dieppe le dimanche 3 septembre 1944. Je ne vois pas comment on s'attendait à ce que les tanks franchissent cette plage. Elle était recouverte de galets de 2 à 4 pouces de diamètre.»

Lorsque l'holocauste fut terminé, les survivants durent marcher pendant 18 kilomètres pour se rendre à un four à briques pour y passer la nuit. Le lendemain, il firent trois kilomètres et demi à pied et ensuite furent chargés à bord de fourgons à bestiaux. Ils arrivèrent au Stalag 153, à Verrenuil, France, le 21 août. Ils passèrent la nuit dans un champ ouvert entouré de barbelés, de projecteurs, et de sentinelles allemandes. On les transféra vers le camp principal après trois jours d'interrogatoire et d'immatriculation, et peu de nourriture. Les Allemands sortirent de vieux uniformes français et les donnèrent aux hommes qui avaient perdu leurs vêtements dans la bataille. Ils essayèrent de créer la division dans les rangs en accordant aux Canadiens français de la nourriture supplémentaire. Ce plan ne réussit pas car les Canadiens français partagèrent la nourriture avec leurs camarades anglais.

Le 28 août, on entassa les prisonniers à raison de 60 par fourgon à bestiaux et on les conduisit en quatre jours vers le Stalag VIII B. La place pour s'asseoir était limitée, la ventilation presque inexiste; il y avait peu d'eau, pratiquement aucune nourriture et aucune latrine. Beaucoup souffraient de la dysenterie. Ils arrivèrent à Lamsdorf, en Allemagne, le premier septembre 1942 et on les conduisit vers le Stalag VIII B.

On conduisit les officiers vers l'Oflag VII B près de Eichstaett, en Allemagne. Les officiers qui étaient à l'hôpital depuis de nombreux

October 8, 1942 the prisoners were marched out of the huts at noon and informed that because of orders found on the beach at Dieppe stating that German soldiers were to be tied, if captured, the German Government would take reprisal. Hands were tied criss-cross with ropes. The Red Cross parcels were stopped and the food situation was acute. The water for bathing was low and three-minute hot showers were allowed every six weeks. Guards roamed the compound during the day and police dogs at night. The Canadians were not allowed out and were kept separated from the other British prisoners.

December 2, 1942 the ropes were replaced by handcuffs with about fifteen inches of chain. This gave them more freedom of movement. When the ropes were on, it was difficult to eat and ten men at a time had to go to the toilet with a stretcher bearer to take down their pants. The latrine was a one-room facility about 150 feet away and serviced over a thousand prisoners. Many had dysentery and because it was difficult to wash with the ropes on, lice became a problem. Gestapo agents made periodic searches and the prisoners were required to stand out in the cold for hours, scantily clad. Men caught with their chains off were made to stand facing the wall for hours. Mrs. Wm. J. Deuling mentions this in a letter to the National POW Association:

My husband is suffering from Reynaud's Phenomenon. It is so painful at times that Bill cannot work. I have the conviction that had he not been manacled after capture at Dieppe, it either would not have occurred or be much less severe. He has been turned down for a pension... I have great difficulty getting Bill to tell me any of his experiences as a POW. I do know that he did have eczema while in camp and was treated for it. He was once caught out of his manacles and for the balance of the twelve hours had to stand with his nose and toes to the wall and every time he wavered away from the wall, was kicked in the back. When he was discharged in Toronto, a young man asked him if he had any complaints about his treatment as a POW. When he said he did, he was asked for the name and number of the guard he had complaints against. He just looked at the young man and then walked out in disgust.

Some of the symptoms of this disease are extreme cold, emotional upheavals, and excessive smoking. Those who went through the winter of 1942-1943 in handcuffs will never forget how cold the steel on one's wrists could get since the huts were unheated.

Peter J. Steinrohn, M.D., says, "Many people believe that psychosomatics is nothing but a fancy word 'cooked up' by doctors who want to impress patients or can't discover what's really wrong with the patient. It's also true that psychosomatics is as real now as it was when Hippocrates believed in it about two thousand years ago. The fact is that you can't separate the mind from the body; the body from the mind. What affects one is bound to make its imprint on the other."

Scientists who wrestle with psychosomatic mysteries now believe there is no fundamental difference between mental and physical illness and all illnesses have both psychological (mind) and somatic (body) components. One of these scientists, Dr. Chase Patterson Kimball of Yale University, found this agreement in surveying the 1970 state of psychosomatic science. He found it by concentrating on the interrelations in any illness among the physical, mental, and the social. He says

mois aboutirent à l'Oflag 9 Z et les hommes du rang allèrent à l'Oflag 9 C. Voyons d'abord les hommes qui étaient au Stalag VIII B.

Ils vivaient dans des huttes de ciment, à environ 120 hommes dans chaque chambre, dormant sur des couchettes de bois à 3 étages où il fallait se serrer. On leur donna des galoches en bois mais aucun vêtement. La nourriture était mauvaise et comme il n'y avait aucun ustensile ou plat les hommes devaient manger à même les boîtes en fer. Les rations allemandes étaient extrêmement faibles mais on y ajoutait chaque semaine la moitié d'un colis de la Croix Rouge. La nourriture était servie froide et les baraquements étaient infestés.

Le 8 octobre 1942, à midi, on fit sortir les prisonniers des huttes et on leur dit qu'en raison d'ordres trouvés sur la plage à Dieppe, selon lesquels les soldats allemands devaient être attachés, une fois capturés, le gouvernement allemand userait de représailles. Leurs mains furent croisées et attachées. On arrêta les paquets de la Croix Rouge et la situation alimentaire fut extrêmement grave. Il y avait peu d'eau pour se laver et toutes les six semaines on leur accordait une douche chaude de trois minutes. De jour, des gardes faisaient des rondes dans le camp et, de nuit, c'était des chiens policiers. Les Canadiens n'étaient pas autorisés à sortir et on les gardait à l'écart des autres prisonniers britanniques.

Le 2 décembre 1942, des menottes reliées entre elles par quinze pouces de chaîne remplacèrent les cordes, ce qui facilita les mouvements des prisonniers. Lorsqu'ils avaient les cordes, les hommes éprouvaient des difficultés pour manger et devaient se rendre à dix en même temps aux toilettes avec un broncardier pour baisser leurs pantalons. Les toilettes étaient une simple pièce placée à environ 150 pieds plus loin et servaient à un millier de prisonniers. Beaucoup souffraient de la dysentrie et comme il était difficile de se laver, avec les mains liées, les poux devinrent un réel problème.

Périodiquement, des agents de la Gestapo effectuaient des recherches et pendant des heures des prisonniers devaient rester debout à l'extérieur dans le froid, à peine habillés. Ceux que l'on surprétait avec leurs chaînes détachées devaient rester face au mur des heures durant. Mme Wm. J. Deuling en parle dans une lettre à l'Association nationale des prisonniers de guerre:

Mon mari souffre du phénomène de Reynaud. Cela est si douloureux que parfois Bill ne peut travailler. J'ai la conviction que si on ne lui avait pas mis les menottes après sa capture à Dieppe, cela ne se serait pas produit ou ce serait moins pénible. On lui a refusé une pension... J'ai beaucoup de mal à faire en sorte que Bill me parle de ses expériences en tant que prisonnier de guerre. Je suis sûr qu'il contracta l'eczéma au camp et suivit un traitement pour cela. Un jour on lui retira les menottes et pendant douze heures d'affilée dû se tenir debout le nez et les orteils vers le mur et chaque fois qu'il s'écartait du mur on lui jetait des coups de pieds dans le dos. Lors de sa libération à Toronto, un jeune homme lui demanda s'il avait à se plaindre de son traitement en tant que prisonnier de guerre. Lorsqu'il répondit que oui, on lui demanda le nom et le matriau du garde dont il avait à se plaindre. Il se contenta de regarder le jeune homme et s'éloigna plein de dégoût.

Parmi les symptômes de cette maladie on trouve un froid extrême, des convulsions dues à l'émotion, et un besoin excessif de fumer. Ceux qui passèrent l'hiver de 1942 à 1943 avec leurs menottes, n'oublieront jamais comme l'acier était froid sur les poignets car les huttes n'étaient pas chauffées.

The general scientific opinion now is that all illnesses have psycho-social aspects that influence their cause, precipitation, manifestation, course and outcome... A major psychosomatic research effort is the study of how an individual adapts to stresses biologically and psychologically and on what underlying factors these responses depend.

Dr. Kimball made his survey for Annals of Internal Medicine, Journal of the American College of Physicians.

The Canadian Government was not only responsible for Bill Deuling being incarcerated but for the handcuffs he had to wear. Here is a disease that can conceivably be the result of being a POW. The man has not been able to get the benefit of the doubt. What is the responsibility of the government? These are the problems an ex-prisoner of war faces.

Peter J. Steinrohn, docteur en médecine, déclare «de nombreuses personnes croient que la psychosomatique n'est rien d'autre qu'un mot imaginaire mis au point par les docteurs qui désirent impressionner leurs clients ou ne peuvent découvrir ce dont souffre exactement le patient. Il est également vrai que la psychosomatique est aussi réelle de nos jours qu'elle l'était lorsque Hippocrates croyait en elle il y a environ 2 milliers d'années. Le fait est qu'on ne peut pas séparer l'esprit du corps; le corps de l'esprit. Ce qui affecte l'un laisse nécessairement sa marque sur l'autre.»

Les savants qui se sont penchés sur les mystères du psychosomatique pensent à présent qu'il n'y a pas de différences fondamentales entre la maladie mentale et physique, et que toutes les maladies ont à la fois des composantes psychologiques (l'esprit) et somatiques (le corps). L'un de ces savants, le docteur Chase Patterson Kimball de l'Université de Yale, en arriva à cette conclusion après avoir examiné la situation de la science psychosomatique en 1970. Il l'a découvert en mettant l'accent sur les interrelations dans toute maladie entre le physique, le mental, et le social. Il déclare:

«De l'avis général des savants actuels, toutes les maladies ont des aspects psychosociaux qui influencent leur cause, leur précipitation, leur manifestation, leur durée et leur dénouement... On a fait un gros effort de recherches psychosomatiques en étudiant la façon dont un individu s'adapte aux émotions du point de vue biologique et psychologique et de quels facteurs sous-jacents dépendent ces réactions.»

C'est pour les Annales de la médecine interne, le journal du collège américain des médecins, que le docteur Kimball a fait son étude.

Non seulement le gouvernement canadien fut responsable de l'incarcération de Bill Deuling mais aussi des menottes qu'il eut à porter. Il s'agit là d'une maladie qu'on ne peut pas attribuer au fait d'avoir été un prisonnier de guerre. L'homme n'a pas pu obtenir le bénéfice du doute. Quelle est la responsabilité du gouvernement? Quels sont les problèmes qu'un ancien prisonnier de guerre doit affronter?

Sgt. Major Jack Lescome:

The Germans harassed us by holding up mail and restricting exercise. We had little to do but huddle around in small groups as there were no books or recreation. Morale was at an all-time low. That winter was very cold and there was about one-half inch of slush on the floors. The guys who slept on the bottom bunks would feel the dampness coming up through their paliasses. We got half a Red Cross parcel for Christmas and everyone had the runs. After that, Red Cross parcels were issued on an occasional basis. We were supposed to be getting bulk food but the men swore that the racked compound was stealing much of it. Dysentery was prevalent and it was difficult to make the latrine on time.

On November 22, 1943 the chains were removed for the last time. The men left Stalag VIII B on February 2, 1944 for Stalag II D and were followed by the NCO's on February 25, 1944. Life was not any better at II D. The men were sent out on work parties and, although they got a little more rations, they had to work very hard. The Canadians were moved from II D on June 27th to Stalag 357 at Thorn, Poland.

Les Allemands nous faisaient subir des brimades en retenant le courrier et en limitant les exercices physiques. Tout ce que nous pouvions faire était de nous entasser en petits groupes car il n'y avait ni livres ni récréations. Nous avions en tout temps un mauvais moral. Cet hiver, il fit extrêmement froid et environ un demi-pouce de neige fondu recouvrait le plancher. Ceux qui dormaient sur la couchette du bas sentaient l'humidité traverser leurs paillasses. Pour Noël, on nous accorda la moitié d'un colis de la Croix Rouge et chacun en eut une part. Par la suite, on distribuait les colis de la Croix Rouge selon les occasions. Nous étions censés recevoir toute la nourriture mais les hommes affirmèrent que la fraude qui régnait dans le camp en volait une grande partie. La dysenterie était partout et il devenait difficile de préparer les toilettes à temps.

Le 22 novembre 1943, on nous retira les chaînes pour la dernière fois. Les hommes quittèrent le Stalag VIII B le 2 février 1944 pour le Stalag II D et furent suivis par les sous-officiers le 25 février 1944. Au II D, la vie n'était guère plus facile. On envoyait les hommes sur des chantiers et, bien que leurs rations furent plus conséquentes, leur travail y était extrêmement difficile. Le 27 juillet, les Canadiens furent envoyés du II D vers le Stalag 357 à Thorn, en Pologne.

Glen Maguire, RCAF, 432 Squadron:

I was shot down near Nuremberg, Germany and banged my head as I bailed out. It was in March, 1943. I was taken to Dulag Luft near Frankfurt, Germany. They put me in an 8' by 10' room and turned the heat up. We called them sweat boxes. After three days of interrogation they sent me to East Prussia, Oflag 6, where we slept 250 men to a tent on three-tiered wooden bunks. They marched us to Stalag 357 at Thorn, Poland in the fall. The food was bad and we had no heat in the winter. The Dieppe lads came in about June, 1944.

Glen Maguire, RCAF, escadron 432:

Je fus descendu près de Nuremberg, en Allemagne, et me cognais la tête en me glissant dehors. C'était en mars 1943. Je fus conduit au Dulag Luft près de Frankfurt, en Allemagne. Ils me jetèrent dans une pièce de 8 pieds sur 10 et mirent le chauffage à fond. C'est ce que nous appelions les boîtes à sueur. Après trois jours d'interrogatoire, ils m'envoyèrent en Prusse orientale, à l'Oflag 6, où à raison de 250 hommes, nous dormions sous la tente sur des couchettes de bois à trois étages. En automne, ils nous conduisirent à pied au Stalag 357 à Thorn, en Pologne. La nourriture y était mauvaise et il n'y avait pas de chauffage en hiver. Les gars de Dieppe arrivèrent vers juin 1944.

James Milward:

I had minor wounds at Dieppe from an 88. I was sent out on a work party at Griswald from Stalag II D. We had to chop trees from 5 a.m. to 6 p.m. six days a week. I escaped but was recaptured and spent three weeks in solitary confinement on bread and water. At Thorn, I went to another work party digging out stumps and got dysentery. Gangrene set in a finger which had to be partially amputated. I still have nightmares, am highly nervous, and hard of hearing which I blame on the shelling at Dieppe. I feel the government has not treated me fairly.

George Rennie was wounded in the arms and legs at Dieppe, treated by German doctors and released. He was very ill in the box cars on the way to Lamsdorf and swelled up. He went on a work party at II D but went in the hospital with yellow jaundice and a heart condition. "Yes, I am affected both physically and mentally and I still have bad dreams. I think they put us through too fast on discharge. It's our own fault, we were so in a hurry to get out. No, I don't get a pension."

The Canadians, including the Air Force chaps, were moved to Stalag 355 at Fallingbostel on August 11, 1944. They lived in the Bismark Barracks and water dripped in, keeping it damp. A number of the prisoners got tuberculosis and pleurisy.

William Johnston:

I was sent on a work party from Fallingbostel. We were cutting trees twelve hours a day and worked six days a week. There were no Red Cross parcels and the food stank. I went from 195 pounds down to 145 pounds. I was down to 138 pounds when the Americans liberated us. I get a 30% pension for a pulmonary condition, bronchitis, and eczema. I had a heart attack in 1970 that my doctor said was contributed to by my POW life.

I was taken prisoner in the prime of life at a solid 195 pounds and although you put the weight back on, it's mainly blubber. I am sure that having been a prisoner of war shortens our lives by ten years. I can see it when I attend the funerals for our men.

James Milward:

À Dieppe, je fus légèrement blessé par un 88. Du Stalag II D, on m'envoya sur un chantier à Griswald. Nous devions abattre des arbres de 5 h du matin à 6 h du soir à raison de 6 jours par semaine. Je me suis évadé mais fus repris et je passai trois semaines au secret vivant de pain et d'eau. À Thorn, je fus envoyé vers un autre chantier où l'on arrachait des souches et j'eus la dysenterie. La gangraine se mit dans l'un de mes doigts, il fallut l'amputer partiellement. A présent j'ai encore des cauchemars, je suis extrêmement nerveux, et j'éprouve de la difficulté à entendre, ce que j'attribue au bombardement de Dieppe. Je pense que le gouvernement s'est mal conduit envers moi.

George Rennie fut blessé au bras et aux jambes à Dieppe, soigné par des docteurs allemands et relâché. En route vers Lamsdorf il fut extrêmement malade dans les fourgons et ses blessures enflèrent. On l'envoya sur un chantier au II D puis il fut conduit à l'hôpital avec la jaunisse et une maladie du cœur. «Oui, je souffre encore du point de vue physique et mental et je fais toujours de mauvais rêves. Je pense qu'on nous a remis à nos familles beaucoup trop vite. C'est de notre faute. Nous voulions tellement en sortir. Non, je n'ai pas de pension».

On conduisit les Canadiens, y compris ceux des forces aériennes, vers le Stalag 355 à Fallingbostel le 11 août 1944. On les logea dans les casernes de Bismarck qui, à cause des infiltrations de la pluie, étaient toujours humides. Plusieurs des prisonniers eurent la tuberculose et la pleurésie.

William Johnston:

De Fallingbostel je fus envoyé sur un chantier. À raison de 12 heures par jour et de 6 jours par semaine, nous devions couper des arbres. Il n'y avait pas de colis de la Croix Rouge et la nourriture sentait mauvais. Mon poids passa de 195 à 145 livres. Lorsque les Américains nous délivrèrent, je pesais 138 livres. Je perçois une pension de 30 p. 100 pour infection pulmonaire, bronchite et eczéma. En 1970, j'eus une attaque cardiaque que mon docteur attribua à ma vie passée dans les camps de prisonniers.

Lorsque je fus capturé, j'étais en pleine vie, pesant 195 livres, et, bien que l'on reprenne du poids par la suite, ce n'est que de la graisse. Je suis sûr que notre passage dans les camps de prisonniers raccourcit nos vies de dix ans. Je peux le voir lorsque j'assiste aux enterrements de nos hommes.

William Cassidy:

We arrived in Fallingbostel on August 13, 1944. The scuttlebutt was that because the Canadian Government had treated German prisoners of war so well that we were going to a good camp. We were looking forward to it after having endured Lamsdorf, Stargard, and Thorn. We were disappointed; it was hell. The Germans started the same treatment that we had suffered at Stalag VIII B in Lamsdorf. The Germans told us that they were making reprisals because of alleged maltreatment of prisoners in Egypt.

They subjected us to propaganda and were continuously threatening our lives. The living conditions were bad and we all lost weight. Eight months later when they marched us out of camp on April 8, 1944, I was so weak that I could scarcely walk. After two weeks I became so ill that they left me lying in a ditch by the side of a road. I was lucky to get put on a wagon and taken to a village where they left me. Civilians kept me alive until British troops got there about ten days later. I have stomach trouble, a deteriorated disc, and often suffer depression. Yes, I feel that I have suffered mentally and physically from having been a prisoner of war. No, I do not get a pension.

Roy Dickie:

Fallingbostel was in some ways worse than Stalag VIII B. We didn't have the ropes and chains but we were pretty well beaten down by this time. As the winter of 1945 came on, the Gestapo again started making searches and we were forced to stand out in the cold for hours. Our paliasses, tables, and benches were removed from the huts and we never saw a Red Cross parcel. I got hit on the head with a rifle butt for not moving fast enough.

We marched from the first week in April to about the second week in May. We were doing about twenty miles a day and our only rations were four potatoes and one-eighth loaf of bread a day. Everyone lost weight and several times we were strafed by planes who mistook us for troop columns. A few died on the march and many fell by the wayside too weak to move. A few were shot trying to escape. No, I get no pension. The mental pain of POW life is not like a cut finger-it does not show. I still have dreams and the occasional nightmare. I would say that it has put an indelible mark on me.

Keith Heaton:

We marched about forty days after leaving Fallingbostel. We were marched back and forth North toward Lubeck and it was cold. We were strafed by Canadian planes several times and about ninety men were hit. We ate whatever we could get-horsemeat, oats for horses, once some potatoes that had been treated. We were sick as dogs and would walk with our braces down so you could squat in a hurry. Some planes came over and we formed the letters POW in a field; there were about 400 of us. I get only 5% but I know I've been

William Cassidy:

Le 13 août 1944, nous arrivâmes à Fallingbostel. Selon la rumeur, nous devions aller vers un bon camp car le gouvernement canadien avait bien traité les prisonniers de guerre allemands. Après avoir enduré Lamsdorf, Stargard, et Thorn, c'est ce que nous espérons de plus. Nous fûmes déçus; c'était l'enfer. Les allemands commencèrent le même traitement que celui que nous avions subi au Stalag VIII B à Lamsdorf. Les allemands nous dirent qu'ils usaient de représailles car les prisonniers avaient été mal traités en Egypte.

Ils nous soumirent à la propagande et menaçaient continuellement nos vies. Les conditions de vie étaient mauvaises et nous avons tous maigris. Huit mois plus tard, lorsqu'on nous a fait sortir du camp, le 8 avril 1944, j'étais si faible que je pouvais à peine marcher. Au bout de deux semaines, j'étais si malade qu'on me laissa dans un fossé sur le bord de la route. Par chance, des civils m'emmènèrent sur une charrette jusqu'au village, où ils me laissèrent. Des gens me tinrent en vie jusqu'à l'arrivée des troupes britanniques, environ dix jours plus tard. J'ai une maladie d'estomac, une vertèbre abîmée, et je souffre souvent de dépression. Oui, je crois que j'ai souffert mentalement et physiquement d'avoir été prisonnier de guerre. Non, je ne touche pas de pension.

Roy Dickie:

A certains égards, Fallingbostel était pire que le Stalag VIII B. Il n'y avait pas de cordes ni de chaînes, mais nous étions souvent battus. Au début de l'hiver 1945, la Gestapo recommença à faire des fouilles, et nous étions obligés de rester debout pendant des heures, dans le froid. On retira nos paillasses, nos tables et nos bancs des baraquements et nous ne vîmes jamais un seul colis de la Croix-Rouge. On me frappa à la tête avec une crosse de fusil, parce que je ne marchais pas assez vite.

Nous avons marché depuis la première semaine d'avril jusqu'à la deuxième semaine de mai environ. Nous faisions à peu près vingt miles par jour, et notre seule ration consistait de quatre pommes de terre et d'un huitième de boule de pain par jour. Nous avons tous perdu du poids et, plusieurs fois, nous avons été bombardés par des avions qui nous prenaient pour des troupes en colonnes. Certains d'entre nous moururent durant cette marche, et beaucoup tombèrent sur le bord de la route, trop faibles pour continuer. D'autres furent tués alors qu'ils tentaient de s'échapper. Non, je ne touche pas de pension. La souffrance morale qu'endure un prisonnier de guerre n'est pas comme un moignon ça ne se voit pas. J'en rêve encore et je fais parfois des cauchemars. Je dirais que cela m'a marqué d'une manière indélébile.

Keith Heaton:

Après avoir quitté Fallingbostel, nous avons marché pendant à peu près quarante jours. On nous faisait aller et venir dans la direction de Lubeck, et il faisait froid. Nous fûmes bombardés à plusieurs reprises par des avions canadiens et environ quatre-vingt-dix hommes furent touchés. Nous mangions ce que nous trouvions-du cheval, de l'avoine destinée aux chevaux, et une fois des pommes de terre qui avaient été traitées. Nous étions malades comme des chiens et nous marchions les bretelles défaites, de manière à pouvoir

affected by being a POW. I lost some teeth because if you had a cavity the Jerries just pulled the teeth out.

Stalag IX C was a transit camp and about 130 Canadian troops who had been in hospitals with wounds ended up there in December 1942. The Germans chained them up and they stayed until the camp was evacuated.

Sergeant Jack Leopold:

I was wounded in the left shoulder and leg. I went to IX C in Dec. 1942 after four months in the hospital. They put the chains on the day after we arrived. We were about thirty men to a hut with thin paliasses, and no heat. We dug a tunnel that took us seven months to complete. Fifty-two of us escaped but we were all recaptured and brought back to camp. We lived in an old castle and they put us in solitary confinement in the basement. It was so cold that it was nothing to wake up and find guys frozen to death. We left camp about the first of March and they marched us around in circles until we were liberated by the Yanks on April 16, 1945. I went down from 155 lbs to 112 lbs. I get 25% pension but it took a long time to get it. Some things you only discuss with your doctor. I've talked to my doctor, Dr. Hutt, who was our M.O. overseas, and if it was looked into, we could prove that conditions could be put back to POW life.

Fred Belanger:

I was wounded in the chest and after treatment at Rouen Hospital they transferred me to Obermassfeld Hospital where the food was poor. I then went to Egendorf Hospital where they operated on me. Then I was sent to ICC and it was a mud hole and the food even worse. We were on the march for about six weeks sleeping in ditches and barns. We had to march at night because of the strafing. It was cold and sometimes you woke up to find one inch of snow on you. Men died on the march and the guards hit us with rifle butts to keep us on the move. I got hit on the shoulder and in the mouth. It chipped and loosened my teeth so they had to be removed later. I have a full plate now. I am extremely nervous and still have bad dreams. I get a 10% pension.

Edward Julians:

I was wounded in the right elbow and spent six months in the hospital. I went to IX C and wore chains until they sent me on a work party in the fall of 1943. It was a stone quarry where we had to work nine hours a day with only Sunday off. I worked a few months in a shoe factory and then in a seed factory. The living conditions were a little better but

nous accroupir rapidement. Des avions sont venus nous survoler, et nous avons formé les lettres POW (prisonniers de guerre), dans un champ; nous étions environ 400. Je n'ai qu'une pension de 5 p. 100, mais le fait d'avoir été prisonnier de guerre m'a beaucoup handicapé. Il me manque des dents parce que, quand on avait une carie, les Allemands arrachaient tout simplement la dent.

Le Stalag IX C était un camp de transit, et environ 130 soldats canadiens blessés qui avaient été dans des hôpitaux se retrouvaient là en décembre 1942. Les Allemands les enchaînaient, et ils y restèrent jusqu'à l'évacuation du camp.

Sergeant Jack Leopold:

Je fus blessé à l'épaule et à la jambe gauches. Je suis allé au IX C en décembre 1942, après avoir passé quatre mois à l'hôpital. Ils nous mirent les chaînes le lendemain de notre arrivée. Nous étions environ trente par baraquement. Les paillasses étaient minces, et il n'y avait pas de chauffage. Nous avons creusé un tunnel que nous avons mis sept mois à terminer. Cinquante-deux d'entre nous s'échappèrent, mais nous fûmes tous repris et ramenés au camp. Nous étions dans un vieux château, et nous fûmes mis dans des cellules d'isolement, qui se trouvaient au sous-sol. Il faisait si froid qu'il était courant de voir des prisonniers morts de froid, lorsqu'on se réveillait. Nous quittâmes le camp aux environs du premier mars et on nous fit marcher en cercles tout autour, jusqu'à ce que les Américains viennent nous libérer, le 16 avril 1945. Mon poids est passé de 155 à 112 livres. Je suis pensionné à 25 p. 100, mais il m'a fallu beaucoup de temps pour y arriver. Il y a des choses dont on ne parle qu'avec son médecin. J'ai parlé à mon médecin, le Docteur Hutt, qui était notre médecin militaire là-bas, et si on voulait examiner ma condition, on pourrait prouver qu'elle est due à mes années de prisonnier de guerre.

Fred Belanger:

J'ai été blessé à la poitrine, et après avoir été soigné à l'hôpital de Rouen, j'ai été transféré à l'hôpital d'Obermassfeld où la nourriture était mauvaise. Ensuite, je suis allé à l'hôpital d'Egendorf, où je fus opéré. On m'envoya alors au IX C, qui n'était qu'un bourbier, et où la nourriture était encore plus mauvaise. Nous marchâmes pendant à peu près six semaines, dormant dans des fossés ou des étables. Il fallait marcher de nuit à cause des bombardements. Il faisait froid et on se réveillait parfois recouvert d'un pouce de neige. Des hommes sont morts pendant cette marche, et les gardes nous frappaient à coups de crosse de fusil, pour nous faire marcher. J'ai été frappé à l'épaule et à la mâchoire. Cela m'a cassé et déchaussé des dents et m'a obligé à les faire arracher, plus tard. J'ai un dentier complet, maintenant. Je suis extrêmement nerveux et je fais encore de mauvais rêves. Je suis pensionné à 10 p. 100.

Edward Julians:

J'ai été blessé au coude droit, et j'ai passé six mois à l'hôpital. Je suis allé au IX C, où je suis resté enchaîné jusqu'à ce que l'on m'envoie au travail obligatoire en Automne 1943. C'était une carrière où nous devions travailler neuf heures par jour, avec le dimanche seulement pour nous reposer. J'ai travaillé pendant quelques mois dans une usine de chaussures,

you never got enough to eat. Then I was sent down in the salt mines. We worked twelve hours a day, seven days a week, and I never saw daylight for seven months. We broke out in blisters because the salt gets in the pores of your skin. I still have pains in my fingers. I get \$40 a month pension.

John Brick:

I was held prisoner at Oflag VII B at Eichstaett. We wore the chains from October, 1942 until November, 1943. The Jerry diet was very poor, four slices of bread and soup at noon. We received one-half Red Cross parcel per week. There were about 3,000 prisoners in camp and we slept thirty six to a room in three tiered-bunks. They were arranged in groups of three so that nine men took up the space that normally housed six. We had no heat and one had to dress to go to bed. We kept rather busy and as I was interested in dentistry, I worked in a laboratory. People read up and studied tailoring, barbering, etc. We were marched out of camp in March, 1945 to Stalag VII A and had to sleep out in the open on the way. Life was dicey as there were over 120,000 prisoners. After a few weeks I got sent to Dachau concentration camp to help straighten-up the inmates before the Americans got there. We had to get people moving, deloused, and cleaned. Many of them died. Yes, POW life affected me both mentally and physically. I had nightmares for over twenty years and it really worried my wife when we were first married. I had the jerks, flipping out of bed and all that. I think that the reason so many of us survived was because we were in top physical condition. The tough training on the Isle of Wight had weeded out about one-third of the regiment—people who couldn't meet the standards. I don't get a pension because I am still in the Army. I was a 1st. Lt. when taken prisoner and now hold the rank of Colonel.

Jack Kent:

I was wounded in the leg and given treatment at Rouen. They shipped me to Oflag IX Z at Rotenberg since I was a lieutenant. It was a former girl's school and one of the best POW camps in Germany. There were only twelve Canadians and the rest were British officers who had been captured after Dunkirk or on Crete. We were on the march about two weeks and then the Germans loaded us on transport trying to get us to the Harz Mts., to hold us hostages. We stopped overnight in a State Farm and the Americans moved in and liberated about 600 officers . . .

The central beach at Dieppe was a confused muck-up. We couldn't move and this was essential to the scheme. We had to break through the center to reach our objectives. I remember the officers in O Group saying this looks a little on the silly side, but there is such a thing as senior people in command. I had personal misgivings about it, but where could we go? I know of one officer who rode a motorcycle

puis dans une fabrique de graines de semence. Les conditions de vie étaient un peu meilleures, mais on n'avait jamais assez à manger. On m'envoya ensuite dans les mines de sel. On travaillait douze heures par jour, sept jours par semaine, et je n'ai pas vu la lumière du jour une seule fois en sept mois. Nous étions couverts d'ampoules, car le sel entre dans les pores de la peau. J'ai encore des douleurs dans les doigts. Je touche une pension de \$40 par mois.

John Brick:

J'ai été emprisonné à l'Oflag VII B, à Eichstaett. Nous avons eu les chaînes d'octobre 1942 à novembre 1943. La nourriture que nous donnaient les allemands était très mauvaise: quatre tranches de pain et de la soupe, à midi. Nous recevions la moitié d'un colis de la Croix-Rouge par semaine. Il y avait environ 3,000 prisonniers dans ce camp, et nous dormions trente-six par chambre dans des baraquements à trois étages. On était mis par groupe de trois de telle manière que neuf hommes occupaient la place qui devait normalement en loger six. Il n'y avait pas de chauffage, et il fallait s'habiller pour se coucher. Nous étions assez occupés, et comme je m'intéressais à la médecine dentaire, je travaillais dans un laboratoire. Les gens lisaien et étudiaient le métier de tailleur, de coiffeur, etc. On partit à pied du camp en mars 1945, pour aller au Stalag VII A, et nous avons dû dormir en plein air. La survie était une question de chance, car nous étions plus de 120,000 prisonniers. Au bout de quelques semaines, on m'envoya au camp de concentration de Dachau, pour aider à remettre les détenus avant que les Américains n'arrivent. Nous devions les faire marcher, les épouiller, et les laver. Nombreux d'entre eux mouraient. Oui, la vie de prisonnier de guerre m'a handicapé, à la fois mentalement et physiquement. J'ai eu des cauchemars pendant plus de vingt ans, et cela préoccupait vraiment ma femme au début de notre mariage. Je sursautais, je tombais du lit, etc. Je crois que la raison pour laquelle nous sommes si nombreux à avoir survécu, c'est que nous étions dans une forme excellente. Le dur entraînement à l'Île de Wight avait éliminé à peu près un tiers du régiment—ceux qui n'étaient pas au niveau. Je ne touche pas de pension, parce que je suis toujours dans l'armée. J'étais premier Lieutenant quand j'ai été fait prisonnier, et je suis maintenant Colonel.

Jack Kent:

J'ai été blessé à la jambe et soigné à Rouen. On m'envoya à l'Oflag IX Z à Rotenberg parce que j'étais lieutenant. C'était une école de jeunes filles, et un des meilleurs camps de prisonniers de guerre d'Allemagne. Nous étions seulement douze Canadiens et les autres étaient des officiers britanniques qui avaient été capturés après Dunkerque ou en Crète. Nous avons marché pendant environ deux semaines, et ensuite les Allemands nous ont mis sur des transports de troupes et ont essayé de nous emmener dans les monts du Harz pour nous y retenir comme otages. Nous avons passé une nuit dans une ferme d'état et les Américains sont arrivés et ont libéré environ 600 officiers . . .

La plage centrale de Dieppe était un véritable champ de bataille. Nous ne pouvions pas bouger, et cela était très important dans cette histoire. Il fallait faire une percée au centre pour atteindre nos objectifs. Je me souviens que des officiers du groupe O ont dit que c'était un peu ridicule, mais

in the convoy to Portsmouth trying to make up his mind to run into a truck or ditch so he would be in the hospital. He ended up a POW. A prisoner of war is a psychological thing but it is a war action.

We are lucky to be alive. General Roberts cannot be criticized. He was trying to do an impossible job. The question is, should we have gone on the raid at all? A number of chaps were bothered by being a POW, but I took the view that they could imprison my body, but not my mind. Yes, I get 25 per cent disability pension.

about 1000 words about the raid and the capture of the men. It's a bit like reading a newspaper article about a raid.

Lt. Colonel R. R. Labatt:

The Canadian officers at Oflag VII B were separated from the rest of the camp and confined in the storeroom of a nearby castle and bound with ropes. We graduated to handcuffs that kept our wrists tight together. Later they were replaced by chains with padlocks at each end. Shackling time was from 8:00 a.m. to 9:00 p.m. each day but after awhile we learned how to open them. The effects of shackling on health, both mental and physical, were extremely bad, particularly during the winter months.

After the Canadians left Stalag VIII B it was changed to Stalag 344. The Canadian Air Force men stayed and about 160 Canadian Army personnel, who had been on small work parties that got back to camp too late, or recaptured escapees brought into camp after the Canadians had gone. The Canadian military were sent out to work on E-578 near Laband. They worked for the railroad loading cars with gravel, sand, and cement.

Ted Welton:

The work was hard but we tried to do as little as possible. In the fall the American bombers would be over almost every clear day. The Jerrys put some of us to work digging air-raid shelters. Pieces of paper that were silver on one side and black on the other would float into camp during the raids, and we would watch the vapor trails as the bombers streaked toward their targets. Sometimes leaflets dropped for the Germans would drift into camp and we got caught up on the news.

One night during an air-raid six of us stayed in the hut because it was twelve degrees below zero and three inches of snow on the ground. Four flares were dropped on the camp, lighting it up like day. You never saw such a scramble. I banged into a guy trying to get out the door and one guy ran to the shelter in his bare feet. The Ack-ack guns were going off and then the bombs exploded on the town nearby. It was rather terrifying to think that you might get killed by your own side. The railroad was strafed on January 21, 1945 and some of the bullets came through the camp but no one was injured.

The next day we started marching and we passed a dead Russian on the road. He must have been a scout who came up

il faut bien que des personnes commandent. J'avais personnellement beaucoup de doutes, mais où pouvions-nous aller? J'ai vu, sur une moto, un officier du convoi qui allait à Portsmouth, et qui essayait de se décider à rentrer dans un camion ou dans un fossé, pour qu'on l'envoie à l'hôpital. Il a finalement été fait prisonnier de guerre. Être fait prisonnier de guerre, c'est quelque chose de psychologique, mais c'est aussi un acte de guerre.

Nous avons de la chance d'être vivants. On ne peut pas critiquer le Général Roberts. Il essayait de faire quelque chose d'impossible. La question est de savoir si nous aurions dû faire ce raid. Bon nombre de garçons étaient très malheureux d'être prisonniers de guerre, mais, quant à moi, on pouvait mettre mon corps en prison, mais pas mon esprit. Oui, j'ai une pension d'invalidité de 25 p. 100.

Lieutenant Colonel R. R. Labatt:

Les officiers canadiens, à l'Oflag VII B, étaient séparés du reste du camp, et étaient isolés dans l'office d'un château voisin et ligotés. On nous mit ensuite des menottes qui maintenaient nos poignets serrés ensemble. Plus tard, elles furent remplacées par des chaînes avec un cadenas à chaque extrémité. On avait les fers de 8 heures du matin à 9 heures du soir, chaque jour, mais on a vite appris à les ouvrir nous-mêmes. Le fait d'être enchaînés avait des effets très graves sur notre santé mentale aussi bien que physique, notamment pendant les mois d'hiver.

Après le départ des Canadiens, le Stalag VIII B s'appela Stalag 344. Des hommes de l'Armée de l'Air canadienne y restèrent, et on y amena environ 160 membres de l'Armée canadienne qui étaient allés travailler et qui étaient revenus au camp trop tard, ou bien des gens qui avaient été repris après avoir voulu s'échapper. On envoya les militaires canadiens travailler au E-578, près de Laband. Ils travaillaient pour les chemins de fer, remplissant les wagons de gravier, de sable et de ciment.

Ted Welton:

Le travail était dur, mais nous essayions d'en faire le moins possible. A l'automne, les bombardiers américains nous survolaient presque tous les jours, quand le ciel était clair. Les Allemands firent creuser des abris anti-aériens à certains d'entre nous. Des morceaux de papier qui étaient argentés d'un côté noir de l'autre tombaient sur le camp au cours de ces raids, et nous regardions les traînées de fumée que faisaient les bombardiers en s'en allant à toute vitesse vers leurs cibles. Il arrivait parfois que des tract lâchés à destination des Allemands parvenaient jusqu'au camp et nous apprennions ainsi les nouvelles.

Une nuit pendant un raid aérien six d'entre nous étaient restés dans les baraquements car il faisait 12 degrés sous zéro et il y avait trois pouces de neige par terre. Quatre fusées éclairantes ont été lâchées sur le camp, et elles l'éclairaient comme en plein jour. On n'avait jamais vu une telle bousculade. Je heurtai un gars qui essayait de sortir par la porte et un autre gars courut jusqu'à l'abri pieds nus. Le feu était nourri, puis les bombes tombèrent sur la ville voisine. Il était plutôt affolant de penser que l'on pouvait être tué par ses propres forces. La voie ferrée fut bombardée le 21 janvier 1945 et certaines bombes tombèrent sur le camp mais personne ne fut touché.

during the night. We had to march until May 1st when one of Patton's tanks liberated us. We were never strafed but five Limeys were shot when they froze their feet and couldn't march any longer. We ate everything we could get our hands on. I've seen guys trying to dig potatoes out of the frozen ground. It was the most horrible experience of the war.

No, I don't get a pension. I got a piece of shrapnel in my knee that moves around. I am a painter and need to get up and down ladders. Some days it is so painful that I can't go to work and so I lose money. They claim there is nothing in my records.

Mac Moloy:

I was on the camp security police in our compound at Stalag VIII B. We were in charge of digging a tunnel and picked the workers for abilities such as engineers, miners, etc. The handcuffs were replaced shortly after the Germans discovered typhus lice on some of us. Remember VIII B was situated in a large training area and I believe that the only reason they replaced the ropes is that if an epidemic broke out their own troops would be affected.

Later, I was sent out to track down John Galaher, Martin, and George Hale, who were collaborating with the Germans. The work party at Laband was rough; I had to unload 100 pound bags of cement all day. I saw George Morris shot on the march. He and three others were trying to escape but a guard saw them and started shooting. They got back into the barn but George was hit and he crawled under the stairs that went to the hayloft. The sergeant heard George moaning and he pulled out his luger and emptied it into that boy, bang, bang, bang, six times. That upset me quite a bit as George was a good friend of mine.

I got ill with stomach pains from eating raw turnips. We got a slice of bread, raw turnips, and raw potatoes for our daily rations. I get a 10 per cent pension and it took me a long time to get it. After I was discharged, I complained about my nerves; you notice my hands—they still do it. They get to feeling like pins stuck in them and other times they go completely numb. They said I had a peptic ulcer but it wasn't bleeding enough to get a pension. This went on until 1964 when I almost bled to death. This time Dr. Monte, a stomach specialist from Windsor, told me that I did not have a peptic ulcer, that I had an enlarged liver that had grown up under my rib cage and ruptured an artery. "How you didn't bleed to death, we'll never know," he told me. All those years they had been treating me for peptic ulcer.

The doctor told me that when I hemorrhaged with my liver it put scars on my heart. He said I had to relinquish some of my responsibilities because I not only had a liver problem and a nerve problem but now I had a third problem with my heart. I was a group store manager but I had to take a cut in salary and go back to managing one store. I have to keep my nerves at a certain point and if I don't, I am not going to be here and they told me that. I've been passing out lately, I pass out completely.

Nous nous mêmes en route le lendemain et nous vîmes un Russe mort. Ce devait être un éclaireur qui s'était avancé pendant la nuit. Nous avons marché jusqu'au 1^{er} mai jusqu'à ce que l'un des chars de Patton nous libère. Nous n'avons jamais été attaqués sauf cinq soldats qui ont été abattus alors qu'ils avaient les pieds gelés et qu'ils ne pouvaient plus marcher. Nous mangions tout ce qui nous tombait sous la main. J'ai vu des gars essayer d'extraire des pommes de terre du sol gelé. Ce fut l'expérience la plus affreuse de toute la guerre.

Non, je ne reçois pas de pension. J'ai dans la jambe un morceau de bombe à fragmentation qui se promène. Je suis peintre et j'ai besoin de monter et descendre des échelles. Certains jours je souffre tant que je ne peux pas aller travailler et je perds ainsi de l'argent. Ils prétendent que rien ne figure dans mes dossiers.

Mac Moloy:

Je faisais partie de la police de sécurité du camp de notre groupe au Stalag VIII B. Nous devions creuser un tunnel et nous rassemblions les ouvriers compétents tels que les techniciens, les mineurs etc. Les Allemands nous ont remis les menottes juste après qu'ils aient découvert que certains d'entre nous avaient le typhus. Rappelez-vous que le Stalag VIII B était situé dans une vaste zone d'entraînement et je pense que la seule raison pour laquelle les Allemands nous ont remis les menottes est que, si une épidémie s'était déclarée, leurs propres troupes auraient été touchées.

Plus tard, j'ai été chargé de retrouver John Galaher, Martin, et George Hale, qui collaboraient avec les Allemands. Le travail à Laband était dur; je devais décharger toute la journée des sacs de ciment qui pesaient 100 livres. J'ai vu George Morris se faire abattre. Avec trois autres, il essayait de s'échapper mais un garde les vit et se mit à tirer. Ils retournèrent à la grange, mais George fut touché et il s'écrasa sous l'escalier qui y menait. Le sergent entendit les gémissements de George, et il lui vida le chargeur de son pistolet dans le corps, bang, bang, bang, six fois. Ca m'a bouleversé, car George était un de mes amis.

Mon estomac n'a pas supporté les navets crus, et j'ai été malade. Nos rations quotidiennes se composaient d'une tranche de pain, de navets crus, et de pommes de terre crues. Je touche une pension de 10 p. 100 et il m'a fallu beaucoup de temps pour l'obtenir. Après ma libération, je me suis plaint de mes nerfs; vous pouvez voir mes mains-elles font cela sans arrêt. J'ai par moments l'impression qu'elles sont transpercées par des aiguilles, et d'autres fois elles sont complètement engourdis. On m'a dit que j'avais un ulcère à l'estomac, mais il n'était pas assez grave pour me permettre d'obtenir une pension. Ça a continué ainsi jusqu'en 1964 où j'ai presque failli en mourir. À cette époque, le docteur Monte, un spécialiste de l'estomac de Windsor, m'a dit que je n'avais pas d'ulcère à l'estomac mais que j'avais une hypertrophie du foie et que celui-ci avait grossi jusqu'à atteindre la cage thoracique et avait rompu une artère. «Nous ne saurons jamais comment vous n'en êtes pas mort,» m'a-t-il dit. Et pendant toutes ces années on m'avait soigné pour un ulcère à l'estomac.

Le docteur m'a dit que mes hémorragies hépatiques avaient une influence sérieuse sur le cœur. Il m'a dit que je

Some men do. There are government people who figure that you are swinging the lead. If we get a strong POW Association we may be able to do something for our comrades. If you don't have the strength, you won't be heard; I've found that out. I told them on the floor last night, out of the 500 and some there, I don't think there is a man on the floor who feels that because he served his country, that the world owes him a living. They went over there to do a job; they were all volunteers, but my heavens, if their health was affected they should be given treatment or pension.

Lt. Colonel R. R. Labatt.

The Canadian officers at Oflag VIII B were separated from those at Stalag VIII B, and the former were given a room of their own in which to work on their papers. The latter were given a room of their own in which to work on their papers.

International Red Cross Report:

... Stalag VIII B - Lamsdorf - About 6,000 British prisoners of war remain in the main camp, while some 14,000 are dispersed in the work camps attached. The Stalag is divided into five sections, all built of whitewashed brick hutments; three-tier bunks are furnished with palliasses stuffed with wood shavings. The question of blankets is reported acute. Some men have only a Red Cross blanket as the German blankets have been withdrawn.

Clothing and footwear are reported to be in very bad condition in both main and work camps. A considerable number of prisoners of war at this camp are manacled; this includes the R.A.F. It is reported that the chains are not heavy and that the men are unshackled from 9:00 p.m. until 8:00 a.m. They are all in one compound, and the space is rather cramped. All entertainments and study courses have been stopped until further notice.

Ward Roach R.C.A.F. attached to R.A.F.:

We were returning from a bomber mission in October, 1942 when we had to ditch in the English Channel near Cherbourg, France. The Germans picked us up after we had floated around in a dingy for fourteen hours. We spent the night at the Cherbourg airport and took a train to Stalag Luff the following morning. After three days of interrogation, we boarded an old train with wooden seats and a coal-burning stove in the center of the car. We went to Stalag VIII B which was an Army camp. I guess they sent us there because we were Canadians. We got the full treatment with the ropes, chains, and all.

The Canadian military fellows left but we stayed at VIII B until January 22, 1945 when the Germans moved us out. We started marching with about one and a half feet of snow on the ground. We slept in barns and ate whatever we could get our hands on. A couple of guards would go ahead to make

devais renoncer à certaines de mes responsabilités car je n'ai pas seulement un problème hépatique et un problème nerveux mais également un troisième problème, celui du cœur. J'étais directeur d'un magasin à succursales multiples, mais j'ai dû renoncer à une partie de mon salaire et me contenter de la direction d'un seul magasin. Je dois ménager mes nerfs dans une certaine mesure, et si je ne le fais pas, les docteurs m'ont dit que je ne pourrais pas être ici. Mon état se dégrade lentement.

Certains meurent. Des gens du gouvernement s'imaginent que nous tirons au flanc. Si nous faisons de l'Association des prisonniers de guerre une association puissante, nous serons capables de faire quelque chose pour nos compagnons. Si vous n'êtes pas puissants, on ne vous écoute pas; c'est ce que j'ai découvert par moi-même. J'ai dit hier soir, qu'à mon avis, parmi les 500 personnes qui se trouvaient là, il n'y en avait pas une seule pour penser que le pays lui doit la vie pour les services rendus. Ils sont partie faire quelque chose; ils étaient tous volontaires, mais grand Dieu, si leur santé en a souffert, on devrait leur donner un traitement ou une pension.

Rapport de la Croix-Rouge internationale:

Stalag VIII B - Lamsdorf - Environ 6,000 prisonniers de guerre britanniques sont dans le camp principal, et environ 14,000 sont dispersés dans les camps de travail qui en dépendent. Le Stalag est divisé en 5 divisions composées de baraquements de briques blanchies à la chaux; des couchettes à trois étages superposées sont recouvertes de paillasses garnies de copeaux de bois. Le problème des couvertures est considéré comme sérieux. Certains hommes n'ont qu'une couverture de la Croix Rouge car les couvertures allemandes ont été retirées.

Les vêtements et les souliers sont considérés comme étant en très mauvais état tant dans le camp principal que dans les camps de travail. Dans ce camp, un nombre considérable de prisonniers de guerre, parmi lesquels ceux de la R.A.F., portent les menottes. Le rapport dit que les chaînes ne sont pas lourdes et que les hommes ne sont pas enchaînés de 9 h du soir à 8 h du matin. Ils sont tous ensemble, et l'espace disponible est plutôt réduit. Toutes les distractions et les études ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Ward Roach, A.R.C. attaché à la R.A.F.:

C'est au retour d'une mission de bombardement en octobre 1942 que nous avons dû amerrir dans la Manche à proximité de Cherbourg, France. Les Allemands nous ont pris après que nous ayons dérivé dans un canot pneumatique pendant 14 heures. Nous avons passé la nuit à l'aéroport de Cherbourg et, le lendemain matin, nous avons pris un train qui nous a conduits au Stalag Luff. Après trois jours d'interrogatoire, nous sommes montés dans un vieux train avec des banquettes de bois et un poêle à charbon situé au milieu de la voiture. Nous sommes arrivés au Stalag VIII B qui était un camp militaire.

Je suppose qu'ils nous y ont envoyés parce que nous étions Canadiens. Nous avons eu droit au traitement complet avec les chaînes, les menottes et le reste.

Les militaires canadiens ont quitté le camp, sauf nous qui sommes restés au Stalag VIII B jusqu'au 22 janvier 1945

arrangements where we would eat and sleep but the problem was that some refugees were ahead of us and when we got to a village there was little food left. Guys would steal grain and cattle turnips we were so hungry. We marched for three months and were near the French border when the Germans turned us around and started marching us back. Six of us hid in the woods and every night we would come down into the village and steal something to eat. The Americans came through five days later and we were free. It was the middle of April. 1945.

Kriegie by Kenneth W. Simmons:

I had changed a great deal. All of the men marching with me had changed too. The mark made on us at Sagan would never be erased, and I knew it.... The march of death had come to an end. We had traveled across a large part of Germany, a distance of 450 miles. Many people would soon forget, but for us it would live forever. We had survived the most horrible experience of our lives.

The stories of these men are only a few of the many that we have on tapes. Some prisoners fared better and others worse but these could be considered average. Some prisoners started marching in January, 1945 and were not liberated until four months later. A number fell by the roadside from exhaustion and are alive today only because of help from compassionate civilians. Others died like Tony McHugh or were slain like George Morris. The sights and sounds of violence, the hunger, cold, and extreme deprivations are buried deep in the psyche. The prisoners who experienced them will never be whole men again.

Pathology of the Captivity of the Prisoners of War:

The doctors who were interested in the fate of former prisoners have found among our comrades trouble of varying gravity in different organs, but troubles whose frequent appearance, it seems, can be traced back to a common psychosomatic origin.

Captivity in tearing the individual from his familiar and professional surroundings to which he has adapted through acquired reflexes, brought about a series of aggressions, over-exertion in marching and in work, privations, fear, and anxiety about the future. The nervous system of our former comrades shows very often evidence of unbalanced functioning; with the weight of advancing years there appear disorders of temper, irritability, disinterestedness in a sentimental sector, and, on the other hand, a diminishing of intellectual ability, difficulty in mental concentration, impossibility of a sustained effort.

Dr. Francis Lantheaume then quotes a number of eminent physicians who have carried out studies which indicate considerable pre-aging for ex-prisoners of war. He then states, "This summary, as it is only a short summary in relation to the works published in the last fifteen years, as boring as it may seem, has only aimed to

lorsque les Allemands nous en ont fait sortir. Nous marchions dans environ un pied et demi de neige, nous dormions dans des granges et nous mangions tout ce que nous pouvions trouver. Quelques gardes devaient nous précéder pour décider où nous mangerions et dormirions, mais le problème qui se posait est qu'un certain nombre de réfugiés arrivaient dans les villages avant nous et, lorsque nous y arrivions à notre tour, il ne restait plus grand chose à manger. Nous avions tellement faim, que des gars devaient voler du grain et des navets pour bétail. Nous avons marché pendant trois mois et, alors que nous approchions de la frontière française, les Allemands nous ont fait faire demi-tour. Six d'entre nous se sont cachés dans les bois et chaque nuit nous devions descendre dans les villages pour voler quelque chose à manger. Les Américains sont arrivés cinq jours plus tard et nous fûmes libres. C'était aux environs du 15 avril 1945.

Kriegie par Kenneth W. Simmons:

J'ai beaucoup changé. Tous ceux qui marchent à mes côtés ont également changé. La marque qui nous a été faite à Sagan ne sera jamais effacée, et je le savais... La marche de la mort est arrivée à son terme. Nous avons traversé une grande partie de l'Allemagne, 450 miles. Beaucoup de gens oublieront bientôt, nous, jamais. Nous avons vécu la plus horrible expérience de notre vie.

Les histoires de ces hommes ne sont qu'une partie de toutes celles que nous avons enregistrées. Certains prisonniers s'en sont bien tirés, d'autres moins bien, mais ces derniers peuvent être considérés comme les plus nombreux. Certains prisonniers ont commencé à marcher en janvier 1945 et ne furent libérés que quatre mois plus tard. Certains tombèrent d'épuisement, et ils ne doivent la vie aujourd'hui qu'à l'aide de civils compatissants. D'autres sont morts comme Tony McHugh ou ont été abattus comme George Morris. Toute cette violence, la faim, le froid et les privations extrêmes laissent de profondes marques au psychisme. Les prisonniers qui ont vécu cette expérience ne seront jamais plus des hommes à part entière.

Pathologie de la captivité des prisonniers de guerre:

Les docteurs qui se sont intéressés au sort d'anciens prisonniers, ont trouvé parmi nos camarades des troubles de gravité variable affectant différents organes, mais il semble que les troubles les plus fréquents aient tous une origine psychosomatique commune.

La captivité, en arrachant l'individu à son milieu familial et professionnel auquel il s'était adapté par des réflexes appropriés, exige des forces supplémentaires pour la marche et le travail, a entraîné une série d'agressions, de privations, de craintes et d'anxiétés envers l'avenir. Bien souvent, le système nerveux de nos anciens camarades accuse un profond déséquilibre; avec le poids des années, on voit apparaître des troubles de l'esprit, de l'irritabilité, une indifférence sur le plan sentimental, et, d'un autre côté, une diminution de la capacité intellectuelle, des difficultés à la concentration, l'impossibilité de fournir un effort soutenu.

Le docteur Francis Lantheaume cite alors un certain nombre d'éménents physiciens qui ont effectué des études qui mettent en évidence un important phénomène de vieillesse prémature chez les ex-prisonniers de guerre. Il déclare alors: «ce résumé, il ne s'agit que d'un condensé des travaux publiés au cours des 15 dernières années,

start an investigation on the precocious senility, the premature senescence which seems to be the fate of the ex-prisoner of war."

The Rt. Hon. W.L. Mackenzie King had misgivings about the Dieppe Raid. He wrote:

August 21, 1942 . . . still not so sure of the wisdom of what was attempted. It goes back, I feel, above all to the time when it was felt it was necessary to have the Canadians do something for a variety of reasons. I still have a feeling that the part of wisdom would have been to conserve that especially trained life for the decisive moment.

September 19, 1942 . . . I question if the information gained could begin to equal the heavy losses. Moreover, the enemy, themselves, are able effectively to represent the whole episode as a gain for themselves between the numbers taken prisoners and those who have been killed. It is a very serious blow to the Canadian forces. My intuition and belief expressed at the War Cabinet some months ago was, I believe, sound.

Nursing Sisters Association:

We would strongly urge the Commission to consider the application of the recommendations with respect to all Canadian prisoners of war in other theaters. Many of our Association members have vivid recollections of the conditions of these survivors, having nursed them following their release from prisoner of war camps in Europe. Large numbers had suffered extreme deprivations, physical brutality, and unspeakable humiliations over long periods of time. The ultimate physiological damages of these experiences, many as with the Hong Kong veterans, will never be fully ascertained.

Woods Report:

The relationship between the soldier and his country is partly, if not wholly, contractual. The consideration given by the soldier is service; the consideration given by the country is pay, allowances, and pension. The country owes the soldier a debt under an implied contract. The same arguments might be used in favor of the widow and children of a member of the Forces when he dies or is killed.

It is well established that medicine is not an exact science. This National POW Association has been advised time and again that no medical practitioner could hope to make an adequate prognosis regarding the life expectancy of prisoners of war, although there is much evidence to indicate that his life expectancy has been considerably shortened.

This Association considers that, in addition to the stark evidence of serious consequences of ill treatment now evident among our group, the Canadian Government must take into account the overwhelming evidence which is available through the studies by international experts on ex-prisoners of war, supported by results of special studies carried on in other countries.

We can only conclude that those responsible for the decisions regarding pensions for prisoners of war have failed to place sufficient emphasis on these studies. The survivors of the prisoner of war camps have already suffered grievously from this attitude. Our Association contends that when prisoners of war returned home they were all in ill health and should have been granted entitlement

aussi ennuyeux qu'il puisse paraître, n'a pour but que l'ouverture d'une enquête sur la sénilité précoce, la sénescence prématuée, qui semblent être le lot de tous les ex-prisonniers de guerre.»

Le raid sur Dieppe donnait des inquiétudes au très hon. W. L. Mackenzie King. Il écrivait:

21 août 1942 . . . toujours pas très sûr de l'opportunité de cette tentative. A mon avis, cela remonte à l'époque où l'on pensait qu'il fallait que les Canadiens fassent quelque chose pour toutes sortes de raison. Je pense toujours que la sagesse eut voulu que l'on conserve cette vie spécialement entraînée, pour le moment décisif.

19 septembre 1942 . . . je me demande si les renseignements recueillis seront un jour à la mesure des lourdes pertes encourues. Qui plus est, l'ennemi lui-même, peut se vanter d'avoir remporté une victoire, si l'on considère le nombre de prisonniers et le nombre de ceux qui ont été tués. Il s'agit d'un coup sévère pour les forces canadiennes. Le présentement dont j'avais fait part au ministère de la guerre il y a quelques mois, était, je pense, raisonnable.

Association des religieuses infirmières:

La Commission devrait étendre l'application de ces recommandations à tous les anciens prisonniers de guerre canadiens, sans exception. De nombreux membres de notre Association se souviennent très bien de l'état de ses survivants, pour les avoir soignés après la libération des camps en Europe. Nombre d'entre eux avait enduré des privations extrêmes, des mauvais traitements physiques, et des humiliations inimaginables pendant très longtemps. On ne pourra jamais complètement déterminer les dommages physiologiques causés par ces épreuves, surtout pour les anciens combattants de Hong Kong.

Rapport Woods:

Le rapport entre le soldat et son pays est en partie, si ce n'est entièrement, contractuel. Le soldat sert son pays; en contre-partie, le pays le paie, l'indemnise et lui verse une pension. Suivant ce contrat tacite, le pays est le débiteur du soldat. Ce contrat pourrait être tout aussi valable pour la veuve et les enfants d'un membre des forces armées, quand il meurt ou quand il est tué.

On sait depuis longtemps que la médecine n'est pas une science exacte. On n'a cessé de répéter à cette association nationale des prisonniers de guerre qu'aucun médecin pratiquant ne pouvait espérer faire un pronostic juste quant aux espérances de vie des prisonniers de guerre; la seule chose qui est pratiquement sûre, c'est que sa vie sera écourtée.

Cette Association pense que, s'ajoutant à la preuve vivante des conséquences graves des mauvais traitements visibles chez nos membres, le gouvernement canadien doit prendre en considération, les rapports innombrables qui sont disponibles grâce aux études faites sur les ex-prisonniers de guerre par des spécialistes internationaux, corroborés par les résultats des études spéciales faites dans d'autres pays.

Nous ne pouvons que conclure, que ceux qui ont la charge des décisions quant aux pensions des prisonniers de guerre, n'ont pas su mettre assez l'accent sur ces études. Cette attitude a déjà été ressentie avec peine par les survivants des camps des prisonniers. Notre Association affirme que lorsque les prisonniers de guerre sont

at that time. The Canadian Pension Commission adopted an attitude of *wait and see*. The results have been disastrous. There are members who have been deprived of adequate protection for many years. The results for dependents of those who have died since their return to Canada are even more serious.

It is the firm conviction of this Association that the people of Canada would want the Canadian Government to be as generous as possible in regard to pension action for ex-prisoners of war, if they knew the facts. This desire is based on the fact that ex-prisoners of war were forced to undergo an experience which was far more severe than that experienced by any other group of military personnel.

It is of some importance to bear in mind the question of whether or not the Dieppe Raid, which was the cause of so many of these hardships, was an error on the part of the Government and/or the military authorities. It is significant that the total cost of this error was and is being borne by the survivors of the prisoner of war camps and their dependents.

The Association feels that from the conclusions made in this brief that it seems reasonable to make the following recommendations:

1. That all ex-prisoners of war who were interned one year or more, unless an individual can show unusually serious maltreatment for a shorter period of time, be awarded the basic minimum pension of 10 per cent. That prisoners of war who were interned two or more years and were tied with ropes, handcuffed, and received maltreatment, specifically in Stalag VIII B and later Stalag 344 and work parties attached thereto, Stalag IID at Stargard, Stalag 357 at Thorn, and Stalag 355 at Fallingbostel, and work parties attached thereto, and IX C and work parties attached thereto, and who were forced to make the death march in the latter months of the war, be awarded a 50 per cent basic minimum pension, provided that:

(a) Such pensions be payable only if ex-prisoners of war make application for same; and

(b) That the above pensions be authorized by a special act of Parliament:

(i) Partly as compensation for physical and other forms of disability attributable to service in the Canadian Forces; and

(ii) Partly as compensation for the inhumane treatment suffered by ex-prisoners of war during internment.

We further recommend that the first 50 per cent of pension should be based on factors other than the assessable degree of disability and should be authorized as special legislation. We agree with the Woods Committee that pensions up to 50 per cent should be awarded to ex-prisoners of war for meritorious service, based on the following:

1. The circumstances under which they served.

2. The privations experienced in prisoner of war camps.

3. The seeming difficulty in making an accurate estimate of the residual medical effects of this treatment.

We should like to conclude with the statement that the Government made about taking a more generous view of "Benefit of the Doubt" clause. We contend that based on studies by Dr H. J. Richardson, the American Report on POW's, and in light of recent findings by psychiatrists, scientists, and doctors that ample evidence has been provided for our Government to reach a just decision on pensions for ex-prisoners of war.

rentrés chez eux, ils étaient tous en mauvaise santé et une compensation aurait dû leur être accordée à cette époque. La Commission canadienne des pensions adopta une attitude dite de: «*wait and see*». Les résultats ont été catastrophiques. Certains de nos membres ont été privés d'une protection adéquate pendant de nombreuses années. Les conséquences pour les familles de ceux qui sont morts depuis leur retour au Canada, sont encore plus graves.

Cette Association a la ferme conviction que la population du Canada exigerait que le gouvernement canadien soit aussi généreux que possible, quant aux mesures à prendre pour les pensions des ex-prisonniers de guerre, si elle connaissait les faits. Ce souhait se fonde sur le fait que les ex-prisonniers de guerre ont subi des épreuves qui étaient plus dures, que celles subies par aucune autre partie du contingent.

Il serait important de savoir si oui ou non le raid sur Dieppe, qui fut la cause de tant de malheurs, fut une erreur de la part du gouvernement, ou des autorités militaires, ou des deux. Il est significatif que les conséquences de cette erreur aient été et soient supportées par les survivants des camps de prisonniers et leurs familles.

Il ressort des conclusions de ce mémoire présenté par notre Association, qu'il semble raisonnable de faire les recommandations suivantes:

1. Que tous les ex-prisonniers de guerre qui ont été internés pendant un an ou plus, à moins qu'on ne puisse faire la preuve de mauvais traitements graves pour une période de temps plus courte, reçoivent une pension minimum de base de 10 p. 100. Que les prisonniers de guerre qui ont été internés pendant deux ans ou plus, et qui étaient attachés au moyen de cordes, de menottes, et qui ont reçu des mauvais traitements, en particulier dans le Stalag VIII D et plus tard dans le Stalag 344 et les groupes de travail qui y étaient attachés, dans le Stalag II D de Stargard, dans le Stalag 357 de Thorn, et dans le Stalag 355 de Fallingbostel, et les groupes de travail qui y étaient attachés, et dans le Stalag IX C et les groupes de travail qui y étaient attachés, et, qui étaient obligés d'effectuer la marche de la mort au cours des derniers mois de la guerre, reçoivent une pension minimum de base de 50 p. 100, à condition que:

(a) De telles pensions ne soient payables que si les ex-prisonniers de guerre en font la demande; et

(b) Que ces pensions soient attribuées de par une loi spéciale du Parlement:

(i) en partie comme indemnité pour incapacité physique ou autre, due au service dans les forces armées canadiennes; et

(ii) en partie comme indemnité pour les traitements inhumains subis par les ex-prisonniers de guerre pendant leur internement.

Nous recommandons de plus que la première moitié des pensions soit fondée sur des facteurs autres que le degré d'incapacité, et soit accordée dans le cadre d'une législation spéciale. Nous sommes d'accord avec le Comité Woods qui veut que les pensions qui montent jusqu'à 50 p. 100 soient attribuées aux ex-prisonniers de guerre pour services méritoires, se fondant sur ce qui suit:

1. Les circonstances du service.

2. Le degré de privation dans les camps de prisonniers.

We further contend that if a controlled study was made on Canadian POW's who were in European camps where they suffered extreme deprivations and physical brutalities, the identical facts would be revealed. Therefore, we feel that a controlled study on Canadian European POW's is unnecessary, time consuming, and an unwarranted expense for the Government.

The American Government came to the same conclusion in regard to civilian internees. They felt that further study would parallel that made on the Armed Forces prisoners of war. Therefore, they based pensions on known conditions in the camps where the internees were incarcerated. They agreed that a few would get more than they were entitled to and a few might get less, but that this was the more equitable way to do it rather than undertake the huge expense that a controlled study requires.

This Association asserts that the ex-prisoner of war has lived up to the contract by giving of his service in the highest sense of the word. We feel that the Government owes him a pension debt under an implied contract.

Mr. Chairman and Gentlemen, we thank you for hearing our brief and we are prepared to appear to answer any questions you may have.

To members of Parliament, our thanks for giving us the opportunity to present this Brief. We know that you will give us justice when the facts are known.

National Prisoner of War Executive Board
 Douglas Dunn, President
 Georges Giguere, Vice President
 Ward Roach, Secretary
 Edward Duplessie, Treasurer
 Thomas McDermott, Corresponding Secretary
 William Stevens
 Jack Leopold
 Albert Brown

This Brief is presented based on the following special studies:

Findings and Recommendations Chief Commissioner on War Claims to Prisoners of War by Mr. Justice Thane A. Campbell (1953).

Effects of Malnutrition and Other Hardships on the Mortality and Morbidity of Former U.S. Prisoners of War and Civilian Internees of World War II: An Appraisal of Current Information prepared by

The Department of Health, Education, and Welfare in cooperation with
 The Veterans Administration
 Department of Labor and
 Department of Defense (1956)

Later Effects of Imprisonment and Deportation by International Conference Organized by the World Veterans Organization (1961).

The Richardson Survey by H. J. Richardson (1964).

Letters from wives and widows of ex-prisoners of war.

Hours of Taped Interviews with Ex-Prisoners of War on Their Life in the Prison Camps and Twenty-Five Years of Civilian Life: All Ranks in the Canadian Armed Forces, by Tom McDermott.

The Mackenzie King Record, Volume I by J. A. Pickersgill.

Dieppe: The Same and The Glory by Terence Robertson.

3. La difficulté évidente de faire une estimation précise des séquelles physiologiques de ces traitements.

Nous aimeraisons conclure avec la déclaration que le gouvernement a fait à propos de prendre une attitude plus généreuse vis-à-vis de l'article «Bénéfice du doute». Nous affirmons que, fondées sur les études faites par le docteur H.J. Richardson, le rapport américain sur les prisonniers de guerre, et à la lumière des récentes découvertes des psychiatres, savants et docteurs, le gouvernement a assez de preuves en mains pour parvenir à une décision équitable au sujet de la pension des ex-prisonniers de guerre.

Nous affirmons de plus, que si une étude sous contrôle, était faite sur les prisonniers de guerre canadiens qui étaient dans les camps européens, où ils ont subi des privations extrêmes et des brutalités physiques, on obtiendrait des résultats identiques. Par conséquent, à notre avis, une étude sous contrôle sur les prisonniers de guerre canadiens en Europe, n'est pas nécessaire, représente une perte de temps et une dépense aléatoire pour le gouvernement.

Le gouvernement américain est parvenu à la même conclusion en ce qui concerne les internés civils. Il a pensé qu'une telle étude ne ferait que répéter celle déjà faite à propos des prisonniers de guerre militaires. Par conséquent, il a basé les pensions sur les conditions connues dans les camps où les internés étaient incarcérés. Il a reconnu que quelques uns recevaient plus que ce à quoi ils avaient droit et que quelques uns recevaient moins, mais c'était la manière la plus équitable, plutôt que de faire les énormes dépenses qu'une étude sous contrôle entraîne.

Cette Association affirme que l'ex-prisonnier de guerre a fait plus que remplir son contrat, en servant son pays dans le sens le plus noble du terme. A notre avis, le gouvernement est son débiteur au terme du contrat tacite.

Monsieur le président, messieurs, nous vous remercions de nous avoir écoutés et nous sommes prêts à répondre à toutes vos questions.

Nous présentons nos remerciements aux membres du Parlement qui nous ont permis de présenter ce mémoire. Nous savons que vous nous rendrez justice quand les faits seront connus.

Conseil d'administration de l'Association nationale des prisonniers de guerre.
 Douglas Dunn, président
 Georges Giguère, vice-président
 Ward Roach, secrétaire
 Edward Duplessie, trésorier
 Thomas McDermott, secrétaire correspondant
 William Stevens
 Jack Leopold
 Albert Brown

Le mémoire présenté se fonde sur les études spéciales suivantes:

Findings and Recommendations Chief Commissioner on War Claims to Prisoners of War par le juge Thane A. Campbell (1953).

Effets de la malnutrition et des autres sévices sur la mortalité et la morbidité des anciens prisonniers de guerre des États-Unis et des internés civils de la deuxième guerre mondiale: estimation des renseignements disponibles préparé par

Le ministère de la Santé, de l'Éducation et du Bien-être en collaboration avec
 La Veterans Administration
 le ministère du Travail et
 le ministère de la Défense nationale (1956)

Issue No. 9

At Whatever Cost: The Story of the Dieppe Raid by R. W. Thompson.
The Avitaminoses by Walter H. Eddy, Ph. D.

Later Effects of Imprisonment and Deportation par le Congrès international de l'organisation mondiale des Anciens combattants (1961).

The Richardson Survey par H.J. Richardson (1964).

Des lettres de femmes et de veuves d'ex-prisonniers de guerre.

Hours of Taped Interviews with Ex-Prisoners of War on Their Life in the Prison Camps and Twenty-Five Years of Civilian Life: All Ranks in the Canadian Armed Forces, par Tom McDermott.

The Mackenzie King Record, par J.A. Pichersgill.

Dieppe: The Shame and the Glory par Terence Robertson.

At Whatever Cost: The Story of the Dieppe Raid par R.W. Thompson.

The Avitaminoses par Walter H. Eddy, Ph. D.

Veterans Affairs

RESPECTING:

Supplementary Estimates (C) 1970-71

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire (C) 1970-1971

INCLUDING:

The Third Report to the House

Y COMPRIS:

Le troisième rapport à la Chambre

APPEARING:

The Hon. Jean-Eudes Dubé,
Minister of Veterans Affairs

COMPARAÎT:

L'honorable Jean-Eudes Dubé,
ministre des Affaires des anciens combattants

WITNESS:

(See Minutes of Proceedings)

TEMOIN:

(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 9

Tuesday, March 16, 1971

Chairman: Mr. Carl Legault

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 9

Le mardi 16 mars 1971

Président: M. Carl Legault

45 relating to the Department of Veterans Affairs
referred to the Standing Committee on Veterans Affairs

COMITÉ PERMANENT DES

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on
Veterans Affairs

Veterans Affairs

RESPECTING:

Supplementary Estimates (C) 1970-71

INCLUDING:

The Third Report to the House

APPEARING:

The Hon. Jean-Eudes Dubé,
Minister of Veterans Affairs

WITNESS:

(See Minutes of Proceedings)

STANDING COMMITTEE ON

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire (C) 1970-1971

Y COMPRIS:

Le troisième rapport à la Chambre

COMPARAÎT:

L'honorable Jean-Eudes Dubé,
ministre des Affaires des anciens combattants

TÉMOIN:

(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

L'assemblée no 3

L'assemblée no 3

Le mardi 16 mars 1971

Tuesday, March 16, 1971

Président: Mr. Carl Legault

Chairman: Mr. Carl Legault

STANDING COMMITTEE ON

VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Carl Legault

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

Messrs.

Bigg	Knowles (Norfolk-Haldimand)
Boulanger	Knowles (Winnipeg North Centre)
Corriveau	Loiselle
Forest	
Guay (St. Boniface)	

Knowles (Norfolk-Haldimand)
Knowles (Winnipeg North Centre)
Loiselle

COMITÉ PERMANENT DES

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Carl Legault

Vice-président: M. Jack Cullen

Messieurs

MacLean	Peters
MacRae	Tétrault
Marshall	Thomas (Moncton)
Murphy	Turner (London East)
O'Connell	Weatherhead

Le Budget supplémentaire (C) 1970-1971

(Quorum 11)

Y COMPRIS:

Le Greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Mr. Loiselle replaced Mr. Weatherhead
on February 15, 1971.Messrs. Weatherhead, Boulanger, Murphy, O'Connell
and Forest replaced Messrs. Whicher, Badanai,
Foster, Blair and Émard on March 16, 1971.

(Voir les procès-verbaux)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

M. Loiselle remplace M. Weatherhead
le 15 février 1971.MM. Weatherhead, Boulanger, Murphy, O'Connell et
Forest remplacent MM. Whicher, Badanai, Foster,
Blair et Émard le 16 mars 1971.

(See Minutes of Proceedings)

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for CanadaPublié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

ORDERS OF REFERENCE

Wednesday, February 17, 1971.

Ordered.—That Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 and 45 relating to the Department of Veterans Affairs, be referred to the Standing Committee on Veterans Affairs.

Wednesday, March 10, 1971.

Ordered.—That the Supplementary Estimates (C) tabled in the House on March 4, 1971, items 15c, 40c, 45c and 50c relating to Veterans Affairs, be referred to the Standing Committee on Veterans Affairs.

ATTEST:

Witness: Dr. J. Hodgson (Chairman) —
Ministre des Affaires.

Le greffier de la Chambre des communes

The Chairman referred to the Committee References dated Wednesday, March 10, 1971, introduced the Minister of Veterans Affairs.

ALISTAIR FRASER
The Clerk of the House of Commons

The Minister explained each of the items in the Supplementary Estimates (C) 1970-71 referred to by the Chairman, and he answered questions.

The Committee recessed at 11:40 a.m. and reconvened at 11:45 a.m.

The Chairman called Items 15c, 40c, 45c, 50c which were severally carried.

The Committee agreed that the Chairman should report these Supplementary Estimates (C) to the House.

The Committee adjourned at 11:45 a.m. to the call of the Chair.

ORDRES DE RENVOI

Le mercredi 17 février 1971

Il est ordonné.—Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 et 45 ayant trait au ministère des Affaires des anciens combattants soient renvoyés au comité permanent des affaires des anciens combattants.

Le mercredi 10 mars 1971

Il est ordonné.—Que les crédits 15c, 40c, 45c et 50c du budget supplémentaire (C), déposé à la Chambre le 4 mars 1971, relatifs au ministère des Affaires des anciens combattants, soient renvoyés au comité permanent des affaires des anciens combattants.

ATTESTÉ:

Le greffier de la Chambre des communes
bottinelli

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

Le Comité se réunit à 11 h 40 du matin et reprend ses travaux à 11 h 45.

Le présent fait en délivrant les postes 15c, 40c, 45c, 50c qui sont alors séparément.

Le Comité décide que le présent fait rapport du budget supplémentaire des dépenses (C) à la Chambre.

À 11 h 45 du matin, le Comité suspend ses travaux pour une réunion extraordinaire du président.

Le greffier de la Chambre

Alistair Fraser

Clerk of the House of Commons

REPORT TO THE HOUSE

ORDRES DE RENVOI

Thursday, March 18, 1971

The Standing Committee on Veterans Affairs has the honour to present its report on the Supplementary Estimates (C) 1970-71, relating to the Department of Veterans Affairs.

THIRD REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Wednesday, March 10, 1971, your committee has considered Votes 15c, 40c, 45c and 50c in the Supplementary Estimates (C) 1970-71, relating to the Department of Veterans Affairs.

Your Committee commends them to the House.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (Issue No. 9) is tabled.

Respectfully submitted,

Carriean
Forest
Guay (St. Boniface)

Holden (Winnipeg)
Knowles (Winnipeg)
North Centre
Loiselle (Ottawa)

Le président

CARL LEGAULT

Respectueusement soumis,

James (Moncton)
Turner (London East)
Weatherhead

(Chairman)

Le Greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Mrs. Loiselle replaces Mr. Weatherhead
on February 15, 1971.

Messrs. Weatherhead, Boulanger, Murphy, O'Connell
and Forest replaced Messrs. Whicher, Bedard,
Foster, Blair and Émard on March 16, 1971.

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le jeudi 18 mars 1971

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants a l'honneur de présenter son rapport.

TROISIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mercredi 10 mars 1971, le Comité a étudié les crédits 15c, 40c, 45c et 50c du budget supplémentaire (C) 1970-1971, relatifs au ministère des Affaires des anciens combattants.

Le Comité les recommande à l'approbation de la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (fascicule n° 9) est déposé.

Respectueusement soumis,

James (Moncton)
Turner (London East)
Weatherhead

Conformément à l'article 65(4)b), du Règlement,

Mrs. Loiselle remplace M. Weatherhead
le 15 février 1971.

Mrs. Weatherhead, Boulanger, Murphy, O'Connell et
Forest remplacent MM. Whicher, Bedard, Foster,
Blair et Émard le 16 mars 1971.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, March 16, 1971
(10)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 11:10 a.m. this day. The Chairman, Mr. Legault, presided.

Members present: Messrs. Cullen, Forest, Guay (St. Boniface), Knowles (Winnipeg North Centre), Legault, Loiselle, MacLean, Murphy, O'Connell, Thomas (Moncton), Turner (London East), Weatherhead (12).

Appearing: Honourable Jean-Eudes Dubé, Minister of Veterans Affairs.

Witness: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister of Veterans Affairs.

The Chairman referred to the Committee's Order of Reference dated Wednesday, March 10, 1971, and introduced the Minister of Veterans Affairs.

The Minister explained each of the items in the Supplementary Estimates (C) 1970-71 referred to the Committee, and he answered questions, assisted by Dr. Hodgson.

The Committee recessed at 11:40 a.m. and resumed at 11:43 a.m.

The Chairman called items 15c, 40c, 45c, 50c which were severally carried.

The Committee agreed that the Chairman should report these Supplementary Estimates (C) to the House.

The Committee adjourned at 11:45 a.m., to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

John G. McLean

John W. McLean

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 16 mars 1971
(10)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin à 11 h 10. Le président, M. Legault, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Cullen, Forest, Guay (St-Boniface), Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Legault, Loiselle, MacLean, Murphy, O'Connell, Thomas (Moncton), Turner (London-Est), Weatherhead (12).

Comparait: L'honorable Jean-Eudes Dubé, ministre des Affaires des anciens combattants.

Témoin: M. J. S. Hodgson, sous-ministre des Affaires des anciens combattants.

Le président se réfère à l'ordre de renvoi du Comité daté du mercredi 10 mars 1971 et présente le ministre des Affaires des anciens combattants.

Le ministre explique chacun des postes du budget supplémentaire des dépenses (C) 1970-71, renvoyé au Comité; il répond ensuite aux questions, avec l'aide de M. Hodgson.

Le Comité se retire à 11 h 40 du matin et reprend ses travaux à 11 h 43.

Le président met en délibération les postes 15c, 40c, 45c, 50c qui sont adoptés séparément.

Le Comité convient que le président fasse rapport du budget supplémentaire des dépenses (C) à la Chambre.

A 11 h 45 du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, March 16, 1971.

• 1106

[Text]

The Chairman: Gentlemen, although we do not have a quorum, we should start the proceedings.

On March 10, the House referred to our Committee four votes in the supplementary estimates relating to the Department of Veterans Affairs. This morning we will examine these estimates and the Minister of Veterans Affairs is present to make a statement and to answer your questions.

You have all received a copy of the blue book of supplementary estimates where the votes relating to Veterans Affairs begin at page 74. I shall call Vote 15C and ask the Minister to make the opening statement.

Vote 15C—Welfare Services—Operating expenditures—To extend the purposes of Veterans Affairs Vote 15, Appropriation Act No. 3, 1970 to include reimbursement in the amount of \$50,000 for the accumulated operating loss to March 31, 1971 of the Vetcraft working capital advance account established by Vote 517. Appropriation Act. No. 5, 1958 for financing the manufacture of Remembrance Day poppies and wreaths and to authorize the transfer of \$49,999 from Veterans Affairs Vote 35, Appropriation Act No. 3, 1970 for the purposes of this Vote—\$1.

Hon. Jean-Eudes Dubé (Minister of Veterans Affairs): Thank you Mr. Chairman. I have no prepared statement as these four votes left for our discussions here this morning are mostly routine matters of program management. The Deputy Minister is here and Mr. Walsh, is also here and Mr. McCallum. They will be in a better position than I am to answer most of your questions if they deal on detailed matters. Now generally speaking with reference to Vote 15c this has to do with the Vetcraft revolving fund for the purpose of reimbursing the operating losses suffered in 1970-71 as a result of our withholding price increases on sales of poppies and wreaths. As you know, these poppies and wreaths are prepared by veterans in our Vetcraft shops. Then they are sold to the Legion at a set price. Last year it did cost more to produce these poppies and wreaths and normally we would have increased the sales price to the Legion to cover the actual cost of making those wreaths and poppies but we did not do so because of our policy at the time to restrain prices. As a result of the increased costs these poppies and wreaths have cost the Vetcraft shops \$50,000 more and the purpose of this Vote 15c is to reimburse the treasury for this \$50,000 loss. Now if you wish to obtain more information as to the work of those Vetcraft shops or as to the financial operations I am sure that my Deputy Minister or either one of the two financial officers should be able to assist you.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 16 mars 1971

[Interpretation]

Le président: Messieurs, même si nous ne sommes pas en nombre, nous allons ouvrir la séance.

Le 10 mars, la Chambre a renvoyé au comité 4 crédits du budget supplémentaire concernant le ministère des Affaires des anciens combattants. Nous étudierons ces prévisions ce matin et le ministre des Affaires des anciens combattants est ici pour faire une déclaration et répondre à vos questions.

Vous avez tous reçu un exemplaire du Livre bleu du budget supplémentaire (c) où les crédits relatifs aux Affaires des anciens combattants sont décrits à partir de la page 75. Je mets en délibération le crédit 15c et j'invite le ministre à faire une déclaration.

Crédit 15c—Services de bien-être—Dépenses de fonctionnement—Pour étendre la portée du crédit 15 (Affaires des anciens combattants) de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits, en vue d'y inclure le remboursement de \$50,000 à l'égard des pertes de fonctionnement accumulées jusqu'au 31 mars 1971, au compte d'avances du fonds renouvelable des ateliers d'artisanat, établi par le crédit 517 de la Loi des subsides n° 5 de 1958, en vue du financement de la fabrication des coquelicots et des couronnes utilisés le jour du Souvenir, et en vue d'autoriser le transfert de \$49,999 du crédit 35 (Affaires des anciens combattants) de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits, aux fins du présent crédit—\$1

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Affaires des anciens combattants): Je vous remercie, monsieur le président. Je n'ai pas préparé de déclaration, étant donné que ces 4 crédits dont nous devons discuter ce matin sont principalement des questions de routine relatives à la gestion du programme. Mon sous-ministre est ici de même que MM. Walsh et McCallum. Ils sont mieux placés que moi pour répondre à la plupart de vos questions si vous entrez dans les détails. De façon générale, le crédit 15c a trait aux pertes sur le fonds renouvelable des ateliers d'artisanat établi en vue de rembourser les pertes de fonctionnement subies en 1970-1971, après que nous ayons décidé de ne pas augmenter le prix de vente des coquelicots et des couronnes. Comme vous le savez, ces coquelicots et ces couronnes sont fabriqués par les anciens combattants dans nos ateliers d'artisanat. L'année dernière, la production de ces coquelicots et de ces couronnes a coûté beaucoup plus et, normalement, nous aurions du augmenter le prix de vente aux Légions afin de couvrir le coût réel de ces articles, mais nous ne l'avons pas fait à cause de notre politique à l'époque visant à freiner les prix. Mais à cause de l'augmentation du coût de production, ces coquelicots et ces couronnes ont coûté aux ateliers d'artisanat \$50,000 de plus et le but du crédit 15c est justement de rembourser au Trésor cette perte de \$50,000. Si vous voulez plus de renseignements concernant le travail des ateliers d'artisanat ou les opérations financières, je suis certain que mon sous-ministre ou l'un de ses agents financiers pourront vous les fournir.

[Texte]

The Chairman: Mr. Knowles.

• 1110

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, although this will give authority to put out this \$50,000, we are not voting it today. This is just a dollar item to permit the department to use money which has already been voted for this purpose.

Mr. Dubé: That is right.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I am not going to launch into a long, procedural argument about dollar votes, but this is one of the dollar votes that I think is justified as opposed to the ones which were rejected and which will come before us in the way of a bill. That is right, is it not, Dr. Hodgson?

Dr. Hodgson: It is a \$1 vote, sir, to restore a \$250,000 revolving fund which has been depleted, but it is correct, it is a \$1 vote only.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): The money itself had already been voted.

Dr. Hodgson: The revolving fund had been established many years ago.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I am fully satisfied, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Thomas.

Mr. Thomas (Moncton): Probably the Deputy Minister could answer this. Roughly, what does this \$50,000 represent per unit? In other words, you say you would have increased the cost of poppies to the legion, except for the conditions at the time. Roughly, what per unit would this entail?

Dr. Hodgson: Roughly speaking, Mr. Chairman, the loss is close to 10 per cent of the gross turnover, so that if a particular kind of poppy had been selling at 25 cents, there would be a deficit of perhaps 2.5 cents on that particular poppy. However, I should underline that what we do is sell wholesale to the Dominion Command of the Legion. They then arrange the detailed distribution of the poppies to individual users.

Mr. Thomas (Moncton): It would amount to about 10 per cent of their actual cost?

Dr. Hodgson: It would be close to 10 per cent.

Mr. Thomas (Moncton): Yes.

The Chairman: Thank you.

Mr. Thomas (Moncton): Are these costs, largely, labour, or materials, or a combination of both?

Dr. Hodgson: It is a combination of both, Mr. Chairman, but to a very large extent at this particular point in time, labour costs because there were substantial increases in the hourly rates paid to the 40 or so disabled veterans who produce these things.

The Chairman: There is a point on that. I think that Mr. Walsh has with him various details. Perhaps he could come up to the microphone.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, même si ce crédit donne l'autorisation de voter \$50,000, nous n'avons pas à voter aujourd'hui ce montant. Il s'agit simplement d'une rubrique de \$1.00 qui permettrait au ministère d'utiliser l'argent qui a déjà été voté à cette fin.

M. Dubé: C'est cela.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je ne veux pas me lancer dans de longs arguments de procédure sur la question des crédits de \$1, mais c'est là un crédit que je crois justifié par opposition à ceux que nous avons rejetés et qui nous reviendront sous forme de bill. C'est cela, n'est-ce pas, monsieur Hodgson?

M. Hodgson: Il s'agit d'un crédit de \$1 monsieur, pour regarnir un fond renouvelable de \$250,000 qui a été vidé, mais c'est bien cela, ce n'est qu'un crédit de \$1.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): L'argent a donc déjà été voté.

M. Hodgson: Le fond renouvelable a été créé il y a bien des années.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je suis tout à fait convaincu, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, Monsieur Thomas.

M. Thomas (Moncton): Peut-être le ministre pourrait-il répondre à cette question. En général, que représente ce \$50,000 par unité? En d'autres mots, vous dites que vous auriez augmenté le prix de ventes des coquelicots à la légion, si cela n'avait été des conditions à l'époque. Quels auraient été par unité, les prix demandés?

M. Hodgson: Monsieur le président, cette perte est d'environ 10 p. 100 du chiffre d'affaire brut, et si un genre de coquelicots particuliers se vendait à 25 sous, il y aurait eu un déficit de 2.5 cents sur ce coquelicot. Toutefois, je dois souligner que nous vendons au prix de gros au bureau fédéral de la région. Ils s'occupent de la distribution des coquelicots aux particuliers.

M. Thomas (Moncton): Ce coût est d'environ 10 p. 100 du coût réel, n'est-ce pas?

M. Hodgson: Oui, d'environ 10 p. 100.

M. Thomas (Moncton): Très bien.

Le président: Je vous remercie.

M. Thomas (Moncton): De quoi se composent ces coûts, en grande partie, je suppose, de main-d'œuvre et de matériaux, ou est-ce une combinaison des deux?

M. Hodgson: C'est une combinaison des deux, monsieur le président, mais en grande partie à ce moment-ci, de main-d'œuvre, étant donné l'augmentation importante des taux horaires payés à quelques 40 anciens combattants invalides qui fabriquent ces articles.

Le président: C'est une bonne question. Je crois que M. Walsh pourrait venir au microphone nous donner quelques détails.

[Text]

Mr. Thomas (Moncton): Have you formulated any policy for this year or next year if you are anticipating increasing costs?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, 1970 was a year of special kinds of restraint—naturally this is a matter of government policy—but it is our expectation, unless we get instructions to the contrary, that we would set up the prices on a basis which would cover the costs.

Mr. Thomas (Moncton): Are you expecting any further increase in costs this year or will the costs be roughly the same as last year?

• 1115

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, this is a speculative sort of situation. I would surmise that there would be a further minor increase.

Mr. Thomas (Moncton): Thank you.

The Chairman: Any further questions Mr. Thomas?

Mr. Thomas (Moncton): No.

The Chairman: Mr. Turner, I believe, had a question.

Mr. Turner (London East): No.

Vote 15c allowed to stand.

The Chairman: I will call Vote 40c which deals with the Treatment Services Program.

Vote 40c—Treatment Services—Operating expenditures—To authorize the deletion from the accounts of certain debts due and claims by Her Majesty amounting in the aggregate to \$302,579.88—\$1

Mr. Minister.

Mr. Dubé: Vote 40c you will find at page 82. The purpose of this Vote 40c is to write off 15 outstanding accounts for hospital care where the debtors died and left no known estate. In other words 15 patients who were veterans in our hospitals died without sufficient financial means to pay their bills and they left no estate. The purpose of the vote is to write off these 15 outstanding accounts.

The Chairman: Mr. Loiselle.

M. Loiselle: Monsieur le président, si je peux poser une question au ministre, est-ce que ses 15 comptes d'hôpital s'élèvent à \$302,579.88?

M. Dubé: Oui. J'ai l'impression qu'il s'agit de 15 malades qui ont dû mourir à l'hôpital pour une période assez prolongée. Je crois même qu'il s'agit de patients d'un hôpital mental qui y ont passé une partie de leur vie. Je demanderais au sous-ministre de donner plus de détails à ce sujet.

Mr. Loiselle: If those 15 patients would have left an estate, even if they are veterans, they would have to pay that bill of \$300,000?

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, I should explain that these are not veterans who were entitled to treatment at government expense. These were veterans who could be

[Interpretation]

M. Thomas (Moncton): Avez-vous arrêté des lignes de conduite pour cette année ou l'an prochain si vous prévoyez une augmentation de coût?

M. Hodgson: Monsieur le président, l'année 1970 se caractérise par des restrictions spéciales, naturellement c'est là une question de politique gouvernementale, mais nous croyons, à moins d'avis contraire, que nous devrions établir des prix susceptibles de couvrir les coûts.

M. Thomas (Moncton): Prévoyez-vous d'autres augmentations cette année ou les coûts seront-ils à peu près les mêmes que l'an dernier?

M. Hodgson: Monsieur le président, c'est une situation où l'on peut émettre des hypothèses. Je soupçonne qu'il y aura une autre petite augmentation.

M. Thomas (Moncton): Je vous remercie.

Le président: Avez-vous d'autres questions, monsieur Thomas?

M. Thomas (Moncton): Non.

Le président: Je crois que M. Turner a une question.

M. Turner (London-Est): Non.

Le crédit 15c est réservé.

Le président: Je mets en délibération le crédit 40C qui a trait au programme des Services de traitement.

Credit 40c—Services de traitement—Dépenses de fonctionnement—pour radier des comptes certaines créances exigibles et réclamations de Sa Majesté représentant un montant total de \$302,579.88—\$1

Monsieur le ministre.

M. Dubé: Vous trouverez le crédit 40c à la page 83. Ce qu'il dit a pour but de radier 15 comptes en souffrance pour soins hospitaliers dispensés à des débiteurs qui sont morts sans laisser de succession. En d'autres mots, ces 15 malades étaient des anciens combattants dans nos hôpitaux; ils sont morts sans avoir les moyens financiers de payer leur note et sans laisser de succession. Le but du crédit est d'annuler ces 15 comptes en souffrance.

Le président: Monsieur Loiselle.

M. Loiselle: Mr. Chairman, I would like to address a question to the minister, concerning these 15 accounts. Do they amount to \$302,579.88?

M. Dubé: Yes, I have the impression that these 15 patients have stayed at the hospital for a long period of time. I believe that they were patients in a mental hospital and that they have spent there a part of their life. I will ask the deputy minister to give more details.

M. Loiselle: Si ces 15 malades avaient eu une succession, même s'ils avaient été des anciens combattants, ils auraient dû payer ce compte de \$300,000?

Dr. Hodgson: Monsieur le président, je dois expliquer que ces personnes n'étaient pas des anciens combattants qui avaient droit à des traitements aux frais du gouvernement.

[Texte]

dealt with in our hospitals at their own cost. There are a great number of veterans who for example do not have a pensionable disability or who are not on war veterans allowance and who have not been overseas and so on. There are hundreds of thousands of that kind of veteran. If they wished to be treated in one of our institutions we will take them in if there is room, but we will only take them in at their own expense. These 15 patients over a long period of years were mental patients at the Westminster Hospital in London, Ontario and these were people who were not entitled to treatment at government expense. They were in theoretically at their own expense and if their estates would have covered those costs we would have had a valid claim on their estates.

[Interprétation]

nement. C'était des anciens combattants qui auraient pu être soignés dans nos hôpitaux à leurs propres frais. Il y a beaucoup de ces anciens combattants qui, par exemple, ne reçoivent pas de pensions d'invalidité ou d'allocations de guerre aux anciens combattants, qui ne sont pas allés outre-mer et le reste. Il y a des centaines de milliers d'anciens combattants de ce genre. S'ils désirent recevoir des traitements dans une de nos institutions, nous les acceptons s'il y a de la place, mais nous ne les acceptons que s'ils veulent bien payer leurs dépenses. Les 15 malades dont nous parlons ont passé de longues années comme malades mentaux à l'hôpital Westminster de London (Ontario) mais ils n'avaient pas droit aux traitements aux frais du gouvernement. Ils y étaient, en théorie, à leurs propres frais, et si leur succession avait couvert ces frais, nous aurions eu le droit de les réclamer.

Mr. Loiselle: In the future will those accounts not be accepted by the hospitalization legislation, provincially or Medicare? Would they not fall under that?

M. Loiselle: A l'avenir, ces comptes seront-ils acceptés par les assurances médicales provinciales ou le régime d'assurance médicale? Ces comptes ne sont-ils pas de leur ressort?

Dr. Hodgson: Presumably the great majority of citizens of all provinces now would be covered by hospital insurance and Medicare plans which would cover the whole or the majority of the actual costs.

M. Hodgson: Il est probable que la grande majorité des citoyens de toutes les provinces sont maintenant couverts par l'assurance hospitalisation et le régime d'assurance médicale qui rembourserait la totalité ou la majorité des frais réels.

Mr. Dubé: The only veterans who fall under this system are those who are entitled because of their disability and while receiving a disability pension, or others who are receiving war veterans allowances. The two veterans I have on each side of me, the Chairman and the Deputy Minister, by the sole fact that they are veterans are not entitled to free hospitalization. They would have to show a disability. Maybe they are in receipt of a pension but I doubt it very much. They would be admitted to a veterans hospital but they would have to pay.

M. Dubé: Les seuls anciens combattants qui sont couverts par le régime actuel sont ceux qui y ont droit à cause de leur invalidité et qui reçoivent une pension à cet effet ou ceux qui reçoivent des allocations de guerre aux anciens combattants. Les deux anciens combattants qui sont à mes côtés, le président et le sous-ministre, même s'ils sont des anciens combattants, n'ont pas droit à cette hospitalisation gratuite. Il faudrait qu'ils soient invalides. Peut-être reçoivent-ils tous une pension, mais j'en doute beaucoup. Ils pourraient être admis à un hôpital d'anciens combattants, mais ils auraient à payer leurs frais.

Mr. Loiselle: Would have to put their estate at stake.

M. Loiselle: Leur succession serait en jeu.

Mr. Dubé: If they should die with no estate, which will not be the case of course, then their bills would be dropped.

M. Dubé: S'ils mouraient, sans succession, ce qui ne serait pas le cas, évidemment, leurs comptes seraient annulés.

The Chairman: I hope not.

Le président: J'espère que non.

Mr. Loiselle: I hope they will never visit a veterans hospital.

M. Loiselle: Je leur souhaite de ne pas aller à un hôpital d'anciens combattants.

The Chairman: Mr. MacLean.

Le président: Monsieur MacLean.

Mr. MacLean: A supplementary question. Now that there is hospitalization and Medicare and various services in provinces, can a veteran choose to go into a veterans hospital if there is space available and have his hospitalization paid in the normal way, the same as it would be paid by the provincial hospital commission?

M. MacLean: J'ai une question supplémentaire. Maintenant qu'il y a l'assurance hospitalisation, le régime d'assurance médicale et divers autres services dans la province, est-ce que l'ancien combattant peut choisir de se faire hospitaliser dans un hôpital d'anciens combattants s'il y a de la place et faire payer son hospitalisation de la façon normale, comme elle serait payée par la Commission provinciale de l'assurance hospitalisation?

Mr. Hodgson: Yes, Mr. Chairman, and a lot of them do.

M. Hodgson: Oui, monsieur le président, il y en a beaucoup qui le font.

[Text]

Mr. MacLean: If I understand this estimate right, the average bill in the case of these 15 veterans was around \$20,000 was it. They were long-term patients, in other words. Thank you.

Mr. Dubé: Yes, these are mental patients in a mental hospital.

Mr. Guay (St. Boniface): A supplementary, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): It seems to me—I have come in late and possibly I might be on the wrong vote—but are we dealing with Vote 40(c) and 45(c)?

The Chairman: Vote 40(c) at the moment, Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): There is still the matter of \$62 million, if I am right.

Mr. Dubé: No.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Just \$1.

Mr. Dubé: It is a transfer of \$1 to cover \$300,000 in outstanding bills which are being written off.

Mr. Guay (St. Boniface): Thank you. There are some veterans who do go to hospital, even though at some previous time they have been in the veterans hospital, and some of them are under pension, and when they do go, Mr. Minister, to a private hospital, does it affect their pension in any way? When they serve a time there on their own, does it affect their pension in any way. Is this report brought to the attention of the Department at the same time, or do you have many cases where veterans go to private hospitals or to general hospitals, rather than veterans hospital while they are receiving a pension?

Mr. Dubé: You mean, would that affect their pension?

Mr. Guay (St. Boniface): Yes.

Mr. Dubé: They would continue to receive their disability pensions, they are not affected.

Mr. Guay (St. Boniface): There is no interference there whatsoever?

Mr. Dubé: No.

Mr. Guay (St. Boniface): Thank you.

The Chairman: Any further questions, gentlemen, on Vote 40(c)?
Vote 40(c) allowed to stand.

The Chairman: 45(c) Mr. Dubé?

Mr. Dubé: The purpose of this vote, Mr. Chairman, is to provide \$380,000 for special Catholic expenditures at some of our hospitals, mostly at St. Anne's Hospital in Montreal.

[Interpretation]

M. MacLean: Si je comprends bien ces deux prévisions, le compte moyen dans le cas de ces 15 anciens combattants se situait aux environs de \$20,000 chacun. Ce sont donc des gens qui ont été malades pendant longtemps. Je vous remercie beaucoup.

M. Dubé: Oui il s'agit de malades mentaux hospitalisés dans une institution pour malades de ce genre.

M. Guay (Saint-Boniface): J'ai une question supplémentaire, monsieur le président.

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay (Saint-Boniface): Il me semble, comme je suis arrivé tard je peux me tromper, mais discutons-nous des crédits 40(c) et 45(c)?

Le président: Le crédit 40(c).

M. Guay (Saint-Boniface): Il y a toujours la question des \$62 millions, n'est-ce pas?

M. Dubé: Non.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): D'un dollar seulement.

M. Dubé: Il s'agit d'un transfert d'un dollar qui couvre les \$300,000 de comptes en souffrance qui sont radiés.

M. Guay (Saint-Boniface): Je vous remercie. Certains anciens combattants vont dans les hôpitaux, même si à d'autres occasions ils ont été hospitalisés dans les hôpitaux des anciens combattants. Certains reçoivent une pension, et lorsqu'ils sont admis dans un hôpital privé, monsieur le ministre, leur pension s'en trouve-t-elle affectée de quelque façon? Lorsqu'ils sont hospitalisés pendant quelque temps, leur pension est-elle affectée? Ce rapport est-il porté à l'attention du ministère en même temps, ou avez-vous beaucoup d'autres cas d'anciens combattants qui sont admis dans les hôpitaux privés, ou des hôpitaux de médecine générale plutôt que dans les institutions d'anciens combattants alors qu'ils sont à leur retraite?

M. Dubé: Vous demandez si leur pension s'en trouve affectée?

M. Guay (Saint-Boniface): Oui.

M. Dubé: Ils continueraient à recevoir leur pension d'invalidité qui ne s'en trouve pas affectée.

M. Guay (Saint-Boniface): Il n'y a pas d'ingérence de quelque façon?

M. Dubé: Non.

M. Guay (Saint-Boniface): Je vous remercie.

Le président: Y a-t-il d'autres questions, messieurs, concernant le crédit 40(c)?

Le crédit 40(c) est réservé.

Le président: Crédit 45(c). Monsieur Dubé.

M. Dubé: Le but de ce crédit, monsieur le président, est d'autoriser une somme de \$385,000 pour des dépenses spéciales concernant certains de nos hôpitaux, en particulier l'hôpital Sainte-Anne de Montréal. En ce qui con-

[Texte]

With reference to Sainte-Anne's Hospital, we are making there major renovations. We are also carrying out minor works at Queen Mary Hospital and at our hospital at Saskatoon. The Deputy Minister and Mr. Walsh have a full description of all the details of the work to be done there, but I believe it is mostly with reference to an infirmary at Sainte-Anne-de-Bellevue.

• 1125

The Chairman: Mr. Loiselle?

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, talking about Sainte-Anne-de-Bellevue, you can if you are talking about the new hospital at Sainte-Anne-de-Bellevue. All right, just to clear up my mind and to know a little more. What is the position of both hospitals? What are you doing in the future with the old hospital? What is the standing of the new one?

Mr. Hodgson: Well, Mr. Chairman, apart from the new hospital there are of course a great number of buildings, or a number of buildings associated with the old hospital. The mental infirmary is one of the most important of the old buildings, that is being renovated and then the mental patients will be restored to that building. They are at the moment in the permanent new hospital. We imagine that the majority of the other buildings at Sainte-Anne's will become surplus and will probably in due course be demolished.

In addition to that we have a property at Senneville, Senneville Lodge, which is also continuing.

Mr. Loiselle: Yes. But you are keeping most of the old buildings of the Sainte-Anne-de-Bellevue hospital?

Mr. Hodgson: We are keeping the biggest unit, the mental infirmary at Sainte-Anne, most of the other minor buildings will be no longer required.

The Chairman: Mr. Thomas.

Mr. Thomas (Moncton): Yes, Mr. Chairman, the Minister or the Deputy Minister mentioned Sainte-Anne's and Queen Mary—is there anything in this supplementary involving Lancaster?

Mr. Dubé: Not in this item, no.

Mr. Thomas (Moncton): No. Well probably when the main estimates come up would be the time to discuss this, but I think while we have opened it now—in view of the many rumours that the Minister is probably aware of, statements made by unions, statements made by employees at Lancaster to the effect that the services at Lancaster are deteriorating and yet the facilities at the general hospital are not yet ready, I wonder if the Minister would just give me a brief statement of what the situation is at Lancaster so I will have something to tell these people. In know there has been a change in government and there is still a discussion on hospital plans, but when do you expect that these veterans may be transferred to this general hospital?

[Interprétation]

cerne l'hôpital de Sainte-Anne, nous effectuons là des rénovations importantes. Nous effectuons aussi quelques travaux peu importants à l'hôpital Queen Mary et à notre hôpital à Saskatoon. Le sous-ministre et M. Walsh disposent de la description de tout le travail qui s'y fait, mais je crois que ceci concerne la plupart du temps une infirmerie qui se trouve à Sainte-Anne-de-Bellevue.

Le président: Monsieur Loiselle?

M. Loiselle: Monsieur le président, dans le cas de Sainte-Anne-de-Bellevue, est-ce que vous parlez du nouvel hôpital de Sainte-Anne-de-Bellevue? Pour en savoir un peu plus et pour éclaircir mon esprit, quelle est la situation de ces deux hôpitaux? Qu'allez-vous faire à l'avenir avec l'ancien hôpital? Quel est la situation du nouvel hôpital?

M. Hodgson: Monsieur le président, en dehors du nouvel hôpital il y a naturellement un grand nombre de bâtiments, ou un certain nombre de bâtiments qui sont connexes à l'ancien hôpital. L'infirmerie pour maladies mentales est l'une des plus importantes dans les anciens bâtiments, elle est en voie de rénovation et les malades qui souffrent de maladie mentale seront retournés dans cet édifice. Ils se trouvent à l'heure actuelle dans le nouvel hôpital permanent. Nous pensons que la plupart des autres bâtiments à Sainte-Anne deviendront excédentaires et seront probablement démolis par la suite.

En outre, nous avons une propriété à Senneville, Senneville Lodge, qui continuera d'être exploitée.

M. Loiselle: Oui. Mais vous conservez la plupart des anciens édifices de l'hôpital Sainte-Anne-de-Bellevue?

M. Hodgson: Nous conservons le plus important, c'est-à-dire l'infirmerie pour maladies mentales à Sainte-Anne, la plupart des édifices moins importants ne seront plus utiles.

Le président: Monsieur Thomas.

M. Thomas (Moncton): Oui, monsieur le président; le ministre ou le sous-ministre ont parlé de Sainte-Anne et de Queen Mary; est-ce qu'il n'y a rien qui concerne Lancaster?

M. Dubé: Pas dans cet article, non.

M. Thomas (Moncton): Non. Probablement que lorsque le budget sera étudié on pourra parler de cette question, mais puisque nous en parlons ici—du fait qu'il y a beaucoup de rumeurs dont le ministre a peut-être connaissance des déclarations faites par les syndicats, des déclarations faites par les employés à Lancaster indiquant que les services à Lancaster étaient de plus en plus mauvais et que cependant les installations de l'hôpital général n'étaient pas encore prêts—je me demande si le ministre ne pourrait pas nous indiquer brièvement quelle est la situation à Lancaster afin que je puisse dire quelque chose à ces gens. Je sais qu'il y a eu un changement de gouvernement et il y a toujours une étude qui est faite au sujet des plans d'hôpitaux, mais quand vous attendez-vous à ce que ces anciens combattants soient transférés à cet hôpital général?

[Text]

Mr. Dubé: It is very difficult for me to discuss that under the vote that we are dealing with at the present time. Perhaps that could be discussed more broadly under the general estimates. I could give you a brief statement.

Mr. Thomas (Moncton): All right, Mr. Dubé, would you be prepared when the general estimates come up to give a statement on it?

Mr. Dubé: I would be very pleased to do so.

Mr. Thomas (Moncton): All right.

The Chairman: Mr. Loiselle?

Mr. Loiselle: Coming back to the Queen Mary hospital in Montreal—I was told—I can discuss that because we are talking about renovating the Queen Mary hospital, I was told that your department is intending to close the place where they have the big hall.

Mr. Hodgson: The auditorium?

Mr. Loiselle: The auditorium, yes. I was told that the department intends to transform that auditorium into something else. I have been there for the last 14, 15 years as a member of the branch of the Canadian Legion, No. 127. We have been there and at Sainte-Anne-de-Bellevue on New Years' eve to give two or three hours of recreation with singers and dancers to the veterans up there. I know that they are going to Sainte-Anne-de-Bellevue after that. I was told that that auditorium was serving during the year for all kinds of attractions for those patients. Is it true that you intend to close that?

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, in the early post-war years a great deal of use was made of the auditorium at Queen Mary by groups wishing to entertain our patients there and at that time of course we had a certain number of chronic patients as well as active-care patients in the Queen Mary hospital. In recent years, although the auditorium has been fully available to groups like the Legion wishing to put on entertainments, there has been very very little demand for entertainment. There are a number of reasons for this—the patients are active-treatment patients and not chronic patients, the average age in the case of World War I veterans is over 70, and even in the case of World War II veterans the average age is over 50. More important than that, it is quite easy to wheel television into a ward, or at any time to provide entertainment right on the spot and so we have found in the last three or four years that the auditorium has been made very very little use of, although it has been fully available. We have been studying the idea of using this space in a more useful way.

Mr. Loiselle: I do not want to be annoying, Mr. Chairman, but would it be possible to get some statistics. How many representations were given in the past few years in that auditorium? How many requests from outside organizations have you had? If you have declined some of those requests, how many? I have received representations in the last three years.

[Interpretation]

[Interpretation]

[Text]

M. Dubé: Il est très difficile pour moi d'étudier cette question dans le cadre du crédit dont nous traitons à l'heure actuelle. Peut-être que nous pourrions en discuter d'une façon plus générale dans le cadre du budget général. Je pourrais vous fournir alors une brève déclaration.

M. Thomas (Moncton): Très bien, monsieur Dubé, est-ce que vous seriez prêt, lorsque nous étudierons le budget, à nous faire une déclaration à ce sujet?

M. Dubé: Je serais très heureux de le faire.

M. Thomas (Moncton): Très bien.

Le président: Monsieur Loiselle?

M. Loiselle: Pour en revenir à l'hôpital Queen Mary à Montréal, on m'a dit—je puis parler de cette question car nous parlons de rénover l'hôpital Queen Mary—on m'a dit que votre ministère a l'intention de fermer l'endroit où se trouve la grande salle.

M. Hodgson: L'auditorium?

M. Loiselle: Oui l'auditorium. On m'a dit que le ministère avait l'intention de transformer cet auditorium en quelque chose d'autre. J'ai été dans cet auditorium pendant 14 ou 15 ans à titre de membre de la Division de la Légion canadienne, n° 127. Nous avons présenté là et à Sainte-Anne-de-Bellevue la veille de Noël 2 ou 3 heures créatives avec des chanteurs et des danseurs, nous avons fourni un programme créatif aux anciens combattants à cet endroit. Je sais qu'ils se rendent à Sainte-Anne-de-Bellevue après. On m'a dit que l'auditorium servait au cours de l'année à toutes sortes de distractions pour le bénéfice de ces malades. Est-ce que c'est vrai que vous avez l'intention de le fermer?

M. Hodgson: Monsieur le président, dans les premières années d'après-guerre, on a beaucoup utilisé l'auditorium du Queen Mary pour des groupes qui voulaient distraire les malades et naturellement à cette époque nous avions un certain nombre de malades chroniques ainsi que des malades qui étaient soignés à l'hôpital Queen Mary. Au cours des dernières années, cependant l'auditorium a été mis entièrement à la disposition de groupes comme la légion qui voulaient présenter des programmes créatifs, mais on n'a pas fait beaucoup de demandes à ce sujet. Il y a un certain nombre de raisons qui militent en ce sens: les malades sont traités activement et ne sont pas des malades chroniques, l'âge moyen dans le cas des anciens combattants de la Première Guerre mondiale est de plus de 70 ans, et même dans le cas de la Seconde Guerre mondiale, l'âge moyen des anciens combattants est supérieur à 50 ans. Mais il y a une raison encore plus importante, c'est qu'il est bien facile d'amener la télévision dans une salle pour fournir sur place les distractions et nous avons constaté ces 3 ou 4 dernières années que l'auditorium a été fort peu utile, bien qu'il ait été disponible. Nous avons étudié la question d'utiliser cet espace d'une façon plus utile.

M. Loiselle: Je ne veux pas me montrer importun, monsieur le président, mais pourrais-je obtenir certaines données statistiques. Combien de représentations ont été données au cours des quelques dernières années dans cet auditorium? Combien de demandes ont été faites par des organisations extérieures? Si vous avez refusé d'accepter certaines de ces demandes, combien en avez-vous refu-

[Texte]

échéance jusqu'à ce que le paiement soit effectué dans les trois dernières années à ce sujet.

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, I will be happy to provide that kind of information, but the general position, Mr. Chairman, is that there have been very very few requests and no real demand for the space for this purpose.

The Chairman: That information I believe could be perhaps provided when we deal with the general estimates.

Mr. Loiselle: Thank you very much.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 45c, gentlemen? Shall we stand Vote 45c?

Vote 45c allowed to stand.

Vote 50c—Veterans' Land Administration—Program expenditures—To authorize the deletion from the accounts of certain debts due and claims by Her Majesty amounting in the aggregate to \$5,175.87 of which \$5,175.87 represents items that have been carried in the Statement of Assets and Liabilities, \$5,693,001.

Mr. Dubé: Vote 50c, Mr. Chairman, is for the purpose of writing off an outstanding account which results from the loss on the resale of one of our VLA properties in Ontario. This property was cancelled in 1959. The house was resold in 1964 at a loss of \$5,175.87. This amount of \$5,000 plus covers not only the loss but the costs of repairing the house before it was sold.

• 1130

The Chairman: Will there be any questions on this vote, gentlemen?

Mr. Cullen.

Mr. Cullen: What was the total price of the house.

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, I could answer that question obliquely. The original acquisition price back in 1953 was \$6,250. In 1957, the veteran concerned moved from Midland to Port Hope. The property was then rented, the tenants being very poor tenants, there was heavy deterioration of the property and so the Director of Veterans Land Act took the property back. He cancelled the arrangement in 1959. There were repair costs of the order of \$2,300 because of the deterioration and there were carrying costs.

Mr. Cullen: It sounds like something that might come before Public Accounts eventually if you spend that kind of money on a \$6,000 property.

Mr. Hodgson: In 1959, the Department first advertised the house for sale. It received no bids at all. Then, after considering the matter, the Department felt that they would be likely to make some kind of a transaction if they repaired the house. They therefore spent \$2,300 on repairs, expecting that they would cut their loss to \$1,500, but as they did not get a sale for another five

[Interprétation]

sées? J'ai reçu moi des demandes au cours des trois dernières années à ce sujet.

M. Hodgson: Monsieur le président, je serais très heureux de fournir ces données, mais d'une façon générale, il y a eu fort peu de demandes qui ont été faites pour cet espace et à ces fins.

Le président: Ces renseignements je pense pourront peut-être être fournis lorsque nous traiterons du budget.

Mr. Loiselle: Merci beaucoup.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet du crédit 45(c), messieurs? Est-ce que nous faisons réserver le crédit 45(c)?

Le crédit 45(c) est réservé.

Crédit 50(c) Office de l'établissement agricole des anciens combattants—dépenses du programme—autorisation de radier des comptes certaines créances exigibles et réclamations de Sa Majesté représentant un montant total de \$5,175.87 somme qui représente des postes qui ont été inscrits dans l'état d'actif et de passif—\$5,693,001

M. Dubé: Le crédit 50(c), monsieur le président, a pour objectif de défaillir un compte en suspens qui résulte de la perte sur la revente de l'une des propriétés dont nous disposons en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en Ontario. Cette propriété a été annulée en 1959. La maison a été revendue en 1964 avec une perte de \$5,187.87, ce montant de \$5,000 et plus représente non seulement la perte mais le coût des réparations faites à la maison avant que celle-ci soit vendue.

Le président: Est-ce qu'il y a des questions au sujet de ce crédit messieurs?

Monsieur Cullen.

M. Cullen: Quel a été le coût total de la maison?

M. Hodgson: Monsieur le président, je pourrais répondre à cette question d'une façon détournée. Au moment de l'acquisition à l'origine le prix en 1953 était de \$6,250. En 1957, l'ancien combattant impliqué dans la question a déménagé de Midland pour aller à Port Hope. La propriété a alors été louée. Les locataires étaient très pauvres; il y a eu des dommages et la propriété a été fort abîmée et le directeur de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en a repris la propriété. Il a annulé les accords en 1959. Les coûts de réparation s'établissaient aux environs de \$2,300 car il y a eu ces dommages et il y a eu des coûts reportés.

M. Cullen: Ceci ressemble à quelque chose qui pourrait être porté devant les comptes publics éventuellement si vous dépensez cette somme d'argent pour une propriété de \$6,000.

M. Hodgson: En 1959, le ministère a mis la maison en vente pour la première fois. Aucune offre n'a été présentée. Puis après étude de la question, le ministère a pensé qu'il pourrait faire quelques transactions s'il réparait la maison. Il a par conséquent dépensé \$2,300 en réparations, en espérant que ceci réduirait la perte à \$1,500. Mais du fait qu'il n'y a pas eu de vente de faite pendant

[Text]

years, there were carrying charges and so on, and hence the actual loss turned out to be \$5,100.

Mr. Guay (St. Boniface): A supplementary, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): What would the rent be during that time. You must have received a certain amount of money in rent both before renovation from the first lessee. Once it had been renovated and you could not sell it, was it rented out again prior to the sale?

Mr. Hodgson: It was rented between 1957 and 1959, Mr. Chairman. The amount of rent, I do not have the exact rent but on a \$6,000 house, it could not have been more than \$60 per month at the outside, I should think, but this tenant, unfortunately, did not pay the rent, in any case and the whole arrangement had to be washed out because of his defaults. It was not then rented any further in 1959.

The Chairman: Mr. Thomas.

Mr. Thomas (Moncton): Mr. Chairman, did I understand the Deputy Minister to say that the property was disposed of in 1964?

Mr. Hodgson: The property was finally sold in 1964 on the open market to a civilian purchaser.

Mr. Thomas (Moncton): Why is this appearing in 1971 after seven years? Why is it only appearing now?

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, whenever we confront a loss of this kind, we do go through a period of trying to collect on the debts. There were substantial debts from the tenant.

An hon. Member: Did you collect anything from it?

Mr. Hodgson: I do not believe we collected a nickel, sir. The tenant, in the long run turned out to be destitute, separated from his family, and an alcoholic.

The tenant during the period 1957 to 1959 was a veteran, sir, but the ultimate purchaser was a civilian.

The Chairman: Any further questions gentlemen on Vote 50c.

Vote 50c allowed to stand.

Gentleman, we are supposed to have a quorum within the next five or six minutes in order to carry the votes that were stood. Would you be patient enough so that we will not have to call a meeting on Thursday? Mr. Knowles told me he would be absent just for about 10 minutes, or so. All right. Could we recess until we do have a quorum?

An hon. Member: Will Mr. Knowles make up the quorum when he comes back?

[Interpretation]

les cinq années suivantes, il y a eu des frais qui ont été reportés etc... c'est pourquoi la perte effective s'est effectivement montée à \$5,100.

M. Guay (Saint-Boniface): Me permettez-vous de poser une question complémentaire, monsieur le président.

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay (Saint-Boniface): Quel était le loyer pendant cette période? Vous avez dû recevoir un certain montant d'argent en loyer tant avant les travaux de rénovation que de la part du premier locataire. Une fois que la maison a été rénovée et que vous avez pu la vendre, est-ce qu'elle a été louée à nouveau avant la vente?

M. Hodgson: Elle a été louée entre 1957 et 1959, monsieur le président. Le montant du loyer, je n'ai pas le montant exact, mais pour une maison de \$6,000, cela ne pouvait pas dépasser \$60 par mois. Au début, je le penserais, mais ce locataire, malheureusement, n'a pas versé son loyer de toutes façons et que tout l'accord a dû être défalqué du fait de ce manquement. La maison n'a pas été louée à nouveau en 1959.

Le président: Monsieur Thomas.

M. Thomas (Moncton): Monsieur le président, est-ce que j'ai bien compris que monsieur le sous-ministre avait dit que l'on s'est débarrassé de la propriété en 1964?

M. Hodgson: La propriété a été en fin de compte vendue en 1964 sur le marché ouvert à un acheteur civil.

M. Thomas (Moncton): Pourquoi ceci apparaît-il en 1971 après cette année? Pourquoi est-ce que ceci n'apparaît que maintenant?

M. Hodgson: Monsieur le président, chaque fois que nous avons affaire à une perte de ce genre, nous passons un certain temps à essayer de recouvrer les dettes. Le locataire avait contracté des dettes très importantes.

Une voix: Est-ce que vous avez recouvré quelque chose de celui-ci?

M. Hodgson: Je ne crois pas que nous ayons ramassé un sou, le locataire à la fin s'est révélé être un idigent, séparé de sa famille, et un alcoolique.

Le locataire au cours de cette période de 1957 à 1959 était un ancien combattant, messieurs, mais l'acheteur en fin de compte était un civil.

Le président: Y a-t-il d'autres questions, messieurs, au sujet du crédit 50 (c)?

Le Crédit 50 (c) est réservé.

Messieurs, nous nous attendons à avoir le quorum au cours des 5 ou 6 prochaines minutes à venir, nous pourrons alors passer au vote sur les crédits qui ont été réservés. Est-ce que vous voulez bien avoir la patience d'attendre afin que nous n'ayons pas à convoquer une séance jeudi? M. Knowles nous a dit qu'il s'absenterait pour 10 minutes ou pour quelque chose comme ça. Très bien. Est-ce que nous pouvons suspendre la séance jusqu'à ce que nous ayons le quorum?

Une voix: Est-ce que avec M. Knowles nous aurons le quorum lorsqu'il reviendra?

Item No. 10

[Texte]

The Chairman: Yes and Mr. Weatherhead is coming back.

Mr. Dubé: Is he coming back?

The Chairman: Oh, yes.

(Recess)

The Chairman: All right, gentlemen, I do see that we have a quorum at the moment.

We shall reopen the meeting in order to carry the votes that were stood.

Votes 15c, 40c, 45c and 50c agreed to.

The Chairman: This completes the votes. Shall I report the estimates to the house?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: I think, gentlemen, that we will be dealing in a very hastened way with Votes 10(C) and Vote 35(C). I understand that bills are being prepared and that they will be introduced in the House and that we do not anticipate any difficulty in meeting the deadline with this. I declare this meeting adjourned until the call of the Chair. Thank you.

Certaines révisions et

Allowances Act

Bill C-233, An Act to amend the
War Veterans' Allowance Act, 1952

Bill C-234, An Act to amend the
Pension Act

INCLUDING

The Fourth, Fifth and Sixth Reports
to the House of Commons

APPEARING:

The Hon. Jean-Baptiste Dube,
Minister of Veterans Affairs

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-1971

[Interprétation]

Le président: Oui et M. Weatherhad est en train de revenir.

M. Dubé: Reviendra-t-il?

Le président: Oui.

(Pause)

Le président: Messieurs, très bien, je vois que nous avons le quorum. Nous allons réouvrir la séance afin de voter sur les crédits qui ont été réservés.

Les crédits 15c, 40c, 45c et 50c sont adoptés.

Le président: Ceci termine l'étude des crédits. Est-ce que je puis faire rapport du budget à la Chambre?

Des voix: D'accord.

Le président: Je crois, messieurs, que nous allons traiter très rapidement des crédits 10c et du crédit 35c. Je crois comprendre que des bills sont en train d'être préparés et qu'ils seront présentés à la Chambre et nous ne prévoyons aucune difficulté pour nous conformer aux dates limites à ce sujet. Je déclare que la présente séance est levée jusqu'à convocation du président. Merci.

pour les crédits

Le Bill C-233, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allowances aux anciens combattants

Le Bill C-234, Loi modifiant la Loi sur les pensions

Y COMPRIS:

Les quatre, cinquième et sixième rapports à la Chambre

COMPARUS:

L'honorable Jean-Baptiste Dubé,
ministre des Affaires des anciens combattants

TÉMÉS:

(Voir les procès-verbaux)

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 10

Tuesday, March 30, 1971

Presiding Officer: Mr. J. Cullen, Vice-Chairman

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 10

Le mardi 30 mars 1971

Officiant: M. J. Cullen, vice-président

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Veterans Affairs

RESPECTING:

Bill C-232, An Act to amend the Civilian War Pensions and Allowances Act

Bill C-233, An Act to amend the War Veterans Allowance Act, 1952

Bill C-234, An Act to amend the Pension Act

INCLUDING:
The Fourth, Fifth and Sixth Reports
to the House

APPEARING:

The Hon. Jean-Eudes Dubé,
Minister of Veterans Affairs

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS
Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Le Bill C-232, Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils

Le Bill C-233, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants

Le Bill C-234, Loi modifiant la Loi sur les pensions

Y COMPRIS:
Les quatrième, cinquième et sixième rapports à la Chambre

COMPARAÎT:

L'honorable Jean-Eudes Dubé,
ministre des Affaires des anciens combattants

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Troisième session de la
vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES

Émission no 10

Le mardi 30 mars 1971

Officiant: Mr. J. Cullen, Vice-président

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 10

Tuesday, March 30, 1971

Presiding Officer: Mr. J. Cullen, Vice-President

STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS

Chairman:

Vice-Chairman: Mr. Jack Cullen

Messrs.

Badanai
Bigg
Caccia
Corriveau
Dupras
Francis

Guay (St. Boniface)
Knowles (Norfolk-
Haldimand)
Knowles (Winnipeg
North Centre)

COMITÉ PERMANENT DES
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président:

Vice-président: M. Jack Cullen

Messieurs

Loiselle
MacLean
MacRae
Marshall
O'Connell

Peters
Tétraul
Thomas (Moncton)
Turner (London East)
Weatherhead—(20).

CONCERNANT:

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Messrs. Francis, Badanai and Corriveau replaced
Messrs. Legault, Boulanger and Murphy on March
29, 1971.
Mr. Caccia replaced Mr. Forest on March 30, 1971.

Conformément à l'article 65(4)b du Règlement

MM. Francis, Badanai et Corriveau remplacent MM.
Legault, Boulanger et Murphy le 29 mars
1971.
M. Caccia remplace M. Forest le 30 mars 1971.

COMPARAÎT:

L'honorable Jean-Robert Dupé,
ministre des Affaires des succursales communautaires

APPEARING:

The Hon. Jean-Robert Dupé,
Minister of Veterans Affairs

TEMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

ORDER OF REFERENCE REPORTS TO THE HOUSE

Tuesday, March 23, 1971.

Le mardi 23 mars 1971

Ordered,—That the following Bills be referred to the Standing Committee on Veterans Affairs:

Bill C-232, An Act to amend the Civilian War Pensions and Allowances Act.

Bill C-233, An Act to amend the War Veterans Allowance Act, 1952.

Bill C-234, An Act to amend the Pension Act.

ATTEST:

Le Greffier de la Chambre des communes
ALISTAIR FRASER

Witnesses: From the Department
Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister and Director, Financial Management

SIXIÈME RAPPORT

Le Clerc du Parlement et le Secrétaire au Trésor

Witnesses: From the Department
Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister and Director, Financial Management

Le Clerc du Parlement et le Secrétaire au Trésor

It was agreed that the 10th Clause by Clause stage of Bill C-232 be passed.

Clause by Clause stage is passed.

The Minister made a statement.

The Committee proceeded to discuss the statement.

BILL C-232

Clauses 1 to 4 inclusive, the Title and the Schedule were respectively carried.

SIXIÈME RAPPORT

Le Clerc du Parlement et le Secrétaire au Trésor

It is agreed that the 10th Clause by Clause stage of Bill C-234 be passed.

Ordered,—That the Chairman report the bill to the House.

BILL C-232

Clauses 1 to 5 inclusive, the Title and the Schedule were respectively carried.

Ordered,—That the Chairman report the bill to the House.

At 10:30 a.m. the Committee adjourned to the hall of the Chair.

Le Greffier de la Chambre des communes

D. F. McNaughton

Clerk of the Commons

ORDRE DE RENVOI

Le mardi 23 mars 1971

Il est ordonné,—Que les bills suivants soient déferés au comité permanent des affaires des anciens combattants:

Bill C-232, Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils;

Bill C-233, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants; et

Bill C-234, Loi modifiant la Loi sur les pensions.

ATTESTÉ:

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

Witnesses: From the Department
Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister and Director, Financial Management

Le Clerc du Parlement et le Secrétaire au Trésor

Witnesses: From the Department
Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister and Director, Financial Management

Le Clerc du Parlement et le Secrétaire au Trésor

It was agreed that the 10th Clause by Clause stage of Bill C-234 be passed.

The Minister made a statement.

The Committee proceeded to discuss the statement.

Le Clerc du Parlement et le Secrétaire au Trésor

Clauses 1 to 4 inclusive, the Title and the Schedule were respectively carried.

SIXIÈME RAPPORT

Le Clerc du Parlement et le Secrétaire au Trésor

It is agreed that the 10th Clause by Clause stage of Bill C-234 be passed.

Ordered,—Que le président fasse rapport du Bill à la Chambre.

BILL C-232

Clauses 1 to 5 inclusive, the Title and the Schedule were respectively carried.

Ordered,—Que le président fasse rapport du Bill à la Chambre.

At 10:30 a.m. the Committee adjourned to the hall of the Chair.

Le Greffier de la Chambre des communes

D. F. McNaughton

Clerk of the Commons

REPORTS TO THE HOUSE

ORDRE DE RENVOI

Tuesday, March 30, 1971

The Standing Committee on Veterans Affairs has the honour to present its

FOURTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Tuesday, March 23, 1971, your Committee has considered Bill C-232, An Act to amend the Civilian War Pensions and Allowances Act, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (Issue No. 10) is tabled.

Tuesday, March 30, 1971

The Standing Committee on Veterans Affairs has the honour to present its

FIFTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Tuesday, March 23, 1971, your Committee has considered Bill C-233, An Act to amend the War Veterans Allowance Act, 1952, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (Issue No. 10) is tabled.

Tuesday, March 30, 1971

The Standing Committee on Veterans Affairs has the honour to present its

SIXTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Tuesday, March 23, 1971, your Committee has considered Bill C-234, An Act to amend the Pension Act, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (Issue No. 10) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORTS À LA CHAMBRE

ORDRE DE RENVOI

Le mardi 30 mars 1971

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants a l'honneur de présenter son

QUATRIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mardi 23 mars 1971, le Comité a étudié le Bill C-232, Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (fascicule n° 10) est déposé.

Le mardi 30 mars 1971

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants a l'honneur de présenter son

CINQUIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mardi 23 mars 1971, le Comité a étudié le Bill C-233, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (fascicule n° 10) est déposé.

Le mardi 30 mars 1971

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants a l'honneur de présenter son

SIXIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mardi 23 mars 1971, le Comité a étudié le Bill C-234, Loi modifiant la Loi sur les pensions, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (fascicule n° 10) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

Jack Cullen for/pour Carl Legault

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, March 30, 1971.

(11)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:40 a.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Cullen, presiding.

Members present: Messrs. Badanai, Caccia, Cullen, Dupras, Francis, Guay (*St. Boniface*), Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg North Centre*), Loiselle, MacLean, Marshall, O'Connell, Turner (*London East*), Weatherhead (14).

Other Members present: Messrs. Émard, Foster and Latulippe.

Appearing: The Honourable J.-E. Dubé, Minister of Veterans Affairs.

Witnesses: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister and Mr. J. C. Walsh, Director, Financial Management.

The Committee commenced consideration of Bill C-232, An Act to amend the Civilian War Pensions and Allowances Act, Bill C-233, An Act to amend the War Veterans Allowance Act, 1952, and Bill C-234, An Act to amend the Pension Act.

It was agreed to consider the bills concurrently until Clause by Clause stage is reached.

The Minister made a statement explaining the purposes of the bills, and was questioned.

Bill C-233

Clauses 1 to 4 inclusive, the Title and the Bill were respectively carried.

Ordered,—That the Chairman report the Bill to the House.

Bill C-234

Clauses 1 to 4 inclusive, the Title and the Bill were respectively carried.

Ordered,—That the Chairman report the Bill to the House.

Bill C-232

Clauses 1 to 5 inclusive, the Title and the Bill were respectively carried.

Ordered,—That the Chairman report the Bill to the House.

At 10:55 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité
D. F. Ballantine
Clerk of the Committee

TISSAGES**PROCÈS-VERBAL**

Le mardi 30 mars 1971.

(11)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin à 9 h 40. Le vice-président, M. Cullen, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Badanai, Caccia, Cullen, Dupras, Francis, Guay (*St-Boniface*), Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Loiselle, MacLean, Marshall, O'Connell, Turner (*London-Est*), Weatherhead—(14).

Autres députés présents: MM. Émard, Foster et Latulippe.

Comparait: L'honorable J. E. Dubé, ministre des Affaires des anciens combattants.

Témoins: Du ministère des Affaires des anciens combattants: MM. J. S. Hodgson, sous-ministre et J. C. Walsh, directeur, gestion financière.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-232, Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, du Bill C-233, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants et du Bill C-234, Loi modifiant la Loi sur les pensions.

Le Comité convient d'étudier concurremment les bills jusqu'à l'étape de l'étude article par article.

Le ministre fait une déclaration expliquant les objectifs du bill et répond aux questions.

Le Bill C-233

Les articles 1 à 4 inclusivement, le titre et le bill sont adoptés séparément.

Il est décidé,—Que le président fasse rapport du Bill à la Chambre.

Le Bill C-234

Les articles 1 à 4 inclusivement, le titre et le bill sont adoptés séparément.

Il est décidé,—Que le président fasse rapport du Bill à la Chambre.

Le Bill C-232

Les articles 1 à 5 inclusivement, le titre et le bill sont adoptés séparément.

Il est décidé,—Que le président fasse rapport du Bill à la Chambre.

A 10 h 55 du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE TO THE HOUSE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Tuesday, March 30, 1971

• 0937

[Text]

The Vice-Chairman: Gentlemen, we do not have a quorum yet, but I think we can get under way.

I might say, first of all, that I did go to the hospital to speak to Mr. Legault, but that was not possible. However, I did get the message that he is feeling much better. Typical of most conscientious members of Parliament here, after he indicated that he did not need a toothbrush and he did not need pyjamas and that sort of thing, he reminded me, as a member of this Committee, that we had three very important bills to get through. I would like to think that I would be that conscientious if I was lying in hospital somewhat sick, so I think it speaks well for the Chairman of this Committee that he had that attitude to his responsibilities.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Perhaps, Mr. Chairman, you will convey to him the best wishes of all the members of this Committee.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Knowles. I will be happy to do that.

We have three bills that have been referred to us by orders of the House. They are Bill C-232, An Act to amend the Civilian War Pensions and Allowances Act; Bill C-233, An Act to amend the War Veterans Allowance Act, 1952; and Bill C-234, An Act to amend the Pension Act. We have not had a steering committee meeting on this, but it would be my recommendation, subject to the Committee's wishes, that the Minister's statement deal with all three, and then we can deal with them bill by bill if there are no objections to that method. The Minister might feel free to speak then on all three bills rather than on one at a time. What is the wish of the Committee?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): If that is agreeable, Mr. Chairman, then perhaps we could save time if we did the same.

The Vice-Chairman: Fine. Thank you, Mr. Knowles.

We are very honoured to have you back with us again, Mr. Dubé. You may wish to make an opening statement on these three bills, and then we will be open for questions.

Hon. Jean-Eudes Dubé (Minister of Veterans Affairs): Thank you, Mr. Chairman. I have a statement prepared in both languages, "dans les deux langues", and if it is agreeable, I am having these statements passed around so that you can follow me as I am proceeding with the statement.

As you said, Mr. Chairman, we are dealing this morning with three bills: the Pension Act relating to veterans' pensions which is Bill C-234; the War Veterans Allowance Act which is Bill C-233; and the Civilian War Pensions and Allowances Act, Bill C-232.

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le mardi 30 mars 1971

[Interpretation]

Le vice-président: Messieurs, bien que le quorum ne soit pas atteint, nous pouvons commencer.

Tout d'abord, je voudrais vous dire que je suis allé à l'hôpital afin de parler à M. Legault mais cela n'a pas été possible. Toutefois, on m'a fait savoir qu'il allait beaucoup mieux. Voici un fait typique qui montre bien la conscience professionnelle de la plupart des députés: après avoir fait savoir qu'il n'avait besoin ni de brosse à dents, ni de pyjamas, il m'a rappelé les trois projets de lois importants que nous devons étudier. J'aimerais pouvoir dire que j'aurais autant de conscience professionnelle si j'étais dans son cas, hospitalisé et malade et je crois que cette attitude face aux responsabilités est tout à l'honneur du président de notre Comité.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Voudriez-vous, s'il vous plaît, lui faire parvenir nos meilleurs vœux de prompt rétablissement.

Le vice-président: Je vous remercie monsieur Knowles. Je le ferai volontiers.

Nous avons trois projets de lois à étudier. Il s'agit du Bill C-232, loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils; le Bill C-233, loi modifiant la Loi sur les allocations aux anciens combattants; et le Bill C-234, loi modifiant la Loi sur les pensions. Notre comité de direction ne s'est pas réuni pour étudier cette question mais, si vous êtes d'accord, nous pourrions commencer par la déclaration du ministre et passer ensuite à l'étude de chacun de ces projets de lois, si vous n'y voyez pas d'inconvénients. Le ministre désire peut-être commenter ces trois projets de lois en même temps plutôt que de les commenter tour à tour. Qu'en pensez-vous?

Des voix: D'accord.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous pourrions peut-être gagner du temps en procédant de la même façon.

Le vice-président: Très bien. Je vous remercie, monsieur Knowles.

Monsieur Dubé, nous avons le plaisir de vous avoir à nouveau parmi nous. Peut-être désirez-vous faire une déclaration d'ouverture sur ces trois projets de lois après quoi, nous passerons à la discussion.

L'honorable Jean-Eudes Dubé (Ministre des anciens combattants): Merci, monsieur le président. J'ai préparé une déclaration dans les deux langues. Je vais en faire distribuer des exemplaires de manière à ce que vous puissiez me suivre au fur et à mesure de la lecture.

Comme vous l'avez dit, monsieur le président, nous parlerons ce matin de trois projets de lois: la Loi sur les pensions, c'est-à-dire le Bill C-234; la Loi sur les allocations aux anciens combattants, c'est-à-dire le Bill C-233; et la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, c'est-à-dire le Bill C-232.

[Texte]

The purpose of these three bills is to authorize increases in basic rates under these three statutes. The effective date of these increases is April 1, 1971. I may say, Mr. Chairman, that I was grateful to the House for the very swift manner in which it dealt with the second

• 0940

reading of these bills. In view of the close approach of the effective date, I shall also be grateful to this Committee if it would treat the bill as a matter of urgency.

First of all, dealing with the pension bill, the bill to amend the Pension Act, this measure would authorize a 10 per cent increase in basic rates effective April 1. Thus, for example, the rate for a married veteran at 100 per cent pension will rise from \$4,056 to \$4,464 a year. In the case of a 100 per cent pensioner with three children, the annual rate will rise from \$5,016 to \$5,520. This bill contains no amendments other than changes in rates. Pension rates were increased the last time in 1968.

The second measure before this Standing Committee on Veterans Affairs is a bill to amend the War Veterans Allowance Act. This bill is also straight-forward. It would authorize a 15 per cent increase in basic rates of war veterans' allowances and increases of the same dollar amounts, not percentages in the WVA ceilings. Thus, for example, the maximum rate for a married recipient will rise from \$175 a month to \$201. The maximum annual income, that is the ceiling, will in this case rise from \$2,940 to \$3,252. The rates for orphans and blind persons are being similarly increased.

The present rates have been in effect since 1966 which explains why the WVA increase is 5 per cent higher than the pension increase. That is, the increases in pension are in the order of 10 per cent whereas the increase of WVA is in the order of 15 per cent.

This bill contains no amendments other than the changes in rates. However, a number of concurrent changes are taking place and I would like to describe them in general terms for the information of the Committee.

In my statement in the House on December 2, I mentioned that the regulations would also be changed effective April 1, 1971 to provide that recipients also eligible for old age security and guaranteed income supplement, both of which are also being increased, will be deemed to be receiving the full amounts to which they would be entitled under those programs. I mentioned that their WVA will then be adjusted to supplement their OAS and GIS payments to bring their incomes to the level of their relevant income ceilings.

This procedure is being given effect by amendments to the WVA regulations.

Mr. Chairman, I might explain that the WVA Act authorizes the making of regulations:

...defining income for the purposes of this Act, and prescribing the manner in which income is to be determined,...

This is done under Section 22.

During January, notices were sent to veterans affected advising them to make application for benefits under the OAS if they had not already done so. They were reminded of the importance of making this application in order

[Interprétation]

Ces trois projets de lois ont pour objet d'entériner la majoration des taux de base des prestations versées aux termes de ces trois lois. La date d'entrée en vigueur de ces majorations ayant été fixée au 1^{er} avril 1971, je ne peux, monsieur le président, qu'exprimer ma vive satisfaction pour la diligence avec laquelle la Chambre a examiné ces projets de loi en seconde lecture. L'échéance étant maintenant plus rapprochée que jamais, je serais extrêmement reconnaissant au Comité s'il voulait bien reconnaître le caractère urgent de ces projets de loi.

J'aborde en premier lieu la Loi modifiant la Loi sur les pensions; ce projet de loi autorise une majoration de 10 p. 100 des taux de base à compter du 1^{er} avril prochain. Ainsi, la prestation accordée à un ancien combattant marié pensionné à 100 p. 100 sera portée de \$4,056 à \$4,464 par an. Dans le cas d'un pensionné à 100 p. 100 qui a trois enfants, le taux annuel passera de \$5,016 à \$5,520. En fait, ce projet de loi n'apporte aucune autre modification que la majoration des taux. Ceux-ci ont été augmentés la dernière fois en 1968.

La deuxième mesure soumise au Comité permanent est le Bill modifiant la Loi sur les allocations aux anciens combattants. Le but de ce projet de loi est fort simple: il autorise une majoration de 15 p. 100 des taux de base des allocations aux anciens combattants et une augmentation équivalente en valeur absolue, mais non pas en pourcentage, des revenus maximaux permis aux allocataires. Ainsi, le taux maximal qui pourra être versé à un allocataire marié passera de \$175 à \$201 par mois, tandis que le «revenu annuel global» (il s'agit là du maximum) qu'un allocataire pourra toucher sera porté de \$2,940 à \$3,252. Des majorations correspondantes seront apportées aux taux applicables aux orphelins et aux aveugles.

Les taux actuels sont en vigueur depuis 1966, ce qui explique pourquoi la majoration des allocations aux anciens combattants est supérieure de 5 p. 100 à celle des pensions. Ce qui représente une augmentation de 10 p. 100 pour les pensions tandis que l'augmentation des allocations aux anciens combattants est de l'ordre de 15 p. 100.

Il est vrai que cette modification des taux est le seul amendement envisagé au projet de loi mais, par contre, l'application d'autres changements est déjà commencée et j'aimerais profiter de l'occasion pour en donner un aperçu.

Dans ma déclaration à la Chambre des communes, le 2 décembre dernier, je signalais que le Règlement serait également modifié à compter du 1^{er} avril 1971, de sorte que les allocataires admissibles à recevoir la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti, pour lesquels d'ailleurs ont prévu aussi des majorations, soient désormais considérés comme recevant le montant intégral auquel ils ont droit en vertu de ces programmes. J'avais précisé, notamment, que le taux d'allocation d'un ancien combattant sera ajusté en fonction du montant de sa pension de sécurité de la vieillesse et de son supplément de revenu garanti, afin que son revenu global atteigne le revenu maximal de sa catégorie.

Nous prenons actuellement les dispositions voulues pour modifier le Règlement sur les allocations aux anciens combattants en vue d'appliquer cette mesure.

[Text]

to avoid a loss of income. Mr. Chairman, I can assure the Committee that this change in procedure will be handled as reasonably and as flexibly as the circumstances permit. For example as I mentioned in the House during an adjournment debate, in the case of a veteran who has made application for GIS before April 1, but is not yet receiving it, the procedural change will be postponed until the Department of National Health and Welfare begins its GIS payments. In other words, no one will be penalized for delays which are outside his control.

Members of the Committee will be aware that War Veterans Allowances is exempt income under the Income Tax Act while payments under the OAS are not. It will, of course, be appreciated that I am not in a position to speculate upon the possible provisions of the government's budgets. I can say, however, that the white paper on taxation mentions that the government proposes to increase the basic personal exemption for a single person as well as for a married couple.

• 0945

Another effect of the new procedure is that some veterans who have other sources of income will cease to be eligible for WVA payments because of the amounts they will be receiving under the OAS Act. Under the Veterans Treatment Regulations these veterans will remain eligible for medical and hospital treatment at departmental expense. This also will mean that they will remain eligible for consideration under the Veterans' Burial Regulations, provided that before death they have been found eligible for WVA, if it were not for OAS or GIS that was, or could have been, in payment.

We also are amending the Treatment Regulations to permit us to continue to pay medicare and hospital insurance premiums in respect of those veterans who, but for the receipt of payments under the OAS Act, would be eligible for the WVA.

I should perhaps mention the effect of the new procedure upon the special awards provided under Section 5 of the WVA Act. This section provides, in general terms, that where a married recipient dies his widow may receive WVA at the married rate for one year. Mr. Chairman, in cases where the receipt of OAS payments removes the veteran from WVA this death benefit will remain available for a period of a year from the time he ceases to receive WVA.

Of course this benefit will no longer apply at the end of the 12 months, but this has always been the case with regard to persons who go off WVA for any reason whatever. For example, a disability pensioner, whose pension may be increased by as little as 5 per cent, or a person who ceases to be eligible for WVA because of an increase in superannuation, would be treated in exactly the same way.

Finally, I would like to explain one more aspect of the adjustments being made by the changes in the regulations. It will be recalled that on four occasions since 1966 the rates of OAS have been raised in recognition of rises in the cost of living. These four escalations have been exempted from income for purposes of WVA. In other words, WVA recipients over 65 who have been getting OAS have been receiving more in total than younger

[Interpretation]

Monsieur le président, je dois souligner que la Loi sur les allocations aux anciens combattants autorise l'établissement de règles

«définissant le revenu aux fins de la présente loi et prescrivant la manière dont le revenu doit être déterminé»

(article 22e).

Dès le mois de janvier, nous avons adressé des avis aux anciens combattants concernés, leur conseillant de demander les prestations offertes en vertu de la Loi sur la pension de sécurité de la vieillesse s'ils ne l'avaient déjà fait et leur rappelant l'urgence de cette démarche pour s'éviter une perte de revenu. Monsieur le président, je puis vous assurer que cette nouvelle procédure sera appliquée avec autant de discernement et de souplesse que les circonstances le permettront. A cet égard, j'avais cité devant la Chambre, lors du débat d'ajournement, l'exemple d'un ancien combattant qui aurait demandé le supplément de revenu garanti avant le 1^{er} avril et ne l'aurait pas reçu au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux projets de loi. Dans ce cas, la nouvelle procédure serait suspendue jusqu'à ce que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social ait commencé à lui verser le supplément de revenu garanti. En d'autres termes, personne n'aura à souffrir par suite du retard involontaire.

Les membres de votre comité n'ignorent pas que l'allocation d'ancien combattant est considérée comme un revenu exempté aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu, alors que les prestations versées en vertu de la Loi sur la pension de sécurité de la vieillesse ne le sont pas. Certes, je ne suis pas en mesure de préjuger des dispositions budgétaires que le gouvernement pourrait prendre à l'avenir. J'aimerais cependant rappeler que, dans son Livre blanc sur la fiscalité, le gouvernement se propose de majorer le montant des exemptions personnelles de base autorisées dans le cas des personnes seules et des gens mariés.

Ces nouvelles mesures impliquent également que certains anciens combattants qui disposent d'autres sources de revenus cesseront désormais d'être admissibles à recevoir une allocation d'ancien combattant en raison des prestations qu'ils recevront en vertu de la Loi sur la pension de sécurité de la vieillesse. Toutefois, ils restent admissibles à recevoir des soins médicaux et hospitaliers aux frais du Ministère en vertu du Règlement sur le traitement des anciens combattants; comme par le passé, advenant leur décès, ils seront admissibles à l'aide financière prévue au Règlement sur l'inhumation des anciens combattants, pourvu que, de leur vivant, ils aient été reconnus admissibles à recevoir l'allocation d'ancien combattant, même s'ils ne la touchaient pas effectivement parce qu'ils recevaient ou auraient pu recevoir la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti.

Incidentement, monsieur le président, nous envisageons de modifier le Règlement sur le traitement des anciens combattants de façon à pouvoir continuer à payer les primes d'assurance médicale et hospitalière aux anciens combattants qui, abstraction faite de leurs prestations en vertu de la Loi sur la pension de sécurité de la vieillesse, toucheraient l'allocation d'ancien combattant.

[Texte]

recipients who are still getting the same as in September 1966. The present 15 per cent increase in WVA rates recognizes the changes in costs and prices since 1966 and therefore the exemptions of the OAS escalations will be discontinued as of April 1. From that date the whole amount of OAS-GIS received will count as income for purpose of WVA. In other words, the conditions affecting all recipients will again be the same, whether they are over or under age 65. This consolidation of OAS exemptions at a time of WVA increase is not a new principle; it was done previously in 1964.

The third bill before us this morning, Mr. Chairman, is to amend the Civilian War Pensions and Allowances Act. It repeals the present schedules of the act and specifies that pensions to persons covered by this act shall be awarded in accordance with the schedules of the Pension Act. I should explain that the Pension Act schedules already apply to most civilian war pensioners and the present bill will make them applicable to the remainder—former air raid precautions workers and members of voluntary aid detachments. This means that civilian war pensioners will receive a 10 per cent increase as of April 1, and also that in future years their pensions will rise automatically whenever veterans pensions may be raised.

This bill contains no amendments other than the changes in rates. However, here again, a number of concurrent changes are taking place. First, the rates of civilian war allowances are tied to those of WVA and therefore the 15 per cent increase in rates will automatically apply.

Second, the Civilian War Allowances Regulations are being amended exactly as is being done with WVA regulations to provide that the full amounts of OAS-GIS to which a recipient is entitled will be calculated as income.

• 0950

Third, the Veterans Treatment Regulations are being amended to provide for the first time, that persons who, but for the receipt of OAS or GIS would be eligible to receive civilian war allowance, will be eligible for medical and hospital treatment at the expense of the department. The same regulations are also being amended to authorize us to continue the payment of medicare and hospital insurance premiums for these persons.

Mr. Chairman, I have tried to be brief in outlining the proposed increases and what they mean. The higher rates will of course involve higher costs, and appropriate provision has been made in the main estimates for 1971-1972 to cover these items.

As you know, these estimates were tabled in the House on February 17. The increase in pensions involves an added cost of about \$21 million a year. The increase in WVA means an increase of about \$22 million a year, but as this increase will be fully offset by increased payments under the OAS Act, the DVA appropriation under this heading does not need to be raised. Together however these increases mean that veterans will be receiving \$43 million a year more than before. This is apart from the many benefits that will accrue to veterans under the legislation that has amended the Pension Act to give effect to the government's white paper on Veterans' Pensions.

[Interprétation]

[Texte]

Peut-être devrais-je en outre parler des répercussions que cette nouvelle procédure aura sur les allocations spéciales versées conformément à l'article 5 de la Loi sur les allocations aux anciens combattants. Celui-ci prévoit qu'à la mort d'un allocataire marié, sa veuve pourra continuer pendant un an à bénéficier de l'allocation au taux des personnes mariées. Au décès d'un ancien combattant qui aura cessé d'être admissible à recevoir l'allocation en raison de sa pension de sécurité de la vieillesse, sa veuve recevra, comme par le passé, l'allocation spéciale pendant un an, à compter de la date à laquelle le défunt avait cessé d'être admissible à l'allocation.

Bien entendu, une fois les douze mois écoulés, le versement de l'allocation spéciale cessera immédiatement. Il en a toujours été ainsi d'ailleurs lorsque, pour une raison ou une autre, une personne n'est plus admissible à recevoir l'allocation. Tel serait le cas, par exemple, d'un pensionné dont la pension d'invalidité est majorée, ne serait-ce que 5 p. 100, ou, encore, d'une personne qui obtient une augmentation de sa pension de retraite.

Enfin, je voudrais mentionner un dernier aspect des rajustements qui découlent des modifications aux règlements. Depuis 1966, les taux de pension de sécurité de la vieillesse ont été majorés à quatre reprises pour compenser la hausse du coût de la vie. Le produit de ces quatre majorations a été considéré jusqu'ici comme un revenu exempté aux fins de l'allocation. Autrement dit, les allocataires de plus de 65 ans qui recevaient la pension de sécurité de la vieillesse disposaient en fait d'un revenu supérieur à celui d'allocataires plus jeunes qui, eux, continuaient de recevoir le même montant depuis septembre 1966. La majoration de 15 p. 100 du taux des allocations que nous proposons tient compte des hausses de l'indice des prix depuis 1966; en conséquence, à compter du 1^{er} avril prochain, lesdites majorations de la pension de sécurité de la vieillesse ne seront plus considérées comme un revenu exempté. Aussi, à partir de cette date, l'ensemble du revenu provenant de la pension de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti entrera-t-il en ligne de compte aux fins de l'allocation d'ancien combattant. En d'autres termes, les mêmes conditions s'appliqueront désormais à tous les allocataires, qu'ils aient atteint ou non l'âge de 65 ans. Cette uniformisation de l'exemption de la pension de sécurité de la vieillesse, survenant au moment d'une majoration des allocations d'anciens combattants, n'établit pas un précédent car nous avions agi ainsi en 1964.

Le troisième projet de loi dont le Comité permanent est saisi vise à modifier la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Il abroge les annexes de la Loi actuelle et précise que les pensions versées en vertu de cette loi devront être établies conformément aux annexes de la Loi sur les pensions. Celles-ci s'appliquent déjà à la majorité des civils pensionnés de guerre. Si le présent projet de loi est adopté, ces annexes s'étendront également aux civils pensionnés de guerre encore exclus, c'est-à-dire aux engagés de la défense passive et aux auxiliaires volontaires. Cela signifie, d'une part, que les civils pensionnés de guerre toucheront la majoration de 10 p. 100 à compter du 1^{er} avril et, d'autre part, qu'à l'avenir, leurs pensions seront augmentées automatiquement en même temps que celles des anciens combattants.

Le présent projet de loi n'envisage aucune modification, si ce n'est celle des taux. Toutefois, la situation des

[Text]

Mr. Chairman, on March 10 the Speaker of the House of Commons expressed the hope that there will be no delay in dealing with this veterans' legislation. As the effective date of the legislation is only a few days away, I would urge the Committee to do all it can to ensure that these payments to veterans may be released when due.

Naturally I shall be pleased to try to answer any questions arising from this statement, and my officials are available here this morning to assist the Committee on any technical points which may arise. Thank you.

[Interpretation]

[Interpretation]

personnes auxquelles il s'applique se trouve modifiée par suite de changements connexes. Tout d'abord, les taux d'allocation de guerre pour les civils seront liés à ceux des allocations d'anciens combattants et, pour ce motif, connaîtront automatiquement la majoration de 15 p. 100 applicable à ces dernières.

En second lieu, le règlement sur les allocations de guerre pour les civils est modifié dans le même sens que celui sur les allocations aux anciens combattants, de sorte que le plein montant de ce que l'allocataire civil pourra toucher sous forme de pension de sécurité de la vieillesse et de supplément de revenu garanti entrera en ligne de compte dans le calcul de son revenu.

Troisièmement, le règlement sur le traitement des anciens combattants a été modifié afin de prévoir, pour la première fois, que les personnes qui toucheraient l'allocation de guerre, si elles ne recevaient déjà la pension de sécurité de la vieillesse ou le supplément de revenu garanti, soient admissibles aux soins médicaux et hospitaliers aux frais du Ministère. Ces mêmes règlements sont également modifiés afin que, comme par le passé, nous puissions continuer à verser les primes d'assurance-hospitalisation et d'assurance-maladie.

Monsieur le président, j'ai essayé d'être aussi bref que possible en décrivant les modifications proposées et leurs implications. Certes, des taux plus élevés entraîneront de plus fortes dépenses et nous avons pris des dispositions afin que les crédits correspondants soient prévus dans le budget principal de l'année financière 1971-1972.

Comme vous le savez, ces prévisions budgétaires ont été déposées à la Chambre des communes le 17 février dernier. La majoration des pensions entraînera des dépenses supplémentaires d'environ 21 millions de dollars par année. Les allocations aux anciens combattants augmenteront la charge annuelle de 22 millions, mais comme cette augmentation sera entièrement compensée par celle des montants accordés en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, il n'a pas lieu de modifier les affectations à ce poste du budget de mon ministère. Quoi qu'il en soit, ces augmentations signifient que les anciens combattants toucheront 43 millions de plus par année, sans compter les nombreux avantages auxquels ils seront dorénavant admissibles par suite des modifications apportées à la Loi sur les pensions, conformément au vœu que le gouvernement avait formulé dans son Livre blanc sur les pensions aux anciens combattants.

Monsieur le président, le 10 mars dernier, l'Orateur de la Chambre des communes a formulé le vœu que ces mesures législatives concernant les anciens combattants ne soient pas retardées indûment. Étant donné que nous sommes à quelques jours seulement de la date proposée pour l'entrée en vigueur desdites mesures, je prierais instamment le comité de faire tout en son pouvoir pour que les anciens combattants puissent bénéficier des augmentations à la date prévue.

Il va sans dire que je répondrai bien volontiers à toutes les questions que le présent exposé pourrait susciter. D'autre part, mes collaborateurs sont à l'entière disposition du comité pour faire la lumière sur tous les aspects techniques qui pourraient paraître obscurs. Merci.

[Texte]

The Vice-Chairman: Mr. Bill Knowles.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Thank you, Mr. Chairman. I should also like to thank the Minister for clarifying many points of confusion that have existed in the minds of the veterans with respect to the War Veterans Allowance. No doubt all members of the Committee have received letters from the veterans who did not understand what this is all about, and we were afraid that they were going to be losing something under the new proposal to have them apply for OAS and the supplement.

There are just two other items, though, that still concern me a little bit. The OAS is subject to income tax. You mentioned this in your statement. There is no way that the regulations can be so framed that the veteran will still receive the same allowance for income tax purposes as he did under the War Veterans Allowance.

Mr. Dubé: No, this is not the type of decision that could be taken by my department, otherwise I would have taken it immediately. I am not too much worried about that. These are not the types of people from whom we expect to raise income tax.

As I said in my statement, the white paper of my colleague, the Minister of Finance, makes it quite clear that personal exemptions will be raised, and you will agree that personal exemptions do not have to be raised by much to cover those who receive OAS-GIS.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): In transferring some of these payments to the Department of National Health and Welfare, taking them out of DVA, the veteran now is placed in the same category as every other senior citizen in Canada, and it is always a matter of pride to him that he got this War Veterans Allowance, as the very name indicates, by virtue of war service.

It seems to me that we are taking some of this pride away from him in doing this. I suppose this has gone so far now that we cannot reverse the trend. But will a veteran—let us put it this way—still obtain some War Veterans Allowance in addition to the Old Age Security Pension?

Mr. Dubé: Oh, yes, indeed.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): And so he will still be recognized as a veteran, will he not?

Mr. Dubé: Perhaps we should go back to the past history of war veterans allowances. As you know, they were passed in the House of Commons in the early nineteen thirties, and the philosophy behind the WVA was that veterans who had served overseas had aged faster than other Canadians and civilians.

• 0955

So in order to fill the gap, before they received the old age pension those who qualified at age 60 were granted WVA, which meant that they were receiving pensions earlier than other Canadians. Since those days the old age pension has come down to 65, it has been increased, it has been enriched by the general income supplement,

[Interprétation]

Le vice-président: Monsieur Bill Knowles.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Merci, monsieur le président. Je remercie le ministre d'avoir répondu à certaines questions que se posaient les anciens combattants en ce qui a trait à l'allocation aux anciens combattants. Tous les membres du comité ont sûrement reçu des lettres d'anciens combattants disant qu'ils n'y comprenaient rien et qu'ils craignaient de perdre quelque chose en vertu des nouvelles dispositions qui font qu'ils doivent présenter une demande de pension de sécurité de la vieillesse et de supplément de revenu garanti.

Il y a cependant deux autres questions qui m'inquiètent un peu. La pension de sécurité de la vieillesse est impossible. Vous l'avez dit dans votre déclaration. N'est-il pas possible que les dispositions qui s'appliquaient aux anciens combattants touchant l'allocation soient maintenues en ce qui a trait à l'impôt sur le revenu?

Mr. Dubé: Non, ce n'est pas le genre de décision qui peut être prise par mon ministère; si cela avait été le cas, je l'aurais fait immédiatement. Je ne m'en fais pas outre mesure à ce sujet toutefois. Si nous voulons augmenter les recettes fiscales ce n'est pas en nous attaquant à cette catégorie de citoyens que nous le ferons.

Comme je l'ai dit dans ma déclaration, le Livre blanc de mon collège, le ministre des Finances, indique clairement que les exemptions personnelles seront augmentées et vous savez que les exemptions personnelles n'ont pas besoin d'être augmentées de beaucoup pour que ceux qui reçoivent la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti soient touchés.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): En faisant effectuer ces paiements par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être, et non plus par le ministère des Affaires des anciens combattants, vous placez l'ancien combattant dans la même situation que tout autre personne âgée au Canada; l'allocation d'ancien combattant a toujours été pour le bénéficiaire une question de fierté, puisqu'il s'agit du service de guerre.

Il me semble qu'en procédant de cette façon vous lui enlevez un peu de fierté. Je suppose que nous ne pouvons plus rien y faire, mais l'ancien combattant, disons, pourrait-il continuer de toucher un genre d'allocation d'ancien combattant en plus de la pension de sécurité de la vieillesse?

Mr. Dubé: Certainement.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Il continuera d'être considéré comme un ancien combattant, n'est-ce pas?

Mr. Dubé: Il faudrait peut-être revenir en arrière. Comme vous le savez, les allocations aux anciens combattants ont été votées par la Chambre des communes au début des années 1930; le principe en vertu duquel l'allocation était versée était le fait que les anciens combattants qui avaient servi outre-mer avaient vieilli plus vite que les autres Canadiens et les autres civils. En guise de compensation, les personnes qui devenaient admissibles à l'âge de 60 ans recevaient l'allocation d'ancien combattant ce qui veut dire qu'elles touchaient une pension avant tout autre Canadien. Depuis l'âge d'admissibilité à la pension de vieillesse a été porté à 65 ans; la pension a été augmentée grâce au supplément de revenu garanti, ce qui fait que la situation n'est plus la même qu'en 1930.

[Text]

GIS, with the result that the whole situation today is not at all the same as it was in 1930.

As to WVA recipients, those who are under the age of 65 will be exactly in the same position as they were before with the exception that they will be receiving 15 per cent more, which makes them very happy. The others, over 65, also will be receiving 15 per cent more than in 1966 but they will have to seek their OAS-GIS first. And if they have no additional income, of course they will receive the balance between OAS and GIS and the ceiling will be made up by WVA. Those who have other income may end up outside the WVA, but this was always the case for those who had additional income. I gave an example in my statement. Let us say that a WVA recipient at the present time has a 5 per cent disability pension. If his pension is increased from 5 to 10 per cent that alone, in the past as well as today, may have put him out of the WVA. Of course, he was and still is free to refuse to accept an increase in pension. Today WVA recipients may refuse additional income, if they want to stay within the WVA.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): I am pleased to see their treatment benefits still being continued.

Mr. Dubé: Oh yes, they will still be covered.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Some veterans did not understand this previously and I think this statement has done much to clarify some of the doubt I mentioned in my earlier remarks.

Mr. Dubé: On a point of clarification, my department will have a full page advertisement in the next legion magazine to explain all the particulars of these changes to make sure that no one loses some of these things.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): There is just one other small point. A person receiving War Veterans Allowance could live outside Canada for a year, if he went with a friend to Florida for example, and still draw his War Veterans Allowance. But if he is under old age pension, of course he has to stay in Canada for part of the year. He can only live outside for so many months. I am not sure what the exact regulation is.

Mr. Dubé: If he receives OAS and GIS and sufficient other income to pass the ceiling then we will be off WVA and will not be under those same regulations.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, may I first say that I hope we are all pleased that the Speaker ruled as he did on these bills. One look at them makes us all realize that it was not Mr. Dubé's idea to try to do them by a dollar. It must have been some other Minister.

[Interpretation]

Pour ce qui est des bénéficiaires de l'allocation d'anciens combattants, ceux qui ont moins de 65 ans restent dans la même situation, sauf qu'ils recevront 15 p. 100 de plus ce qui les rendra bien plus heureux. Ceux qui ont plus de 65 ans recevront aussi 15 p. 100 de plus qu'en 1966, mais ils devront obtenir la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti d'abord. S'ils n'ont pas d'autre revenu, évidemment, ils toucheront la différence entre la pension de sécurité de la vieillesse plus le supplément de revenu garanti et le plafond de l'allocation d'anciens combattants. Il se peut que ceux qui ont d'autres revenus ne reçoivent plus l'allocation d'anciens combattants, mais c'est également possible avant. J'ai donné un exemple dans ma déclaration. Disons qu'un bénéficiaire de l'allocation d'anciens combattants touche une pension d'invalidité de 5 p. 100. Il suffisait que l'invalidité pour laquelle il touche une pension passe de 5 à 10 p. 100, aujourd'hui comme avant, pour qu'il n'ait plus droit à l'allocation d'anciens combattants. Évidemment, il peut toujours refuser d'accepter une augmentation de sa pension. Ceux qui touchent l'allocation d'anciens combattants peuvent actuellement refuser les revenus supplémentaires s'ils veulent continuer de bénéficier de ces allocations.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Je suis heureux de voir que les avantages de ce nouveau traitement sont maintenus.

M. Dubé: Oui, ils continuent d'être protégés.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Certains anciens combattants ne le comprenaient pas avant, et je pense que votre déclaration enlèvera le doute dans leur esprit.

M. Dubé: A ce sujet, le ministère retiendra une page du magazine de la Légion pour élucider tous les changements intervenus afin qu'on s'assure que personne ne perde quelque chose.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): J'ai une autre question. Une personne qui touche une allocation d'anciens combattants peut vivre à l'extérieur du Canada pendant un an, si elle va en Floride avec des amis, par exemple; elle continue d'avoir droit à l'allocation d'anciens combattants. Pour la pension de vieillesse toutefois, il faut qu'elle demeure au Canada pendant une partie de l'année. Elle ne peut vivre en dehors du Canada que pendant un certain nombre de mois. Je ne sais pas quel est le règlement exact à ce sujet.

M. Dubé: Si la personne touche une pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti et a suffisamment de revenus pour dépasser le plafond, elle n'a plus droit à l'allocation d'anciens combattants et n'est pas assujettie aux mêmes règlements.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Merci, monsieur le président.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, permettez-moi d'abord de dire que nous sommes tous heureux je l'espère de la décision prise par l'Orateur concernant les présents bills. Si on les examine, on s'aperçoit que ce n'était pas l'idée de M. Dubé de procéder par transfert d'un dollar. Ce devait être un autre Ministre.

[Texte]

Mr. Dubé: Just the same, all these problems could have been discussed under estimates.

• 1000

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, the point of order was ruled down, so I will not pursue it; but I want to say, at the same time, that the fact that we have the bills does not mean that we want to drag out the discussions. I certainly agree with the Minister that expedition to get these bills on the statute books as quickly as possible is the desire of all of us. I have two or three comments but I think that perhaps most of us feel that any discussion is necessary only with respect to the War Veterans Allowance Bill. The other two are pretty straightforward.

The amendments to the Pension Act make the 10 per cent increase that the Minister announced on December 2. It is true that some of us wish that he had gone for the 6 per cent and 6 per cent for a total of 12 per cent that the Legion had asked for, shortly before that, but I know that once a bill reaches this stage, arguing is not likely to change that figure. So we will pass that increase as quickly as we can.

With respect to the War Veterans Allowance measure, like my namesake, I am pleased that some points have been clarified; but I confess that I am still not satisfied with the course that is being followed. I am glad that the Minister has clarified the point about the percentage increase; that is, a 15 per cent increase in the basic rates but not a 15 per cent increase in the amount of the ceiling. The Minister must have had some of the same letters that I have had from people who calculated 15 per cent on the ceilings and said it should be much higher. The Minister makes it clear in this statement that the ceilings have merely been raised by the same amount, the 15 per cent produced in the maximum amounts that can be paid.

Frankly, as I said on December 2, I think that the ceilings might have been raised still more because by not raising them at least to that per cent that was indicated for the payments, we lessen the advantage that veterans have over other pensioners; and it is still my view that veterans do have a special claim and I wish we had maintained that advantage in full for the recipients of the War Veterans Allowance.

One other minor point—I am leaving the ones that bother me most to the last—I am glad to see that in this statement the Minister admits that although he talks about extra money getting into the pockets of War Veterans Allowance recipients, the amount that will have to be voted for this program needs not to be raised.

He could have gone further because the estimates for the fiscal 1971-72 show that the amount to be paid out in War Veterans Allowances will be reduced from an approved amount last year of \$93,350,000 down to \$83,275,000. I take it that is partly because of the transfers that have been made to the Department of National Health and Welfare and partly because of the death rate amongst veterans. At any rate, it is still a fact that I think should be made clear that the total amount the Treasury is having to pay to war Veterans Allowance recipients is not going up, it is going down. There is the figure right there in the estimates.

[Interprétation]

M. Dubé: De toute façon, toutes ces questions auraient pu être examinées en même temps que le budget.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, l'appel au règlement n'a pas été accepté, je n'y reviendrai pas. Je veux tout simplement indiquer que le fait que le bill soit à l'étude ne signifie pas que nous ne voulons pas faire traîner les discussions. Je me joins au ministre pour dire que nous voulons tous que ces bills soient adoptés le plus tôt possible. J'aimerais soulever deux ou trois points, mais je pense que la plupart d'entre nous croyons que le bill qui concerne l'Allocation d'anciens combattants qui doit être discuté. Les deux autres sont assez clairs.

Les changements apportés à la loi sur les pensions couvrent l'augmentation de 10 p. 100 annoncée le 2 décembre par le ministre. Il y est certain que plusieurs d'entre nous auraient désiré qu'on aille jusqu'à 12 p. 100, soit 6 p. 100 et 6 p. 100, que la Légion a demandé, mais je ne pense pas qu'on puisse changer le chiffre à ce stade. Nous adopterons donc les amendements le plus vite possible.

En ce qui a trait à l'allocation d'anciens combattants, je suis heureux qu'on en ait élucidé certains points, mais je dois dire que je ne suis pas satisfait de la façon de procéder. Je suis heureux de constater que le ministre a bien spécifié que l'augmentation de 15 p. 100 visait les taux de base, mais non pas les montants maximaux. Le ministre a dû recevoir les mêmes lettres que moi de gens qui avaient calculé 15 p. 100 des montants maximaux et qui prétendaient que le plafond devrait être plus élevé. Le ministre dit bien que les plafonds n'ont été augmentés que du même montant soit 15 p. 100 des montants maximaux qui peuvent être payés.

Je suis moi-même d'avis, comme je l'ai dit le 2 décembre, que les plafonds pourraient bien être augmentés davantage puisqu'en procédant de cette façon, les anciens combattants perdent l'avantage qu'ils avaient sur les autres pensions; je crois toujours que les anciens combattants ont un statut spécial et que tous les avantages des bénéficiaires de l'allocation d'anciens combattants devraient être maintenus.

Je soulève un point moins important, je garde ce qui m'inquiète le plus pour la fin, je suis heureux de voir que dans sa déclaration le ministre admet que même si les bénéficiaires de l'allocation d'anciens combattants recevront plus d'argent, les montants qui devront être votés pour ce programme n'auront pas besoin d'être augmentés.

Il aurait pu dire également que le budget pour 1971-72 indique que le montant versé en allocation d'anciens combattants sera réduit de \$93,350,000 à \$83,275,000. C'est sans doute à cause des transferts qui ont été faits au ministère de la Santé nationale et du bien-être et du taux de décès chez les anciens combattants. De toute façon, je pense qu'il convient de souligner que le montant que le Trésor versera aux bénéficiaires d'anciens combattants n'augmentera pas, il diminuera. Les chiffres sont indiqués dans le budget.

[Text]

Mr. Dubé: With reference to veterans, what counts is not the Blue Book, it is the money they will receive and they will be receiving \$43 million more. I agree that some of that money will come from my colleague's estimates instead of mine, but that does not matter much. The paramount consideration is the increase that they will get.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Granted, but I wish that how they get that money had been made clear; and I admit, sir, that my criticism is not exclusively directed at you. I think the press has botched this whole story from last December. It thought that Bill C-203 was raising pensions when it was not. It finally got that corrected but it has botched this a bit, too.

• 1005

At any rate, your statement—and I hope this will be clear in the advertisements which you are going to run—makes it clear that although there will be extra money in the pockets of the veterans it is not extra money that is charged to the Department of Veterans Affairs.

Mr. Dubé: In fact, veterans will be receiving about \$50 million more than last year.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): From the treasury?

Mr. Dubé: Yes. It will be a \$22 million increase in pensions, roughly a \$22 million increase in war veterans' allowances and about \$6 million will be the cost of the white paper. So, in fact, an additional sum of \$50 million will be made available to veterans. I agree that some of it would appear under the estimates of the Minister of National Health and Welfare in the sense that they are deemed to be receiving OAS/GIS first. This is merely an accounting.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I know, but how were you able to say just now that persons who were on war veterans allowance would be receiving so many million dollars more, but it would be partly out of WVA and partly out of OAS/GIS.

Mr. Dubé: That was also the case before.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But under this program...

Mr. Dubé: In the course of this year quite a few veterans were receiving OAS/GIS plus war veterans allowances.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But in the last year they had a certain amount of choice. You have answered one of the questions I asked in the House. I asked by what authority you were doing this and you have answered in this paper that under the act you have authority by regulation to determine what is income. You have now determined by regulation that a war veterans

[not in question]

[Interpretation]

M. Dubé: Pour les anciens combattants, ce qui compte ce n'est pas le budget, c'est le montant qu'ils reçoivent et ils recevront \$43 millions de plus. Je sais qu'une partie de cet argent proviendra du budget de mon collègue et non pas du mien, mais cela n'a pas beaucoup d'importance. Ce qui compte c'est l'augmentation que recevront les anciens combattants.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je suis d'accord, mais je veux tout simplement qu'on indique d'où proviennent les fonds; mes critiques ne s'adressent pas uniquement à vous. Les journaux n'ont pas accordé assez d'attention à ce problème depuis décembre. Le bill C-203 était censé augmenter les pensions, mais ce n'était pas le cas, selon moi. Ils ont finalement compris mais leur travail laisse un peu à désirer.

De toute façon, votre déclaration indique, et j'espère que dans les annonces que vous publierez vous le mentionnerez également, que même si les anciens combattants recevront plus d'argent, ces fonds supplémentaires ne proviendront pas du ministère des Affaires des anciens combattants.

M. Dubé: En fait, les anciens combattants recevront environ 50 millions de dollars de plus que l'année dernière.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Du Trésor?

M. Dubé: Oui. Ils recevront 22 millions de dollars d'augmentation en pension, environ 22 millions de dollars d'augmentation en allocations d'anciens combattants et les frais du Livre blanc s'élèveront à environ 6 millions de dollars. En fait, 50 millions de dollars de plus seront disponibles pour les anciens combattants. Je sais que certains fonds proviendront du budget du ministre de la Santé nationale et du Bien-être puisqu'ils sont censés toucher la pension de la sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti avant. C'est simple: un jeu de comptabilité.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je sais, mais comment pouviez-vous dire tantôt que les bénéficiaires de l'allocation d'ancien combattant recevraient tant de millions de dollars de plus dont une partie de ce qu'ils toucheront sera l'allocation d'ancien combattant, le reste provenant du supplément de revenu garanti et de la pension de sécurité de la vieillesse?

M. Dubé: C'était également le cas auparavant.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais en vertu de ce programme...

M. Dubé: Cette année, un grand nombre d'anciens combattants touchaient la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti, plus l'allocation d'ancien combattant.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais cette année-là, ils avaient le choix. Vous avez répondu à une des questions que j'ai posées à la Chambre. J'ai demandé comment vous pouviez procéder de cette façon et vous avez répondu qu'en vertu de la loi vous aviez le pouvoir de par le règlement de déterminer, ce que constitue un revenu. Vous avez maintenant établi, par règlement, que

[Texte]

allowance recipient who is over 65 shall be deemed to have applied for and to be receiving GIS whether he applies for it or not. Is that not a new regulation?

Mr. Dubé: Yes, that is right.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): And that is what is causing this transfer. As Bill Knowles said a short while ago, you have clarified one or two points, such as the continuance of the treatment regulations and the position of the widow after a veteran dies, even if he is not receiving any WVA money. In other words, the regulations will make it clear that if a veteran is not receiving WVA money but would have been entitled to receive it had he not been on GIS, he will get the same treatment benefits, his widow will get the same benefits and the death benefit will be the same.

Mr. Dubé: For one year, as at present.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I am not arguing that it will be more, but it will be the same as if he had been on WVA.

I am a little confused about a sentence in the second paragraph on page 4.

...where a married recipient dies, his widow may receive WVA at the married rate...

Mr. Dubé: Which paragraph is this?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): The second paragraph on page 4. Perhaps it is the first full paragraph. Have you found it? It is on line 5 or 6.

Mr. Dubé: Yes.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It reads:

...his widow may receive WVA at the married rate for one year... Mr. Chairman, in cases where the receipts of OAS payments removes a veteran from WVA, this death benefit will remain available for a period of a year from the time he ceases to receive WVA.

Do you not mean for a period of a year from the time of his death?

Mr. Dubé: No, no, from the time he ceases to receive WVA. At the present time a recipient will be eligible to receive WVA but with respect to other income—let us say increases in disability pension or superannuation from a previous position—if because of these additional revenues he is out of WVA, then still for one year after the date that he is out his widow will be eligible. Of course, after that one year the widow can still come in under her own rights as a widow.

[Interprétation]

le bénéficiaire de l'allocation d'ancien combattant pour le service de guerre qui a plus de 65 ans est censé avoir fait une demande et recevoir le supplément de revenu garanti, qu'il en ait fait la demande ou non. N'est-ce pas là un nouveau règlement?

M. Dubé: Oui, c'est exact.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Et c'est la cause de ce transfert. Comme M. Bill Knowles l'a dit tout à l'heure, vous avez fait la lumière sur un ou deux points, comme le maintien des règlements qui touchent le traitement et la situation de la veuve après le décès de l'ancien combattant, même s'il ne touchait pas l'allocation d'ancien combattant. En d'autres mots, le règlement établira clairement que si l'ancien combattant ne reçoit pas d'allocation d'ancien combattant, mais y aurait droit s'il ne touchait pas un supplément de revenu garanti, il conserve les avantages en ce qui a trait au traitement, sa veuve ayant droit aux mêmes avantages et les prestations de décès restent les mêmes.

M. Dubé: Pendant un an, comme c'est le cas actuellement.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je ne dis pas qu'ils seront augmentés; je dis simplement qu'ils resteront les mêmes, tout comme s'il recevrait l'allocation d'ancien combattant.

Il y a une phrase que je ne comprends pas très bien à la page 4, deuxième paragraphe.

...à la mort d'un allocataire marié, et sa veuve pourra continuer pendant un an à bénéficier de l'allocation au taux des personnes mariées...

M. Dubé: A quel paragraphe?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Au deuxième paragraphe, page 4. Il s'agit du premier paragraphe complet. L'avez-vous trouvé?

M. Dubé: Oui.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): On dit:

...sa veuve pourra continuer pendant un an à bénéficier de l'allocation au taux des personnes mariées... au décès d'un ancien combattant qui aura cessé d'être admissible à recevoir l'allocation en raison de sa pension de sécurité de la vieillesse, sa veuve recevra, comme par le passé, l'allocation spéciale pendant un an, à compter de la date à laquelle le défunt aura cessé d'être admissible à l'allocation.

Ne voulez-vous pas dire pendant un an à compter de la date du décès?

M. Dubé: Non, à compter de la date à laquelle le défunt a cessé d'être admissible à l'allocation. Actuellement, l'allocataire est admissible à l'allocation d'ancien combattant, mais en ce qui a trait à ses autres revenus, disons des augmentations de la pension d'invalidité ou dans la pension de retraite, à cause de ces revenus additionnels, il n'est plus admissible à l'allocation d'ancien combattant; pendant une période d'un an après la fin de son admissibilité, sa veuve y a droit. Évidemment, une fois ce délai d'un an expiré, la veuve y a droit, mais au taux de veuve.

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I know all about the widow's rights as a widow, but are there not two considerations here: one, the right of the widow to receive WVA at the married rate for a year after the veteran dies as well as the death benefit. Should that condition not apply for a year after the veteran dies, rather than for a year after he has ceased to receive WVA, particularly when he has ceased to receive WVA because you have pushed him over to GIS?

• 1010

Mr. Dubé: That is not the case. At the present time even before these amendments if someone has left WVA because of other income, apart from OAS and GIS, there still is one year after his departure from WVA in which his widow will be covered at the married rate. After that she would come under the rates for a widow, not the married rate, for a period of one year. If someone goes out of WVA this year and dies 15 years from now is that what you had in mind?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes.

Mr. Dubé: In that case a widow would get the rate for widows, not at the married rate.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But if the only reason he goes out of WVA is because he has been forced by your department to take GIS, it seems to me that you are penalizing that man's widow.

Mr. Dubé: Mr. Chairman, in complexities like that the deputy minister can go...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Perhaps we can come back to that on another round.

Mr. Dubé: I think what you are asking is that if a veteran goes off WVA now and dies in the distant future, let us say 12 years from now, would that apply? No, not in that case.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I want it to apply 10, 12, 20 years from now if at that point he would still have been on WVA if it had not been for GIS. Perhaps we can go into that when we come around again.

I am disturbed at your discontinuing the practice of allowing the supplement that has been added to OAS and GIS.

Mr. Dubé: I am sorry. I missed the start of that.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I am disturbed that you are discontinuing the practice of allowing these extra 2 per cent escalations to be treated as amounts over the ceiling. As you pointed out last year though the ceiling was \$145 single, it was for effective purposes

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je connais tous les droits des veuves, mais n'y a-t-il pas deux facteurs ici: le droit de la veuve de toucher l'allocation d'ancien combattant au taux de marié pendant un an après le décès de l'ancien combattant ainsi que les prestations de décès. Ne devrait-on pas dire un an après la date du décès de l'ancien combattant plutôt qu'un an après la fin de son admissibilité à l'allocation d'ancien combattant, compte tenu du fait surtout qu'il ne reçoit plus l'allocation d'ancien combattant parce qu'on l'a obligé à toucher le supplément de revenu garanti?

M. Dubé: Ce n'est pas le cas. Actuellement, sans les amendements, si quelqu'un ne retire plus d'allocation des anciens combattants à cause d'autres revenus, je ne parle pas de la pension de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti, il y a cette période d'un an après la fin de son admissibilité à l'allocation d'ancien combattant pendant laquelle sa veuve est protégée au taux de mariée; une fois ce délai expiré, elle a droit aux prestations au taux de veuve, non pas au taux de mariée, pendant une autre année. Vous voulez parler de quelqu'un qui cesse d'être admissible aux allocations d'anciens combattants cette année et qui se meurt dans quinze ans?

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui.

M. Dubé: Dans ce cas, la veuve a droit aux prestations au taux de veuve, non pas au taux de mariée.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais si la seule raison de la non-admissibilité à l'allocation d'anciens combattants est le fait qu'il a été forcé par votre ministère d'accepter le supplément de revenu garanti, il me semble que la veuve perd certains avantages.

M. Dubé: Monsieur le président, pour des questions aussi compliquées, le sous-ministre pourrait...

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je pourrais peut-être y revenir au prochain tour.

M. Dubé: Vous voulez savoir si cela s'applique dans le cas d'un ancien combattant qui perd son admissibilité à l'allocation d'anciens combattants et meurt plus tard, disons dans douze ans. La réponse est non, pas dans ce cas.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je veux que cela s'applique dans 10, 12 ou 20 ans, si à ce moment-là, ils seraient en mesure de toucher l'allocation d'anciens combattants, sans être forcés d'accepter le supplément de revenu garanti. Nous pourrions peut-être en reparler au prochain tour.

Je m'inquiète du fait que vous cessez d'accorder le supplément qui est ajouté à la pension de sécurité de la vieillesse et au supplément de revenu garanti.

M. Dubé: Je m'excuse, je n'ai pas compris le début.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je m'inquiète un peu du fait que vous cessez d'accorder ce 2 p. 100 de plus que le plafond. Comme vous l'avez indiqué l'année dernière, même si le plafond est de \$145 pour un célibataire, en fait il est plutôt de \$149.58 environ ou même plus à

[Texte]

\$149.58 or something like that or even more because of the GIS. Now you say that this new rate takes into account the cost-of-living increases since 1966 and so from here on there will be none of that.

Let me make my point by giving an example. Here is an ordinary Canadian civilian who is over 65, has nothing else therefore he will be drawing \$135 under the new scheme, \$80 and \$55. A year from now the cost of living will have gone up. He will get an increase of 2 per cent which is \$2.70 which will push him up to \$137.70. Over here is a veteran who has nothing else. He is getting \$135, the same way. He is a single veteran so he can get \$16 WVA to a total of \$161. But you are telling me that next year when his \$135 goes up by \$2.70 that will be regarded as income and the \$161 ceiling will remain and so his WVA will be reduced.

True, the veteran has more than the non-veteran but this is a principle I support and I say that in this case you will have two people, a civilian old age person, a veteran old age man: one is on \$135, one is on \$161 total; the cost of living goes up for both of them the man on the \$135 gets the increase, the War Veterans Allowance recipient will not.

Mr. Dubé: I think you are really asking two or three things in the same question. I will try to answer as best I can. The 15 per cent increase we are granting now is an increase based on the previous increase in 1966. Since that time those over 65 who are receiving OAS, GIS, because of the yearly or biyearly increases in GIS, have been receiving in fact more than those under 65. This is because it was felt that it was too expensive from the point of view of administration to adjust some thousands of cheques every time there was a \$1 or a \$2 increase. So, since 1966, those over 65 have been enjoying part of this increase every year whereas those under 65 have not. As a result of the present increase, they will all be on the same footing, whether they are under 65 or over 65.

• 1015

I believe, though, that you are asking me now what we will do if there are further increases in GIS. As Mr. Speaker would say, that is a very hypothetical question. We will have to see what we will do. I presume we will do as we have done in the past, exempt them.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I do not know, Mr. Chairman, if it is as hypothetical as all that because you say, in your statement: "From that date...", that is April 1, 1971, "...the whole amount of OAS-GIS received will count as income for purposes of WVA". You have given nothing in that statement to say that a year from now you will moderate it. You will hear from me and I hope you are aware of that.

Mr. Dubé: Oh, yes. I presume that you will be asking, if you are still there and I am still here, every year if there is to be an increase.

23438-2

[Interprétation]

[Interprétation]

cause du supplément de revenu garanti. Maintenant vous dites que ce nouveau taux tient compte de l'augmentation du coût de la vie depuis 1966 et qu'à compter de maintenant, on ne procèderait plus de cette façon.

Je vous donne un exemple. Prenons le cas d'un civil qui a plus de 65 ans. Il n'a rien d'autre, que son \$135 en vertu du nouveau programme, soit \$80 et \$55. Dans un an, le coût de la vie aura augmenté. Il aura une augmentation de 2 p. 100, soit de \$2.70, il recevra donc \$137.70. Prenons le cas d'un ancien combattant qui n'a rien d'autre. Il reçoit \$135 de la même façon. S'il est célibataire, il peut obtenir \$13 d'allocation d'ancien combattant, ce qui fait \$161 en tout. Vous dites que l'an prochain, quand ces \$135 seront augmentés de \$2.70, ce montant sera considéré comme revenu et le plafond de \$161 maintenu; la somme d'allocation d'ancien combattant sera donc réduite.

Il est vrai que l'ancien combattant reçoit plus que le civil, mais j'admetts ce principe; je dis que dans le cas présent, soit celui du civil âgé et de l'ancien combattant âgé, l'un touche \$135, l'autre \$161; le coût de la vie augmente pour les deux. Celui qui touche \$135 a une augmentation, l'allocataire ne la reçoit pas.

M. Dubé: Je pense que vous demandez deux ou trois choses dans la même question. J'essayerai de répondre au mieux de mes connaissances. L'augmentation de 15 p. 100 que nous accordons actuellement est fondée sur l'augmentation de 1966. Depuis ce temps, les personnes qui ont plus de 65 ans et qui touchent la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti, à cause des augmentations annuelles ou bisannuelles du supplément de revenu garanti, reçoivent en fait plus que les personnes qui ont moins de 65 ans. Il aurait été trop onéreux, du point de vue administratif, d'ajuster des milliers de chèques chaque fois qu'il y aurait eu une augmentation dans \$1 ou \$2. Depuis 1966, les personnes qui ont plus de 65 ans ont eu tous les ans une partie de cette augmentation tandis que ceux qui ont moins de 65 ans ne l'ont pas reçue. Par suite de la présente augmentation, tout le monde serait considéré sur le même pied, ceux qui ont moins de 65 ans comme ceux qui ont dépassé cet âge.

Je pense toutefois, que vous voulez savoir ce qui se passera pour les augmentations futures dans le supplément de revenu garanti. Je pense que votre question est assez hypothétique. Nous verrons à ce moment-là. Je pense que nous ferons ce que nous avons fait dans le passé, c'est-à-dire les exempter.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je ne sais pas, monsieur le président, si ma question est tellement hypothétique. Vous dites, dans votre déclaration: «à compter de cette date...», il s'agit du 1^{er} avril 1971, «...le plein montant de la pension de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti, comptera comme revenu aux fins de l'allocation d'anciens combattants». Il n'y a rien qui laisse croire que dans un an, votre attitude sera plus souple. Vous entendrez parler de moi, et j'espère que votre attitude sera plus souple.

M. Dubé: Je pense que vous demanderez tous les ans, si vous êtes encore ici et moi aussi, s'il y aura une augmentation.

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You are so right. You can almost tape the question and, I hope, the answer.

Mr. Dubé: I will tape my answers.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I am quitting now, Mr. Chairman, for this round; but I do plead that we not get into this situation—and this thing sort of came on us before—a year from now, where veterans on OAS, GIS and WVA discover that they get a \$2.70 increase in their OAS-GIS and a \$2.70 decrease in WVA. You will hear from a lot more than me if that happens.

Mr. Dubé: Mr. Chairman, all these increases create problems but we do not expect to discontinue increases because of that.

Le président: Monsieur Émard.

M. Émard: Monsieur le président, monsieur le ministre, si j'ai bien compris, vous avez dit que les présentes augmentations étaient fondées sur l'augmentation du coût de la vie. Est-ce exact?

M. Dubé: Comme je le disais, il y a une augmentation de 10 p. 100 pour les pensions, et une augmentation de 15 p. 100 pour les allocations. Le coût de la vie est un des facteurs très importants, mais ce n'est pas le seul. L'histoire se continue: On se demande de quel montant on devrait augmenter les pensions. Finalement on décide de façon empirique ou quasi arbitraire, en s'appuyant sur les ressources du pays et sur les besoins du moment. Ce n'est pas identifié de façon parfaite à la hausse du coût de la vie. Non.

M. Émard: Mais vous voulez dire que le coût de la vie en constitue un des facteurs. Je ne peux pas comprendre que la dernière augmentation des pensions en 1968, je crois, ait été de 10 p. 100, c'est-à-dire l'augmentation qui est basée sur... La dernière augmentation a eu lieu en 1968.

M. Dubé: Pour les pensions, oui: pour les allocations, non.

M. Émard: Pour les pensions, entendons-nous. Vous donnez actuellement une augmentation de 10 p. 100. Vous avez dit tout à l'heure que la dernière augmentation des allocations avait eu lieu en 1956...

M. Dubé: 1966.

M. Émard: Ce n'est pas 1956?

M. Dubé: 1966.

M. Émard: 1966. J'ai mal compris. Il n'y a tout de même qu'une différence de 5 p. 100 dans le coût de la vie, c'est-à-dire de 10 à 15 p. 100.

Si je me rappelle bien l'augmentation du coût de la vie de 1966 à 1968 s'élevait à beaucoup plus que 5 p. 100 pour ces deux dernières années. Si vous ajoutez d'autres facteurs, je ne comprends pas que vous ne donniez que 15 p. 100 aux allocations. Bien que je n'aie pas les chiffres devant moi, il me semble que l'augmentation du coût de

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est exact. Vous pouvez presque enregistrer la question et même la réponse.

M. Dubé: J'enregistrerai mes réponses.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est tout pour ce tour-ci, monsieur le président; j'espère seulement que nous n'en viendrons pas à cette situation, que nous avons déjà connue, dans un an où les anciens combattants soudainement s'apercevront que leur prestation de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti augmentent de \$2.70 alors que leur allocation d'ancien combattant diminue du même montant. Je vous assure que je ne serai pas le seul à se faire entendre si cela se produisait.

M. Dubé: Monsieur le président, toutes ces augmentations créent des problèmes, mais nous n'allons pas mettre fin aux augmentations pour cette raison.

The Chairman: Mr. Émard.

M. Émard: Mr. Chairman, sir, I believe you have said that these increases were based on the cost of living. Is that right?

M. Dubé: As I have said, there is a raise of 10 per cent in the OAS, and a raise of 15 per cent in the WVA. The cost of living is a very important factor, but it is not the only factor. It's a repetition of the past. We wonder by how much the pensions should be raised. At the end we come to the conclusion, almost in an arbitrary way, by basing ourselves on the resources of the country and on the needs of the moment. It is not solely a question of increases in the cost of living. No.

M. Émard: You say that the cost of living is one of the factors. I cannot understand why the last increase in the pensions in 1968 was 10 per cent, I believe, which would mean that the increase based on... The last increase was in 1968.

M. Dubé: For the pensions, yes: for the allowance no.

M. Émard: For OAS, yes. You now give an increase of 10 per cent. You have said a minute ago that the last increase in the allowance was in 1956,...

M. Dubé: 1966.

M. Émard: Was it not in 1956?

M. Dubé: 1966.

M. Émard: 1966. I misunderstood it then. There is however only a difference of 5 per cent in the cost of living, which is the difference between 10 and 15 per cent.

If I remember well, the increases in the cost of living from 1966 to 1968 were much more than 5 per cent. If you add other factors to that, I cannot understand why you give only 15 per cent for the allowances. I do not have the right figures with me, but it seems to me that

[Texte]

La vie en 1966 et 1967, était de beaucoup supérieure à 5 p. 100. Qu'est-ce qui vous a porté à établir 5 p. 100 pour ces deux années? Sur quoi vous êtes-vous basé?

• 1020

M. Dubé: On s'est basé sur les circonstances actuelles et un peu sur les augmentations antérieures de ces pensions. Les pensions ont été augmentées en 1964, en 1966, en 1968, et le seront maintenant en 1971. Le sous-ministre semble avoir les chiffres exacts. S'agit-il des chiffres de l'augmentation du coût de la vie?

Si M. Émard demande des précisions sur l'augmentation exacte du coût de la vie entre 1966 et 1968, on peut l'obtenir, mais je ne crois pas que ce soit supérieur à 5 p. 100.

M. Émard: J'ai suivi assez bien l'augmentation du coût de la vie parce que j'étais intéressé au salaire des députés. Il me semble que pour ces deux années, c'était supérieur à 5 p. 100.

M. Dubé: Les salaires des députés n'ont pas été augmentés depuis quand? Depuis 1963?

M. Émard: 1963, oui.

M. Dubé: Le gouvernement est plus généreux envers les anciens combattants qu'envers les députés.

M. Émard: Oui, mais j'aimerais savoir sur quoi vous vous basez pour les deux années 1966, 1967 pour donner seulement 5 p. 100. De 1968 à 1970, vous accordez 10 p. 100, mais de 1966 à 1968, seulement 5 p. 100.

M. Dubé: Je ne sais pas si je comprends bien votre question; les pensions ont été augmentées de 10 p. 100 parce qu'il n'y a pas eu d'augmentation depuis 1968, tandis que les allocations ont été augmentées de 15 p. 100 parce que cela remontait en 1966.

M. Émard: D'accord.

M. Dubé: Vous me demandez si entre 1966 et 1968, il n'y a pas eu plus que 5 p. 100 d'augmentation du coût de la vie. Je ne le crois pas, mais je n'ai pas les chiffres devant moi. Tantôt un de mes fonctionnaires viendra et vous donnera exactement les chiffres du coût de la vie. Je ne crois pas que 5 p. 100 soit tellement un mauvais chiffre entre deux ans.

M. Émard: D'accord. Je n'ai pas de chiffre moi non plus, alors je ne peux pas argumenter...

M. Dubé: Mais comme je le disais tantôt, l'augmentation du coût de la vie n'est seulement qu'un facteur; il y a aussi les disponibilités des ressources du pays à un certain moment. Il y a eu certaines années où les pensions ont été augmentées de façon plus forte et d'autres de façon plus faible selon les circonstances.

M. Émard: Oui, mais le 15 p. 100 se rapporte aux allocations et non aux pensions. Comme je le disais, 5 p. 100 équivaut, à la différence entre le 10 p. 100 de l'augmentation des pensions et le 15 p. 100 de l'augmentation des allocations, compte tenu que l'augmentation des allocations commence en 1966.

[Interprétation]

the increases in the cost of living for 1966 and 1967 were much higher than 5 per cent. How did you get this 5 per cent figure for these two years? On what basis did you reach that percentage?

Mr. Dubé: We based ourselves on the existing circumstances and also on the previous increases of these pensions. The pensions have been increased in 1964, 1966 and 1968 and they will be increased again in 1971. The deputy minister seems to have the exact figures. Is it the increase in the cost of living?

If Mr. Émard wants the accurate figures on the increase of the cost of living between 1966 and 1968, we can provide it but I don't think that it would be more than 5 per cent.

Mr. Émard: I was most interested in the increase of the cost of living in terms of our own treatments I think that during these two years, the increase was more than 5 per cent.

Mr. Dubé: When were the treatments of the members of Parliament increased for the last time? Was it in 1963?

Mr. Émard: Yes, 1963.

Mr. Dubé: The government is more generous towards the veterans than the members of Parliament.

Mr. Émard: Yes, but I should like to know on what this increase in pensions is based for 1966 and 1967 where the result is only 5 per cent. From 1968 to 1970, you give 10 per cent, but from 1966 to 1968, you only give 5 per cent.

Mr. Dubé: I do not understand your question; the pensions have been increased by 10 per cent because there hasn't been any increase since 1968 whereas the allocations have been increased by 15 per cent since they had last been increased in 1966.

Mr. Émard: Right.

Mr. Dubé: You want to know whether between 1966 and 1968 the increase of the cost of living was no more than 5 per cent. I do not think so but I do not have the figures with me. This afternoon, one of my officials will give you the exact figures concerning the cost of living. I do not think that 5 per cent is such a bad assessment for the two years.

Mr. Émard: Right. As I do not have any figures either, I cannot argue...

Mr. Dubé: As I told you earlier, the increase in the cost of living is only one factor; but at a certain given time, the resources of the country should also be taken into consideration. The increase in pensions varies according to the year and the circumstances.

Mr. Émard: Yes, but these 15 per cent applied to the allocations and not to the pensions. As I told you, 5 per cent represent the difference between the 10 per cent increase on the pensions and the 15 per cent increase on the allocations taking into account that the increase of the allocations begins in 1966.

[Text]

M. Dubé: Je comprends très bien votre question. Vous prétendez que peut-être entre 1966 et 1968, il y a eu plus que 5 p. 100 d'augmentation du coût de la vie.

M. Émard: C'est ce que je pensais.

M. Dubé: Vous avez peut-être raison, je ne le sais pas. J'ai l'impression que non. On verra bien tantôt si on peut obtenir les chiffres, mais je ne le crois pas.

M. Émard: Très bien.

The Vice-Chairman: Mr. Maclean.

Mr. MacLean: I just have a couple of brief questions. My first question: pensions from the War Veterans Allowance Act are to be paid retroactively, so the first cheque with the increase in it will be paid, I presume, at the end of April. Is that correct?

M. Dubé: It will be paid in the last week of April.

Mr. MacLean: Perhaps Dr. Hodgson could give us an idea of how much time is required to have those cheques out? In other words, I presume we are all right as long as this is passed before the Easter recess in all its stages. The first day of April is not really the deadline?

M. Dubé: No, but we have to go back to the House of Commons for the report stage, then the third reading; it has to go up to the Senate for three readings and it has to receive royal assent at least before the Easter recess. After that, we would be too late.

Mr. MacLean: Yes, I realize all of that; but my point is that all of that does not have to happen by tomorrow?

M. Dubé: No.

Mr. MacLean: With regard to a statement on page 6, I am not quite clear as to what it means; or else if I am clear on what it means, I do not understand why it is true. In the second paragraph, on page 6, under "Conclusion", it says:

The increase in WVA means an increase of about \$22 million a year.

• 1025

M. Dubé: Just a second, I believe I do not have the same number of pages. It is under what?

Mr. MacLean: Under conclusion.

M. Dubé: Conclusion, yes, very well.

Mr. MacLean: It reads:

The increase in WVA means an increase of about \$22 million a year, but as this increase will be fully offset by increased payments under the Old Age Security Act, the DVA appropriation under this heading does not need to be raised.

Why will this be fully offset by increased payments under the Old Age Security Act, is that because there are more veterans allowance recipients passing the age of 65 than there are new applications?

[Interpretation]

Mr. Dubé: I quite understand your point. You mean that between 1966 and 1968, the cost of living has gone up by more than 5 per cent.

M. Émard: Yes, this is what I think.

M. Dubé: Maybe you are right, I do not know. I feel that you are not. We will see when we have the accurate figures before us. I do not think so.

M. Émard: Thank you.

Le vice-président: Monsieur MacLean.

M. MacLean: Je n'ai que quelques brèves questions. La première: les pensions octroyées en vertu de la loi sur les allocations aux anciens combattants seront rétroactives de sorte que le premier chèque portant la majoration sera versé, je le suppose, à la fin du moins d'avril.

M. Dubé: Il sera versé au cours de la dernière semaine d'avril.

M. MacLean: Le docteur Hodgson pourrait peut-être nous donner une idée du laps de temps nécessaire à l'émission de ces chèques? Autrement dit, tout va bien du moment que cette loi est sanctionnée avant le congé de Pâques. Le 1^{er} avril ne constitue pas un délai absolu.

M. Dubé: Non, mais il faut que cette loi soit soumise à la Chambre des communes pour une troisième lecture puis elle doit être soumise au Sénat pour trois lectures et enfin il faut obtenir la sanction royale avant le congé de Pâques. Après, ce serait trop tard.

M. MacLean: Je comprends bien, mais je voulais savoir si cela devait se faire demain.

M. Dubé: Non.

M. MacLean: Je ne comprends pas bien la déclaration qui se trouve à la page 6, ou alors, si je comprends bien ce dont il s'agit, je n'en sais pas la logique. Dans le deuxième paragraphe de la page 6, sous la rubrique "Conclusion", vous dites:

La majoration des allocations aux anciens combattants augmentera la charge annuelle de \$22 millions.

M. Dubé: Excusez-moi, je n'ai pas le même nombre de pages. Sous quelle rubrique?

M. MacLean: Sous la rubrique conclusion.

M. Dubé: Conclusion, oui, j'y suis.

M. MacLean: Voici:

(La majoration) des allocations aux anciens combattants augmentera la charge annuelle de 22 millions de dollars, mais comme cette augmentation sera entièrement compensée par celle des montants accordés en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, il n'y aura pas lieu de modifier les affectations à ce poste du budget de mon ministère.

Pourquoi est-ce que cette augmentation sera compensée par la majoration des versements effectués aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse? Est-ce que cela est dû au fait qu'il y a davantage de prestataires âgés de plus de 65 ans qu'il n'y a de nouvelles demandes?

[Texte]

Mr. Dubé: No, it is probably because in the past there were some recipients who received OAS/GIS before applying for their DVA, but now in the future they will all get the OAS/GIS first, with the result that since the OAS/GIS also is being increased the Department of National Health and Welfare will have to bear some of the brunt of the increases.

Mr. MacLean: But the war veterans allowance recipients in the age group between 60 and 65 are not affected by OAS are they?

Mr. Dubé: No, until 65.

Mr. MacLean: That is what I am saying. I presume part of this offset is due to the fact that the number in the age group between 60 and 65 is diminishing, is that true?

Mr. Dubé: It means mostly, because of the fact that those over 65 will now have to get their OAS/GIS first, that it gives us increased resources to enable us to give an increase to all, those under 65 and those above. Of course, the number of those obviously above the age of 65, is decreasing rapidly every year but we will give you the exact figures how many under 65 and how many above, a bit later on in the proceedings.

Mr. MacLean: All right. I will pass, I am finished.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. MacLean. Anyone else on the first round? Mr. Knowles do you have any further general questions or shall we go on to the next item?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): No, I think I will accept the Minister's invitation to wait until Dr. Hodgson is being grilled.

The Vice-Chairman: Gentlemen, we might then turn to Bill C-233, Clause 1.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, is Dr. Hodgson before us now, then?

The Vice-Chairman: Yes.

On Clause 1—

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I would like to ask Dr. Hodgson some questions.

The Vice-Chairman: Excuse me, Mr. Knowles, I might just make a point. I have been advised that there is a committee coming in here at 11 o'clock, so we have until 11 o'clock, if we have any aspirations of completing this business.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Some of us know that.

The Vice-Chairman: All right.

[Interprétation]

[Interprétation]

M. Dubé: Non, c'est probablement dû au fait que par le passé, certains prestataires recevaient la pension de sécurité de la vieillesse ainsi que le supplément du revenu garanti avant de faire une demande d'allocation d'anciens combattants. Désormais, il leur faudra d'abord obtenir la pension de sécurité de la vieillesse ainsi que le supplément du revenu garanti et cela aura pour effet que le ministère de la Santé devra assumer une partie de ces augmentations.

M. MacLean: La pension de sécurité de la vieillesse ne touchera donc pas les prestataires qui reçoivent l'allocation aux anciens combattants et dont l'âge se situe entre 60 et 65 ans?

M. Dubé: Jusqu'à 65 ans, non.

M. MacLean: C'est justement ce que je dis. Je suppose que cette compensation dont vous parlez est partiellement due au fait que le nombre des prestataires dont l'âge se situe entre 60 et 65 ans diminue, n'est-ce pas?

M. Dubé: Cela veut dire surtout, étant donné que ceux qui ont plus de 65 ans toucheront d'abord leur pension de sécurité de vieillesse et le supplément de revenu garanti, cela augmentera nos ressources et nous permettra un relèvement général qui s'appliquera aussi bien à ceux qui ont moins de 65 ans qu'à ceux qui ont plus de 65 ans. Bien entendu, le nombre de prestataires âgés de plus de 65 ans diminue rapidement d'année en année, mais nous vous donnerons le nombre exact des prestataires ayant moins de 65 ans et le nombre de ceux qui ont plus de 65 ans.

M. MacLean: Très bien. J'ai terminé.

Le vice-président: Je vous remercie, monsieur MacLean. Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Knowles, avez-vous d'autres questions d'ordre général ou voulez-vous que nous passions aux points suivants de l'ordre du jour?

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Non, j'attendrai que le Dr Hodgson soit sur les grilles.

Le vice-président: Messieurs, nous pourrions donc passer à l'article 1 du bill C-233.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, est-ce que le Dr Hodgson est présent?

Le vice-président: Oui.

L'article 1—

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je voudrais poser quelques questions au Dr Hodgson.

Le vice-président: Excusez-moi de vous interrompre, monsieur Knowles. On me fait savoir qu'un comité doit se réunir dans cette salle à onze heures. Je voudrais par conséquent en terminer avec ce point.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Certains d'entre nous le savent.

Le vice-président: Très bien.

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Some of us will not get out. Dr. Hodgson, I am still concerned about the position of the potential widow of a war veterans allowance recipient. I am still on the paragraph that is on page 4 of the Minister's statement. Again let me try to put it in simple terms. Here are a veteran and his wife who, as of April, are forced to take full OAS/GIS, and with something else they have an income in excess of \$271, so they drop their WVA. The veteran dies, 13 months from now, and the widow since she has known other war veterans allowance widows, assumes that the married rate will continue to her for a year, but I take it from the Minister's statement that will not be the case. He said, this has always been the case if such a veteran went off WVA because he got other income, because he picked up a pension or bequest or went to work or what have you, but here is a case where as a matter of government policy a veteran is forced to take GIS and to go off WVA and then he dies 13 months later. What are your comments?

• 1030

Dr. J. S. Hodgson (Deputy Minister of Veterans Affairs): Mr. Chairman, as the Minister's statement indicates the death benefit remains available for a period of a year from the time he ceases to receive WVA and is then payable for a year, but if he has been off WVA for longer than a year, then, as in many other cases, there is no eligibility for this special benefit.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, all Dr. Hodgson is doing is the same thing the Minister did, just telling us the facts. I can read it. I strongly object and I say to every member of this Committee you will be getting letters in 1972 and 1973 from widows affected by this. Never mind the people 20 years from now. This will come into effect a year from now and I think it is a mistake. I think this attempt to push veterans away from their own legislation into the general welfare legislation is a course which should not be followed.

Dr. Hodgson: Mr. Chairman, it might be useful if I pointed out that this would occur only with regard to people who had income other than WVA and also that if a veteran continued on WVA, shall we say, until 1975 and then ceases to receive WVA because of the receipt of OAS-GIS he would have eligibility for this benefit for a year from that time.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I had a letter a couple of days ago from a married veteran who tells me that the only thing he managed to save was a bit of money in a government annuity of, I think, \$18 a month or something. Under present regulations he and his wife are getting OAS, he is getting WVA and he has his annuity and he is under the War Veterans Allowance ceiling. But now he and his wife will have to take the

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Certains d'entre nous ne veulent pas sortir. Dr. Hodgson, je m'inquiète de la situation possible d'une veuve de guerre dont le mari touchait l'allocation aux anciens combattants. J'en suis toujours au paragraphe 4 de la déclaration du Ministre. Permettez-moi de m'exprimer en termes clairs. Je vous donnerais vous donner l'exemple d'un ancien combattant et de sa femme qui, jusqu'en avril, sont obligés de recevoir la pleine pension de sécurité de vieillesse et le supplément du revenu garanti, ce qui, avec un revenu annexe, leur donneraient un revenu total de plus de \$271; ils perdent donc leur allocation aux anciens combattants. Treize mois plus tard cet ancien combattant meurt et sa veuve suppose que le taux accordé aux personnes mariées s'appliquera encore dans son cas pendant un an; or, d'après la déclaration du Ministre, ce n'est pas le cas. D'après lui, il en a toujours été ainsi lorsqu'un ancien combattant cessait de percevoir l'allocation aux anciens combattants s'il avait un autre revenu, s'il touchait une pension, s'il héritait ou s'il travaillait. Mais dans ce cas, la politique gouvernementale veut que cet ancien combattant bénéficie de la pension de sécurité de la vieillesse et cesse de percevoir l'allocation aux anciens combattants. S'il meurt treize mois plus tard, que se passe-t-il?

Dr. J. S. Hodgson (Sous-ministre des Anciens combattants): Comme le Ministre l'a indiqué, les prestations de décès s'appliquent pendant un an à partir de la suppression des allocations aux anciens combattants et cette prestation est versée pendant un an. Au cas où cet ancien combattant a cessé de percevoir les allocations pendant une période supérieure à un an, cette prestation spéciale ne s'applique plus.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le docteur Hodgson ne sait rien de plus que le Ministre; il se contente de nous donner des faits. Je peux les lire aussi bien. Je m'y oppose fortement et je préviens les membres de ce Comité qu'en 1972 et en 1973 ils recevront des lettres de veuves touchées par cette politique. Peu importe ce qui se passera dans vingt ans. Cette disposition entre en vigueur dans un an et à mon sens, c'est une erreur. Cette façon de procéder qui consiste à repousser de leur propre loi les anciens combattants pour les assujettir aux lois régissant le bien-être social ne devrait pas être permise.

Dr. Hodgson: Il serait inutile de faire remarquer que cela ne s'applique que dans le cas des gens qui ont un revenu autre que l'allocation aux anciens combattants et, par ailleurs, si un ancien combattant continuait à percevoir une allocation jusqu'en 1975 par exemple et si cette allocation lui était alors supprimée parce qu'il recevrait la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti, cette prestation s'appliquerait encore pendant une année à dater de cette époque.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il y a quelques jours, j'ai reçu une lettre d'un ancien combattant marié. Il me disait que tout ce qu'il réussissait à épargner, c'était \$18 par mois. Aux termes des règlements actuels, sa femme et lui même touchent la pension de sécurité de la vieillesse ainsi que l'allocation aux anciens combattants plus son indemnité et il atteint ainsi le plafond. Mais à présent, il leur faudra accepter les \$255 par mois de

[Texte]

\$255 a month OAS/GIS their other income, namely the government annuity for which he paid—and the letter has the usual language about the man down the street who did not save and he saved this \$18 and he wishes he had not,—that will give him \$273 a month, so he gets no WVA. If he dies 13 months from now his widow is in the category of not being entitled.

Mr. Dubé: She will be in the category of a widow and she will receive as a widow. She will not be receiving as a married woman because she is not.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But at the present time, Mr. Chairman, the widow of a War Veterans Allowance recipient has a special right for a year namely the married rate and you are taking that away.

Mr. Dubé: No. that right applies one year after the recipient ceases to receive WVA. That was the same in the past: let us say in the year 1954 if a veteran's pension was increased with the result that his additional income that increase pushed him over the ceiling of WVA then he was out of WVA but if he died within a period of one year his wife would still receive the married rate. After that one year she would receive the widow's pension.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That veteran who had his disability pension increased might well have had it increased above 45 per cent so that his widow would get a full pension.

Mr. Dubé: Or any other increase.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But I know all the story about the other income and so on but here is a case where veterans are being forced not through their own choice but are being forced by government policy to divest themselves of their War Veterans Allowance. Then you say once 12 months had gone by a right that did obtain previously would no longer be theirs. I think it is a mistake.

Mr. Dubé: The right that they had previously they could also have lost by an increase of any other income: increase of superannuation, increase of pension. Any increase which would push them over the ceiling would cause them to lose that benefit after one year, 10 years ago, or 15 years ago or since 1930.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But these are increases from other causes, an increase for example for having their disability rating boosted, some insurance policy or something that has come through, some other source of money, but this is no increase in money. This is a case where a married veteran stays at the same rate, \$271. It is frozen at that figure but because it is \$271 out of \$255 OAS, GIS and \$16 or more from something else, this right for the widow would be there if he were not forced to take the GIS. If he were not forced to take the GIS, they would be getting their OAS, and their WVA

[Interprétation]

pension de sécurité de la vieillesse et de supplément de revenu garanti en plus de leur autre revenu, c'est-à-dire l'indemnité du gouvernement pour laquelle il a cotisé et la lettre poursuivait sur le ton habituel évoquant ceux qui n'ont rien économisé. Lui-même aurait préféré ne pas avoir ces \$18... Ça lui donnera \$273 par mois et il continuera à percevoir l'allocation aux anciens combattants. S'il meurt dans treize mois, sa femme n'aura droit à aucune prestation.

M. Dubé: Elle se trouvera dans la catégorie des veuves et elle recevra les prestations accordées aux veuves. Elle ne touchera pas de prestation au taux des personnes mariées puisque ce ne sera plus le cas.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais à l'heure actuelle, monsieur le président, la veuve d'un prestataire qui reçoit l'allocation aux anciens combattants peut continuer à toucher pendant un an une prestation au taux de personne mariée et c'est justement ce que vous supprimez.

M. Dubé: Non, cela s'applique pendant une année après la suppression de l'allocation aux anciens combattants. Il en a toujours été ainsi: en 1954, par exemple, si un ancien combattant obtenait une augmentation de sa pension au point qu'il dépasserait le plafond imposé à l'allocation aux anciens combattants, celle-ci lui était supprimée. Mais s'il décédait avant un an, sa femme continuait à percevoir une prestation au taux des personnes mariées. Au delà de cette période, elle recevait une pension de veuve.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): L'augmentation de la pension d'invalidité de cet ancien combattant pouvait être de l'ordre de 45 p. 100 de sorte que sa femme recevrait une pension de 100 p. 100.

M. Dubé: Oui, ou toute autre augmentation.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je connais la ritournelle mais voici un cas où les anciens combattants sont forcés d'abandonner leur allocation aux anciens combattants en raison d'une politique gouvernementale. Vous dites qu'au bout de 12 mois, ils n'ont plus les mêmes droits. A mon avis, c'est une erreur.

M. Dubé: Ce droit qu'ils avaient auparavant, ils auraient tout aussi bien pu le perdre en raison de l'augmentation d'un autre revenu comme l'augmentation de la pension. Toute augmentation les amenant à plafonner aurait provoqué la perte de cette prestation au bout d'un an il y a dix ans, il y a 15 ans ou depuis 1930.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais l'augmentation peut avoir d'autres causes; il se peut par exemple que l'évaluation de l'invalidité soit augmentée ou encore les primes d'assurance ou n'importe quel autre revenu. Et cela ne constitue pas une augmentation en argent liquide. Le cas que je vous citais est celui d'un couple marié dont le revenu est presque exactement le même, à savoir \$271. C'est arrêté à ce chiffre parce qu'il s'agit du \$271 dont \$255 en supplément de vieillesse et \$16 ou plus en supplément général de revenu. La veuve aurait le droit de retirer cette somme si elle n'était pas forcée d'accepter le

[Text]

would bring them up to the ceiling, and on his death, she would get the full married rate for one year.

• 1035

Mr. Dubé: Right. If he dies within one year, she will be entitled to one year at the married rate and thereafter at the widow's rate.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But if he dies after one year, all she is entitled to is the widow's rate.

Mr. Dubé: If he dies after one year, she would receive the widow's, not the married rate.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): All I am asking you to admit is that you are taking something away that now obtains.

Mr. Dubé: Well, that obtained in the past also. Of course, you know my argument and I know yours. On any social welfare scheme, you can play to the ceiling and wish it were increased with no limit.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): All right, Mr. Chairman. I hope there will be a sympathetic response one year from now when we start to deal with these cases.

The Chairman: Mr. MacLean.

Mr. MacLean: Mr. Chairman, if I might say a word. If I understand this properly, it seems to me that in the case of all war veterans allowance recipients who have a small income of say \$17 or \$18 a month and who die before the age of 65, their widows will receive the married rate for one year after that, but if they die after the age of 66, they will not. That is what it amounts to in general terms.

Mr. Dubé: No.

Mr. MacLean: I mean by that, because at the age of 65, they will have been receiving old age security for one year.

Mr. Dubé: No, they could lose that before 65 also if their other income was such that they would go over the ceiling. If they go over the ceiling for a period and die within a period of one year thereafter, then the widow would receive for another year at the married rate and then fall back at the widow's rate.

Mr. MacLean: Yes.

Mr. Dubé: But if they go over the ceiling, either before 65 or after 65, it is because of their additional income that they lose that.

Mr. MacLean: Yes, but all I am saying is that the additional income from other sources is a very variable condition which may or may not apply, but old age

[Interpretation]

supplément général de revenu. Si elle n'était pas forcée de prendre le supplément général de revenu, ils recevraient leur supplément de vieillesse, et leurs bénéfices d'ancien combattant les mèneraient jusqu'au plafond de leur revenu, et à sa mort, elle recevrait le plein taux pour personne mariée durant une année.

M. Dubé: Bien. S'il meurt dans le délai d'un an, elle aura droit à une année au taux de personne mariée et ensuite au taux de veuve.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais s'il meurt après un an, elle n'a seulement droit au taux de veuve.

M. Dubé: S'il meurt après un an, elle recevrait le bénéfice en tant que veuve et non en tant que personne mariée.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Tout ce que je vous demande d'admettre c'est que vous êtes en train d'éliminer quelque chose qui s'applique à l'heure actuelle.

M. Dubé: Cela s'appliquait aussi dans le passé. Naturellement, vous connaissez mes raisons et moi je connais les vôtres. Sur le plan du Bien-être social, vous pouvez essayer d'atteindre le plafond et aussi essayer d'accroître le plafond sans limite.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Très bien, monsieur le président. J'espère qu'il y aura une réaction favorable dans un an lorsque nous commencerons à traiter de ces cas.

Le président: Monsieur MacLean.

M. MacLean: Monsieur le président, permettez-moi de dire quelque chose. Si j'ai bien compris, il me semble que dans le cas de tous les récipiendaires d'allocation d'ancien combattant qui ont un petit revenu de \$17 ou \$18 par mois et qui meurent avant d'atteindre l'âge de 65 ans, les veuves recevront durant un an des allocations en tant que personne mariée, mais s'ils meurent après l'âge de 66 ans, elles ne recevront pas ces allocations. Voilà, en somme, l'idée générale.

M. Dubé: Non.

M. MacLean: Je veux dire, que parce qu'ils ont atteint l'âge de 65 ans ils auront reçu des allocations de vieillesse durant un an.

M. Dubé: Non, ils pourraient perdre cela avant l'âge de 65 ans si le revenu dépassait le plafond. S'ils dépassent le plafond durant un certain temps et s'ils meurent un an après cela, la veuve reçoit les allocations au taux de personne mariée durant une autre année pour ensuite revenir au taux d'allocation accordé aux veuves.

M. MacLean: Oui.

M. Dubé: Mais s'ils dépassent le plafond, ou bien avant ou après l'âge de 65 ans, c'est à cause de leur revenu supplémentaire qu'ils perdent cela.

M. MacLean: Oui, mais je signale tout simplement que le revenu supplémentaire d'autre source constitue une condition très variable qui peut ou ne peut pas s'appli-

[Texte]

pension automatically applies to everybody on reaching age 65, so that there would be large numbers disqualified by the fact of receiving the old age pension.

Mr. Dubé: No, no. That would only apply if they received OAS, GIS, and also have other income. If they are only getting OAS and GIS, they will get the supplement from us and they will not lose their benefits.

Mr. MacLean: Yes. The age of 65, though, has an automatic effect on it provided the other factors...

Mr. Dubé: If they have no additional income, they do not face that problem.

Mr. MacLean: No, that is right. I concede that but...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): A married couple with \$16 a month other income should give it away, get rid of it, tear it up and get on WVA and then this right will continue.

Mr. MacLean: That is right.

M. Émard: Dans le moment, monsieur Dubé, il n'y a rien de changé, vous gardez la même procédure que dans le passé.

The Vice-Chairman: I am sorry. Had you finished, Mr. MacLean?

Mr. MacLean: Yes, thank you.

Mr. Dubé: Dans le passé, comme maintenant, si le récipiendaire, en plus de recevoir les allocations, la pension de vieillesse et le supplément, avait d'autres revenus et que ces revenus faisaient qu'il défonçait le plafond, évidemment il perdait et il perd encore certains bénéfices. Maintenant, la question de M. Knowles est une bonne question. Mais nous demandons maintenant à ce que ces gens-là reçoivent leur pension de vieillesse d'abord, puis le supplément, et si en plus ils ont d'autres revenus et que ces autres revenus font qu'ils dépassent le plafond, alors, ils perdent certains bénéfices, comme auparavant.

• 1040

M. Émard: En d'autres termes, M. Knowles demandait un bénéfice supplémentaire.

Mr. Dubé: Ce n'est pas exactement ce qu'il demande; il demande que ces gens-là continuent d'avoir tous les mêmes bénéfices qu'ils avaient avant même s'ils défoncent le plafond permis.

M. Loiselle: Mais, monsieur Dubé, par rapport à la loi précédente, il n'y a aucun changement?

Mr. Dubé: Le seul changement, dans le fond, c'est que nous exigeons maintenant que les récipendaires aillent chercher leur pension de vieillesse et le supplément du

[Interprétation]

quer, tandis que la pension de vieillesse s'applique automatiquement à tout le monde à l'âge de 65 ans, ce qui fait qu'il y aurait un grand nombre de gens qui seraient frappés d'incapacité du fait de recevoir la pension de vieillesse.

M. Dubé: Non. Cela ne s'appliquerait seulement s'ils reçoivent les allocations de vieillesse, le supplément général de revenu, et qu'ils aient d'autres sources de revenu. S'ils reçoivent seulement la pension de vieillesse et le supplément général au revenu, ils recevront le supplément de nous et ils ne perdront pas leurs allocations.

M. MacLean: Oui. Pourtant, à l'âge de 65 ans, les conditions spéciales sont mises en vigueur automatiquement pourvu que les autres facteurs...

M. Dubé: S'ils n'ont pas de source de revenu supplémentaire, ils n'ont pas à faire face à ce problème.

M. MacLean: Non, c'est exact. Je suis d'accord à cet égard, mais...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Un couple marié qui a \$16 par mois provenant d'autres sources de revenu devrait se défaire de cette somme et seulement tirer des allocations d'anciens combattants afin d'assurer qu'ils continueront à détenir ce droit.

M. MacLean: C'est exact.

M. Émard: At the present time, Mr. Dubé, nothing has been changed, and you are keeping the same procedure which was prevailing in the past.

Le vice-président: Je m'excuse. Aviez-vous terminé, M. MacLean?

M. MacLean: Oui, merci.

Mr. Dubé: Both now and in the past, if the recipients, in addition to receiving allowances, old age security and the supplement received other income and if the latter was in excess of the ceiling, he lost and still loses certain benefits. Mr. Knowles' was a good question. But we are now asking that those people should receive their old age pension first, then the supplements, and if in addition they have other income and that this income brings them beyond their ceiling, then they lose certain benefits as they did previously.

M. Émard: In other words, Mr. Knowles was asking for supplementary benefit.

Mr. Dubé: It is not exactly what he is asking; he asks that these people continue to receive the same benefits that they used to receive even if they crash the permitted ceiling.

M. Loiselle: But Mr. Dubé, with respect to the previous legislation, there is no change?

Mr. Dubé: The only change is that we now demand that the beneficiaries get their old age security pension and their guaranteed incomes supplement. If they have

[Text]

revenu garanti. Si en plus ils ont d'autres revenus qui font que leurs revenus dépassent le plafond, alors ils perdront ces bénéfices-là.

M. Loiselle: C'est normal.

M. Dubé: La seule différence c'est que maintenant on exige qu'ils reçoivent d'abord ces deux allocations. C'est toujours facile de dire qu'on pourrait, qu'on devrait faire plus pour la veuve et l'orphelin, et je partage cette opinion; malheureusement, ici bas, il y a toujours des limites.

The Vice-Chairman: Yes, Mr. Francis.

Mr. Francis: Mr. Chairman what Mr. Knowles is really asking is a change in the general regulation which would have the effect of protecting the widow of a veteran in a variety of circumstances. He points out you would be adversely affected under certain circumstances in this bill and you have pointed out GIS is also adversely affected, and has been for some time, if for any reason whatsoever additional income comes at one stage or another.

The fact is that it is almost impossible to avoid a cut-off point. If the principle of a cut-off point is accepted, it will apply in a variety of situations. This happens to be one of them, and by putting it in this light it certainly is not the kind of situation we like to face. But there is no way of avoiding a cut-off on a widow's pension at married rates after death, and wherever you cut it off there is a point beyond which there is apparently an equity, on the face of it.

Mr. Dubé: That is very well put. There has to be a cut-off point. However, I wish to make it quite clear that the widow is not left without a pension. She is left with a regular pension. It is just that this extra benefit at married rates, even after she has ceased to be married, she will not get if she has gone above a certain ceiling.

In all those schemes there has to be a ceiling somewhere, and where you do approach a ceiling you can make a good case. If we accept that, why not change something else? Why not, when she receives superannuation? Why not, when she receives an increased pension? There is no limit to it. On the face of it you can make a good case on one point. But you can make a good case on another one, too.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, Mr. Francis says, and Mr. Dubé agrees, that there has to be a cut-off point. Who said so? Look, you do not provide this year's cut-off point with regard to medical and hospital treatment; you do not provide a year's cut-off under the veterans burial regulations. If at any time in his whole life a veteran is not on WVA, because he is getting OAS and GIS—I agree that has to be the reason—he still will get medical and hospital treatment, and he will get the benefit of the burial regulations. But when it comes to the widow, you say she gets that benefit of a year at married rates only if her husband died within a year from the time he lost his WVA, because he got GIS.

[Interpretation]

[Interpretation]

other revenues, making their revenues higher than the ceiling, then they will lose these benefits.

Mr. Loiselle: It is normal.

Mr. Dubé: The only difference is that now we demand that they receive first of all these two allowances. It is always easy to say that we can do more for the widow and the orphan and I share this opinion but unfortunately, there are limits.

Le vice-président: Oui. Monsieur Francis.

Mr. Francis: Monsieur le président, ce que demande M. Knowles, c'est qu'il y ait un changement dans le règlement de façon à pouvoir protéger la veuve d'un ancien combattant dans diverses circonstances. Il a signalé que d'après ce projet de loi, il serait défavorable dans plusieurs circonstances et vous avez signalé que le supplément du revenu garanti est aussi défavorable depuis assez longtemps si pour quelque raison que ce soit, un revenu additionnel entre en ligne de compte.

Le fait est qu'il est presque impossible d'éviter un point limite. Si le principe est accepté il pourra s'appliquer dans plusieurs situations. Celle-ci en est une, et en le mettant sous cette lumière, ce n'est certainement pas la situation à laquelle nous aimerions faire face. Mais il n'y a pas moyen d'éviter une limite à une pension de veuve selon les taux de personnes mariées après le décès et où que vous placiez le maximum il semble toujours y avoir une équité.

Mr. Dubé: C'est exact. Il faut qu'il y ait un maximum. Toutefois, je veux qu'il soit très clair que la veuve n'est pas sans une pension. Elle a toujours une pension régulière. C'est seulement que cet avantage des taux de personnes mariées même après qu'elle soit devenue veuve, elle n'aura pas droit si elle atteint un certain plafond.

Dans ces régimes, il faut qu'il y ait un plafond quelque part et lorsque vous approchez les limites, vous pouvez avoir une bonne cause. Si nous acceptons cela, pourquoi ne pas changer autres choses? Pourquoi pas, lorsqu'elle reçoit une pension de retraite? Pourquoi pas lorsqu'elle reçoit une pension accrue? Il n'y aurait pas de fin. A première vue, vous avez raison, mais sur d'autres points, vous pourriez aussi avoir raison.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, M. Francis et M. Dubé sont d'avis qu'il doit y avoir une limite. De quelle autorité? Il n'y a pas de limite en ce qui concerne le traitement médical et l'hospitalisation; il n'y a pas de limite en ce qui concerne les règlements de funérailles. Si un ancien combattant ne reçoit pas de pension parce qu'il reçoit la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément du revenu garanti il peut recevoir les soins médicaux et l'hospitalisation et il peut recevoir après sa mort l'allocation de funérailles. Mais lorsqu'il s'agit d'une veuve, vous dites qu'elle ne peut recevoir de prestations aux taux des gens mariés que pour un an si son mari est mort dans l'année où il a perdu son allocation parce qu'il recevait le supplément du revenu garanti.

[Texte]

Mr. Dubé: And she also will receive all the other benefits you just mentioned, but not the one of a married woman who has become a widow.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Well, we are both going around in a circle.

The Vice-Chairman: I think you each have made your point.

Clauses 1 to 4 inclusive agreed to.

Title agreed to.

The Vice-Chairman: Shall I report the bill?

Some hon. Members: Agreed.

• 1045

The Vice-Chairman: Gentlemen, Bill C-232.

Yes, Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Could the Minister take a moment again to explain the relationship between this bill and the changes that were just made in the War Veterans' Allowance Act. In other words, do the same limitations that we have just been talking about under the War Veterans' Allowance Act, apply under this one?

Mr. Dubé: The amendment applies to pensions.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): In your statement, Mr. Minister, on page 5, at the bottom paragraph, you say, about this bill—Bill C-232—that "a number of concurrent changes are taking place"; and then you say: "the rates of the civilian war allowance are tied to those of WVA, therefore the 15 per cent increase in rates will automatically apply."

I am asking whether, because it is tied to WVA, the same limitations on widows and so on apply under this legislation as apply under the War Veterans Allowance.

Mr. Dubé: That is exactly what I say in the following phrase, that the civilian war allowance regulations are being amended exactly as is being done with the WVA regulations.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): So, between the lines, it says you are taking something away from widows in this case, the same as in the other?

Mr. Dubé: Yes. Taking away a 15 per cent increase in pensions. Quote, "Taking away," unquote.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I protest, Mr. Chairman, that my interest in veterans' widows is not new around this place. I think the first question I ever asked in the field of veterans' affairs was addressed to Ian MacKenzie back in about 1943, about widows of non-pensioned veterans. In those days, they were not included under the War Veterans Allowance Act. It took an item in the estimates every year.

[Interprétation]

[Interprétation]

M. Dubé: Et elle recevra aussi tous les avantages que vous avez mentionnés mais non ceux d'une femme mariée qui est devenue veuve.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous tournons en rond.

Le vice-président: Je crois que vous avez établi votre point, tous les deux.

Les articles de 1 à 4 sont adoptés.

Le titre est aussi adopté.

Le vice-président: Dois-je rapporter le bill?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: Messieurs, le Bill C-232.

Oui, monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le ministre pourrait-il expliquer à nouveau quel rapport il y a entre ce bill et les modifications qui viennent juste d'être apportées à la loi sur les allocations aux anciens combattants. Autrement dit, est-ce que les mêmes restrictions dont nous venons juste de parler en vertu de la loi sur les allocations aux anciens combattants, s'applique en vertu de celle-ci?

M. Dubé: L'amendement s'applique aux pensions.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Dans votre déclaration, monsieur le ministre, à la page 5, dans le dernier alinéa, vous dites, à propos de ce bill C-232, que «un certain nombre de modifications correspondantes s'instaureront»; puis vous dites: «le taux des allocations de la guerre civile sont en rapport à celui des allocations aux anciens combattants, par conséquent l'augmentation de 15 p. 100 des allocations s'appliquera automatiquement.»

Je voudrais savoir, parce que c'est en rapport avec l'allocation aux anciens combattants, si les mêmes restrictions concernant les veuves, etc., s'appliquent en vertu de cette loi comme elles s'appliquent en vertu de la loi sur les allocations aux anciens combattants.

M. Dubé: C'est exactement ce que je dis dans la phrase suivante, à savoir que les règlements sur les allocations de la guerre civile ont été amendés exactement comme ça été fait pour les règlements sur les allocations aux anciens combattants.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Donc, cela veut dire que dans ce cas, vous prenez quelque chose aux veuves, la même chose que dans l'autre cas?

M. Dubé: Oui. Suppression d'une augmentation des pensions de 15 p. 100. «Suppression».

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, j'affirme que ma préoccupation envers les veuves d'anciens combattants ne date pas d'aujourd'hui. Je crois que la première question que j'ai jamais posée en ce qui concerne les affaires des anciens combattants fut adressée à Ian MacKenzie aux environs de 1943, et elle portait sur les veuves des anciens combattants non pensionnées. A cette époque, elles n'étaient pas comprises dans la loi sur les allocations aux anciens combattants. Chaque année, cette question occupait un poste au budget des dépenses.

[Text]

Mr. Dubé: They have moved up in this world.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): No, no. We have improved their position, but I am sorry that today we are taking something away from them.

Mr. Dubé: That will be something left for you for next year.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): One thing I like about this Minister is that when I get these questions posted to the late show, he comes himself. We will make a due date for next year.

Clauses 1 to 5 inclusive agreed to.

Title agreed to.

The Vice-Chairman: Shall I report the bill?

Some hon. Members: Agreed.

The Vice-Chairman: Thank you, gentlemen, for your help and co-operation. We will endeavour to report it this afternoon.

[Interpretation]

M. Dubé: Elles se sont faites une place dans ce monde.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Non, non. Nous avons amélioré leur situation, mais je regrette qu'aujourd'hui, nous leur supprimions quelque chose.

M. Dubé: Vous pourrez vous en occuper l'année prochaine.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il y a une chose que j'aime chez le ministre, c'est que lorsque j'ai ces questions pour la dernière séance, il y vient en personne. Nous prendrons rendez-vous pour l'année prochaine.

Les articles 1 à 5 inclusivement sont adoptés.

Le titre est adopté.

Le vice-président: Dois-je faire rapport du bill?

Des voix: Adopté.

Le vice-président: Merci, messieurs, pour votre aide et votre coopération. Nous nous efforcerons d'en faire rapport cet après-midi.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 11

Thursday, April 22, 1971

Chairman: Mr. J. Cullen

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Veterans Affairs

RESPECTING:

Estimates 1971-72
Department of Veterans Affairs

APPEARING:

The Hon. Jean-Eudes Dubé,
Minister of Veterans Affairs

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 11

Le jeudi 22 avril 1971

Président: M. J. Cullen

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Budget des dépenses 1971-1972
Ministère des Affaires des anciens combattants

COMPARAÎT:

L'honorable Jean-Eudes Dubé,
ministre des Affaires des anciens combattants

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Troisième session de la
vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES

STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Jack Cullen

Vice-Chairman: Mr. J. Chester MacRae

Messrs.

Badanai
Bigg
Caccia
Comtois
Corriveau

Foster
Guay (St. Boniface)
Knowles (Norfolk-
Haldimand)
Knowles (Winnipeg North
Centre)

COMITÉ PERMANENT DES

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Jack Cullen

Vice-président: M. J. Chester MacRae

Messieurs

Loiselle
MacLean
Marshall
O'Connell
Peters

Tétrault
Thomas (Maisonneuve)
Thomas (Moncton)
Turner (London East)—20

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

Mr. Émard replaced Mr. Francis on April 1, 1971.

Messrs. Foster, Comtois, Thomas (Maisonneuve)
replaced Messrs. Weatherhead, Émard and Dupras
on April 22, 1971.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement
M. Émard remplace M. Francis le 1^{er} avril 1971.

MM. Foster, Comtois, Thomas (Maisonneuve) rem-
placent MM. Weatherhead, Émard et Dupras le
22 avril 1971.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, April 22, 1971

(12)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:10 a.m. this day.

Members present: Messrs. Badanai, Bigg, Caccia, Comtois, Corriveau, Cullen, Foster, Guay (*St. Boniface*), Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg North Centre*), MacLean, MacRae, Marshall, O'Connell, Thomas (*Moncton*), Thomas (*Maisonneuve*), Turner (*London East*)—(17).

Appearing: Honourable Jean-Eudes Dubé, Minister of Veterans Affairs.

Witnesses: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister; Dr. K. S. Ritchie, Assistant Deputy Minister—Hospitals; Mr. E. J. Rider, Director General, Welfare Services. From the War Veterans Allowance Board: Mr. W.G.H. Roaf, Deputy Chairman.

The Clerk attending, he advised that a letter of resignation had been received from the Vice-Chairman. The Clerk noted that the Chairmanship was vacant. He read Standing Order 42, subsection (3) and called for motions for the election of a Chairman.

Mr. Marshall moved, seconded by Mr. Knowles (*Norfolk-Haldimand*),

That Mr. MacRae be elected Chairman of this Committee.

Mr. Turner (*London East*) moved, seconded by Mr. Badanai,

That Mr. Cullen be elected Chairman of this Committee.

Mr. Comtois moved, seconded by Mr. Caccia,

Resolved,—That nominations be closed.

The question having been put on the first motion, it was negatived, on division, Yeas 4; Nays 8.

The question having been put on the second motion, it was resolved in the affirmative.

The Clerk declared Mr. Cullen duly elected Chairman of the Committee. Mr. Cullen took the Chair and thanked the Committee for the honour conferred upon him.

The Chairman called for motions for the election of a Vice-Chairman.

Mr. Badanai moved,

That Mr. MacRae be elected Vice-Chairman of this Committee.

Mr. Comtois moved,

That Mr. Loiselle be elected Vice-Chairman of this Committee.

Mr. Knowles (*Norfolk-Haldimand*) moved,

Resolved,—That nominations be closed.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 22 avril 1971.

(12)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin à 9 h 10.

Députés présents: MM. Badanai, Bigg, Caccia, Comtois, Corriveau, Cullen, Foster, Guay (*St-Boniface*), Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), MacLean, MacRae, Marshall, O'Connell, Thomas (*Moncton*), Thomas (*Maisonneuve*), Turner (*London-Est*)—(17).

Comparait: L'hon. Jean-Eudes Dubé, ministre des Affaires des anciens combattants.

Témoins: Du ministère des Affaires des anciens combattants: MM. J. S. Hodgson, sous-ministre, K. S. Ritchie, sous-ministre adjoint—hôpitaux; E. J. Rider, directeur général, services de bien-être. De la Commission des allocations aux anciens combattants: M. W. G. H. Roaf, président adjoint.

Le greffier informe les membres que le vice-président lui a fait parvenir une lettre de démission. Le greffier souligne que le poste de vice-président est vacant. Il fait lecture du paragraphe (3) du règlement 42 et se dit prêt à recevoir les candidatures pour l'élection d'un président.

M. Marshall propose, avec l'appui de M. Knowles (*Norfolk-Haldimand*),

M. MacRae au poste de président du Comité.

M. Turner (*London-Est*) propose, avec l'appui de M. Badanai,

M. Cullen au poste de président du Comité.

M. Comtois propose, avec l'appui de M. Caccia, et

Il est Résolu—Que la période de mise en candidature soit close.

La première motion est mise aux voix et est rejetée sur division: En faveur: 4 contre: 8.

La deuxième motion est mise aux voix et est adoptée.

Le greffier déclare M. Cullen élu président du Comité. M. Cullen occupe le fauteuil et remercie le Comité de l'honneur qu'il lui confère.

Le président se dit prêt à recevoir les candidatures pour l'élection du vice-président.

M. Badanai propose,

Que M. MacRae soit élu vice-président du Comité.

M. Comtois propose,

Que M. Loiselle soit élu vice-président du Comité.

M. Knowles (*Norfolk-Haldimand*) propose,

Et il est résolu,—Que la période de mise en candidature soit close.

The question having been put on the first motion, there was by a show of hands an equality of votes: Yeas 6; Nays 6. Then the Chairman voted and the motion carried: Yeas 7; Nays 6.

Mr. MacRae was declared duly elected Vice-Chairman of the Committee.

The Chairman referred to the Order of Reference dated Wednesday, February 17, 1971. The Committee began its consideration of the Estimates 1971-72 of the Department of Veterans Affairs.

The Chairman introduced the Honourable Jean-Eudes Dubé, who made an opening statement on the Estimates, followed by a supplementary statement on the status of Lancaster Hospital. Copies of the statements, in English and French, were distributed.

The Chairman called Item 1, Administration Program \$6,681,000.

The Minister answered questions, assisted by his officials.

With the questioning continuing, at 10:35 a.m. the Committee adjourned until Tuesday, April 27, 1971, at 9:30 a.m.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

La première motion est mise aux voix et à la suite du vote à main levée, il y a égalité dans les votes: En faveur: 6 contre; 6. Le président donne alors son vote et la motion est adoptée: En faveur: 7 contre; 6.

M. MacRae est déclaré élu vice-président du Comité.

Le président se reporte à l'ordre de renvoi du mercredi 17 février 1971. Le Comité entreprend l'étude des prévisions budgétaires 1971-1972 du ministère des Affaires des anciens combattants.

Le président présente l'hon. Jean-Eudes Dubé qui fait une déclaration portant sur les prévisions budgétaires. Il faut ensuite une déclaration additionnelle sur le statut de l'hôpital Lancaster. Des copies des déclarations sont distribuées dans les deux langues officielles.

Le président met en délibération le crédit 1, programme d'administration—\$6 681 000.

Le ministre répond aux questions avec l'aide de ses hauts fonctionnaires.

Au cours de la période de questions, à 10 h 35 du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 27 avril 1971, à 9 h 30 du matin.

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Thursday, April 22, 1971.

[Texte]

• 0915

(See Minutes of Proceeding for election of Chairman and Vice-chairman)

The Chairman: Gentlemen, the order of reference to this Committee was dated February 17, 1971 and reads as follows:

On February 17, 1971, the House referred to our Committee 10 items in the Estimates 1971-72 relating to the Department of Veterans Affairs.

This morning we will begin our examination of these estimates and the Minister of Veterans Affairs, the Honourable Jean-Eudes Dubé, is present to make a statement and to answer questions.

I do not know if we have any extra copies of the Blue Book. We do not have any extra copies. I assume that everybody has his copy. The items to relating Veterans Affairs begin at page 29-2. I will call on the Minister and the Minister might like to introduce some of the officials who are with him here this morning.

Hon. Jean-Eudes Dubé (Minister of Veterans Affairs): Yes, Mr. Chairman. First of all perhaps I should extend my compliments and congratulations to you and Mr. MacRae upon your election as Chairman and Vice-Chairman of this Committee. I have seen both of you in action and I am sure you are up to the task. It will be a pleasure for me to work in company of such distinguished and competent men.

With reference to competent men, we have a long list here. Perhaps the best way to proceed would be for me to introduce a man you know very well and then he will introduce his people: the Deputy Minister, Mr. John Hodgson. I will ask Mr. John Hodgson to introduce them.

Mr. John Hodgson (Deputy Minister, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, beginning on my right, Mr. Keith Kendall, Special Assistant to the Minister; Mr. J. E. Walsh, Director of Financial Management in the Department; Dr. K. S. Ritchie, Assistant Deputy Minister, Hospitals; Dr. A. F. Jones, Director General, Treatment Services; Mr. W. B. Brittain, Assistant Deputy Minister Welfare and Administration; Mr. E. J. Rider, Director General of Veterans Welfare Services; Mr. W. G. H. Roaf, Deputy Chairman of the War Veterans Allowance Board; Mr. A. G. Solomon, new Chairman of the Canadian Pension Commission; Mr. J. M. Forman, the Deputy Chairman of the Canadian Pension Commission.

• 0920

Dr. H. J. Richardson, the Chief Medical Adviser to the Commission; Mr. Ward, who is the Chief Pensions Advocate; Mr. McCallum, who is Assistant Director of Financial Management; Mr. McCracken, Director of Budget Administration, Veterans' Land Act. The next gentlemen is Mr. Slater of the Legion. He is really on our team. Finally Mr. Pawley, the Director General, Veterans' Land Act.

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le jeudi 22 avril 1971

[Interprétation]

(Voir les Procès-verbaux et Témoignages pour le compte rendu de l'élection du président et du vice-président).

Le président: Messieurs, le Comité a reçu un ordre de renvoi en date du 17 février 1971 énoncé dans les termes suivants:

Le 17 février 1971, la Chambre a renvoyé à notre Comité 10 postes de dépenses du budget 1971-1972 ayant trait au ministère des Anciens combattants.

Ce matin, nous allons entamer notre étude de ces prévisions budgétaires et le ministre des Anciens combattants, l'honorable Jean-Eudes Dubé, est présent parmi nous afin de faire une déclaration et de répondre aux questions.

Je ne sais pas si nous avons encore des exemplaires supplémentaires du budget des dépenses. Nous n'en n'avons pas. Je suppose que chacun d'entre vous a un exemplaire. Les postes de dépense ayant trait aux Anciens combattants commencent à la page 29-2. Je demanderais au Ministre de prendre la parole et il pourra peut-être nous présenter quelques-uns de ses collaborateurs qui l'accompagnent ce matin.

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Anciens combattants): Oui, monsieur le président. En premier lieu, je devrais peut-être vous féliciter ainsi que M. MacRae de votre élection à titre de président et vice-président de notre Comité. Je vous ai tous les deux vus à l'action et je suis sûr que vous êtes à la hauteur de la tâche. Je me réjouirai de travailler en collaboration avec des personnes aussi distinguées et compétentes.

En parlant de gens compétents, nous en avons ici un nombre imposant. La meilleure façon pour moi de procéder serait sans doute de vous présenter quelqu'un que vous connaissez très bien et qui vous présentera ensuite ses collaborateurs: je veux parler du sous-ministre, M. John Hodgson. Je demanderais à M. John Hodgson de bien vouloir vous présenter ses collaborateurs.

M. John Hodgson (sous-ministre, ministère des Anciens combattants): Monsieur le président, immédiatement à ma droite, M. Keith Kendall, attaché spécial du Ministre; M. J. E. Walsh, directeur de la gestion financière du ministère; M. K. S. Ritchie, sous-ministre adjoint responsable des hôpitaux; M. A. F. Jones, directeur général des services de traitement; M. W. B. Brittain, sous-ministre adjoint responsable du bien-être et de l'administration; M. E. J. Rider, directeur général des services de bien-être aux Anciens combattants; M. W. G. H. Roaf, vice-président de la Commission des allocations aux anciens combattants; M. A. G. Solomon, le nouveau président de la Commission canadienne des pensions; M. J. M. Forman, vice-président de la même Commission.

M. H. J. Richardson, conseiller médical en chef auprès de la Commission; M. Ward, chef avocat conseil; M. McCallum, directeur adjoint de la gestion financière; M. McCracken, directeur de l'Administration du budget de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Ensuite, M. Slater de la Légion. Il fait réellement partie de notre équipe. Enfin M. Pawley, directeur général responsable de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Who is minding the store?

The Chairman: If we get these votes through in a hurry they can get back and help the veterans, Mr. Knowles.

Hon. Jean-Eudes Dubé (Minister of Veterans Affairs): Mr. Chairman, may I say again that it is a happy occasion for me to appear before this Committee. The fact that your proceedings are always conducted in a non-partisan spirit and the fact that you examine questions affecting veterans in a very impartial and a highly sympathetic way makes the meetings of this Committee very effective and also congenial.

My statement of the 1971-72 estimates for Veterans Affairs will be fairly brief, because they contain few major changes as compared with last year and because the members of the Committee are already fully familiar with the general structure of our estimates. As in the past they cover activities grouped into five major programs, welfare, pensions, treatment, Veterans Land Act and administration.

I should mention at the outset, however, that the 1961-72 estimates for the first time reflect the costs of the many benefits and improvements in the pension system which were embodied in the recent amendments to the Pension Act. Provision is also made for the recent increase in basic pension rates.

The total sum requested for all purposes is approximately \$427 million. This is a reduction of \$56 million as compared to last year. Last year's estimates, however, included an item of \$75 million to raise the ceiling of the VLA loan fund. Disregarding this item and considering only budgetary expenditure items, our estimates this year are up by \$19 millions or 4½ per cent.

The total sum requested for all purposes is approximately \$427 million. This is a reduction of \$56 million as compared to last year. Last year's estimates, however, included an item of \$75 million to raise the ceiling of the VLA loan fund. Disregarding this item and considering only budgetary expenditure items, our estimates this year are up by \$19 millions or 4½ per cent.

The Chairman: Excuse me, Mr. Minister, you mentioned the figure \$427 million and also \$437 million.

Mr. Dubé: It is \$437 million.

Mr. Chairman, I should like now to turn to the individual programs.

First of all the welfare services program which covers war veterans allowances, civilian war allowances, assistance fund, education assistance, war cemeteries and a considerable variety of other activities. The total amount requested for this program is \$104 million, a reduction of \$9.7 million compared with last year's estimate. This change relates to war veterans allowances and reflects the combined impact of several separate concurrent decisions. Although the 15 per cent increase in WVA rates and ceilings involves an estimated growth cost of about \$22 million, there are three offsetting considerations.

Firstly, payments under the OAS Act were also increased as of April 1, so that thousands of WVA recipients will receive an increased share of their income as OAS or GIS.

Secondly, as this Committee is aware, it was decided to require all the WVA recipients over 65 to apply for the full benefits to which they are entitled under the OAS Act and to adjust their WVA payments accordingly.

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Qui tient la boutique pendant ce temps?

Le président: Si nous adoptons rapidement ces crédits, ils pourront retourner à leur travail et aider les anciens combattants, monsieur Knowles.

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Anciens combattants): Monsieur le président, je tiens à vous dire encore une fois qu'il m'est fort agréable de comparaître devant ce Comité. Se plaçant au-dessus des divergences partisanes, les membres de votre Comité ont su, par leur impartialité et la bienveillante attention avec laquelle ils se penchent sur les problèmes de nos anciens combattants, donner à leurs travaux ce caractère d'objectivité et d'efficacité qui leur a valu l'estime de tous.

Mon exposé sur les prévisions budgétaires de notre ministère pour l'année financière 1971-1972 sera relativement bref, car nous introduisons peu de changements par rapport à l'année précédente et les membres du Comité sont déjà bien au courant des principaux postes. Comme par le passé, nos activités sont regroupées en cinq programmes principaux qui sont: les services de bien-être, les programmes de pensions, des Services de traitement, de l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants et de l'administration.

Je dois tout d'abord souligner aussi que les prévisions budgétaires pour l'année 1971-1972 reflètent pour la première fois le coût des nombreux avantages et améliorations que les récentes modifications apportées à la Loi sur les pensions ont introduits dans le régime des pensions; elles couvrent également les dernières majorations intervenues dans les taux de base des pensions.

Le montant global prévu pour le financement de toutes nos activités est d'environ 427 millions de dollars, soit une diminution de 56 millions en valeur absolue par rapport à l'année dernière. Il faut remarquer cependant que le dernier budget comprenait un poste de 75 millions de dollars destinés à relever le plafond de la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Si l'on fait abstraction de ce poste et que l'on ne considère que les dépenses budgétaires, nos prévisions pour cette année marquent alors une hausse de 19 millions de dollars, soit 4 12 p. 100.

Le président: Excusez-moi, monsieur le ministre, vous avez parlé de 427 millions et de 437 millions de dollars.

M. Dubé: Il s'agit bien de 437 millions.

Monsieur le président, j'aimerais maintenant en venir à chacun du programmes.

En premier lieu, le programme des Services de bien-être regroupe les allocations destinées aux anciens combattants, les allocations de guerre pour les civils, le fonds de secours, l'aide à l'éducation, les cimetières de guerre et un grand nombre d'autres services. Le montant total que nous sollicitons pour l'application de ce programme s'élève à 104 millions de dollars, soit une diminution de 9.7 millions par rapport aux estimations de l'année dernière. Ces diminutions concernent en premier lieu les allocations d'anciens combattants et traduisent les répercussions de plusieurs décisions distinctes, mais visant au même but. Tout d'abord, la majoration de 15 p. 100 des taux d'allocations aux anciens combattants et des revenus maximaux coûtera environ 22 millions de dollars. Toutefois, trois facteurs viennent contrebalancer cette augmentation.

Premièrement, les prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse ont été également majorées à compter du 1^{er} avril permettant ainsi à des milliers d'anciens combattants bénéficiaires de tirer une plus grosse

[Texte]

Thirdly, there will be a marginal decline in the level of WVA expenditures from last year's level. This is related to the reducing number of recipients from World War I. These factors taken together accounts for the reduction of our estimates for this program. Of course it should be recognized that in total these veterans will be receiving more money than before, but more of it will be from the Department of National Health and Welfare.

Apart from this, Mr. Chairman, I should emphasize that last year's figure of \$93.3 million—that is for WVA—was merely an estimate. Our present forecast is that the actual expenditure during last year will be almost \$5 million less than the estimates. In other words, the present estimate involves a reduction of less than \$5 million, as compared with last year's actual expenditure. The estimated operational costs of welfare services show a slight increase of \$660,000. This relates chiefly to provisions for salary increases and to the salary costs of persons who were formerly members of the Department of Supply and Services, but who were transferred to DVA something over a year ago. These employees are concerned with activities such as accounting, commitment control and pre-audit and those of them who work in our field welfare offices are charged to that program.

Next, Mr. Chairman, I should like to comment briefly on the provision for the pension program. As the Committee knows, this program covers a payment of pensions and various other sums in respect of disability or death attributable to or incurred during military service. Estimates disbursements for this program will be about \$19 million higher than the sum estimated for last year. I should mention that in the 1970-71 estimates, we had made some provision for the cost of implementing the changes in the white paper on veterans pensions, but these sums were not required as the legislation did not become effective until April of this year. These costs, including the cost of the new Pension Review Board will, therefore, be incurred for the first time this year. The estimates also provide for the 10 per cent increase in basic rates of pension that became effective as of April 1.

Mr. Chairman, turning to treatment services programs. This program, as we know, deals with the provision of these services to veterans and to other groups of patients as designated by the Veterans Treatment Regulations. Here the costs show an increase of \$9.1 million. Of this sum \$3.9 million represents the increase in capital expenditures and relates to two items.

• 0925

The first item is the construction we are planning here in Ottawa to replace temporary buildings of the Rideau veterans' homes. The second item is a grant to the University of Toronto towards the cost of constructing a 400-bed chronic care unit at Sunnybrook Hospital.

Members of the Committee will recall that the government accepted financial responsibility for this construction as part of the agreement for the transfer of Sunnybrook to the University of Toronto. The remaining \$5.2 million of the increase is for operating expenditures of the treatment program, and it relates chiefly to salaries, including both a standard provision for possible salary increases affecting over 8,000 persons, and also the addition of personnel formerly employed in the Department of Supply and Services.

Turning to our fourth area, which is the VLA, the Veterans land act program—this program also shows an increase—an increase of \$1.1 million. This VLA program

[Interprétation]

part de leur revenu de la pension de sécurité de la vieillesse ou du supplément de revenu garanti.

En second lieu, comme vous le savez déjà, il a été décidé que tous les bénéficiaires âgées de plus de 65 ans devront maintenant demander le montant intégral des prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse et le taux de leurs allocations d'anciens combattants sera ajusté en conséquence.

Troisièmement, les dépenses faites au titre des allocations aux anciens combattants connaîtront une légère baisse par rapport à l'année dernière en raison de la diminution du nombre des bénéficiaires ayant servi au cours de la première guerre mondiale. La combinaison de ces trois facteurs explique la diminution des dépenses prévues pour ce programme particulier. Il ne faut cependant pas perdre de vue que, au total, ces anciens combattants disposeront de revenus plus importants qu'auparavant, mais qu'une partie de ces paiements sera désormais à la charge du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

Par ailleurs, monsieur le président, je voudrais souligner que le chiffre de 93.3 millions qui avait été avancé l'année dernière ne représentait qu'une estimation, je parle de la Loi sur les Anciens combattants. Nous prévoyons maintenant que le montant effectif des dépenses qui auront été faites au cours de l'année écoulée sera inférieur de près de 5 millions de dollars à ce chiffre. En d'autres termes, nos prévisions budgétaires pour cette année n'impliquent en fait qu'une diminution de moins de 5 millions par rapport aux dépenses de l'année passée. Le budget de fonctionnement des Services de bien-être fait apparaître une légère augmentation, environ \$660,000. Celle-ci couvre principalement les hausses de salaire et l'augmentation de la masse salariale occasionnée par le transfert à notre ministère, il y a environ un an, de fonctionnaires du ministère des Approvisionnements et Services. Ces nouveaux employés sont affectés à la comptabilité, au contrôle des engagements financiers et à la vérification comptable; les salaires de ceux d'entre eux qui travaillent pour nos bureaux de bien-être locaux sont évidemment imputés à ce programme.

Je voudrais maintenant examiner brièvement le programme des pensions. Comme vous le savez déjà, il a pour objet le versement de pensions et d'autres prestations à l'égard des cas d'invalidité ou de décès imputables ou consécutifs au service militaire. Nous prévoyons que le financement de ce programme coûtera environ 19 millions de dollars de plus que l'année dernière. A cet égard, je

voudrais rappeler qu'en 1970-1971, nous avions prévu des crédits destinés à couvrir le coût des modifications proposées par le Livre blanc sur les pensions des anciens combattants, mais que ces fonds n'ont pas été utilisés, puisque les dispositions législatives correspondantes n'ont reçu la Sanction royale qu'en avril de cette année. En conséquence, ces dépenses, y compris les dépenses de fonctionnement, du nouveau Conseil de révision des pensions, seront inscrites cette année pour la première fois au chapitre budgétaire. Ces prévisions tiennent compte également de la majoration de 10 p. 100 des taux de base des pensions qui est entrée en vigueur le premier avril.

Monsieur le président, pour en venir au programme des Services de traitement, je vous dirai que ce programme, comme nous le savons, comprend les services dispensés aux anciens combattants et autres catégories de malades au sens défini par le Règlement sur le traitement des anciens combattants. Cette année, le coût de ces services

[Text]

seeks to settle qualified veterans as farmers, small holders, commercial fishermen or homesteaders.

The increase relates chiefly to the transfer of personnel from the Department of Supply and Services. VLA loans are not part of the expenditure estimates, but I should mention that the 5,209 loans for the past fiscal year represented a reduction of 32 per cent compared with the 1969-70 year.

The fifth and last item, Mr. Chairman, is the program of administration, which is concerned with the provision of common administrative and professional services to the department as a whole. The estimates for this program show a reduction of \$810,000. This relates reduction of 212 man-years, as compared with last year.

While a part of this reduction relates to increased productivity, most of it reflects what the field personnel received from the Department of Supply and Services last year. That was carried in the administration program, but it has now been transferred to the program to which the actual work relates.

Mr. Chairman, at our last meeting here, the member of Parliament for Moncton asked me to make a report on the situation of our Lancaster Hospital in New Brunswick, and I am prepared to do this right now, or do it at a later date.

Mr. Chairman, at a recent meeting of this Committee, as I just said, I undertook to make a short statement on the status of the Lancaster Hospital in Saint John, New Brunswick. The original agreement provided for the effective date of transfer of the hospital to be July 1, 1970. Prior to this date, however, the New Brunswick Department of Health and Welfare considered it necessary to conduct a survey of its health services to ensure that all community needs were being met. A firm of hospital consultants was assigned to this task and it was agreed that any decision concerning the transfer date of Lancaster should be deferred until the Province of New Brunswick had an opportunity to assess the recommendations of their hospital consultants.

• 0930

Unfortunately, following receipt by the province of the consultants' report the status of Lancaster still remained unsettled and it was becoming increasingly difficult for us to provide adequate professional services at Lancaster. In September of 1970 we proposed that discussions be reopened in order to establish an effective date of transfer.

In February of this year departmental officials met with officials of the Department of Health of the Province of New Brunswick, but it was evident that no firm decision had yet been reached by the province to proceed with the transfer agreement. It was unfortunate that shortly thereafter statements appeared in the press to the effect that the Department was allowing the medical services at Lancaster to deteriorate. These statements, Mr. Chairman, are completely unfounded. The department has taken every possible means to recruit professional staff to replace those who have left and who are due to retire in the very near future. However, up to the present time these efforts have not been successful. Unless a transfer can be proceeded with, it appears evident that it may shortly become impossible to continue to provide active care in this institution.

Members of the Committee will recognize that with the rising age of veterans in our hospitals they are increasingly becoming chronic institutions. In these circumstances

[Interpretation]

se traduit par une augmentation en valeur absolue de 9.1 millions de dollars. De ce dernier montant 3.9 millions représentent l'accroissement des investissements axés principalement sur deux postes.

Le premier poste couvre la construction d'un établissement à Ottawa qui viendra remplacer les bâtiments temporaires du foyer Rideau pour anciens combattants; le second constitue l'octroi d'une subvention à l'Université de Toronto pour la construction d'un pavillon de 400 lits pour malades chroniques à l'hôpital Sunnybrook.

Les députés du Comité se souviendront que le Gouvernement, dans le cadre de l'accord sur le transfert de l'hôpital à l'université de Toronto, avaient pris l'engagement d'assurer les frais de construction de ce pavillon. Le reliquat soit 5.2 millions de dollars sera affecté au budget de fonctionnement des Services de traitement et permettra pour l'essentiel de couvrir les dépenses salariales, et notamment, les majorations de salaire éventuelles de plus de 8,000 employés et la rémunération du personnel supplémentaire qui relevait précédemment du ministère des Approvisionnements et Services.

Venons-en à présent au quatrième point important, soit le programme de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Ce programme accuse également une augmentation de 1.1 million de dollars. Il a pour objet de permettre aux anciens combattants qui y sont admissibles de s'établir comme agriculteurs ou petits propriétaires terriens, de s'adonner à la pêche commerciale ou de construire leurs maisons.

L'augmentation des dépenses est due principalement au transfert à notre ministère d'employés du ministère des Approvisionnements et Services. Les prêts accordés en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants ne sont pas incorporés dans les prévisions de dépenses, mais il me semble utile de signaler que les 5,209 prêts accordés au cours de la dernière année financière représentent une diminution de 32 p. 100 par rapport à l'année 1969-1970.

Le cinquième et dernier poste de dépenses, monsieur le président, représente le programme de l'administration

générale qui a pour objet de fournir les principaux services administratifs et professionnels nécessaires à l'ensemble du Ministère. Les prévisions des dépenses dans le cadre de ce programme accusent une diminution de \$810,000, imputable principalement à une réduction du personnel, équivalant à 212 années-hommes par rapport à l'année dernière.

Bien que cette réduction témoignait pour une part d'une productivité accrue du personnel en place, elle reflète également le fait que les employés qui ont été transférés du ministère des Approvisionnements et des Services et qui étaient portés à la charge du programme administratif l'année dernière ont été affectés aux divers secteurs où ils exercent leurs activités.

Monsieur le président, au cours de notre dernière réunion, le député de Moncton m'avait demandé de vous faire rapport sur la situation à notre hôpital de Lancaster au Nouveau-Brunswick et je suis disposé à le faire dès à présent ou plus tard, si vous le désirez.

Monsieur le président, lors d'une récente réunion de votre Comité, comme je viens de le dire, j'avais promis de faire une brève déclaration sur le statut futur de l'hôpital Lancaster de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick. L'accord initial fixé au 1^{er} juillet 1970, la date de transfert de cet établissement. Cependant, le ministère de la Santé et du

[Texte]

our hospitals become less attractive to doctors, medical technicians and nurses and it is therefore becoming more and more difficult to provide veterans with the very highest quality of treatment and care. This is the fundamental reason that we are seeking to make arrangements to transfer all our hospitals to their local communities, provided satisfactory arrangements can be made.

The situation at Lancaster is particularly urgent because, as I have said, a number of key professional staff are reaching retirement age. I have been in communication with the new Minister of Health, the Hon. D. S. Creaghan, stressing the urgency of the matter. I should add that I will be meeting with him later on today in Fredericton. In the interests of maintaining adequate services to veterans in New Brunswick, continued efforts will be made to bring about the early transfer of Lancaster under provincial jurisdiction, as provided in the agreement.

I might mention in closing that with the implementation of Medicare in New Brunswick this year there has been a very significant decrease in the occupancy rate at the Lancaster hospital. Apparently many veterans are now seeking treatment in local hospitals under the doctor-of-their-choice plan.

• 0935

Mr. Chairman, this is a brief outline. I have, of course, not covered all of the activities of our department in the field of veterans' affairs but I believe I have mentioned the principal financial changes.

I shall try to answer any questions of a policy nature which members of the Committee may ask of me, and this long and impressive line-up of very competent officials, I am sure, will be able to take over after I have finished with policy questions and answer on any particular items on which you wish to obtain information from them.

All our institutions are represented here. The Deputy Minister represents, of course, all of the department. The Canadian Pension Commission is represented, as are also the War Veterans Allowance Board, Veterans' Land Administration, Treatment Services and all the other divisions.

In conclusion, may I thank you, Mr. Chairman, and all the members of the Committee for their very kind attention.

[Interprétation]

Bien-être social du Nouveau-Brunswick jugea nécessaire d'entreprendre avant la date d'échéance une étude sur ces services de santé, afin de déterminer les besoins de la population dans ce domaine. Un bureau d'experts-conseils a été chargé de mener cette étude et il fut convenu de différer toute décision concernant le transfert de l'hôpital Lancaster jusqu'à ce que le gouvernement provincial ait pu examiner les recommandations finales de ses experts à ce sujet.

Malheureusement, bien que les experts-conseils aient déposé le rapport, le statut de cet hôpital demeurait encore incertain. Constatant alors qu'il devenait de plus en plus difficile pour nous de prodiguer des services appropriés à Lancaster, nous avons proposé en septembre 1970 de rouvrir les négociations pour fixer définitivement la date du transfert.

En février dernier, les représentants de notre ministère rencontrèrent donc leurs collègues du ministère de la Santé du Nouveau-Brunswick et il devint vite évident que la province n'avait adopté aucune décision définitive au sujet de l'accord de transfert. A cet égard, je déplore ici la parution dans la Presse de certaines déclarations reprochant au Ministère d'avoir laissé se détériorer la qualité

des services médicaux de l'hôpital. Il va sans dire que ces allégations sont absolument sans fondement; en effet, le Ministère a pris toutes les dispositions nécessaires pour recruter le personnel spécialisé appelé à remplacer les employés qui ont quitté l'hôpital ou qui s'apprêtent à prendre leur retraite très prochainement. Malheureusement, ces efforts n'ont pas donné le résultat escompté. En conséquence, à moins que dans l'intervalle on ne puisse aboutir à un accord sur le transfert, il deviendra peut-être impossible, à très brève échéance, de continuer à fournir des soins dans cet établissement.

Afin qu'il comprenne bien la situation, je dois dire au Comité que, en raison de la moyenne d'âge croissante des anciens combattants qui sont soignés dans nos hôpitaux, ceux-ci tendent de plus en plus à devenir des institutions pour malades chroniques. Dans ces conditions, nos hôpitaux exercent peu d'attrait sur les médecins, les techniciens en laboratoire et les infirmières et nous éprouvons des difficultés à assurer aux anciens combattants les soins de haute qualité qu'ils sont en droit d'attendre. C'est la raison principale pour laquelle nous cherchons à transférer tous nos hôpitaux sous la juridiction des communautés locales, sous réserve, bien sûr, que des accords satisfaisants puissent être conclus.

La situation de l'hôpital Lancaster réclame tout particulièrement une solution urgente car, comme je l'ai déjà dit, un certain nombre de membres du personnel difficilement remplaçables atteignent l'âge de la retraite. Naturellement, je n'ai pas manqué de communiquer à ce sujet avec l'honorable P. S. Creaghan, le nouveau ministre de la Santé du Nouveau-Brunswick, en soulignant l'urgence de ce problème. La récente déclaration qu'il a faite et dans laquelle il annonce que des dispositions ont été prises pour former un nouveau groupe d'experts chargé d'étudier à nouveau les projets hospitaliers de la province et ses programmes de construction, semble indiquer que la province a remis à plus tard l'adoption d'une décision au sujet du transfert. Il nous faut donc redoubler d'efforts afin de réaliser aussitôt que possible le transfert de l'hôpital Lancaster à la province du Nouveau-Brunswick, et ce, dans l'intérêt même des anciens combattants de cette province qui sont en droit d'exiger des services convenables.

[Text]

...the last item Mr. Chairman, le dernier élément... mais il faut attendre que nous soyons arrivés à la fin de la séance pour pouvoir débattre de ce sujet. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir écouter avec attention ce que je vais dire. Je vais faire une brève présentation de ce que le ministère fait pour les anciens combattants et nous allons discuter de ce que nous devons faire pour améliorer leur situation.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. I suppose first of all I should call Item 1.

THE DEPARTMENT OF VETERANS AFFAIRS
Administration Program
Vote 1—Administration—Program expenditures—\$6,681,000

The Chairman: Mr. William Knowles.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Thank you, Mr. Chairman. First of all, I would like to join with you in thanking the Minister for his presence here this morning and the complete representation of all branches of his department to help us understand their work and to answer our questions. We certainly appreciate that. I should also congratulate you, Mr. Chairman, on being elected to that office.

I am still concerned about the question of transferring veterans' welfare benefits to the Old Age Security Division of the Department of National Health and Welfare and some of the difficulties which this is going to pose to the veterans so affected.

The major one, in my view, and the one that the Minister has not been able to answer yet because it really does not fall in his department, in a way, is that their benefits under Old Age Security pension and supplement will now be taxable for income tax purposes. Previously, they were not, and this is going to mean a considerable financial loss to them.

I wonder if it would be fair to ask what representations the department is making to the proper authorities to try and ensure continuance of this exemption that the veterans have enjoyed.

[Interpretation]

En conclusion, je pense qu'il est intéressant de remarquer que l'instauration de l'assurance-maladie au Nouveau-Brunswick cette année a eu pour conséquence une diminution significative du taux d'occupation des lits de l'hôpital Lancaster. Apparemment, de nombreux anciens combattants se font maintenant traiter dans les hôpitaux de leur localité et sous la surveillance du médecin de leur choix.

Monsieur le président, voilà un bref exposé. Je n'ai pas évidemment parlé de toutes les activités de notre Ministère concernant les affaires des anciens combattants, mais je crois avoir mentionné les principaux changements d'ordre financier.

Je tenterai de répondre aux questions concernant la politique du Ministère que les membres voudront bien me poser. Je suis certain que le nombre impressionnant de hauts fonctionnaires très compétents qui m'accompagnent pourront ensuite répondre aux autres questions touchant les sujets particuliers où vous désirez plus de renseignements.

Toutes nos institutions sont représentées ici. Le sous-ministre représente évidemment l'ensemble du Ministère. La Commission canadienne des pensions est représentée de même que la Commission des allocations aux anciens combattants et l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants en plus des autres divisions.

Pour conclure, permettez-moi de vous remercier, monsieur le président, de même que tous les membres de votre Comité, de m'avoir accordé votre attention.

Le président: Je vous remercie, monsieur le Ministre. Je mettrai d'abord en délibération le Crédit 1.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Programme d'administration
Crédit 1—Administration—Dépenses du programme—\$6,681,000.

Le président: Monsieur William Knowles.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Je vous remercie, monsieur le président. Je voudrais tout d'abord me joindre à vous pour remercier le Ministre de sa présence au Comité ce matin et de la représentation complète de toutes les directions de son Ministère venus pour nous aider à comprendre leur travail et pour répondre à nos questions. Nous l'appréciions sincèrement. J'aimerais également vous féliciter, monsieur le président, de votre élection à la présidence.

Je suis toujours un peu inquiet concernant la question du transfert des prestations de sécurité de la vieillesse du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et des difficultés qui surgiront pour les anciens combattants visés.

La difficulté principale, à mon avis, à laquelle le Ministre n'a pu encore me donner une réponse satisfaisante, car elle ne relève pas directement de son ministère d'une certaine façon, c'est que ces prestations de sécurité de la vieillesse ou le supplément au revenu garanti seront maintenant imposables. Précédemment, elles ne l'étaient pas. Pour les anciens combattants, ce sera une perte considérable financièrement.

Serait-il à propos de demander quelles démarches a entreprises le ministère vis-à-vis les autorités responsables pour que se continue cette exemption dont jouissent actuellement les anciens combattants.

[Texte]

Mr. Dubé: Mr. Chairman, I do appreciate the importance of the problem but I do not think that I should make public the nature of my conversations with the Minister of Finance. It is obvious that he has been approached in these matters and of course he is sympathetic but no one in here, especially me, can anticipate what will be in the next budget or how the white paper, which is before you gentlemen at the present time, will turn out once it is translated into legislation. The only thing I can say is that it has not been the policy of this government or preceding governments to seek its financial resources from the class of people who are receiving this type of compensation.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Thank you, Mr. Chairman. Could we be assured, then, that the Minister is making every possible effort—I am sure he is but it would be nice to hear that assurance given to us—to ensure that the objectives we are talking about will be attained. I know he can only do so much but I am sure that he has the interest of the veterans at heart and I think he has some influence with his colleagues in Cabinet. We would hope that he will continue to make every effort to see that this is brought about.

The other question that comes to my mind is this. When these people were applying for Old Age Security pension and supplement and so on, I think it is pretty well known that the Veterans Allowance Board were, perhaps, more than generous, and even before the benefit-of-the-doubt clause had been brought into veterans' legislation, I think our veterans were given a little break sometimes in being awarded the allowance. I wonder if we can be assured that the War Veterans Allowance Board will go to bat for these people in applying for Old Age Supplement and if there is a little doubt whether they qualify or not, to see that they do get the extra consideration to which they are certainly entitled?

• 0940

Mr. Dubé: No, there will be no necessity to do that at all. If by chance they do not get the OAS or GIS, then they will take their money from us. One way or the other, we will make sure they do get what is coming to them.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): It is good to hear that assurance because I am afraid as the time goes on we are going to get a lot of correspondence from veterans. We already are getting it I know. They are a bit confused about it and I appreciate the efforts that the Department has taken to keep them informed of this. There are other fringe benefits that have been mentioned from time to time. What about the payment of medical services now? This will still be continued because they will be getting War Veterans Allowance still, will they not?

Mr. Dubé: That is correct. Yes.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Yes. I think you have covered that earlier, Mr. Minister. There is something perhaps that I should know about but do not, the terms under which Sunnybrook Hospital in Toronto was transferred to the University of Toronto. How much control does the Department of Veterans Affairs still have with respect to the treatment of veterans there? Has the veteran lost any of the excellent facilities that were there. Sunnybrook is a tradition all across Canada, I think, as one of the better treatment centres.

[Interprétation]

M. Dubé: Monsieur le président, je sais qu'il s'agit là d'un problème important, mais je ne crois pas devoir rendre publique la nature de mes conversations avec le ministre des Finances. Il est évident qu'on a communiqué avec lui à ce sujet et qu'il prête une oreille sympathique, mais personne ici, sûrement pas moi, ne peut prévoir ce que contiendra le prochain budget ou ce que sera le Livre blanc que vous étudiez actuellement messieurs, une fois qu'il sera devenu loi. Tout ce que je puis dire, c'est que le Gouvernement actuel, comme les gouvernements précédents d'ailleurs ne sont pas allés chercher leurs ressources financières chez cette classe de gens touchant ce genre d'indemnité.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Je vous remercie, monsieur le président. Pouvons-nous être assurés, en conséquence, que le Ministre fait tous les efforts possibles, et je suis sûr qu'il les fait, mais ce serait une bonne chose qu'il nous le dise lui-même, afin que les objectifs dont nous parlons soient atteints. Je sais qu'il y a des limites à ce qu'il peut faire, mais je suis certain qu'il a les intérêts des anciens combattants à cœur et je crois qu'il exercera une certaine influence sur ses collègues au cabinet. Nous espérons que ces efforts dans ce sens ne se démentiront pas.

L'autre question qui me vient à l'idée est la suivante. Lorsque ces personnes formulent une demande de pensions de sécurité de la vieillesse ou du supplément et le reste, la Commission des allocations aux anciens combattants se montre, je crois, et cela est connu de tout le monde, plus que généreuse et cela même avant l'incorporation de la disposition du bénéfice du doute dans la loi touchant les anciens combattants, je crois que nos anciens combattants ont joui d'un petit moment de répit lorsqu'on leur a accordé cette allocation. Pouvons-nous être assurés que la Commission des allocations aux anciens combattants appuiera ces gens dans leur demande de supplément de la pension de vieillesse, et s'il y a des doutes concernant

leurs qualifications, et verra à ce que l'on ait un peu plus d'égards pour eux, car ils l'ont bien mérité?

M. Dubé: Non, ce ne sera pas nécessaire. Si, par hasard, ils n'obtenaient pas la pension de la sécurité de la vieillesse ou le supplément de revenu garanti, ils recevront leur argent de nous. D'une façon ou d'une autre, nous ferons en sorte qu'ils reçoivent ce qui leur est dû.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Il me fait plaisir de vous entendre le dire, car j'ai bien peur que, à l'avenir, nous recevions plus de correspondance de la part des anciens combattants. Nous en recevons déjà pas mal vous savez. Ils sont un peu déconcertés à ce propos et j'apprécie les efforts que fait le Ministère pour les tenir informés. De temps à autre, on a parlé d'autres avantages sociaux. Que dire maintenant du paiement des services médicaux? Ce paiement se fera toujours n'est-ce pas, puisqu'ils recevront les allocations aux anciens combattants?

M. Dubé: C'est cela.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Bon. Je crois que vous en avez déjà parlé plus tôt, monsieur le ministre, mais il y a quelque chose que j'aimerais connaître au sujet des conditions en vertu desquelles s'effectue le transfert de l'hôpital Sunnybrook de Toronto à l'Université de Toronto. Quel contrôle le ministère des Anciens combattants conserve-t-il dans le traitement des anciens combattants à cet endroit? Les anciens combattants ont-ils perdu les services excellents qu'ils recevaient déjà? Sunnybrook est une tradition au Canada, et je crois que c'est un des meilleurs centres de traitement.

[Text]

Mr. Dubé: No. Not only have they not lost—the conditions there have been greatly improved and they are improving continuously. What I have announced this morning is an implication that the University of Toronto is greatly interested in that hospital. With reference to control over veterans themselves, we have a small staff there which looks after admission and which ensures that veterans are taken care of. All the reports that I obtain from that institution is that conditions are being improved.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): I think that is all this time, Mr. Chairman. Thank you.

The Chairman: Mr. Stanley Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I would like to pursue a bit further the question of the treatment of recipients of War Veterans Allowance, but before I do so, may I ask a less provocative question. I am interested in the number of times in your statement this morning, Mr. Minister, which you refer to transfer of people from the Department of Supply and Services to the Department of Veterans Affairs. This is purely out of my curiosity about the way government protects. The Department of Supply and Services was set up as a department in part to provide all kinds of accounting services and the trend has been the other way. I am not complaining. I am glad to see your Department take control of things over which it has control, but what is the point here?

Mr. Dubé: It is purely administrative. Perhaps my Deputy Minister could say a few words on that. His comments would be more to the point.

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, it may be recalled that some years ago in the Glassco Commission Report attention was drawn to the fact that senior officials of departments were given certain responsibilities but in some cases were not given the authority to fulfil their responsibilities. A study of this matter led to some amendments in the Financial Administration Act. A number of these amendments had to do with the matter that Mr. Knowles has raised. These people have in the past been concerned with accounting, pre-audit and commitment control of matters relating to Veterans Affairs. Throughout the government arrangements have now been made that these people who are dealing really with the administrative accounting, etc., of an individual department, should come under the control, administration and responsibility of that department. Pursuant to this our Department took over some 330 people, rather a larger number than most other departments because we are concerned with about 250,000 cheques every month.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): This has not been in violation of the government's general policy of using the Department of Supply and Services to provide common services.

Mr. Hodgson: No, Mr. Chairman, it is an attempt to make responsibility and authority coincide.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Now, Mr. Chairman, I would like to pursue the War Veterans Allowance question a bit further. I recognize that for several years now we have been hard at work under the terms, Woods Report, White Paper and so on, and that we have recently passed four bills affecting veterans, Bill C-203, Bill C-232, Bill

[Interpretation]

M. Dubé: Non, non seulement ils n'ont rien perdu, mais les conditions se sont grandement améliorées et elles continueront de s'améliorer. Ce que j'ai dit ce matin, c'est que l'Université de Toronto est très intéressée à cet hôpital. Pour ce qui est du contrôle des anciens combattants eux-mêmes, nous avons un petit effectif là qui s'occupe de l'admission et qui voit à ce que les anciens combattants soient bien soignés. Tous les rapports que j'ai lus confirment que les conditions sont meilleures.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): C'est tout pour le moment, monsieur le président. Je vous remercie.

Le président: Monsieur Stanley Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je voudrais poursuivre un petit peu sur le sujet du traitement des bénéficiaires des allocations aux anciens combattants, mais avant de le faire, puis-je poser une question un peu moins épingleuse. Si j'ai parlé à plusieurs reprises ce matin, monsieur le ministre, du transfert de certaines personnes du ministère des Approvisionnements et Services au ministère des Affaires des anciens combattants. Je suis curieux de savoir quelle protection le gouvernement accorde. Le ministère des Approvisionnements et Services a été créé en partie pour fournir toutes sortes de services comptables, mais je crois qu'il ne le fait pas. Je ne me plains pas. Je suis heureux de voir que votre ministère prend en charge les choses sur lesquelles il exerce un certain contrôle, mais pourquoi le fait-il?

M. Dubé: C'est une question purement administrative. Peut-être le sous-ministre pourrait-il dire quelques mots à ce sujet. Ses commentaires seront plus pertinents.

M. Hodgson: Monsieur le président, il faut se rappeler qu'il y a quelques années dans le rapport de la Commission Glassco, on soulignait que les hauts fonctionnaires d'un ministère avaient certaines responsabilités, mais dans certains cas ils n'avaient pas l'autorité de mener à bien ces responsabilités. Une étude de cette question s'est soldée par quelques amendements à la Loi sur l'administration financière. Un certain nombre de ces amendements ont trait justement à la question que M. Knowles a soulevée. Ces personnes se sont dans le passé occupées de la comptabilité, de la pré vérification et du contrôle des engagements financiers et des questions relatives aux affaires des anciens combattants. On a donc pris des dispositions partout au Gouvernement, pour que ces personnes qui s'occupent vraiment d'administration, de comptabilité etc. pour un ministère particulier relèvent de la surveillance et de l'administration et de la responsabilité de ce ministère. A la suite de cette disposition, notre ministère a repris quelque trois cent trente personnes, un nombre un peu plus important que dans d'autres ministères, étant donné que nous devons émettre quelque 250,000 chèques tous les mois.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Est-ce qu'il n'y a pas eu infraction à la politique générale du gouvernement en utilisant le ministère des Approvisionnements et Services pour ces services communs?

M. Hodgson: Non, monsieur le président, on essaie de faire coïncider la responsabilité et l'autorité.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je voudrais maintenant, monsieur le président, parler de la question des allocations des anciens combattants. Je sais que depuis plusieurs années, nous avons beaucoup travaillé comme en témoignent les dispositions, le rapport Woods, le Livre blanc etc. et que nous avons récemment adopté quatre bills intéres-

[Texte]

C-233 and Bill C-234. As things go around here, we are not likely to be passing another piece of veterans legislation before the end of this session.

Mr. Dubé: It does not look like it.

• 0945

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But the question of recipients of war veterans allowance is one that you deal with very largely by regulation. Certainly under your power to determine what is income you have a pretty wide berth. The act has fixed the maximum amount that can be paid; the act has also fixed the maximum amount of permissible income.

As my colleague and namesake has already said, our mail on this is extremely heavy these days from recipients of war veterans allowance and two or three points come out. I make it in the form of a plea because I think by regulation you could take care of it. In the first place it was widely advertised that war veterans allowance payments were going up by 15 per cent. You made it clear that the increase in the permissible income was not 15 per cent but the same number of dollars, but in point of fact, sir, it is only 7.5 per cent.

You ask me how I arrive at that bit of arithmetic. For all practical purposes, and I am staying with the single recipient, the ceiling on permissible income last year was \$149.58 because by statute it was \$145 a month but you disregarded the \$4.58 increase that people had received under Old Age Security. So \$149.58 was the effective ceiling on permissible income last year but the effective ceiling this year is \$161 as you do not allow for any of these other things now. That means an increase of \$11.42 over \$149.58, which is only 7.5 per cent before you get to any question of income tax or what have you.

It seems to me, sir, that you really ought to give the recipients of War Veterans Allowance the full benefit of the increase that you provided. But when you take up this \$4.58 or the \$5 that pertains to the \$80, or the amount that is in the GIS, you have used a portion of this 15 per cent increase to pick up something you were already giving. I do not expect an answer, in fact I do not want you to answer today because if you answer today you just have to say, well this is it. But I do ask you to study this to see if there is not some way in which you can maintain the position as it was plus 15 per cent, not the position as it was plus a portion of the 15 per cent. The veterans feel you have used some of that increase just to recoup what you had done before.

That increase of only 7.5 per cent is before income tax and as we have pointed out a number of times, Benson has not got his legislation through yet, we do not know what it is going to be, but at this moment OAS and GIS are taxable whereas WVA is not taxable, so the \$161 is not a net position for these people.

I even had a letter a couple of days ago from a veteran who points out to me that he wishes you had left things as they were because in his particular household things are worse than they were. This is a case of a veteran himself whose father was a veteran, his father is dead, his widowed mother makes her home with him, and she was on the war veterans allowance provision for widows and was getting the amount provided last year.

Now you have forced her to apply for the GIS so she gets a little more money, but she pays a tax because it is GIS instead of WVA, but in the process he has lost his right to claim her as a dependant and so he pays more income tax.

[Interprétation]

sant les anciens combattants, les Bills C-203, C-232, C-233 et C-234. Mais de la façon dont vont les choses ici, je ne crois pas que nous adoptions une autre loi concernant les anciens combattants avant la fin de cette session.

M. Dubé: Il ne semble pas en effet que ce sera le cas.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais la question des bénéficiaires d'allocations d'anciens combattants en est une que vous jugez en bonne partie par le règlement. Certainement, vous bénéficiez d'une assez grande liberté quand il s'agit de déterminer ce qu'est le revenu. La loi a établi le montant maximum qui peut être payé; la loi a également établi le montant maximum de revenu permissible.

Comme mon collègue et homonyme l'a déjà souligné, le courrier que nous recevons des bénéficiaires d'allocations des anciens combattants devient plus important ces jours-ci et il y a deux ou trois points d'intérêt qui se posent; on les formule sous forme de plaidoyer, car je crois que vous pouvez en disposer en vous fondant sur le règlement. Tout d'abord, on a dit un peu partout dans les journaux que les allocations aux anciens combattants augmentaient de 15 p. 100. Vous avez dit clairement que l'augmentation de revenu permissible n'était pas de 15 p. 100, mais le même montant de dollars, en fait, monsieur cette augmentation n'est que de 7.5 p. 100.

Vous vous demandez comment j'en suis arrivé à ce chiffre. Du point de vue pratique, et je parle toujours du bénéficiaire célibataire, le plafond du revenu permissible l'an dernier était de \$149.58, car du point de vue statutaire il recevait \$145. par mois, mais vous avez le \$4.58 d'augmentation que ces gens recevaient en vertu de la pension de sécurité de la vieillesse. En conséquence, \$149.58 représentait le plafond réel de revenu permissible l'an dernier, mais le plafond véritable cette année est de \$161, car vous ne permettez pas aucune autre revenu maintenant. Cela signifie une augmentation de \$11.42 sur \$149.58, ce qui ne représente que 7.5 p. 100 avant de passer à la question d'impôts ou autres.

Il me semble, monsieur, que vous devriez donner aux bénéficiaires d'allocations aux anciens combattants tout le bénéfice de l'augmentation. Mais lorsque vous retirez \$4.58 ou \$5. qui appartiennent au \$80 ou au montant de supplément de revenu garanti, vous enlevez une partie de l'augmentation de 15 p. 100 et enlevez quelque chose que vous avez déjà donné. Je ne m'attends pas à recevoir une réponse, en fait, pas aujourd'hui, car si vous le faites aujourd'hui vous me direz, c'est bien cela. Je vous demande d'étudier cette question afin de voir s'il n'y aurait pas moyen de conserver la position première plus le 15 p. 100, mais non pas une portion du 15 p. 100. Les anciens combattants croient que vous avez utilisé une partie de cette augmentation pour vous rattraper.

Cette augmentation de 7.5 p. 100 seulement avant les impôts, et vous l'avez mentionné à plusieurs reprises, M. Benson n'a pas encore passé sa loi, nous ne savons ce qu'elle deviendra, mais à ce moment-ci, la pension de sécurité de vieillesse et le supplément de revenu garanti sont imposables, alors que les allocations des anciens combattants ne le sont pas, et le montant de \$161 ne représente pas une somme nette pour ces gens.

J'ai reçu, il y a quelques jours, une lettre d'un ancien combattant qui me disait souhaiter que les choses restent comme elles étaient, parce que dans son ménage tout se compliquera. C'est le cas d'un ancien combattant dont le père était également ancien combattant, mais son père est

[Text]

In his letter—I did not bring it with me because I do not like putting names on the record—he gives me the figures, so many more dollars to my mother, \$161 instead of \$149.58, less the tax she pays, less what I lose because I have lost her as an income tax claim because of this whole change.

[Interpretation]

mort et sa mère veuve l'a pris avec elle. Elle recevait une allocation aux anciens combattants à l'intention des veuves.

Vous l'avez maintenant forcé à demander le supplément de revenu garanti, elle reçoit donc un peu plus d'argent, mais elle paie des impôts parce que ce montant s'appelle revenu garanti et non allocation des anciens combattants. De cette façon, il a perdu le droit de la considérer comme personne à charge et il paie plus d'impôts. Dans sa lettre, je ne l'ai pas apportée avec moi parce que je n'aime pas mentionner des noms inscrits au procès-verbal. Il me donne des chiffres, tant de dollars pour sa mère, \$161 au lieu de \$149.58, moins l'impôt qu'elle paie, moins ce que lui-même perd parce qu'il a perdu le droit de la réclamer comme personne à charge.

The Chairman: Has he paid his tax already?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): No. No, he sees what is coming this year. No, it is quite true, this is a man who has been working with the figures. He is not talking about the tax for 1970, he is talking about what his position will be in 1971. You have gone as far as you could in telling us to be hopeful about the white paper on tax reform, but even such proposals as have been indicated will not cover this kind of situation.

• 0950

We have been around the circle on this a good many times and you can now probably do it, but I put it in the form of a plea. I ask your people to form a little task force inside your department to see if you cannot do something with these regulations respecting the war veterans allowance so that these people will really be better off.

There will not be many cases like the one I just mentioned and maybe after we get Benson's tax changes some of it will be taken care of, but please do not settle for just being able to say, as you say in this letter, that every veteran is getting some more dollars. You advertise a 15 per cent increase under the war veterans allowance as opposed to 10 per cent under the disability pension. Do your best to make sure that they get that and that it is not eaten up by your taking back these 2 per cent escalations or by income tax arrangements.

Mr. Dubé: I do not believe, Mr. Chairman, I should go over that whole field again. I know that Mr. Knowles does not expect me to do that.

I can truthfully state that those WVA recipients under the age of 65 years are getting a 15 per cent increase from last month and those veterans over 65 years are getting a 15 per cent increase as of the date of the last increase, that is, September of 1966.

We are talking in terms of ceilings. We said from the start that the ceiling would be increased by the same amount as the increase, which is the case. There are many, many other factors. I know all the facts, all the items and all the factors which have just been brought out by Mr. Knowles and I can assure him that our people on the WVA Board are looking at this every day. The purpose of this increase, of course, is not to deprive any recipients, it is to make sure they do get it. Whenever there is a need to change the regulations to make sure they do get it, we do just that.

However, when there are specific problems, specific cases like the one that was just mentioned, it is very difficult for me to reply. Perhaps when there is a witness here from the War Veterans Allowance Board, he might be

Le président: A-t-il déjà payé son impôt?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Non, non, mais il prévoit ce qu'il arrivera l'an prochain. Évidemment, il s'agit d'un homme qui connaît les chiffres. Il ne parle pas de l'impôt pour 1970, mais il parle de ce que sera sa situation en 1971. Vous nous avez communiqué vos expériences concernant le Livre blanc sur la réforme fiscale, mais les propositions ne mentionnent pas ce genre de situation.

Nous avons tourné autour du sujet bien des fois, et vous pouvez probablement le faire encore, mais je fais appel à

vous. Je demande que vos gens constituent un petit groupe de travail à l'intérieur de votre ministère pour voir s'il n'y a pas lieu de faire quelque chose pour les allocations des anciens combattants afin que ces gens ne soient pas brimés.

Plusieurs cas de ce genre se présenteront, et peut-être qu'après les changements fiscaux de M. Benson quelques-uns seront-ils réglés, mais je vous en pris, ne réglez pas la question simplement pour dire, comme il est dit dans cette lettre, que chaque ancien combattant reçoive quelques dollars de plus. Vous énoncez une augmentation de 15 p. 100 dans les allocations des anciens combattants comparativement à 10 p. 100 pour la pension de validité. Faites en sorte que cette augmentation leur soit accordée et qu'elle ne soit pas diminuée par des impôts ou d'autres façons.

M. Dubé: Je ne crois pas, monsieur le président, devoir revenir sur le sujet de nouveau. Je pense que M. Knowles ne s'attend pas que je le fasse.

Je puis dire en toute franchise que les bénéficiaires des allocations aux anciens combattants qui ont moins de 65 ans reçoivent une augmentation de 15 p. 100 depuis le mois dernier et que les anciens combattants qui ont plus de 65 ans reçoivent une augmentation de plus 15 p. 100 à partir du moment de leur dernière augmentation, c'est-à-dire septembre 1966.

Nous parlons de plafond. Nous avons dit dès le départ que le plafond devait augmenter du même montant que l'augmentation, ce qui est le cas. Il y a bien d'autres facteurs. Je connais tous les faits, tous les crédits et tous les facteurs qu'a soulevés M. Knowles et je puis vous assurer que nos gens de la Commission des allocations aux anciens combattants les étudient tous les jours. Le but de cette augmentation évidemment n'est pas de retirer quoi que ce soit aux allocataires mais de faire en sorte qu'ils reçoivent quelque chose. Lorsqu'il y a besoin de changer le règlement pour nous en assurer nous le faisons.

Toutefois, lorsque des problèmes particuliers se posent, des cas particuliers comme le vôtre, il m'est difficile de

[Texte]

better able than I am to adjust that case, I do not know. However, when we are talking in terms of income tax, that would be income tax which would not be payable until April 30, 1972; so those people will not be paying income tax every month, as you intimated.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): No, but the person whom I mentioned, of course, now has to adjust his monthly payments in the light of the change.

Mr. Dubé: Broadly speaking, the class of people who are receiving WVA allowances are the type of people who do not pay income tax—certainly not every month.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, the Minister is quite right. I do not expect him to deal with individual cases, and maybe even his officials should not be expected to do that, but my plea is that he not rely on the statement that there is a 15 per cent increase in the amount of WVA payable. What counts to most of these people on WVA is the ceiling. It is that which has been raised by a lesser amount and it is that which is subject to tax. Please, I do not wish to go around in a circle, but I do make an earnest appeal that this be studied as sympathetically as I know the WVA Board can study things.

Mr. Dubé: They are looking at all the possibilities, Mr. Knowles, and if you have a specific case I encourage you to send it in so they can have a look at it.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): They are on my correspondence list. They know it.

The Chairman: Are you finished, Mr. Knowles?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes.

The Chairman: Mr. Thomas.

Mr. Thomas (Moncton): Thank you, Mr. Chairman. As the Minister probably anticipated, the first question I had jotted down was in connection with the current status of the Lancaster Hospital. As he knows, because I had asked him to make the statement, I have been very disturbed at the reports of a decrease in staff at Lancaster and indications that the present staff was having difficulties in handling the workload. I welcome the Minister's frank statement, which actually confirms many of my fears, but I am possibly more disturbed than ever now because the Minister's statement indicates that the situation is much more critical than even I had thought it was. The Minister indicated that possibly the only solution now is to have the provincial government take a share of this workload and that a decision to go ahead with the expansion of the local facilities at the Saint John General is probably farther away now than ever because of the decision of the new government to again make a review of hospital construction. I am now wondering, in the light of the Minister's statement, if there is no immediate prospect of transferring these people to the Saint John General and if, as the Minister says, it is becoming more difficult to get staff, what is the solution? What will happen to these people if you cannot move them out or if you cannot handle them there?

[Interprétation]

répondre. Peut-être lorsqu'il y aura un témoin de la Commission des allocations aux anciens combattants, vaudrait-il mieux soulever la question. Je ne sais pas. Toutefois, lorsque nous parlons d'impôt, il s'agirait d'impôt qui ne serait payable qu'au 30 avril 1972. Ces gens ne paieraient donc pas d'impôt tous les mois comme vous le laissez entendre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Non, la personne que j'ai mentionnée doit évidemment adapter ses paiements mensuels à la lumière de ce changement.

M. Dubé: En termes généraux, la classe de gens qui reçoivent des allocations aux anciens combattants ne paie pas d'impôt, et certainement pas chaque mois.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, le ministre a raison. Je ne crois pas qu'il doive juger de cas particulier, et ses officiels non plus, je suppose, mais je lui demande de ne pas se fier à des déclarations portant qu'il y a augmentation de 15 p. 100 dans le montant payé à l'allocation payée aux anciens combattants. Ce qui compte pour ces gens qui reçoivent des allocations, c'est le plafond. C'est ce plafond qui a été augmenté d'un montant moindre et qui est imposable. Je ne veux pas tourner en rond, mais je fais un appel sincère au ministre pour que la Commission des allocations aux anciens combattants étudie d'un œil sympathique cette question.

M. Dubé: Elle considère évidemment toutes les possibilités, monsieur Knowles, mais si vous avez un cas particulier, je vous encourage à le lui présenter pour qu'elle puisse l'étudier.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ces cas font partie de ma correspondance. Ils le savent.

Le président: Est-ce que vous avez terminé, monsieur Knowles?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui.

Le président: Monsieur Thomas.

M. Thomas (Moncton): Je vous remercie, monsieur le président. Monsieur le ministre l'a peut-être prévu, ma première question a trait à la situation actuelle de l'hôpital Lancaster. Comme il le sait, parce que je lui ai demandé d'en parler, j'ai été très inquiet en lisant qu'il y aurait une diminution du personnel à Lancaster et que le personnel actuel avait des difficultés à s'acquitter de sa tâche. Je suis heureux de la déclaration franche du ministre qui confirme en fait plusieurs de mes craintes, mais je suis peut-être encore plus inquiet parce que la déclaration du ministre indique que la situation est plus critique encore que je ne l'avais imaginé. Le Ministre a mentionné que possiblement la seule solution maintenant c'est que le gouvernement provincial accepte une part du fardeau et qu'une décision permettant l'expansion des installations locales à l'hôpital général de Saint John est probablement plus lointaine encore maintenant que par le passé, étant donné la décision du nouveau gouvernement de réviser la construction des hôpitaux. Je me demande, à la lumière de la déclaration du Ministre, si on songe à transférer immédiatement ces personnes à l'hôpital général de Saint John et si, comme le ministre l'a dit, il devient plus difficile d'avoir du personnel, quelle serait la solution? Qu'arrivera-t-il à ces gens si vous ne pouvez les déplacer et si vous ne pouvez vous en occuper là où ils sont?

[Text]

• 0955

Mr. Dubé: It is a very difficult problem, and the same problem will arise at all our hospitals. As I said before, our veterans are getting older—after all, it is more than 25 years since World War II and more than 50 years since the first World War—and it becomes more and more difficult to attract good, young doctors, physicians, technicians and nurses to work in these hospitals.

In the United States they do not have that problem because they receive a fresh supply of veterans every month. However, this is not the type of solution I would like to see here.

The solution that we propose—and it is not mine, it has been government policy since 1964—is to try to have our own veterans hospitals work in conjunction and if possible be transferred to the best possible available local treatment facility. Toronto would be a good case in point. When we transferred that hospital to the University of Toronto it immediately provided the veterans with a new supply of young doctors, technicians and nurses, with the result that it enabled us to continue and even to improve our medical service to the veterans there. We will try to do that with reference to our nine veterans hospitals.

With reference to Lancaster, New Brunswick, as I said, there was an agreement with the Province of New Brunswick to the effect that the hospital would be transferred on July 1, 1970. At the time, as you will recall, the then Minister of Health had a long and exhaustive survey of the hospital situation in the Province of New Brunswick made. He asked us to wait, and we agreed to wait until that survey was completed. Once that survey was completed, as you know, there was a political change in the Province of New Brunswick and we were then faced with a new Minister of Health. I read in the paper lately where he has also launched a second investigation into the hospital situation in the Province of New Brunswick.

I arranged for a meeting with him and he has agreed. When I read in the paper that a second hospital investigation had been launched I contacted him again and I said, "Is it worthwhile meeting with you if you are again involved in an investigation of the hospital facilities of the province?" He seemed to think it was worthwhile, and I will be meeting with him this afternoon on this very matter.

Mr. Thomas (Moncton): Mr. Chairman, the Minister indicated that he is making efforts to spread some of the workload through the hospitals. I think he was referring primarily to the Saint John General. The thought ran through my mind when he mentioned this if there is any possibility of making arrangements with the various hospitals throughout the province, such as the ones in Moncton and Fredericton, for patients in that area to possibly go there instead of going to Saint John?

• 1000

Mr. Dubé: Yes; that is a possibility. As a matter of fact, with medicare in New Brunswick, and the doctor-of-choice plan, many veterans in New Brunswick now do prefer to go to their own community hospital. Let us say the veterans hospital in Edmundston or Campbellton. They would

[Interpretation]

M. Dubé: C'est un problème complexe, et le même qui se pose dans tous les hôpitaux. Je l'ai dit précédemment, nos anciens combattants vieillissent, après tout, la Seconde Guerre mondiale est finie depuis 25 ans et la Première Guerre mondiale s'est terminée il y a 50 ans et il devient de plus en plus difficile d'attirer de bons et de jeunes médecins, des techniciens et des infirmières dans ces hôpitaux.

Aux États-Unis, ils n'ont pas ce problème car ils reçoivent tous les mois des anciens combattants. Toutefois, ce n'est pas le genre de solution que j'aimerais voir au Canada.

La solution que nous proposons et ce n'est pas la mienne, mais c'est la politique du gouvernement depuis 1964, c'est la politique du gouvernement depuis 1964, c'est que nos hôpitaux d'anciens combattants travaillent conjointement et, si possible, de transférer les malades au meilleur hôpital local pour traitement. Toronto est un bon exemple. Lorsque nous avons transféré cet hôpital à l'Université de Toronto, les anciens combattants ont bénéficié immédiatement de jeunes médecins, techniciens et infirmières et nous avons pu de cette façon continuer et améliorer notre service médical aux anciens combattants de cette place. Nous tenterons de faire la même chose avec les neuf autres hôpitaux d'anciens

Pour ce qui est de Lancaster au Nouveau-Brunswick, je l'ai déjà dit, il y a eu un accord avec la province portant que l'hôpital serait transféré le 1^{er} juillet 1970. A ce moment-là, vous vous souviendrez, le ministre de la Santé de l'époque avait fait une enquête longue et complète de la situation hospitalière dans la province du Nouveau-Brunswick. Il nous avait demandé d'attendre et nous avions accepté. Une fois que l'enquête a été terminée, comme vous le savez, il y a eu un changement politique dans la province, et nous avions un nouveau ministre de la Santé. J'ai lu dans les journaux récemment qu'il avait dû lui aussi lancer une seconde enquête sur le milieu hospitalier dans la province du Nouveau-Brunswick.

J'ai fait des arrangements pour le rencontrer et il a accepté. Lorsque j'ai lu dans le journal qu'une seconde enquête était lancée, j'ai communiqué avec lui, et je lui ai dit: «Croyez-vous qu'il soit utile que nous nous rencontrions si une autre enquête concernant les installations hospitalières dans la province est en cours?» Il a semblé croire que cela pourrait être utile et je le rencontre cet après-midi.

M. Thomas (Moncton): Monsieur le président, le ministre a souligné qu'il avait fait tout en son possible pour répartir ce fardeau sur les hôpitaux. Je pense qu'il pensait qu'il parlait surtout de l'hôpital général de Saint John. J'ai tout de suite pensé que s'il y avait possibilité de faire des arrangements avec les divers hôpitaux de la province, comme pour les hôpitaux de Moncton et de Fredericton, les malades de ces secteurs pourraient peut-être y aller au lieu d'aller à Saint John?

M. Dubé: Oui, c'est une possibilité. En fait, avec l'assurance-maladie au Nouveau-Brunswick et le régime qui permet aux malades de se rendre chez le médecin de son choix, de nombreux anciens combattants du Nouveau-Brunswick préfèrent maintenant se rendre à leur hôpital

[Texte]

prefer to stay with their own families and go to their hospitals there.

That would be very easy. We could very easily close Lancaster and ask our veterans to go to their own respective hospitals, and medicare, and the doctor-of-choice plan—our own contribution would cover that.

Then I suppose you would have some difficulty with some veterans' associations in New Brunswick, who would say, we do not want that. We want you to keep Lancaster going, at all costs.

Mr. Thomas (Moncton): I realize the problem, Mr. Minister. There is one other thing I wanted to get some information on.

Is it true that there has been a change in the method of supplying drugs to patients not domiciled for treatment? For example, a patient living in Campbellton who is entitled to treatment—I understand that the procedure in the past has been that if he was on a certain prescription, he would write to Lancaster and it would be sent to him and now there has been a change. Am I correct on this?

Mr. Dubé: Perhaps Dr. Ritchie can better answer that.

Dr. K. S. Ritchie (Assistant Deputy Minister (Hospitals) Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, it is quite true that arrangements have been made with the pharmaceutical association of the province to provide prescription drugs through the local pharmacy. This is a convenience to the veteran, in that he does not have to mail his prescription into Lancaster and have it filled and wait for the drugs to return to him. He can go to his local pharmacy, get his prescription filled and send the pharmacy bill to the department for his drugs.

Mr. Thomas (Moncton): Has this been done just as a convenience to the patient, or was there some other reason? I am wondering about cost.

I am not a druggist, but I assume a pharmacy such as you would have at Lancaster would buy drugs in quantity, and their cost per unit might be \$2, whereas the same thing at a local pharmacy might be \$8.

Is this costing the department more money for drugs? Are they paying more for drugs than they paid before?

Dr. Ritchie: Through this system there is no doubt that there will be some increase in the cost. We did it because of its vast improved service to the veteran himself and also because we felt that it was a far better practice of medicine.

Too many veterans were mailing their prescriptions back, asking for a refill, and sometimes they were not seen by a doctor for several years. So the man was treating himself. Now he goes back to his physician under medicare. He gets his prescription and we have it filled for him. We feel that it is far better medicine.

[Interprétation]

local. Mettons l'hôpital pour anciens combattants d'Edmunston ou de Campbellton. Ils préfèrent rester dans leurs familles et se rendre à leurs hôpitaux locaux.

Tout cela serait très facile. Nous pourrions très bien fermer Lancaster et demander à nos anciens combattants de se rendre dans leurs hôpitaux respectifs. L'assurance-maladie, le régime qui permet de vous faire soigner par le médecin de votre choix, notre propre contribution également pourrait couvrir les dépenses de pareils programmes.

Toutefois, je suppose que l'on éprouverait des difficultés avec certaines associations d'anciens combattants au Nouveau-Brunswick qui s'opposeraient à pareil plan. Elles nous diraient: «Nous voulons garder l'hôpital de Lancaster en fonctionnement à tout prix».

Mr. Thomas (Moncton): Je comprends très bien le problème, monsieur le ministre. Il y a un autre point sur lequel j'aimerais obtenir quelques renseignements.

Est-il vrai que l'on a modifié la méthode de livraison des médicaments aux malades qui ne sont pas traités à domicile? Dans le cas d'un malade qui vivrait à Campbellton, par exemple, et qui aurait droit aux traitements, je crois savoir que, par le passé, on lui remettait une certaine prescription et qu'il devait écrire à Lancaster pour qu'on la lui remplisse et qu'on la renvoie. Je crois savoir que l'on a apporté une modification au système, est-ce exact?

M. Dubé: M. Ritchie pourrait peut-être mieux vous répondre.

M. Ritchie (Sous-ministre adjoint (Hôpitaux), ministère des Affaires des anciens combattants): Monsieur le président, il est absolument exact que des arrangements ont été pris avec les associations de pharmaciens de la province afin de permettre aux pharmacies locales de livrer les médicaments prescrits. C'est plus facile pour l'ancien combattant dans la mesure où il ne doit pas envoyer sa prescription à Lancaster pour la faire remplir et attendre que les médicaments lui soient renvoyés. Il peut se rendre à sa pharmacie locale, faire remplir sa prescription et envoyer la facteur de la pharmacie au ministère.

Mr. Thomas (Moncton): A-t-on fait cela uniquement pour accommoder le malade, ou y a-t-il une autre raison? Je me pose également des questions en ce qui concerne le coût de cette opération.

Je ne suis pas pharmacien mais je suppose qu'une pharmacie comme celle dont vous disposez à Lancaster peut acheter des médicaments en grande quantité et que, par conséquent, le coût à l'unité pourrait être de \$2, par exemple, tandis que le même médicament dans une pharmacie locale coûterait sans doute \$8.

Cette opération fait-elle revenir les médicaments plus cher au ministère? Le ministère paie-t-il plus pour les médicaments qu'auparavant?

Mr. Ritchie: Il ne fait aucun doute que ce nouveau système entraînera une augmentation des frais. Nous l'avons fait parce que l'on pouvait ainsi améliorer les services rendus aux anciens combattants et également parce que nous estimions que, sur le plan médical, c'était beaucoup plus valable.

Trop nombreux étaient les anciens combattants qui envoyait leurs prescriptions en demandant leur renouvellement et, parfois, un docteur ne les avait pas examinés depuis de nombreuses années. Aussi, l'individu se soignait lui-même. A présent, il retourne voir le médecin en vertu de l'assurance-maladie. Il obtient sa prescription et nous la remplissons pour lui. Nous estimons que, sur le plan médical, c'est une politique beaucoup plus sage.

[Text]

Mr. Thomas (Moncton): You think then that the additional cost is more than offset by the efficiency of treatment. The additional cost will not be that great.

Dr. Ritchie: We have entered into an agreement with the pharmacists for a very basic charge for the drugs, and we feel that the cost is justified.

Mr. Thomas (Moncton): So the department does not pay the same rate that I as an individual citizen pay.

Dr. Ritchie: Not necessarily.

Mr. Thomas (Moncton): You get a better—not necessarily? What is your agreement?

Dr. Ritchie: This again is up to the local pharmacist, what he is going to charge you, because our agreement provides for the cost of the drugs with a very reasonable mark-up, and then the normal dispensing fee.

Mr. Thomas (Moncton): Is this a standard rate? Can one druggist charge more than another, or do you have a standard maximum amount?

You say not necessarily, and I am not sure what you mean by that. For example, a druggist in Campbellton—does he have to—if a prescription—say you set a maximum of \$5. Does that apply to a druggist in Saint John or a druggist in Moncton? Is there a standard schedule of fees?

Dr. Ritchie: We do not set any schedule at all for the drugs. It is up to the pharmacist—and he has entered into an agreement with the pharmaceutical association of the province—to provide this service.

Mr. Thomas (Moncton): There should be some uniformity.

Dr. Ritchie: There should be uniformity.

Mr. Thomas (Moncton): That is all, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Marshall, you are next.

The Minister has a cabinet meeting. I do not know whether your questions are directed to specifics, which the department officials—if your questions are for the Minister, he will stay, but if they are on specific items such as the last ones the officials . . .

Mr. Marshall: General comments come first of all. But if the Minister has to go, I can wait, or I can direct them to the Deputy Minister.

Mr. Dubé: I will say here.

Mr. Marshall: Mr. Chairman, I think I might add my congratulations to the new staff that has been appointed. I was at a Committee the other day—Manpower. There were about 25 people there all in their thirties and forties, and I see we have a distinguished middle-aged group of people here. I want to thank the past staff for their excellent co-operation.

• 1005

I place myself in that category. I want to congratulate the appointees who are not here. I was a bit disappointed that you did not reach into Newfoundland for one member on the Commission, but maybe we will correct that in time. However, I notice the Woods Committee did a good job and I think everybody did a good job, and we have to accept what is past. However, I feel we should not get too

[Interpretation]

M. Thomas (Moncton): Vous pensez donc que les frais supplémentaires sont plus que compensés par l'efficacité accrue du traitement. Les frais supplémentaires ne sont pas tellement élevés.

M. Ritchie: Nous avons passé un accord avec les pharmaciens qui fixent un tarif de base pour les médicaments et nous estimons que le prix est raisonnable.

M. Thomas (Moncton): Le ministère ne paie donc pas le même tarif que paierait un citoyen ordinaire.

M. Ritchie: Pas nécessairement.

M. Thomas (Moncton): Vous obtenez un meilleur prix—pas nécessairement? Quel est cet accord dont vous parlez?

M. Ritchie: Encore une fois, cela relève des pharmacies locales, c'est à elles de décider le prix des médicaments étant donné que notre arrangement prévoit que le prix des médicaments ne comprendra qu'un bénéfice raisonnable, plus les honoraires normaux du pharmacien.

M. Thomas (Moncton): S'agit-il d'un tarif uniforme? Un pharmacien peut-il vous demander plus qu'un autre ou avez-vous établi un prix maximum uniforme?

Vous nous avez dit: «pas nécessairement» et je ne suis pas sûr d'avoir bien compris ce que vous vouliez dire par là. Par exemple, si un pharmacien de Campbellton devait remplir une prescription à un prix maximum de \$5, la même chose serait pour un pharmacien de Saint-Jean ou de Moncton? A-t-on établi un tarif?

M. Ritchie: Nous n'avons établi aucun tarif pour les médicaments. Cela relève du pharmacien qui, suite à un accord passé avec l'association des pharmaciens de la province, s'engage à assurer pareil service.

M. Thomas (Moncton): Il faudrait toutefois assurer une certaine uniformité.

M. Ritchie: C'est exact, il faudrait assurer une certaine uniformité.

M. Thomas (Moncton): C'est tout, monsieur le président.

Le président: Monsieur Marshall, vous prendrez la parole ensuite.

Le Ministre doit se rendre à une réunion de Cabinet. Je ne sais pas si vos questions s'adressent uniquement au ministre ou hauts fonctionnaires du ministère. Si vous avez des questions à poser au ministre, il restera ici mais s'il s'agit de questions précises comme celles que nous venons d'entendre, les hauts fonctionnaires . . .

M. Marshall: Les remarques d'ordre général passent en premier lieu. Mais, si le ministre doit nous quitter, je puis attendre ou je pourrais les poser au sous-ministre.

M. Dubé: Je resterai donc.

M. Marshall: Monsieur le président, j'aimerais également féliciter les personnes qui viennent d'être nommées. L'autre jour, je me trouvais au Comité de la main-d'œuvre et il y avait environ 25 personnes de 30 ou 40 ans; je remarque que nous avons ici un groupe de personnes distinguées d'âge moyen. Je désire également remercier les anciens fonctionnaires pour l'excellent esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Je me place moi-même dans cette catégorie. Je désire également féliciter les absents qui viennent d'être nommés. J'ai été quelque peu déçu d'apprendre qu'aucun membre de la Commission ne venait de Terre-Neuve mais peut-être pourrons-nous remédier à cette situation en temps voulu. Toutefois, je vois que le Comité Woods a fait un excellent travail et je pense que tout le monde a fait un

[Texte]

complacent and we should be always considering, for example, weaknesses that still do exist in the whole setup of a veteran's pension.

I notice the veterans organizations still made a last gasp and presented a brief to the Senate committee that had to do with exceptional incapacity, the need for prosthesis and the benefit of the doubt clauses. I wonder whether we should not wait another five or ten years and form another committee to look into the weaknesses in the Act, or recommendations for the improvement of benefits to veterans, or whether we should not have some ongoing or continuing type of committee to evaluate the changes as time goes on. Then, we will not reach the stage in 10 years time where we should have done this or should have done that, which seems to happen.

I refer, for example, to the need still for those veterans who are not making enough money to provide themselves with accommodation, and I think a review should be made of the Veterans Land Administration. I can tell you factually that there are veterans getting war veterans allowance who cannot afford the down payment even under the National Housing Act and the new low down payment schemes and the new low-interest schemes. There are still a good number of veterans who are not able to afford accommodation, and if there is anything we can do on a co-operative basis with the housing minister I think we should do it.

I also feel very badly when I get applications from war veterans who are not qualified within a couple of days for war veterans allowance, and I think a review should be made on the qualification of service, a 365-day clause. There are some who probably are short two days, and they are turned down. I feel we should, at this late stage in the game, give some discretion and flexibility to probably considering these people.

If I can refer to my experience with the district office in Newfoundland where I have more contact, they are doing a marvellous job, but because the population is so widespread, there are still veterans who do not even know that they can apply for veterans allowances. Could an evaluation be made of the various district staffs to see whether we can provide more help, and certainly we need employment. I feel that a good idea would be, under the student employment, to get students to go around and evaluate the position of every veteran left in the country that might not be getting the advantages which he deserves. I wonder if this is a fair statement to make, Mr. Minister, and if you would consider it because of having a superimposed committee of experts that you have now to look into these things, or I would even go so far as to say, "Well, let us appoint another committee now."

olvement à l'ordre du jour. Il devrait être fait une évaluation de la situation pour voir si nous pouvons assurer une aide plus importante; il ne fait aucun doute que nous avons besoin d'emploi. Je crois qu'il serait bon, dans le cadre du programme d'emploi pour les étudiants, d'envoyer des étudiants en tournée pour qu'ils jugent la situation ;d'anciens combattants délaissés qui ne pourraient pas bénéficier des avantages qu'ils méritent. Monsieur le ministre, je me demande si vous estimez que mon observation est valable et si vous seriez prêt à étudier la question puisque vous disposez à présent d'un comité supérieur composé d'experts qui analysent ces questions. Et j'irai même jusqu'à dire: «Créons un nouveau comité dès à présent.»

Mr. Dubé: There were very many general comments of a very valuable nature, I do not know whether I am expect-

[Interprétation]

excellent travail; nous devons vivre avec notre passé. Néanmoins, nous ne devrions pas nous montrer trop satisfaits de nous-mêmes et nous devrions toujours être à l'affût des faiblesses qu'accuse toujours le régime des pensions des anciens combattants.

Je remarque que les associations d'anciens combattants, dans un dernier sursaut, ont présenté un mémoire au comité du Sénat au sujet de l'invalidité exceptionnelle, de la nécessité des prothèses et des conditions régissant le bénéfice du doute. Je me demande si nous devrions attendre encore cinq ou dix ans avant de former un autre comité qui analyserait les lacunes de la loi ou qui ferait des recommandations pour accorder des avantages plus grands aux anciens combattants ou alors si nous ne devrions pas mettre sur pied un comité permanent qui jugerait des modifications nécessaires au fur et à mesure. Ainsi, dans dix ans, nous ne serions pas devant un problème de faire ceci ou cela selon le cas.

Je pense, par exemple, aux anciens combattants qui sont dans le besoin parce qu'ils ne gagnent pas assez d'argent pour se procurer un logement et je pense qu'il faudrait revoir la loi sur l'administration des terres destinées aux anciens combattants. Je puis vous assurer qu'il y a des anciens combattants bénéficiant des allocations de guerre qui ne peuvent se permettre plus qu'un paiement en mensualité même en vertu de la loi nationale sur les logements et dans le cadre des nouveaux programmes de versements échelonnés modestes et des programmes de prêts à faible intérêt. Il y a toujours de nombreux anciens combattants qui ne peuvent se permettre un logement et si nous pouvions faire quelque chose en collaboration avec le ministre responsable du logement, je crois que nous devrions le faire.

J'éprouve de la peine lorsque je reçois des demandes d'anciens combattants qui ne répondent pas aux critères d'admissibilité fixés pour les allocations de guerre, pour une simple question de quelques jours, et je pense qu'il faudrait revoir la disposition fixant le service donnant droit aux allocations, et je pense à une période de 365 jours. Il ne manque parfois que quelques jours et ils se voient refuser les allocations. J'estime qu'il est temps de donner aux responsables une certaine latitude qui leur permettrait de prendre en considération les cas de ces individus.

Permettez-moi de vous parler de mon expérience avec le bureau local de Terre-Neuve où j'ai eu plus de contacts. Les responsables de ce bureau font un travail excellent mais la population est tellement étendue qu'il y a toujours des anciens combattants qui ne savent pas qu'ils peuvent demander une allocation d'ancien combattant. Pourrait-on procéder à une évaluation du personnel de différents bureaux de district afin de voir si nous pouvons assurer une aide plus importante; il ne fait aucun doute que nous avons besoin d'emploi. Je crois qu'il serait bon, dans le cadre du programme d'emploi pour les étudiants, d'envoyer des étudiants en tournée pour qu'ils jugent la situation ;d'anciens combattants délaissés qui ne pourraient pas bénéficier des avantages qu'ils méritent. Monsieur le ministre, je me demande si vous estimez que mon observation est valable et si vous seriez prêt à étudier la question puisque vous disposez à présent d'un comité supérieur composé d'experts qui analysent ces questions. Et j'irai même jusqu'à dire: «Créons un nouveau comité dès à présent.»

M. Dubé: Vous avez fait de nombreuses observations d'ordre très général qui sont très valables en un sens; je ne

[Text]

ed to comment on each. As to the formation of a committee, if you are referring to a committee of the House of Commons, you have one right here. You have been combining and canvassing the pension act now for two solid years. I think the good that could be done right now has been done. Even if we should find some new pearls or some new enrichment, I have my doubts whether we could get that through the House again within the next year.

Mr. Marshall: If I could just interject, I was referring to a Committee in the relationship of a Woods Committee, and not this committee. I made a mistake in the impression I gave. I do not mean the Standing Committee, I mean a committee such as the woods Committee: a continuing committee to evaluate the benefits that have been derived and to see if there is anything further that can be done in view of the advancing age and so on?

• 1010

Mr. Dubé: We can look into the matter. It is a suggestion that is of some significance. My first reaction would be that at the present time we have a very solid set of officials in the department and they are keeping the ship afloat and headed in the right direction. What would be the terms of reference for a newly-formed committee? I feel that forming a new committee is not always the best solution to old problems. I think it would be better to meet specific factors with specific solutions.

Mr. Marshall: All right, I will put a specific factor with regard to veterans land administration. There are still some people, not a lot, but some who do not have decent accommodation and would like to apply.

Mr. Dubé: We have to look at the philosophy of the Veterans' Land Act. That was launched after World War II to enable veterans to establish themselves on land as farmers. That was for those who were coming home from the war.

That took place 26 or 27 years ago. This program of the Veterans' Land Act is being phased out. We all know that October 31, 1968 was the deadline for qualifying for that program and that is almost three years ago. This is not the type of program that is to be revived at the present time. It is the type of program which has served its purpose and is being phased out.

Mr. Marshall: Let us get a new program. This is one of the things that the Committee could do.

Mr. Dubé: You would almost have to have a new war and a new supply of veterans.

Mr. Marshall: No.

Mr. Dubé: But the purpose of that program has almost been exhausted. Those veterans who came back from World War II and who wanted to establish themselves as farmers or simply to build a home could have done so surely in the past 25, 26 or 27 years.

Mr. Marshall: Well it would not just be a matter of amending the present situation. Everyone is not a farmer or a fisherman. I am bringing up the point because there are still veterans who do not have decent accommodation. If we could amend the act to suit these people.

[Interpretation]

sais pas si vous vous attendez à ce que je vous donne mon opinion sur chacune d'entre elles. En ce qui concerne l'instauration d'un comité, si vous pensez un comité de la Chambre des communes, le vôtre existe déjà. Vous avez passé au peigne fin la loi sur les pensions depuis deux bonnes années. Je crois que tout ce que l'on pouvait faire de bien jusqu'à présent l'a été. Quand bien même nous aurions de nouvelles trouvailles, de nouveaux enrichissements à apporter, je doute fort que la Chambre les accepte au cours de l'année prochaine.

Mr. Marshall: Si vous me permettez de vous interrompre, je pensais à un comité semblable au comité Woods et non à notre comité. J'ai donné une mauvaise impression. Je n'entends pas le Comité permanent, j'entends un comité comme le Comité Woods: un comité continu préposé à l'appréciation des avantages qui ont été tirés et qui doivent étudier, si l'on pourrait faire autre chose à l'égard des personnes d'âge avancé etc.

Mr. Dubé: Nous pouvons étudier cette question. C'est une suggestion pertinente. De prime abord, je dirais que nous avons une solide équipe de fonctionnaires supérieurs dans le ministère, qu'ils savent fort bien se tirer d'affaire et qu'ils sont orientés dans la bonne direction. Quels seraient les objectifs poursuivis par un nouveau comité? Je trouve que la formation d'un nouveau comité n'est pas toujours la solution idéale à apporter à de vieux problèmes. Il serait préférable, à mon avis, de régler des problèmes précis par des solutions appropriées.

Mr. Marshall: Très bien, voici une question précise à l'égard de l'administration des terres des anciens combattants. Il y a encore des gens, ils ne sont pas nombreux, mais il y en a encore qui ne sont pas établis convenablement et qui aimeraient faire une demande en ce sens.

Mr. Dubé: Il nous fait considérer la philosophie dont s'inspire la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Cette loi a été adoptée après la Deuxième guerre mondiale pour permettre l'établissement rural des anciens combattants, c'est-à-dire de ceux qui revenaient de la guerre.

C'était il y a 26 ou 27 ans. Cet aspect de la loi est en train d'être supprimé progressivement. Nous savons tous que l'échéance du délai d'admissibilité à ce programme a été fixée au 31 octobre 1968 et qu'il y a de cela bientôt trois ans. Ce n'est pas le genre de programme qu'il faut raviver pour le moment. Ce programme a été réalisé aux fins pour lesquelles il avait été conçu et il sera maintenant progressivement supprimé.

Mr. Marshall: Élaborons-en donc un nouveau. Voilà une initiative que le Comité pourrait prendre.

Mr. Dubé: Il vous faudrait pratiquement une nouvelle guerre et d'autres anciens combattants.

Mr. Marshall: Non.

Mr. Dubé: Mais ce programme est pratiquement révolu. Les anciens combattants qui sont revenus de la Deuxième Guerre mondiale et qui voulaient s'établir à titre d'agriculteurs ou simplement se construire une maison, auraient sans doute pu le faire au cours des 25, 26 ou 27 dernières années.

Mr. Marshall: C'est-à-dire qu'il ne s'agirait pas simplement de modifier la situation actuelle. Nous ne sommes pas tous des agriculteurs ou des pêcheurs. Je soulève ce point parce qu'il y a encore des anciens combattants qui ne sont pas convenablement établis. Si nous pouvions modifier la loi pour répondre à leurs besoins.

[Texte]

Mr. Dubé: You would then be re-opening the act.

Mr. Marshall: All right, let us re-open the act.

Mr. Dubé: There are still close to one million veterans in the country. You would be launching something like a five billion dollar program and be in competition with my colleague, Mr. Andras, who is very busy with housing at the present time. I do not think it would be very realistic to revive the Veterans' Land Act program at this stage of the game.

Mr. Marshall: In some areas you are co-related with the Department of National Health and Welfare. I just say that there are veterans who cannot afford a home. They are getting war veterans allowance or small pensions, are disabled and do not have the down payment for a home. There are good programs. Section 16 of the National Housing Act is an excellent one but there are still people who cannot take advantage of it. A lot of these people are veterans.

Mr. Dubé: That could be true. We are offering a program at the present time but it is nearing its end. Personally I do not believe we could convince this government or any government to revise the Veterans' Land Act at this stage of the game.

Mr. Marshall: I will follow it up further through some other areas. In the district offices a couple of years ago there was a move to decrease staffs because of the lack of funds. What is the situation now? Have there been any appeals from district offices that they need more staff?

• 1015

Mr. Dubé: No, not to my knowledge. What took place a couple of years ago is that not only this department but all departments were asked to stop inflating the number of its employees and we did some reduction but we mostly increased the efficiency of all our districts. The information I have is that it is working much better now. It is leaner, more efficient, doing a better job with fewer people. But to answer your question directly, no, there is no intention to further reduce the number of employees.

Mr. Marshall: I will pass for now, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Badanai.

Mr. Badanai: Thank you, Mr. Chairman. While we are on vote 1, I presume that I can submit a question related to services for Canadian veterans living in Britain. I have been asked by a former constituent of mine who retired five years ago and is now living in Brighton. He is the recipient of a DVA pension who claims that the DVA office in London is being closed and he is worried about where to turn for a medical examination by a medical board, which is usually established I think in London, to take care of retired Canadian veterans. If this is closed, what other provisions are being made to take care of Canadian veterans in Britain? I understand there are about 5,000 Canadian veterans living in Brighton who are mostly retired from the first and second world wars.

[Interprétation]

M. Dubé: Ce serait rouvrir à nouveau le programme.

M. Marshall: Très bien, rouvrons-le.

M. Dubé: Il y a encore au Canada près d'un million d'anciens combattants. Ce serait lancer un programme qui s'élèverait à près de 5 milliards de dollars et qui entrerait en concurrence avec mon collègue, M. Andras, qui est très occupé avec le logement en ce moment. Je ne crois pas qu'il serait très réaliste de raviver le programme, mais en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en ce moment.

M. Marshall: Dans certains domaines, vous agissez de concert avec le ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social. Je dis tout simplement qu'il y a des anciens combattants qui ne peuvent se payer un foyer. Ils touchent des allocations d'anciens combattants ou de petites pensions, ils sont handicapés et n'ont pas l'argent qu'il faut pour effectuer sur l'achat d'une maison le paiement initial. Il existe de bons programmes. L'article 16 de la Loi nationale sur le logement en constitue un excellent, mais il y a encore des gens qui ne peuvent s'en prévaloir. Nombre d'entre eux sont des anciens combattants.

M. Dubé: Peut-être que si. Nous offrons actuellement un programme, mais il approche de sa fin. Je ne crois pas, quant à moi, que nous puissions persuader le présent gouvernement ou quelque gouvernement qu'il soit à propos de revoir la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en ce moment.

M. Marshall: Je vais essayer de poursuivre dans d'autres domaines. Dans les bureaux régionaux, il y a deux ans, on voulait réduire le personnel, parce qu'on manquait de fonds. Quelle est maintenant la situation? Les bureaux régionaux en ont-ils appelé parce que effectivement ils manquaient de personnel?

M. Dubé: Non, pas à ma connaissance. Ce qui s'est produit, il y a environ 2 ans, c'est qu'on a demandé non seulement à notre ministère, mais à tous les ministères de cesser d'augmenter le nombre de leurs employés et nous avons effectué certaines réductions de notre effectif, mais nous avons surtout augmenté l'efficacité de tous nos services. D'après les renseignements qui m'ont été communiqués, ils fonctionnent bien mieux actuellement. Le personnel est plus réduit, plus efficace et fait du meilleur travail qu'auparavant. Mais en réponse à votre question, je dirai que nous n'avons pas l'intention de licencier d'autres employés.

M. Marshall: Je m'abstiens pour l'instant, monsieur le président.

Le président: Monsieur Badanai.

M. Badanai: Merci, monsieur le président. Puisque nous discutons le crédit 1, je suppose que je peux poser une question relative aux services s'occupant des anciens combattants canadiens qui vivent en Grande-Bretagne. Un de mes anciens électeurs qui a pris sa retraite, il y a 5 ans et qui vit actuellement à Brighton m'a posé la question. Il touche une pension octroyée par le ministère des Affaires des anciens combattants qui prétend que son bureau de Londres est sur le point d'être fermé et il ne sait pas à qui s'adresser pour passer un examen médical, ce qui est habituellement accompli par une commission médicale établie, je crois, à Londres et qui s'occupe des anciens combattants canadiens à la retraite. Si la fermeture de ce bureau est effectif, quelles autres mesures sont prises pour s'occuper des anciens combattants canadiens vivant en

[Text]

[Interpretation]

Grande-Bretagne? Si je comprends bien, il y a environ 5,000 anciens combattants canadiens vivant à Brighton et qui sont pour la plupart des pensionnés de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.

M. Dubé: En novembre dernier, j'étais en Grande-Bretagne et j'ai rencontré des représentants de l'Association des anciens combattants vivant en Grande-Bretagne et j'ai eu une très longue discussion avec eux. A ce moment-là, le gouvernement avait l'intention de fermer le bureau, mais après avoir entendu leurs doléances, il a été décidé que l'on ne fermerait pas le bureau, mais que le personnel serait réduit graduellement en fonction du nombre d'anciens combattants se trouvant là-bas. Une certaine partie de la charge de travail est transférée graduellement à nos services d'Ottawa et ce qui ne peut être accompli sur place est effectué ici, mais nous avons encore des employés travaillant là-bas. Leur nombre diminuera graduellement en fonction du nombre d'anciens combattants se trouvant là-bas. Je présume que finalement lorsqu'il n'y aura pas grand chose à accomplir, la tâche peut être effectuée par des fonctionnaires de notre ministère des Affaires extérieures en poste à Londres. Dans d'autres parties du monde, nous avons également beaucoup d'anciens combattants, il y en a en France et il y en a beaucoup aux États-Unis, mais Londres est la seule ville où nous ayons encore un bureau de service.

M. Badanai: En d'autres termes, vous n'envisagez pas la fermeture du bureau dans un avenir proche?

M. Dubé: Non, non. C'est un service qui diminue en fonction du nombre d'anciens combattants se trouvant là-bas et des besoins.

M. Badanai: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur MacLean.

M. MacLean: Monsieur le président, laissez-moi d'abord vous féliciter de votre élection en tant que président et vous souhaiter tout le succès possible dans vos fonctions.

Je voudrais également prononcer une parole de gratitude pour le dévouement que manifestent les fonctionnaires du ministère des Affaires des anciens combattants, mais je voudrais ajouter à cela que, lorsque nous pensons au fonctionnement des services s'occupant des affaires des anciens combattants et lorsqu'ils effectuent un travail satisfaisant, nous avons tendance à féliciter seulement le nombre du personnel du bureau central. Je pense que les membres du personnel en fonction sur place méritent également nos félicitations. Au cours des quelques dernières années, j'ai été la plupart du temps le seul ancien combattant originaire de l'Île-du-Prince-Édouard siégeant à la Chambre des communes et j'y reçois beaucoup de courrier concernant les affaires des anciens combattants. Je désire

exprimer mon appréciation pour les services de haute qualité rendus par votre personnel en poste à Charlottetown. Ce sont des gens dévoués.

Je désire dire un mot au sujet de la situation des anciens combattants en général. La plupart des anciens combattants sont assez conscients de leur droit. Toutefois, je suis assez touché de voir qu'à l'occasion j'entends parler d'un ancien combattant qui est tout à fait ignorant de ses droits et complètement découragé et qui n'a jamais formulé de demande ou de réclamation auprès du ministère des Affaires des anciens combattants. Ces cas sont rares, mais il y en a.

Est-ce que le Ministère a les moyens ou prend l'initiative de vérifier le nombre d'anciens combattants qui n'ont pas

Mr. Dubé: I was over there myself last November and I did meet with representatives of the association of veterans living in Great Britain and had a very long discussion with them. At the time it was the intention of the government to close the office but after hearing their case it was decided that the office would not be closed but would be phased out gradually with the number of veterans there. Some of the workload is being transferred gradually to the office here in Ottawa, and what cannot be done on the spot is being done from here but we still have a staff there. That staff will diminish gradually with the veterans there. I presume that eventually, when there is very little left to do, the job can be handled by officials of our Department of External Affairs office there in London. We have many veterans in other parts of the world, too. There are some in France and a great many in the United States, but London is the only place where we have an office left.

Mr. Badanai: In other words, you do not contemplate the closing of the office in the foreseeable future?

Mr. Dubé: No, no. It is something which is diminishing along with the number of veterans there and the needs.

Mr. Badanai: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Maclean.

M. MacLean: Mr. Chairman, let me first congratulate you on your election as Chairman and wish you every success as Chairman of this Committee.

I would also like to say a word of appreciation for the dedication to work that is done by the Department of Veterans Affairs and the officials of the department, but to that I would like to add that when we think of the functioning of veterans affairs and when they do a good job, we tend to congratulate headquarters staff only. I think a great deal of appreciation is due the field staff. Over the last number of years I have been for most of the time the only veteran in the House of Commons from Prince Edward Island and I get perhaps a little more than my share of veterans affairs correspondence. I want to say a word of appreciation of the very high quality of service that is rendered by your field staff in Charlottetown. They are dedicated people.

* 1020

I want to say a word about the situation of veterans generally. The majority of veterans are fairly well aware of what their rights are. However, I am disturbed by the fact that once in a while almost by accident—usually by a case being brought to my attention by a neighbour or something of that sort—I hear of some veteran who is completely unaware, or so despondent or discouraged that he has given up, or never did apply for his rights, or make any approach to the Department of Veterans Affairs. These cases are rare, mind you, but they do occur.

Has the department any means or does it practice taking any initiative to check on the number of veterans on whom they have no active files to see whether there are needy cases who have rights that they have never claimed? Or

[Texte]

does the department only react to applications of some sort?

Mr. Dubé: My first reaction is that it would be very difficult to dig out or find out those who are, first of all, veterans, where they live and whether they are in need at all. Perhaps Mr. Rider, who is in charge of welfare could tell us what they can do along those lines.

I do not know whether you heard the question. Mr. MacLean was inquiring about whether our district office in Prince Edward Island or elsewhere is equipped to do some field work to find out where veterans are and if they need our assistance. I presume that some of this is done, but I do not know how far you could go.

Mr. MacLean: Perhaps most of these cases are caught, in the case of Prince Edward Island, by provincial welfare officers who discover that some welfare recipient is a veteran.

Mr. Dubé: We have liaison with the welfare people in Prince Edward Island. Mr. Rider would be better informed than I am on that.

Mr. E. J. Rider (Director General, Welfare Services, Department of Veterans Affairs): No, sir, we are not really in a position to go looking for all the veterans there may be in Canada who have not been in touch with us. We rely to a great extent, not only on veterans' organizations who bring many cases to our attention but, of course, we have our contacts through the Manpower Centres and, indeed, quite a number of cases come to our attention through members of Parliament. Unfortunately, there are many many veterans, such as you mention, who have never been in touch with the department since their discharge. Because of this, we have no up-to-date addresses. In other words, our last address for many veterans is the address he had when he returned home and we paid him his gratuities and he used his re-establishment credits.

It may appear to be a relatively simple thing to check up on the veterans in Prince Edward Island, but I could not consciously start to do that, Mr. MacLean, without also checking up on the veterans in Manitoba, New Brunswick and British Columbia, and at the present time we are just not equipped to do this.

The department, over the years, has not done this. It is felt that its function was to deal with veterans as they came to us for assistance. Quite frequently advertisements are put into the magazines, the house organs of veterans' organizations, referring to changes in legislation, not only to say, in effect, "this is a change in a specific piece of legislation" but to remind veterans that the district offices are still there and they are still there to help veterans.

I appreciate very much, Mr. MacLean, your statement about the field offices because we at head office can do nothing without them. If it were not for the field offices and the hospitals, we would have nowhere to go. These are the people who are the contacts with the veterans. These are the important people to us. We always hope that veterans who do have problems, will get in touch with the district office, or write to us in Ottawa so that we can make a referral to the district office so that they can be seen.

[Interprétation]

de dossier actif pour voir si ce sont des cas nécessitant de l'aide qui ont des droits et qui ont déjà réclamé? Ou est-ce que le ministère ne s'occupe que des demandes qu'il reçoit?

M. Dubé: Il serait très difficile d'extirper et de trouver ceux qui sont premièrement des anciens combattants, où ils demeurent et s'ils sont dans le besoin. Peut-être que M. Rider, qui s'occupe du bien-être pourrait nous éclaircir sur ce point.

Je ne sais pas si vous avez entendu la question. M. MacLean a demandé si notre bureau régional à l'Île-du-Prince-Édouard ou ailleurs a les moyens de trouver les anciens combattants dans le besoin. Je suppose qu'il y a quelque chose qui se fait dans ce domaine, mais je ne saurais dire jusqu'où vous pouvez aller.

M. MacLean: Peut-être que certains de ces cas sont découverts dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard par les agents du bien-être social provincial qui découvrent que le bénéficiaire est un ancien combattant.

M. Dubé: Nous sommes en rapport avec les gens du bien-être social à l'Île-du-Prince-Édouard. M. Rider serait plus au courant que je le suis sur cette question.

M. E. J. Rider (directeur général service de bien-être social au ministère des Anciens combattants): Non, monsieur, nous ne sommes pas en mesure de rechercher tous les anciens combattants au Canada qui sont dans le besoin et qui n'ont pas communiqué avec nous. Nous ne comptons pas seulement sur les organismes d'anciens combattants qui nous soumettent plusieurs cas, mais aussi nous sommes en rapport avec les centres de la main-d'œuvre et un grand nombre de cas sont portés à notre attention par les députés. Malheureusement, il y a beaucoup d'anciens combattants, comme vous l'avez mentionné qui n'ont jamais communiqué avec le ministère depuis leur licenciement de l'armée. De ce fait, nous n'avons pas leur adresse courante. En d'autres termes, la dernière adresse que nous avons de ces anciens combattants est celle où nous leur avons envoyé leur prime de démobilisation.

Il peut sembler très simple de passer en revue les anciens combattants de l'Île-du-Prince-Édouard et, pour ce faire il faudrait vérifier tous les anciens combattants du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Colombie-Britannique et, à l'heure actuelle, nous ne sommes pas en mesure de le faire.

À cours des années, le ministère n'a pas fait ce genre de choses. Nous avions pour mission de traiter avec les anciens combattants qui venaient à nous pour demander de l'aide. Très souvent, il y a des annonces dans les magazines, dans les publications d'organismes d'anciens combattants, touchant les changements apportés à la Loi, et que le bureau régional des anciens combattants est toujours à leur disposition pour les aider.

Je sais gré à M. MacLean de sa remarque au sujet des bureaux régionaux, car sans eux le bureau central ne pourrait rien faire. Si ce n'était des agents extérieurs et des hôpitaux, nous ne saurions où nous diriger. Ce sont ces gens qui sont en contact avec les anciens combattants. A nos yeux, ce sont eux qui sont les gens importants. Nous espérons toujours que les anciens combattants qui ont des problèmes communiqueront avec les bureaux régionaux ou nous écriront à Ottawa afin que nous puissions mettre le bureau régional au courant de leur situation.

[Text]

[Interpretation]

[Text]

• 1025

Mr. MacLean: I would like to think that welfare cases, who happen to be veterans, are being serviced by a provincial or municipal welfare organization and their cases are brought to the attention of the department. They would be welcomed in the sense that it would be more appropriate for any benefits to which the veteran might be entitled to come from the Department of Veterans Affairs rather than from some other department of government either federal or municipal even if there would be no financial benefit. I think there is a moral obligation that welfare and benefits of any kind to which a veteran is entitled should be paid by the department. I am fully aware of the situation with regard to OAS and so on, but I am talking in general terms in that the country has a moral obligation to veterans who qualify to service their needs and it should be done in that way rather than the problem be left with provincial or municipal welfare people.

Mr. Rider: Mr. MacLean, this is commonly done. We have a two-way street between provincial welfare offices and DVA welfare offices and they often trade cases, if I may put it this way. The provincial worker runs across a veteran and talks to our welfare officer about that veteran. It may be the veteran has the qualification for war veterans allowance and our welfare officer takes it over. In other cases, veterans come to us who have no eligibility for financial benefit but the responsibility of our welfare officer is to counsel that veteran, to explain to him what our legislation calls for, to explain to him what is available through the provincial sources or other sources, often philanthropic sources if it is a trust fund business, and to see that a proper referral is made to that organization.

Mr. MacLean: Thank you very much. I have two or three other small questions which are unrelated to each other but perhaps I might ask them.

One is the question of war veterans allowance recipients who take a full-time job for a limited period of time which does not put them over the permissible income. There are many ex-barrack room lawyers who know exactly how to operate under this and they are fully entitled to do so, but I had a case where a man quite innocently, I think, took a full-time job trying to improve his situation and as I recall, I am speaking from memory, he worked a week too long so that he went over the ceiling. As a result of this he had to forfeit the equivalent of the whole of his income during that period, whereas if he had quit a week sooner he would have been within the allowable amount of earnings up to that time. I would suggest that regulations be looked at again so that in the odd case where this occurs the veteran concerned would not forfeit the equivalent of the total income he earned during the whole of the period because he went over the ceiling, but he would only forfeit that part which was over the ceiling.

Mr. Dubé: Perhaps Mr. Roaf could better answer that.

Mr. W. G. H. Roaf (Deputy Chairman, War Veterans Allowance Board): Mr. Chairman, the governing consideration here on full-time regular employment is just that.

The Chairman: Excuse me just a moment. Will your questions, Mr. MacLean, be directed to officials? If so, the Minister might go ahead to a Cabinet meeting.

[Interpretation]

M. MacLean: J'aimerais que les cadres de bien-être social lorsqu'il s'agit d'anciens combattants soient réglés par un organisme provincial ou municipal de bien-être et que leur cas soit soumis au ministère. Ils seraient alors les bienvenus car ils pourraient retirer des avantages que les anciens combattants ont droit de recevoir du ministère des Affaires des anciens combattants plutôt que de les recevoir d'un autre ministère du gouvernement, qu'il soit fédéral ou municipal, et ce même s'il n'y a pas d'avantages à en retirer. Je crois que le ministère a une obligation morale à verser ces avantages à l'ancien combattant qui y a droit. Je connais la situation de l'OAS et je crois que, règle générale, le Canada a une obligation morale envers les anciens combattants et je crois que tout problème devrait être réglé par le ministère et non pas par un organisme de bien-être provincial ou municipal.

M. Rider: Monsieur MacLean, disons que nos services aux anciens combattants et les services de bien-être social provinciaux collaborent. Le travailleur social de la province réfère le cas d'un ancien combattant à l'un de nos fonctionnaires. Il se peut que l'ancien combattant puisse retirer les allocations d'anciens combattants et notre fonctionnaire s'en occupe. En d'autres occasions, les anciens combattants qui n'ont pas droit à ces allocations reçoivent des conseils du fonctionnaire de notre ministère qui lui explique la portée de la loi, lui dit ce qu'il peut retirer en allocation des gouvernements provinciaux et d'autres sources d'aide philanthropique et lui dit comment joindre ces

M. MacLean: Merci. J'ai deux ou trois autres questions disparates et j'aimerais bien les poser.

L'une de ces questions concerne les récipiendaires des allocations qui ont un emploi permanent pour une certaine période de temps et dont le revenu n'est pas imposable. Je sais qu'il y a plusieurs avocats qui s'occupent de ce genre de causes, mais je me rappelle d'un cas où un homme innocemment je crois accepta un emploi pour améliorer sa condition et si ma mémoire me sert bien, je crois qu'il travailla une semaine de trop et que ses gains furent imposables. Il dut remettre le salaire entier qu'il retira au cours de cette période, mais, s'il avait quitté une semaine plus tôt, il n'aurait rien eu du tout à remettre. Je propose donc qu'on établisse un règlement selon lequel l'ancien combattant n'aurait qu'à remettre que le salaire qu'il a gagné en trop et non pas tout le salaire qu'il a gagné au cours de cette période.

M. Dubé: M. Roaf pourrait-il répondre à cette question?

M. W. G. H. Roaf (président de la Commission des allocations aux anciens combattants): Monsieur le président, c'est la seule spécification qui existe concernant les emplois réguliers à temps complet.

Le président: Excusez-moi, un instant. Des fonctionnaires pourraient-ils répondre à vos questions, monsieur MacLean? Si oui, le ministre pourrait se rendre à une réunion du Cabinet.

[Texte]

Mr. MacLean: Yes.

Mr. Roaf: Mr. Chairman, dealing with full-time regular employment, that is something which has long been a matter of contention in veterans circles, but it is in the act and that is the way this is handled. Their earnings during that period we hope, and I expect, are always far greater than any allowance. You understand what I mean, it would be a pretty poor job that would not be paying more than any allowance and that is what we look for and that is why we like to see people go on to full-time regular employment which in the end would do them more good. When they cease they can reapply for the allowance as of the date they return to their former condition.

• 1030

The leeway which is given to veterans, Mr. Chairman, as this Committee probably knows very well, is the casual employment which is permitted to a recipient and/or his spouse. At the present time the rate is \$800 per annum for a single recipient and \$1,200 for a married recipient in any war veterans allowance year. This is a very generous arrangement and it does not affect his allowance, provided he stays within those two statutory amounts.

The other one is a matter of the full time regular employment disqualifying a person to receive the allowance. To put it in another way in reverse, as you might say, any man or his wife or both who are working at full-time regular employment, if applying for the allowance, would not be entitled to get on the allowance. It is really the reverse of the coin. Does that answer your question, sir?

Mr. MacLean: I regret that I do not recall the details. I should have brought the correspondence with me but I had a case where a man was employed for a period of time and it was ruled that he had to forfeit the equivalent of his total earnings during that period because he had gone over the ceiling.

Mr. Roaf: Mr. Chairman, I might . . .

Mr. MacLean: I think perhaps I should bring it up by correspondence again.

Mr. Roaf: We will be glad to look at that, Mr. Chairman, because we get a lot of variations of the same theme. There might be a possibility that although he knew he was entitled to take full-time regular employment for a period of four months, he exceeded that four months.

Mr. MacLean: That is right.

Mr. Roaf: He would not forfeit his earnings. He would forfeit his allowance for that period.

Mr. MacLean: The equivalent of it.

Mr. Roaf: Yes, sir.

Mr. MacLean: Is it not true that if he had worked for a day less than the four months, he would not have been disqualified.

Mr. Roaf: On ceasing to be employed he could be granted his allowance retroactive to the day he started his employment. That is if he does not exceed the four months.

[Interprétation]

M. MacLean: Oui.

M. Roaf: Monsieur le président, concernant les emplois réguliers à temps complet, et ceci a fait l'objet de longues discussions dans les cercles d'anciens combattants, ces emplois à temps complet sont régis par la loi et c'est de cette façon que la question est réglée. Nous souhaitons que leur revenu durant cette période soit toujours largement supérieur à toute allocation. Vous comprenez ce que je veux dire: il faudrait que ce soit un travail plutôt mauvais pour rapporter moins qu'une allocation et c'est pourquoi nous voudrions que les gens obtiennent un emploi régulier à plein temps qui leur serait en fin de compte beaucoup plus profitable. Dès qu'ils arrêtent de travailler, ils peuvent faire une nouvelle demande d'allocations, à partir du moment où ils retrouvent leur ancienne condition.

Monsieur le président, comme le Comité le sait probablement très bien, la seule possibilité ouverte aux anciens combattants est l'emploi intermittent auquel peut se livrer le bénéficiaire d'allocations et/ou son épouse. A l'heure actuelle, le taux est fixé à \$800 par année pour un célibataire et à \$1,200 pour un ancien combattant marié. C'est une disposition particulièrement généreuse qui n'entraîne pas la suppression de la subvention, à condition que le bénéficiaire n'ait pas de revenus supérieurs aux deux montants indiqués ci-dessus.

Néanmoins, une personne occupant un emploi régulier à plein temps n'a pas le droit de bénéficier des allocations. Autrement dit, si un homme ou son épouse ou les deux travaillent à plein temps de façon régulière, et, s'ils font une demande d'allocations, ils n'y auront pas droit. C'est vraiment l'envers de la médaille. Est-ce que cette réponse vous satisfait, monsieur?

M. MacLean: Je regrette de ne pas me rappeler les détails. J'aurais dû apporter avec moi les lettres, mais je me souviens d'un cas d'un homme qui a été employé pendant un certain temps et qui se vit retirer l'équivalent de ses revenus totaux pendant cette période car il avait dépassé le plafond.

M. Roaf: Monsieur le président, je . . .

M. MacLean: Je pense que je devrais peut-être vous transmettre tout cela par écrit.

M. Roaf: Monsieur le président, nous serions heureux d'étudier ce cas, car il y a un bon nombre de divergences sur ce sujet. Il est possible, par exemple, que bien que sachant qu'il avait le droit de prendre un travail régulier à plein temps pendant quatre mois, il ait dépassé ces quatre mois.

M. MacLean: C'est exact.

M. Roaf: Il ne perdra pas ses revenus. Il perdra l'allocation pour cette période.

M. MacLean: Son équivalent.

M. Roaf: Oui, monsieur.

M. MacLean: Est-il vrai que s'il avait travaillé un jour de moins que quatre mois, il n'aurait pas été pénalisé.

M. Roaf: Dès la fin de son travail, son allocation peut lui être accordée rétroactivement au jour où il a commencé à travailler. Dans le cas où il ne dépasse pas quatre mois.

[Text]

Mr. MacLean: If he exceeds the four months by one day, he loses it all. This is the point I am trying to make.

Mr. Roaf: Yes.

Mr. MacLean: In a situation of that sort, surely it would be enough for him to forfeit the excess, rather than the whole thing. This happened to be a case where his employer offered him a job and it happened to be for four months plus a week. He took the job in good faith, thinking that well, he would have the four months and if he had not admitted that he had been employed for that last week and had not even taken pay for it, he would have been in \$1,200, as I recall it.

Mr. Roof: Mr. Chairman, I must say that that is just the situation in many cases, but both the Board, and I am sure Mr. Rider's men—as he says they are top notch men, and they know their business—try always to impress upon veterans who are seeking employment or thinking about it, at least, counsel them as to what are their rights and their limitations regarding employment.

It is the same unfortunate situation that arises when a man is two or three days short of a period of qualification. The act says this and this is it. If you keep stretching and stretching it, well, where is your cut-off going to be? It is very difficult, I assure you, Mr. Chairman. I mean, your heart tells you one thing and your head and the legislation tells you another. I think that possibly there are a few veterans and or their spouses who quite innocently exceed their limitations, but you have got to set it up.

• 1035

We try and impress this on them. I am sure the district offices try to reach all recipients and encourage them to get employment while they can. They try to counsel them on what is available to them and what they should watch out for. I know that because of my experience in a district for many many years. It is a question of getting the information to them and trying to see if it sinks in. I do not know how else to put it, but people are people and they do forget.

The Chairman: Gentlemen, we started at 9:00 a.m. today and it is now 10:30. We will continue this on Tuesday morning at 9:30, when we will have the officials back.

This meeting is adjourned.

[Interpretation]

M. MacLean: Mais, s'il dépasse cette période de quatre mois d'un jour, il perd tout. C'est ce que je voulais dire.

M. Roaf: Oui.

M. MacLean: Dans une telle situation, il est certain qu'il lui suffirait de renoncer à l'excédent plutôt qu'à l'ensemble. Cela s'est produit parce que son employeur lui a offert un travail de quatre mois plus une semaine. Il a accepté ce travail de bonne foi pensant qu'il aurait les quatre mois et s'il n'avait pas admis qu'il avait travaillé pour cette dernière semaine, et même s'il n'avait pas reçu de salaire pour cette semaine, il n'aurait pas dépassé les \$1,200, si je me souviens bien.

M. Roaf: Monsieur le président, je dois dire que c'est exactement ce qui se passe dans de nombreux cas, mais tant le conseil, que les hommes de M. Rider—comme il le dit lui-même ce sont des gens à la hauteur qui connaissent parfaitement leur travail—essaient toujours d'aider les anciens combattants qui cherchent du travail ou au moins de les conseiller sur leurs droits et les restrictions qui s'appliquent aux conditions de travail.

C'est exactement la même malheureuse situation qui se produit lorsqu'il manque deux ou trois jours de qualifications à un homme. La loi stipule telle chose et il n'en va pas autrement. Si on continue à l'élargir de plus en plus, où va-t-on s'arrêter? Je vous assure, monsieur le président, que c'est très difficile. En effet, votre cœur vous dit une chose et votre tête et la Loi vous disent une autre chose. Je pense qu'il est possible qu'il y ait quelques anciens com-

battants etou leurs épouses qui tout à fait innocemment dépassent les limites, mais il faut les diriger.

Nous essayons de les en convaincre. Les bureaux régionaux, j'en suis sûr, essaient de rejoindre tous les bénéficiaires et les encouragent à trouver de l'emploi quand ils le peuvent. Ils essaient de les conseiller en ce qui est disponible pour eux et ce qu'ils doivent surveiller. Je sais cela en raison de mon expérience de nombreuses années dans les bureaux régionaux. C'est une question de leur fournir les renseignements et de voir à ce qu'ils les aient bien compris. Les gens sont portés à oublier.

Le président: Messieurs, nous avons commencé à 9h00 ce matin et il est maintenant 10h30. Nous continuerons cette séance mardi matin à 9h30 alors que les fonctionnaires seront de nouveau avec nous.

La séance est levée.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 12

Tuesday, April 27, 1971

Chairman: Mr. J. Cullen

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Veterans Affairs

RESPECTING:

Estimates 1971-72, Department of
Veterans Affairs

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 12

Le mardi 27 avril 1971

Président: M. J. Cullen

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:

Budget des dépenses 1971-1972, ministère des
Affaires des anciens combattants

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

CHAMBRE DES COMMUNES
STANDING COMMITTEE ON
VETERANS AFFAIRS

Chairman: Mr. Jack Cullen

Vice-Chairman: Mr. J. Chester MacRae

Messrs.

Badanai Guay (St. Boniface)
Bigg Knowles (Norfolk-
Caccia Haldimand)
Corriveau Knowles (Winnipeg
Foster North Centre)

(Quorum 11)

HOUSE OF COMMONS
COMITÉ PERMANENT DES
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: M. Jack Cullen

Vice-président: M. J. Chester MacRae

Messieurs

Loiselle Tétrault
MacLean Thomas (Maisonneuve)
Marshall Thomas (Moncton)
O'Connell Turner (London East)
Peters Weatherhead—(20).

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Mr. Weatherhead replaced Mr. Comtois on April 27,
1971.

M. Weatherhead remplace M. Comtois le 27 avril
1971.

TEMOINS:
(Voir les blocs-averges)

WITNESSES:
(See Minutes of Proceedings)

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, April 27, 1971

(13)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:45 a.m. this day. The Chairman, Mr. Cullen, presided.

Members present: Messrs. Badanai, Bigg, Cullen, Guay (Saint-Boniface), Knowles (Norfolk-Haldimand), Knowles (Winnipeg North Centre), MacLean, MacRae, Turner (London East), Weatherhead (10).

Witnesses: From the Department of Veterans Affairs: Dr. J. S. Hodgson, Deputy Minister; Mr. R. W. Pawley, Director General, Veterans' Land Administration; Mr. E. J. Rider, Director General, Welfare Services; Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate. From the War Veterans Allowance Board: Mr. D. M. Thompson, Chairman.

Under Item 1, the Committee resumed its consideration of the Estimates 1971-72, relating to the Department of Veterans Affairs.

Members questioned the officials on various aspects of departmental operations.

At 10:50 a.m., with the questioning continuing, the Committee adjourned until Thursday, April 29, 1971, at 9:30 a.m.

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 27 avril 1971

(13)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin à 9h45. Le président, M. Cullen, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Badanai, Bigg, Cullen, Guay (Saint-Boniface), Knowles (Norfolk-Haldimand), Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), MacLean, MacRae, Turner (London-Est), Weatherhead (10).

Témoins: Du ministère des Affaires des anciens combattants: MM. J. S. Hodgson, sous-ministre; R. W. Pawley, directeur général, Office de l'établissement agricole des anciens combattants; E. J. Rider, directeur général, services du bien-être; D. K. Ward, avocat en chef des pensions. De la Commission des allocations aux anciens combattants: M. D. M. Thompson, président.

Le Comité reprend l'étude du crédit 1 des prévisions budgétaires 1971-1972 du ministère des Affaires des anciens combattants.

Les hauts fonctionnaires répondent aux questions des députés portant sur divers aspects des activités de leur ministère.

A 10h50 du matin, au cours de la période de questions, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 29 avril 1971, à 9h30 du matin.

Le greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, April 27, 1971

• 0946

[Text]

The Chairman: Gentleman, we are on the estimates at page 29-2 Vote 1. Mr. MacLean has indicated that he wishes to speak to this.

Mr. MacLean: Mr. Chairman when the Committee adjourned the other day I had been asking some questions and I had just one question remaining. Before I ask it, a discussion had taken place regarding the Veterans' Land Act with the aspect of housing and I agree that there has been such a lapse in time since the war and so on, that the Veterans' Land Act has pretty well completed its role, I think. Are there any situations where veterans can take advantage of co-operative housing arrangements under the Central Mortgage and Housing legislation and are they encouraged to do this sort of thing where that is feasible? Has any thought been given to this or study, or requests, come to the department in this connection?

The Chairman: Mr. Pawley, maybe you could come up to the microphone.

Mr. R. W. Pawley (Director General, Veterans' Land Act, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, as I understand it, you are inquiring sir, whether any encouragement is given to veterans to tie in with co-operative schemes and schemes under the National Housing Act, and I presume, under the provincial government.

Mr. MacLean: Yes.

Mr. Pawley: Whether or not we give encouragement I am not too sure, because this is usually a decision which a veteran makes on his own. Certainly we tie in with the assistance provided by the Government of Prince Edward Island for veterans with low incomes. This is a scheme that was put into effect some year and a half ago. Also we tie in with the same kind of program in British Columbia where there are second mortgages given for housing. Any provincial scheme of this nature that a veteran can take advantage of to his benefit, I think we would certainly counsel him and encourage him to do this. Your first remark, I must admit, puzzled me a little bit in indicating that the role of VLA was just about finished.

Mr. MacLean: I meant new applications, sir.

Mr. Pawley: Yes. Of course they have until March 31, 1974, to make new applications..

Mr. MacLean: Yes.

The Chairman: If I may, as Chairman, ask just one question, Mr. Pawley, during the time that I was practising law, and I have raised this question with VLA, it seemed to me that there was very little confidence placed in a lawyer engaged in ordinary practice where he was representing, in effect, VLA. All of the work that he did, it seemed to me, would have to be double-checked by someone in the department.

• 0950

I suppose one of the major complaints I had was the delay in completing real estate transactions. In dealing with CMHC and other government departments they seem to place a reliance on a solicitor because he, first of all, is bonded against any negligence: he is in the practice and

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 27 avril 1971

[Interpretation]

Le président: Messieurs, nous étudions présentement le budget des dépenses à la page 29-3, crédit 1^{er}. M. MacLean desire prendre la parole.

M. MacLean: Monsieur le président, lorsque nous avons ajourné l'autre jour, j'avais posé quelques questions, mais il m'en reste encore une. Mais avant de la poser, je reviens à la discussion concernant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants dont le rôle est presque terminé, je crois. Les anciens combattants peuvent-ils, dans certains cas, tirer avantage des dispositions de logement coopératif en vertu de la loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement. Sont-ils encouragés à la faire lorsque c'est possible? Est-ce qu'on a songé à cette possibilité, l'a-t-on étudiée, le ministère a-t-il reçu des demandes sous ce rapport?

Le président: Monsieur Pawley, voulez-vous vous approcher du microphone.

M. R. W. Pawley (Directeur général, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, ministère des Affaires des anciens combattants): Monsieur le président, si je comprends bien, monsieur demande si on a encouragé les anciens combattants à profiter des projets de coopération et autres au titre de Loi nationale sur le logement, et je suppose du gouvernement provincial.

M. MacLean: C'est bien cela.

M. Pawley: Je ne suis pas certain si nous les encourageons ou non, parce que c'est une décision que l'ancien combattant prend normalement de son propre chef. Nous participons certainement à l'aide fournie par le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard pour les anciens combattants à faible revenu. C'est un projet qui a vu le jour il y a environ un an et demi. Nous participons également à un programme du même genre en Colombie-Britannique où l'on donne une seconde hypothèque sur l'habitation. Nous orientons et nous encourageons l'ancien combattant à profiter de tout projet provincial de ce genre. Mais votre première remarque m'embarrasse un peu, vous avez dit que le rôle de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants était presque terminé.

M. MacLean: Je parlais des nouvelles demandes au titre de cette loi.

M. Pawley: Évidemment, les anciens combattants ont jusqu'au 31 mars 1974 pour faire de nouvelles demandes.

M. MacLean: C'est exact.

Le président: Puis-je poser une question à titre de président, monsieur Pawley. Durant la période où j'ai pratiqué le droit, et j'ai déjà soulevé la question avec les responsables de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, il me semble qu'on avait plus confiance à un avocat qui pratiquait normalement, lorsqu'il représentait la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Tout le travail qu'il faisait, il me semble, devait être contre-vérifié par un fonctionnaire du ministère.

Parmi les plaintes sérieuses que j'ai reçues, il y a les retards à terminer les transactions immobilières. Dans les rapports avec la Société centrale d'hypothèques et de logement et les autres ministères gouvernementaux, ils semblent placer leur confiance dans le solliciteur parce qu'il

[Texte]

has the confidence of the general public; but it seemed to me that the department was somewhat loath to place confidence in lawyers until the matter was checked back at the office.

So, I had many complaints from people that I represented about delays in completing real estate transactions. Is this still the case or are they being expedited now?

Mr. Pawley: Mr. Chairman, you have asked me a question that I have really no right to answer because I would be answering on behalf of another department of government, the Department of Justice, which has complete control over all legal matters in government, including ours. Cases involving the directors of the Veterans' Land Act have been the subject of considerable discussion between myself and representatives of the Department of Justice. I want to make my position perfectly clear in this connection but, in so doing, I might tend to cast some reflection on the Department of Justice. I am quite prepared to depend completely on the legal agent appointed to certify title on behalf of the director, providing that this legal agent understands that he must accept any ultimate responsibility for improper titles.

The Department of Justice is striving to the utmost to make the legal procedure, as far as we are concerned, a little less cumbersome all the time. It takes a long time, unfortunately, in some cases. Others, where no title problems appear, go through quickly.

One of the reasons that we face so many title problems in eastern Canada is that many of our properties are located in rural areas where title descriptions are not good and are, in many cases, not acceptable. This requires a survey and surveyors even now are difficult to obtain. In the Atlantic provinces, for example, it takes a long time; in Ontario, it is not quite so bad; in northern Ontario it takes quite a long time.

I would say that the lack of surveys and the problems associated with surveys is the reason for most of the delays in our transactions. I have not yet seen a case where it could be specifically proven that the certification of title was held up because of a legal agent's procrastination or that of any of our officials.

Mind you, we can only wait our turn in some of these offices. In some of the legal agents' offices, including our own—that of the solicitors of the Department of Justice who work on our behalf—they have a large volume of work and we have to take our turn in this connection.

On the other hand, I cannot completely defend it. We have had problems, and all I can say is that we are trying our best to deal with these problems as expeditiously as we can.

The Chairman: I know, as a lawyer, and as I indicated earlier, that lawyers are bonded against negligence. We recognize, whether we certify for the government or for the client that comes in, that we would be responsible for any errors and would have to either correct the error or make up the default through payment of some damages.

If that is your problem, namely surveyors, I had a fair amount to do in the rural areas of southwestern Ontario, as a county solicitor, with titles that were just beyond belief with lines going through trees in some sections. Has your Department given any consideration to having a task force of surveyors on standby? I know that this is the kind of thing a surveyor gets on the job. It does not usually take

[Interprétation]

est, avant tout, assuré contre toute négligence: et il est dans la pratique et il a la confiance du public en général; mais il me semble que le ministère n'a pas placé sa confiance dans les avocats que lorsque la question avait été vérifiée au bureau.

En conséquence, j'ai reçu de nombreuses plaintes des gens que je représentais concernant ces délais à terminer des transactions immobilières. Est-ce toujours le cas ou les transactions se font-elles plus rapidement maintenant?

M. Pawley: Monsieur le président vous me posez une question à laquelle je n'ai pas le droit de répondre, car je le ferais au nom d'un autre ministère du gouvernement, le ministère de la Justice, qui a le plein contrôle sur toute question juridique au gouvernement, y compris la nôtre. Les cas intéressant les directeurs de la loi sur les terres de ces anciens combattants ont fait le sujet de discussions nombreuses entre moi-même et le représentant du ministère de la Justice. Je veux qu'on le comprenne parfaitement, mais, en se faisant, je pourrais critiquer le ministère de la Justice. Je suis prêt à me fier complètement à l'agent juridique nommé pour légaliser les titres au nom des électeurs, en autant que cet agent comprenne qu'il doit accepter toutes les responsabilités finales pour le titre incorrect.

Le ministère de la Justice s'efforce de rendre la procédure juridique, en autant que nous sommes concernés, un peu moins lourde. Cela prend du temps, malheureusement dans certains cas. Dans d'autres, où il n'est pas question de titre, les choses semblent aller plus rapidement.

Une des raisons pour lesquelles nous avons tant de problèmes sur les questions de titre dans l'Est du Canada c'est qu'un grand nombre de nos propriétés sont situées dans les secteurs ruraux où les descriptions des titres ne sont pas bien faites et, dans bien des cas, ne sont pas acceptables. Il faut donc qu'il y ait arpентage et il est difficile actuellement d'obtenir des arpenteurs. Dans les provinces de l'Atlantique, par exemple, cela prend beaucoup de temps. En Ontario, ce n'est pas si mal; dans le Nord de l'Ontario cela prend beaucoup de temps.

Je pourrais dire que l'absence d'arpentage et les problèmes reliés à cet arpementage constituent la raison de la plupart de ces retards dans nos transactions. On n'a pas prouvé de façon certaine de cas où la réalisation du titre a été retardée par l'inaction de l'agent juridique ou de fonctionnaires.

De toute façon, nous devons attendre notre tour dans certains de ces bureaux. Dans certains bureaux d'agent juridique, y compris celui de notre solliciteur du ministère de la Justice, il y a un énorme volume de travail, et il nous faut attendre notre tour.

D'un autre côté, je ne peux pas complètement le justifier. Nous avons eu des problèmes, et tout ce que je vous disais c'est que nous essayons de notre mieux de régler ces problèmes aussi rapidement que possible.

Le président: Je sais, en tant qu'avocat, comme je l'ai déjà mentionné, que les avocats sont assurés contre toute négligence. Nous savons que nous légalisons les titres pour le gouvernement ou pour le client, que nous sommes responsables des erreurs, et qu'il nous faudrait faire corriger l'erreur ou payer les dommages.

Si c'est votre problème, celui de trouver des arpenteurs, j'ai eu à m'occuper dans le milieu rural du sud-ouest de l'Ontario, comme solliciteur de comté, de titres qui étaient incroyables, qui passaient même à travers des arbres dans certains secteurs. Votre ministère a-t-il étudié la possibilité d'un groupe d'arpenteurs de réserve? Je sais que cela se fait chez les arpenteurs. Habituellement, le travail ne lui

[Text]

him very long. It is a question of getting him on the job and getting him in the field and doing the measurements. Do you have that kind of service for the veteran to expedite ...

• 0955

Mr. Pawley: No, we do not, Mr. Chairman. There are probably two reasons for that. Firstly, the survey must be completed by a qualified land surveyor for the province in which he operates. As a rule the surveyors work as independent people. No doubt, we might be able to employ qualified surveyors but this seems to be putting an extra onus on the government or on the Director if something goes wrong. The government then would be held responsible for errors that a surveyor may make.

In my opinion, I think an independent surveyor has more onus on him. Because he knows he must accept the ultimate responsibility, there is more onus on him in these circumstances to do a good job than I think otherwise may be the case.

The Chairman: If I might make one representation. Rather than taking them into the Department, this is a procedure that is adopted by corporations on quite a regular basis, I know certainly, with lawyers. I assume this may be true of surveyors, that a retainer is paid which gives you the right of priority and everything else must be dropped. You pay him a retainer when you have a job to do, he would be retained by you. He would have the same responsibility as a surveyor to any client. He would not be in the employ of the Department other than on a retainer basis, but he would have the priority if that is where the bottleneck is.

From what you have told me it seems, in fact, that that is where we have the delay; you have to wait your turn for a surveyor and you have to wait your turn in the Department of Justice to get a title that has already been certified and checked by a counsel and checked again by another lawyer. I gather from what I heard Mr. Hodgson say that this is an area where you have some concern and where you are doing some work.

Mr. Pawley: This is right, sir. As far as the cost of surveyors is concerned, under the terms of the agreement for sale with a vendor who is selling a property to the Director on behalf of the veteran, the vendor pays the survey. Therefore, in these circumstances the Director's relationship is that of a stranger.

I am not too sure I would really like to accept the personal responsibility for surveys. It is a very hazardous situation to be in when you think of it right across the country. From the point of view of the government and our organization, I am inclined to think the responsibility for this function should really lie with others, other than the Director or the veteran.

To go back to your other remark, however, because this Committee has concerned itself with this subject, I think it probably helps me in my transaction with the officers of the Department of Justice to try to improve our present system. Without criticizing my fellow members in the Department of Justice—I do not want anybody to think I am overly or unduly critical of them.

As far as the surveyor is concerned, I think it probably helps me in my transaction with the officers of the Department of Justice to try to improve our present system. Without criticizing my fellow members in the Department of Justice—I do not want anybody to think I am overly or unduly critical of them.

[Interpretation]

prend pas tellement de temps. Il s'agit plutôt d'essayer d'obtenir ses services et de lui faire prendre les mesures. Est-ce que vous avez ce genre de service pour les anciens combattants afin de hâter ...

M. Pawley: Nous ne l'avons pas, monsieur le président, pour deux raisons. Tout d'abord, l'arpentage doit être fait par un arpenteur qualifié de la province où se fait le travail. En général, les arpenteurs sont des travailleurs indépendants. Il n'y a pas de doute que nous pourrions employer des arpenteurs qualifiés, mais on placerait ainsi une responsabilité additionnelle sur le gouvernement ou le directeur, au cas où les choses iraient mal. Le gouvernement serait alors responsable des erreurs que pourrait faire un arpenteur.

Un arpenteur indépendant aurait cette responsabilité. Sachant qu'il doit accepter la responsabilité définitive, il se sent plus responsable dans son travail.

Le président: Puis-je faire une remarque. Plutôt que de les permettre dans les ministères, il y a une méthode adoptée par les corporations d'une façon régulière, je sais du moins pour les avocats. Peut-être cela pourrait-il se faire avec les arpenteurs: c'est qu'un arpenteur en réserve est payé, ce qui lui donne un droit de priorité et tout le reste doit tomber. Vous payez votre arpenteur en réserve lorsque vous avez un travail à faire. Il sera retenu par vous. Il aurait les mêmes responsabilités qu'un arpenteur aurait vis-à-vis un client. Il ne serait pas à l'emploi du ministère autrement que sur une base de réserve, mais il aurait la priorité s'il y a embouteillage de ce côté-là.

D'après ce que vous m'avez dit, il me semble que c'est là où se produit le retard. Il vous faut attendre votre tour pour obtenir les services d'un arpenteur, il faut obtenir votre tour au ministère de la Justice pour obtenir un type qui a déjà été légalisé et vérifié par un conseiller juridique et vérifié de nouveau par un autre avocat. D'après M. Hodgson, c'est dans ce secteur que vous avez des ennuis et où vous travaillez.

M. Pawley: C'est cela, monsieur. Pour ce qui est du coût des arpenteurs, en vertu de l'accord de vente avec un vendeur qui vend une propriété au directeur au nom d'un ancien combattant, le vendeur paie l'arpentage. En conséquence, les rapports avec le directeur sont les mêmes qu'avec un étranger.

Je ne suis pas certain que j'aimerais vraiment accepter une responsabilité personnelle pour des arpenteages. C'est une situation dangereuse si vous songez qu'elle s'appliquerait à l'étendue du pays. Du point de vue du gouvernement et de notre organisation, je suis tenté de croire que la responsabilité de ce rôle doit appartenir à d'autres que le directeur des anciens combattants.

Pour revenir à votre autre remarque, toutefois, étant donné que le Comité s'est intéressé à ce sujet, mon travail de transactions avec les agents du ministère de la Justice pour tenter d'améliorer le système actuel s'en trouvera facilité. Sans vouloir critiquer mes collègues du ministère de la Justice, et je ne voudrais pas laisser croire à quiconque que je les critique excessivement ou injustement. Ils ont un travail à faire et ils le font bien. En Ontario récemment, nous avons adopté la méthode, de façon restreinte du moins, de poster la commande à l'agent juridique pour légaliser un titre. L'agent juridique fait son travail et je suppose que c'est maintenant accepté sans trop de problème, sauf probablement après un examen rapide pour s'assurer que nous avons bien la propriété qui est décrite.

[Texte]

The Chairman: I have said that you could eliminate that one step to the Department of Justice. I know how busy they are and maybe if we could take that load off their shoulders we could be doing them a favour. I think this Committee should make that kind of suggestion to the Department of Justice. Mr. Bill Knowles.

Mr. MacLean: I had a couple of supplementary questions to clarify the answer to the previous question. I was under the impression that although settlements under the Veterans' Land Act will be going on until 1974, that the deadline has passed for a veteran to initiate an application.

Mr. Pawley: Mr. Chairman, this is correct. Unfortunately there is the improper impression; a veteran may be established under the act until March 31, 1974, providing he has established his eligibility.

Mr. MacLean: Yes, that is it.

Mr. Pawley: He must have established his eligibility and received a certificate of qualification by October 31, 1968.

Mr. MacLean: That is right, which is passed.

Mr. Pawley: Granted, no more veterans can obtain a certificate of qualification as a consequence of the act. However, we have got 155,000 customers who can take advantage of the act if they so desire.

Mr. MacLean: I had a question for Mr. Hodgson, but I was sidetracked on this other matter. In the Minister's statement on page 2, he said:

Thirdly, there will be a marginal decline in the level of war veteran's allowance expenditures from last year's level. This is related to the reducing number of World War I recipients.

I presume the department does a continuing study as to what kind of curve there is in the future as to the numbers of veterans who will still be alive: their life expectancy, in other words. What kind of graph does this produce?

Mr. J. S. Hodgson (Deputy Minister, Department of Veterans Affairs): Yes, Mr. Chairman, estimates are made as to the likely pattern. Of course one has to make assumptions with regard to income as well as age. Assuming that there are no tricks in the graph produced because of income we are at a stage now where the number of World War I recipients would fall off quite sharply; after all, their average age now is well into the seventies. This will be followed, no doubt, by a period in which the World War II recipients would begin to rise because their age now is in the lower fifties and eligibility would develop at the age of 60. There could very easily be a considerable upward movement at that time. Then on the assumption that there are no new veterans we would go into a continuing downward curve.

Mr. MacLean: Specifically my question was will there be a gap between the decrease in the number of World War I veterans and the increase of World War II veterans, or will the opposite trends tend to cancel out and leave a more or less straight line over the next 10 years?

[Interprétation]

Le président: J'ai mentionné que vous pourriez éliminer ces démarches au ministère de la Justice. Je sais qu'ils sont très occupés et, si nous pouvions leur enlever ce fardeau, nous leur ferions une faveur. Nous pourrions peut-être en tant que Comité faire ce genre de suggestion au ministère de la Justice. Monsieur Bill Knowles.

M. MacLean: J'avais quelques questions supplémentaires pour éclaircir la réponse à la question précédente. J'avais l'impression que même si les établissements en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants se poursuivait jusqu'en 1974, que la date limite était passée et que l'ancien combattant ne pouvait plus présenter de demande.

M. Pawley: Monsieur le président, c'est juste. Malheureusement, il y a une fausse impression; un ancien combattant peut s'établir en vertu de cette loi jusqu'au 31 mars 1974, s'il a déjà établi son admissibilité.

M. MacLean: C'est juste.

M. Pawley: Il doit avoir d'abord établi son admissibilité et reçu un certificat de compétence au 31 octobre 1968.

M. MacLean: C'est juste, la date est passée.

M. Pawley: D'accord, aucun ancien combattant ne peut obtenir de certificat de compétence à la suite de cette loi. Toutefois, nous avons 155,000 clients qui peuvent se prévaloir de cette loi s'ils le désirent.

M. MacLean: J'avais une question à poser à M. Hodgson, mais je pense à une autre question. Dans la déclaration du ministre, à la page 2, il mentionne:

Troisièmement, les dépenses faites au titre des allocations aux anciens combattants connaîtront une légère baisse par rapport à l'année passée en raison de la diminution du nombre des allocataires ayant servi au cours de la Première Guerre mondiale.

Je suppose que le ministère a fait une étude permanente afin de savoir quelle sera la courbe traduisant le nombre d'anciens combattants qui seront toujours vivants: en d'autres mots de leur probabilité de vie. Quel genre de graphique obtiendrons-nous?

M. J. S. Hodgson (sous-ministre, ministère des Affaires des anciens combattants): Oui, monsieur le président, nous faisons des estimations de ces tendances. Évidemment, il nous faut faire des suppositions concernant les revenus de même que l'âge. Supposons qu'il ne se produit rien d'inattendu dans le graphique du point de vue revenu, parce que nous sommes à une étape maintenant où le nombre d'allocataires de la Première Guerre mondiale baisse considérablement, après tout, leur moyenne d'âge actuelle est dans les 70 ans. Nous obtiendrons par ailleurs, une période dans laquelle les allocataires de la Seconde Guerre mondiale accuseront une hausse à cause de leur âge qui est maintenant dans la cinquantaine et leur admissibilité vers l'âge de 60 ans. Il pourrait y avoir un mouvement ascendant considérable à ce moment-là. Mais si l'on prévoit qu'il n'y a pas de nouveaux anciens combattants, cette courbe devrait quand même continuer à baisser.

M. MacLean: Ma question était celle-ci, y aura-t-il un écart entre la diminution du nombre d'anciens combattants de la Première Guerre mondiale et l'augmentation d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale, ou alors les tendances opposées s'annuleront-elles pour laisser une ligne plus ou moins égale au cours des 10 prochaines années?

[Text]

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, the number of veterans of age 60 and over is on the whole rising at the moment, but we are having difficulty because of the other factor that I mentioned, the proportion of World War II veterans who might be likely to go on to WVA is tending to be lower than had been expected, no doubt because of the greater career success as civilians of the World War II veteran. So, it is a little difficult to be very categorical.

• 1005

Mr. MacLean: Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Bill Knowles.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Mr. Chairman, a year ago we spent considerable time discussing the regulation that prevents veterans from getting benefit under the Veterans' Land Act, and from acquiring lots on which to build in subdivisions being laid out now because of the size of the lot. Has there been any change at all in that that would permit a veteran to obtain this type of property?

Mr. Pawley: No, there has not been any change, Mr. Chairman.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Would it be possible to review that situation now in the light of the fact that you do know now?

Perhaps it is not fair to say that you do know. You will not know how many of the 155,000 you mentioned will be making applications of this type. But, at least you know it will not be beyond a certain figure.

Would it be possible to review this now and perhaps make a change in the requirements?

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, perhaps I might comment on that. This, of course, would raise a question of policy and questions of this kind have previously been addressed to the department and to the Minister.

We rather feel that since the door for the establishment of eligibility has been shut as from Halloween, 1968, to change the rules in the ninth inning of the game might be unfair to those who have not come in through that door. In other words, if any significant change were made in the terms and conditions under the Veterans' Land Act, it would be necessary to give serious consideration to putting forward an amendment to reopen eligibility under the Veterans' Land Act.

It will be appreciated that that would be a major step and a change in basic intention.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Yes, this has occurred to me too. It is not fair to change the rules in the middle of the game. I appreciate that, except that the conditions have so drastically altered from the time when these grants were first made available that now we are faced with the subdivision by-laws about these lot sizes and so on, over which the department and the veteran himself has no control.

I do not know whether this is sufficient justification to change the rules, but I do appreciate that this is a factor. We get many communications asking why a veteran, if

[Interpretation]

M. Hodgson: Monsieur le président, le nombre d'anciens combattants de 60 ans et plus augmente actuellement, mais nous avons certaines difficultés à cause de l'autre facteur que j'ai mentionné, la proportion des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale qui recevront probablement des allocations des anciens combattants et qui a tendance à baisser plus que nous ne l'avions prévu, sans doute à cause du succès plus grand qu'ils ont connu

dans leur carrière comme civils. C'est difficile d'être catégorique.

M. MacLean: Je vous remercie.

Le vice-président: Monsieur Bill Knowles.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur le président, il y a un an, nous avons débattu fort longtemps les règlements qui empêchaient les anciens combattants de recevoir les allocations qui leur revenaient en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. De plus, ils n'avaient pas le droit d'acquérir des terrains sur lesquels ils auraient pu bâtir des subdivisions tracées maintenant en raison de la dimension du terrain. Y a-t-il eu des changements permettant aux anciens combattants d'acquérir ce genre de propriété?

M. Pawley: Non, il ne s'est produit aucun changement, monsieur le président.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): A la lumière des connaissances que vous avez maintenant, pourriez-vous étudier à nouveau cette situation?

Il se peut que j'exagère quand j'affirme que vous connaissez à fond cette situation. Naturellement, vous ne pouvez pas prévoir qui, parmi ces 155,000 anciens combattants, fera une demande de ce genre. Mais, vous savez que ces demandes ne dépasseront pas un tel pourcentage.

Pourriez-vous faire une révision judicieuse de ce phénomène et modifier ces exigences?

M. Hodgson: Monsieur le président, j'ai un mot à dire à ce sujet. Ces changements relèvent de la politique interne et des questions de cet ordre ont été posées au ministère ainsi qu'à son ministre.

Étant donné que la porte ouvrant l'admissibilité des anciens combattants s'est refermée à partir de l'Halloween 1968, nous estimons que changer les règlements au beau milieu du jeu serait faire preuve d'injustice pour ceux qui ne sont même pas parvenus à passer par cette porte. En d'autres termes, si la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants subit d'importantes modifications quant à ses conditions d'admissibilité, il faudrait songer sérieusement à présenter un amendement visant à faire accéder les anciens combattants à l'admissibilité aux termes de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Chacun reconnaîtra qu'il s'agit d'une mesure importante et d'un changement du point de vue des objectifs fondamentaux de la loi.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Oui, j'ai songé à cela, moi aussi. Il est injuste de changer les règlements au beau milieu du jeu. J'en ai pleinement conscience mais il reste que les conditions ont tellement été modifiées depuis que les subventions ont été accordées que nous devons maintenant faire face aux règlements de subdivision touchant la dimension des terrains et ainsi de suite et sur lesquels le ministère et l'ancien combattant lui-même n'a aucun contrôle.

Ces raisons sont-elles suffisantes pour changer les règlements? Je l'ignore. J'admet tout de même que ce soit là

[Texte]

there is a building lot in the town that he has his eye on and that could be purchased, cannot apply his benefits toward the purchase of that lot.

Mr. Hodgson: It will be appreciated, of course, Mr. Chairman, that the original intention of VLA was not that it would be a housing pattern for veterans and a counterpart of the National Housing Act at all, but rather that it would be concerned with either full-time or part-time agricultural settlement.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Yes, I appreciate that. That is all I want to ask at the moment. Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. MacRae.

Mr. MacRae: I would like first to ask Mr. Hodgson—it may seem a rather strange question, but we have a number of Canadians actively serving in Viet Nam now in the American forces, more than, I think, most Canadians realize. There is hardly a community in Canada that does not have somebody in Viet Nam.

Just a few nights ago, we were talking to some Cape Breton boys. I was surprised how many from a small group there knew of young men from their community who were in Viet Nam.

I would take it that there would not be anything under our legislation that would ever cover those particular men, say, pensionability, if they are wounded, killed, or anything else. It would all have to be the American government and the American forces that would deal with it. Is that true?

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, it is correct that Viet Nam is not one of the military operations that creates the status of veterans for purposes of the Canadian legislation. We are not concerned at all. We might, of course, coincidentally be concerned with a person who had been a World War II or Korea veteran, and who also served in Viet Nam. Such a person might qualify under the Canadian regulation because of his World War II or Korean service, and might in addition qualify under the American laws in respect of his Viet Nam service. But we have no eligibility because of Viet Nam.

• 1010

Mr. MacRae: Mr. Chairman, my next question might be deferred until we get to Vote 5. We are on Vote 1 now, the umbrella clause. I wanted to discuss veterans welfare officers, the numbers of them that we have in the field and the ratio of those particular people to the number of veterans being serviced. Perhaps if I put the questions to Mr. Hodgson now it would give him a chance to get the statistical evidence for me. I would like to know how many veterans welfare officers we now have in the department across this nation of ours and I presume there will be one or two out of the country. I would like to know the ratio now of veterans welfare officers to the number of veterans actually needing their services. Also, are there any plans at this moment to increase the number of veterans welfare officers? I will explain why I ask that question. It would seem to me, with the new legislation we have spent the last year and a half or more discussing, that there is going to be quite a large increase in the volume of work the department will have because, as my colleague on my left has

[Interprétation]

un facteur important. On reçoit beaucoup de lettres nous demandant pourquoi un ancien combattant ne peut pas se servir de ses allocations pour acheter un terrain disponible en ville?

M. Hodgson: Vous admettrez, monsieur le président, que le but original de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants n'était pas d'établir un profil de logement pour les anciens combattants ni d'être le duplicata de la Loi nationale sur le logement. Bien au contraire, cette loi s'intéressait surtout aux établissements agricoles temporaires ou à plein temps.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Oui, je vois. Je n'ai pas d'autre question. Je vous remercie.

Le vice-président: Monsieur MacRae.

M. MacRae: Ma question peut sembler quelque peu bizarre, mais j'aimerais attirer l'attention de M. Hodgson sur le phénomène suivant. Un grand nombre de Canadiens sont dans les Forces armées américaines au Vietnam et ils sont beaucoup plus nombreux que ne le pensent les Canadiens. Presque toutes les agglomérations du Canada ont quelques combattants au Vietnam.

Il n'y a pas très longtemps, nous discutions avec des garçons du Cap-Breton. J'étais fort surpris de l'ignorance de ces jeunes gens qui ne savaient pas que plusieurs de leurs confrères du Cap-Breton étaient maintenant au Vietnam.

Donc, d'après moi, notre loi ne couvrirait pas ces hommes en ne leur donnant pas de pension ou d'allocation de guerre s'ils sont blessés, voire même s'ils sont tués. Cette responsabilité incomberait au gouvernement américain et ce serait les forces américaines qui la mettraient en vigueur. Ai-je raison?

M. Hodgson: Monsieur le président, il est juste de dire que le Vietnam ne fait pas partie de nos opérations militaires créant le statut d'ancien combattant aux fins de la loi canadienne. Ce n'est pas notre responsabilité. Naturellement, le tableau change si de façon simultanée, une personne ayant servi durant la seconde guerre mondiale et au cours de la guerre de Corée servait aussi au Vietnam. Cette personne sera peut-être admissible en vertu de la loi canadienne à cause précisément de ses services à la seconde guerre mondiale et en Corée et elle pourra aussi profiter des lois américaines par suite de ses services

rendus au Vietnam. Cependant, le Vietnam ne donne aucun droit à l'admissibilité.

M. MacRae: Ma prochaine question, monsieur le président, pourra être remise à plus tard jusqu'à ce que l'on aborde le crédit 5. Nous sommes maintenant au crédit 1, la clause générale. Je veux maintenant parler du nombre d'agents du bien-être des anciens combattants par rapport au nombre d'anciens combattants qui profitent de leurs services. Si je pose la question à M. Hodgson, peut-être sera-t-il en mesure de nous donner des statistiques à ce sujet. Je veux savoir combien d'agents du bien-être des anciens combattants travaillent dans tout le pays y compris les deux qui travaillent à l'extérieur. Donc, la proportion des agents du bien-être des anciens combattants par rapport aux anciens combattants qui ont besoin de leurs services. En outre, je voudrais savoir si l'on a songé à augmenter le nombre de ces agents. Voici pourquoi je vous pose cette question: puisque nous avons passé plus d'un an et demi à étudier cette nouvelle loi, il y aura sans doute beaucoup plus de travail au ministère puisque, comme mon collègue le soulignait si bien, les modifications de la

[Text]

pointed out many times, the changes in the act open up the opportunity for men to come back, come back and come back, and I am finding that my correspondence is now beginning to increase with cases that had used up their final appeals, for example, and are coming back. There are some very, very difficult cases.

I would like to say something at this particular point. The veterans welfare officers are so important in this whole scheme of veterans welfare in dealing with veterans, because they are the men who go out into the field, to the farm and see a man who perhaps never has seen anybody since the last war that he served in, whether it was the first one, the second or the Korean. I have found them extremely good. I feel I have been very fortunate in New Brunswick in respect of my contacts with the Canadian Legion, with the Department of Veterans Affairs, with Donald Ward's people there and all the rest have been extremely good. But what I am concerned about is that we are not going to continue to get that service because men, as Mr. Rider would know, like Gordon Spragg are reaching retirement age and when they go we are not going to have anybody to send out to see these people. What I do and what I presume other members of Parliament do, when I get an inquiry from a veteran is get in touch with the district director of veterans welfare services and he, without fail and at the earliest opportunity, sends his veterans welfare officer to see the particular veteran or the widow or the orphan, whoever it may be. What I am trying to say is that I would like to see those people with a larger staff, because there is going to be a great deal more work now. That is the point I am trying to make, Mr. Chairman, and I hope that the other members of the Committee follow what I am trying to say, because I am very concerned about this.

Mr. E. J. Rider (Director General, Welfare Services, Department of Veterans Affairs): Mr. MacRae, I appreciate very much what you say about our veterans welfare officers. I, too, feel that way about them. I think they do a good job. By the way, there are at the present time about 305 welfare officers. Unfortunately I cannot at this time give you the ratio of welfare officers to population, because I do not have the population figures here.

• 1015

As you know, Mr. MacRae, a given welfare officer may deal with a varying number of veterans. For example, one might live or work in an area quite close to where he lives and to the district office in which case he will carry a heavier load than the welfare officer who, in addition to seeing people, spends quite a lot of his time in travel status. He maybe travels 18,000 or 20,000 miles a year to see veterans over an area which is less densely populated. I hope I will be able to dig out for you figures of the estimated number of veterans according to districts and give you this ratio that way. I cannot do it now because I do not have the information available.

We, too, are concerned about the number of our welfare officers who are getting close to retirement age. We have had these concerns for quite some time now. Over the past 10 years we have found it more and more difficult when a welfare officer retires or leaves for some reason to obtain a suitable veteran of World War II, for example, to take his place. The result has been that we have engaged quite a number of relatively young men coming out of the regular forces. We have tried as much as possible to get welfare officers with some military service of some kind because we have found that when the welfare officer visits the

[Interpretation]

loi ouvrent des débouchés aux anciens combattants désireux de nous revenir et je vois même mon courrier s'empêtrer avec des causes qui avaient même interjeté leur dernier appel. Pourtant ces gens-là nous reviennent. Les causes qui nous sont présentées sont extrêmement difficiles.

Et, j'aurais quelque chose à dire à ce sujet. Les agents du bien-être des anciens combattants jouent un rôle si important parce que ce sont eux qui vont visiter les anciens combattants sur leur terre et partout où ils se trouvent. Parfois, ils visitent même des gens qui n'ont vu personne d'autre depuis la dernière guerre que ce soit la Première Grande Guerre, la Seconde Grande Guerre ou la guerre de Corée. Vraiment, leur travail est fort louable. Quant à moi, j'ai été fort chanceux au Nouveau-Brunswick pour ce qui est de mes contacts avec la Légion canadienne et le ministère des anciens combattants, avec les responsables du Donald Ward et tous ceux qui ont le même intérêt. Tous ces gens ont fait preuve d'une grande bonté. A vrai dire, ce qui m'inquiète beaucoup c'est que nous allons perdre ces gens puisque M. Gordon Spragg et d'autres, comme le sait très bien M. Rider, approchent de la retraite. Dès lors, nous n'aurons plus personne pour assurer ce service auprès des anciens combattants. Lorsque nous recevons une demande d'un ancien combattant, mes collègues ainsi que moi-même nous nous adressons au directeur régional des services de bien-être des anciens combattants qui en retour s'empresse d'envoyer un agent du bien-être des anciens combattants pour venir en aide à cet ancien combattant ou à sa veuve ou encore à son orphelin. J'aimerais donc qu'on élargisse l'effectif parce que le travail se fera de plus en plus énorme. Voilà bien où je veux en venir, monsieur le président, et j'espère que les autres membres du comité saisissent le fond de ma pensée parce que ce sujet me tient à cœur.

M. E. J. Rider (Directeur général, service de bien-être, ministère des Affaires des anciens combattants): Monsieur MacRae, je suis d'accord avec tout ce que vous dites au sujet des éminentes qualités des agents du bien-être des anciens combattants. J'éprouve les mêmes sentiments à leur sujet car ils font un travail remarquable. Soit dit en passant, il y aurait à l'heure actuelle environ 305 agents du bien-être des anciens combattants. Malheureusement, je

ne puis pas vous donner le pourcentage des agents du bien-être par rapport à la population puisque je n'ai pas le recensement ici.

Comme vous le savez, monsieur MacRae, il se peut qu'un agent du bien-être des anciens combattants s'occupe d'un nombre variable d'anciens combattants. Par exemple, il pourrait demeurer dans une zone adjacente à son travail et au bureau régional. Dans ce cas-là, il aura beaucoup plus de travail qu'un agent du bien-être qui, en plus de visiter les anciens combattants, prend beaucoup de son temps à voyager. Il voyagera 18,000 ou 20,000 milles par année pour visiter les anciens combattants sur une superficie moins riche de population. J'espère qu'il me sera possible de trouver des chiffres relatifs au nombre estimatif des anciens combattants par rapport aux districts régionaux et vous donner ainsi un pourcentage. Je ne puis le faire maintenant puisque je n'ai pas les données statistiques sous les yeux.

Nous, aussi, sommes inquiets du nombre de nos agents du bien-être des anciens combattants qui approchent de la retraite. Voilà très longtemps que ce problème nous préoccupe. D'ailleurs, cette situation grave s'accentue depuis 10 ans à chaque fois qu'un agent du bien-être des anciens

[Texte]

veteran, if the welfare officer has had service as the veteran has, there is a sort of built-in rapport to start with. We have not always been able to get this type of person. We have engaged some welfare officers who have had no service and have found they are very good, too, Mr. MacRae. We find if they are trained primarily with an understanding of what veterans have done and are trained on the human aspects of dealing with veterans, that they are not there to adhere to rigid lines, they are there to help, they, too, do a very good job. I think in the future it will be a case of more and more of the younger people who perhaps have not had any service. I do not think this necessarily will mean a worse service but I think it will make the job of the individual that much harder. He will not have the prefabricated rapport which the veteran can use.

You mentioned the recent changes in legislation as affecting the welfare officer's load. This will not have a great effect on the welfare officers. As a matter of fact the total work we do for the Canadian Pension Commission adds up to about 8 per cent of our total work. About half of that is work which the Pension Commission requests us to do. The other half is where the welfare officer in the field is asked to see a veteran or goes to see a veteran and is asked questions about the Pension Act and so on about an application. He will then go back and talk to the senior pension medical examiner and get an application sent out to the veteran. He will counsel him.

Mr. MacRae: What you are saying in effect is that you are not aware that officers are encountering an increased workload because of the changes in the legislation. Is that correct?

Mr. Rider: I do not think there will be any substantial workload because of the changes in the Pension Act, for example. In the three major cities the Pension Commission still have their own field staff. Across the rest of the country they use the VWS, the welfare services field staff. The load of pension work as such has not been particularly heavy.

Mr. MacRae: I have found from veterans who have come in inquiring about one thing or another that cases have increased substantially in the last month or two or three. I use the services in Saint John so fully, so thoroughly as a matter of fact, and they are going to get a lot more work from me down there. Perhaps it is not going to happen elsewhere and I am rather surprised that it is not happening elsewhere, but my caseload, for want of a better expression, has doubled in the last couple of months, so that is what is going to happen.

[Interprétation]

combattants prend sa retraite ou quitte son emploi pour quelque autre raison. En effet, il nous est très difficile de trouver un ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale qui fasse l'affaire et le remplace. Nous avons donc dû embaucher plusieurs jeunes hommes venant des Forces armées régulières. Nous avons essayé autant que possible de recruter des agents du bien-être des anciens combattants qui ont servi dans les Forces armées puisque nous nous sommes vite rendu compte que, si l'agent du bien-être possède la même expérience que celui qui le visite, il s'établit un lien psychique entre les deux personnes, ce qui est fort heureux. Malheureusement, nous n'avons pas toujours été capables de recruter de telles personnes. Il nous a fallu embaucher des agents du bien-être des anciens combattants qui n'ont pas servi à l'étranger mais qui ont quand même fait leurs preuves auprès de nos anciens combattants, monsieur MacRae. S'ils reçoivent une bonne formation et qu'ils comprennent à fond ce qu'ont fait pour le Canada les anciens combattants et s'ils connaissent un peu les sciences humaines et la psychologie de l'ancien combattant en adoptant aucune ligne rigoureuse, ils pourront certainement faire un excellent travail. Donc, l'avenir recrutera surtout des jeunes gens qui n'ont pas fait de service à l'étranger. Du même coup, je ne crois pas que le service en sera diminué qualitativement mais la tâche de notre nouvel agent du bien-être des anciens combattants sera beaucoup plus difficile. Il n'aura pas ce lien psychique du premier abord que l'ancien combattant peut exploiter.

Vous disiez que les nouvelles modifications de la loi influaient sur la charge de travail des agents du bien-être des anciens combattants. A mon avis, je ne le crois pas. En fait, le travail effectué au profit de la Commission canadienne des pensions s'élève à 8 p. 100 de notre travail global. De cette charge de travail, 4 p. 100 est effectué par suite de la demande de la Commission canadienne des pensions. L'autre 4 p. 100 se fait lorsqu'un agent de bien-être des anciens combattants visite un ancien combattant qui lui pose des questions relatives à la Loi sur les pensions et sur la demande qu'il voudrait faire. L'agent du bien-être des anciens combattants s'adressera à un examinateur médical supérieur préposé aux pensions et enverra une demande à l'ancien combattant. Il lui offrira aussi ses conseils.

Mr. MacRae: Bref, vous affirmez que vos agents n'auront pas une tâche de travail supplémentaire en raison des modifications de la loi. Aie-je raison?

Mr. Rider: Non, je ne crois pas qu'il y ait une augmentation sensible de la charge de travail à cause des modifications de la Loi sur les pensions, par exemple. Dans les trois grandes villes, la Commission canadienne des pensions a son personnel sur place. Quand au reste du pays, ils se servent du personnel local des services de bien-être. La charge de travail relative aux pensions n'a pas été particulièrement lourde.

Mr. MacRae: Je me suis rendu compte par suite des questions des anciens combattants que les causes ont subi une hausse sensible au cours des trois derniers mois. Les services de St. John ne dérougissent pas et nous aurons certainement de plus en plus de travail d'ici peu. Il se peut que ce phénomène ne se produise pas ailleurs, ce qui m'étonne, je ne m'en cache pas, mais ma charge de travail a doublé au cours des deux derniers mois et il semblerait que cette tendance va s'affirmer.

[Text]

[not in progress]

• 1020

Mr. Rider: It could be that you are getting the forerunner of what we will get later, sir.

Mr. MacRae: Yes, that is right.

The Chairman: Mr. MacRae, on a point of information. Does this arise out of the legislation? Do you find that your letters are in that area?

[Interpretation]

[not in progress]

M. Rider: Vous devez faire face maintenant à ce qui nous arrivera plus tard, monsieur.

M. MacRae: C'est exact.

Le président: Monsieur MacRae, j'aimerais avoir des précisions. Ce phénomène est-il attribuable à la loi? Les lettres que vous recevez touchent-elles ce domaine?

M. MacRae: Oui, monsieur le président. Laissez-moi vous expliquer brièvement ce qui se passe. En vertu de la loi, un bon nombre d'anciens combattants et leurs familles se rendent compte qu'on leur offre une seconde chance. Permettez-moi de vous donner un cas concret, ce qui facilitera ma tâche. A Fredericton, nous avons un ancien combattant qui était major dans le régiment Carleton-York. Malheureusement, il est décédé il y a trois ou quatre ans alors qu'il recevait une pension de 38 p. 100. Je le connaissais fort bien. Comme chacun sait, sa veuve n'a touché presque rien ainsi que bien d'autres veuves dans son cas. Cependant, il semble que l'attitude de la Commission canadienne des pensions se fera plus sympathique à l'endroit des demandes des anciens combattants. Sachez que je ne critique pas l'ancienne administration de la Commission. Dans ce cas particulier, cette veuve demeurant en Nouvelle-Écosse me demande de réouvrir le dossier de son mari touchant les circonstances de ses blessures et de sa mort pour voir si l'on ne pourrait pas prendre des mesures opportunes. J'ai la ferme intention de travailler très fort à ce dossier car j'ai l'intention de le présenter à la Commission canadienne des pensions. Naturellement, il ne s'agit là que d'un cas parmi tant d'autres.

Je dirai, monsieur le président, que ces cas sont de plus en plus compliqués chaque année. En effet, les plus faciles ont été liquidés au cours des dernières années et il ne nous reste plus que les cas les plus compliqués. Ces gens ne s'adressent qu'aux députés de la Chambre des communes en dernier recours. Ils ont parcouru tous les sentiers possibles et ils s'adressent aux politiciens en désespoir de cause. Je crois que nous pouvons quelque chose pour eux. Quant à moi, je sais que j'ai très bien réussi dans ce domaine et il ne fait aucun doute que nous aurons de plus en plus à étudier ces genres de cause. D'ailleurs, M. Knowles y avait songé quand il précisa que la mort de l'ancien combattant ne donnait qu'une pension à 48 p. 100 à sa veuve ce qui représente rien du tout. Voilà donc les causes qui nous seront présentées le plus souvent, monsieur le président et ce qui nous préoccupe grandement. Ces agents du bien-être des anciens combattants sont certainement le lien entre l'ancien combattant ou la veuve qui font une demande et moi-même. Nous avions un service excellent dans ce domaine et je suis fort inquiet de voir que ces agents quittent leur emploi maintenant.

Tout comme M. Rider, j'ai pleinement conscience qu'un jeune agent du bien-être des anciens combattants bien formé et souvent doté d'un diplôme de baccalauréat ès art ou d'une maîtrise en service social, mais à mon avis ces diplômes ne comptent guère très souvent. En effet, ils ne viennent même pas à la cheville des anciens agents du bien-être des anciens combattants qui s'appuyaient sur leur expérience sachant très bien ce que c'est que d'être sur la ligne de feu et de trembler de tous ses membres sous la tombée des explosifs pour se retrouver sur un petit bateau surmonté d'un pied de glace dans le nord de l'Atlantique. Or, lorsque nous perdons ces hommes, nous privons nos anciens combattants d'un personnel vital et essentiel et je m'inquiète de leur départ. J'ai tellement

Perhaps I might also say, Mr. Chairman, and we all appreciate this here, that it seems to me the cases get more difficult every year. Most of the easy ones have been taken care of in past years, we only get the difficult ones. Very often they only come to us who are members of the House of Commons as a last resort. They have first gone all around the piece and then finally they come to the politician to see if somehow or other he cannot do something for them. I do not know, but I think sometimes we can. Fortunately and gratefully I have been fairly successful in this particular area. I think we are now going to get a great many such cases, and Mr. Knowles thought so before this, where the veteran dies with less than a 48 per cent pension and the widow is left with nothing at all. So, I think this is where we are going to get a lot of cases, and that is why I am concerned, Mr. Chairman. These veterans welfare officers certainly are the link between the veteran or the widow who applies and myself. I have had excellent service on this and it disturbs me to now see so many of them going.

I appreciate what Mr. Rider said, that the young welfare social worker is trained and quite often has a Bachelor's degree or a Master's degree in social work, but as far as I am concerned I do not care how many degrees they have, they are not as good as some of the people we have there now, fellows who know what it was like to lie in a trench and to tremble under shell-fire or to fly with the flak so thick you could walk on it or to be on a little ship with a foot of ice on it in the North Atlantic, and when we lose those men we are losing a very vital part of our service to the veterans and I am disturbed that they are going. I appreciate what Mr. Rider said, they cannot stay forever, but so be it. However, I want to point out that I think our workload is not going to increase and I hope, Mr. Deputy Minister, that you will be able to get enough money to

[Texte]

attract the very best people in this particular area and in all areas of your department because you have an important department and that you are able to get the very best type of men and women to do this particular work.

Mr. Murchison: Mr. Chairman, may I say that I fully share the hope which Mr. MacRae has expressed. We are immensely conscious of the fact that our welfare officers are in a sense "the Lord high everything else" in the department because they are the people who take care of things that cannot be otherwise classified and therefore they have an almost open-ended commitment.

• 1025

Mr. Chairman, while the discussion has been proceeding some global arithmetic has been done with regard to Mr. MacRae's second question. While Mr. Rider will be supplying more definitive information, it might be useful to note that the 305 welfare officers are serving a total veteran population of something like 912,000 people. They are serving a war veterans allowance population of roughly 84,000 people. In other words, the ratio is one welfare officer to about three thousand veterans across Canada in a crude global way, or one welfare officer to about two hundred and seventy-five WVA recipients.

As to disability pensioners, there are something like 135,000 of those and, of course, the welfare officer, as Mr. Rider said, has very limited responsibilities with regard to them, but on a purely mathematical basis this would yield one welfare officer to four hundred and twenty-five disability pensioners.

Mr. MacRae: Yes. There is an interesting point there, Dr. Hodgson. When you mentioned 912,000 known veterans approximately, then of course there are the dependants of those veterans as well that these men serve just as thoroughly and just as well, too.

Mr. Hodgson: This is true, Mr. Chairman. It would apply also to the other figures. When I mentioned 135,000 disability pensioners this, of course, did not include the dependants as well.

Mr. MacRae: Thank you. I have other questions, Mr. Chairman, but they deal with the War Veterans Allowance Board and perhaps later we will come to Mr. Thompson as an individual and I could ask him then.

The Chairman: There are no other hands up, so maybe you might continue Mr. MacRae. Mr. Thompson would you come to the microphone?

Mr. MacRae: All right, thank you, Mr. Chairman. I have not done this publicly before, but I would like to compliment Mr. Thompson on his assumption of the Chairmanship of the War Veterans Allowance Board. Our association goes back many years and in many fields; in the Royal Canadian Legion and also to a day called "D" a long time ago.

Mr. Thompson, the deeming principle now wherein from the first day of April of this year as I understand it—I do not know that I have seen it in writing, but I suppose I must have—it would effect from the first day of April

[Interprétation]

conscience de la vérité des propos de M. Rider car je sais qu'ils ne peuvent pas rester éternellement avec nous. Toutefois, je pense que notre charge de travail ne cessera de s'accroître et j'espère que le sous-ministre sera en mesure de recueillir suffisamment de fonds pour attirer la crème de la population dans ce domaine particulier dans tous les autres secteurs de votre ministère car votre ministère est en effet fort important. Je suis persuadé que vous êtes en mesure de recruter un personnel excellent, féminin et masculin pour effectuer ce travail glorieux.

M. Murchison: Monsieur le président, je partage l'espoir si cher au cœur de M. MacRae. Nous nous rendons pleinement compte que les agents du bien-être des anciens combattants sont les archanges de notre ministère s'occupant de choses qui ne peuvent pas être classifiées et dont les engagements ne connaissent pas de restriction.

Monsieur le président, depuis le début de la discussion, nous avons fait des calculs d'ensemble en ce qui concerne

la seconde question de M. MacRae. Certes, M. Rider nous donnera des renseignements plus précis, mais il serait utile de noter que nos 305 agents de bien-être des anciens combattants rendent service à l'ensemble de la population des anciens combattants, soit 912,000 personnes. Ils accordent des allocations à près de 84,000 anciens combattants. En d'autres termes, la proportion s'élève à un agent de bien-être des anciens combattants pour 3,000 anciens combattants dans tout le pays d'une façon globale et d'un agent du bien-être des anciens combattants pour 275 bénéficiaires des allocations aux anciens combattants.

Quant aux bénéficiaires des pensions d'invalidité, ils se chiffrent à 135,000 environ. L'agent du bien-être des anciens combattants a des responsabilités assez limitées en ce qui les concerne mais si l'on veut des chiffres, cela s'élèverait à un agent du bien-être des anciens combattants affecté à 475 bénéficiaires de pensions d'invalidité.

M. MacRae: Oui. Vous avez souligné un point extrêmement important, monsieur Hodgson. Lorsque vous parlez de 912,000 anciens combattants connus, il faut tenir compte aussi de leurs dépendants qui ont rendu service au pays tout aussi bien.

M. Hodgson: Vous avez raison, monsieur le président. Cela s'appliquerait aussi aux autres chiffres que vous avez mentionnés. Naturellement, lorsque j'ai parlé des 135,000 bénéficiaires de pensions d'invalidité, cela ne comprenait pas les dépendants.

Mr. MacRae: Je vous remercie. Monsieur le président, j'aurais d'autres questions ayant trait à la Commission des allocations aux anciens combattants et auxquelles pourrait répondre M. Thompson en son nom personnel.

Le président: Puisqu'il n'y a pas d'autres mains de levées, peut-être pourriez-vous continuer, monsieur MacRae. Monsieur Thompson, voulez-vous vous approcher du micro, je vous prie.

Mr. MacRae: C'est bon, monsieur le président. Je n'ai jamais complimenté M. Thompson en public pour son accession à la présidence de la Commission des allocations aux anciens combattants. Notre Association remonte à plusieurs années et s'étend dans plusieurs domaines; dans la Légion royale canadienne et elle remonte aussi aux jours appelés "D" il y a très longtemps.

Monsieur Thompson, je n'ai pas vu cela par écrit, mais il semblerait que, le 1^{er} avril, tous les anciens combattants subiraient des répercussions dans leurs allocations ...

[Text]

every war veterans allowance recipient who is deemed to be in receipt ...

A witness: Who is over 65.

Mr. MacRae: Who is over 65, is deemed to be in receipt of old age security and the guaranteed income supplement. First of all, am I correct in so saying?

Mr. D. M. Thompson (Chairman, War Veterans Allowance Board, Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, it is not quite that way. I will explain. The regulations that were passed provide that the person, the veteran or spouse over 65, in other words eligible, can apply for and receive OASP and GIS as of April 1.

Mr. MacRae: Yes.

Mr. Thompson: If an application has been made by them prior to April 1 their income, their OASP and GIS would be assessed as income the first of the month in which it is received. In other words, if it takes a month or two, whatever time it takes to process it, it would be considered as income effective the first of the month in which it is received.

If they had not applied prior to April 1 then the regulations provide roughly for a three-month period for applying for the OASP and a further three months for the applying and the processing of GIS.

Mr. MacRae: Yes.

Mr. Thompson: If by October 1 they have not applied for either then they will be deemed to be in receipt of the income which in the opinion of the district authority—of course, you realize there is no deeming as far as the OASP is concerned because that is a fixed amount. The GIS is the amount that can vary—they would be eligible to receive.

They actually have this period of grace which permits them to apply and to have their applications processed. So it is not as of April 1 that they are assessed.

Mr. MacRae: Yes, thank you very much. There is this particular feeling, of course, and I am sure you have encountered it thousands of times over the years, that war veterans allowance recipients just as with the pensioners under the pension act, who treat that as something they have earned. We have encountered this in our correspondence, our discussions and so on.

• 1030

By the same token they consider that certainly the guaranteed income supplement is something in the nature of charity, for want of a better word and, Donald, you will know, too, very well, that a great many of our War Veterans' Allowance recipients have never even applied for the old age pension. They do not apply for it and they do not want it and I presume that they do not get it.

However, with effect from whatever date you choose, April 1 or October 1, as far as we are concerned they are going to be deemed to be in receipt of old age security and if their assets are such they will be deemed to be in receipt of the guaranteed income supplement and you will have no alternative under the law, as I understand it, but to reduce their War Veterans' Allowance. I presume I am not saying anything there that is not correct.

[Interpretation]

Un témoin: Les anciens combattants au-dessus de 65 ans.

M. MacRae: En effet, ces derniers doivent recevoir la sécurité de la vieillesse et un supplément de revenu garanti. Ai-je raison?

M. D. M. Thompson (Président, Commission des allocations des anciens combattants, ministère des Affaires des anciens combattants): Monsieur le président, cela ne se passe pas exactement de cette façon. Je vais vous expliquer. Les règlements adoptés assurent que l'ancien combattant ou l'époux de plus de 65 ans est admissible et qu'il peut faire une demande pour recevoir la sécurité de vieillesse, le supplément de revenu garanti à partir du 1^{er} avril.

M. MacRae: Oui.

M. Thompson: Si la demande a été envoyée avant le 1^{er} avril, le revenu, c'est-à-dire leur sécurité de la vieillesse et leur supplément du revenu garanti, serait évalué comme revenu le 1^{er} du mois où ils en sont les bénéficiaires. En d'autres termes, si le processus prend un mois ou deux, cette somme serait considérée comme revenu effectif le 1^{er} du mois où ils la reçoivent.

S'ils n'ont pas fait une demande avant le 1^{er} avril, le règlement prévoit une période de trois mois au cours de laquelle ils peuvent faire une demande pour la sécurité de la vieillesse, à laquelle s'ajoute un autre trois mois pour demander le supplément du revenu garanti.

M. MacRae: Oui.

M. Thompson: Si, le 1^{er} octobre, ils n'ont pas envoyé leur demande de la sécurité de la vieillesse ni du supplément du revenu garanti, ils recevraient un revenu pour lequel on en pourrait rien du point de vue de la sécurité de la vieillesse puisqu'il s'agit d'un montant fixe. En ce qui concerne le supplément du revenu garanti, cette somme varie et ils pourraient y être admissibles.

Les anciens combattants ont donc cette période de grâce leur permettant de faire une demande qui sera soumise à un examen serré. Ce n'est donc pas à partir du 1^{er} avril que leur demande fait l'objet d'une évaluation.

M. MacRae: Je comprends et je vous remercie beaucoup. Je me suis rendu compte que des milliers de personnes estiment que les bénéficiaires d'allocations d'anciens combattants ainsi que ceux qui reçoivent des pensions aux termes de la Loi sur les pensions que ces sommes leur reviennent de droit comme des montants qu'ils ont gagnés. Voilà bien le sentiment exprimé dans les lettres, dans les discussions et ailleurs.

En revanche, ces mêmes personnes estiment que le supplément de revenu garanti constitue une charité et que même un grand de nos bénéficiaires des allocations des anciens combattants n'ont jamais fait de demande pour leur pension de vieillesse. Donc ils n'en font pas la demande parce qu'ils n'en veulent pas et naturellement ils ne la reçoivent pas.

Toutefois, quelle que soit la date que vous choisissez, qu'il s'agisse du 1^{er} avril ou du 1^{er} octobre ces anciens combattants devront recevoir la sécurité de la vieillesse et, si leur actif le leur permet, ils devront aussi recevoir le supplément du revenu garanti, ce qui vous forcera aux termes de la loi à diminuer leur allocation aux anciens combattants. Je crois savoir que j'ai raison sur toute la ligne.

[Texte]

The second point is that I would take it you are already getting a considerable amount of correspondence in this respect. I would rather think you anticipate that you will get a great deal of correspondence in this respect concerning the point I have raised from War Veterans' Allowance recipients and their widows. Am I correct?

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, the points Mr. MacRae makes are very valid. I think it is true we all recognize that veterans and widows of veterans for years have looked on war veterans allowances as something of a badge of honour. I think those of us who served recognize this. On the other hand, when you do look at the arithmetic it is so that these are benefits that are available to the ordinary citizen and it was a policy decision to make, but I have just come back from a trip to the West visiting the district authorities and there is a variety of correspondence. In many cases people are pleased at the additional income. In other cases they do raise the point Mr. MacRae has raised but it is being pointed out to them that if they have no other income, a person with no other income whatsoever there is still a \$16 or \$26 differential here for the veterans or the widows of veterans that is not available to their civilian counterpart who has grown old. So there is still a preservation of this differential there the old veteran or the widow of a veteran does get more dollars in the absence of any other income than the person who does not have that service to fall back on. Most of them I think it is fair to say from checking with the district people across the country the experience with most of the people is that some of them had the impression that as of April 1 they were going on OAS or GIS, period. They did not realize early on that there was in fact this differential if they had no other income.

I think it is fair to say that there is a mixed reaction but there does not seem to be a large reaction of people. Some expressed disappointment that they must now apply for GIS because of the very point Mr. MacRae has made, but when they do understand that it is to their financial benefit to have this additional income most of them appreciate the fact there is a differential continued.

Mr. MacRae: Most, but not all.

Mr. Hodgson: No, I could not say all because certainly not all.

The Chairman: Supplementary, Mr. Bill Knowles.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): I was out with a group of veterans over the weekend and this was the very first question they brought up, how unfair it was now that they are going to have to pay an income tax on a portion of what was Veterans' Allowance and was non-taxable. How are you making out with representations to the Department of National Revenue to have some consideration given to these people so they will continue to take advantage of the tax-free benefits formerly under War Veterans' Allowance. I presume you are making representations?

Mr. Hodgson: Mr. Chairman, I missed the point precisely but as I understand it, the question of the income tax would of course depend entirely on what the government does as far as increasing the exemption is concerned.

[Interprétation]

[Interprétation]

En second lieu, je pense que vous recevez un volume considérable de lettres à ce sujet. Je présume aussi que vous recevrez une correspondance assez imposante en ce qui a trait aux questions soulevées relatives aux bénéficiaires des allocations aux anciens combattants et à leurs veuves. Ai-je raison?

Mr. Hodgson: Monsieur le président, les points soulevés par M. MacRae sont très valables. Il est vrai que les anciens combattants ou leurs veuves ont depuis bien des années considéré ces allocations aux anciens combattants comme un signe honorable. Ceux qui ont servi à l'étranger en ont pleinement conscience. En revanche, si vous analysez cette question d'un point de vue mathématique, ces allocations sont offertes aux citoyens ordinaires et il fallait prendre une décision d'ordre politique. Hors, nous revenons à peine d'une visite dans l'ouest du Canada où nous avons rencontré les autorités régionales et le courrier varie grandement. Dans bien des cas, les gens sont heureux de ce revenu supplémentaire, dans d'autres, ils soulèvent le même point que M. MacRae a soulevé mais on leur fera comprendre que s'ils n'ont pas d'autre revenu, qu'ils recevront un revenu supplémentaire de \$16 à \$26 de plus que leurs homonymes civils du même âge. Cette différence est donc maintenue de sorte que l'ancien combattant ou sa veuve reçoit plus d'argent compte tenu qu'il ne reçoit pas d'autre revenu que d'autres personnes qui ne tombent pas sous le coup de cette loi. Par suite des conversations que nous avons eues avec les responsables régionaux dispersés dans tout le pays, nous nous sommes rendu compte que la plupart des gens ont la nette impression qu'à partir du 1^{er} avril nous recevrons plus que la sécurité de la vieillesse ou le supplément de revenu garanti, un point c'est tout. Ils n'ont pas tenu compte du fait qu'ils recevront plus d'argent s'ils n'ont pas d'autres revenus.

Il y aurait donc des réactions diverses et non pas très prononcées. Certains sont désappointés car ils doivent faire une demande pour recevoir le supplément du revenu garanti et touchent de très près le point soulevé par M. MacRae. Par ailleurs, une fois qu'ils ont compris la situation à fond, ils se rendent compte que ce sera à leur avantage de recevoir ce revenu supplémentaire puisque la différence positive du revenu continue toujours de se maintenir.

Mr. MacRae: Pas dans tous les cas.

Mr. Hodgson: Non, vraiment vous avez raison.

Le président: Une question supplémentaire, Monsieur Bill Knowles?

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Lors d'une rencontre avec un groupe d'anciens combattants en fin de semaine, ils ont soulevé cette question fondamentale. En effet, il leur a semblé fort injuste qu'ils devraient payer de l'impôt sur le revenu sur une partie de l'allocation aux anciens combattants qui jadis n'était pas imposable. Le ministère du Revenu national tient-il compte de ces gens pour qu'ils puissent continuer de profiter de ces allocations non imposables qui jadis tombaient sous le coût des allocations aux anciens combattants? Je suppose que vous vous adressez au ministère?

Mr. Hodgson: Monsieur le président, je n'ai pas très bien saisi votre point de vue mais l'impôt sur le revenu dépend entièrement de l'État qui peut accroître les exemptions.

[Text]

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): I hope you are making very strong representations. This is what I am really asking you. How are you making out with Mr. Benson and the Minister of National Revenue?

• 1035

Mr. Thompson: I think, Mr. Chairman, that you would agree, and so would Mr. Knowles, that it is not for the board to make representations on income tax exemptions but that this is a matter for the government to decide; and this is something that I think that they are well aware of because of the points that have been raised in this Committee and in other committees.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): I know, from the nature of our work with the Department of Veterans Affairs, that you are vitally interested in this continuing and this is why I am suggesting that you make the strongest possible representations, on behalf of the veterans whom you represent and whom you serve so well, that this exemption be continued in some form or other. Perhaps increased basic exemptions would do it, as you suggest, or something like that.

The Chairman: Mr. Knowles, I think we have to recognize that Mr. Thompson is wearing a different hat these days and, as far as representations being made, I would have to agree with him that I do not really think it is the position of the board to do this. I would think that it is your position and mine and Mr. Stanley Knowles to make that kind of representation.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): We are trying all the angles, Mr. Chairman.

The Chairman: I cannot fault you for that. I just think we should not be unfair to Mr. Thompson and I know you do not wish to be.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): No, I do not wish to be unfair to him.

The Chairman: Mr. Stanley Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I had the same supplementary question that Mr. William Knowles had. I suppose that both of us were hoping that Mr. Thompson, being new in his present post, might just slip and might just give the answer that we cannot get from the Minister of Veterans Affairs or from the Minister of Finance or anybody else.

It still is a matter of record that the Minister of Veterans Affairs has told us not to regard this issue as closed but, so long as it is true that these people are being put on to taxable income instead of non-taxable, and the net gain is not the gain that was indicated, I am sure that my namesake and I will both keep asking these questions, if for no other reason than to keep the issue alive, so that it does not get forgotten.

May I put this question to you, Mr. Thompson. There have been a number of instances, in these matters, where special steps have been taken to protect the income of people. For example, when people were getting the two per cent increase in the old age security and guaranteed income supplement under the former regime, by Order in Council or regulation that increase was exempted from coming under the ceiling so that people did not have money given to them with one hand and taken away with the other. I would hope that if Mr. Benson does not do the right thing in terms of raising exemption levels high enough so that these people are not taxed, that the department or the board will consider doing that kind of thing.

[Interpretation]

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): J'espère que vous leur exposez fidèlement les faits. C'est tout ce que je vous demande. Vous êtes-vous adressé à M. Benson et au ministre du revenu national?

M. Thompson: Je pense, monsieur le président, que vous conviendrez de même que M. Knowles, que ce n'est pas à la Commission de faire des démarches pour des exemptions d'impôt, c'est une question que le gouvernement doit décider; ils en sont conscients, à cause des nombreuses questions soulevées par notre Comité et des autres comités également.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Je sais, parce que nous avons travaillé avec le ministère des Affaires des anciens combattants, que vous êtes très intéressés à la question et c'est pourquoi je propose que vous fassiez des démarches auprès des anciens combattants que vous représentez et que vous servez très bien pour que cette exemption me soit donnée sous une forme ou sous une autre. Peut-être que l'augmentation de l'exemption de base y réussirait, comme vous le suggérez ou alors quelque chose du genre.

Le président: Monsieur Knowles, il faut reconnaître que M. Thompson porte un autre chapeau ces jours-ci et, pour ce qui est des démarches, je dois lui donner raison, je ne crois pas vraiment que c'est à la Commission de le faire. Je crois que c'est à nous, à vous et à moi, et à M. Knowles de présenter nos vues sur le sujet.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Nous essayons de toutes les façons, monsieur le président.

Le président: Je ne veux pas vous blâmer. Je crois simplement qu'il ne faut pas être injuste avec M. Thompson, et je sais que vous ne voulez pas l'être.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Non, je ne veux pas être injuste.

Le président: Monsieur Stanley Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, j'avais la même question supplémentaire à poser que M. William Knowles. Je suppose que tous les deux nous espérions voir M. Thompson, qui est relativement nouveau à son poste, s'oublier et nous donner la réponse que nous n'avons pu obtenir du ministère des Anciens combattants et du ministère des Finances et d'un autre.

C'est inscrit dans les procès-verbaux que le ministère des Anciens combattants nous a dit de ne pas considérer cette question comme close, mais nous pouvons voir que ces gens recevront un revenu imposable au lieu des revenus non-imposables et que le gain net n'est pas celui indiqué. Je suis certain que mon homonyme et moi-même continueront à poser des questions, même si ce n'est que pour garder cette question bien en vue afin qu'elle ne soit pas oubliée.

Puis-je vous poser cette question, monsieur Thompson. Il y a eu dans de nombreux cas, et dans d'autres secteurs, des mesures spéciales qui ont été prises pour protéger le revenu des gens. Par exemple, lorsque des particuliers ont reçu une augmentation de 2 p. 100 et la pension de sécurité de vieillesse, et le supplément de revenu garanti en vertu du régime précédent, par ordre du Conseil ou par règlement, cette augmentation a été exemptée et les gens n'ont pas eu à payer d'une main ce qu'ils recevaient de l'autre. J'espère que si M. Benson ne fait pas ce qu'il doit faire pour augmenter les niveaux d'exemption à un niveau suffisamment élevé pour que ces gens ne soient pas imposés,

[Texte]

The War Veterans Allowance regulations are full of this: "not regarding such and such as income for purposes of the ceiling", and I do not think that it is proper to boast about these increases and about the \$16 and \$26 dollar margin, unless the veterans are really getting it.

We failed in our effort to get a hopeful answer out of you as a novitiate but, because you are that, because you are new in the spot there and have not got over your capacity to make representations, we hope that you will keep alive the possibility of doing what ever thing is necessary to make sure that the veterans are not put in the position of having it given to them with one hand and taken away with the other.

The Chairman: I rather have a feeling, Mr. Knowles, that Mr. Thompson's successor will be just as vigilant, and probably will have had the benefit of knowing the man who went before, in making the kind of suggestions and recommendations you are making. This certainly would be the hope of this Committee.

Do you have further questions on this? If not, I would like, if I may, while we are covering all the bases under Vote 1, to ask Mr. Ward if he would be good enough to answer a question.

Mr. Ward, in their new capacity, where the pensions advocates are, in effect, going to be separate and distinct from the Department of Veterans Affairs, am I to assume that your present, well-trained group of pension advocates will be continuing in their posts? Has that been determined yet? Is that assumption correct?

• 1040

Mr. D. K. Ward (Chief Pensions Advocate, Veterans' Bureau Department of Veterans Affairs): Mr. Chairman, as it is the intention to transfer all of the present staff of the Veterans Bureau lock, stock and barrel into the new Bureau, we have delayed the legal transfer because of certain superannuation factors. However, this is under way and I think will soon occur.

The Chairman: Could you answer my second question? In bringing in new staff, what criterion will you use? Will there be a competition and following that, is there some kind of a training ground where the successful individual goes with an established Pension Advocate?

I am concerned a little bit, too, about the aging factor. I do not know what the average age of your Pension Advocates is, but I would think this is an area where we should have well-trained lawyers so that the veterans are going to have absolute confidence. Now that you have your independence, your sole responsibility is to your client. I would like that client to have the assurance that he is going to receive the best possible trained counsel for that job, and I mean on-job training.

Mr. Ward: Mr. Chairman, fortunately we have a corps of well-trained Pension Advocates at the present time. As far as increases in staff are concerned, there will be some increase at the professional level largely as a result of new duties and responsibilities brought about by the amendment to the Pension Act, namely, the appellate work. At the present time we are engaged in establishing the classification level for the position of the Advocate doing appellate work. When that level is established, and I hope it will be at a level that will enable us to attract competent people, then of course the normal process of recruitment through the Public Service Commission would be carried out.

[Interprétation]

que le ministère ou la Commission se verra obligé de le faire.

Le règlement des allocations des anciens combattants dit souvent: «ne concerne pas tel ou tel règlement pour des fins de plafond» et je ne crois pas qu'il soit convenable de se vanter de ces augmentations d'environ \$16 à \$26, alors que les anciens combattants les reçoivent vraiment.

Nous n'avons pas réussi à obtenir une réponse encourageante, mais comme vous êtes en fonction et vous avez fait des démarches, nous espérons que vous ferez ce qui est nécessaire pour vous assurer que les anciens combattants ne soient pas placés dans une situation où ils recevraient d'une main et donneraient de l'autre.

Le président: J'ai un vague sentiment, monsieur Knowles, que le successeur de M. Thompson sera aussi vigilant et probablement qu'il y aura eu le loisir de connaître l'homme qui le précédait afin de formuler le genre de suggestions et de recommandations que vous proposez. C'est certainement l'espoir du Comité.

Avez-vous d'autres questions? Si non, étant donné que nous étudions toujours le crédit premier, j'aimerais demander à M. Ward de bien vouloir répondre à quelques questions.

Monsieur Ward, étant donné leur nouvelle fonction, les avocats des pensions seront-ils considérés comme un groupe à part et distinct des Affaires des anciens combattants? Dois-je supposer que les présents avocats des pensions qui ont reçu une formation poussée continueront dans leur poste? Cela a-t-il été établi? Mon hypothèse est-elle juste?

M. D. K. Ward (Avocat en chef des pensions, ministère des Affaires des anciens combattants): Monsieur le président, étant donné que c'est l'intention de transférer tout le personnel actuel du bureau des pensions dans un nouveau bureau, nous avons retardé ce transfert légal à cause de certains facteurs d'ancienneté. Toutefois, je crois que ce changement se fera bientôt.

Le président: Pouvez-vous répondre à ma seconde question? Lorsque viendront vos nouveaux employés, quel critère utiliserez-vous? Y aura-t-il un concours et une certaine formation pour les particuliers qui ont réussi?

Je suis un peu inquiet également à cause du facteur ancienneté. Je ne sais pas quel est l'âge moyen de vos avocats des pensions, mais je crois que c'est un secteur où il faudrait avoir des avocats bien formés en qui les anciens combattants auront entière confiance. Maintenant que vous êtes indépendants, vous êtes les seuls responsables vis-à-vis votre client; j'aimerais que ce client reçoive la garantie qu'il aura les meilleurs soins, la meilleure orientation possible et la meilleure formation au travail.

Mr. Ward: Monsieur le président, nous avons heureusement un groupe d'avocats des pensions bien formé. Pour ce qui est de l'augmentation du personnel, il y aura une certaine augmentation au niveau professionnel surtout à la suite des nouvelles fonctions et responsabilités qui résultent de l'amendement à la Loi des pensions, notamment de la partie concernant les appels. Actuellement, nous sommes à établir un niveau de classification pour le poste d'avocat faisant son travail d'appel. Une fois ce niveau établi, et j'espère que le niveau pourra attirer des gens compétents, notre processus normal de recrutement se fera par l'intermédiaire de la Commission de la Fonction publique.

[Text]

It is possible and I hope we will be able to attract some people—I cannot say very much on this naturally—who have some experience in the field. Failing that, it is possible that experienced men in our field offices may be attracted to our head office, but again that depends on the classification level that is established. If we find ourselves in the position of relying on a person who is untrained in our speciality, if you like, then of course we have plans for intensive immediate training to bring him up to the level that we deem appropriate as fast as possible.

I am not too concerned at the present time with recruitment and training. I think we will be able to surmount problems in that area, Mr. Chairman.

The Chairman: With the new Act, is there any thought or suggestion to sort of bringing together the Pension Advocates in certain districts just to go over the Act to give it, let us say, the input on particularly the benefit-of-the-doubt section, that kind of an approach? I know as a lawyer that it was always a good idea to go to a senior counsel to have on-job training, and also to develop the kinds of approaches that would give the maximum benefit to the client which the benefit-of-the-doubt rule is meant to do. To give him the maximum benefit to be derived from that section would there be a conference, a convention or something to bring together these men who do such a fine job now? This is going to be a new interpretation, if you like, a new approach.

Mr. Ward: The necessity for a conference of that nature was foreseen and fortunately we included the representations in our estimates and received the money for that purpose. It became a question of timing. During this hiatus following passage of the bill and no entitlement boards circulating around the country hearing cases, we thought it might be a good time to hold the conference. However, on reflection we thought it would be best to get the most effective input into such a conference and the most value out of it, to wait until next February or March when we have had some idea in which direction things are going, particularly with regard to the Pension Review Board. We must have some experience before we gather together and discuss: if we did it now, it might be too premature. So we are going to have a conference and the tentative date would be sometime in February or March of next year.

• 1945

The Chairman: Thank you. Are there any further questions in this area or in any other area?

Mr. MacRae.

Mr. MacRae: I have a question to ask of Mr. Ward.

Your case load must be building up at this particular time if you are not getting appeals heard anywhere. You must have a tremendous load at the moment, have you not?

Mr. Ward: For the first two or three weeks, following passage of the bill, there was sort of an aura of unreality. There was no activity: the calm before the storm that you find on the battlefield. But reports are coming to me now that indicate we are now getting a volume established. The cases are pouring in and they will continue to pour in.

As to the volume Mr. MacRae, it is difficult to say. I might point out that there has been a very slight decrease, almost imperceptible, over the last 10 years, in our work-

[Interpretation]

Il est possible, et j'espère que nous pourrons attirer certaines gens, je ne peux en parler beaucoup évidemment, des gens qui ont une certaine expérience dans ce domaine. A défaut de cela, il se peut que des gens expérimentés dans nos bureaux locaux veuillent venir au bureau central, mais cela dépend évidemment du niveau de classification établi. Si nous ne pouvons obtenir de gens informés dans notre spécialisation, évidemment nous devrons chercher à former immédiatement des personnes pour qu'elles atteignent le niveau approprié le plus rapidement possible.

Je ne suis pas trop inquiet actuellement pour ce qui est du recrutement et de la formation. Je crois que nous surmonterons ces problèmes, monsieur le président.

Le président: Avec la nouvelle loi, a-t-on songé à réunir les avocats des pensions de certains districts pour étudier la loi pour lui donner, disons, une certaine connaissance sur la section particulière du bénéfice du doute? Je sais, en tant qu'avocat, qu'il est toujours bon d'aller consulter un conseiller supérieur afin d'obtenir une formation au travail et également pour mettre au point des approches qui profiteront au client, ce qui est le rôle du règlement du bénéfice du doute. Pour donner au client les avantages maxima qui découlent de cet article, a-t-on prévu des conférences, une convention ou quelque chose du genre afin de réunir ces personnes compétentes? Il s'agit d'une nouvelle interprétation, si vous voulez, d'une nouvelle approche.

M. Ward: La nécessité d'une conférence de ce genre a été prévue et heureusement, nous en avons inclus beaucoup dans notre budget et nous avons reçu les crédits. Il s'agit maintenant d'une question de temps. Au cours de la période qui a suivi l'adoption du bill, étant donné qu'aucune commission ne siégeait dans le pays pour entendre les cas, nous avons cru que ce serait le moment de tenir une conférence. Toutefois, à la réflexion, nous avons songé qu'il serait mieux d'attendre en février prochain ou en mars alors que nous aurons une meilleure idée de ce qui se passera, particulièrement en ce qui a trait à la Commission de révision des pensions. Nous devons prendre de l'expérience avant de nous rassembler et de discuter. Ce serait prématuré de le faire dès maintenant. Il y aura donc une conférence et elle aura lieu soit en février ou en mars de l'année prochaine.

Le président: Merci. Y a-t-il d'autres questions concernant ce domaine ou tout autre domaine?

Monsieur MacRae.

Mr. MacRae: J'ai une question à poser à M. Ward.

Les cas doivent s'accumuler si les appels ne sont pas entendus en nulle part. Il doit y avoir beaucoup d'appels de reçus à ce moment-ci, n'est-ce pas?

Mr. Ward: Deux ou trois semaines après l'adoption du projet de loi, il y a eu une période très calme qu'on pourrait appeler le calme avant la tempête. On me remet actuellement des rapports selon lesquels il y en aurait un certain nombre. Les cas se font nombreux et continueront de l'être.

C'est difficile de dire le nombre, monsieur MacRae. Je dois dire qu'il y a eu une légère diminution, presque imperceptible, au cours des dernières années. Il y aura sûrement

[Texte]

load activity. Undoubtedly there will be a counter-thrust of an upward number of claims, in volume, but to what degree I am not certain.

We are keeping a very close eye on this, because the people who will suffer and bear the brunt will be largely the Bureau of Pensions Advocates and then the Commission. We must prepare the cases to present to the Commission and we cannot afford to have too large a backlog. So we are going to keep a very close eye on that situation.

Mr. MacRae: Thank you.

The Chairman: Are there any further questions? I see, though, that we do not now have a quorum.

It would be my hope that we will be meeting Thursday morning at 9.30, across the hall. I would ask the whips to perhaps get our men out on Thursday morning as it is conceivable we might be able to carry a good number of these clauses. We will adjourn now until Thursday at 9.30 a.m.

[Interprétation]

une augmentation du nombre, mais je ne pourrais pas dire exactement quelle en sera l'importance.

Nous surveillons attentivement la situation car les avocats du Bureau des pensions et de la Commission auront beaucoup à faire. Nous devons préparer les cas et les présenter à la Commission et nous ne pouvons pas nous permettre beaucoup de retard. Nous surveillons donc très attentivement le déroulement des événements.

Mr. MacRae: Merci.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Je vois que nous n'avons plus quorum.

J'espère que nous pourrons nous rencontrer de nouveau jeudi matin à 9 h 30 dans la salle de l'autre côté du corridor. Je demanderai donc au whip des différents partis de demander à leurs membres d'être présents jeudi matin et il nous serait alors possible d'adopter plusieurs articles. La séance est donc levée jusqu'à jeudi matin, à 9 h 30.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 13

Thursday, April 29, 1971

Chairman: Mr. Jack Cullen

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 13

Le jeudi 29 avril 1971

Président: M. Jack Cullen

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Veterans Affairs

RESPECTING:
Estimates 1971-72, Department
of Veterans Affairs

INCLUDING:
The Seventh Report to the House

WITNESS:
See Minutes of Proceedings

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires des anciens combattants

CONCERNANT:
Budget des dépenses 1971-1972, ministère
des Affaires des anciens combattants

Y COMPRIS:
Le septième rapport à la Chambre

TÉMOIN:
(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

Procès-verbal et témoignage

Minutes of Proceedings and Testimony

STANDING COMMITTEE ON

VETERANS AFFAIRS

*Affaires des Anciens Combattants**Chairman: Mr. Jack Cullen**Vice-Chairman: Mr. J. Chester MacRae**Messrs.*

Badanai

Bigg

Caccia

Corriveau

Émard

Guay (St. Boniface)

Knowles (Norfolk-

(Haldimand)

Knowles (Winnipeg

North Centre)

COMITÉ PERMANENT DES

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

*Président: M. Jack Cullen**Vice-président: M. J. Chester MacRae**Messieurs*

Loiselle

MacLean

Marshall

O'Connell

Peters

Tétrault

Thomas (Maisonneuve)

Thomas (Moncton)

Turner (London East)

Weatherhead—(20).

(Quorum 11)

*Greffier du Comité**Hugh R. Stewart**Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Mr. Émard replaced Mr. Foster on April 29, 1971.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

M. Émard remplace M. Foster le 29 avril 1971.

REPORT BY THE
COMMITTEE ON CHAMBERS
HOUSE OF COMMONS.

Wednesday, February 17, 1971.

Ordered.—That Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 and 45 relating to the Department of Veterans Affairs, be referred to the Standing Committee on Veterans Affairs.

ATTEST:

Le Greffier de la Chambre des communes

The Clerk of the House of Commons

Thomas (Masonneau) Esq. Le Greffier de la
Witness: Mr. A. G. Seward The Clerk of the

ORDRE DE RENVOI

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 17 février 1971

Il est ordonné,—Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 et 45 ayant trait au ministère des Affaires des anciens combattants soient renvoyés au comité permanent des affaires des anciens combattants.

ATTESTÉ:

Le Greffier de la Chambre des communes

The Clerk of the House of Commons

REPORT TO THE HOUSE

Thursday, April 29, 1971

The Standing Committee on Veterans Affairs has the honour to present its

SEVENTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Wednesday, February 17, 1971, your Committee has considered Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 and 45 listed in the Estimates 1971-72, relating to the Department of Veterans Affairs.

Your Committee commends them to the House.

VETERANS AFFAIRS

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues Nos. 11, 12 and 13*) is tabled.

Respectfully submitted,

Members:
Badenau
Bigg
Caccia
Corriveau
Émard

Guay (St. Boniface)
Knowles (Norfolk-
Haldimand)
Knowles (Winnipeg
North Centre)

Le président
JACK CULLEN
Chairman

O'Connell
Peters

Respectueusement soumis,

Messieurs
Tétrault
Thomas (Malartic)
Thomas (Moncton)
Turner (London East)
Weatherhead—(20)

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Hugh R. Stewart

Clerk of the Committee

Pursuant to S.C. 65(4) (b)

Mr. Émard replaced Mr. Foster on April 29, 1971.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

M. Émard remplace M. Foster le 29 avril 1971.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, April 29, 1971.

(14)

[Text]

The Standing Committee on Veterans Affairs met at 9:55 a.m. this day. The Chairman, Mr. Cullen, presided.

Members present: Messrs. Badanai, Cullen, Émard, Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg North Centre*), Loiselle, MacLean, MacRae, Tétrault, Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Turner (*London East*) (11).

Witness: Mr. A. O. Solomon, Chairman, Canadian Pension Commission.

The Committee resumed its consideration of the Estimates 1971-72, Department of Veterans Affairs.

Item 1 was allowed to stand.

The Chairman called Items 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45 which were severally carried.

Item 1 was called and carried.

The Committee agreed that the Chairman should report these Estimates to the House.

At 10:00 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

*Le greffier du Comité
HUGH R. STEWART
Clerk of the Committee*

*Le greffier: Monsieur Bill Knowles
Le greffier: Monsieur Bill Knowles*

*M. Knowles (*Norfolk-Haldimand*): On ne soumettra pas les documents de présent à l'hôtel-séjour si l'ordres de service ou celle à un point mort, ou si l'ordre de service est égaré.*

M. A. O. Solomon (président, Comité des pensions pour la sécurité sociale): Monsieur le président, nous recevons tous les documents de présent de nos délégués pour la sécurité sociale. Quant aux documents d'ordre de service, il faut faire une distinction entre ceux qui sont destinés à l'ordre de service et ceux qui sont destinés à l'ordre de service pour la sécurité sociale. Ces derniers sont destinés à l'ordre de service pour la sécurité sociale.

*M. Knowles (*Norfolk-Haldimand*): Je pourrais dire que lorsque nous envoyons des documents pour l'ordre de service à nos délégués, nous leur demandons de nous faire parvenir les documents de présent à l'ordre de service pour la sécurité sociale. Cela nous permet de faire une comparaison entre les deux types de documents.*

ÉDIToIRE**PROCÈS-VERBAL**

Le jeudi 29 avril 1971.

(14)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires des anciens combattants se réunit ce matin à 9 h 55. Le président, M. Cullen, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Badanai, Cullen, Émard, Knowles (*Norfolk-Haldimand*), Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Loiselle, MacLean, MacRae, Tétrault, Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Turner (*London-Est*) (11).

Témoin: M. A. O. Solomon, président de la Commission canadienne des pensions.

Le Comité reprend l'étude des prévisions budgétaires 1971-1972 du ministère des Affaires des anciens combattants.

Le crédit 1 est réservé.

Le président met en délibération les crédits 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45 qui sont adoptés séparément.

Le crédit 1 est mis en délibération et est adopté.

Le Comité convient que le président fasse rapport de ces prévisions budgétaires à la Chambre.

A 10 h du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

*HUGH R. STEWART
Clerk of the Committee*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

*Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*): Il fait partie des personnes qui ont été nommées au sein de la commission.*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

*Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*): Il fait partie des personnes qui ont été nommées au sein de la commission.*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

*Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*): Il fait partie des personnes qui ont été nommées au sein de la commission.*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

*Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*): Il fait partie des personnes qui ont été nommées au sein de la commission.*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

*Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*): Il fait partie des personnes qui ont été nommées au sein de la commission.*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

*Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*): Il fait partie des personnes qui ont été nommées au sein de la commission.*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

*Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*): Il fait partie des personnes qui ont été nommées au sein de la commission.*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

*Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*): Il fait partie des personnes qui ont été nommées au sein de la commission.*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

*Mr. Knowles (*Winnipeg North Centre*): Il fait partie des personnes qui ont été nommées au sein de la commission.*

Le greffier: Monsieur Bill Knowles

EVIDENCE

(Recorded by Electronic apparatus)

Thursday, April 29, 1971

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I will call the meeting to order. I would just like to report that Mr. Legault should be back in about seven weeks time and that he is feeling much better. It is really more a convalescing period. I am sure we all look forward to seeing him back here.

We have gone over most of the ground in Vote 1 and I think there is tendency now to carry the votes. Shall Vote 1 carry?

Mr. MacRae: Mr. Chairman, do we not leave Vote 1 open until the very end and call it at the very last? I think that is what we should do.

Vote 1 allowed to stand.

Votes 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 and 45—agreed to.

The Chairman: Is there any further questioning before I call Vote 1?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, our silence today of course is due only to the fact that we have had a pretty thorough examination of Veterans Affairs matters and Veterans Affairs estimates. We are grateful to the officials for the time they have given us. I hope the next time we see them we can squeeze more out of them than we managed this time.

The Chairman: Thank you, Mr. Knowles. I think we have done very well this time.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It has been a hard squeeze.

The Chairman: Mr. Bill Knowles.

• 0955

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): At what state are the applications for pensions now? Are they at a standstill pending the reorganization or are they still being processed?

The Chairman: Mr. Solomon.

Mr. A. G. Solomon (Chairman, Canadian Pension Commission): Mr. Chairman, the applications for pensions are still coming in and they are being processed where they can. The new applications are being processed a little slower of course until the reorganization fully takes place. They are being put into the stream and they are going ahead.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): This I understand. I was concerned about those that were partway through when this came about. Are any major decisions to be made? Would they continue on and would the veteran get his pension in the normal course?

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 29 avril 1971

[Interpretation]

Le président: Messieurs, la séance est ouverte. Je tiens à dire qu'on s'attend à ce que M. Legault nous revienne d'ici sept semaines et qu'il se porte déjà beaucoup mieux. Il s'agit plutôt d'une période de convalescence. Je sais que chacun de nous l'attend avec impatience.

Nous avons étudié à peu près tous les aspects du crédit 1 et à mon avis, nous devrions procéder à l'adoption des crédits. Le crédit 1 est-il adopté?

Mr. MacRae: Monsieur le président, pourquoi ne pas réserver le crédit 1 et le mettre aux voix en dernier lieu? A mon avis, c'est ce que nous devrions faire.

Le crédit 1 est réservé.

Les crédits 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 et 45 sont adoptés.

Le président: Y a-t-il d'autres questions avant de voter sur le crédit 1?

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, le silence qui règne ici est attribuable uniquement au fait que nous avons étudié en profondeur les prévisions budgétaires et les questions touchant le ministère des Affaires des anciens combattants. Nous remercions chaleureusement les hauts fonctionnaires de nous avoir accordé leur temps précieux. Quand nous les reverrons la prochaine fois, j'espère que nous pourrons obtenir encore plus de renseignements de leur part que nous n'avons pu le faire cette fois.

Le président: Je vous remercie, monsieur Knowles. Je pense que nous avons fort bien travaillé.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous avons exercé des pressions très fortes.

Le président: Monsieur Bill Knowles.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Ou en sommes-nous avec les demandes de pension à l'heure actuelle? Sont-elles à un point mort, en attendant la réorganisation, ou font-elles l'objet d'une étude?

Le président: Monsieur Solomon.

M. A. G. Solomon (président, Commission canadienne des pensions): Monsieur le président, nous recevons toujours les demandes de pension et nous en faisons une étude judicieuse. Quand aux nouvelles demandes, elles sont soumises à un procédé un peu plus lent jusqu'à ce soit terminée la réorganisation. Ces demandes sont certainement à l'étude.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Je comprends. Je m'inquiétais des demandes dont l'étude était à moitié terminée quand on a proposé la nouvelle législation. Prendra-t-on des décisions importantes? Continuera-t-on de s'occuper de ces demandes et les anciens combattants recevront-ils leur pension dans le délai habituel?

[Texte]

Mr. Solomon: Those that were partway through are being started over again under the terms of the new legislation.

Mr. Knowles (Norfolk-Haldimand): Thank you very much. Thank you, Mr. Chairman.

Vote 1 agreed to.

The Chairman: Shall I report these estimates to the House.

Mr. Tétrault: I so move.

The Chairman: Gentlemen, I thank you very much for your co-operation and I must apologize to the officials because we were not able to get underway early. Sometimes it is easier to sit and wait than sit and answer questions. We will bear that in mind. The Committee is adjourned.

[Interprétation]

M. Solomon: Les demandes dont l'étude était presque terminée pourront être étudiées de nouveau en vertu de la nouvelle loi.

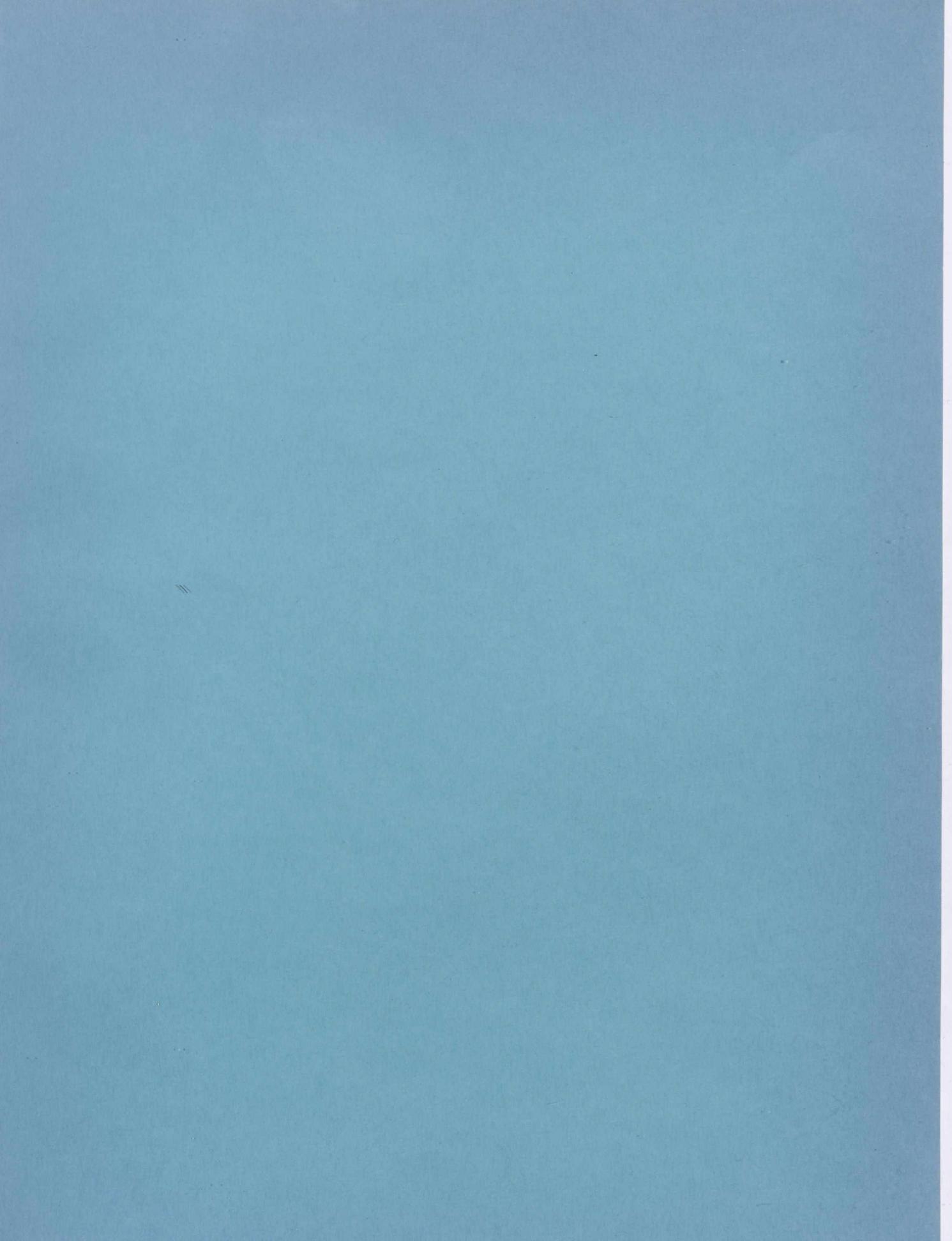
M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

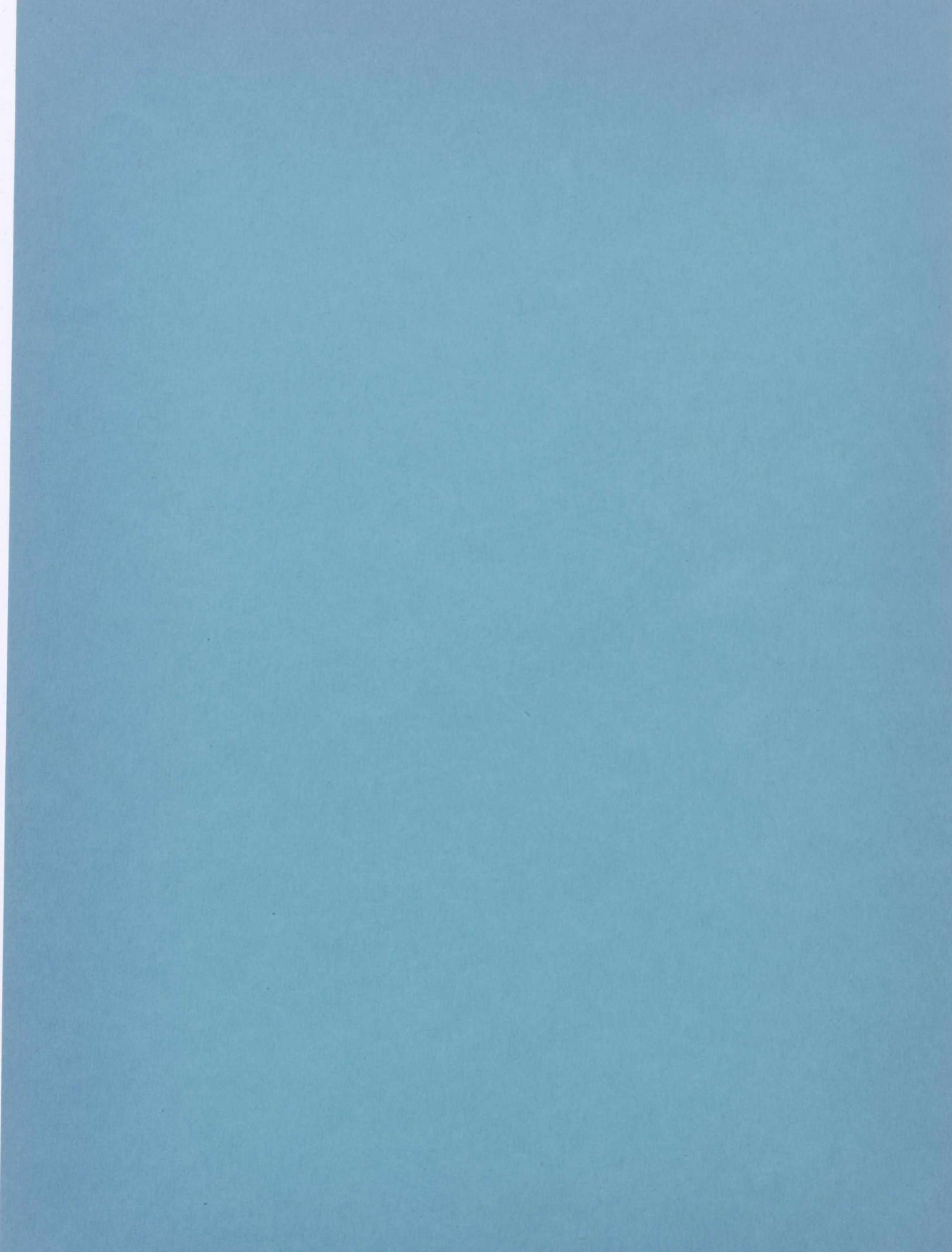
Le crédit 1 est adopté.

Le président: Dois-je faire rapport à la Chambre de ces prévisions budgétaires?

M. Tétrault: Je le propose.

Le président: Messieurs, je vous remercie beaucoup de votre collaboration et je m'excuse auprès des hauts fonctionnaires de notre impardonnable retard. Il est parfois plus facile de s'asseoir et d'attendre que de répondre aux questions. Nous nous en souviendrons. La séance est levée.





HOUSE OF COMMONS

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

CHAMBRE DES COMMUNES

Troisième session de la
vingt-huitième législature, 1970-1971

Attendance Allowances
"Benefits of Doubt"
3:31-22, 4:3, 20:2

888 U-203 Standing Committee on
Amendments

Classe 7: Amending
no later than
Clause 28(7) 3:31-
6:31-9, 15, 16:3

Veterans Affairs

Chairman

Mr. Jack Cullen

Président

Discussion

Clause 3: Bank

Clause 4: Library

Clause 5: Bureau

Clause 11: Other

4:6-7

Clause 14: Affairs

Clause 15: Bills

Clause 16: Schedules

Clause 17: Standing

Committee

OF
PROCEEDINGS

Affaires des
anciens combattants

Index

DES
DÉLIBÉRATION

Issues Nos.

1 to 13

Fascicules n°s

1 à 13

Organization meeting:

Thursday, January 14, 1971

Séance d'organisation:

le jeudi 14 janvier 1971

Last meeting:

Thursday, April 29, 1971

Dernière réunion:

le jeudi 29 avril 1971

CHAMBRE DES COMMUNES
Troisième session de l'
Assemblée législative, 1920-21

HOUSE OF COMMONS
Third Session
Twenty-eighth Parliament, 1920-21

Standing Committee on
Committee permanent des

Vétérans Affaires
Affaires vétérans

Chairwoman
Mc Jack Cullen
President
Président

Index

of
PROCEEDINGS

Issues No.
1 à 13
1 à 13

Outline of discussion:
Tuesday, January 14, 1921
Wednesday, April 20, 1921

Outline of meeting:
Wednesday, April 20, 1921
Wednesday, April 20, 1921

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publication de l'Imprimeur de la Reine pour le Canada
autorisée par l'Orateur de la Chambre des communes

Available from Information Canada, Ottawa, Canada

En vente au siège d'Information Canada, Ottawa, Canada

INDEX

BILL C-203**AN ACT TO AMEND THE PENSION ACT
AND THE CIVILIAN WAR PENSIONS
AND ALLOWANCES ACT**

Attendance Allowance 1:8, 1:25-26, 3:26-27
 "Benefit of Doubt", clarification 1:6, 1:14-15, 2:11, 3:18-19,
 3:21-22, 4:9, 7:14, 8:22-24

Bill C-203

Amendments

Clause 7: Awards, presumption of medical condition on enlistment 2:26, 3:12-25, 4:7-18, 5:4-5, 5:20, 8:3
 Clause 21: Pension to widowed mother with small income not be reduced 5:5-20, 6:5-6, 6:17-9, 8:3
 Clause 28(57, 58): "Prisoners of war of the Japanese" 6:8-13, 6:15, 6:19-20, 7:3-4, 7:17-19, 8:3-4
 Clause 28(59, 60): Exceptional incapacity allowance 1:7-8, 6:20-30, 7:3, 7:5-17, 7:19-20, 7:29-32, 8:4-5, 8:7-9
 Clause 28(83, 84): Interpretation, powers of Commission 8:4, 8:15-21
 Clause 28(87): Benefit of doubt 8:4, 8:22-24

Discussion

Clause 3: Rank, powers of chairman 3:4-6
 Clause 4: Limitation on Commissions powers 3:6
 Clause 6: Bureau of Pensions Advocates 3:7-11
 Clause 11: Other compensation, effect on pension 3:25-26, 4:6-7
 Clause 14: Attendance allowance 3:26-27, 4:7
 Clause 15: Date pension payable 1:30, 4:4, 4:7
 Clause 16: Sections repealed 4:5, 4:7
 Clause 17: Administration of pension 4:5-6, 4:7
 Clause 18: Payment to defendant 4:18-21
 Clause 19: Pensions to widows 4:21-24
 Clause 20: "Defendant", defined 4:24-25
 Clause 22: Pension payment granted retroactively 1:30
 Clause 23: Payments to widow or child pending consideration of claim 5:20-21
 Clause 24: Cancellation of pension of female pensioner 5:21-25
 Clause 25: Widows' pension may be reinstated 5:25-29
 Clause 26: Newfoundland domicile 5:7, 6:17
 Clause 27, South African pensions 6:7, 6:17
 Clause 28(63): Application procedure 1:9, 1:28-29, 2:9
 Clause 28(65, 66, 67): Pension applications, procedure 1:31, 7:20-22
 Clause 28(68 to 70): Commission not to consider further applications; leave to re-open procedure 2:27, 7:22-25
 Clause 28(71 to 73): Entitlement board, procedure on receipt of request 7:25-26
 Clause 28(74 to 76): Sittings of Entitlement Board 7:26-27
 Clause 28(77 to 81): Pension Review Board 1:9, 2:8, 2:34-39, 7:27-28, 8:10-12
 Clause 28(82): Appearance, oral evidence 1:32-33, 8:12-15
 Clause 28(85, 86): Commission may direct medical examination 8:22
 Clause 28(88): Access to records 8:24-25

Affaires des anciens combattants, Comité permanent des

Recommandations à la Chambre

Changement montant maximum pour invalidité exceptionnelle (Bill C-203) 6:4, 6:20-26, 8:3

Membres Marine marchande et services auxiliaires, inclusion dans Art. 57 (Bill C-203) 6:4, 6:8-12, 8:3

Affaires des anciens combattants, ministère des

Budget des dépenses 1971-72

Credit 1 – Administration 11:6-26, 12:4-19, 13:6-7

Programme

Administration générale 11:8, 11:10

Loi sur terres destinées aux anciens combattants 11:8, 11:20-21, 12:4-9

Pensions 11:7

Service de bien-être 11:6-7, 12:9-13

Service de traitement 11:7-10, 11:11-18

Budget supplémentaire «C» 1970-71

Credit 15(c) – Services de bien-être, ateliers d'artisanat 9:6-8, 9:15

Credit 40(c) – Services de traitement 9:8-10, 9:15

Credit 45 (c) – Dépenses d'hôpitaux 9:10-13, 9:15

Credit 50(c) – Office de l'établissement agricole anciens combattants 9:13-14, 9:15

Transfert

Hôpital Lancaster, St-Jean, N.B. 9:11-12, 11:8-10, 11:15-18

Hôpital Sunnybrook, Toronto 11:8, 11:11-12, 11:16

«American Illustrated Medical Dictionary» (Dorland)

Définition mot prothèse 7:29

Amputés de guerre du Canada

Lettre de H.C. Chadderton, Secrétaire exécutif (7 fév. 1971) au sujet usage prothèse 7:29-32

Mémoire 7:5

Nombre 2:18

Association canadienne des paraplégiques

Nombre anciens combattants 2:18

Association des prisonniers de guerre de Dieppe

Mémoire, statut groupe 1:10, 1:13

Association nationale des prisonniers de guerre

Formation, demande 1:13-14, 6:16-17

Mémoire 8:29-47

Associations nationales des anciens combattants du Canada

Allocation pour incapacité exceptionnelle 6:29

Commentaires

Comité Woods, remarques certaines recommandations 2:7

Loi sur pensions, art. 77 à 83 2:34

Mémoire, commentaires sur le 2:6-7, 2:10-44

Nombre de vétérans pensionnés 2:18

Organisations membres 2:16, 2:18

Rapport Comité Woods, priorités établies par les 2:10-11

Recommandation, Marine marchande, prisonniers de guerre des Japonais 2:10-11, 6:8, 6:19-20

Clause 28(89, 90): No action lies against any person or against the Crown 8:24, 8:25

Exceptional Incapacity Allowance 1:6, 1:7-8, 1:19, 1:23, 8:25-26

Disabilities table 1:23

Eligibility, number 1:24, 2:12-13, 2:15, 2:17, 2:22-23, 2:24-25, 6:26

Payments allowable, increase, criticism 1:8, 2:6-8, 2:12, 2:16, 2:17-18, 2:24, 6:20-25, 8:3

Pensioners records, review 1:7

Prostheses use, condition improved, payments reduced 6:26-30, 7:5-12, 7:15-16, 7:29-32, 8:8-9

Pensions Advocates Bureau

- Lawyers, preference, selection, salaries 3:8, 3:9-11

Establishment, purpose 1:6, 1:23-24, 3:8-9

Pension Review Board

- Establishment, procedure 1:6, 1:8-10, 1:32-33, 2:8-9, 2:11, 2:30-33, 2:34-41, 7:27-28, 8:10-15
- Interpretation of clauses, representations 2:41-43, 8:15-21

Pensions

Applications

- Leave to reopen, procedures 1:16, 1:30-32, 2:9, 2:27-34, 7:22-25
- Medical condition, pre-enlistment condition, assessment 3:17-24, 4:8-13, 4:15-16, 5:4-5, 5:20
- Retroactivity 1:28-30, 4:4

Automatic age increase proposal 1:11, 1:16

Common-law relationships 4:18-21, 5:21-25

Eligibility requirements 3:12-16

Other compensation, effect on pension payable 3:25-26, 4:6-7

Pensioner, incapable of managing his affairs 4:5-6

Widows of pensioners 1:10-11, 1:16-18, 1:21-22, 1:26, 2:13, 2:27, 4:21-23, 4:24-25, 5:5-20, 5:21, 5:25-29, 6:5-6, 6:18-19

Principal benefits 1:6

Prisoners of War of the Japanese

- Interpretation, discussion 1:6, 1:19-21, 1:33-34, 2:10
- Hong Kong veterans 1:10, 1:13, 1:20-21, 6:12-13
- Merchant seamen 1:34, 2:10, 6:8-11, 8:3

Retroactivity, allowances for 3:27, 4:7

Report to the House, recommendations (First) 8:3

Reported to the House with amendments (Second) 8:3-4, 8:6, 8:27

BILL C-232**AN ACT TO AMEND THE CIVILIAN WAR PENSIONS AND ALLOWANCES ACT****Bill C-232**

Medical, hospital care provisions 10:9

Pension rates, 10% increase 10:9

Purpose 10:9

Reported to the House without amendments (Fourth) 10:4, 10:5, 10:28

Rejet, présomptions quant à état de santé au moment enrôlement 3:17-18

Remises en question appels relatifs à pension 2:34-43

BILL C-203**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES PENSIONS ET LA LOI SUR LES PENSIONS ET ALLOCATIONS DE GUERRE POUR LES CIVILS****BILL C-203****Bill C-203**

Allocations

- Invalidité exceptionnelle, plafond, changement 1:6, 1:7-8, 1:24-26, 2:6-7, 2:15-18, 2:21-24, 6:4, 6:20-26, 7:7-17, 7:19-20, 7:29, 8:3-4, 8:25
- Pour soins 1:25-26, 3:26-27
- Usage de prostheses 6:26-30, 7:5-17, 7:29-32
- Veuves de pensionnés, pension inférieure à 48 p. 100 1:10-11, 1:16-19, 1:21, 1:25-26, 2:13-14, 4:21-24, 4:25, 5:5-6, 5:21

Amendements

- Art. 7 – Compensations, causes antérieures ou consécutives à enrôlement 2:26, 3:12-25, 4:6, 4:7-18, 5:4-5, 5:20, 8:3
- Art. 21 – Pension à mère-veuve, réduction causée par revenus infimes 4:5, 5:5-20, 6:4, 6:5-7, 6:17-19, 8:3
- Art. 28(57, 58) – Prisonniers de guerre des Japonais 1:20-21, 1:33-34, 2:10, 6:4, 6:7, 6:8-13, 6:19-20, 7:3-4, 7:17-19, 8:3-4
- Art. 28(59,60) – Allocation incapacité exceptionnelle 1:7, 2:12-13, 2:15-18, 2:21-24, 6:26-30, 7:17, 7:19-20, 7:29-32, 8:3-4, 8:7-9
- Art. 28(77) – Constitution Commission revision des pensions 7:27-28, 8:10, 8:14
- Art. 28(83, 84) – Avis questions d'interprétation loi donné par Conseil à Commission 8:15-21
- Art. 28(85, 86) – Commission peut ordonner examen médical, procédure 8:22
- Art. 28(87) – Bénéfice du doute 1:6, 1:14-16, 3:14, 3:18-19, 7:14, 8:22-24
- Art. 28(89, 90) – Recevabilité action ou procédure 8:24-25

Discussions

- Art. 3 – Rang, pouvoirs du Président 3:4-6, 3:7
- Art. 4 – Restrictions aux pouvoirs de la Commission 3:6-7
- Art. 11 – Effet d'autre forme d'invalidité sur pension payable par ailleurs 1:6, 1:23, 3:7-12, 4:6-7
- Art. 14 – Allocation pour soins 3:26-27, 4:7
- Art. 15 – Date paiement pension 4:4, 4:7
- Art. 17 – Administration de la pension 4:5-6, 4:7
- Art. 18 – Paiement à personne à charge 4:18-21
- Art. 19 – Pensions aux veuves 4:21-22
- Art. 20 – Définition “personne à charge” 4:24-25
- Art. 23 – Pension à 48 p. 100 5:20-21
- Art. 24 – Annulation pension à veuve ou mère-veuve 2:26-27, 5:21-25
- Art. 25 – Rétablissement pension à veuve remariée 5:25-29, 6:9
- Art. 26 – Domicile à Terre-Neuve 6:7

BILL C-233**AN ACT TO AMEND THE WAR VETERANS ALLOWANCE ACT, 1952****Bill C-233**

Allowance

Basic rates, 15% increase 10:7, 10:9, 10:13

Calculation, cost of living, other factors 10:18-20

Funds, Estimates 1971-72 10:9, 10:13-14

Guaranteed Income Supplement application requirement, criticism 10:22-24

Old Age Security Pension, Guaranteed Income Supplement, effect 10:7-9, 10:11-12, 10:14-18, 10:25-26

Widows 10:8, 10:15-16, 10:22-24, 10:26-27

Medical, hospital care coverage 10:8, 10:12

Purpose 10:7-9

Reported to the House without amendment (Fifth) 10:4, 10:27

BILL C-234**AN ACT TO AMEND THE PENSION ACT****Bill C-234**

Basic rates, 10% increase 10:7, 10:13

Purpose 10:7

Reported to the House without amendment (Sixth) 10:4, 10:5

Brebner, Dr. C.N., Surgical Specialist, Canadian Pension Commission

Prostheses, description, use, statement 7:6-7

Canadian Pension Commission

Chairman, rank, powers 3:4-5

Decisions, quorum, procedure 3:5-6, 3:18, 3:19

Prisoners of war, common maladies, study 1:10, 1:13, 2:15, 2:18

Role, new legislation, effect 2:30-33, 2:41

Chadderton, D.C., Secretary, National Council of Veteran Associations

Brief, presentation 2:6-44

Dieppe Prisoners-of-War Association

Dieppe raid, consequences, taped testimony 8:31-44

Special status request, Pension Commission review 1:10, 1:13, 1:24, 6:13-16

Dubé, Hon. Jean-Eudes, Minister of Veterans Affairs

Statements

Bill C-203 1:6-12

Bills C-232, C-233, C-234 10:6-10

Estimates 1971-72 11:6-9

McFarlane, M.L., Director of Service Bureau, Royal Canadian Legion

National Veterans Organizations of Canada, brief, presentation 2:6-44

"Member of the forces"

Definition 1:34

Art. 27 – Pensionnés, services en Afrique du Sud 6:7

Art. 28(65, 66, 67) – Demandes compensation, procédure 7:20-21

Art. 28(68 à 70) – Certaines demandes, étude autorisée par Conseil révision pensions 7:22-25, 8:4

"Bénéfice du doute", clarification article 1:6, 1:14-16, 3:14, 3:18-19, 7:14, 8:22-24, 8:46, 11:11

Eléments principaux 1:6

Etablissement

Bureau de services juridiques 1:6, 1:23, 3:7-12

Conseil de révision des pensions 1:6, 1:8-10, 1:30-33, 2:8, 2:34, 2:37, 2:41, 7:23, 7:27-28, 8:10-12

Hong Kong, prisonniers, dispositions envers 1:6, 1:10, 1:13, 1:19-21, 1:33, 2:10, 6:12, 6:15-16, 8:13, 8:44

Majoration automatique pensions selon âge 1:11, 1:16-17

Membres Marine marchande, services auxiliaires, prisonniers des Japonais, recommandation 2:10-11, 6:8-12, 6:19-20, 8:3

Personnes à charge

Engagements financiers envers 6:18-19

Nombre 6:18-19

Première Guerre mondiale, révision cas 1:16

Rapport à la Chambre avec modifications (Deuxième) 8:3-4, 8:6, 8:26

Recommandations à la Chambre (Premier rapport) 8:3

BILL C-232**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES PENSIONS ET ALLOCATIONS DE GUERRE POUR LES CIVILS****Bill C-232**

Majoration taux pour civils pensionnés de guerre 10:9-10, 10:27

Rapport à la Chambre sans modification (Quatrième) 10:4, 10:28

BILL C-233**LOI MODIFIANT LA LOI DE 1952 SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS****Bill C-233**

Majoration taux de base allocations plafond revenu 10:7-9, 11:7, 11:13-15, 11:25, 12:17

Modifications Règlement, application mesures

Allocation spéciale à veuve 10:9, 10:15-16, 10:22

Paiement primes assurance médicale et hospitalière 10:8

Prestations, pension sécurité vieillesse 10:7-8, 10:9, 10:22-23, 11:6-7, 11:11, 12:14-17

Supplément de revenu garanti 10:7-8, 10:9, 10:11-13, 10:25-27, 11:11, 11:14, 12:14-17

Uniformisation exemption pension de sécurité de vieillesse 10:9, 10:11-13

Rapport à la Chambre sans modification (Cinquième) 10:4, 10:27

BILL C-234**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES PENSIONS****Bill C-234**

Majoration taux de base pensions 10:7

Rapport à la Chambre sans modification (Sixième) 10:4, 10:5

- Misconduct provision** 1:15, 2:8, 2:14
- National Prisoners of War Association** Brief 8:29-47
- Nursing Sisters Association**, support of recommendations in brief 8:44
- Recommendations to the Government** 8:44-46
- Formation, representations to Committee** 1:13, 1:24, 2:3, 2:4, 2:43, 6:12-13, 6:17, 6:19
- National Veterans Organizations of Canada**
- Brief, preliminary comments 2:6-13, 2:26-28, 2:34-38, 2:43-44
 - Combined group study with Veterans Affairs Department 2:7, 2:32
 - Membership 2:16, 2:18
- Pawley, R.W., Director General, Veterans Land Act, Veterans Affairs Department**
- Administration of Act, procedure 12:4-7
- Prisoners of War**
- War claims, findings and recommendations, Campbell, Thane A., Chief War Claims Commissioner 8:30-31
- Roche, Mr. Justice, Dominion President, Royal Canadian Legion**
- National Veterans Organizations of Canada brief, support, statement 2:4-5
- Royal Canadian Legion**
- Approval of legislation 1:6, 1:12, 2:4-5
- Veterans Affairs Department**
- Estimates 1971-72
 - Administration Program Expenditures, reduction 11:4, 11:8, 11:10
 - Expenditures 11:6
 - Lancaster hospital, Saint John (N.B.), transfer to province 9:11-12, 11:8-9, 11:15-17
 - Pension applications, new legislation 13:6-7
 - Pensions Advocates 12:17-19
 - Report to the House (Seventh) 13:4, 13:7
 - Sunnybrook hospital, transfer to University of Toronto 11:7, 11:11-12, 11:16
 - Veterans
 - Living in England, services provided 11:21-22
 - Non-hospitalized, prescriptions 11:17-18
 - Pensioners, permissible outside income 11:24-26
 - Provincial welfare offices, referrals 11:23-24
 - Veterans' Land Act 11:7-8, 11:20-21, 12:4-7, 12:8-9
 - War Veterans Allowance
 - Applicants, forecast 12:7-8
 - Expenditures 11:6-7
 - Old Age Security Pension, Guaranteed Income Supplement, effect on WVA recipients 11:6-7, 11:10-11, 11:13-14, 12:14-17
 - Rate of payments, 15% increase 11:6, 11:13-15
 - Welfare officers 12:9-13
 - Supplementary Estimates (C) 1970-71
 - Hospital care, outstanding accounts, no estate 9:8-10
- Brebner, Dr. C.N., Commission canadienne des Pensions**
- Exposé, prothèses, usage 7:6-7
- Bureau de services juridiques**
- Établissement, fonctions, composition 1:6, 1:23, 3:7-12
- Bureau des Vétérans**
- Fonctions 7:24
- Chadderton, M. D.C., Secrétaire, Conseil national des associations d'anciens combattants du Canada**
- Rapport, groupe d'étude spécial, ministère Affaires anciens combattants, Conseil associations anciens combattants 2:6-8
- Comité d'enquête sur l'organisation et le travail de la Commission canadienne des pensions**
- Voir*
 - Comité Woods
- Comité Woods**
- Recommendations
 - Application ou non 1:9-10, 1:16-19, 2:7-40, 3:10, 3:14, 3:23, 3:25-26, 6:24-25, 7:23, 8:44
 - Décisions «définitives», révision 1:9-10
 - Invalidité exceptionnelle, montant allocation 6:24, 6:25
 - Ré-examen demande compensations 7:23
 - Veules d'anciens combattants 1:16-19, 2:13-14, 4:21-24, 5:21
 - Comités d'appel des pensions
 - Fonctions 1:31, 2:28, 2:31, 7:26
 - Commission canadienne des pensions
 - Allocations imposables 11:12-15, 12:15-17
 - Augmentation prévisions budgétaires 1971-72 10:10, 10:14, 11:6
 - Demandes compensation, procédure 1:9-10, 1:28-33, 7:21
 - Demandes de remises en question, nombre, droit, procédure 1:31, 2:28-43, 7:22-25
 - Emplois à plein temps, bénéficiaires pensions, règlements 11:24-26
 - Étude, Service consultatif médical 1:10, 1:13, 2:15, 2:18
 - Fonctions, autorité, Comités d'examen de la 1:31-33, 2:9, 2:27, 2:32, 7:22, 7:23-25, 8:21
 - Mauvaise conduite, bénéfice du doute 1:14-16
 - Pensionnés à 100 p. 100, bénéfices, nombre 1:7, 1:8, 1:24, 1:27, 2:12-13, 2:15-18, 2:22-24, 6:27, 8:25
 - Table des invalidités, directives 1:7, 1:23
 - Vétérans retirés à l'étranger 11:21-22
 - Veuves de pensionnés, remariage, cas 5:25-29
 - Commission des allocations aux vétérans
 - Emplois réguliers plein temps, spécifications 11:24-26
 - Fonctions 11:11, 11:24
 - Vétérans au-dessus 65 ans, sécurité vieillesse, revenu garanti 12:13-15
 - Conseil de révision des pensions
 - Autorité fonctions, dépenses 1:31-33, 2:27, 7:23, 8:12-21, 11:7
 - Décisions «définitives» 1:9-10

Report to the House (Third) 9:4
 Resale of VLA property, loss 9:13-14
 Saint-Anne's Hospital, Montreal, renovations 9:10-11
 Vetcraft shops, loss, reimbursement 9:6-8

Veterans Affairs Standing Committee

Letters, Bill C-203, tabling of, discussion 2:18-22

Recommendations to the House

That members of the Merchant Navy and Auxiliary Services prisoners of war of the Japanese be included in 28(57)
 Bill C-203 6:4, 6:8-12, 8:3

To raise the level of Exceptional Incapacity Allowance 28(57) Bill C-203 6:4, 6:20-26, 8:3

War Amputations of Canada

Brief, discussion 7:5

Letter from H.C. Chadderton, Executive Secretary, concerning use of prothesis, allowance reduced 7:29-32

Woods Committee Report (Committee to Survey the Work and Organization of the Canadian Pension Commission)

Recommendations, implementation in Bill C-203 1:9, 1:16-18, 2:7-9, 2:11-14, 2:29-30, 2:35, 3:23, 3:25-26

Appendices

A—War Amputations of Canada, letter from Executive Secretary 7:29-32

B—National Prisoners of War Association, brief 8:29-47

Witnesses

- Anderson, T.D., Chairman, Canadian Pension Commission 3:5-6, 4:20-22, 5:8-17, 5:26-28, 6:7, 6:15, 6:18-19, 7:20-21, 7:26-27
- Brebner, Dr. C.N., Canadian Pension Commission 7:6-11
- Chadderton, D.C., Secretary, National Council of Veterans Associations 2:4-44
- Dubé, Hon. Jean-Eudes, Minister of Veterans Affairs 1:6-35, 9:6-15, 10:6-28, 11:5-24
- Hodgson, Dr. J.S., Deputy Minister, Veterans Affairs Department 1:20, 1:34, 3:4, 3:7-9, 4:21, 5:6-7, 5:19, 6:5-13, 6:20-23, 6:26-28, 7:6, 7:11-15, 7:19-22, 7:26-28, 8:7-9, 8:15, 8:21-22, 9:7-15, 10:22, 12:7-9, 12:15
- McCallum, R.L., Director, Financial Planning, Veterans Affairs Department 4:22-23
- McFarlane, M.L., Director, Service Bureau, Royal Canadian Legion 2:4-44
- Pawley, R.W., Director General, Veterans' Land Act, Veterans Affairs Department 12:4-8
- Reynolds, P.E., Director, Legal Branch, Veterans Affairs Department 4:7, 5:19
- Richardson, Dr. H.J., Chief Medical Adviser, Canadian Pension Commission, Veterans Affairs Department 1:25
- Rider, E.J., Director General, Welfare Services, Veterans Affairs Department 11:23-24, 12:10-12
- Ritchie, Dr. K.S., Assistant Deputy Minister (Hospitals), Veterans Affairs Department 11:17-18
- Roaf, W.G.H., Deputy Chairman, War Veterans Allowance Board 11:24-26

Demandes de remise en question, procédure, nombre 2:28-43, 7:22-25, 8:12-21

Mandat commissaires 7:28, 8:10-12

Dieppe, anciens combattants de

“Raid”, conséquences pour les 8:31-32, 8:33-47

Situation 1:10, 1:13, 1:19, 6:13-16, 6:29

Dubé, hon. Jean-Eudes, Ministre des Affaires des anciens Combattants

Exposés

Bill C-203 1:6-12

Buts Bills C-232, C-233, C-234 10:6-10

Prévisions budgétaires 1971-72 11:6-10

Fédération canadienne des associations d'anciens combattants

Bill C-203, améliorations 1:6

Groupe d'étude spécial

Ministère Affaires anciens combattants, Conseil Associations anciens combattants, rapport 2:7, 2:32

Hong Kong, anciens Combattants de

Dispositions spéciales envers 1:6, 1:10, 1:13, 1:19, 1:33, 2:10, 6:12, 6:15-16

Légion royale canadienne

Bill C-203, améliorations, suggestions 1:6, 1:12, 2:4-6

Vente couronnes, coquelicots, pertes 9:6-8

McFarlane, M. M.L., Directeur des services, Légion royale canadienne

Présentation, mémoire Associations nationales des anciens combattants 2:6

“Nursing Sisters Association”

Avis sur anciens prisonniers de guerre canadiens 8:44

Pawley, M. R. W., Directeur général, Loi sur terres destinées aux anciens combattants, ministère Affaires des anciens combattants

Procédure juridique, responsabilité ministère Justice 12:4-7

Rider, M. E.J., Directeur général, services Bien-Être, ministère Affaires des anciens combattants

Agents de bien-être, nombre 12:10-13

Roche, hon. juge R., Président national, Légion royale canadienne

Présentation, Associations nationales d'anciens combattants 2:4-5

Rapports à la Chambre

Premier 8:3

Deuxième 8:3

Troisième 9:4

Quatrième 10:4

Cinquième 10:4

Sixième 10:4

Septième 13:4

Santé nationale et du Bien-Être social, ministère de la

Paiement allocations aux anciens combattants 10:10, 10:14, 11:7, 11:10

- Roche, Mr. Justice, Dominion President, Royal Canadian Legion 2:4-5
- Solomon, A.G., Chairman, Canadian Pension Commission 13:6-7
- Thompson, D.M., Chairman, War Veterans Allowance Board, Veterans Affairs Department 12:14-16
- Ward, D.K., Chief Pensions Advocate, Veterans Affairs Department 1:15, 1:30, 1:33, 3:6-27, 4:4-25, 5:5-6, 5:21-29, 6:7, 6:14-15, 8:9, 8:12-27, 12:17-19

National Veterans Organizations of Canada 1:8-12
Brief, preliminary 6:1-3
Combined group 1:1-2, 1:17-19
2:32

Pewley, R.W., Director General, Veterans Land Act, Veterans Affairs Department

Prisoners of War 1:5-6, 1:15-16
War crimes, findings and recommendations 1:15-16

Roche, Mr. Justice, Dominion President, Royal Canadian Legion
National Veterans Organizations of Canada 1:1-2, 1:17-19
2:6-7, 2:15-16

Royal Canadian Legion
McFarlane, M.J., Directeur des services à la jeunesse 2:6-7
Issues
Compensation, Association nationale des combattants 2:6-7
Estimates 1971-72
Administration Programs Expenditure 1:1-2, 1:15-16
Expenditure 1:1-2

Veterans Advocates 1:1-2, 1:17-19
Affaires des anciens combattants 1:1-2, 1:17-19
Sunnybrook hospital, Toronto, Ontario 1:1-2, 1:17-19
Veterns 1:1-2, 1:17-19

Veterans
Veterans' Land Act 1:1-2, 1:17-19
War Veterans Allowance
Applicants, forecast 12:7-8

Expenses 11:6-7
Old Age Security Pension, Guaranteed Income Supplement, effect on WVA recipients 1:10-11, 1:13-14, 12:14-17
Rate of payments, 13% increase 11:6, 11:13-15

Welfare allowances, limit on gross-grant benefit 1:1-2, 1:17-19
Hospital care, outstanding amounts, no limits 1:1-2

- Sir Arthur Pearson Association of War Blinded
Nombre anciens combattants 2:18
- Terres destinées aux anciens combattants, Loi sur les Transactions, arpentage 11:8, 11:20-21, 12:4-7
- Ward, M. D.K., Administrateur légal des pensions, ministère des Affaires des anciens Combattants
Définition mauvaise conduite 1:15
Erreurs dans attribution pensions 3:6

Appendices

- A-Lettre, H.C. Chadderton, Secrétaire exécutif, Amputés de guerre du Canada, à J. Marshall, M.P., (7 fév. 1971) au sujet usage de prothèses 7:29-32
- B-Mémoire, Association canadienne des prisonniers de guerre 8:29-47

Témoins

- Anderson, M. T.D., Président, Commission canadienne des pensions 3:5-6, 4:20-22, 5:8-17, 5:27-28, 6:7, 6:15, 6:18-19, 7:20, 7:26-27
- Brebner, Dr C.N., Commission canadienne des pensions 7:6-11
- Chadderton, M. D.C., Secrétaire, Conseil national des associations d'anciens combattants au Canada 2:6-44
- Dubé, hon. Jean-Eudes, Ministre des Affaires des anciens combattants 1:6-34, 9:6-15, 10:6-28, 11:5-24
- Hodgson, M. J.S., Sous-ministre, ministère Affaires des anciens Combattants 1:20, 3:4, 3:7-9, 4:21, 5:6-7, 5:19, 6:5-13, 6:22-23, 7:6, 7:11-28, 8:7-9, 8:15, 8:21, 9:7-14, 10:22, 11:5, 11:12, 12:7-9, 12:13-15
- McCallum, M. R.L., Chef, Division planification et recherche, ministère Affaires des anciens combattants 4:22-23
- McFarlane, M. M.L., Directeur des Services, Légion royale canadienne 2:6, 2:8-11, 2:25-34, 2:42-44
- Pawley, M. R.W., Directeur général, Loi sur terres destinées aux anciens combattants, ministère Affaires des anciens combattants 12:4-7
- Reynolds, M. P.E., Directeur, Section juridique, ministère Affaires des anciens combattants 4:7, 5:19
- Richardson, Dr J., Conseiller médical en chef, Commission canadienne des pensions 1:25
- Rider, M. E.J., Directeur général, services Bien-Être, ministère Affaires des anciens combattants 11:23-24, 12:10-12
- Ritchie, M. K.S., Sous-ministre adjoint (hôpitaux), ministère des Affaires des anciens combattants 11:17-18
- Roaf, M. W.G.H., Président, Commission des allocations aux vétérans 11:24-26
- Roche, hon. juge R., Président national, Légion royale canadienne 2:4-5
- Solomon, M. A.O., Président, Commission canadienne des pensions 13:6-7
- Thompson, M. D.M., Président, Commission des allocations des anciens combattants, ministère Affaires des anciens combattants 12:14-16
- Ward, M. D.K., Administrateur légal des pensions, ministère Affaires des anciens combattants 1:15, 3:6-27, 4:4-25, 5:5-6, 5:21-28, 6:7, 6:14-15, 7:22-26, 8:9-26, 12:17-19

Members present	-Legault, Carl (Nipissing) 1:6, 12, 28, 30, 32-33, 35; 2:4, 6, 10:21-22, 24-26, 28, 34, 43-44; 3:4-10, 12, 16-17, 23, 25-27; 4:4, 6-7, 15, 17-18, 24-25; 5:4-5, 11, 14-15, 18, 20, 29; 6:5-12, 16-24, 26, 28-30; 7:5-6, 14, 16-21, 26; 8:7-9, 15-16, 21-22, 26-28; 9:6, 8, 13-15; 11:5-6, 10, 18, 24, 26; 12:4-7, 12-13, 16-19; 13:6-7	Députés présents
Chairman:		Président:
Vice-Chairman	-Cullen, Jack (Sarnia) 1:23-24; 2:17, 17, 33-34; 4:4-6, 23-25; 5:4-5; 6:8, 15-17, 22, 25-26, 28-29; 7:9-11, 14, 21, 27-28; 8:12, 23; 9:13; 10:6, 21, 28 -Badanai, Hubert (Fort William) 8:22; 11:21-22 -Bigg, F. Jack (Pembina) 1:14-15, 25-26; 6:12, 21, 23-25, 29-30; 8:7-10, 13, 15, 20, 23-25 -Blair, D. Gordon (Grenville-Carleton) 1:28-32; 2:20, 28-32, 38-43; 3:21-22, 25-27; 4:6-10, 14; 5:19, 28-29; 7:16-17, 22-25, 28 -Corriveau, Léopold (Frontenac) 1:34-35 -Emard, René (Vaudreuil) 3:9-10, 14-15, 17; 4:13-14, 18-19; 5:22-23; 10:18-20, 25 -Foster, Maurice (Algoma) 2:17-18, 22-23; 5:15-17; 6:27, 30; 7:11-13, 15; 8:27 -Francis, Lloyd (Ottawa West) 10:26 -Guay, Joseph-Philippe (St Boniface) 2:21; 5:5-6, 8-10, 14, 18-19, 22, 28-29; 6:17-18, 21-22, 25; 7:20, 27; 8:10-12, 28; 9:10, 14 -Knowles, Stanley H. (Winnipeg North Centre) 1:15-19, 25, 27; 2:13-14, 20-21, 24; 3:7, 21-22, 24-27; 4:6-10, 12-15, 20-21; 5:4-5, 7-8, 12-13, 17-18, 20-21, 24-26; 6:5-8, 10, 12, 20-22, 24-26, 30; 7:5-6, 8-9, 13-18; 8:7-9, 14, 20-28; 9:7; 10:6, 12-18, 21-24, 26-28; 11:6, 12-15; 12:16-17; 13:6 -Knowles, William D. (Norfolk-Haldimand) 3:11; 4:17, 21-22; 5:6; 6:26; 7:5, 14, 27; 10:11-12; 11:10-12; 12:8-9, 15-16; 13:6-7 -Loiselle, Gérard (Saint-Henri) 2:23, 25; 5:4, 7, 11-12, 18, 20; 6:5-7, 9, 19; 7:19; 9:8-9, 11-13; 10:25 -MacLean, Hon. Angus (Malpeque) 2:25-27; 8:18-19; 9:9-10; 10:20-21, 24-25; 11:22-26; 12:4, 7 -MacRae, J. Chester (York-Sunbury) 1:12-14, 33-34; 2:15, 24, 26; 3:4-5, 7-9, 19-20; 4:4-5, 15-16, 20, 24-25; 5:10, 19-21, 26-27; 6:8-10, 27; 7:17-22, 25-26, 28; 8:11-13, 16-17, 22, 27; 12:9, 12-15, 18; 13:6 -Marshall, Jack (Humber-St. George's St. Barbe) 2:15-20, 43; 6:13, 15, 26-30; 7:5, 7-8, 17, 28; 8:10-11, 21; 11:18-21 -Peters, Arnold (Timiskaming) 1:19-22, 25 -Thomas, Charles (Moncton) 9:7-8, 11-12, 14; 11:15-18 -Turner, Charles (London East) 3:17-19, 24; 4:17; 5:17; 8:8 -Weatherhead, David (Scarborough West) 1:24, 26, 34; 3:5-7, 11, 22-23; 4:10-11, 17-20; 5:5, 8, 17, 23-24, 26-27, 29; 8:19-20 -Whicher, Ross (Bruce) 1:18-19, 26-28; 5:4, 14-15 -Ritchie, Gordon (Dauphin) 3:6, 12-13, 16-17, 23; 4:13	Vice-président
Other Member:		Autre député:

